

*Crawford 2341*

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

---

6<sup>e</sup> VOLUME.

ANNÉE 1881.



BERNE.

IMPRIMERIE LANG & COMP.

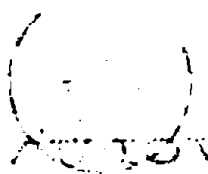
UNION POSTALE

INTERNATIONAL

THE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE



1881 22.12.82

1881 22.12.82

# TABLE DES MATIÈRES.

## A. TABLE CHRONOLOGIQUE.

	Pages		Pages
<b>N° 1. — 1<sup>er</sup> janvier.</b>		<b>N° 7. — 1<sup>er</sup> juillet.</b>	
Organisation de l'Administration des Postes suisses . . . . .	1—12	La caisse d'épargne postale en France . . . . .	141—156
Conférence postale de Paris de 1880 . . . . .	12—32	Les postes au Canada en 1879/80 . . . . .	156—161
Communications . . . . .	32	Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer (suite)	161—164
<b>N° 2. — 1<sup>er</sup> février.</b>		<b>N° 8. — 1<sup>er</sup> août.</b>	
Organisation de l'Administration des Postes norvégiennes	33—39	Les noms de la poste et leur origine . . . . .	165—175
Les courses postales dans l'Empire allemand . . . . .	39—48	Le service postal au Mexique en 1879/80 . . . . .	175—178
Les caisses d'épargne postales en Italie . . . . .	48—50	Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer (suite)	178—185
Nécrologie . . . . .	50—52	Communications . . . . .	185—188
Communications . . . . .	52	<b>N° 9. — 1<sup>er</sup> septembre.</b>	
<b>N° 3. — 1<sup>er</sup> mars.</b>		Le plus ancien ouvrage allemand traitant de l'histoire	
Les postes au Venezuela . . . . .	53—57	de la poste et du droit postal . . . . . 189—201	
Les postes aux États-Unis en 1879/80 . . . . .	57—63	Le service postal au Japon en 1879/80 . . . . . 201—205	
Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer . . . . .	63—68	Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer (suite)	
Tableaux de la statistique générale du service postal pendant l'année 1879 (supplément).		Communications . . . . . 206—207	
<b>N° 4. — 1<sup>er</sup> avril.</b>		<b>N° 10. — 1<sup>er</sup> octobre.</b>	
Organisation de l'Administration des Postes de Belgique	69—91	Notice sur l'histoire de la lettre et de l'art épistolaire 209—218	
Bibliographie postale . . . . .	91—92	Les caisses d'épargne postales en Italie en 1880 . . . . . 218—223	
Communications . . . . .	92	Le service des postes britanniques à Hong-Kong et en	
<b>N° 5. — 1<sup>er</sup> mai.</b>		Chine pendant l'année 1880 . . . . . 223—224	
Organisation de l'Administration des Postes de Belgique (suite et fin) . . . . .	93—101	Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer (suite)	
Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer (suite)	101—105	Communications . . . . . 225—228	
La poste à Hambourg . . . . .	105—112	<b>N° 11. — 1<sup>er</sup> novembre.</b>	
Bibliographie postale . . . . .	112—114	Le service postal de la caisse d'épargne . . . . . 229—237	
Communications . . . . .	114—116	Les postes britanniques pendant l'exercice 1880/81 . . . . . 237—245	
<b>N° 6. — 1<sup>er</sup> juin.</b>		Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer (suite)	
Le service des rebuts en France . . . . .	117—129	Communications . . . . . 246—248	
Le service postal de l'Inde britannique en 1879/80 . . . . .	129—137	<b>N° 12. — 1<sup>er</sup> décembre.</b>	
Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer (suite)	137—139	Organisation des postes de ville dans l'ancien temps . . . . . 249—260	
Communications . . . . .	139—140	Les caisses d'épargne postales en Italie . . . . . 260—263	
		Communications . . . . . 263—264	

## B. TABLE ALPHABÉTIQUE.

	Page		Page
<b>A</b> llemagne. Les Courses postales dans l'Empire allemand	39		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	64, 102, 103		
— Inauguration du service des colis postaux dans les relations avec la France	114		
— Emploi frauduleux de timbres-poste en Allemagne	114		
— Loi en faveur des veuves et des orphelins des employés de l'Empire d'Allemagne	185		
— Conférence, à Berlin, de Conseillers des Postes et de Directeurs des Postes et des Télégraphes	263		
<b>A</b> rgentine (République). Les rapports entre la poste et les chemins de fer	104		
<b>A</b> utriche. Les rapports entre la poste et les chemins de fer	104		
— Projet de loi ayant pour objet la création d'une caisse d'épargne postale	228		
<b>B</b> arbade (la). Adhésion à la Convention de Paris	188		
<b>B</b> elgique. Organisation de l'Administration des Postes de Belgique	69, 93		
— Inauguration du service des colis postaux dans les relations avec la France	114		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	137		
— Emploi de timbres-poste ordinaires pour les dépôts à la caisse d'épargne	139		
— Service postal de la caisse d'épargne	229		
<b>B</b> ibliographie postale. The Post Office and Aids to thrift. By the Right Hon. Henry Fawcett, M. P., Her Majesty's Postmaster General	91		
— Der administrative und technische Postdienst in Oesterreich, par Johann Bartl, k. k. Oberpostcontrolor in Wien	112		
— Guide manuel du postulant au surnumérariat des Postes et des Télégraphes, et à l'emploi d'auxiliaire des Télégraphes, par Émile Usquin, Directeur des Postes et des Télégraphes du Département des Alpes maritimes	113		
<b>B</b> résil. Les rapports entre la poste et les chemins de fer	139		
— Convention avec le Portugal, concernant l'échange des mandats de poste	248		
<b>C</b> aisse d'Épargne postale. Résultats obtenus dans la Grande-Bretagne par l'adoption des timbres-poste comme moyen d'épargne	32		
— Les caisses d'épargne postales en Italie	48, 218, 260		
— Emploi des sourds-muets dans le service de la caisse d'épargne postale d'Angleterre	139		
— Emploi de timbres-poste ordinaires pour les dépôts à la caisse d'épargne de Belgique	139		
— La caisse d'épargne postale en France	141		
— Projet de loi ayant pour objet la création d'une caisse d'épargne postale en Autriche	228		
— Service postal de la caisse d'épargne de Belgique	229		
<b>C</b> anada. Les postes au Canada en 1879/80	156		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	161		
<b>C</b> hemins de fer. Les rapports entre la poste et les chemins de fer	63, 101, 137, 161, 178, 206, 225, 246		
<b>C</b> hili. Adhésion à la Convention de Paris	52		
<b>C</b> hine. Service des postes britanniques en Chine en 1880	223		
<b>C</b> olis postaux. Conférence postale de Paris de 1880	12		
— Convention concernant l'échange des colis postaux	25		
— Inauguration du service des colis postaux dans les relations de la France avec l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse	114		
<b>C</b> olis postaux. Introduction du service des colis postaux dans les relations internes de l'Italie	140		
<b>C</b> onférence de Paris. (Voir colis postaux.)			
<b>C</b> onventions. (Voir colis postaux et sous les noms des pays intéressés.)			
<b>D</b> anemark. Les rapports entre la poste et les chemins de fer	161		
<b>É</b> gypte. Les rapports entre la poste et les chemins de fer	164		
— Extraits du rapport publié pour l'année 1880	189		
<b>E</b> spagne. Les rapports entre la poste et les chemins de fer	178		
— Convention avec la France concernant l'échange des valeurs déclarées	187		
<b>É</b> tat-Unis de l'Amérique du Nord. Les postes aux États-Unis de l'Amérique du Nord en 1879/80	57		
— Échange direct de dépêches avec l'Office ottoman	140		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	175		
<b>É</b> tats-Unis de Colombie. Adhésion à la Convention de Paris	52		
<b>É</b> tats-Unis de Venezuela. (Voir Venezuela.)			
<b>F</b> rance. Résultats du service des recouvrements en 1880	92		
— Inauguration du service des colis postaux dans les relations avec l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse	111		
— Le service des rebuts en France	117		
— La caisse d'épargne postale en France	141		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	181		
— Recouvrement des valeurs protestables	186		
— Droits à percevoir sur les recouvrements	187		
— Droits à percevoir pour les abonnements aux journaux	187		
— Convention avec l'Espagne concernant l'échange des valeurs déclarées	187		
<b>G</b> rande-Bretagne. Résultats obtenus par l'adoption des timbres-poste comme moyen d'épargne	32		
— Emploi de sourds-muets dans le service de la caisse d'épargne postale	139		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	206		
— Les postes britanniques pendant l'exercice 1880/81	237		
<b>G</b> rece. Les rapports entre la poste et les chemins de fer	206		
<b>G</b> renade. Adhésion à la Convention de Paris	52		
<b>G</b> uatemala. Adhésion à la Convention de Paris	139		
<b>H</b> ambourg. La poste à Hambourg	105		
<b>H</b> awaï. Adhésion à la Convention de Paris	228		
<b>H</b> onduras (République). Convention postale avec la République de Salvador	207		
<b>H</b> ong-Kong. Service des postes britanniques à Hong-Kong en 1880	223		
<b>H</b> ongrie. Changement dans la direction supérieure de l'Administration des postes hongroises	92		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	105		
<b>I</b> nde britannique. Le service postal en 1879/80	129		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	225		
<b>I</b> talie. Les caisses d'épargne postales en Italie	48, 218, 260		
— Introduction du service des colis postaux dans les relations internes	140		
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer	246		



	Pages
<b>Japon.</b> Le service postal en 1879,80 . . . . .	201
— Les rapports entre la poste et les chemins de fer . . . . .	247
<b>Lettre.</b> Notice sur l'histoire de la lettre et de l'art épistolaire . . . . .	209
<b>Libéria.</b> Nomination de M. T. Wiles aux fonctions de Directeur général des postes . . . . .	115
<b>Luxembourg.</b> Inauguration du service des colis postaux dans les relations avec la France . . . . .	114
<b>Mexique.</b> Le service postal en 1879,80 . . . . .	175
<b>Nécrologie.</b> M. Guillaume Naef . . . . .	50
<b>Norvège.</b> Organisation de l'Administration des postes norvégiennes . . . . .	33
<b>Nouvelle Galles du Sud.</b> Extrait du dernier rapport annuel . . . . .	208
<b>Paraguay.</b> Adhésion à la Convention de Paris . . . . .	114
<b>Portugal.</b> Convention avec le Brésil, concernant l'échange des mandats de poste . . . . .	248
<b>Poste.</b> Les rapports entre la poste et les chemins de fer . . . . . 63, 101, 137, 161, 178, 206, 225,	246
— Les noms de la poste et leur origine . . . . .	165
— Le plus ancien ouvrage allemand traitant de l'histoire de la poste et du droit postal . . . . .	189
— Organisation des postes de ville dans l'ancien temps . . . . .	249
<b>Salvador.</b> Convention postale avec la République de Honduras . . . . .	207
<b>St-Vincent.</b> Adhésion à la Convention de Paris . . . . .	188
<b>Sandwich (iles).</b> (Voir Hawaï).	

	Pages
<b>Ste-Lucie.</b> Adhésion à la Convention de Paris . . . . .	52
— Statistique générale du service postal dans les pays de l'Union postale universelle (supplément au N° 3 du Journal.)	
<b>Suisse.</b> Organisation de l'Administration des postes suisses . . . . .	1
— Inauguration du service des colis postaux dans les relations avec la France . . . . .	114
— Extrait du rapport de gestion pour l'année 1880 . . . . .	115
<b>Tabago.</b> Adhésion à la Convention de Paris . . . . .	52
<b>Timbres-poste.</b> Emploi frauduleux de timbres-poste en Allemagne . . . . .	114
— Emploi de timbres-poste pour les dépôts à la caisse d'épargne . . . . . 32, 139,	229
<b>Turques (iles).</b> Adhésion à la Convention de Paris . . . . .	52
<b>Turquie.</b> Échange direct de dépêches avec les États-Unis . . . . .	140
<b>Union postale universelle.</b> Adhésion des pays ci-après à la Convention de Paris :	
— La Grenade . . . . .	52
— Ste-Lucie . . . . .	52
— Tabago . . . . .	52
— Turques (iles) . . . . .	52
— Chili (république du) . . . . .	52
— Colombie (États-Unis de) . . . . .	52
— Paraguay . . . . .	114
— Guatemala . . . . .	139
— Barbade . . . . .	188
— St-Vincent . . . . .	188
— Hawaï . . . . .	228
<b>Vénézuëla.</b> Les postes au Vénézuëla . . . . .	53

# Inhalts-Verzeichniss.

## A. Chronologische Uebersicht.

	Seite		Seite
<b>Nº 1. — 1. Januar.</b>		<b>Nº 7. — 1. Juli.</b>	
Die Organisation der schweizerischen Postverwaltung . . . . .	1—12	Die französischen Postsparkassen . . . . .	141—156
Die Pariser Postkonferenz des Jahres 1880 (Schluss) . . . . .	12—32	Das Postwesen in Canada im Jahre 1879/80 . . . . .	156—161
Mittheilungen . . . . .	32	Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen (Forts.)	161—164
<b>Nº 2. — 1. Februar.</b>		<b>Nº 8. — 1. August.</b>	
Die Organisation der norwegischen Postverwaltung . . . . .	33—39	Die verschiedenen Namen für die Post und ihre Entstehung . . . . .	165—175
Das Postfuhrwesen im deutschen Reichspostgebiet . . . . .	39—48	Das Postwesen in Mexico im Jahre 1879/80 . . . . .	175—178
Die Postsparkassen in Italien . . . . .	48—50	Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen (Forts.)	178—185
Nekrolog . . . . .	50—52	Mittheilungen . . . . .	185—188
Mittheilungen . . . . .	52	<b>Nº 9. — 1. September.</b>	
<b>Nº 3. — 1. März.</b>		Das älteste deutsche geschichtlich-rechtliche Werk über die Posteinrichtungen . . . . .	189—201
Das Postwesen in Venezuela . . . . .	53—57	Das Postwesen in Japan im Jahre 1879/80 . . . . .	201—205
Das Postwesen der Vereinigten Staaten Amerikas im Jahre 1879/80 . . . . .	57—63	Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen (Forts.)	206—207
Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen . . . . .	63—68	Mittheilungen . . . . .	207—208
Statistik über den Postverkehr in den Ländern des Weltpostvereins (Anl. v. Nº 3).		<b>Nº 10. — 1. Oktober.</b>	
<b>Nº 4. — 1. April.</b>		Zur Geschichte des Briefes und des Briefschreibens . . . . .	209—218
Die Organisation der belgischen Postverwaltung . . . . .	69—91	Die italienischen Postsparkassen im Jahre 1880 . . . . .	218—223
Postalische Bücherkunde . . . . .	91—92	Der britische Postdienst in Hongkong und China im Jahre 1880 . . . . .	223—224
Mittheilungen . . . . .	92	Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen (Forts.)	225—228
<b>Nº 5. — 1. Mai.</b>		Mittheilungen . . . . .	228
Die Organisation der belgischen Postverwaltung (Schluss)	93—101	<b>Nº 11. — 1. November.</b>	
Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen (Forts.)	101—105	Mitwirkung der Postanstalten an den Sparkassengeschäften . . . . .	229—237
Die Post in Hamburg . . . . .	105—112	Das britische Postwesen im Jahre 1880/81 . . . . .	237—245
Postalische Bücherkunde . . . . .	112—114	Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen (Forts.)	246—248
Mittheilungen . . . . .	114—116	Mittheilungen . . . . .	248
<b>Nº 6. — 1. Juni.</b>		<b>Nº 12. — 1. Dezember.</b>	
Die Behandlung der Retourbriefe in Frankreich . . . . .	117—129	Die ältesten Stadtpostanstalten . . . . .	249—260
Das Postwesen in Britisch-Ostindien im Jahre 1879/80	129—137	Die italienischen Postsparkassen . . . . .	260—263
Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen (Forts.)	137—139	Mittheilungen . . . . .	263—264
Mittheilungen . . . . .	139—140		

## B. Sachregister.

	Seite		Seite
<b>Argentinische Republik, Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in der</b> — . . . . .	103	<b>Frankreich, die Postsparkassen in</b> — . . . . .	141
		— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	181
		— Annahme von zur Protestaufnahme bestimmten Wechseln zur Einziehung durch die Post in — . . . . .	186
		— Austausch von Werthbriefen zwischen — und Spanien . . . . .	187
<b>Barbados, Beitritt von</b> — zum Weltpostverein . . . . .	188	<b>Freimarken, betrügerische Verwendung bereits gebrauchter</b> — im deutschen Reichspostgebiete . . . . .	114
<b>Belgien, Organisation der Postverwaltung in</b> — . . . . .	69, 93	— Benutzung der — zu Einzahlungen bei den Sparkassen . . . . .	32, 139, 229
— Ausführung des Vertrages vom 3. November 1880 im Verkehr mit Frankreich . . . . .	114		
— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	137		
— Benutzung der Freimarken zu Einzahlungen bei der Sparkasse in — . . . . .	139		
— Mitwirkung der Postanstalten an den Sparkassengeschäften in — . . . . .	229	<b>Grenada, Beitritt von</b> — zum Weltpostverein . . . . .	52
<b>Brasilien, Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in</b> — . . . . .	139	<b>Griechenland, Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in</b> — . . . . .	206
— Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr zwischen — und Portugal . . . . .	248	<b>Grossbritannien, Benutzung der Freimarken zu Einzahlungen bei den Postsparkassen in</b> — . . . . .	32
<b>Brief. Zur Geschichte des Briefes und des Briefschreibens</b> . . . . .	209	— Verwendung von Taubstummen im Postsparkassendienst in — . . . . .	139
<b>Bucherkunde, postalische. The Post Office and Aids to Thrift</b> . . . . .	91	— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	206
— Der administrative und technische Postdienst in Oesterreich . . . . .	112	— das Postwesen in — im Jahre 1880/81 . . . . .	237
— Guide manuel du postulant au surnumérariat des Postes et des Télégraphes et à l'emploi d'auxiliaire des Télégraphes . . . . .	113	<b>Guatemala, Beitritt von</b> — zum Weltpostverein . . . . .	139
		<b>Hamburg, die Post in</b> — . . . . .	105
		<b>Hawaii, Beitritt von</b> — zum Weltpostverein . . . . .	228
		<b>Honduras, neuer Postvertrag mit San Salvador</b> . . . . .	207
		<b>Hongkong, der britische Postdienst in</b> — im Jahre 1880 . . . . .	223
<b>Canada, das Postwesen in</b> — im Jahre 1879/80 . . . . .	156		
— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	161	<b>Italien, die Postsparkassen in</b> — . . . . .	48, 218, 260
<b>Chili, Beitritt von</b> — zum Weltpostverein . . . . .	52	— Beförderung von Postpaketen im innern Verkehr von — . . . . .	140
<b>China, der britische Postdienst in</b> — im Jahre 1880 . . . . .	223	— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	246
<b>Columbien (Vereinigte Staaten von —), Beitritt derselben zum Weltpostverein</b> . . . . .	52		
		<b>Japan, das Postwesen in</b> — im Jahre 1879/80 . . . . .	201
		— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	247
<b>Dänemark, Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in</b> — . . . . .	161		
<b>Deutsche Reichs-Postverwaltung, das Postfuhrwesen der</b> — . . . . .	39	<b>Liberia, Ernennung des Herrn James T. Wiles zum General-Postdirektor der Republik</b> — . . . . .	115
— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen . . . . .	63	<b>Lucia s. St. Lucia.</b>	
— betrügerische Verwendung bereits gebrauchter Freimarken im Gebiete der — . . . . .	114	<b>Luxemburg, Ausführung des Vertrages vom 3. November 1880 im Verkehr mit Frankreich</b> . . . . .	114
— Gesetz, betr. die Fürsorge für die Wittwen und Waisen der Beamten der — . . . . .	185		
— Konferenz von Posträthen und Post- und Telegraphen-Direktoren in Berlin . . . . .	263	<b>Mexico, das Postwesen in</b> — im Jahre 1879/80 . . . . .	175
<b>Deutschland. Das älteste deutsche geschichtlich-rechtliche Werk über die Posteinrichtungen</b> . . . . .	189		
— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in Bayern und Württemberg . . . . .	102	<b>Nekrolog. Alt-Bundesrath Näf</b> . . . . .	50
— Ausführung des Vertrages vom 3. November 1880 im Verkehr mit Frankreich . . . . .	114	<b>Neu Süd-Wales, Auszug aus dem Jahresberichte der Postverwaltung von</b> — . . . . .	208
		<b>Norwegen, Organisation der Postverwaltung in</b> — . . . . .	33
		<b>Oesterreich, Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in</b> — . . . . .	104
		— Einführung von Postsparkassen in — . . . . .	228
<b>Egypten, Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in</b> — . . . . .	164	<b>Ostindien (Britisch-), Postwesen in</b> — im Jahre 1879/80 . . . . .	129
— finanzielle Ergebnisse der Postverwaltung in — im Jahre 1880 . . . . .	188	— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	225
<b>Eisenbahnen, Verhältnisse der Post zu den</b> — 63, 101, 137, 161, 178, 206, 225, 246			
		<b>Paraguay, Beitritt von</b> — zum Weltpostverein . . . . .	114
<b>Frankreich, Ergebnisse des Postauftragsverfahrens in</b> — im Jahre 1880 . . . . .	92	<b>Pariser Postkonferenz des Jahres 1880</b> . . . . .	12
— Ausführung des Vertrages vom 3. November 1880 im Verkehr mit Belgien, Deutschland, Luxemburg und der Schweiz . . . . .	114	<b>Portugal, Einführung des Postanweisungs-Verfahrens im Verkehr zwischen</b> — und Brasilien . . . . .	248
— Behandlung der Retourbriefe in — . . . . .	117	<b>Post, die Verhältnisse der</b> — zu den Eisenbahnen 63, 101, 137, 161, 178, 206, 225, 246	
		— die verschiedenen Namen der — und ihre Entstehung . . . . .	165

	Seite
<b>Posteinrichtungen, das älteste deutsche geschichtlich-rechtliche Werk über die</b> . . . . .	189
<b>Postpakete ohne Werthangabe, Vertrag betreffend den Austausch von</b> — . . . . .	25
— Austausch von — zwischen Frankreich einerseits und Belgien, Deutschland, Luxemburg und der Schweiz andererseits vom 1. Mai ab . . . . .	114
— Einführung der — im innern Verkehr Italiens . . . . .	140
<b>Postsparkassen, Benutzung der Freimarken zu Einzahlungen bei den</b> — . . . . .	32, 139
— die — in Italien . . . . .	48, 218, 260
— Verwendung von Taubstummen im Dienste der — in Grossbritannien . . . . .	139
— die — in Frankreich . . . . .	141
— Einführung von — in Oesterreich . . . . .	228
<b>R</b> etourbriefe, Behandlung der — in Frankreich . . . . .	117
<b>S</b> <sup>t</sup> Lucia, Beitritt von — zum Weltpostverein . . . . .	52
<b>S</b> t. Vincent, Beitritt von — zum Weltpostverein . . . . .	188
<b>S</b> andwichs-Inseln s. Hawaii.	
<b>S</b> an Salvador, neuer Postvertrag mit Honduras . . . . .	207
<b>S</b> chweiz, Organisation der Postverwaltung der — . . . . .	1
— Ausführung des Vertrages vom 3. November 1880 im Verkehr mit Frankreich . . . . .	114
— Geschäftsbericht der schweizerischen Postverwaltung für das Jahr 1880 . . . . .	115
<b>S</b> panien, Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	178
— Abschluss eines Vertrages mit Frankreich betreffend den Austausch von Werthbriefen . . . . .	187
<b>S</b> parkassen, Mitwirkung der Poststellen in Belgien an den Geschäften der — . . . . .	229
— s. auch Postsparkassen.	
<b>S</b> tadtpostanstalten, die ältesten — . . . . .	249

	Seite
<b>Statistik über den Postverkehr in den Vereinsländern im Jahre 1879, s. Anl. von Nr. 3.</b>	
<b>T</b> abago, Beitritt von — zum Weltpostverein . . . . .	52
<b>T</b> ürkei, Einführung geschlossener Briefpakete zwischen Konstantinopel und New-York . . . . .	140
<b>T</b> urk-Inseln, Beitritt der — zum Weltpostverein . . . . .	52
<b>U</b> ngarn, Ressortverhältnisse der General-Postdirektion in — . . . . .	92
— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in — . . . . .	105
<b>V</b> enezuela, das Postwesen in — . . . . .	53
<b>V</b> ereinigte Staaten Amerikas, Einführung geschlossener Briefpakete zwischen New-York und Konstantinopel . . . . .	140
— das Postwesen der — im Jahre 1879, 80 . . . . .	57
— Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen in den — . . . . .	179
<b>V</b> ereinigte Staaten von Columbien, s. Columbien.	
<b>V</b> ertrag vom 3. November 1880, betreffend den Austausch von Postpaketen ohne Werthangabe . . . . .	25
<b>W</b> eltpostverein, Beitritt zum — von	
Barbados . . . . .	188
Chili . . . . .	52
Columbien . . . . .	52
Grenada . . . . .	52
Guatemala . . . . .	139
Hawaii . . . . .	228
Paraguay . . . . .	114
St. Lucia . . . . .	52
St. Vincent . . . . .	188
Tabago . . . . .	52
den Turk-Inseln . . . . .	52

# TABLE OF CONTENTS.

## A. CHRONOLOGICAL TABLE.

	Page		Page
<b>N° 1.—1<sup>st</sup> of January.</b>		<b>N° 7.—1<sup>st</sup> of July.</b>	
Organisation of the Swiss Postal Administration . . .	1—12	The Post Office Savings Bank in France . . . . .	141—156
The Postal Conference of Paris in the year 1880 (conclusion) . . . . .	12—32	The postal service in Canada during the year 1879/80	156—161
Miscellaneous . . . . .	32	The relations between the Post and the Railways (continuation) . . . . .	161—164
<b>N° 2.—1<sup>st</sup> of February.</b>		<b>N° 8.—1<sup>st</sup> of August.</b>	
Organisation of the Postal Administration of Norway	33—39	The names given to the Post, and their origin . . .	165—175
The horse-post service in Germany . . . . .	39—48	The postal service in Mexico during the fiscal year July 1879/80 . . . . .	175—178
Post Office Savings Banks in Italy . . . . .	48—50	The relations between the Post and the Railways (continuation) . . . . .	178—185
Obituary . . . . .	50—52	Miscellaneous . . . . .	185—188
Miscellaneous . . . . .	52	<b>N° 9.—1<sup>st</sup> of September.</b>	
<b>N° 3.—1<sup>st</sup> of March.</b>		The oldest German historical and legal work on postal arrangements . . . . .	189—201
The postal service in Venezuela . . . . .	53—57	The postal service in Japan during the year 1879/80 .	201—205
The postal service in the United States of America during the fiscal year 1879/80 . . . . .	57—63	The relations between the Post and the Railways (continuation) . . . . .	206—207
The relations between the Post and the Railways . .	63—68	Miscellaneous . . . . .	207—208
General Statistics of the postal service in the countries of the Universal Postal Union for the year 1879. (Supplement to N° 3.)		<b>N° 10.—1<sup>st</sup> of October.</b>	
<b>N° 4.—1<sup>st</sup> of April.</b>		History of the Letter and of Letter-Writing . . . . .	209—218
Organisation of the Postal Administration of Belgium	69—91	The Post Office Savings Banks in Italy during the year 1880 . . . . .	218—223
Postal Bibliography . . . . .	91—92	The British postal service in Hongkong and China during the year 1880 . . . . .	223—224
Miscellaneous . . . . .	92	The relations between the Post and the Railways (continuation) . . . . .	225—228
<b>N° 5.—1<sup>st</sup> of May.</b>		Miscellaneous . . . . .	228
Organisation of the Postal Administration of Belgium (conclusion) . . . . .	93—101	<b>N° 11.—1<sup>st</sup> of November.</b>	
The relations between the Post and the Railways (continuation) . . . . .	101—105	Co-operation of the Post Office in the Savings Bank service . . . . .	229—237
The postal service in Hamburg . . . . .	105—112	The British postal service during the year 1880/81 .	237—245
Postal Bibliography . . . . .	112—114	The relations between the Post and the Railways (continuation) . . . . .	246—248
Miscellaneous . . . . .	114—116	Miscellaneous . . . . .	248
<b>N° 6.—1<sup>st</sup> of June.</b>		<b>N° 12.—1<sup>st</sup> of December.</b>	
The treatment of dead matter in France . . . . .	117—129	The most ancient town-post arrangements . . . . .	249—260
The postal service in British East India during the year 1879/80 . . . . .	129—137	The Post Office Savings Banks in Italy . . . . .	260—263
The relations between the Post and the Railways (continuation) . . . . .	137—139	Miscellaneous . . . . .	263—264
Miscellaneous . . . . .	139—140		

## B. ALPHABETICAL TABLE.

	Page		Page
<b>A</b> rgentine Republic, relations between the Posts and the Railways in, . . . . .	103	<b>Germany</b> , horse-post service in, . . . . .	39
<b>Austria</b> , introduction of Post Office Savings Banks in, . . . . .	228	— law for making provision for the widows and orphans of postal officers in, . . . . .	185
— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	104	— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	63
<b>B</b> arbadoes, adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	188	— relations between the Post and the Railways in Ba- varia and Württemberg . . . . .	101
<b>Belgium</b> , application of the Convention of the 3 <sup>d</sup> of November 1880 in the exchange between, and France . . . . .	114	— the oldest historical and legal work on postal arrange- ments in, . . . . .	189
— co-operation of the Post Office in, in the service of the Savings Banks . . . . .	229	<b>Great Britain</b> , employment of deaf and dumb persons in the Post Office Savings Bank Department of, . . . . .	139
— organisation of the Postal Administration of, . . . . .	69, 93	— postal service in, during 1880/81 . . . . .	237
— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	137	— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	206
— use of postage-stamps as deposits in the Savings Banks in, . . . . .	139	— use of postage-stamps as deposits in the Post Office Savings Banks in, . . . . .	32
<b>Bibliography</b> , postal, <i>Der administrative und technische Post-dienst in Oesterreich</i> . . . . .	112	<b>Greece</b> , relations between the Post and the Railways in, . . . . .	206
— <i>Guide manuel du postulant au surnumérariat des postes et des télégraphes et à l'emploi d'auxiliaire des télé-graphes</i> . . . . .	113	<b>Grenada</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	52
— The Post Office and Aids to Thrift . . . . .	91	<b>Guatemala</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	139
<b>Brazil</b> , conclusion of a Convention concerning the exchange of money-orders between, and Portugal . . . . .	248	<b>H</b> amburg, the Post in, . . . . .	105
— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	139	<b>Hawaii</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	228
<b>C</b> anada, postal service in, during 1879/80 . . . . .	156	<b>Hongkong</b> , British postal service in, and China during 1880 . . . . .	223
— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	161	<b>Honduras</b> , conclusion of a new postal arrangement between, and San Salvador . . . . .	207
<b>Chili</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	52	<b>Hungary</b> , General Postal Direction of, transferred to the Ministry of Public Works and Communications . . . . .	92
<b>China</b> , British postal service in, and Hongkong during 1880 . . . . .	223	— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	105
<b>Colombia, United States of</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	52	<b>I</b> ndia, British, postal service in, during 1879/80 . . . . .	129
<b>Conference</b> , postal, see Postal Conference.		— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	225
<b>Convention</b> , of the 3 <sup>d</sup> of November 1880, concerning the ex- change of postal parcels without declaration of value . . . . .	25	<b>Italy</b> , introduction of postal parcels in the domestic service of, . . . . .	140
<b>D</b> ead matter, treatment of, in France . . . . .	117	— Post Office Savings Banks in, . . . . .	48, 218, 260
<b>Denmark</b> , relations between the Post and the Railways in, . . . . .	161	— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	216
<b>E</b> ast India, British, see India.		<b>J</b> apan, postal service in, during 1879/80 . . . . .	201
<b>Egypt</b> , relations between the Post and the Railways in, . . . . .	164	— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	247
— revenue of the Postal Administration of, during 1880 . . . . .	188	<b>L</b> etter, history of the Letter, and of Letter-Writing . . . . .	209
<b>F</b> rance, application of the Convention of the 3 <sup>d</sup> of November 1880, in the exchange between, and Belgium, Germany, Luxemburg, and Switzerland . . . . .	114	<b>Liberia</b> , appointment of Mr. Wiles as Director General of the Posts of, . . . . .	115
— collection of bills of exchange liable to protest through the medium of the postal service in, . . . . .	186	<b>Lucia, St.</b> , see St. Lucia.	
— conclusion of a Convention concerning the exchange of letters with value declared between, and Spain . . . . .	187	<b>Luxemburg</b> , application of the Convention of the 3 <sup>d</sup> of No- vember 1880 in the exchange between, and France . . . . .	114
— Post Office Savings Banks in, . . . . .	141	<b>M</b> exico, postal service in, during 1879/80 . . . . .	175
— relations between the Post and the Railways in, . . . . .	181	<b>N</b> ew South Wales, Extract from the Report on the postal service in, . . . . .	208
— revenue from the collection-order business in, during 1880 . . . . .	92	<b>Norway</b> , organisation of the Postal Administration of, . . . . .	33
— treatment of dead matter in, . . . . .	117	<b>O</b> bituary, Naef, ex-federal councillor of Switzerland. . . . .	50
<b>G</b> ermany, application of the Convention of the 3 <sup>d</sup> of No- vember 1880 in the exchange between, and France . . . . .	114	<b>Organisation of the Postal Administrations</b> , see the countries concerned.	
— conference of postal councillors and postmasters of 1 <sup>st</sup> class post and telegraph offices in Berlin . . . . .	263	<b>P</b> araguay, adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	114
— fraudulent use of already employed postage-stamps in, . . . . .	114	<b>Portugal</b> , conclusion of an arrangement concerning the ex- change of money-orders between, and Brazil. . . . .	248

	Page
Post, relations between, and the Railways 63, 101, 137, 161, 178, 206, 225, 246	246
— the different names given to it, and their origin . . .	165
Postage-stamps, fraudulent use of, already employed, in Germany	114
— use of, as deposits in Post Office Savings Banks 32, 139,	229
Postal arrangements, the oldest German historical and legal work on, . . . . .	189
Postal Conference, of Paris, of the year 1880. . . . .	12
Postal parcels without declaration of value, convention concern- ing the exchange of, . . . . .	25
— exchange of, between France on the one hand, and Belgium, Germany, Luxemburg, and Switzerland, on the other . . . . .	114
— introduction of, in the domestic service of Italy . . .	140
Postal service, see the countries concerned.	
Post Office Savings Banks, employment of deaf and dumb persons in the Department for, in Great Britain . . .	139
— in France . . . . .	141
— in Italy . . . . .	48, 218, 260
— introduction of, in Austria . . . . .	228
— use of postage-stamps as deposits in, . . . . .	32, 139
<b>R</b> ailways, relations between, and the Post 63, 101, 137, 161, 178, 206, 225, 246	246
<b>S</b> andwich Islands, see Hawaii.	
San Salvador, conclusion of a new postal convention between, and Honduras . . . . .	207
Savings Banks, co-operation of the Post Office in Belgium in the service of, . . . . .	229
— see also Post Office Savings Banks.	
Spain, conclusion of a Convention concerning the exchange of letters with value declared between, and France . . .	187
— relations between the Post and the Railways in, . . .	178
Statistics, General, for the year 1879, in the countries of the Universal Postal Union. Supplement to No 3.	

	Page
<b>St. Lucia</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . . .	52
<b>St. Vincent</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . . .	188
<b>Switzerland</b> , application of the Convention of the 3 <sup>d</sup> of November 1880 in the exchange between, and France	114
— organisation of the Postal Administration of, . . . . .	1
— report for 1880, on the postal service in, . . . . .	115
<b>T</b> obago, adhesion of, to the Universal Postal Union . . . . .	52
<b>Town-post arrangements</b> , the most ancient, . . . . .	249
<b>Turkey</b> , introduction of a direct exchange of closed mails between Constantinople and New York . . . . .	140
<b>Turks Islands</b> , adhesion of, to the Universal Postal Union . .	52
<b>U</b> nited States of America, introduction of a direct exchange of closed mails between New York and Constantinople	140
— postal service in, during 1879/80 . . . . .	57
— relations between the Post and the Railways in, . . .	179
<b>United States of Colombia</b> , see Colombia.	
<b>Universal Postal Union</b> , adhesion to, of —:	
Barbadoes . . . . .	188
Chili . . . . .	52
Colombia (United States of) . . . . .	52
Grenada . . . . .	52
Guatemala . . . . .	139
Hawai . . . . .	228
Paraguay . . . . .	114
St. Lucia . . . . .	52
St. Vincent . . . . .	188
Tobago . . . . .	52
Turks Islands . . . . .	52
<b>V</b> enezuela, postal service in, . . . . .	53
<b>Vincent, St.</b> , see St. Vincent . . . . .	53





# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

## Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois. . . . . „ 2. 30

Trois mois. . . . . „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 1.

Berne, 1<sup>er</sup> Janvier 1881.

**Sommaire.** — I. ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES POSTES SUISSES. — II. CONFÉRENCE POSTALE DE PARIS DE 1880 (*Suite et fin.*) — III. COMMUNICATIONS.

## Organisation de l'Administration des Postes suisses.

Sous la République helvétique (1798 à 1803) le service des postes fut, pour la première fois, établi sur des bases uniformes dans tout le territoire de la Confédération suisse.\*)

Lors de la chute du Gouvernement unitaire (1803) et de la mise en vigueur de l'Acte de Médiation, le monopole des postes fut de nouveau dévolu aux cantons. Chaque canton eut le droit d'exercer ce monopole pour son propre compte ou de le céder à d'autres cantons, à des sociétés ou à des particuliers. En outre, chaque canton avait le droit de fixer les taxes et de conclure des conventions postales avec les cantons voisins ou avec les États limitrophes.

Ce système devait nécessairement entraîner une grande diversité et une extrême complication dans l'organisation et dans les tarifs. La taxe simple des lettres circulant à l'intérieur de la Suisse variait entre 5 et 60 Rappen, ancienne valeur. Ainsi une lettre coûtait 50 Rappen d'Appenzell pour Sion, et 60 dans la direction inverse. Le port d'une lettre de Bellinzona pour Genève, ou vice versa, s'élevait à 47½ Rappen; il

Voir *Union postale* IV, page 111.

## Organisation der schweizerischen Postverwaltung.

Unter der helvetischen Regierung (1798—1803) wurde das Postwesen zum ersten Male nach einheitlichen, für das ganze Gebiet der schweizerischen Eidgenossenschaft geltenden Grundsätzen eingerichtet.\*)

Mit Auflösung dieses Einheitsstaates (1803) und der Einführung der sogenannten « Mediationsakte » wurde das Postregal wieder nach Kantonen getrennt; jeder Kanton erhielt das Recht, dasselbe auf eigene Rechnung auszuüben oder an andere Kantone bz. Gesellschaften und Private abzutreten. Jeder Kanton hatte ferner die Befugniss, mit den Nachbarkantonen und den ausländischen Staaten Postverträge abzuschliessen bz. die Taxen festzusetzen.

Dieses System führte naturgemäss in der Verwaltung sowohl, als im Tarifwesen zu grossen Ungleichheiten und Verwirrungen. Die einfache Brieftaxe im Innern der Schweiz betrug nach alter Währung 5 bis 60 Rappen. So kostete ein Brief von Appenzell nach Sitten (Sion) 50 und in umgekehrter Richtung 60 Rappen; ein Brief von Bellinzona nach Genf und umgekehrt kostete 47½ Rappen; von

\*) Siehe *Union postale* IV, Seite 111.

## Organization of the Swiss Postal Administration.

The first organization of the postal service, based upon uniform principles, applicable throughout the Swiss Confederation, dates from the period of the Helvetian Government (1798—1803).\*)

When this united State (1803) was divided by the so-called « Act of Mediation », the postal privilege was again given into the hands of the several Cantons; to each Canton was granted the right to carry out this privilege on its own account, or to cede it to other Cantons or companies, or to private persons. Every Canton was, moreover, entitled to conclude postal treaties with the neighbouring Cantons, and foreign countries, and to fix the postal rates.

This system naturally caused great differences and complications both in the way of administration, and in the tariffs. The domestic rate of postage for a single letter varied from 5 to 60 centimes, old currency. Thus, a letter from Appenzell to Sion cost 50, and *vice versa* 60 centimes; a letter from Bellinzona to Geneva, or *vice versa*, 47½ centimes; one from Zürich to Berne 20, and from Berne to Zürich

\*) See *l'Union postale*, vol. IV, page 111.

était, de Zurich pour Berne, de 20 Rappen, et de 16 Rappen seulement de Berne pour Zurich. Une lettre de Zurich coûtait 35 Rappen pour Genève, 25 pour Lausanne, 20 pour Neuchâtel, 16 pour Hérisau, 15 pour Liestal, 12 pour Schwyz, 10 pour Bâle, 8 pour Schaffhouse, 7½ pour Frauenfeld, 6 pour Winterthur et 5 pour Zug.

La Constitution fédérale de 1848 mit un terme à cet état de choses, en déclarant que les postes sont un droit régalien de la Confédération. On érigea en principes fondamentaux l'unité de tarif et l'inviolabilité du secret des lettres.

La loi du 25 mai 1849 sur l'organisation de l'Administration des postes attribue au Conseil fédéral la direction et la haute surveillance du service des postes. C'est le Conseil fédéral qui négocie les traités postaux avec l'étranger, sous réserve, toutefois, de ratification par l'Assemblée fédérale. Celle-ci peut, dans certains cas, déléguer ce droit au Conseil fédéral. Ce Conseil établit, en outre, de nouveaux courriers et messagers piétons et supprime, s'il y a lieu, ceux qui existent.

L'Assemblée fédérale vote les lois relatives aux fonctionnaires et à leurs traitements. En se basant sur les dispositions légales et le budget annuel, le Conseil fédéral nomme les fonctionnaires et fixe leur traitement. La durée des fonctions est toujours de 3 ans. La période actuelle a commencé le 1<sup>er</sup> avril 1879. Quant aux employés subalternes (conducteurs, dépositaires, messagers, facteurs aux lettres, facteurs aux messageries, chargeurs, etc.), ils sont nommés pour une durée indéterminée par le Département des Postes et des Chemins de fer. La Direction générale des Postes choisit les volontaires et les aspirants, leur délivre les diplômes et leur assigne leurs fonctions.

Actuellement la haute surveillance sur toutes les affaires postales appartient au *Département des Postes et des Chemins de fer*, à la tête duquel est placé un *Conseiller fédéral*. Le Département des Postes et des Che-

Zürich nach Bern 20 und umgekehrt 16 Rappen; von Zürich nach Genf 35, nach Lausanne 25, nach Neuchâtel 20, nach Herisau 16, nach Liestal 15, nach Schwyz 12, nach Basel 10, nach Schaffhausen 8, nach Frauenfeld 7½, nach Winterthur 6 und nach Zug 5 Rappen.

Die Bundesverfassung vom Jahre 1848 machte diesem Wirrwarr ein Ende, indem sie das Postwesen als Regal des Bundes erklärte. Als Hauptgrundsätze wurden die Tarifeinheit und die Unverletzbarkeit des Briefgeheimnisses verfassungsmässig festgestellt.

Im Organisationsgesetze vom 25. Mai 1849 wird der Bundesrath als oberste vollziehende und leitende Behörde für das Postwesen bezeichnet. Erschliesst die Postverträge mit dem Auslande ab, doch steht die Genehmigung derselben der Bundesversammlung zu. Ausnahmsweise kann dieses Recht auch dem Bundesrath übertragen werden. Letzterem ist ferner die Einrichtung neuer Postkurse und die Aufhebung von bestehenden vorbehalten.

Bezüglich der Beamten und deren Gehälter erlässt die Bundesversammlung die nöthigen Gesetze. Auf Grund der gesetzlichen Befugnisse und des jährlichen Voranschlags wählt der Bundesrath die Beamten und bestimmt deren Gehälter. Die Amtsdauer ist jeweilig auf 3 Jahre festgesetzt. Die jetzige Amtsdauer hat mit dem 1. April 1879 begonnen. Die unteren Angestellten (Kondukteure, Ablagehalter, Boten, Briefträger, Packetträger, Packer u. s. w.) ernennt das Post- und Eisenbahn-Departement auf unbestimmte Zeit. Die Auswahl der Lehrlinge und Aspiranten, sowie die Patentirung und Verwendung derselben ist Sache der Oberpostdirektion.

Die unmittelbare Aufsicht des gesammten Postwesens ist gegenwärtig dem *Post- und Eisenbahn-Departement* übertragen. An der Spitze steht jeweilig ein Mitglied des *Bundesrathes*. Das Post- und Eisenbahn-Departement zerfällt in drei Hauptabtheilungen: für Post, Telegraphen und Eisenbahnen. Unter dem Departement ist

16 centimes; from Zürich to Geneva 35, to Lausanne 25, to Neuchâtel 20, to Herisau 16, to Liestal 15, to Schwyz 12, to Basle 10, to Schaffhausen 8, to Frauenfeld 7½, to Winterthur 6, and to Zug 5 centimes.

The Federal Constitution of the year 1848 put an end to this confusion by making the postal service the monopoly of the Confederation. The fundamental principles laid down were uniformity of rates, and inviolability of the letter-secrecy.

In the law of organization of the 25<sup>th</sup> of May 1849 the Federal Council is designated as the supreme executive and administrative body of the postal service. It concludes the postal treaties with foreign countries, but the ratification of these treaties devolves upon the Federal Assembly. In exceptional cases this right may be transferred to the Federal Council. Upon the latter also devolves the establishment of new postal lines, and the discontinuance of existing ones.

As concerns officers and their salaries, the necessary laws are enacted by the Federal Assembly. The officers are appointed and their salaries are fixed by the Federal Council on the ground of the powers conferred upon this body, and according to the yearly estimates. The time of office of postal employés is fixed at three years. The last period of office began on the 1<sup>st</sup> of April 1879. The subordinate officials (such as mail-guards, station-masters, messengers, letter-carriers, parcel-carriers, packers, &c.) are appointed for an indefinite period by the Post and Railway Department. The selection of apprentices and aspirants to postal situations, and the appointment and employment of the same devolve upon the General Postal Direction.

The *Post and Railway Department* has at present the duty of superintending the whole postal service. A member of the *Federal Council* is at the head of this Department. The Post and Railway Department is divided into three principal divisions, *viz.* one for the Posts, one for the Telegraphs, and one for the Rail-

Chemins de fer comprend trois divisions : les postes, les télégraphes et les chemins de fer. Au Département est subordonnée une *Direction générale des Postes*, avec un Directeur général, auquel incombe le soin de toutes les affaires postales. Ces hautes fonctions, prévues par la loi de 1849 sur l'organisation, et provisoirement remplies pendant la période de transition de 1848 à 1849, restèrent ensuite inoccupées jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1879. La Direction générale des Postes embrasse 3 sections. La première, qui porte le titre de *Section principale*, comprend le service général, le personnel, le matériel de bureau, les effets d'uniforme, le contrôle des timbres-poste, le registre des correspondances (Registratur) et le service des expéditionnaires (Expeditionskanzlei). La seconde section, qui porte le nom de *Bureau des Courses*, dirige le service des diligences et des transports. La troisième section, le *Contrôle général des postes*, est chargée de toutes les affaires relatives à la comptabilité.

Le territoire postal de la Suisse est divisé en onze arrondissements : Genève, Lausanne, Berne, Neuchâtel, Bâle, Aarau, Lucerne, Zurich, St-Gall, Coire et Bellinzona. Dans chaque arrondissement il y a une direction, qui se compose d'un directeur, d'un adjoint, d'un contrôleur et d'un caissier, ainsi que du nombre nécessaire de commis. Sous la surveillance immédiate des directions d'arrondissement sont placés :

11 bureaux de	I <sup>e</sup> classe,
95 » »	II <sup>e</sup> »
693 » »	III <sup>e</sup> »

En tout 799 bureaux et 2003 dépôts.

Les bureaux de I<sup>e</sup> classe se trouvent au siège des directions d'arrondissement et se composent, suivant leur importance, de divers bureaux pour le service de la poste aux lettres, pour celui des messageries et des mandats, ainsi que pour celui des voyageurs. Les bureaux de II<sup>e</sup> classe, établis dans les autres localités les plus importantes, sont gérés par des administrateurs postaux avec le nombre d'aides nécessaire. Les bureaux de

zur Leitung des gesammten Postwesens die *Oberpostdirektion* eingesetzt, an deren Spitze der Oberpostdirektor steht. Diese Stelle, welche im Organisationsgesetz von 1849 vorgesehen und ursprünglich auch während der Uebergangsperiode von 1848 auf 1849 provisorisch besetzt war, blieb sodann bis zum 1. Januar 1879 unbesetzt. Die Oberpostdirektion besteht aus drei Abtheilungen, von denen die erste Abtheilung die Geschäfte, betreffend den allgemeinen Dienstbetrieb, die Personalverhältnisse, die Bureauaterialien, Dienstkleidung, Werthzeichenkontrolle, Registratur und Expeditionskanzlei umfasst und die Bezeichnung « *Hauptabtheilung* » führt; die zweite Abtheilung leitet das Postkurs- und Fuhrwesen unter dem Namen « *Kursbureau* » und die dritte Abtheilung das Rechnungswesen unter dem Namen « *Oberpostkontrolle* ».

Das schweizerische Postgebiet ist in 11 Kreise eingetheilt: Genf, Lausanne, Bern, Neuenburg, Basel, Aarau, Luzern, Zürich, St. Gallen, Chur, Bellinzona. An der Spitze eines jeden Kreises steht die Kreispostdirektion, welche aus dem Direktor, einem Adjunkten, je einem Kontrolleur und Kassierer, sowie dem erforderlichen Expeditionspersonal zusammengesetzt ist. Unter der direkten Aufsicht dieser Kreispostdirektionen stehen :

11 Postämter	I. Klasse,
95 » »	II. »
693 » »	III. »

insgesammt 799 Postämter und 2003 Ablagen. Die Postämter I. Klasse befinden sich am Sitze der Kreispostdirektionen und sind, je nach dem Geschäftsumfange, aus verschiedenen Büreaus für den Briefpost-, Fahrpost- und Geldanweisungsdienst, sowie für die Personen-Beförderung zusammengesetzt. Den Postämtern II. Klasse, welche in den übrigen verkehrsreichen Orten eingerichtet sind, steht ein Postverwalter vor, welchem das nöthige Dienstpersonal zugetheilt ist. Die Postämter III. Klasse werden von einem Posthalter ohne Gehülfen versehen. Der Bestelldienst ist entweder den Posthaltern übertragen oder wird

ways. The postal service is managed by the *General Postal Direction*, which is subordinate to the Department, and the head of which is the Director General of Posts. This office, which was created by the law of 1849, and had already been filled temporarily during the period from 1848 to 1849, remained unfilled till the 1<sup>st</sup> of January 1879. The General Postal Direction is divided into three Sections, the first of which manages the business concerning the service in general, the staff, the office necessaries, the uniforms, the control of postage-stamps, the register's, and corresponding offices, and bears the denomination of *Principal Section*; the second has the direction of the postal lines, and has the title of *Kursbureau* (Course Office), and the third, with the designation of *Oberpostkontrolle* (Chief Postal Control Office) has the charge of the accounts.

The Swiss postal territory is divided into the 11 districts of:—Geneva, Lausanne, Berne, Neuchatel, Basle, Aarau, Lucerne, Zürich, St. Gall, Coire, and Bellinzona. Each district is in the charge of a District Postal Direction, consisting of a Director, an Assistant Director, a Controller, a Cashier, and the necessary clerks, and subordinate officials. These District Postal Directions exercise the immediate superintendence over :

11 post-offices of the	I class,
95 » » »	II »
693 » » »	III »

total 799 post-offices, and 2003 postal stations.

The I class post-offices are located in the same towns as the District Postal Directions, and consist, according to the extent of their business, of a smaller or larger number of bureaux having charge of the letter-post, the parcel-post, the money-order business, and the passenger service. The II class offices are established in other important towns, and their staff consists of a postmaster (*Postverwalter*), and the necessary employés. III class post-offices are in charge of a postmaster (*Posthalter*) who has no as-

III<sup>e</sup> classe sont tenus par des buralistes, sans aides. Le service de distribution est confié aux buralistes ou effectué par des facteurs aux lettres et aux messageries payés par l'Administration. Il n'existe pas, à vrai dire, de fusion des services des postes et des télégraphes; mais là où rien ne s'y oppose, le service de la poste et celui du télégraphe, dans les localités peu importantes, sont réunis dans un même bureau et sont effectués par le même employé.

Sur les lignes de chemins de fer, ainsi que sur les bateaux à vapeur, circulent des *bureaux ambulants* ou des *bureaux flottants* de une à six fois par jour suivant les besoins. Leurs parcours sont fixés sans égard à la limite des arrondissements postaux. C'est en général la direction placée à la tête de la ligne qui est chargée de fournir le personnel et de surveiller le service de ces bureaux. Suivant leur importance, il y est attaché de 1 à 5 fonctionnaires et un conducteur. Ces bureaux ambulants et ces bureaux flottants pourvoient à l'expédition des correspondances et des articles de messageries (sauf les remboursements). Il y a 55 bureaux ambulants qui parcourent chaque jour 13,342 kilomètres, et 5 bureaux flottants qui en font chaque jour 673.

Les *courses postales* sont de trois espèces.

1<sup>o</sup> Les services *concessionnés*, dont les entrepreneurs sont généralement tenus de transporter gratuitement les correspondances et les articles de messageries jusqu'au poids de 5 kilogrammes et qui, dans certains cas, ont encore à payer une taxe. Le transport a lieu pour le compte et aux risques et périls des entrepreneurs auxquels revient, en compensation, le total des recettes en voyageurs.

2<sup>o</sup> Les services *subventionnés*, à l'entretien desquels l'Administration des Postes contribue au moyen d'un subside. La voiture est en général fournie par l'entrepreneur; dans le cas contraire, l'Administration la met à sa disposition moyennant un droit de location. D'ordinaire, le postillon reçoit l'uniforme gratuitement.

durch besondere, von der Verwaltung besoldete Brief- und Packetträger wahrgenommen. Eine eigentliche Verschmelzung der Post- und Telegraphenverwaltung besteht nicht; doch werden, wenn keine besonderen Gründe entgegenstehen, die Post- und Telegraphenbüreaus in den kleineren Ortschaften in den nämlichen Lokalen untergebracht und die betreffenden Geschäfte von ein und derselben Person besorgt.

Auf den Eisenbahnrouuten, sowie auf den Dampfschiffen sind je nach Bedürfniss 1- bis 6mal täglich kursierende *Bahnpost-* bz. *Schiffpostbüreaus* eingerichtet. Die von denselben befahrenen Routen sind ohne Rücksicht auf die Grenzen der Postkreise festgesetzt. Die Büreaus unterstehen in der Regel derjenigen Kreispostdirektion, in deren Gebiet der Kurs ausmündet. Je nach der Wichtigkeit desselben werden in den Büreaus 1 bis 5 Beamte nebst einem Kondukteur verwendet. Diese Bahn- und Schiffpostbüreaus befassen sich mit der Umpedition von Brief- und Fahrpostgegenständen (mit Ausschluss der Nachnahmen). Es bestehen 55 Bahnpostbüreaus, welche täglich 13,342 Km. und 5 Schiffpostbüreaus, welche täglich 673 Km. zurücklegen.

Im *Postkurswesen* werden 3 Arten von Kursen unterschieden:

1) *Konzessionirte* Kurse, bei denen der Unternehmer in der Regel zur unentgeltlichen Beförderung der Brief- und Fahrpoststücke bis zu 5 Kilogr. Gewicht verpflichtet ist und, je nach Umständen, eine Gebühr zu entrichten hat. Der Transport erfolgt auf Rechnung und Gefahr des Unternehmers, wogegen demselben die gesamte Einnahme zufließt.

2) *Subventionirte* Kurse, bei welchen die Postverwaltung als Antheil an den Beförderungskosten eine Subvention zahlt. Das Fuhrwerk wird in der Regel vom Unternehmer gestellt, anderenfalls erhält die Verwaltung einen entsprechenden Wagenmiethzins. Die Dienstkleidung wird dem Postillon für gewöhnlich geliefert.

3) Postkurse, welche für *Rechnung der Verwaltung* eingerichtet sind. Die-

sistant. The delivery is effected either by III class postmasters, or by the special letter or parcel-carriers paid by the Administration. The postal and the telegraph services are not, properly speaking, amalgamated, but the post- and telegraph-offices in small localities are, when there are no special reasons to the contrary, located in the same house, and the duties of the two services are discharged by one and the same officer.

On *railway lines* and *steamboats* the mails are conveyed, as circumstances may require, from once to six times daily. The extent of these travelling post-office lines is fixed without regard to the limits of the postal districts. The service in the travelling post-offices is, as a rule, superintended by the District Postal Directions in whose districts the respective lines terminate. It also devolves upon these Directions to order the employés on travelling duty. The staff of a travelling office consists, according to the importance of the line, of from 1 to 5 officers with 1 mail-guard. The railway and steamboat post-offices effect the conveyance and transfer of articles of the letter and the parcel-post (with the exception of articles with reimbursement). There are 55 railway post-offices travelling daily over a distance of 13,342 kilomètres, and 5 steamboat post-offices with a daily mail transportation of 673 kilomètres.

The *postal lines* are divided into three different categories:—

1.—Lines called *Konzessionirte Kurse* (lines worked by virtue of a concession). The individuals who undertake to carry out the service on these lines, are, as a rule, bound to convey letters, and parcels up to 5 kilogrammes in weight, without charge to the Administration. They are, moreover, in certain circumstances, obliged to pay a certain sum to the Administration, and are held responsible for the punctual carrying out of the service. Their compensation consists in the receipts accruing from the conveyance of passengers.

3° Les services en *régie*. Les uns sont accompagnés d'un conducteur, les autres d'un postillon seulement. En ce qui concerne ces derniers, le maître de poste est responsable pour le transport. Les postillons sont au service des maîtres de poste (entrepreneurs); mais les uns et les autres relèvent disciplinairement de l'Administration des Postes. Le maître de poste reçoit pour le transport de la voiture principale une indemnité annuelle fixe. S'il emploie des voitures supplémentaires, l'Administration l'indemnise soit d'après un tarif, soit par l'abandon du prix des places des voyageurs. Sur certaines routes où circulent des petits services non accompagnés de conducteurs, le maître de poste participe aux recettes en voyageurs jusqu'à concurrence de 50 %. La fourniture des voitures supplémentaires est, en général, illimitée pour les passages des Alpes et pour les services des touristes. Les voitures supplémentaires sont pourvues de capotes mobiles qu'on peut baisser quand il fait beau temps.

Le monopole des postes comprend le transport des lettres fermées, et de tout autre objet fermé (paquets, argent, etc.) qui ne dépasse pas le poids de 5 kilogrammes, ainsi que le transport régulier des voyageurs et le service de la poste aux chevaux.

Le Conseil fédéral est autorisé à délivrer, moyennant finance, des concessions pour le transport régulier et périodique des voyageurs et de leurs bagages par chemins de fer, bateaux et voitures; pour le transport des voyageurs par la poste aux chevaux, ainsi que pour le transport des correspondances, articles de messageries, valeurs et voyageurs par les services spéciaux.

Les contraventions à la loi sur la «*régale des Postes*» sont punies d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 750 francs, et même jusqu'à 1000 francs en cas de récidive. Les autorités cantonales de police sont tenues de coopérer à la découverte et à la dénonciation des contraventions. Elles peuvent, au besoin, faire cesser le transport illicite d'objets

selben zerfallen in Kurse mit Konduktorbegleitung und in solche mit Begleitung von Postillonnen. Bei Kursen der letzteren Art ist der Unternehmer für den Transport verantwortlich. Die Postillone befinden sich im unmittelbaren Dienste der Postpferdehalter (Unternehmer); beide stehen jedoch unter der Disziplinargewalt der Postverwaltung. Der Postpferdehalter erhält für die Führung des Hauptwagens eine feste jährliche Vergütung. Wo Beiwagengestellung stattfindet, werden die Leistungen entweder nach dem Tarif oder durch Ueberlassung des Personengeldes entschädigt. Bei einzelnen kleineren Kursen ohne Konduktorbegleitung ist der Postpferdehalter bis zu 50 % am Ertrage des Reiseverkehrs betheiligt. Auf den grossen Alpen- und Touristenkursen ist die Beiwagengestellung in der Regel unbeschränkt. Die Beiwagen sind mit beweglichem Verdeck versehen, welches sich bei schönem Wetter zurück schlagen lässt.

Das *Postregal* erstreckt sich auf die Beförderung von verschlossenen Briefen und von anderen verschlossenen Gegenständen jeder Art (Packeten, Geldern u. s. w.) bis zum Gewichte von 5 Kilogramm, ferner auf den regelmässigen Personentransport, sowie auf die Beförderung der Personen durch Extraposten.

Der Bundesrath ist ermächtigt, für die regelmässige periodische Beförderung von Personen und deren Gepäck auf Eisenbahnen, Schiffen oder Fuhrwerken, für Beförderung von Personen durch Extraposten, sowie für den Transport von Briefen, Packeten, Geldern und Personendurch Botenfahrten, gegen Entrichtung einer Gebühr, Konzessionen zu ertheilen.

Die Verletzungen des Postregals werden mit einer Strafe bis zu 750 Fr. und in Wiederholungsfällen bis 3000 Fr. geahndet. Die kantonalen Polizeibehörden sind verpflichtet, zur Entdeckung von Straffällen mitzuwirken. Ein unerlaubter Postbetrieb kann nöthigenfalls durch Beschlagnahme der Transportmittel sofort unterdrückt werden.

2.—Lines called *Subventionirte Kurse*, towards the working of which a subsidy is paid by the Administration. The vehicles are furnished, as a rule, by the contractors. If this is not the case, the contractor pays to the Administration a certain sum for the lease of its own vehicles. The drivers' uniforms are generally furnished by the Administration.

3.—Lines on which the service is carried out *on account of the Administration*. These lines are divided into lines on which the mails are accompanied by mail-guards, and lines on which they are conveyed by drivers only. On the latter lines the contractors are made responsible for the regular carrying out of the service. The drivers are in the service of the contractors, but both are under the disciplinary power of the Administration. The contractor receives a fixed yearly compensation for the principal mail-coach. When he furnishes supplementary vehicles he is either paid a compensation calculated according to the tariff, or allowed to keep the passenger fares. As concerns certain unimportant lines on which the mails are not accompanied by a guard, the contractor is allowed a share of up to 50 per cent. of the revenue accruing from the conveyance of passengers. On the important alpine and tourist roads the contractor is, as a rule, obliged to furnish as many supplementary vehicles as may be required. These vehicles are provided with a hood which can be let down when the weather is fine.

The *postal privilege* includes the conveyance of closed letters, and other closed articles of any description (such as parcels, articles containing money, &c.) up to the weight of 5 kilogrammes; as also the conveyance of passengers by means of the regular services, as well as by express.

The Federal Council is empowered to grant concessions for the regular periodical conveyance of passengers and their luggage by railway, ship, or mail-coach, for the conveyance of passengers by express, as well as for the conveyance of letters, parcels,

postaux par la mise sous séquestre des moyens de transport.

La poste a le droit de refuser ou de n'accepter que conditionnellement les objets fragiles ou sujets à détérioration, de même que les objets qui, par leur poids ou leur volume, ne se prêtent pas au transport par les moyens ordinaires.

Sont exclus du transport par la poste les objets facilement inflammables ou explosibles. Si de tels objets sont remis sans que la nature en soit indiquée, l'expéditeur devient responsable de toutes les conséquences qui peuvent en résulter; en outre, qu'il y ait dommage ou non, il encourt une amende de 1 à 200 francs, sauf, bien entendu, si le fait constitue un délit plus grave ou un acte criminel, dans lequel cas il devient passible des peines prévues par les lois.

Les envois peuvent, au choix de l'expéditeur, être remis à la poste, avec ou sans déclaration de valeur. L'Administration rembourse le montant de la valeur déclarée, à moins qu'il ne soit prouvé que l'objet endommagé ou perdu avait une valeur moindre. En cas de perte d'un objet sans déclaration de valeur, l'Administration indemnise à raison de 4 francs par kilogramme, sans égard à la valeur du contenu.

La perte d'une lettre recommandée, pour l'intérieur de la Suisse, donne lieu à une indemnité de 50 francs.

En ce qui concerne les voyageurs, l'Administration n'est tenue de payer, en cas d'accident, que les frais de traitement jusqu'à complète guérison. Néanmoins la loi autorise le Conseil fédéral à accorder une indemnité plus élevée lorsque l'accident a eu des conséquences très graves pour le voyageur ou sa famille.

L'Administration alloue une indemnité de 15 francs lorsque des correspondances recommandées subissent un retard de plus d'un courrier ou lorsque des paquets ou valeurs en subissent un de plus de deux courriers.

La *taxe des lettres affranchies* jusqu'au poids de 15 grammes, entre

Gegenstände, welche zerbrechlich oder leicht dem Verderben ausgesetzt sind, oder wegen ihres Umfangs bz. Gewichts sich für den Posttransport nicht eignen, können zurückgewiesen oder bedingungsweise angenommen werden. Von der Postbeförderung ganz ausgeschlossen sind die leicht entzündlichen und explodirbaren Gegenstände. Wenn ein solcher Gegenstand unter Verschweigung des Inhalts dennoch aufgegeben wird, so hat der Aufgeber für jeden entstandenen Schaden zu haften; auch verfällt er, gleichviel ob eine Beschädigung stattgefunden hat oder nicht, in eine Strafe von 1 bis 200 Fr., vorausgesetzt, dass seine Handlung sich nicht als ein grösseres Vergehen oder Verbrechen darstellt, in welchem Falle er nach den betreffenden Gesetzen bestraft wird.

Die Gegenstände können beliebig mit oder ohne Werthangabe zur Post gegeben werden; doch haftet die Verwaltung nur für den auf den Sendungen angegebenen Werth, sofern nicht nachgewiesen werden kann, dass der beschädigte oder verlorene Gegenstand einen geringern Werth gehabt hat. Bei Packeten ohne Werthangabe vergütet die Postverwaltung im Falle eines Verlustes, ohne Rücksicht auf den Werth des Inhalts, 4 Franken für jedes Kilogramm.

Für den Verlust eines rekommandirten Briefes im Inneren der Schweiz wird ein Ersatz von 50 Fr. gezahlt.

Gegenüber den Reisenden haftet die Postverwaltung bei Verletzungen nur insoweit, als es sich um den Ersatz der Kur- und Verpflegungskosten handelt. Der Bundesrath ist jedoch gesetzlich ermächtigt, weitergehende Entschädigung zu leisten, wenn durch den Unglücksfall für den Betheiligten oder für seine Familie bedeutender Nachtheil entstanden ist.

Bei Verspätungen leistet die Verwaltung eine Entschädigung von 15 Fr., wenn dieselbe bei eingeschriebenen Briefpostgegenständen mehr als einen Posttag, bei Packeten und Geldern mehr als zwei Posttage beträgt.

Die *Taxe* für frankirte *Briefe* bis zum Gewichte von 15 Gramm zwischen

money, and passengers by other means, on payment of a certain fee by the individuals to whom the concessions are granted.

Infringements of the postal privilege are punished with a fine not exceeding 750 francs, and in case of repetition with one not exceeding 3000 francs. The police of the Cantons are bound to assist in the discovery of infringements. An unlawful postal service may, if necessary, be suppressed by the seizure of the means of conveyance.

Articles which are easily broken or subject to rapid decay, or are not fit for conveyance by post on account of their bulk or their weight, may be either refused, or conditionally accepted. Combustible or explosive objects are excluded from transmission by post. If nevertheless the sender of such an article contrives to post the same by concealing the nature of its contents, he is accountable for any damage arising therefrom; he is, moreover, punished, in any case, whether any damage is occasioned or not, with a fine of from 1 to 200 francs, if his infringement does not appear to be a graver offence, or a crime, in which case he is punished in accordance with the laws applicable to the offence.

Articles may be forwarded without declaration of value, but the Administration is only responsible for the articles to the extent of the value stated on them, provided it cannot be shown that the objects injured or lost were of a lower value. For the loss of articles without declaration of value, the Administration only pays an indemnity of 4 francs per kilogramme, without regard to their actual value.

An indemnity of 50 francs is paid for the loss of a domestic registered letter.

With regard to injuries caused to passengers, the Administration is only answerable for the sums expended for their restoration to health. But the Federal Council is legally empowered to grant a further compensation in case the accident results in con-



localités dont la distance, mesurée en ligne directe, n'excède pas 10 kilomètres, est de 5 centimes; elle est de 10 centimes pour toutes les distances plus considérables. Les lettres ou plis affranchis, pesant de 15 à 250 grammes, payent double taxe. Si le poids dépasse 250 grammes, on leur applique le tarif des messageries. La taxe des lettres non affranchies s'élève au double de celle des lettres affranchies.

Les imprimés sont soumis à l'affranchissement obligatoire. Le port en est fixé, sans égard à la distance, à 2 centimes jusqu'à 50 grammes,

5	»	de 50 à 250	»
10	»	de 250 à 500	»
15	»	de 500 à 1000	»

Les envois plus lourds sont soumis à la taxe des messageries. Il n'est pas donné cours aux imprimés non affranchis ou insuffisamment affranchis.

Les échantillons de marchandises affranchis payent, sans égard à la distance:

5	centimes	jusqu'à 50 grammes,
10	»	de 50 à 250 »
15	»	de 250 à 500 »

Les envois plus lourds sont traités comme articles de messageries.

Les papiers d'affaires affranchis, placés sous bande ou enveloppés de manière à ce qu'on puisse facilement vérifier le contenu, sont passibles d'une taxe de 5 centimes par 100 grammes jusqu'au poids de 1000 grammes.

Les objets de la poste aux lettres, à l'exception de ceux qui sont grevés de remboursement, peuvent être recommandés, moyennant paiement d'un droit fixe de recommandation de 20 centimes.

Les paquets non fermés, d'un poids de 250 grammes ou au-dessous, peuvent, s'ils sont affranchis, s'ils ne portent aucune déclaration de valeur et ne contiennent aucune communication écrite, être expédiés par la poste aux lettres, moyennant 10 centimes.

Orten, welche in gerader Linie nicht über 10 Km. von einander entfernt sind, ist auf 5 Rappen, für alle weiteren Entfernungen auf 10 Rappen festgesetzt. Frankirte Briefe oder Schriftenpakete über 15 bis 250 Gramm kosten das Doppelte dieser Sätze; wenn dieselben das Gewicht von 250 Gramm übersteigen, wird die Fahrposttaxe berechnet. Die Taxe der unfrankirten Briefe beträgt das Doppelte derjenigen der frankirten Briefe.

Drucksachen müssen frankirt sein. Das Porto beträgt ohne Unterschied der Entfernung:

	bis 50 Gramm	2 Rappen,
über 50 bis 250	»	5 »
» 250 « 500	»	10 »
» 500 » 1000	»	15 »

Schwerere Sendungen unterliegen der Fahrposttaxe. Unfrankirte oder ungenügend frankirte Drucksachen werden nicht befördert.

Für Waarenmuster werden im Frankirungsfalle ohne Rücksicht auf die Entfernung erhoben:

	bis 50 Gramm	5 Rappen,
über 50—250	»	10 »
» 250—500	»	15 »

Schwerere Sendungen unterliegen der gewöhnlichen Fahrposttaxe.

Geschäftspapiere werden, sofern sie frankirt und unter Band oder in einer anderen, eine leichte Prüfung ermöglichenden Form zur Aufgabe gelangen, zur Taxe von 5 Rappen für je 100 Gramm bis zum Gewichte von 1000 Gramm befördert.

Briefpostgegenstände jeder Art (mit Ausnahme derjenigen, die mit Nachnahme behaftet sind) können mittels einer festen Einschreibgebühr von 20 Rappen rekommandirt werden.

Unverschlossene Packete ohne Werthangabe können, wenn sie frankirt aufgegeben werden, nicht über 250 Gramm schwer sind und keine Briefe enthalten, gegen die Taxe von 10 Rappen mit der Briefpost befördert werden.

Eine Taxe für die Nachsendung, sowie für die Rücksendung unbestell-

siderable injury either to the person concerned or to his family.

In case of delay in the transmission or delivery of mail-matter, the Administration pays an indemnity, of 15 francs, for registered articles of the letter-post, if the delay exceeds one mail-day, and for parcels, and articles with value declared, if the delay exceeds two mail-days.

The rate of postage for prepaid letters up to 15 gr. exchanged between places not further distant from one another than 10 kilometres, measured in a direct line, amounts to 5 centimes, and for letters to be conveyed to any greater distance, to 10 centimes. Prepaid letters or MS. packets weighing from 15 to 250 grammes are charged with double this rate, and such articles as exceed this weight are charged at parcel-rates. The postage on unpaid letters amounts to double the rate on prepaid letters.

Printed matter must be prepaid. The postage thereon amounts, without regard to distance, to:—

2	centimes	up to 50 grammes
5	»	from 50 to 250 grammes
10	»	» 250 » 500 »
15	»	» 500 » 1000 »

Articles exceeding this weight are subject to parcel-rates. Unpaid or insufficiently prepaid printed matter is not forwarded.

The postage for prepaid samples and patterns of merchandise is, without regard to distance, as follows: up to 50 grammes 5 centimes, from 50 to 250 grammes 10 c<sup>es</sup>,

» 250 » 500	»	15 »
-------------	---	------

Heavier articles are charged with the ordinary parcel-rates.

Commercial papers, provided they are prepaid, and placed under wrapper, or packed so as to admit of easy inspection, are forwarded at the rate of 5 centimes per 100 grammes up to the weight of 1000 grammes.

Articles of the letter-post of any description (with the exception of those with reimbursement) may be registered on payment of a fixed fee of 20 centimes.

Unsealed packets without declaration of value, provided they are

Il n'est perçu aucune taxe pour la réexpédition ni pour le renvoi des correspondances non distribuables, à moins que dans sa réexpédition, l'objet ne passe du rayon local dans le rayon général.

Le droit de transport pour les *journaux* et autres *publications périodiques*, qui paraissent en Suisse et que les éditeurs expédient par abonnement, s'élève, sans égard à la distance, à 1 centime par exemplaire ne dépassant pas le poids de 50 grammes. Pour chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, il est pareillement perçu 1 centime. L'affranchissement est obligatoire.

Les abonnements aux journaux peuvent aussi être pris aux bureaux de poste. Le droit d'abonnement est de 20 centimes pour chaque journal suisse.

Sont expédiés comme *articles de messageries*: tous les envois avec valeur déclarée et les envois sans valeur déclarée qui pèsent plus de 2 kilogrammes, ainsi que les remboursements d'un montant supérieur à 50 francs. Pour les articles de messageries de 5 kilogrammes et au-dessous, le port est de 20 centimes jusqu'à 25 kilomètres et de 40 centimes pour les distances plus considérables. Les articles de messageries non affranchis sont passibles d'une surtaxe de 10 centimes. La taxe des envois de plus de 5 kilogrammes, se compose d'une taxe fondamentale de 10 centimes et d'une surtaxe calculée d'après la distance et le poids.

En ce qui concerne les envois avec valeur déclarée, on ajoute à la taxe calculée d'après le poids, une prime d'assurance de:

3 centimes par 100 francs de valeur déclarée, quand la déclaration ne dépasse pas 1000 francs;

et pour les envois d'une valeur supérieure: 30 centimes pour les premiers 1000 francs et 1 centime par chaque 100 francs en sus, sans

barer Briefpostgegenstände wird nicht erhoben, es sei denn, das im ersteren Falle Briefe aus dem Lokalrayon in den allgemeinen Rayon übergehen.

Die Transporttaxe für *Zeitungen* und andere periodische Blätter, welche in der Schweiz erscheinen und abonnementsweise von den Verlegern versendet werden, beträgt ohne Unterschied der Entfernung 1 Rappen für jedes Exemplar bis zum Gewicht von 50 Gramm. Für jede weiteren 50 Gramm oder Bruchtheile derselben wird ebenfalls 1 Rappen erhoben. Die Taxe ist im Voraus zu entrichten.

Auf Zeitungen kann auch postamtlich abonniert werden; die Gebühr hierfür beträgt 20 Rappen für jedes inländische Blatt.

Als *Fahrpoststücke* werden befördert: alle Sendungen mit Werthangabe und diejenigen Sendungen ohne Werthangabe, welche das Gewicht von 2 Kilogramm übersteigen, ferner Nachnahmen im Betrage von mehr als 50 Franken. Für Fahrpoststücke, welche das Gewicht von 5 Kilogramm nicht übersteigen, beträgt das Porto auf Entfernungen bis 25 Km. 20 Rappen, auf alle weiteren Entfernungen 40 Rappen. Für unfrankirte Fahrpoststücke wird ein Portozuschlag von 10 Rappen erhoben. Die Taxe für Sendungen im Gewichte von mehr als 5 Kg. setzt sich aus einer Grundtaxe von 10 Rappen und einer nach Entfernungs- und Gewichtsstufen ermittelten Zuschlagtaxe zusammen.

Für *Sendungen mit Werthangabe* wird neben dem Gewichtporto eine Versicherungsgebühr berechnet; dieselbe beträgt:

1. bei Sendungen mit Werthangabe bis 1000 Franken: 3 Rappen für je 100 Franken;
2. bei Sendungen mit höherer Werthangabe: für die ersten 1000 Fr. 30 Rappen und für jede weiteren 100 Fr. 1 Rappen, mindestens jedoch 40 Rappen.

Für Sendungen mit Werthangabe bis zu 100 Fr. einschliesslich kommt

prepaid, and do not exceed 250 grammes in weight, nor contain any letters, are forwarded by letter-post at the rate of 10 centimes.

No postage is charged for re-direction, or for the return of undeliverable articles of the letter-post, unless, in the former case, letters pass from the local circuit into the general circuit.

The postage on *newspapers* and other periodical papers published in Switzerland, and forwarded by the publishers to subscribers, amounts, without regard to distance, to 1 centime per copy up to the weight of 50 grammes, with the addition of 1 centime for every further 50 grammes or fraction of this weight. The postage must be paid in advance.

Newspapers may also be subscribed for through the medium of post-offices, and the subscription-fee amounts to 20 centimes for every domestic newspaper.

The following articles are conveyed by *parcel-post*:— all articles with value declared, and such packets without declaration of value as exceed 2 kilogrammes in weight; further, objects with a reimbursement exceeding 50 francs. The postage on articles not weighing more than 5 kilogrammes, amounts to 20 centimes for a distance up to 25 kilomètres, and to 40 centimes for greater distances. A surcharge of 10 centimes is levied on unpaid articles of the parcel-post. The postage on articles exceeding 5 kilogrammes in weight consists of a fundamental rate of 10 centimes, and of a surcharge calculated according to distance and weight.

*Articles with declaration of value* are chargeable, in addition to the ordinary postage, with an insurance-fee amounting:—

1.— for articles with a stated value of not exceeding 1000 francs, to 3 centimes per 100 francs;

2.— for articles with a stated value of more than 1000 francs, to 30 centimes for the first 1000 francs, with the addition of 1 centime for every



toutefois que la taxe totale puisse être inférieure à 40 centimes.

Les envois dont la déclaration de valeur ne dépasse pas 100 francs sont exempts de prime d'assurance.

Les envois qui, à teneur de la loi sur la « régale des postes », ne sont admis que conditionnellement au transport, de même que les envois encombrants, peuvent donner lieu à une surtaxe de 50 %.

Les remboursements sur les envois de la poste aux lettres ne doivent pas dépasser 50 francs; sur les articles de messageries, ils ne sont admis que jusqu'au montant de 300 francs. Indépendamment de la taxe ordinaire, ces objets sont passibles de la provision indiquée ci-après:

a. sur les objets de la poste aux lettres: 1 % du montant du remboursement en arrondissant les fractions de 10 en 10 centimes;

b. sur les articles de messageries: la même provision qui, toutefois, ne peut être inférieure à 30 centimes.

Des versements de fonds peuvent être effectués par *mandats de poste* auprès de tous les bureaux et dépôts comptables. Ces mandats peuvent atteindre 1000 francs, quand ils sont payables par un bureau de 1<sup>re</sup> ou de 2<sup>e</sup> classe, 500 francs s'ils sont payables par un bureau de 3<sup>e</sup> classe ou par un dépôt. La taxe est, pour toute la Suisse, de 30 centimes pour les premiers 100 francs et 10 centimes par 100 francs en sus.

Le montant des *mandats d'encaissement* ne peut pas excéder 1000 francs. Les formules nécessaires sont fournies par l'Administration au prix de 50 centimes la pièce.

Dans les bureaux où les circonstances le permettent, il est ouvert, sur demande, des *casiers* pour faciliter la distribution des correspondances aux destinataires. Il existe deux espèces de casiers: les casiers ordinaires, pour lesquels les correspondances doivent être retirées au guichet, et les casiers

eine Versicherungsgebühr nicht zur Erhebung.

Für Sendungen, welche nach dem Postregalgesetz nur bedingt zum Transport angenommen werden, sowie für sperrige Güter kann ein Taxzuschlag von 50 % erhoben werden.

Die *Nachnahme* bei Briefpostgegenständen darf höchstens 50 Franken, bei Fahrpostgegenständen höchstens 300 Franken betragen. Es werden für diese Sendungen ausser der gewöhnlichen Taxe noch folgende Gebühren erhoben:

- a) bei den Briefpostnachnahmen 1 % der Nachnahmesumme mit der Abrundung auf 10 Rappen;
- b) bei den Fahrpostnachnahmen die gleichen Beträge, mindestens jedoch 30 Rappen.

Baareinzahlungen mittels *Postanweisungen* können bei allen Postämtern und rechnungspflichtigen Ablagen gemacht werden und zwar bis 1000 Fr., wenn sie bei einem Postamt I. oder II. Klasse, bis 500 Fr., wenn sie bei einem Postamt III. Klasse oder bei einer Ablage auszuzahlen sind. Als Gebühr werden ohne Unterschied der Entfernung innerhalb der ganzen Schweiz für die ersten 100 Franken: 30 Rappen und für jede weiteren 100 Franken: 10 Rappen erhoben.

*Einzugsmandate* dürfen den Betrag von 1000 Franken nicht überschreiten. Die bezüglichen Formulare werden von der Verwaltung zur Taxe von 50 Rappen per Stück geliefert.

Von denjenigen Postämtern, bei denen die Dienstverhältnisse solches gestatten, werden auf Verlangen des Publikums zur Erleichterung der Abholung der Briefpostgegenstände durch die Adressaten besondere *Fächer* gehalten. Es bestehen zwei Arten von Fächern: gewöhnliche, bei denen die Korrespondenz am Schalter in Empfang genommen werden muss und Fächer des sogenannten amerikani-

further 100 francs; the minimum amount charged being 40 centimes.

No insurance-fee is charged for articles with a declared value of not exceeding 100 francs.

A surcharge of 50 per cent. of the ordinary rate may be added for articles which, in accordance with the law on the postal privilege, are only conditionally accepted for conveyance, as also for bulky goods.

The *reimbursement* on articles of the letter-post may not exceed the amount of 50 francs, and that of 300 francs with regard to articles of the parcel-post. For articles of this category, the following fees are charged in addition to the ordinary rate:—

a. for articles of the letter-post forwarded under reimbursement, 1 per cent., of the amount of the reimbursement, the fee charged being rounded off to 10 centimes.

b. for articles of the parcel-post forwarded under reimbursement, the same fee, but with a minimum charge of 30 centimes

*Money-orders* are issued by all post-offices, and independent postal stations. The maximum amount of the same is fixed at 1000 francs for orders drawn on I or II class offices and at 500 francs for orders drawn on III class offices or postal stations. The fee amounts without regard to distance throughout Switzerland to 30 centimes for the first 100 francs, with the addition of 10 centimes for every further 100 francs.

*Collection-orders* may not exceed the amount of 1000 francs. The forms for these orders are furnished by the Administration on payment of a fee of 50 centimes per form.

In order to afford additional facilities to persons calling for their correspondence, *post-office boxes* have been established at post-offices where circumstances allowed of this arrangement. There are two kinds of boxes; firstly, ordinary boxes rented by persons to whom the correspondence is delivered at the window; and secondly, boxes on the so-called

ditions américaines\*), qui permettent aux particuliers de retirer leurs correspondances eux-mêmes, sans avoir à s'adresser aux employés du guichet: Ce n'est que dans de rares cas qu'il existe des casiers pour les articles de messageries.

Les détenteurs de casiers ont à payer un droit mensuel de 1 franc pour les casiers ordinaires et de 1 fr. 50 cent. pour les casiers américains.

Il n'est pas perçu de *droit de distribution* spécial, en sus du tarif ordinaire, pour les correspondances, les mandats, les envois de valeur jusqu'à 1000 fr. et les colis jusqu'à 5 kilogrammes. Quant aux colis avec ou sans déclaration de valeur, d'un poids de 5 à 25 kilogrammes ou d'une valeur déclarée de 1000 à 5000 francs, ils sont passibles d'un droit de distribution de 15 centimes et les envois de même nature, d'une valeur ou d'un poids plus élevés, donnent lieu à la perception d'un droit de distribution de 30 centimes. En ce qui concerne ces derniers envois, l'Administration des Postes n'est pas obligée de les faire distribuer partout au domicile des destinataires; elle se borne à le faire là où les circonstances le permettent.

Les *récépissés* et autres formules employés, dans le service, par l'Administration ou le public, sont exempts de tout droit de *timbre cantonal*.

Les *taxes pour le transport des voyageurs* par les voitures postales ne peuvent dépasser les taux suivants par kilomètre:

1° Pour les routes des Alpes, 30 centimes par place de coupé ou d'impériale (banquette) et 25 centimes par place d'intérieur dans la voiture principale ou dans les voitures supplémentaires;

2° Sur toutes les autres routes, 20 centimes par place de coupé ou d'impériale (banquette) et 15 centimes par place d'intérieur dans la voiture principale ou dans les voitures supplémentaires.

Il est accordé aux voyageurs, sur

schon Systems, \*) welche ohne Vermittlung des Schalterbeamten vom Fachinhaber jederzeit geleert werden können. Die Einrichtung von Fächern zur Abholung von Fahrpostsendungen findet nur ausnahmsweise statt.

Die Inhaber der Briefpostfächer haben eine monatliche Gebühr von 1 Fr. für die gewöhnlichen und von 1½ Fr. für die Fächer des amerikanischen Systems zu entrichten.

Für Briefpostsendungen, Geldanweisungen, Werthsendungen bis 1000 Fr., sowie für Fahrpoststücke bis 5 Kg. Gewicht wird ausser den tarifmässigen Taxen eine besondere *Bestellgebühr* nicht erhoben. Für Packet-sendungen ohne und mit Werthangabe über 5 bis 25 Kg. Gewicht bz. über 1000 bis 5000 Fr. Werth, werden als Bestellgebühr 15 Rappen und für dergleichen Sendungen von höherem Gewicht bz. Werth 30 Rappen berechnet. Die Postverwaltung übernimmt jedoch hinsichtlich der letztgenannten Sendungen in Bezug auf die Bestellung in die Wohnung des Empfängers keine allgemeine Verpflichtung, sondern hat sich die Einrichtung der Bestellung je nach den örtlichen oder dienstlichen Verhältnissen vorbehalten.

Scheine und andere Formulare, die im Postverkehr von der Verwaltung oder von Privaten ausgestellt werden, unterliegen keinerlei kantonalen *Stempelgebühren*.

An *Personengeld* dürfen für die Beförderung auf den Posten höchstens folgende Sätze für den Kilometer erhoben werden:

- 1) auf Alpenstrassen 30 Rappen für einen Platz im Coupé oder der Banquette und 25 Rappen für einen Platz im Innern des Hauptwagens oder im Beiwagen;
- 2) auf allen anderen Strassen 20 Rappen für einen Platz im Coupé oder der Banquette und 15 Rappen für den Platz im Innern des Hauptwagens oder im Beiwagen.

Auf den Alpenstrassen wird den Reisenden auf das der Post übergebene Reisegepäck ein Freigewicht von 10 Kg. und auf den anderen Post-

American system. \*) These boxes may be cleared at any time, and without the interference of the officer, by the persons renting them. Boxes for articles of the parcel-post are only established exceptionally.

The monthly rent for ordinary boxes amounts to 1 franc, and that for boxes on the American system to 1½ francs.

No special *delivery-fee* is levied in addition to the ordinary postage on articles of the letter-post, money-orders, articles with a declaration of value of not exceeding 1000 francs, and articles of the parcel-post up to 5 kilogrammes in weight. On parcels with and without value declared from 5 to 25 kilogrammes in weight, or from 1000 to 5000 francs in value, the delivery-fee amounts to 15 centimes, and on similar articles of a greater weight, or a higher value, to 30 centimes. As regards, however, the delivery of the last mentioned articles at the domicile of the addressee the Postal Administration is not bound by a general rule, but has reserved the right to effect the same or not as local circumstances may render expedient.

Receipts or other forms concerning postal transactions issued or filled in by the Administration or the public are not subject to any cantonal *stamp-duty*.

The fares charged to passengers for conveyance by mail-coach may not exceed the following rates per kilomètre:—

1.— On alpine routes, 30 centimes per seat in the front compartment (*coupé*) or on the outside of the principal coach (*banquette* seat), and 25 centimes per seat in the inside of the principal or in a supplementary coach;

2.— On all other routes, 20 centimes per seat in the front compartment, or on the outside, and 15 centimes per seat in the inside of the principal or in the supplementary coach.

On alpine roads, passengers are

\*) Voir *Union postale* I, page 251.

\*) S. *Union postale* I, S. 251.

\*) See *l'Union postale*, vol. I, page 251.

les routes des Alpes, 10 kilogrammes de bagages gratuits, et 15 kilogrammes sur les autres routes.

Le service de la *poste aux chevaux* est organisé sur tous les passages importants des Alpes et sur les principales routes de touristes. Le tarif est de 50 centimes par cheval et par kilomètre. En outre, suivant le genre de voiture, il est dû un droit de location de 20, 25 ou 30 centimes par kilomètre et un droit d'enregistrement fixe de 2, 3 ou 4 francs.

Il existe encore en Suisse une *franchise de port* très étendue. Sont admis à correspondre en franchise:

a. Les membres de l'Assemblée fédérale ou de ses commissions, présents à Berne, pendant la durée des sessions;

b. Les autorités et fonctionnaires de la Confédération, des Cantons, des Districts et des Arrondissements, mais pour affaires de service seulement;

c. Les autorités communales, paroissiales, diocésaines et les fonctionnaires de l'état civil, pour la correspondance qu'ils échangent entre eux ou avec des autorités supérieures pour affaires officielles;

d. Les militaires en service fédéral.

e. Sont pareillement admises à la franchise, les correspondances adressées à des pauvres ou concernant les pauvres, en tant qu'elles sont déclarées par des autorités compétentes comme « affaires de pauvres ».

La franchise de port s'étend à tous les envois postaux qui peuvent être expédiés par la poste aux lettres et qui ne sont pas recommandés.

Par exception, toutefois, les envois d'espèces adressés à des autorités fédérales ou expédiés par elles, ainsi que les envois d'espèces adressés à des militaires en service fédéral, à des pauvres ou à des établissements de bienfaisance, sont exempts de la taxe.

En outre, le Conseil fédéral est autorisé à accorder temporairement la franchise de port dans des buts particuliers de bienfaisance ou d'utilité publique.

Cette franchise de port très étendue

strassen ein solches von 15 Kg bewilligt.

Auf allen wichtigen Alpen- und Touristenstrassen ist der *Extrapostdienst* eingerichtet. Die Taxe beträgt 50 Rappen für jedes Pferd und jeden Kilometer; ferner wird, je nach der Wagengattung, eine Wagengebühr von 20, 25 oder 30 Rappen für jeden Kilometer und eine feste Einschreibgebühr von 2, 3 oder 4 Fr. erhoben.

In schweizerischen Postdienst giebt es gegenwärtig noch sehr ausgedehnte *Portofreiheiten*, und zwar sind von der Entrichtung des Portos befreit:

a. die Mitglieder der Bundesversammlung oder deren Kommissionen während der Dauer der Sitzungen, wenn sie sich am Sitzungsorte befinden;

b. die Behörden und Beamten der Eidgenossenschaft, der Kantone, der Bezirke und der Kreise für die abgehende und ankommende Korrespondenz, jedoch nur in Amtssachen;

c. die Gemeindebehörden, Pfarrämter, Kirchenvorstände und Civilstandsbeamten für die unter sich und mit den Oberbehörden in Amtssachen ausgetauschte Korrespondenz;

d. das im eidgenössischen Dienst stehende Militär;

e. die Korrespondenz an Arme und für Arme, sofern dieselbe von kompetenter Behörde als Armensache bezeichnet ist.

Die Portofreiheit erstreckt sich auf alle Postgegenstände, die mit der Briefpost versendet werden und nicht rekommandirt sind.

Vom Porto sind jedoch auch befreit die Geldsendungen, welche den eidgenössischen Behörden zugehen oder von denselben abgesendet werden, sowie auch Geldsendungen an Militärs im eidgenössischen Dienst und an Arme und Armenanstalten.

Der Bundesrath ist ausserdem ermächtigt, für besondere Zwecke wohlthätiger oder gemeinnütziger Art zeitweise Portofreiheit zu gewähren.

Diese weitgehende Portofreiheit hat selbstverständlich einen ungünstigen Einfluss auf das finanzielle Ergebniss

allowed 10 kilogrammes of luggage free of charge, and on all the other roads 15 kilogrammes. The *express-service (Extrapostdienst)* is established on all important alpine and tourists' routes. The rate for conveyance by express is 50 centimes per horse and kilomètre, with addition of a fee of 20, 25, or 30 centimes per kilomètre, according to the kind of conveyance used, and of a fixed register-fee of 2, 3, or 4 francs.

In the Swiss postal service the *franking privilege* is still very extensively granted. The following are exempted from paying postage:—

a. The members of the Federal Assembly or its Committees, during the period of their meetings, and when present at the place where the same are held;

b. The authorities and officers of the Confederation, the Cantons, the Districts, and the Circuits, for correspondence received and despatched, but on official business only;

c. The communal, and parish authorities, churchwardens, and registrars, for correspondence exchanged on official business among themselves, and with the authorities to which they are subordinate;

d. Soldiers in the Federal service;

e. Correspondence addressed to paupers, and on the subject of paupers, in so far as it is designated by the competent authority as on paupers' business.

This franking privilege extends to all mail matter that may be forwarded by letter-post, and is not registered.

The following articles are also exempt from postage:— money sent to, or despatched by, the Federal authorities, as well as money sent to soldiers in the Federal service, to paupers, or institutions for the poor.

In addition, the Federal Council is empowered to grant a temporary franking privilege for special charitable purposes, or for purposes of general utility.

This extensive granting of the franking privilege cannot but exercise an unfavourable influence on the re-

a nécessairement exercé son influence sur les recettes de l'Administration des Postes suisses et il est aisé de comprendre que, de tout temps, cette Administration ait visé, si ce n'est à la suppression totale de la franchise de port, du moins à sa restriction. Les propositions faites jusqu'ici dans ce but à l'Assemblée fédérale ont toutes été repoussées.

---

### Conférence postale de Paris, de 1880.

---

(Suite et fin.)

A l'ouverture de la séance de la Commission, le 16 Octobre, M. le Président rappelle que, dans l'une des séances précédentes, la Commission avait fixé provisoirement à 5 kilogrammes le poids des colis postaux. Mais certains pays n'ayant pu admettre un poids aussi élevé, il propose, en vue de faciliter l'entente générale, de remettre en discussion la question du poids.

M. Günther (Allemagne) déclare que, comme la France, l'Allemagne serait désireuse que le poids de 5 kilogrammes pût être admis; mais que, tenant compte des difficultés en présence desquelles se trouvent quelques pays, il se rallie au poids de 3 kilogrammes. La question est mise aux voix. Le poids de 5 kilogrammes est repoussé à l'unanimité, moins une voix, et le poids de 3 kilogrammes est adopté par le même nombre de voix.

La délibération sur la question du *droit de factage* et de la *surtaxe*, déjà entamée dans la troisième séance de la Commission, est ensuite reprise.

M. le Président commence par proposer d'examiner d'abord si l'on devra faire payer un droit de factage et il estime que, dans l'affirmative, ce droit pourrait être fixé à 25 c<sup>es</sup>. La Commission se prononce avec une grande majorité pour l'adoption d'un droit

der schweizerischen Postverwaltung ausgeübt, und ist es erklärlich, dass dieselbe von jeher, wenn auch nicht die gänzliche Aufhebung, so doch eine Einschränkung der Portofreiheit angestrebt hat. Die desfallsigen Vorlagen sind jedoch von der Bundesversammlung bisher sämmtlich verworfen worden.

---

### Die Pariser Postkonferenz des Jahres 1880.

---

(Schluss.)

Zu Anfang der am 16. Oktober zusammengetretenen 4. Kommissions-sitzung wies der Herr Präsident darauf hin, dass in einer früheren Kommissionssitzung das Meistgewicht der Packete provisorisch auf 5 Kilogramm festgesetzt worden sei. Da aber einzelne Länder erklärt hätten, ein so hohes Gewicht nicht annehmen zu können, so schlage er, um ein allgemeines Einvernehmen zu erleichtern, die Wiederaufnahme der Diskussion bezüglich des Gewichtes vor.

Nachdem Herr Günther (Deutschland) die Erklärung abgegeben hatte, dass Deutschland es ebenso wie Frankreich als wünschenswerth erachte, die Gewichtsgrenze auf 5 Kilogramm zu normiren, dass er aber gleichwohl wegen der Schwierigkeiten, welche ein höheres Gewicht einzelnen Ländern bereiten würde, dem Meistgewicht von 3 Kilogramm seine Zustimmung ertheile, wurde zur Abstimmung geschritten. Bei derselben wurde das Meistgewicht von 5 Kilogramm mit allen gegen eine Stimme verworfen und dasjenige von 3 Kilogramm mit dem gleichen Stimmenverhältniss angenommen.

Demnächst wurde die in der dritten Kommissionssitzung abgebrochene Berathung über die *Factage-Gebühr* bz. über die *Zuschlagtaxe* wieder aufgenommen.

Zunächst schlug der Herr Präsident

venues of the Swiss Postal Administration, and it is not, therefore, surprising that this Administration has always endeavoured to obtain, if not the total abolition, at least a restriction of the franking privilege. All measures having this end in view have, however, been hitherto rejected by the Federal Assembly.

---

### The Postal Conference of Paris in the year 1880.

---

(Conclusion.)

At the beginning of the Committee meeting held on the 16<sup>th</sup> of October, the President drew attention to the circumstance, that, in a previous sitting of the Committee, the maximum weight of parcels had provisionally been fixed at 5 kilogrammes. But, certain countries having declared that they could not give their consent to so heavy a weight, he proposed to renew the discussion on this subject, in order to facilitate a general understanding.

After Mr. Günther (Germany) had stated that he, as well as the delegate of France, thought it desirable that the maximum weight should be fixed at 5 kilogrammes, but that, on account of the difficulties that would be caused to certain countries by the adoption of this limit, he gave his approval to the maximum weight of 3 kilogrammes, the question was put to the vote, and the maximum weight of 5 kilogrammes was rejected by all less one vote, and that of 3 kilogrammes was adopted by the same number of votes.

The deliberation on the *delivery-fee*, or the *surtax*, that had been broken off in the 3<sup>d</sup> sitting of the Committee, was then resumed.

The President proposed that the question should first be decided

de 25 centimes, dans ce sens que ce droit comprendra aussi la rémunération des formalités en douane, selon la proposition de M. Günther.

Un vif débat s'engage alors sur la question de savoir si le droit de factage doit être perçu par le pays d'origine ou par le pays de destination. D'un côté on fait ressortir la difficulté qu'il y aurait, si le droit de factage devait être payé d'avance, à en connaître le montant; puisque ce droit varie non seulement de pays à pays, mais aussi à l'intérieur d'un même pays, et que par conséquent il en résulterait une grande complication des tarifs. D'un autre côté, plusieurs délégations expriment le désir qu'on donne au public la possibilité d'affranchir au départ tous les droits sans exception.

L'assemblée décide, par 19 voix, que le paiement du droit de factage sera obligatoire à l'arrivée.

A la reprise de la discussion relative aux *surtaxes*, les délégués des pays qui ont l'intention de réclamer des surtaxes sont invités à faire connaître leurs prétentions. La Grande-Bretagne demande 1 franc par paquet en sus de la taxe de l'Union; la Russie, 1 fr. 50 cent. pour chaque demi-kilogramme; la Suède, 1 fr. 50 cent. par paquet; la Norvège, 20 centimes; l'Espagne, 50 centimes, et le Portugal, 50 centimes, également par paquet. L'Italie et l'Égypte admettent le principe, mais réservent la fixation du montant de la surtaxe.

A la suite de ces déclarations, l'assemblée décide qu'une sous-commission, composée des délégations de l'Allemagne, de la Belgique, des Pays-Bas et de la Suisse, sera chargée d'entendre les représentants des pays qui réclament une surtaxe et de proposer une résolution à la Commission générale.

Puis on reprend la discussion sur la question de la *taxe maritime*, qui n'avait pas été résolue dans la

vor, darüber schlüssig zu werden, ob ein Meistbetrag der Factagegebühr aufzustellen und dieser etwa auf 25 C<sup>en</sup> festzusetzen sei. Die Versammlung entschied sich mit erheblicher Stimmenmehrheit für Festsetzung der Gebühr auf 25 C<sup>en</sup>, wobei zum Ausdruck gebracht wurde, dass dieser Betrag zugleich die Gebühr für die Erfüllung der Zollformalitäten in sich schliesse, wie solches von Herrn Günther befürwortet worden war.

Es entwickelte sich alsdann eine lebhafte Debatte über die Frage, ob die Factagegebühr seitens des Absendungslandes oder seitens des Bestimmungslandes zu erheben sei. Eines Theils wurde auf die Schwierigkeiten hingewiesen, welche bei einer Vorausbezahlung der Gebühr dadurch hervorgerufen werden würden, dass die Factagegebühr nicht nur in den einzelnen Ländern, sondern auch innerhalb desselben Landes vielfach verschieden bemessen sei, und somit Komplikationen der Tarife sich nicht würden vermeiden lassen; anderen Theils wurde indess von mehreren Ländern als wünschenswerth bezeichnet, dem Publikum die Möglichkeit zu gewähren, sämtliche Gebühren ohne Ausnahme bei der Einlieferung entrichten zu können.

Bei der Abstimmung entschied sich die Versammlung mit 19 Stimmen für die Entrichtung der Factagegebühr am Bestimmungsorte.

Anlässlich der im weiteren Verlauf der Sitzung wieder aufgenommenen Diskussion über die *Zuschlagtaxen* wurden die Vertreter derjenigen Länder, welche eine solche Zuschlagtaxe in Anspruch zu nehmen gedachten, aufgefordert, ihre desfallsigen Forderungen zu formuliren. Grossbritannien verlangte 1 Fr. für jedes Packet ausser der Vereinstaxe, Russland 1½ Fr. für jedes halbe Kilogramm, Schweden 1½ Fr., Norwegen 20 C<sup>en</sup>, Spanien 50 C<sup>en</sup> und Portugal 50 C<sup>en</sup> für jedes Packet. Italien und Egypten sprachen sich für das Princip der Zuschlagtaxen aus, behielten sich aber die Festsetzung des Betrages vor.

In Folge dieser Erklärungen ent-

whether a maximum amount should be determined for the delivery-fee, and whether it should be fixed at about 25 centimes. The meeting decided with a great majority of votes that the fee should be fixed at 25 centimes, it being stated, in addition, that this amount comprised the fee for the fulfilment of the customs' formalities, as had been proposed by Mr. Günther.

An animated debate then arose on the question whether the delivery-fee was to be levied by the country of origin or by that of destination. On the one hand the difficulty was pointed out which, if the fee were paid in advance, would be caused by the fact that the delivery-fee was frequently fixed at different amounts not only in the various countries, but also within one and the same country, and that, therefore, complications in tariffs would be sure to arise; on the other hand, several countries deemed it desirable that the public should be enabled to pay all the fees, without exception, on the despatch of the parcels.

The question was thereupon put to the vote, and the meeting decided with 19 votes that the delivery-fee was to be paid at the place of destination.

On the discussion respecting the *surcharge* being resumed at a subsequent stage of the deliberations, the delegates of those countries which intended to claim a surcharge, were requested to state the amount of the same. Great Britain claimed 1 fr. for each parcel in addition to the Union rate, Russia 1½ fr. for every half kilogramme, Sweden 1½ fr., Norway 20 c<sup>ts</sup>, Spain 50 c<sup>ts</sup>, and Portugal 50 c<sup>ts</sup> for every parcel. Italy, and Egypt pronounced themselves in favour of the principle of the surcharges, but reserved the fixing of the amount.

In consequence of these statements the Committee resolved upon referring the question to a sub-committee to be formed of the delegations of

troisième séance de la Commission. M. Denion du Pin, représentant des Messageries maritimes françaises, déclare que les Compagnies françaises ont établi le tarif suivant: 50 centimes jusqu'à 300 milles marins; 1 fr. 25 cent. de 300 à 2000 milles marins; 2 fr. 50 cent. de 2000 à 5000 milles marins; 3 fr. 75 cent. de 5000 à 8000 milles marins, et 5 francs au delà de 8000 milles marins.

M. le Président pense que ces prétentions sont exagérées et recommande l'adoption du tarif ci-après: 25 centimes jusqu'à 500 milles marins, 50 centimes de 500 à 1500 milles marins, 1 franc de 1500 à 3000 milles marins, 1 fr. 50 cent. de 3000 à 5000 milles marins, 2 fr. 50 cent. de 5000 à 7500 milles marins et 4 francs au-dessus de 7500 milles marins.

Tandis que M. Raynal, délégué du Ministère français des Travaux publics, croit que les prix indiqués par M. le Président assurent aux Compagnies une rétribution suffisante, M. Denion du Pin fait valoir, à l'appui de sa proposition, qu'il n'y a pas lieu, uniquement, à considérer les frais de transport des colis, mais aussi les frais d'embarquement et de débarquement, l'accomplissement des formalités en douane, etc.

M. Günther objecte que le service sera assuré, dans les ports d'embarquement et de débarquement, par les soins des bureaux de poste, comme cela se pratique aujourd'hui pour les dépêches postales.

Le délégué de l'Italie déclare qu'il ne peut pas, pour le moment, accepter un chiffre inférieur à 50 centimes pour les parcours jusqu'à 300 milles marins. Pour les distances plus considérables, il se rallie complètement au tarif proposé par M. Denion du Pin.

schied sich die Versammlung dahin, eine aus den Delegationen Deutschlands, Belgiens, Niederlands und der Schweiz zu bildende Sub-Kommission mit der Prüfung der Frage und der Abgabe bezüglicher Vorschläge an die Haupt-Kommission zu beauftragen.

Sodann fand die Festsetzung der in der dritten Kommissionssitzung nicht zu Ende geführten Berathung über die *Gebühren für die Seebeförderung* statt. Der Vertreter der französischen *Messageries maritimes*, Herr Denion du Pin, erklärte, dass die französischen Gesellschaften den nachstehenden Tarif aufgestellt hätten: 50 C<sup>m</sup> bis 300 Seemeilen, 1<sup>1</sup>/<sub>4</sub> Fr. von 300 bis 2000 Seemeilen, 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Fr. von 2000 bis 5000 Seemeilen, 3<sup>3</sup>/<sub>4</sub> Fr. von 5000 bis 8000 Seemeilen und 5 Fr. über 8000 Seemeilen.

Der Herr Präsident, welcher diesen Tarif für zu hoch erachtete, schlug dagegen vor: 25 C<sup>m</sup> bis 500 Seemeilen, 1/2 Fr. von 500 bis 1500 Seemeilen, 1 Fr. von 1500 bis 3000 Seemeilen, 1<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Fr. von 3000 bis 5000 Seemeilen, 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> Fr. von 5000 bis 7500 Seemeilen und 4 Fr. über 7500 Seemeilen.

Während der Vertreter des französischen Ministeriums der öffentlichen Arbeiten, Herr Raynal, die von dem Herrn Präsidenten bezeichneten Sätze als eine ausreichende Entschädigung für die Dampfschiffgesellschaften bezeichnete, führte Herr Denion du Pin zur Vertheidigung seines Vorschlages an, dass man nicht allein den Transport der Packete, sondern auch die durch das Ein- und Ausladen, sowie die durch die Erfüllung der Zollformalitäten etc. entstehenden Kosten in Betracht zu ziehen hätte.

Diesen Einwendungen gegenüber hob Herr Günther hervor, dass der betreffende Dienst in den Ein- und Ausschiffungshäfen in gleicher Weise durch die Postanstalten wahrgenommen werden würde, wie dies jetzt bezüglich der Briefpakete geschehe.

Der Delegirte Italiens erklärte, einem niedrigeren Satze als 50 C<sup>m</sup> für Entfernungen unter 300 Seemeilen für jetzt nicht zustimmen zu können;

Germany, Belgium, the Netherlands, and Switzerland, for the purpose of considering it, and of submitting proposals relating thereto to the principal Committee.

The discussion on the *fees for sea-conveyance*, which had not been concluded in the third sitting of the Committee was then resumed. Mr. Denion du Pin, representative of the French *Messageries Maritimes* declared that the French Companies had drawn up the following tariff:—50 c<sup>m</sup> for a conveyance not exceeding 300 nautical miles, 1<sup>1</sup>/<sub>4</sub> fr. for from 300 to 2000 nautical miles, 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> fr. for from 2000 to 5000 nautical miles, 3<sup>3</sup>/<sub>4</sub> fr. for from 5000 to 8000 nautical miles, and 5 fr. for distances exceeding 8000 nautical miles.

The President who considered this tariff as too high proposed:—25 c<sup>m</sup> for a conveyance not exceeding 500 nautical miles, 1/2 fr. for from 500 to 1500 nautical miles, 1 fr. for from 1500 to 3000 nautical miles, 1<sup>1</sup>/<sub>2</sub> fr. for from 3000 to 5000 nautical miles, 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> fr. for from 5000 to 7500 nautical miles, and 4 fr. for distances exceeding 7500 nautical miles.

While Mr. Raynal, representative of the French Ministry of Public Works, considered that the rates proposed by the President constituted a sufficient compensation for the Steam-packet Companies, Mr. Denion du Pin supported his proposal by the argument that, in addition to the cost incurred for the conveyance of the parcels, the expenses occasioned by the embarkment and landing of the same, as also by the fulfilment of the custom's formalities had to be taken into account.

Against this remark Mr. Günther pointed out that this service in the ports of embarkment, and disembarkment would be carried out by the post-offices, as is already the case as concerns the letter-mails.

The delegate of Italy declared that



Après que M. Hofstede (Pays-Bas), M. Dubois (Belgique) et M. Julien (représentant de la Compagnie concessionnaire du service de Calais à Douvres) eurent exposé leur opinion, il est décidé, sur la proposition de M. le Président, de clore la discussion et de renvoyer à la sous-commission l'étude des propositions formulées.

Dans la 5<sup>e</sup> séance de la Commission — 19 Octobre — M. Gife, en qualité de rapporteur de la sous-commission chargée d'examiner la question des taxes supplémentaires réclamées par certains pays et celle de la taxe des transports maritimes, présente l'exposé suivant des travaux de la sous-commission. Il résulte de cet exposé que le Portugal, l'Italie, la Roumanie et l'Égypte, se sont prononcés pour la perception d'une surtaxe de 25 centimes, tant à l'arrivée qu'au départ; surtaxe qui, dans les deux cas, serait acquittée par le public de ces pays.

L'Espagne et la Norvège ont déclaré ne pas insister pour la surtaxe.

Après de longs débats, le délégué de la Grande-Bretagne accepte la surtaxe de 50 centimes, qui sera indépendante, bien entendu, du droit de factage à l'arrivée et éventuellement de la taxe de mer. La taxe supplémentaire sera entièrement à la charge du public anglais.

En ce qui concerne l'Inde britannique, la délégation a déclaré que l'Administration de ce pays acceptera une surtaxe de 75 centimes à l'expédition et à la réception. Le droit de factage serait compris dans cette surtaxe.

Quant au Canada, le délégué de la Grande-Bretagne a déclaré qu'il n'avait aucune mission ou instruction.

M. Roos (Suède) a exposé qu'il ne peut accepter une surtaxe inférieure à 1 fr. 50 cent., sans l'autorisation de son Gouvernement, autorisation qu'il s'est engagé à demander en proposant 1 fr. comme limite ex-

bezüglich der grösseren Entfernungen schliesse er sich aber dem von Herrn Denion du Pin vorgeschlagenen Tarife an.

Nachdem Herr Hofstede (Niederland), Herr Dubois (Belgien) und Herr Julien (Vertreter der Gesellschaft für die Verbindung zwischen Calais und Dover) ihre Ansicht zur Sache abgegeben hatten, wurde die Diskussion auf Vorschlag des Herrn Präsidenten geschlossen und die Sub-Kommission mit dem Studium der gemachten Vorschläge beauftragt.

In der am 19. Oktober versammelten fünften Kommissionssitzung überreichte Herr Gife (Belgien) in seiner Eigenschaft als Berichterstatter der mit der Prüfung der Frage über die Zuschlagtaxen und die Seebeförderungsgebühr beauftragten Sub-Kommission das Exposé der Arbeiten derselben. Nach diesem Exposé hatten sich Portugal, Italien, Rumänien und Egypten für Erhebung einer Zuschlagtaxe von 25 C<sup>m</sup> bei der Einlieferung sowohl als bei der Ankunft entschieden, welche in beiden Fällen in den genannten Ländern zu erheben sei.

Spanien und Norwegen hatten erklärt, auf Einführung einer Zuschlagtaxe nicht ferner zu bestehen.

Der Delegirte Grossbritanniens hatte nach langer Debatte eine von der Factagegebühr und von der Seebeförderungsgebühr unabhängige Zuschlagtaxe von 50 C<sup>m</sup> angenommen, welche ausschliesslich vom britischen Publikum getragen werden solle.

Für Britisch-Indien war von dem Delegirten die Erklärung abgegeben worden, dass die Verwaltung dieses Landes einer Zuschlagtaxe von 75 C<sup>m</sup> bei der Einlieferung und beim Eingange zustimmen werde. Die Factagegebühr sei in diesem Betrage mit inbegriffen.

Bezüglich Kanadas war der Delegirte Grossbritanniens ohne Instruction geblieben.

Herr Roos (Schweden) hatte erklärt, ohne Ermächtigung seiner Regierung eine geringere Zuschlagtaxe als 1½ Fr. nicht annehmen zu können. Doch war er die Verpflichtung eingegangen, diese Ermächti-

he could not, for the present, give his consent to a lower rate than 50 c<sup>m</sup> for distances within 300 nautical miles; but as concerned the greater distances, he agreed to the tariff proposed by Mr. Denion du Pin.

After Mr. Hofstede (Netherlands), Mr. Dubois (Belgium), and Mr. Julien (representative of the Steampacket Company carrying out the service between Calais and Dover) had expressed their opinion on the matter, the discussion was concluded at the suggestion of the President, and the sub-committee was charged with the consideration of the proposals made.

In the 5<sup>th</sup> meeting of the Committee, held on the 19<sup>th</sup> of October, Mr. Gife (Belgium), in his capacity as reporter of the sub-committee for the consideration of the questions of the surcharges, and the fee for the sea-conveyance, submitted the report of the proceedings of the same. From this report it appeared, that Portugal, Italy, Roumania, and Egypt, had decided that a surcharge of 25 c<sup>m</sup> was to be paid on despatch as well on receipt, and that this surcharge was to be levied in these countries in both cases.

Spain, and Norway had declared that they no longer insisted upon the introduction of a surcharge.

The delegate of Great Britain had, after a long debate, accepted a surcharge of 50 c<sup>m</sup>, independent of the delivery-fee, and the fee for sea-conveyance, which surcharge was to be borne, exclusively, by the British public.

For British India the delegate had stated that the Administration of that country would consent to a surcharge of 75 centimes on despatch and on receipt. The delivery-fee was included in this amount.

As concerned Canada the British delegate was without instructions.

Mr. Roos (Sweden) had declared that he could not accept any surcharge lower than 1½ fr., without authorization from his Government but had promised to apply for this authorization, and to propose the surcharge of 1 fr. as the lowest limit.

trême. Il serait entendu que si l'Administration suédoise touche une taxe maritime quelconque sur les colis échangés avec les pays voisins, cette taxe viendrait en déduction de la taxe supplémentaire.

Le délégué de la Russie a exposé avoir reçu de son Gouvernement des instructions formelles dont il ne peut pas se départir et qui lui prescrivent de demander une quote-part calculée à raison de 1 fr. 50 cent. par demi-kilogramme. Il conclut en déclarant qu'en présence de la grande différence qui existe entre les demandes que les conditions tout à fait exceptionnelles de son pays l'obligent à formuler et les bases générales de l'Arrangement, telles qu'elles ressortent de toutes les délibérations qui viennent d'avoir lieu, il avait acquis la conviction de l'impossibilité, pour la Russie, d'entrer dans l'Union pour les petits colis.

Dans la question des taxes maritimes, les délégués de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, du Portugal, de l'Allemagne et des Pays-Bas ont déclaré accepter le prix fixé par l'article 3 du projet, tout en faisant une réserve pour les parcours jusqu'à 300 milles marins. Les délégués des Pays-Bas et de l'Italie ont proposé la taxe de 50 centimes et le délégué de la Belgique a accepté ce prix comme un maximum pour la ligne d'Ostende à Douvres.

M. Denion du Pin aurait désiré qu'on pût limiter la responsabilité des Compagnies de transport et qu'on fixât, pour les colis, des dimensions aussi réduites que possible. Quant au tarif, il déclare s'en tenir, pour le moment, aux prix proposés par M. le Président.

M. le Président propose ensuite d'inscrire au projet d'Arrangement que tous les Offices pourront, en principe, percevoir au départ et à l'arrivée une surtaxe facultative de 25 centimes. Puis, pour faciliter l'entente générale, il serait admis qu'à titre

gung einzuholen und als äusserste Grenze die Zuschlagtaxe von 1 Fr. vorzuschlagen. Die schwedischer Seits etwa zur Erhebung gelangende Seetaxe für die mit benachbarten Ländern ausgewechselten Sendungen werde von der Zuschlagtaxe in Abzug gebracht werden.

Der Delegirte Russlands war auf Grund der ihm von seiner Regierung ertheilten Instruktion bei seiner Forderung von 1½ Fr. für jedes halbe Kilogramm stehen geblieben und fand sich zu der Erklärung veranlasst, wie bei der grossen Verschiedenheit zwischen den von ihm mit Rücksicht auf die ganz exceptionellen Verhältnisse Russlands formulirten Anträgen und den Grundzügen des Uebereinkommens, wie dieselben aus den Berathungen hervorgehen, er die Ueberzeugung gewonnen habe, dass es für Russland unmöglich sein werde, dem Uebereinkommen beizutreten.

Bezüglich der Gebühren für die Seebeförderung waren die Delegirten von Grossbritannien, Oesterreich, Portugal, Deutschland und Niederland bereit, die im Art. 3 des Entwurfs vorgesehenen Sätze anzunehmen, doch hatte man in Betreff der Beförderungen bis zu 300 Seemeilen einen Vorbehalt gemacht. Für die letzteren Beförderungen war von den Delegirten Niederlands und Italiens der Satz von 50 C<sup>en</sup> vorgeschlagen worden, und hatte sich auch der Delegirte Belgiens mit diesem Satze als Maximalsatz für die Linie Ostende-Dover einverstanden erklärt.

Herr Denion du Pin hatte gewünscht, die Verantwortlichkeit der Gesellschaften beschränkt und die Dimensionen der Packete auf ein thunlichst geringes Mass festgesetzt zu sehen, sich aber im Uebrigen vorläufig für die von dem Herrn Präsidenten bezeichneten Taxen ausgesprochen.

Letzterer schlug hierauf in Betreff der Zuschlagtaxe vor, die facultative Erhebung derselben zum Betrage von 25 C<sup>en</sup> bei der Absendung und beim Eingange in das Uebereinkommen aufzunehmen, als Uebergangsmassregel jedoch hinzuzufügen, dass Grossbritannien und Britisch-Indien eine

The sea-rate possibly to be levied by Sweden on parcels exchanged with the neighbouring countries would be deducted from the surcharge.

Acting on the instructions received from his Government, the delegate of Russia had not been able to reduce his claim of 1½ fr. for every half kilogramme, and had made the declaration that, on account of the great divergence between the proposals made by him in consideration of the altogether exceptional conditions of Russia, and the chief points of the Convention as they had been developed in the course of the deliberations, he had come to the conviction that it would be impossible for Russia to adhere to the Convention.

With regard to the compensation for the sea-conveyance, the delegates of Great Britain, Austria, Portugal, Germany, and the Netherlands, were disposed to adopt the rates contemplated by Art. 3 of the project, but a reservation had been made as concerned the sea-conveyance within 300 nautical miles. For the latter conveyance the rate of 50 c<sup>en</sup> had been proposed by the delegates of the Netherlands, and Italy, which rate had also been adopted by the delegate of Belgium, as maximum rate for the line Ostende-Dover.

Mr. Denion du Pin had expressed a desire that the responsibility of the Companies should be limited, and the dimensions of parcels should be reduced to the lowest possible limits, but had, for the present, assented to the rates specified by the President.

The latter then proposed that a stipulation should be inserted in the project, to the effect that every country should be at liberty to levy a surcharge of 25 c<sup>en</sup> on despatch and on receipt, and that, as a temporary measure, Great Britain, and British India should be allowed to levy a surcharge of 50 c<sup>en</sup>, and Sweden one of 1 fr.



transitoire, la Grande-Bretagne et l'Inde britannique auraient la faculté de percevoir une surtaxe de 50 centimes, et la Suède une surtaxe de 1 franc.

Avant que la question soit mise aux voix, M. Günther demande que, dans les échanges avec les pays qui prélèvent une surtaxe, on ait le droit, par réciprocité, d'en percevoir une d'égale importance. Cette proposition rencontre la plus vive opposition de la part du délégué de la Grande-Bretagne. Ce dernier voudrait qu'on envisageât la surtaxe comme une compensation des dépenses que les pays qui ne possèdent pas encore le service des colis postaux, auront à faire pour l'établir.

M. Günther estime que, du moment que deux Offices correspondants établiraient des surtaxes égales à l'arrivée et au départ, il ne serait plus nécessaire que chaque Office perçût les surtaxes établies par lui. Rien ne s'opposerait plus alors à ce que les surtaxes fussent payées par l'expéditeur.

Lors du vote sur la question d'admissibilité d'une surtaxe et sur celle de savoir si tout Office pourra user de réciprocité et établir, à l'égard de chaque Office correspondant, une surtaxe égale à celle adoptée par ce dernier, 20 voix se sont prononcées pour l'affirmative et 3 pour la négative.

Avant d'aborder la question du prix de transport maritime, M. le Président croit devoir inviter les Compagnies maritimes à modérer leurs prétentions et à faire quelques sacrifices dans l'intérêt général. — La gratuité des transports maritimes pour les faibles parcours, sur laquelle portait d'abord la discussion, rencontra une vive opposition de divers côtés. Le débat se termine par l'adoption à l'unanimité d'une taxe de 25 centimes jusqu'à 500 milles marins. La Commission accepte ensuite sans discussion les prix suivants pour les parcours supérieurs à 500 milles: 50 centimes de 500 à 1000 milles

Zuschlagtaxe von 50 C<sup>n</sup>, Schweden eine solche von 1 Fr. sollten erheben können.

Bevor hierüber Beschluss gefasst wurde, trat Herr Günther dafür ein, den Grundsatz der Reciprocität denjenigen Ländern gegenüber in Anwendung bringen zu dürfen, welche eine Zuschlagtaxe erheben. Dieser Vorschlag rief die lebhafteste Opposition des Delegirten Englands hervor; derselbe wollte die Zuschlagtaxe als Mittel zum Ausgleich der Kosten betrachtet wissen, welche die Einrichtung der Packetpost denjenigen Ländern verursachen würde, in denen dieselbe bisher nicht bestanden hätte.

Herr Günther wies noch darauf hin, dass wenn die Reciprocität in obiger Beziehung beobachtet würde, es nicht mehr erforderlich erscheine, die Zuschlagtaxe durch diejenige Verwaltung allein erheben zu lassen, von welcher dieselbe in Anspruch genommen werde; vielmehr würden der Entrichtung der Zuschlagtaxe durch den Absender alsdann Hindernisse nicht mehr entgegenstehen.

Bei der demnächst erfolgenden Abstimmung über die Zulassung der Zuschlagtaxe, sowie darüber, ob jede Verwaltung den anderen betreffenden Verwaltungen gegenüber hinsichtlich der Erhebung der Zuschlagtaxe die Reciprocität beobachten könne, sprachen sich 20 Stimmen bejahend, 3 verneinend aus.

Vor der Erörterung der Frage wegen der Seebeförderungsgebühr forderte der Herr Präsident die Dampfschiffsgesellschaften auf, ihre Forderungen im allgemeinen Interesse zu ermässigen. — Die Unentgeltlichkeit der Seebeförderung auf kurze Entfernungen, welche zunächst den Gegenstand der Diskussion bildete, stiess von verschiedenen Seiten auf Widerspruch. Das Resultat der Debatte war, dass schliesslich eine Taxe von 25 C<sup>n</sup> für Beförderungen bis 500 Seemeilen einstimmig angenommen wurde. Ohne Diskussion wurden alsdann die folgenden Taxen für weitere Entfernungen von der Kommission genehmigt: 50 C<sup>n</sup> für Be-

Before this proposal was submitted to the vote, Mr. Günther demanded that the principle of reciprocity should be allowed to be applied with regard to the countries levying a surcharge. This proposal was strongly opposed by the delegate of Great Britain, who wished the surcharge to be considered as a compensation for the expenses caused by the establishment of a parcel-post service in the countries in which it had not, up to present, been in existence.

Mr. Günther answered that if the principle of reciprocity were applied in this case, it would no longer be necessary for the surcharge to be levied by that Administration only by which it was claimed, neither would there then be any difficulty as to the prepayment of the surcharge by the sender.

The question was then submitted to the vote of the meeting whether the surcharge should be admitted, and whether any Administration should be entitled to apply reciprocity to any other Administration levying a surcharge. 20 votes were delivered in the affirmative, and 3 in the negative.

Before the sea-transit rates were discussed, the President asked the representatives of the Steampacket Companies to abate their demands in the general interest. The gratuitous sea-conveyance for short distances which was the first subject under discussion, met with opposition on various sides. The result of the debate was that a rate of 25 c<sup>es</sup> for a conveyance by sea within 500 nautical miles was eventually adopted with unanimity of votes. For longer distances the following rates were then adopted without discussion by the Committee:—

50 c<sup>es</sup> for a conveyance of from 500 to 1000 nautical miles,

1 fr. for a conveyance of from 1000 to 3000 nautical miles,

2 fr. for a conveyance of from 3000 to 6000 nautical miles.

marins; 1 franc de 1000 à 3000 milles marins; 2 francs de 3000 à 6000 milles marins. Le prix de 3 francs pour les parcours au delà de 6000 milles marins est admis à une très grande majorité.

La question de la gratuité du transport maritime entre les parties d'un même État est renvoyée à la sous-commission.

A propos de l'article 4, on soulève la question de savoir si les dimensions des paquets doivent être limitées et s'il ne conviendrait pas de percevoir une taxe plus élevée pour les paquets qui dépasseraient ces dimensions. Après avoir entendu diverses propositions relatives au volume maximum des colis, la Commission décide que moyennant paiement d'une surtaxe de 50 % on admettra les petits colis dépassant les dimensions réglementaires. Quant à la fixation de ces dernières, elle est renvoyée à la sous-commission.

Les articles 5 et 6 sur le *partage des taxes* et sur les droits applicables aux colis à réexpédier ou à renvoyer comme rebuts, ne donnent lieu à aucune observation. Un amendement est proposé par la délégation allemande à l'article 7 qui concerne les indemnités dues en cas de perte ou de spoliation des colis. Cet amendement porte que, en cas de perte partielle, représentant une valeur inférieure aux 3 fr. 75 cent. par 500 grammes, accordés, comme indemnité, par l'article précité, il ne serait remboursé que le montant de la perte. M. le Président fait remarquer que la taxe d'affranchissement des paquets étant unique, quel que soit le poids des colis, il serait peut-être désirable de fixer aussi une indemnité unique par colis, sans égard au poids. L'amendement susindiqué et l'observation de M. le Président sont renvoyés à la sous-commission pour être examinés.

La Commission adopte sans discussion les articles 8 et 9 concernant le droit des pays contractants de faire

förderungen von 500 bis 1000 Seemeilen; 1 Fr. für Beförderungen von 1000 bis 3000 Seemeilen; 2 Fr. für Beförderungen von 3000 bis 6000 Seemeilen. Für Beförderungen über 6000 Seemeilen wurde der Satz von 3 Fr. mit grosser Majorität zugelassen.

Die Frage wegen der Unentgeltlichkeit bz. der Remuneration für die Seebeförderung zwischen den einzelnen Theilen eines und desselben Staates wurde der Sub-Kommission zur Prüfung überwiesen.

Zu Art. 4 entstand die Frage, ob die Dimensionen der Packete innerhalb bestimmter Grenzen zu halten seien, und ob bei den diese Grenzen überschreitenden Packeten nicht eine höhere, als die festgesetzte Taxe zu erheben sein möchte. Nachdem hierauf verschiedene Vorschläge hinsichtlich des kubischen Inhalts der Packete abgegeben worden waren, entschied man sich dahin, dass für diejenigen Packete, welche die durch das Reglement festzusetzenden Dimensionen überschreiten sollten, eine Zuschlagtaxe von 50 % in Ansatz zu bringen sei. Mit der Festsetzung der Dimensionen wurde die Sub-Kommission betraut.

Die Artikel 5 und 6 über die *Portotheilung* bz. über die Portoberechnung für nach- oder zurückzusendende Packete gaben zu keinerlei Bemerkung Veranlassung.

Zu Artikel 7, welcher über die Ersatzleistung Bestimmung trifft, wurde deutscher Seits ein Amendement vorgeschlagen, wonach im Falle des theilweisen Verlustes einer Sendung nur der Werth des in Verlust gerathenen Theiles in dem Falle erstattet werden soll, dass derselbe niedriger sei, als die durch Art. 4 vorgesehene Entschädigung von 3<sup>3</sup>/<sub>4</sub> Fr. für je 500 Gramm. Herr Minister Cochery bemerkte hierzu, dass es vielleicht wünschenswerth sei, eine *feststehende* Entschädigung für das Packet, ohne Unterschied des Gewichts, aufzustellen und zwar mit Rücksicht auf den unabhängig vom Gewicht der Sendungen bemessenen Portosatz. Sowohl das obige Amendement, als auch

For a conveyance exceeding 6000 miles the rate of 3 fr. was adopted with a large majority.

The question whether the sea-conveyance between different parts of the same country should be gratuitous or remunerated was referred to the sub-committee for consideration.

With regard to Art. 4 the question arose whether the dimensions of parcels should be fixed at certain limits, and whether parcels exceeding these limits should be charged at rates higher than those adopted. After several proposals had been made with respect to the cubic contents of parcels, the Committee decided that a surcharge of 50 per cent. was to be levied on parcels exceeding the dimensions which would be specified in the Detailed Regulations, the sub-committee being charged with fixing these dimensions.

Articles 5 and 6, treating of the *division of postage*, and of the postage to be charged for the re-transmission of parcels did not give rise to any remark.

As concerns Art. 7, the delegate of Germany proposed an amendment to the effect that in case of loss of part of the contents of a parcel, amounting in value to less than the amount of the indemnity of 3<sup>3</sup>/<sub>4</sub> fr. per 500 grammes contemplated by Art. 4, only the amount of the actual loss should be refunded. In reference to this proposal Mr. Cochery remarked that it would perhaps be desirable to adopt a *fixed* indemnity per parcel, without regard to weight, and this because the rate of postage adopted was also fixed without regard to the weight of parcels. Both the amendment of Mr. Günther, and the remark of the President were referred for consideration to the sub-committee.

Articles 8 and 9 stipulating that the internal legislation of the contracting countries is to be applied to parcels; that special conventions for

appliquer aux colis postaux à destination ou provenant de l'extérieur, leurs lois ou règlements intérieurs, le maintien des arrangements spéciaux en vue de l'amélioration du service des colis postaux, ainsi que les conditions d'accession des pays de l'Union qui n'ont point pris part à l'Arrangement.

Elle adopte pareillement l'article 10, relatif à la fixation des mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la Convention, et l'article 11 sur son entrée en vigueur, sur sa ratification et sur les propositions portant modification de cette Convention.

La Commission ayant ainsi successivement abordé l'examen des différents articles du projet, il est nommé une sous-commission composée des délégués de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suisse, et qui, s'inspirant des décisions prises et des observations formulées au cours des précédentes séances, rédigera les textes définitifs de la Convention et du Règlement de détail, en les accompagnant d'un rapport.

La 6<sup>e</sup> séance de la Commission tenue le 29 Octobre, s'occupa du projet de Convention, élaboré par la sous-commission.

Le préambule de ce projet est modifié de manière à le rendre plus conforme aux usages diplomatiques, et le titre de *Convention* est substitué celui d'Arrangement.

Il n'est apporté que des changements insignifiants aux articles 1 à 4. En vertu de l'article 5, un vif débat s'engage de nouveau sur la question des surtaxes. La sous-commission avait introduit dans son projet une proposition portant que les surtaxes exceptionnelles dépassant 25 centimes, admises en faveur de certains

die Bemerkung des Herrn Präsidenten wurden der Sub-Kommission zur Berathung überwiesen.

Die Artikel 8 und 9, betreffend die Zulässigkeit der Anwendung der in den theilnehmenden Ländern bestehenden gesetzlichen Bestimmungen auf die Packete bz. die Aufrechterhaltung besonderer Verträge zur Vervollkommnung des Packetdienstes, sowie endlich die Form des Beitritts derjenigen Länder, welche an dem Uebereinkommen für jetzt nicht theilnehmen werden, gaben zu einer Diskussion keine Veranlassung.

Der Artikel 10, betreffend die Ausführungsbestimmungen, sowie der Art. 11 über das Inkrafttreten, die Ratifikation, über Vorschläge wegen Abänderung des Uebereinkommens etc. wurden ebenfalls ohne Diskussion genehmigt.

Nachdem so die einzelnen Artikel des Uebereinkommens durchberathen waren, wurde eine aus den Delegirten von Deutschland, Belgien, Frankreich, Grossbritannien, Italien, Niederland und der Schweiz gebildete Sub-Kommission beauftragt, unter Berücksichtigung der im Laufe der Kommissions-Sitzungen getroffenen Entscheidungen, sowie der formulirten Bemerkungen den definitiven Text für das Uebereinkommen und das Reglement zu entwerfen und mittels Berichts vorzulegen.

Die am 29. Oktober versammelt gewesene 6. Kommissionssitzung beschäftigte sich mit dem Entwurf des Uebereinkommens, wie derselbe von der Sub-Kommission ausgearbeitet worden war.

Der Eingang des Uebereinkommens wurde in eine, den diplomatischen Formen mehr entsprechende Fassung gebracht und statt der Bezeichnung «Arrangement» die Bezeichnung «Convention» für dasselbe angenommen.

Die Artikel 1 bis 4 erlitten nur unwesentliche Aenderungen. Bei Art. 5 waren es wiederum die Zuschlagtaxen, welche zu lebhaften Erörterungen Veranlassung gaben. Die Sub-Kommission hatte in den von ihr ausgearbeiteten Entwurf die Bestimmung aufgenommen, dass in Betreff der zu

the improvement of the parcel-service may be maintained; and, lastly, prescribing the form in which the adhesion of countries not taking part, as yet, in the Convention is to take place, were adopted without discussion.

Article 10 treating of the drawing up of the Detailed Regulations, and Art. 11 relative to the coming into operation, the revision, and proposals for the modification of the Convention, &c. were also adopted without discussion.

The several articles of the Convention having thus been discussed, a sub-committee, formed of the delegates of Germany, Belgium, France, Great Britain, Italy, the Netherlands, and Switzerland, was charged to draw up—with due regard to the decisions taken in the course of the Committee meetings, and to the remarks formulated—the definitive text of the Convention, and of the Detailed Regulations, and to submit the same in the form of a report.

The Committee which met on the 29<sup>th</sup> of October to hold its 6<sup>th</sup> sitting, discussed the project for the Convention as drawn up by the sub-committee.

The preamble of the Convention was put into a form more in accordance with diplomatic use, and the title of «Convention» was substituted for that of «Arrangement».

Articles 1 to 4 were only slightly modified. With regard to Art. 5 the surcharges again gave rise to an animated discussion. The sub-committee had adopted in its project the stipulation that, as concerned the higher surcharges—exceeding 25 c<sup>ts</sup>—granted to certain countries, the principle of reciprocity might be applied to these countries by the remaining countries, that, therefore, parcels intended for Great Britain, Sweden, &c., might be charged with equally high surcharges by the other countries, a principle which had been adopted by the

pays, donneraient droit aux autres pays d'user de réciprocité. D'où il s'ensuivait que les colis pour l'Angleterre, la Suède, etc., seraient passibles des mêmes surtaxes que celles perçues dans ces pays, principe que, dans sa 5<sup>e</sup> séance, la Commission avait adopté par 20 voix contre 3.

M. Blackwood (Grande-Bretagne) fait observer que la proposition ci-dessus ne paraît pas équitable. La perception de surtaxes exceptionnelles n'est justifiée qu'à l'égard des pays dans lesquels les circonstances en font une obligation. Il propose, comme terme moyen, d'accorder à chaque pays la faculté d'ajouter à sa taxe normale une surtaxe combinée de façon que les deux réunies ne dépassent pas le montant de la taxe intérieure du dit pays.

Tandis que M. le Président est d'avis de supprimer l'alinéa en discussion, M. Günther soutient, au contraire, le principe de la réciprocité et fait ressortir par divers exemples que la contre-proposition faite par le délégué de la Grande-Bretagne ne saurait trouver une application générale. Il est décidé ensuite, par 8 voix contre 7, de supprimer l'alinéa en question; il y a 8 abstentions.

Quant au reste de l'article 5, il est voté à l'unanimité.

La sous-commission avait cru devoir renoncer à fixer une taxe spéciale pour les colis encombrants et, en considération de ce que ces colis compliquent le service, se borner à ne pas admettre, pour le moment, cette catégorie d'envois, mais à fixer seulement dans le Règlement d'exécution les dimensions que les colis ne peuvent pas dépasser.

L'article 6 est pareillement adopté avec une légère modification de rédaction.

Gunsten einiger Länder zugelassenen höheren Zuschlagtaxen — über 25 C<sup>m</sup> — die Reciprocität diesen Ländern gegenüber seitens der übrigen Länder beobachtet werden könne, dass mithin auch in den letzteren bei Packeten nach England, Schweden etc. gleich hohe Zuschlagtaxen zur Erhebung gelangen dürften, ein Grundsatz, für den die Kommission in ihrer 5. Sitzung sich mit 20 gegen 3 Stimmen ausgesprochen hatte.

Herr Blackwood (England) bezeichnete die Aufstellung dieses Grundsatzes als der Billigkeit nicht entsprechend und hielt die Erhebung einer höheren Zuschlagtaxe nur seitens solcher Länder als gerechtfertigt, in welchen die exceptionellen Verhältnisse ein solches Verfahren nothwendig machten. Herr Blackwood schlug als Ausgleich vor, den einzelnen Ländern die Befugnis zu ertheilen, der Normaltaxe eine Zuschlagtaxe zu der Höhe hinzufügen zu dürfen, dass diese beiden Taxen zusammengenommen den Betrag der internen Taxe des betreffenden Landes nicht übersteigen.

Während der Herr Präsident ebenfalls für die Streichung des betreffenden Passus des Art. 5 eintrat, vertheidigte Herr Günther dagegen das Princip der Reciprocität und erörterte an einigen Beispielen, dass der von dem Delegirten Grossbritanniens gemachte Gegenvorschlag nicht allgemein durchführbar sei.

Bei der demnächst erfolgenden Abstimmung wurde mit 8 gegen 7 Stimmen beschlossen, den betreffenden Passus zu streichen. 8 Delegirte hatten sich der Abstimmung enthalten.

Im Uebrigen wurde der Art. 5 mit Stimmeneinheit angenommen.

Von der Festsetzung einer Taxe für sperrige Güter hatte die Sub-Kommission abgesehen und sich mit Rücksicht darauf, dass sperrige Güter den Dienst erschweren und zu Komplikationen Veranlassung geben würden, dahin entschieden, derartige Sendungen vorläufig nicht zu befördern und sich darauf zu beschränken, die zulässigen Dimensionen der Packete durch das Règlement festzusetzen.

Committee, in its 5<sup>th</sup> sitting, by 20 against 3 votes.

Mr. Blackwood (England) stated that the adoption of this principle appeared neither just nor equitable, and was of opinion that only such countries were justified in levying a higher surcharge, as were compelled to do so on account of their exceptional circumstances. Mr. Blackwood then proposed, as a measure of conciliation, that each country should be authorized to add to its normal rate a surcharge fixed at such an amount that the two rates taken together should not exceed the amount of the domestic rate of the country in question.

After the President had also pronounced himself in favour of the suppression of the paragraph in question of Art. 5, Mr. Günther defended the principle of reciprocity, and showed by means of a few examples that the counterproposal made by the delegate of Great Britain could not generally be carried out.

The question was thereupon put to the vote and the elimination of the paragraph under discussion was adopted by 8 against 7 votes. 8 delegates abstained from voting.

The rest of Article 5 was adopted by a majority of votes.

The sub-committee had refrained from fixing a rate for bulky goods, and, considering that bulky goods would render the service more difficult, and give rise to complications, had decided not to admit, for the present, such goods for conveyance, and to fix the limits for the dimensions of parcels in the Detailed Regulations.

Article 6 was also adopted with a few unimportant modifications in the wording.

Dans sa 7<sup>e</sup> séance, la Commission termine la discussion de la Convention et du Règlement d'exécution.

A l'occasion de l'article 7, M. le Président exprime le regret que l'affranchissement obligatoire à l'expédition n'existe pas pour le factage, aussi bien que pour les taxes et surtaxes. On objecte de divers côtés qu'une pareille mesure entraînerait des complications de tarif, puisque le droit de factage varie non seulement suivant les pays, mais encore à l'intérieur d'un même pays. A la suite de ces observations, l'article est adopté tel qu'il figure au projet de la sous-commission.

Dans l'article 11 du projet de la sous-commission, une indemnité fixe de 15 francs avait été substituée à l'indemnité primitive de 3 fr. 75 cent. par 500 grammes. Cette modification est adoptée, avec la mention que l'indemnité *ne pourra dépasser 15 francs*.

Tous les autres articles de la Convention sont adoptés, sauf quelques légères modifications de rédaction, tels qu'ils figurent au projet de la sous-commission.

Un *protocole final*, annexé à la Convention, donne aux pays où la poste ne se charge pas actuellement du transport des petits colis, la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de chemins de fer et de navigation, et de limiter ce service aux colis provenant ou à destination des localités desservies par ces entreprises. Les Administrations postales de ces pays doivent toutefois s'entendre avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la Convention. Les Administrations postales de ces pays serviront d'intermédiaires à ces entreprises pour toutes leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants. En outre, le protocole final contient une disposition d'après laquelle l'adhésion de la Grande-Bre-

Der Art. 6 wurde ebenfalls mit einer unwesentlichen redaktionellen Abänderung genehmigt.

In der 7. Kommissions-Sitzung wurde die Berathung des Vertrages und des Reglements zu Ende geführt.

Zu Artikel 7 sprach der Herr Präsident sein Bedauern darüber aus, dass die zwangsweise Vorausbezahlung der Factage-Gebühr nicht ebenso, wie diejenige der eigentlichen Taxen ausgesprochen sei. Dem gegenüber wurde von verschiedenen Seiten geltend gemacht, dass ein solches Verfahren zu Komplikationen des Tarifs führen würde, indem die Factage-Gebühr nicht nur in den einzelnen Ländern, sondern auch vielfach innerhalb desselben Landes verschieden normirt sei. Demnächst wurde der Artikel in der durch die Sub-Kommission gegebenen Fassung angenommen.

Im Art. 11 des Kommissions-Entwurfs war an Stelle der ursprünglich festgesetzten Entschädigung von 3<sup>3</sup>/<sub>4</sub> Fr. für je 500 Gramm der feststehende Satz von 15 Fr. aufgenommen worden. Dieser Aenderung wurde zugestimmt, nachdem die betreffende Bestimmung dahin präzisirt worden war, dass die Entschädigung den Betrag von 15 Fr. *nicht übersteigen* dürfe.

Die übrigen Artikel des Uebereinkommens wurden bis auf einige unwesentliche redaktionelle Aenderungen in der von der Sub-Kommission aufgestellten Form angenommen.

Ein dem Vertrage beigefügtes *Schlussprotokoll* bezweckt, denjenigen Staaten, in welchen die Post zur Zeit mit der Beförderung von Packeten sich nicht befasst, zu gestatten, die Bestimmungen der Uebereinkunft durch Eisenbahn- oder Schiffahrts-Unternehmungen ausführen zu lassen und den Austausch von Packeten auf solche Orte zu beschränken, auf welche der Dienst jener Unternehmungen sich erstreckt. Den Postverwaltungen wird durch das Protokoll indess die Verpflichtung auferlegt, die genaue Ausführung der Festsetzungen der Uebereinkunft sicher zu stellen und alle Beziehungen mit den Postverwaltungen

In the 7<sup>th</sup> sitting of the Committee the deliberations on the Convention, and Detailed Regulations were concluded.

With regard to Art. 7 the President expressed regret that the compulsory prepayment of the delivery-fee should not be stipulated for as well as that of the rates proper. Several members, however, pointed out that such a measure would lead to complications in the tariff, the delivery-fee being fixed at different amounts not only in the various countries, but also frequently within one and the same country. This article was thereupon adopted in the form in which it had been drawn up by the sub-committee.

In Art. 11 of the project of the sub-committee the fixed rate of indemnity of 15 fr. had been substituted for that of 3<sup>3</sup>/<sub>4</sub> fr. per 500 grammes. This alteration was adopted with the addition that the indemnity *might not exceed* the amount of 15 fr.

The remaining articles of the Convention were adopted, with a few unimportant alterations in the wording, in the form drawn up by the sub-committee.

A *final protocol* appended to the Convention was drawn up for the purpose of authorizing the States in which the Post does not, as yet, undertake the conveyance of parcels, to cause the provisions of the Convention to be carried out by the Railway and Navigation Companies, and to limit the exchange of parcels to places served by these Companies. The obligation is, however, imposed on the Postal Administrations by the protocol to ensure the complete carrying out of the stipulations of the Convention, and to serve as intermediary between these Companies and the Postal Administrations of the other contracting countries.

The final protocol further contains a reservation, according to which a delay, to expire on the 1<sup>st</sup> of July

tagne, de l'Inde britannique et des Pays-Bas à la Convention est réservée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1881, les représentants de ces pays ayant déclaré n'être pas en mesure de signer dès maintenant la Convention.

Dans la même séance, on discute aussi le projet de Règlement de détail et d'ordre présenté par la sous-commission. Le § 3 de l'article XI subit seul une modification de quelque importance. Sur la proposition des délégués du Luxembourg et de l'Allemagne, il y est introduit une disposition portant que les expéditeurs des colis postaux tombés en rebut seront consultés sur la manière dont ils entendent disposer de ces colis. On prend aussi en considération la proposition de M. Heim (Hongrie), d'après laquelle la vente de semblables objets aura lieu, le cas échéant, sans avis préalable et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Il faut ajouter que le Règlement fixe les dimensions des colis à 60 centimètres dans tous les sens et restreint leur volume à 20 décimètres cubes.

Les travaux de la Commission étaient ainsi arrivés à leur terme.

Immédiatement après la dernière séance de la Commission, les membres de la Conférence se réunirent en 3<sup>e</sup> séance plénière. M. le Président donne lecture du projet de Convention tel qu'il a été adopté dans la dernière séance de la Commission.

A l'exception de l'article 5, l'assemblée approuve tous les articles du projet, ainsi que le protocole final. M. Hofstede prend la parole à propos de l'article 5 pour exposer que le vote émis dans la 6<sup>e</sup> séance de la Commission touchant le § 2 de cet article (d'après lequel la réciprocité est admise dans la perception des surtaxes exceptionnelles) a surpris à l'improviste bien des délégués et que

der übrigen vertragschliessenden Ländern selbst wahrzunehmen.

Ferner enthält das Schlussprotokoll einen Vorbehalt, nach welchem die Unterzeichnung des Vertrages für Grossbritannien, Britisch-Indien und Niederland bis zum 1. Juli 1881 offen gehalten werden wird, weil die Vertreter dieser Länder die Erklärung abgegeben hatten, nicht in der Lage zu sein, den Vertrag schon jetzt zeichnen zu können.

In derselben Sitzung wurde auch der von der Sub-Kommission vorgelegte Entwurf des Reglements zur Diskussion gestellt. Eine Aenderung von Belang erhielt nur der § 3 des Art. XI, in welchen nach dem Vorschlage der Delegirten Luxemburgs und Deutschlands eine Bestimmung aufgenommen wurde, nach welcher unbestellbar gewordene Packete nur auf Verlangen des Aufgabebiets, nach zuvoriger Befragung des Absenders, zurückzusenden seien. Auch der von Herrn Heim (Ungarn) gestellte Antrag, die dem Verderben unterliegenden Gegenstände ohne zuvorige Benachrichtigung und ohne gerichtliches Verfahren sofort zu Gunsten des Berechtigten verkaufen zu können, fand Berücksichtigung im Entwurf des Reglements.

Es sei noch bemerkt, dass die Dimensionen der Packete durch Art. III des Reglements auf je 60 Centimeter, das Volumen auf 20 Kubikdecimeter beschränkt wurde.

Die Arbeiten der Kommission hatten damit ihr Ende erreicht.

Im unmittelbaren Anschluss an die letzte Kommissions-Sitzung vereinigten sich die Mitglieder der Konferenz zu der 3. Plenar-Sitzung. Seitens des Herrn Präsidenten wurde der Vertragsentwurf verlesen, wie derselbe in der letzten Kommissions-Sitzung angenommen worden war.

Mit Ausnahme des Art. 5 ertheilte die Versammlung den sämtlichen Artikeln des Entwurfs, sowie dem Schlussprotokoll ihre Zustimmung.

Zu Art. 5 ergriff Herr Hofstede das Wort und brachte zum Ausdruck, dass das in der 6. Kommissions-Sitzung bezüglich des § 2 dieses Artikels

1881, is allowed to Great Britain, British India, and the Netherlands, for the signature of the Convention, the delegates of these countries having declared that they were not in a position to sign the Convention at once.

The project of the Detailed Regulations drawn up by the sub-committee was discussed in the same sitting. The only important alteration was that introduced in para. 3 of Art. XI, in which, on the proposal of the delegates of Luxemburg, and Germany, a stipulation was inserted to the effect that undeliverable parcels are only to be returned at the request of the country of origin, and after previous consultation of the sender. The proposal of Mr. Heim (Hungary) that articles liable to deterioration or corruption could be sold immediately, without previous notice, and without judicial formality, for the benefit of the persons entitled thereto, was also embodied into the project of the Regulations.

We may add that, by Art. III of the Regulations, the dimensions of parcels were limited to 60 centimetres, and their bulk to 20 cubic decimetres.

With this, the labours of the Committee came to an end.

Immediately after the conclusion of the last meeting of the Committee, the members assembled for the *third plenary sitting*. The President read the project of the Convention, as it had been adopted in the last sitting of the Committee.

With the exception of Art. 5, all the articles of the project, as well as the final protocol, obtained the sanction of the Assembly.

With regard to Art. 5, Mr. Hofstede rose, and stated that the vote given in the 6<sup>th</sup> sitting of the Committee with reference to para. 2 of this article (according to which reciprocity might be applied in the levy-



les nombreuses abstentions qui se sont produites ne sauraient trouver d'autre explication. Il propose un nouveau vote sur la question du rétablissement de ce paragraphe supprimé par la Commission. Cette motion est appuyée par la délégation allemande qui se fonde sur ce qu'une telle disposition est de règle dans tous les traités internationaux.

M. le Président plaide, au contraire, le maintien de l'article 5 dans la forme que lui a donnée la Commission, en faisant valoir que l'intérêt du public exige qu'on réduise le plus possible les taxes et que les pays où des circonstances particulières n'exigent pas la perception des surtaxes exceptionnelles ne puissent pas abuser de l'autorisation accordée à d'autres pays de percevoir ces surtaxes.

La proposition de M. Hofstede, mise aux voix, est repoussée par 11 voix contre 10. Dans la même séance, il est donné lecture du Règlement, qui est pareillement adopté, tel qu'il figure au projet de la Commission. Il n'y a que la fixation des équivalents pour les pays qui n'ont pas le franc pour unité monétaire, qui donne lieu à quelques observations.

Dans la 4<sup>e</sup> et dernière séance plénière de la Conférence, réunie le 3 novembre, il est de nouveau donné lecture de la Convention, du Protocole final et du Règlement, qui sont signés ensuite par les délégations des pays ci-après: Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Bulgarie, Danemark, Égypte, Italie, France, Espagne, Luxembourg, Monténégro, Portugal, Roumanie, Serbie, Suède et Norvège, Suisse, Turquie.

Le Protocole reste ouvert à la Grande-Bretagne, à l'Inde britannique, aux Pays-Bas et à la Perse, dont les représentants n'étaient pas autorisés à signer.

Les travaux de la Conférence étaient ainsi terminés.

(wonach bei der Erhebung der Zuschlagtaxen die Reciprocität beobachtet werden könne) abgegebene Votum vielen Delegirten unvermuthet gekommen sei, denn man könne nur aus diesem Umstande die zahlreichen Stimmhaltungen erklären. Der genannte Delegirte plaidirte für eine Abstimmung auf Wiederherstellung dieses von der Kommission gestrichenen Absatzes. Dieser Antrag wurde von der deutschen Delegation unter Hinweis darauf unterstützt, dass die Reciprocität die Grundlage aller internationalen Verträge bilde.

Der Herr Präsident befürwortete dagegen die Beibehaltung des Art. 5 in der von der Kommission vorgeschlagenen Fassung, indem er ausführte, dass im allgemeinen Interesse des Publikums die möglichste Herabsetzung der Taxen angestrebt werden müsse, und dass die in einzelnen Ländern bestehenden exceptionellen Verhältnisse, welche zu der diesen Ländern ertheilten Befugniss der Erhebung höherer Zuschlagtaxen Veranlassung gegeben hätten, seitens der übrigen Länder nicht ausgenutzt werden dürfen.

Der Antrag des Herrn Hofstede wurde bei der Abstimmung mit 11 gegen 10 Stimmen verworfen.

Im weiteren Verlauf der Sitzung fand die Lesung des Reglements statt, welches ebenfalls in der Fassung des Kommissions-Entwurfs angenommen wurde. Nur die Feststellung der Taxaequivalente in der Währung derjenigen Länder, welche den Franken nicht zur Münzeinheit haben, gab zu einigen Erörterungen Anlass.

Nach abermaliger Lesung des Vertrages, des Schlussprotokolls und des Reglements in der 4. und letzten Plenar-Sitzung der Konferenz am 3. November wurden dieselben von den Delegationen der nachstehenden Länder gezeichnet: Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Belgien, Bulgarien, Dänemark, Egypten, Italien, Frankreich, Spanien, Luxemburg, Montenegro, Portugal, Rumänien, Serbien, Schweden, Norwegen, Schweiz und Türkei.

Das Protokoll wurde für Gross-

ing of the surcharges) had taken many delegates by surprise, this being the only way of explaining the many abstentions from voting. The delegate of the Netherlands moved that the Conference be consulted as to the re-insertion of the paragraph that had been eliminated by the Committee. This proposal was supported by the German delegation by which it was added that reciprocity was the basis of all international treaties.

The President, on the contrary, advocated the adoption of Art. 5, in the form in which it was submitted by the Committee, by stating that, in the interest of the public, every endeavour ought to be made to fix the cheapest possible rates, and that no advantage ought to be taken by the other countries of the exceptional conditions on account of which certain countries had been authorized to levy higher surcharges.

The question was submitted to the vote of the Conference, and the proposal of Mr. Hofstede was rejected by 11 against 10 votes.

The Regulations were subsequently read, and also adopted in the form in which they had been drawn up by the Committee. The equivalents of rates in the currencies of the countries which have not the franc as monetary unit, alone gave rise to a few explanations.

After a second reading of the Convention, the final protocol, and the Detailed Regulations, which took place in the 4<sup>th</sup> and last plenary sitting of the Conference, on the 3<sup>d</sup> of November, these instruments were signed by the delegations of the following countries:— Germany, Austro-Hungary, Belgium, Bulgaria, Denmark, Egypt, Italy, France, Spain, Luxembourg, Montenegro, Portugal, Roumania, Servia, Sweden, Norway, Switzerland, and Turkey.

The protocol was left open for Great Britain, British India, the Netherlands, and Persia, whose delegates were not in a position to give their signatures on that day.

The labours of the Conference were thus concluded.

Le Président, M. le Ministre Cochery, prononce ensuite un discours dans lequel il fait ressortir la haute portée, pour les relations internationales, de la Convention qui vient d'être signée et félicite l'assemblée des heureux résultats qu'elle a obtenus malgré les difficultés de toutes sortes qu'elle avait à surmonter. Il termine en souhaitant aux réunions futures de contribuer aux progrès de ces relations avec le même succès que la Conférence actuelle.

En réponse à ce discours, M. Hofstede, Directeur général des Postes des Pays-Bas, remercie chaudement, au nom de l'assemblée, M. le Président, de la manière habile, prudente et impartiale, dont il a dirigé les débats et de la part éminente qu'il a prise à la réussite de l'œuvre.

Après quelques mots de remerciements de M. le Président, le Ministre des Affaires étrangères, M. Barthélemy Saint-Hilaire, dans les salons de qui la Conférence a tenu ses réunions, félicite les membres de l'assemblée des progrès qu'elle vient de réaliser dans l'intérêt de l'humanité.

M. Capecelatro di Castelpagano, Directeur général des Postes de l'Italie, remercie le délégué principal de l'Allemagne, M. Günther, conseiller intime des Postes et Président de la sous-commission, de la manière distinguée et compétente dont il a dirigé la marche des travaux, ainsi que les rapporteurs: M. Gife, Inspecteur général des Postes de Belgique et M. Höhn, Directeur général des Postes de la Confédération suisse, du zèle et du dévouement dont ils ont fait preuve.

M. Günther ayant adressé des paroles de remerciements à MM. les secrétaires de la Conférence et mentionné les services importants rendus par l'Imprimerie nationale, la dernière

britannien, British-Indien, Nederland und Persien, deren Vertreter nicht in der Lage waren, an jenem Tage zu zeichnen, offen gehalten.

Die Arbeiten der Konferenz waren somit zum Abschluss gebracht.

Der Präsident, Herr Minister Cochery, ergriff demnächst das Wort zu einer Abschiedsrede, in welcher er auf die hohe Bedeutung des abgeschlossenen Vertrages für den Völkerverkehr hinwies und die Versammlung zu dem erfreulichen Resultate, welches ungeachtet der zu besiegenden Schwierigkeiten erzielt worden sei, beglückwünschte und zum Schluss den Wunsch aussprach, dass auch die künftigen Versammlungen des Vereins mit demselben Erfolge, wie die gegenwärtige Konferenz, zu den Fortschritten der internationalen Beziehungen beitragen möchten.

In Erwiderung hierauf drückte der General-Postdirektor der Niederlande, Herr Hofstede, dem Präsidenten in warmen Worten die Anerkennung der Versammlung für die geschickte, unsichtige und unparteiische Leitung der Konferenz, sowie für den hervorragenden Antheil aus, welchen derselbe an dem Gelingen des Werkes genommen habe.

Nach kurzen Dankesworten des Präsidenten beglückwünschte der Minister des Auswärtigen, Herr Barthélemy Saint-Hilaire, in dessen Diensträumen die Versammlung getagt hatte, die Konferenz zu den im Interesse der Humanität erzielten Erfolgen.

Herr Capecelatro di Castelpagano, General-Postdirektor von Italien, dankte noch dem ersten Delegirten Deutschlands, Herrn Geh. Oberpost-rath Günther, als Präsidenten der Sub-Kommission für die ausgezeichnete und sachkundige Leitung der Geschäfte, sowie den Berichtstattern, Herrn Gife, General-Postinspektor von Belgien, und Herrn Höhn, General-Postdirektor der Schweiz, für den bewiesenen Eifer und die vollendete Hingabe zur Sache.

Nach einigen Worten des Dankes seitens des Herrn Günther, und nachdem derselbe noch dem Bureau der Konferenz, sowie den Leistungen der

Mr. Cochery, President of the Conference, and Minister of the Posts and Telegraphs of France, then rose to deliver a parting address, in which he pointed out the high importance of the Convention just concluded for the promotion of the intercourse of nations. He congratulated the Assembly on the satisfactory result which had been brought about in spite of the difficulties that had had to be overcome, and concluded by expressing a desire that the future meetings of the Union might contribute with the same success as the present Conference, to the development of international relations.

In reply, Mr. Hofstede, Director General of the Dutch Posts, expressed to the President the deep gratitude of the Assembly for the ability, circumspection, and impartiality with which he had directed the deliberations of the Conference, as well as the great share he had had in the success of their work.

After a few words of thanks had been pronounced by the President, Mr. Barthélemy Saint-Hilaire, Minister of Foreign Affairs, at whose official residence the Assembly had held its meetings, congratulated the Conference upon the great end it had achieved in the interest of humanity.

Mr. Capecelatro di Castelpagano, Director General of the Italian Posts, then expressed his gratitude to Mr. Günther, superior privy postal counsellor, and first delegate of Germany, for the able and excellent manner in which he had directed the business of the sub-committee in his capacity of president of the same, as well as to Mr. Gife, Inspector General of the Belgian Posts, and Mr. Höhn, Director General of the Swiss Posts, as reporters, for their zeal, and the excellent interpretation of the debates.

Mr. Günther having returned thanks, and having expressed his sense of the great services rendered by the Secretaries of the Conference, and



séance de la Conférence est déclarée close.

La nouvelle Convention, dont nous donnons ci-après le texte, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> Octobre 1881.

## Convention

concernant

l'échange des colis postaux sans  
déclaration de valeur

conclue entre

l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Égypte, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Inde britannique, l'Italie, le Luxembourg, le Monténégro, les Pays-Bas, la Perse, le Portugal, la Roumanie, la Serbie, la Suède et Norvège, la Suisse et la Turquie.

Les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de Bulgarie, de Danemark, d'Égypte, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'Inde britannique, d'Italie, de Luxembourg, de Monténégro, des Pays-Bas, de Perse, de Portugal, de Roumanie, de Serbie, de Suède et Norvège, de Suisse et de Turquie, désirant faciliter les relations commerciales entre leurs pays respectifs au moyen de l'échange, par l'intermédiaire de la poste, des colis sans déclaration de valeur,

Les soussignés, munis à cet effet de pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

### ARTICLE PREMIER.

1. — Il peut être expédié, sous la dénomination de *colis postaux*, de l'un des pays mentionnés ci-dessus pour un autre de ces pays, des colis sans déclaration de valeur, jusqu'à concurrence de 3 kilogrammes.

2. — Le Règlement d'exécution détermine les autres conditions aux-

National-Druckerei seine Anerkennung gezollt hatte, wurde die letzte Sitzung der Konferenz geschlossen.

Der neue Vertrag, dessen Wortlaut wir nachstehend mittheilen, tritt am 1. Oktober 1881 in Kraft.

## Vertrag,

betreffend

den Austausch von Postpaketen ohne  
Werthangabe,

abgeschlossen zwischen

Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Belgien, Bulgarien, Dänemark, Egypten, Spanien, Frankreich, Grossbritannien und Irland, Britisch Indien, Italien, Luxemburg, Montenegro, Niederland, Persien, Portugal, Rumänien, Serbien, Schweden und Norwegen, der Schweiz und der Türkei.

Die Regierungen von Deutschland, Oesterreich-Ungarn, Belgien, Bulgarien, Dänemark, Egypten, Spanien, Frankreich, Grossbritannien und Irland, Britisch Indien, Italien, Luxemburg, Montenegro, Niederland, Persien, Portugal, Rumänien, Serbien, Schweden und Norwegen, der Schweiz und der Türkei sind von dem Wunsche geleitet, die Verkehrsbeziehungen zwischen ihren betreffenden Ländern mittels eines, von der Post zu bewirkenden Austausches von Paketen ohne Werthangabe zu erleichtern. Demgemäss haben die Unterzeichneten, welche zu dem Zweck mit in guter und regelrechter Form befundenen Vollmachten versehen sind, die nachstehenden Bestimmungen vereinbart.

### Artikel 1.

1. Packete ohne Werthangabe bis zum Gewicht von 3 Kilogramm können unter der Bezeichnung «Postpakete» aus einem der vorbezeichneten Länder nach einem anderen dieser Länder abgesandt werden.

2. Die Ausführungs-Bestimmungen enthalten die sonstigen Bedingungen,

the National Printing Office, the last sitting of the Conference was concluded.

The new Convention, the text of which is given below, comes into operation on the 1<sup>st</sup> of October 1881.

## Convention

concerning

the exchange of postal parcels without  
declaration of value,

concluded between

Germany, Austro-Hungary, Belgium, Bulgaria, Denmark, Egypt, Spain, France, Great Britain and Ireland, British India, Italy, Luxemburg, Montenegro, the Netherlands, Persia, Portugal, Roumania, Servia, Sweden and Norway, Switzerland, and Turkey.

The Governments of Germany, Austro-Hungary, Belgium, Bulgaria, Denmark, Egypt, Spain, France, Great Britain and Ireland, British India, Italy, Luxemburg, Montenegro, the Netherlands, Persia, Portugal, Roumania, Servia, Sweden and Norway, Switzerland, and Turkey, wishing to facilitate commercial relations between their respective countries by means of the exchange, through the medium of the post, of parcels without declaration of value,

The undersigned, furnished to this effect with full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions:—

### Article 1.

1.— Parcels without declaration of value may be forwarded, under the denomination of *postal parcels* from one of the above-mentioned countries to another of these countries, up to the weight of 3 kilogrammes.

2.— The Detailed Regulations de-

quelles les colis sont admis au transport.

ARTICLE 2.

1. — La liberté du transit est garantie sur le territoire de chacun des pays adhérents, et la responsabilité des Offices qui participent au transport est engagée dans les limites déterminées par l'article 11 ci-après.

2. — A moins d'arrangement contraire entre les Offices intéressés, la transmission des colis postaux échangés entre pays non limitrophes s'opère à découvert.

ARTICLE 3.

1. — L'Administration du pays d'origine est redevable, envers chacune des Administrations participant au transit territorial, d'un droit de 50 centimes par colis.

2. — En outre, s'il y a un ou plusieurs transports maritimes, l'Administration du pays d'origine doit, à chacun des Offices dont les services participent au transport maritime, un droit dont le taux est fixé, par colis, savoir :

A 25 centimes, pour tout parcours n'excédant pas 500 milles marins ;

A 50 centimes, pour tout parcours supérieur à 500 milles marins, mais n'excédant pas 1000 milles marins ;

A 1 franc, pour tout parcours supérieur à 1000 milles marins, mais n'excédant pas 3,000 milles marins ;

A 2 francs, pour tout parcours supérieur à 3,000 milles marins, mais n'excédant pas 6,000 milles marins ;

A 3 francs, pour tout parcours supérieur à 6,000 milles marins.

Ces parcours sont calculés, le cas échéant, d'après la distance moyenne entre les ports respectifs des deux pays correspondants.

ARTICLE 4.

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

unter welchen die Packete zur Beförderung zugelassen werden.

Artikel 2.

1. Die Freiheit des Transits über das Gebiet jedes der beitretenden Länder ist gewährleistet; die bei der Beförderung beteiligten Verwaltungen übernehmen die Verantwortlichkeit innerhalb der im nachfolgenden Artikel 11 bestimmten Grenzen.

2. Die Ueberweisung der Postpakete, welche zwischen nicht angrenzenden Ländern ausgetauscht werden, erfolgt stückweise, sofern zwischen den beteiligten Verwaltungen nicht anderweite Verabredung getroffen wird.

Artikel 3.

1. Die Verwaltung des Ursprungslandes hat an jede der am Landtransit theilnehmenden Verwaltungen eine Gebühr von 50 Centimen für jedes Packet zu entrichten.

2. Ausserdem hat die Verwaltung des Ursprungslandes, wenn es sich um die Beförderung auf einer oder auf mehreren Seepostlinien handelt, an jede Verwaltung, deren Seepostverbindungen an der Beförderung theilnehmen, für jedes Packet eine Gebühr zu entrichten, welche beträgt :

25 Centimen für jede Strecke, welche 500 Seemeilen nicht übersteigt,

50 Centimen für jede Strecke, welche über 500 Seemeilen beträgt, aber 1000 Seemeilen nicht übersteigt,

1 Franken für jede Strecke, welche über 1000 Seemeilen beträgt, aber 3000 Seemeilen nicht übersteigt,

2 Franken für jede Strecke, welche über 3000 Seemeilen beträgt, aber 6000 Seemeilen nicht übersteigt,

3 Franken für jede Strecke über 6000 Seemeilen.

Die Berechnung der Beförderungstrecken erfolgt eintretenden Falls nach der mittleren Entfernung zwischen den betreffenden Häfen der beiden in Betracht kommenden Länder.

Artikel 4.

Die Postpakete müssen frankirt werden.

termine the other conditions on which the parcels are admitted to be forwarded.

Article 2.

1.— The right of transit is guaranteed on the territory of each of the adhering countries, and the Administrations which take part in the conveyance, are held responsible within the limits determined by article 11 below.

2.— Unless any contrary arrangement be agreed upon between the Administrations interested, the conveyance of postal parcels exchanged between non-adjacent countries, is effected *à découvert*.

Article 3.

1.— The Administration of the country of origin pays to each of the Administrations taking part in the territorial transit, a fee of 50 centimes per parcel.

2.— Moreover, if there are one or more maritime transmissions, the Administration of the country of origin pays to each of the Administrations the services of which take part in the maritime transmission a fee the amount of which is fixed, per parcel. *viz.:*—

At 25 centimes for every conveyance not exceeding 500 nautical miles;

At 50 centimes for every conveyance exceeding 500 nautical miles, but not exceeding 1000 nautical miles;

At 1 franc for every conveyance exceeding 1000 nautical miles, but not exceeding 3000 nautical miles;

At 2 francs for every conveyance exceeding 3000 nautical miles, but not exceeding 6000 nautical miles.

At 3 francs for every conveyance exceeding 6000 nautical miles.

These transmissions are calculated, if needful, according to the average distance between the respective ports of the two corresponding countries.

Article 4.

The prepayment of postal parcels is compulsory.

## ARTICLE 5.

1. — La taxe des colis postaux se compose d'un droit comprenant, pour chaque colis, autant de fois 50 centimes, ou l'équivalent dans la monnaie respective de chaque pays, qu'il y a d'Offices participant au transport territorial, avec addition, s'il y a lieu, du droit maritime prévu par le paragraphe 2 de l'article 3 précédent. Les équivalents sont fixés par le Règlement d'exécution.

2. — Comme mesure de transition, chacun des pays contractants a la faculté d'appliquer aux colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux une surtaxe de 25 centimes par colis.

Exceptionnellement, cette surtaxe est élevée à 50 centimes, pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, à 75 centimes, pour l'Inde britannique et pour la Perse, et à 1 franc, pour la Suède.

3. — Le transport entre la France continentale d'une part, l'Algérie et la Corse de l'autre, entre l'Italie continentale et les îles de Sicile et de Sardaigne, donne également lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis.

## ARTICLE 6.

L'Office expéditeur bonifie pour chaque colis :

a. A l'Office destinataire, 50 centimes, avec addition, s'il y a lieu, des surtaxes prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'article 5 ;

b. Eventuellement, à chaque Office intermédiaire, les droits fixés par l'article 3.

## ARTICLE 7.

Il est loisible au pays de destination de percevoir du destinataire, pour

## Artikel 5.

1. Die Taxe der Postpakete setzt sich aus einer Gebühr zusammen, welche für jedes Packet soviel mal 50 Centimen oder das Aequivalent in der betreffenden Währung jedes Landes beträgt, als Verwaltungen an der Landbeförderung theilnehmen, eintretenden Falls unter Hinzurechnung der im 2. Paragraphen des vorhergehenden Artikels 3 vorgesehenen Gebühr für die Seebeförderung. Das Aequivalent in der betreffenden Währung wird durch die Ausführungs - Bestimmungen festgesetzt.

2. Als Uebergangs-Massregel steht jedem der vertragschliessenden Länder die Befugniss zu, für die bei seinen Anstalten zur Einlieferung gelangenden oder daselbst ankommenden Postpakete eine Zuschlagtaxe von 25 Centimen für jedes Packet zu erheben.

Ausnahmsweise wird diese Zuschlagtaxe erhöht auf 50 Centimen für Grossbritannien und Irland, auf 75 Centimen für Britisch Indien und für Persien und auf 1 Franken für Schweden.

3. Für die Beförderung zwischen dem Festlande von Frankreich einerseits, und Algerien und Korsika andererseits, sowie zwischen dem Festlande von Italien und den Inseln Sicilien und Sardinien kommt ebenfalls eine Zuschlagtaxe von 25 Centimen für jedes Packet zur Erhebung.

## Artikel 6.

Die absendende Verwaltung vergütet für jedes Packet

a) an die Verwaltung des Bestimmungsgebiets 50 Centimen, eintretenden Falls unter Hinzurechnung der in den Paragraphen 2 und 3 des Artikels 5 vorgesehenen Zuschlagtaxen ;

b) an jede etwaige Transit-Verwaltung die im Artikel 3 festgesetzten Gebühren.

## Artikel 7.

Im Bestimmungslande kann vom Empfänger für die Bestellung und

## Article 5.

1. — The postage on postal parcels consists of a rate comprising, for each parcel, as many times 50 centimes, or the equivalent in the respective currency of each country, as there are Administrations taking part in the territorial conveyance, with addition of the maritime fee, if any, contemplated by paragraph 2 of article 3 preceding. The equivalents are fixed by the Detailed Regulations.

2. — As a temporary measure, each of the contracting countries has the option of levying on the postal parcels originating in, or addressed to, its offices, a surcharge of 25 centimes per parcel.

As an exception, this surcharge is raised to 50 centimes, for Great Britain and Ireland, to 75 centimes for British India, and for Persia, and to 1 franc for Sweden.

3. — The conveyance between continental France on the one hand, Algeria and Corsica on the other, between continental Italy, and the islands of Sicily and Sardinia, also gives rise to a surcharge of 25 centimes per parcel.

## Article 6.

The despatching Administration pays for each parcel :—

a. To the Administration of destination, 50 centimes, with the addition of the surcharges, if any, contemplated by paragraphs 2, and 3 of article 5.

b. To each intermediary Administration, if any, the fees fixed by article 3.

## Article 7.

The country of destination has the option of levying from the addressee,

le factage et pour l'accomplissement des formalités en douane, un droit dont le montant total ne peut pas excéder 25 centimes par colis.

ARTICLE 8.

Les colis auxquels s'applique la présente Convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3, 5 et 7 précédents et par l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9.

La réexpédition d'un pays sur un autre des colis postaux, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par l'article 5, à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane acquittés.

ARTICLE 10.

Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis contenant soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres.

ARTICLE 11.

1. — Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a été perdu ou avarié, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire, a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser 15 francs.

2. — L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le re-

die Erfüllung der Zollformalitäten eine Gebühr eingezogen werden, deren Gesamtbetrag 25 Centimen für jedes Packet nicht übersteigen darf.

Artikel 8.

Die Packete, auf welche der gegenwärtige Vertrag Anwendung findet, dürfen mit keiner anderen Postgebühr, als den in den vorhergehenden Artikeln 3, 5 und 7, sowie in dem nachfolgenden Artikel 9 vorgesehenen Gebühren, belastet werden.

Artikel 9.

Für die Nachsendung von Postpacketen aus einem Lande nach einem anderen, aus Anlass der Wohnungsveränderung der Empfänger, imgleichen für die Rücksendung unbestellbarer Postpackete wird ein Nachschussporto auf Grund der im Artikel 5 festgesetzten Taxen von den Empfängern oder, eintretenden Falls, von den Absendern eingezogen, unbeschadet der Zurückzahlung von entrichteten Zollgebühren.

Artikel 10.

Es ist verboten, durch die Post Packete zu versenden, in welchen Briefe oder den Charakter der Korrespondenz tragende Mittheilungen, oder aber solche Gegenstände enthalten sind, deren Zulassung durch die Zoll- und sonstigen Gesetze oder Verordnungen nicht gestattet ist.

Artikel 11.

1. Wenn ein Postpacket verloren geht oder beschädigt wird, so hat, den Fall höherer Gewalt ausgenommen, der Absender, und in Ermangelung oder auf Verlangen desselben der Empfänger Anspruch auf einen dem wirklichen Betrage des Verlustes oder der Beschädigung entsprechenden Ersatz, ohne dass derselbe indess den Betrag von 15 Franken übersteigen darf.

2. Die Verpflichtung zur Zahlung des Ersatzbetrages liegt derjenigen Verwaltung ob, welcher die Aufgabe-

for the delivery of the parcels, and for the fulfilment of the custom house formalities, a fee the total amount of which may not exceed 25 centimes per parcel.

Article 8.

The parcels to which the present Convention applies may not be charged with any postal tax other than those contemplated by the foregoing articles 3, 5, and 7, and by article 9 following.

Article 9.

The re-direction of postal parcels from one country to another, in consequence of change of residence on the part of the addressees, as well as the return of postal parcels which cannot be delivered, gives rise to the supplementary payment of the charges fixed by article 5, by the addressees, or by the senders, as the case may be, without prejudice to the reimbursement of the customs duties paid.

Article 10.

It is forbidden to send by post any parcels containing either letters or notes having the character of correspondence, or articles the admission of which is not authorized by the customs- or other laws or regulations.

Article 11.

1.—Except in the case of force majeure, when a postal parcel has been lost or damaged, the sender, and, in default, or at the request of the same, the addressee, is entitled to an indemnity corresponding to the actual amount of the loss or the damage: but this indemnity may not exceed 15 francs.

2.—The obligation of paying the indemnity devolves upon the Administration to which the despatching office is subordinate. There is, how-

cours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte ou l'avarie a eu lieu.

3. — Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante.

4. — Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

5. — Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis à la poste; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. — Si la perte ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange de deux pays limitrophes, sans qu'il soit possible d'établir sur lequel des deux territoires le fait s'est accompli, les deux Administrations en cause supportent le dommage par moitié.

7. — Les Administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

#### ARTICLE 12.

La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu

Anstalt angehört. Dieser Verwaltung bleibt überlassen, ihren Anspruch gegen die verantwortliche Verwaltung, das heisst gegen diejenige, in deren Gebiet oder in deren Betrieb der Verlust oder die Beschädigung stattgefunden hat, geltend zu machen.

3. Bis zum Nachweis des Gegentheils liegt die Verantwortlichkeit derjenigen Verwaltung ob, welche das Postpaket unbeanstandet übernommen hat und weder dessen Aushändigung an den Empfänger, noch, eintretenden Falls, die vorschriftsmässige Weitersendung an die folgende Verwaltung nachweisen kann.

4. Die Zahlung des Ersatzbetrages durch die Verwaltung des Aufgabebiets soll so bald als möglich und spätestens innerhalb eines Jahres, vom Tage der Nachfrage ab gerechnet, stattfinden. Die verantwortliche Verwaltung ist verpflichtet, der Verwaltung des Aufgabebiets den von derselben gezahlten Ersatzbetrag ohne Verzug zu erstatten.

5. Man ist darüber einverstanden, dass der Anspruch auf Entschädigung nur zulässig ist, wenn derselbe innerhalb eines Jahres, vom Tage der Einlieferung des Postpakets an gerechnet, erhoben wird; nach Ablauf dieses Zeitraums steht dem Absender ein Anspruch auf irgend eine Entschädigung nicht zu.

6. Wenn der Verlust oder die Beschädigung auf der Beförderungstrecke zwischen den Auswechslungsanstalten zweier angrenzender Länder stattgefunden hat, ohne dass festgestellt werden kann, auf welchem der beiden Gebiete dies geschehen ist, so wird der Schaden von den betreffenden beiden Verwaltungen zu gleichen Theilen getragen.

7. Die Ersatzverbindlichkeit der Verwaltungen für die Postpakete hört auf, sobald die Empfangsberechtigten die Sendungen übernommen haben.

#### Artikel 12.

Die innere Gesetzgebung jedes der vertragschliessenden Länder bleibt in Allem anwendbar, was durch die

ever, reserved to this Administration the appeal to the Administration responsible, that is to say, to the Administration on the territory or in the service of which the loss or the damage took place.

3.—Until proof to the contrary is given, the responsibility devolves upon the Administration which, having received the parcel without making any observation, can prove neither the delivery to the addressee, nor, if needful, the regular transmission to the following Administration.

4.—The payment of the indemnity by the despatching Administration must take place as soon as possible, and, at the latest, within one year counting from the date of the application. The responsible Administration is bound to refund without delay, to the despatching Administration, the amount of the indemnity paid by the same.

5.—It is understood that the application for an indemnity is only entertained if made within one year counting from the date on which the parcel was posted; after the expiration of this delay, the applicant has no right to any indemnity.

6.—When the loss or the damage occurred whilst the parcel was being conveyed between the exchange-offices of two adjacent countries, without its being possible to ascertain on which of the two territories such loss or damage took place, the two Administrations concerned bear the loss in equal proportions.

7.—The Administrations cease to be responsible for postal parcels of which the persons entitled have taken possession.

#### Article 12.

The internal legislation of each of the contracting countries remains applicable as regards everything not

par les stipulations contenues dans la présente Convention.

ARTICLE 13.

Les stipulations de la présente Convention ne portent pas restriction au droit des parties contractantes, de maintenir et de conclure des conventions spéciales, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des colis postaux.

ARTICLE 14.

1. — Les pays de l'Union postale universelle qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 18 de la Convention du 1<sup>er</sup> juin 1878, en ce qui concerne les adhésions à l'Union postale universelle.

2. — Toutefois, si le pays qui désire adhérer à la présente Convention réclame la faculté de percevoir une surtaxe supérieure à 25 centimes par colis, le Gouvernement de la Confédération suisse soumet la demande d'adhésion à tous les pays contractants. Cette demande est considérée comme admise si, dans un délai de quatre mois, aucune objection n'a été présentée.

ARTICLE 15.

Les Administrations des postes des pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

ARTICLE 16.

La présente Convention est soumise aux conditions de revision déter-

in dem gegenwärtigen Vertrage enthaltenen Bestimmungen nicht vorgesehen worden ist.

Artikel 13.

Die Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages beschränken nicht die Befugniss der vertragschliessenden Theile, behufs Verbesserung des Austausches der Postpakete besondere Uebereinkommen unter sich bestehen zu lassen oder neu zu schliessen, sowie engere Vereine aufrecht zu erhalten oder neu zu gründen.

Artikel 14.

1. Denjenigen Ländern des Weltpostvereins, welche an dem gegenwärtigen Vertrage nicht theilgenommen haben, ist der Beitritt auf ihren Antrag und zwar in der durch Artikel 18 des Vertrages vom 1. Juni 1878 für den Eintritt in den Weltpostverein vorgeschriebenen Form gestattet.

2. Wenn indess das Land, welches dem gegenwärtigen Vertrage beizutreten wünscht, die Befugniss in Anspruch nimmt, eine höhere Zuschlagtaxe als 25 Centimen für jedes Packet zu erheben, so theilt die Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft das Beitrittsgesuch sämtlichen vertragschliessenden Ländern mit. Das Beitrittsgesuch gilt als genehmigt, wenn innerhalb eines Zeitraumes von vier Monaten keine Einsprache erhoben worden ist.

Artikel 15.

Die Postverwaltungen der vertragschliessenden Länder bezeichnen die Anstalten oder Ortschaften, welche sie zu dem internationalen Austausch von Postpaketen zulassen; sie regeln die Versendungsweise der Postpakete und setzen alle weiteren Dienstvorschriften fest, welche erforderlich sind, um die Ausführung des gegenwärtigen Vertrages zu sichern.

Artikel 16.

Der gegenwärtige Vertrag unterliegt hinsichtlich der Revision den-

provided for by the stipulations contained in the present Convention.

Article 13.

The stipulations of the present Convention do not involve any restriction to the right of the contracting parties to maintain, and to conclude special conventions, as well as to maintain, and to establish more restricted Unions, with a view to the improvement of the service of postal parcels.

Article 14.

1.—The countries of the Universal Postal Union which have not taken part in the present Convention, are admitted to be parties to it upon their demand, and in the form prescribed by article 18 of the Convention of the 1<sup>st</sup> of June 1878 as concerns the adhesions to the Universal Postal Union.

2.—However, if the country which desires to adhere to the present Convention claims the right to levy a surcharge higher than 25 centimes per parcel, the Government of the Swiss Confederation submits the demand of adhesion to all the contracting countries. This demand is considered as granted if, within a delay of four months, no objection has been raised.

Article 15.

The Postal Administrations of the contracting countries designate the offices or localities which they authorize to carry out the international exchange of postal parcels; they regulate the mode of transmission of these parcels, and draw up all other measures of detail and order necessary for ensuring the carrying out of the present Convention.

Article 16.

The present Convention is subject to the conditions of revision deter-

minées par l'article 19 de la Convention de l'Union postale universelle du 1<sup>er</sup> juin 1878.

#### ARTICLE 17.

1. — Toute Administration des postes d'un des pays contractants a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le service des colis postaux.

2. — Pour devenir définitives, ces propositions doivent réunir, savoir :

a. L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 16, 17 et 18 de la présente Convention ;

b. Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la présente Convention autres que celles des articles précités ;

c. La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la présente Convention.

3. — Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, et, dans le troisième cas, par une notification administrative, selon la forme indiquée au dernier alinéa de l'article 20 de la Convention de l'Union postale universelle du 1<sup>er</sup> juin 1878.

#### ARTICLE 18.

1. — La présente Convention sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> octobre 1881.

2. — Elle sera ratifiée aussitôt que faire se pourra, et au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 1881, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé ; mais chaque partie contractante aura le droit de se retirer de cette Convention moyennant un avis donné, un an à l'avance, par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

3. — Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente

jenigen Bestimmungen, welche durch Artikel 19 des Weltpostvertrages vom 1. Juni 1878 festgesetzt worden sind.

#### Artikel 17.

1. Jede Postverwaltung eines der vertragschliessenden Länder ist berechtigt, den anderen beteiligten Verwaltungen durch Vermittelung des internationalen Büreaus Vorschläge in Betreff des Austausches von Postpaketen zu unterbreiten.

2. Um gültig zu werden, müssen diese Vorschläge erhalten :

a) Einstimmigkeit, wenn es sich um Abänderungen der Bestimmungen der Artikel 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 16, 17 und 18 des gegenwärtigen Vertrages handelt ;

b) zwei Drittel der Stimmen, wenn es sich um die Abänderung anderer Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages, als derjenigen der vorbezeichneten Artikel handelt ;

c) einfache Stimmenmehrheit, wenn es sich um die Auslegung der Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages handelt.

3. Die gültigen Beschlüsse werden in den beiden ersten Fällen durch eine diplomatische Erklärung, im dritten Falle durch eine Benachrichtigung im Verwaltungswege bestätigt, wobei die im letzten Absatz des Artikels 20 des Weltpostvertrages vom 1. Juni 1878 bezeichnete Form zu beobachten ist.

#### Artikel 18.

1. Der gegenwärtige Vertrag soll am 1. Oktober 1881 zur Ausführung gebracht werden.

2. Derselbe soll so bald als möglich und spätestens am 1. Juli 1881 ratifiziert werden und auf unbestimmte Zeit in Kraft bleiben ; jeder der vertragschliessenden Theile hat indess das Recht, von dem Vertrage zurückzutreten, wenn die Regierung des betreffenden Landes diese Absicht ein Jahr im Voraus der Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft angezeigt hat.

3. Mit dem Tage der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages treten

mined by article 19 of the Convention of the Universal Postal Union, of the 1<sup>st</sup> of June 1878.

#### Article 17.

1.—The Postal Administration of anyone of the contracting countries has the right to address to the other participating Administrations, through the medium of the International Bureau, proposals concerning the postal parcel service.

2.—In order to become binding, these proposals must obtain :—

a. Unanimity of votes, if they involve any modification of the stipulations of articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 16, 17, and 18 of the present Convention ;

b. Two thirds of the votes, if they involve a modification of the stipulations of the present Convention other than those mentioned above ;

c. Simply an absolute majority, if they involve the interpretation of the stipulations of the present Convention.

3.—The binding decisions are sanctioned in the two first cases by a diplomatic declaration, and in the third case by an administrative notification in the form indicated in the last paragraph of article 20 of the Convention of the Universal Postal Union, of the 1<sup>st</sup> of June 1878.

#### Article 18.

1.—The present Convention shall come into operation on the 1<sup>st</sup> of October 1881.

2.—It shall be ratified as soon as possible, and at the latest on the 1<sup>st</sup> of July 1881, and shall remain in force during an indefinite period ; but each contracting party shall have the right of withdrawing from this Convention on a notice being given, one year in advance, by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

3.—After the date on which the present Convention takes effect, all the stipulations previously agreed



Convention, toutes les dispositions convenues antérieurement entre les divers pays contractants ou entre leurs Administrations, pour autant qu'elles ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par les articles 12 et 13 précédents.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention à Paris, le trois novembre mil huit cent quatre-vingt.

(Suivent les signatures.)

---

### Communications.

Dans un discours prononcé le 14 décembre dernier devant ses électeurs, M. Fawcett, Postmaster General de la Grande-Bretagne, a exposé les résultats obtenus, jusqu'à présent, dans le Royaume Uni, par l'adoption des timbres-poste comme moyen d'épargne, d'après le système décrit dans le dernier numéro de notre journal. Il ressort de ce discours que, malgré le peu de temps que ce système a été généralisé en Angleterre, les Caisses d'épargne ont déjà reçu plus de 83,500 feuilles d'épargne revêtues de plus d'un million de timbres-poste à un penny. Ces dépôts ont donné lieu à l'ouverture de plus de 58,000 comptes nouveaux. Tandis qu'en règle générale le nombre des déposants diminue au mois de décembre, le nombre des comptes ouverts a excédé, l'année dernière, rien que dans la première semaine du dit mois, de 14,400 celui des comptes soldés. Si la même progression se maintient, cela donnera une augmentation annuelle d'environ 750,000 comptes nouveaux. En tout cas on peut compter sur une augmentation moyenne de 500,000 comptes.

alle früher zwischen den verschiedenen vertragschliessenden Ländern oder ihren Verwaltungen vereinbarten Bestimmungen insoweit ausser Kraft, als sie mit den Festsetzungen des gegenwärtigen Vertrages nicht im Einklang stehen, unbeschadet der in den vorhergehenden Artikeln 12 und 13 vorbehaltenen Rechte.

Zu Urkund dessen haben die betreffenden Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet zu Paris, den dritten November Ein Tausend acht Hundert und achtzig.

(Folgen die Unterschriften.)

---

### Mittheilungen.

In einer am 14. Dezember v. J. vor seinen Wählern gehaltenen Rede hat der englische General-Postmeister, Herr Fawcett, sich über die Erfolge geäussert, welche die Einführung des in unserer letzten Nummer besprochenen Verfahrens, betreffend die Verwendung der Freimarke als Sparmittel, in England bis jetzt gehabt hat. Hiernach sind trotz der kurzen Zeit, während der das Verfahren in England allgemein zur Einführung gelangt ist, schon über 83,500 neue Sparscheine, welche mit mehr als 1 Million Freimarken zu 1 d. versehen waren, den Sparkassen zugegangen. Diese Einlagen haben zur Eröffnung von mehr als 58,000 neuen Kontos Veranlassung gegeben. Während sonst im Laufe des Dezember die Anzahl der Sparbank-Interessenten abnimmt, sind im letzten Jahre allein in der ersten Woche dieses Monats 14,400 Kontos mehr angelegt als gekündigt worden. Es würde dies, wenn die Vermehrung in gleichem Verhältniss fortschreiten sollte, eine jährliche Zunahme von ungefähr 750,000 Kontos ergeben; jedenfalls dürfte aber auf eine solche von ca. 500,000 Kontos zu rechnen sein.

upon between the various contracting countries or between their Administrations, in so far as they are not in accordance with the terms of the present Convention, are abrogated, without prejudice to the rights reserved by the foregoing articles 12, and 13.

In faith of which the respective plenipotentiaries have signed the present Convention at Paris, the third of November, one thousand eight hundred and eighty.

(Here follow the signatures.)

---

### Miscellaneous.

Mr. Fawcett, the British Postmaster General, when addressing his constituents on the 14<sup>th</sup> of December last, gave an account of the success with which the scheme of employing postage-stamps in the Savings Bank business, discussed in our last number, has hitherto been attended in England. Short as has been the time during which it has been applied to the entire country, more than 83,500 savings-forms, containing more than 1 million penny stamps have been received, while more than 58,000 new savings-bank accounts have been opened by means of these forms. Although during the month of December the number of depositors usually decreases, the number of new accounts opened during the first week of this month in 1880, exceeded that of accounts closed by 14,400. This rate of increase, if maintained, would represent a yearly addition of about 750,000 depositors; it may, therefore, at any rate be expected that the annual increase of depositors will reach about 500,000.



# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

## Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60  
Six mois . . . . . „ 2. 30  
Trois mois . . . . . „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 2.

Berne, 1<sup>er</sup> Février 1881.

**Sommaire.** — I. ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES POSTES NORVÉGIENNES. — II. LES COURSES POSTALES DANS L'EMPIRE ALLEMAND. — III. LES CAISSES D'ÉPARGNE POSTALES EN ITALIE. — IV. NÉCROLOGIE. — V. COMMUNICATIONS.

## Organisation de l'Administration des Postes norvégiennes.

L'Administration supérieure des Postes de Norvège relève du Ministère de la Marine et des Postes, et comprend les postes, les télégraphes, le transport des voyageurs par voitures et les services par bateaux à vapeur particuliers subventionnés par l'État. A la tête de l'Administration supérieure des Postes est placé un Secrétaire général chargé de countersigner tous les actes émanés du Ministère qui concernent ces différentes branches de service.

La section des postes comprend :

- 1<sup>o</sup> Le 1<sup>er</sup> Bureau d'administration ;
- 2<sup>o</sup> Le 2<sup>me</sup> Bureau d'administration ;
- 3<sup>o</sup> Le Bureau du contrôle des dépenses postales et de la comptabilité ;
- 4<sup>o</sup> Le Bureau du contrôle des recettes postales.

Tous les quatre ont à leur tête un chef de bureau.

Le personnel subalterne de l'Administration se compose de : neuf sous-chefs, et seize secrétaires et auxiliaires, plus un contrôleur spécialement chargé du mouvement et de la comptabilité des timbres-poste, cartes postales, etc. — Un officier de marine prête son concours pour tout ce qui concerne les communications postales par bateaux à vapeur.

## Die Organisation der norwegischen Postverwaltung.

Die oberste Leitung des norwegischen Postwesens geht von dem Post- und Marine-Ministerium aus und erstreckt sich auf die Post- und Telegraphen-Angelegenheiten, auf die Personenbeförderung durch Wagen und den Dienst mittelst derjenigen Dampfschiffslinien, welche vom Staate subventionirt werden. An der Spitze der Postverwaltung steht ein General-Sekretär, welcher sämtliche Schriftstücke des Ministeriums, die diese verschiedenen Dienstzweige betreffen, zu zeichnen hat.

Die Postabtheilung besteht :

1. aus dem Verwaltungsbüreau I ;
2. aus dem Verwaltungsbüreau II ;
3. aus dem Kontrollbüreau für die Ausgaben der Postverwaltung und für die Abrechnungen ;
4. aus dem Kontrollbüreau für die Einnahmen der Postverwaltung.

Jedem dieser vier Büreau's steht ein Büreauchef vor.

Das weitere Personal besteht aus 9 Unter-Vorstehern, 16 Sekretären und Hülfarbeitern und einem Kontrolleur, dem speziell die Vertheilung der Freimarken, Postkarten etc. und die Abrechnung hierüber obliegt. Ein Beamter der Marine hat alle diejenigen Sachen zu bearbeiten, welche die

## Organization of the Postal Administration of Norway.

The Administration of Posts in Norway is subordinate to the Ministry of Marine and Posts, and has under its direction, in addition to the mail-service, the telegraph system, the service of the conveyance of passengers by coach, and the service by private steamers subsidized by the State. The Postal Administration has at its head a Secretary General whose duty it is to countersign all the documents emanating from the Minister, which concern the affairs of the above-mentioned branches of the service.

The Postal Section is divided into the following offices:—

- 1.—The first administrative office ;
- 2.—The second administrative office ;
- 3.—The office for the control of the postal expenditure, and for the postal accounts ;
- 4.—The office for the control of the postal revenue.

Each of these four offices has at its head a chief clerk (*chef de bureau*).

The staff of the subaltern officers of the Administration consists of:—

Nine principal clerks (*sous-chefs*), and sixteen clerks (*secrétaires*), and assistants (*auxiliaires*). In addition

Une loi du 3 Mai 1871 établit les règles générales concernant le service de la poste et la responsabilité de l'Administration; elle détermine les peines à appliquer en cas d'infractions à ces règles, et fixe le tarif pour le transport à l'intérieur du pays. Ce tarif a été modifié par les lois du 18 Mai 1876 et du 12 Mai 1877, lors du changement de système monétaire.

Il appartient au Ministère de réglementer ce qui regarde les détails du service postal. L'Administration fixe tout ce qui a rapport au mouvement des postes, au mode de transport, aux époques et heures de départ et de distribution, etc., sous réserve toutefois de l'approbation de l'Assemblée nationale (*Storthing*), pour les questions financières. La loi précitée de 1871 donne au Roi le droit de conclure toutes les conventions nécessaires pour régler les relations avec l'étranger.

Il existe en Norvège trois classes de bureaux de poste:

- Bureaux principaux;
- Bureaux secondaires;
- Bureaux ruraux.

Les bureaux principaux sont établis dans les villes importantes du pays; leur nombre est actuellement de 24. Ils sont dirigés par des maîtres de poste dont la nomination appartient au Roi et qui ne peuvent être révoqués qu'après jugement.

Les bureaux secondaires, au nombre de 28, fonctionnent dans les villes de moindre importance. Les directeurs de ces bureaux sont nommés par le Ministère et peuvent être révoqués par lui pour fautes commises dans le service. Quelques-uns réunissent à leurs fonctions celles de chefs de stations télégraphiques.

Dans les villes qui possèdent des bureaux de ces deux premières classes, les correspondances postales sont distribuées au domicile des destinataires, à l'exception des lettres recomman-

Dampfschiffs - Postverbindungen betreffen.

Ein Gesetz vom 3. Mai 1871 setzt die allgemeinen Vorschriften über den Postdienst und die Vertretungs-Verbindlichkeit der Verwaltung fest; ferner enthält es die in Uebertretungsfällen Anwendung findenden Strafbestimmungen, sowie den internen Porto-Tarif. Letzterer hat bei Einführung des neuen Münzsystems durch die Gesetze vom 18. Mai 1876 und vom 12. Mai 1877 eine Abänderung erfahren.

Das Ministerium hat die Ausführungsbestimmungen über die Details des Postdienstes zu treffen, Sache der Verwaltung dagegen ist es, alle diejenigen Angelegenheiten zu regeln, welche den Gang der Posten, die Art der Beförderung und die Abgangszeiten derselben, sowie die Bestellung etc. angehen, vorbehaltlich der Genehmigung der Nationalversammlung (*Storthing*), sofern es sich um Fragen finanzieller Art handelt. Das vorstehende Gesetz vom Jahre 1871 giebt dem Könige das Recht zur Abschliessung aller Verträge, welche zur Regelung der Beziehungen mit dem Auslande für nothwendig erachtet werden.

Die Postanstalten in Norwegen werden in drei Klassen eingetheilt: in Postämter I. Klasse; in Postämter II. Klasse und in Landpostanstalten.

Die Postämter I. Klasse bestehen in den grösseren Städten; die Zahl derselben beläuft sich auf 24. An ihrer Spitze stehen Postmeister, welche vom Könige ernannt werden und nur auf Grund eines richterlichen Urtheils entlassen werden können.

Postämter II. Klasse, deren es 28 giebt, sind in den kleinen Städten eingerichtet. Die Anstellung der Vorsteher dieser Postanstalten und, in Folge von Dienstvergehen, auch die Entlassung erfolgt durch das Ministerium. Einige dieser Beamten sind gleichzeitig Vorsteher von Telegraphen-Stationen.

In Städten mit Postämtern I. und II. Klasse werden die Briefpostgegenstände, mit Ausnahme von Einschreib-

there is a controller of stamps, specially charged with the issue, and the accounts of postage-stamps, post-cards, &c. An officer of the navy lends his assistance in all the questions relative to the transport of the mails by steamer.

The law in force is that of the 3<sup>d</sup> of May 1871, which contains the general rules with regard to the postal service, and the responsibility of the Administration, specifies the penalties to be inflicted for infringements of these rules, and fixes the rates of postage for the domestic service. These latter were modified by the laws of the 18<sup>th</sup> of May 1876, and the 12<sup>th</sup> of May 1877, when the monetary system was changed.

The Ministry regulates the details of the mail-service, by means of supplementary provisions. The Administration regulates everything relative to the postal routes, the hours of arrival and departure of the mails, the modes of conveyance, the hours of delivery, &c. Decisions taken with regard to financial matters are, however, subject to the approval of the *Storthing* (the National Assembly). As concerns the relations with foreign countries, the above-mentioned law of 1871 confers the right of concluding all necessary conventions upon the King.

The post-offices established in the country are divided into three classes:—

- 1<sup>st</sup> class offices;
- 2<sup>nd</sup> class offices;
- rural post-offices.

1<sup>st</sup> class offices are established in the principal towns of the country, and number, at present, 24. They are managed by postmasters who are appointed by the King, and can only be dismissed by a judgment given to this effect.

2<sup>nd</sup> class offices, of which there are 28, are established in towns of less importance. The heads of these offices are appointed by the Minister, and may be dismissed by him for

dées, des lettres contenant des valeurs déclarées, et des paquets. Les mandats de poste sont portés à domicile et le montant en est encaissé au bureau de poste.

Les bureaux de troisième classe, aujourd'hui au nombre de 870, sont établis dans les campagnes. Ces bureaux sont confiés à des personnes qui d'ordinaire remplissent à côté de cela des fonctions publiques ou exercent une industrie quelconque. Ces personnes sont nommées et révoquées par le Ministère.

Les bureaux ruraux ont les mêmes attributions que les bureaux des deux autres classes, sauf qu'ils ne peuvent émettre des mandats et que quelques-uns d'entre eux ne peuvent recevoir que des colis d'un poids et d'un volume un peu plus restreints. Ces bureaux, de même que tous les autres, se chargent des abonnements aux journaux et publications périodiques paraissant dans le pays et à l'étranger; ils reçoivent et expédient les lettres contenant des valeurs déclarées, sans limite de déclaration. Les correspondances postales pour la circonscription des bureaux ruraux, ne sont pas distribuées au domicile du destinataire.

Tous les bureaux ruraux dépendent d'un bureau de première ou de deuxième classe, et sont placés sous l'autorité immédiate des chefs de ces derniers, qui leur transmettent les décisions de l'Administration supérieure, les approvisionnent de timbres-poste, etc. et reçoivent leurs comptes, qu'ils envoient ensuite au Ministère.

Un certain nombre de bureaux de troisième classe, spécialement dans les districts où se trouvent les pêcheries, ne fonctionnent qu'une partie de l'année.

Il existe, en outre, des bureaux ambulants sur les lignes de chemins de fer, et des bureaux flottants sur des bateaux à vapeur. Les uns et les autres sont placés sous l'autorité

sendungen, Werthbriefen und Packeten, in die Wohnungen der Empfänger bestellt; die Postanweisungen werden zwar ebenfalls abgetragen, doch erfolgt die Auszahlung des Geldbetrages lediglich bei den Postanstalten.

Die zur III. Klasse gehörigen Postanstalten, von denen zur Zeit 870 vorhanden sind, bestehen in Landorten; dieselben werden Personen übertragen, welche für gewöhnlich noch andere öffentliche Aemter bekleiden oder irgend ein Geschäft betreiben. Anstellung bez. Entlassung dieser Beamten ist Sache des Ministeriums.

Den Landpostanstalten sind dieselben Befugnisse beigelegt, wie den Postanstalten der beiden anderen Klassen, doch haben sie mit dem Postanweisungsverfahren keine Befassung, und Packete dürfen nur einige derselben von beschränktem Gewicht und Umfang annehmen. Sämmtliche Postanstalten besorgen Bestellungen auf die im In- und Auslande erscheinenden Zeitungen, sowie die Annahme und Absendung von Werthbriefen ohne Beschränkung der Werthangabe. Ein Abtragen der Briefpostsendungen in die Wohnungen der Empfänger findet bei den Landpostanstalten nicht statt.

Die Landpostanstalten sind den Postämtern I. und II. Klasse zugewiesen und den Vorstehern derselben untergeordnet. Letztere geben ihnen von den Verordnungen der obersten Verwaltung Nachricht, liefern ihnen die Freimarken und erhalten von ihnen die Abrechnungen, welche sie an das Ministerium einsenden. Eine bestimmte Anzahl von Postämtern III. Klasse, namentlich in denjenigen Distrikten, in welchen sich Fischereien befinden, ist nur während eines Theils des Jahres in Wirksamkeit.

Endlich bestehen noch Bahnpost- und Dampfschiffspostbureau's, welche dem Ministerium unmittelbar untergeordnet sind und ziemlich dieselben Geschäfte zu verrichten haben, wie die Ortspostanstalten. Ihre Haupt-

faults committed in the fulfilment of their duties. In several localities they discharge, in addition to their postal functions, those of heads of telegraph-stations.

Correspondence is delivered, by 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> class offices, at the domiciles of the addressees, with the exception, however, of registered letters, letters with value declared, and parcels. Money-orders are brought to the domiciles of the payees, but the amounts for which they are drawn must be cashed at the offices.

The post-offices of the third category are established in rural districts, and their number is, at present 870. The management of rural offices is entrusted to persons who, for the greater part, have some other public or private calling; they are appointed, and discharged by the Minister.

The duties of rural offices are the same as those of 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> class offices, with the exception that they are not authorized to issue money-orders, and that the limits for the weight and the size of parcels are, for some of them, fixed at a lower figure. The offices of the 3<sup>d</sup> class, as well as those of the two other classes, receive subscriptions to foreign and domestic newspapers and periodicals; they further receive and despatch letters with value declared, for which no maximum amount of declaration is fixed. The delivery of postal correspondence is not effected by rural post-offices at the domiciles of the addressees.

Every rural post-office is subordinate to a 1<sup>st</sup> or 2<sup>nd</sup> class office, and is under the immediate superintendence of the postmaster of the same, by whom it is made acquainted with the decisions of the Administration, furnished with postage-stamps, &c., and to whom it sends in its accounts for subsequent transmission to the Ministry.

A certain number of rural offices, especially those established in the fishery-districts, are only open during part of the year.

In addition to the offices above

immédiate du Ministère ou d'un maître de poste, et font à peu près le même service que les bureaux sédentaires. Toutefois leur rôle principal consiste à expédier et à distribuer les correspondances postales de ou pour les bureaux placés sur leur route.

Les chefs de bureaux dont le traitement est fixé par l'Assemblée nationale choisissent et rétribuent eux-mêmes les employés auxiliaires qui peuvent leur être nécessaires. Ils supportent pareillement tous les frais de bureau. Il n'y a que dans les trois bureaux les plus importants (Christiania, Bergen et Thronhjem) où l'Administration prend à sa charge le traitement des auxiliaires et les frais de bureau.

Outre leurs appointements fixes, les chefs des bureaux de poste, à l'exception de ceux des trois villes précitées, bénéficient d'une remise de 4 % sur la valeur des timbres-poste qu'ils vendent par quantités inférieures à cent pièces, et d'une commission que l'expéditeur doit leur payer pour les envois mis à la poste après l'heure réglementaire. Ils touchent également une indemnité des correspondants qui demandent à avoir un compte ouvert à la poste afin d'éviter d'avoir à affranchir chaque lettre en particulier, et ont encore d'autres petits revenus d'un chiffre incertain et peu considérable.

Le mouvement des postes est réglé, comme on l'a dit plus haut, directement par le Ministère ou par le fonctionnaire qui en a reçu l'autorisation. Le transport des postes est toujours réglé par contrat, même lorsqu'il s'agit de chemins de fer et de bateaux à vapeur, qui ne sont nullement obligés de se charger de la poste.

Le transport des postes par terre, sauf sur les voies ferrées, se fait pour ainsi dire exclusivement au moyen de voitures. Les entrepreneurs fournissent l'attelage et le postillon, contre une rétribution pour

aufgabe liegt in der Weiterbeförderung und Vertheilung der Briefpostsendungen aus und nach den an dem betreffenden Kurse gelegenen Postanstalten.

Das Gehalt der Postamtsvorsteher wird von der Nationalversammlung festgesetzt; die etwa erforderlichen Hilfsarbeiter werden von ihnen selbst angenommen und besoldet, auch tragen sie sämtliche Amtskosten. Eine Ausnahme machen nur die drei bedeutendsten Postämter (Christiania, Bergen und Drontheim), bei welchen die Besoldungen der Hilfsarbeiter und die Amtskosten aus der Postkasse gezahlt werden.

Neben ihrem Gehalte heziehen die Postamtsvorsteher (diejenigen der vorgenannten drei Städte ausgenommen) eine Provision von 4 % des Werthes derjenigen Freimarken, welche sie in Quantitäten von weniger als 100 Stück verkaufen, ferner die vom Absender zu entrichtende Gebühr für Spätlingsbriefe, die Porto-Konto-Gebühren und noch einige andere unbedeutende Emolumente von unbestimmter Höhe.

Der Gang der Posten wird, wie schon oben erwähnt, von dem Ministerium oder dem hierzu beauftragten Beamten direkt geregelt. Die Beförderung der Postsachen, auch mittels der Eisenbahnen und Dampfschiffe, welchen bezüglich der Postbeförderungen keinerlei Verpflichtungen obliegen, erfolgt auf Grund von Kontrakten.

Die Beförderung der Post zu Lande findet, von den Eisenbahnen abgesehen, fast ausschliesslich mittels Wagen statt. Die Unternehmer liefern die Bespannung und stellen den Postillon gegen eine für jede Fahrt festgesetzte Vergütung. Den Hauptposten werden ausser den Postillon noch Postbegleiter beigegeben; letztere werden vom Ministerium für die einzelnen Strecken bezeichnet und sind den Vorstehern der Postämter I. und II. Klasse untergeordnet.

enumerated, travelling post-offices are established on railway-lines, and mail-steamers. They are placed either under the immediate superintendence of the Ministry, or under the supervision of postmasters, and, as much as practicable, carry out the same service as sedentary post-offices.

Their principal duty, however, is the transmission of correspondence between the post-offices located along their routes.

The postmasters whose salaries are fixed by the National Assembly themselves appoint and pay the assistants they require, and defray all office-expenses. The salaries of the assistants, and the office-expenses are paid by the Administration only in the case of the three most important offices (those of Christiania, Bergen, and Thronhjem).

Postmasters, with the exception of those of the three offices just mentioned, are entitled, in addition to their fixed salaries, to a commission of 4 per cent. of the amounts accruing from the sale of postage-stamps sold by them in quantities of less than one hundred, and to a special fee which has to be paid to them by the senders of articles posted after the hours fixed by the Regulations. They further receive a commission from correspondents who, in order to avoid the trouble of having to prepay each single letter, have a postage-account with their office; lastly, they have sundry other gains of an uncertain and inconsiderable amount.

The conveyance of the mails is, as we have already stated, regulated either direct by the Ministry, or by a functionary designated for this purpose. The mails are always conveyed under contract, even if transmitted by the railway or steamboat-companies, which are, in no way bound to effect this conveyance.

By land the mails are, except where railways carry out this service, almost exclusively conveyed by means of coaches. The horses, vehicles, and drivers are furnished by the contractors for a compensation

chaque transport. Indépendamment des postillons, les postes principales sont accompagnées par des facteurs-convoyeurs nommés par le Ministère pour des routes déterminées, et qui relèvent des chefs de bureaux de première ou de deuxième classe.

Jusqu'à présent, l'Administration des postes n'a employé des femmes qu'à titre de directrices de quelques bureaux de peu d'importance.

Les fonctionnaires nommés par le Roi (le chef de l'Administration supérieure des postes, le secrétaire général, les chefs de bureau, les sous-chefs, les chefs des bureaux de poste les plus importants) reçoivent une pension de retraite sans y avoir aucun droit statué par les lois. Le montant de la pension est provisoirement fixé par le Roi et définitivement voté par l'Assemblée nationale. La pension s'élève en moyenne à la moitié des appointements du fonctionnaire dont il s'agit.

Il a été créé, pour les fonctionnaires publics qui ne sont pas nommés par le Roi, une caisse de pensions, placée sous la garantie de l'État. Les chefs des bureaux de poste les moins importants et divers autres fonctionnaires de poste nommés plus tard, pourront être tenus de contribuer en proportion de leurs appointements à l'alimentation de cette caisse qui, à leur retraite, leur payera une pension dont le chiffre est réglé sur :

- 1° L'importance des versements ;
- 2° L'âge auquel les fonctionnaires ont commencé à faire ces versements ;
- 3° Le nombre d'années pendant lesquelles les versements ont été faits.

Il existe pour les conducteurs une caisse spéciale de pensions, à laquelle ces employés doivent contribuer mensuellement, les contributions étant retenues sur leurs appointements.

Les fonctionnaires de poste nommés par le Roi sont obligés d'assurer une pension à leurs veuves, par des versements à une caisse de pensions pour

Frauen werden von der Postverwaltung bis jetzt nur als Vorsteherinnen von Postanstalten geringeren Umfanges verwendet.

Die Beamten mit königlicher Bestallung (der Chef der obersten Verwaltung, der General-Sekretär, die Bureauvorsteher, die Vice-Chefs, die Vorsteher der wichtigsten Postämter) erhalten, ohne nach den gesetzlichen Bestimmungen hierauf Anspruch zu haben, ein Ruhegehalt. Der Betrag desselben wird vom Könige provisorisch festgesetzt und von der Nationalversammlung endgültig genehmigt. Die Pension beträgt durchschnittlich die Hälfte des von dem betreffenden Beamten bezogenen Gehaltes.

Für diejenigen Staatsbeamten, deren Ernennung nicht vom Könige erfolgt, ist eine vom Staate garantierte Pensionskasse gegründet worden, zu welcher die Vorsteher der weniger bedeutenden Postämter, sowie verschiedene andere Postbeamte, von denen später die Rede sein wird, nach Massgabe ihrer Besoldungen Beiträge zu leisten haben. Die Höhe des Ruhegehalts, welches die Beamten bei ihrer Pensionirung aus dieser Kasse erhalten, richtet sich :

1. nach der Höhe des Beitrages ;
2. nach dem Lebensalter, in welchem die Beamten mit der Zahlung desselben begonnen haben und
3. nach der Zahl der Jahre, während welcher die Beiträge gezahlt worden sind.

Für die Kondukteure besteht eine besondere Pensionskasse, zu der diese Beamten monatliche Beiträge entrichten, welche von ihrem Gehalt einbehalten werden.

Die Beamten mit königlicher Bestallung sind verpflichtet, durch Zahlung von Beiträgen an eine vom Staate garantierte Wittwenkasse ihren Ehefrauen ein Wittwengehalt zu versichern. Letzteres beträgt für gewöhnlich den 5. Theil der Besoldung des verstorbenen Beamten. Die vor-

fixed per trip. During the conveyance, the mails are in charge of a mail-conductor, who, on the principal routes, is assisted by a mail-guard. The mail-guards are permanent officers; they are appointed by the Minister for specified routes, and are subordinate to postmasters of 1<sup>st</sup> or 2<sup>nd</sup> class offices.

Up to the present, females have only been employed exceptionally as postmistresses of a few offices of little importance.

The officers appointed by his Majesty the King (the head of the Administration, the secretary general, the chief clerks, the principal clerks, the postmasters of 1<sup>st</sup> class offices) receive a pension, to which, however, they have no legal claim. The amount of the pension is provisionally fixed by the King, and definitively settled by the National Assembly. The pensions amount, on an average, to one half of the salaries of the officers concerned, or to a little more.

As concerns the officers in the service of the State who are not appointed by his Majesty the King, a pension-fund, guaranteed by the State, has now been established. The obligation may, for the future, be imposed upon the postmasters of 2<sup>nd</sup> class offices and various other postal officers, from henceforth appointed, to contribute to this fund in proportion to their salaries. Out of this fund pensions will be paid to them, on retirement from the service, calculated according to:—

- 1.—the amount of their contributions ;
- 2.—the age at which the officers began paying their contributions ; and
- 3.—the number of years during which they paid their contributions.

For the mail-conductors there is a special-pension fund to which they are bound to contribute monthly, these contributions being kept back from their pay.

Every postal officer appointed by his Majesty the King is obliged to secure, by means of contributions to a widows' pension-fund, guaranteed by the State, a pension to be paid,

veuves, garantie par l'État. Cette pension s'élève d'ordinaire au cinquième des appointements annuels du fonctionnaire défunt. Toutefois nul n'est obligé d'assurer à sa veuve plus de 800 couronnes comme pension annuelle. Le montant de la contribution est fixé: 1° d'après le chiffre de la pension assurée et 2° d'après l'âge du fonctionnaire dont il s'agit et celui qu'avait son épouse à l'époque où ont commencé les versements.

La contribution peut être payée en une seule fois ou répartie sur 10 à 12 ans.

Les veuves des autres fonctionnaires postaux, ainsi que les enfants des fonctionnaires de poste, n'ont en général droit ni à une pension, ni à un subside de l'État. Une certaine somme est cependant votée annuellement en faveur des veuves et orphelins des conducteurs, des postillons et des messagers qui sont morts victimes d'un accident dans l'exercice de leurs fonctions. Sur cette somme, il peut aussi être prélevé un subside en faveur de conducteurs et — dans des circonstances exceptionnelles — en faveur de chefs de bureaux de poste ruraux qui se sont retirés du service.

L'inspection des bureaux de poste et la vérification de leurs caisses ont lieu à des époques indéterminées et par des fonctionnaires du Ministère désignés chaque fois. Il existe, en outre, un inspecteur spécial, toujours à la disposition du Ministère pour toutes les tournées d'inspection ou autres affaires dans l'intérêt de l'Administration; telles par exemple que: la conclusion des contrats de transport, etc.

Il est interdit aux particuliers d'établir des services ayant pour but d'expédier régulièrement des lettres entre des localités du pays déjà reliées par un service postal entretenu par l'Administration, ou entre la Norvège et l'étranger. Il est aussi interdit aux particuliers de se

stehende Verpflichtung erstreckt sich jedoch nur auf die Versicherung eines Wittwengehalts bis zur Höhe von 800 Kronen. Die Höhe der Beiträge richtet sich: 1. nach der Höhe des versicherten Wittwengehalts und 2. nach dem Alter des Beamten und desjenigen seiner Ehefrau zu dem Zeitpunkt, wo mit der Zahlung der Beiträge begonnen worden ist.

Der Beitrag kann entweder in einer Summe entrichtet oder auf 10 bis 12 Jahre vertheilt werden.

Die Wittwen der anderen Postbeamten, sowie die Waisen sämtlicher Angestellten haben allgemein weder Anspruch auf eine Pension, noch auf eine Unterstützung seitens des Staates. Zu Gunsten der Wittwen und Waisen von Kondukteuren, Postillonnen und Postboten, welche in der Ausübung ihres Berufs Opfer eines Unfalls geworden sind, wird jährlich eine bestimmte Summe ausgesetzt. Aus diesem Fonds kann den nicht mehr im Dienste befindlichen Kondukteuren und ausnahmsweise auch den ausgeschiedenen Vorstehern von Landpostanstalten eine Unterstützung gewährt werden.

Für die Revision der Postanstalten und der Kassen derselben sind bestimmte Zeitpunkte nicht festgesetzt; die Revisionen werden durch Beamte des Ministeriums, die in jedem einzelnen Falle hierzu bezeichnet werden, abgehalten. Ausserdem ist noch ein besonderer Aufsichtsbeamter vorhanden, welcher für Inspektionsreisen und für andere dienstliche Angelegenheiten, wie z. B. die Abschliessung von Postfuhrkontrakten etc., stets zur Verfügung des Ministeriums steht.

Die Einrichtung von Anstalten zum Zwecke der regelmässigen Beförderung von Briefen zwischen Orten Norwegens, welche bereits eine von der Verwaltung unterhaltene Postverbindung besitzen, sowie zwischen Norwegen und dem Auslande, ist Privatpersonen verboten. Denselben ist ferner untersagt, bei der Benutzung

on his death, to his widow. A widow's pension amounts, as a rule, to one fifth of the salary received by her deceased husband, but no officer is bound to secure for his wife a pension exceeding the amount of 800 crowns per annum. The amount of the contribution is fixed, 1.—according to that of the pension secured, and 2.—according to the age of the officer, and to that of his wife, at the time he began to pay the contribution.

The contribution may be made in a single payment, or paid by instalments during a period of from 10 to 12 years.

The widows of other postal employés, as well as the orphans or deceased postal officers, have not, as a rule, any right to a pension of assistance from the State. Notwithstanding this, a certain sum, less considerable than that expended for pensions, is appropriated every year for assisting the families of mail-conductors, drivers, and postal messengers, who died in the discharge of their duties. A certain part of this sum may also be employed for assisting postal conductors, and—under special circumstances—the heads of rural post-offices retired from the service.

The inspection of post-offices, and the verification of their moneys, are effected, at indeterminate periods, by officials each time appointed by the Ministry. A special inspector is, in addition, always at the disposal of the Ministry, in order to undertake trips of inspection, or other missions deemed necessary in the interest of the Administration, such as, for instance, the conclusion of contracts for the conveyance of the mails, and similar transactions.

Private individuals are prohibited from organizing any arrangement for the purpose of effecting the regular conveyance of letters between places in the Kingdom connected by a postal line maintained by the Administration, or between Norway and foreign countries. Private persons are further prohibited from forward-

charger du transport de lettres sur les chemins de fer, par des bateaux à vapeur, par des diligences ou par d'autres véhicules circulant régulièrement entre la Norvège et l'étranger, ou entre des localités norvégiennes déjà reliées par un service postal entretenu par le Gouvernement.

Les contrevenants, aussi bien ceux qui ont écrit les lettres que ceux qui les ont acceptées pour les transporter, sont passibles d'une amende pour chaque lettre ainsi expédiée.

Les lettres concernant exclusivement le service de l'État, les institutions et fondations publiques, l'administration des biens des pauvres et l'instruction publique, sont transportées en franchise de port.

---

### Les Courses postales dans l'Empire allemand.

Pendant les 30 dernières années, la construction des chemins de fer a pris, en Allemagne comme dans tous les autres États civilisés, une grande extension et enveloppé dans son réseau toutes les villes de quelque importance. Ce développement a eu pour conséquence naturelle la suppression des courses postales les plus étendues; mais en revanche les localités de la plaine s'étant trouvées de plus en plus englobées dans le mouvement général, il a fallu créer beaucoup de petites courses postales, de sorte qu'il y a toujours un très grand nombre de dépêches qui doivent être transportées à destination par des services en voiture. En Allemagne cela est d'autant plus le cas que la poste, comme on le sait, se charge non seulement du transport des voyageurs, mais aussi sur une très grande échelle du transport des articles de messageries. D'après la dernière statistique, celle de 1878, le nombre

von Eisenbahnen, Dampfschiffen, Personenposten oder andern Fahrzeugen, welche zwischen Norwegen und dem Auslande oder zwischen solchen norwegischen Orten kursiren, zwischen denen bereits von der Regierung eine Postverbindung unterhalten wird, sich mit der Beförderung von Briefen zu befassen.

In Uebertretungsfällen werden sowohl die Absender wie auch die Beförderer der Briefe bestraft.

Die Beförderung von Briefen in Angelegenheiten, welche den Staatsdienst, gemeinnützige Einrichtungen und Stiftungen, die Verwaltung der Armengüter und den öffentlichen Unterricht betreffen, erfolgt portofrei.

---

### Das Postfuhrwesen im deutschen Reichs-Postgebiet.

Der Eisenbahnbau hat in den letzten 30 Jahren im deutschen Reiche, wie in sämtlichen hervorragenden Kulturstaaten, einen mächtigen Aufschwung genommen und alle Städte von einiger Bedeutung in das Schienennetz hineingezogen. In Folge dessen sind die grossen Landpostkurse sehr zusammengeschmolzen; aber andererseits sind dadurch, dass die Orte des platten Landes sich in das Verkehrsleben mehr hineingegeben haben, viele kleinere Landposten entstanden, und es muss immer noch eine grosse Anzahl von Postsendungen mittels Fuhrwerks bis zum Bestimmungsort geschafft werden. Dies trifft um so mehr zu, als die deutsche Reichspost, wie bekannt, neben der Personenbeförderung auf Landstrassen, den Päckereidienst in sehr erheblichem Umfange besorgt. Nach der letzten Statistik vom Jahre 1878 hat die Zahl der Personenpostkurse 1355 mit 28,616 Km. Kurslänge, der Kariol-

ing, otherwise than in the mails, any letters by railway-train, steamer, mail-coach, or other vehicle, regularly plying between Norway and foreign countries, or between places within the Kingdom, between which a postal line is maintained by Government.

Persons infringing these prohibitions—the senders, as well as those having received the letters for the purpose of effecting their transmission—are punished by a fine for each letter thus forwarded.

Letters exclusively concerning the service of the State, the business of public institutions and establishments, the administration of the funds for the assistance of paupers, and matters relating to public education, are, by virtue of the law, transported by the mails free of postage.

---

### The horse-post service in Germany.

In the German Empire, as well as in all other large countries, the construction of railways has, during the last 30 years, assumed very considerable proportions, and all towns of any importance have been provided with this means of communication. In consequence, the number of great mail-coach lines has in a large measure decreased; but many short mail-coach lines have, on the other hand, been called into existence owing to the fact that the small localities in the lowlands have been brought within the reach of general traffic, and that a large amount of postal articles must still be conveyed to destination by means of vehicles, the more so as, in addition to the conveyance of passengers on the high roads, the Imperial German Posts effect the transmission of parcels on a very extensive scale. According to the last statistics—for the year 1878—the number of lines



des courses postales pour le transport des voyageurs s'élevait à 1355, présentant une longueur totale de 28,616 kilomètres; les services en carrioles étaient au nombre de 133, avec un parcours de 1682 kilomètres; les services de messageries comprenaient 29 courses, avec un parcours de 162 kilomètres; les services à cheval et les services d'estafettes étaient au nombre de 6, avec 49 kilomètres de parcours. En 1878, les services à voyageurs ont parcouru en tout 27,463,043 kilomètres; les services à carrioles 1,424,969 kilomètres; les services de messageries 175,183 kilomètres; les services à cheval et les services d'estafettes 31,140 kilomètres.

Il serait donc intéressant d'indiquer d'une manière sommaire les dispositions qui ont été prises en Allemagne pour assurer le transport régulier des envois postaux, tant à l'intérieur des villes mêmes que sur les routes desservies par des courses postales.

Il est admis comme principe que les chevaux et les postillons nécessaires ne sont pas directement fournis par l'Administration, mais par des entrepreneurs particuliers, appelés maîtres de poste, avec lesquels l'Administration conclut des marchés. Quant aux voitures, elles sont généralement fournies et entretenues par l'Administration, du moins en tant qu'il s'agit des voitures principales; tandis que les voitures supplémentaires dont on peut avoir besoin pour le transport des voyageurs et des messageries, sont fournies par les maîtres de poste.

Lors de l'adjudication des services de transport, on veille généralement à ce que la régularité et la sécurité de ces transports soient assurées et à ce qu'il ne soit employé que des attelages et des voitures convenables. Les autorités postales des provinces (les Directions supérieures) ont pour mission de rechercher des entrepreneurs qui consentent à s'engager par

posten 133 mit 1682 Km. Kurslänge, der Güterposten 29 mit 162 Km. Kurslänge, der Reit- und Estafettenposten 6 mit 49 Km. Kurslänge betragen. Im Ganzen sind im Jahre 1878 von den Personenposten 27,463,043 Km., von den Kariolposten 1,424,969 Km., von den Güterposten 175,183 Km., von den Reit- und Estafettenposten 31,140 Km. zurückgelegt worden.

Es dürfte daher einiges Interesse gewähren, in kurzen Umrissen hier darzulegen, welche Vorkehrungen im deutschen Reichspostgebiete getroffen sind, um die Beförderungen der Postsendungen innerhalb der Städte selbst und auf den Landkursen in gesicherter Weise durchzuführen.

Es gilt als Grundsatz, dass die für den Postfuhrdienst erforderlichen Pferde und Postillone nicht unmittelbar von der Postverwaltung selbst, sondern von Privatpersonen, den sogenannten Posthaltern, mit welchen die Verwaltung dieserhalb Verträge abschliesst, gestellt werden. Was dagegen die Wagen anlangt, so werden dieselben in der Regel, soweit es sich um die Hauptwagen handelt, von der Postverwaltung hergegeben und unterhalten, während nur die etwa notwendigen Beiwagen für die Päckerei- und Personenbeförderung von den Posthaltern zu stellen sind. Bei der Verdingung des Postfuhrgeschäftes wird allgemein davon ausgegangen, dass Ordnung und Zuverlässigkeit in der Besorgung der Postbeförderungen gesichert werden, und die Würde des Dienstes durch Verwendung tüchtiger und anständiger Beförderungsmittel gehörig gewährleistet wird. Die Ermittlung von Unternehmern, welche sich vertragsmässig verpflichten, die auf einer Station zum Betriebe des Postfuhrdienstes erforderlichen Beförderungsmittel unter bestimmten Bedingungen herzugeben, erfolgt durch die Provinzialpostbehörden, die Oberpostdirektionen. Unter den geeigneten Bewerbern wird derjenige ausgewählt, dessen Mittel und Eigenschaften für die beste Ausführung

for the conveyance of passengers by mail-coach was 1355 with a total length of 28,616 kilomètres, that of cariole-lines amounted to 133 with a length of 1682 kilomètres, that of goods' lines to 29 with a length of 162 kilomètres, and that of mounted messenger and special courier (*Estafetten*) lines to 6 with a length of 49 kilomètres. The total distance traversed in 1878 by the passenger services was 27,463,043 kilomètres, by the cariole services 1,424,969 kilomètres, by the goods' services 175,183 kilomètres, and by the mounted messenger and special courier services 31,140 kilomètres.

It may, therefore, be of interest to give a short description of the measures taken in the territory of the Imperial German Postal Administration with a view to ensure the transmission of postal articles within the towns, and on the postal lines in the country.

The principle acted upon in the carrying out of the horse-post service is that the horses and drivers are not provided direct by the Postal Administration, but by private persons the so-called *Posthalter* (station masters) with whom contracts are concluded by the Administration. With regard to the vehicles, they are as a rule, at least in so far as the principal mail-coaches are concerned, furnished and kept in repair by the Administration, while the supplementary vehicles that may be required for the conveyance of goods and passengers must be provided by the station masters. The horse-post service is only let out to such individuals as afford sufficient security that the service will be carried out with punctuality and exactitude, that the passengers and the mails will be conveyed safely, and that the reputation of the service will be upheld by the use of suitable and decent means of conveyance. Applications from persons desirous to contract for providing a postal station with the means of conveyance necessary for effecting the horse-post service under certain conditions, must be addressed

contrat et sous certaines conditions déterminées à fournir le matériel nécessaire pour l'exploitation d'une course postale. Parmi ces entrepreneurs on choisit ceux qui, par leurs ressources et leurs qualités, offrent les meilleures garanties, et dont les prétentions sont relativement les plus avantageuses pour l'Administration. En ce qui concerne les marchés, il y a lieu de remarquer qu'ils ne portent pas sur telle ou telle course en particulier, mais qu'ils sont conclus de façon que l'entrepreneur soit tenu, d'une manière générale, de faire le service que lui impose l'Administration à partir du relais qu'elle lui désigne. Par suite, pendant la durée de son contrat, l'entrepreneur ne peut pas se refuser à une modification des charges qui lui ont été primitivement imposées. Cette disposition, qui à vrai dire est considérée par les entrepreneurs comme une condition onéreuse, a pour l'Administration l'avantage qu'elle lui permet de régler les courses suivant les besoins sans être obligée de modifier chaque fois les marchés.

Les marchés sont conclus sur la base des conditions indiquées dans un formulaire imprimé et applicables dans tout le service des postes de l'Empire allemand. Les conventions comprennent le contrat proprement dit, le règlement sur les transports postaux et l'indication détaillée des charges imposées à l'entrepreneur pour le relais dont il s'agit.

Le contrat contient dans sa partie imprimée les droits et obligations des maîtres de poste. Il y est ajouté à la main les stipulations résultant des négociations avec l'entrepreneur. La partie la plus importante de ces stipulations porte sur le taux des sommes à payer: *a.* pour le transport des voitures principales et des voitures supplémentaires partant du relais; *b.* pour le transport des dépêches de et pour les gares de chemins de fer, les débarcadères des bateaux à vapeur, ainsi qu'entre les succursales des bureaux de poste d'une même localité;

der ihm zu übertragenden Pflichten die sicherste Bürgschaft gewähren, und dessen Forderungen verhältnissmässig die für die Postverwaltung vortheilhaftesten sind. Bezüglich der Vertragsschliessung ist besonders hervorzuheben, dass dieselbe sich nicht etwa auf bestimmte Kurse oder Posten erstreckt, sondern in der Weise erfolgt, dass der Posthalter sich allgemein verpflichtet, diejenigen Leistungen von der Station ab auszuführen, welche die Postbehörde ihm jeweilig überträgt. Der Posthalter hat sich demgemäss während der Dauer des Vertrages eine Veränderung, Vermehrung oder Verminderung der ursprünglichen Leistungen der Station gefallen zu lassen. Diese Einrichtung, welche von dem Posthalter allerdings als ein *Onus* empfunden wird, hat für die Verwaltung die im Interesse der freien Verkehrsbewegung erwünschte Annehmlichkeit, die Beförderungsleistungen nach dem jedesmaligen Bedürfnisse einzurichten und auf die benachbarten Stationen zu vertheilen, ohne bei jeder Aenderung hierin jedesmal eine Vertragsänderung vornehmen zu müssen.

Die Verträge werden für den gesamten Reichspostdienst nach einem gemeinsamen, vorgedruckten Muster abgeschlossen und zerfallen in den eigentlichen Vertrag, die Postfuhrordnung und die Nachweisung der von der Station auszuführenden Beförderungsleistungen.

Der Vertrag enthält in seinem vorgedruckten Theile die wesentlichsten Rechte und Verbindlichkeiten des Posthalters; im Uebrigen werden in diesen Theil diejenigen Festsetzungen aufgenommen, über welche eine förmliche Vereinbarung mit dem Posthalter stattzufinden hat. Den wichtigsten Theil der letzteren bilden die Vergütungssätze: *a.* für die Beförderung der Hauptwagen und Beiwagen nach ausserhalb; *b.* für die Postbeförderungen nach und von den Eisenbahnhöfen, Landungsplätzen der Dampfschiffe, zwischen den Zweigpostanstalten eines Ortes u. s. w.;

to the Chief Postal Directions of the various provinces. Among these applicants the one is selected whose means and qualifications afford the best guarantee for his fulfilling the obligations to be undertaken by him in a more satisfactory manner than his fellow-applicants, and whose demands, taking the circumstances into account, are the most advantageous for the Administration. As regards the contract, it must be pointed out that the obligations imposed upon the contractor are not limited to certain specified postal routes or services; he, on the contrary, undertakes to carry out whatever service may be required from his station by the Postal Administration. He is consequently bound, as long as his contract is in force, to accept any modification, increase or reduction of the original duties of his station. This arrangement, which indeed sometimes makes heavy demands on the contractors, affords the advantage, so important for the Administration in the interest of free and unhindered traffic, that the services can be arranged according to momentary wants, and be divided among the neighbouring stations without involving a modification of the contracts each time an alteration is made.

The contracts are concluded, throughout the district of the Imperial German Post Office, according to a general printed form, and are divided into:—the contract proper, the regulations for the horse-post service, and the specification of the services to be rendered by the station.

The printed part of the contract states the principal rights and obligations of the station master, as also all provisions with regard to which a formal agreement is necessary with him. The most important of these provisions are those fixing the rates of compensation:—*a.* for the conveyance of the principal coach, and supplementary vehicles between the station and other places; *b.* for the conveyance of the mails and passengers to and from railway-stations, landing-places of steamers, between

c. pour le service du camionnage dans la localité siége du bureau; d. pour la fourniture des voitures supplémentaires.

Les sommes à payer pour le transport des voitures principales et des voitures supplémentaires partant du bureau sont calculées à raison de tant par cheval et par kilomètre. Ce prix comprend toutes les dépenses qui incombent au maître de poste pour l'acquisition des chevaux et leur remplacement éventuel, pour les harnais et le matériel d'écurie, les approvisionnements de fouflage, la fourniture d'écuries et de remises, l'entretien de postillons et leur équipement.

Le parcours à fournir annuellement par un cheval est évalué à 7500 kilomètres. En divisant par ce chiffre le nombre total des kilomètres que les postes ont à parcourir en une année, on trouve le nombre de chevaux dont les maîtres de poste en général ont besoin pour assurer le service. Les indemnités auxquelles l'entrepreneur a droit pour l'entretien des chevaux qu'il est tenu de fournir, plus un bénéfice modique, constituent le produit brut du relais, c'est-à-dire le revenu qui est indispensable au maître de poste pour pouvoir subsister. Si l'on divise le chiffre de ce produit brut par le nombre de kilomètres à desservir annuellement depuis la station on obtient le prix moyen qui doit être alloué au maître de poste pour chaque cheval et par kilomètre d'attelage normal pour les diverses catégories de voiture. Ce prix comporte trois degrés: 1° pour la course avec retour à vide; 2° pour la course avec chargement au retour et 3° pour un simple retour avec chargement. Le rapport entre ces trois prix doit être tel que l'indemnité pour une course de 4 kilomètres avec retour à vide soit toujours égale à l'indemnité due pour une course de 3 kilomètres suivie de retour avec chargement, plus l'indemnité pour un retour avec simple chargement. Le prix d'un simple retour avec charge-

c. für die Päckerei- und sonstigen Bestellsfahrten am Orte der Postanstalt; d. für die Gestellung der Beiwagen.

Die Vergütungen für Beförderung der Hauptwagen und Beiwagen der Posten nach ausserhalb werden nach Sätzen für das Pferd und für das Kilometer bedungen. Dieser Satz schliesst mithin die Vergütung für alle diejenigen Kosten in sich, welche der Posthalter für Anschaffung und Ergänzung der Pferde, für die Geschirre und Stallsachen, für die Futtermittel, für Ställe und Remisen, für den Unterhalt der Postillone und deren Montirungen aufzuwenden hat.

Als jährliches Arbeitsmass für ein Pferd gelten 7500 Km. Weg. Theilt man durch dieses Mass die Gesamtzahl der jährlich von den Posten zurückzulegenden Kilometer, so ergibt sich diejenige Zahl von Pferden, welche der Posthalter im Allgemeinen zur Unterhaltung des Postfuhrgeschäfts braucht. Die gesammten Unterhaltungskosten für die hiernach einzustellenden Pferde ergeben unter Hinzurechnung eines mässigen Gewinnes den sogenannten Brutto-Ertrag der Posthalterei, d. h. diejenige Einnahme, welche der Posthalter für sein Bestehen unbedingt nothwendig hat. Wenn man nun die Zahl dieses Brutto-Ertrages durch die Zahl der von der Station jährlich zurückzulegenden Kilometer theilt, so erhält man denjenigen Durchschnittssatz, welcher dem Posthalter für jedes Pferd der zuvor vereinbarten Normalbespannungen bei den einzelnen Postengattungen für das Kilometer zu gewähren ist. Der besagte Vergütungssatz wird in drei verschiedenen Abstufungen bedungen, und zwar: 1) für die beladene Hinfahrt, wenn keine beladene Rückfahrt darauf folgt 2) für die beladene Hinfahrt, wenn eine beladene Rückfahrt darauf folgt; und 3) für die beladene Rückfahrt. Das Verhältniss zwischen diesen drei Sätzen muss ein solches sein, dass jedesmal die Vergütung für vier Kilometer beladen hin, auf

branch post-offices, &c., within the same locality; c. for the delivery, by means of vehicles, of parcels, and other mail-matter within the place in which the station is located; and d. for providing the supplementary vehicles.

The compensation for the service of the principal and supplementary coaches between the station and other places is fixed according to a certain rate calculated per horse and per kilomètre. This rate therefore includes the compensation for every expense incurred by the station master for the purchase of horses, for harness and stable necessaries, for food, for stables and coach houses, for the maintenance of drivers and for the equipment of the latter.

The yearly amount of work to be performed by a horse is fixed at 7500 kilomètres of distance traversed. If the total amount of kilomètres to be traversed annually by the horse-post services, is divided by the above figure, the result will show the number of horses to be kept as a rule by station masters for carrying out their service. By adding to the sum total of the money expended for keeping this number of horses a moderate sum as profit, the amount of the so-called gross-revenue of the station is obtained, that is to say, the amount absolutely necessary for enabling the station master to keep his station. By dividing the total amount of this gross-revenue, by the number of kilomètres annually to be traversed by the services of a station, the average rate of compensation is obtained which is to be granted to the station master for each horse of the normal teams previously agreed upon for the various categories of services. This rate of compensation, however, is not fixed at a single average amount, but is calculated according to three different standards of compensation:—1. for the trip out with passengers or mail, if followed by a trip home without passengers or mails; 2. for the trip out with passengers or mails, if followed by a trip home with pas-

ment doit être égal à la moitié de l'indemnité due pour la course qui l'a précédé. Le taux des indemnités diffère grandement suivant les conditions locales; dans les grandes villes il est beaucoup plus élevé que dans les petites localités, surtout dans celles des provinces de l'Est. L'indemnité par cheval et par kilomètre est calculée de telle sorte que le produit brut annuel par cheval varie, suivant les conditions locales, de 900 à 1800 marks. Ce mode de calcul des indemnités, appliqué depuis nombre d'années, a fait ses preuves et donne une très grande facilité pour fixer à nouveau les sommes à payer mensuellement aux entrepreneurs au cas où il surviendrait des modifications dans les charges imposées aux maîtres de poste, dans les attelages normaux ou dans les distances qui séparent les relais.

Le taux des indemnités pour les courses à effectuer à l'intérieur des villes, les courses de et pour les gares de chemins de fer et les débarcadères des bateaux à vapeur, ainsi qu'entre les succursales du bureau de poste et les services de camionnage est fixé d'après des bases équitables en tenant compte de la durée de la course, de la distance à parcourir et du stationnement aux gares. En ce qui concerne le casuel pour voitures ou traîneaux supplémentaires et pour les transports exceptionnels, il est payé par cheval les mêmes indemnités que pour le service principal, tandis que pour les voitures on paye pour chaque kilomètre :

6 pfennig au maximum pour une voiture supplémentaire à 2 places de voyageurs;

8 pfennig au maximum pour les voitures supplémentaires de 3 à 6 places de voyageurs;

10 pfennig au maximum pour les voitures supplémentaires de plus de 6 places de voyageurs;

1 pfennig au maximum pour les fourgons supplémentaires de messageries;

2 pfennig au maximum pour une carriole.

welche keine beladene Rückfahrt folgt, ebensoviel ergibt, wie die Vergütung für drei Kilometer hin, auf welche eine beladene Rückfahrt folgt, nebst der Vergütung für die beladene Rückfahrt, und dass letztere Vergütung der Hälfte des Satzes für die vorangehende Hinfahrt gleich ist. Der Vergütungssatz ist je nach den Preisverhältnissen der Stationsorte sehr verschieden, und in den grossen Städten erheblich höher, als in den kleinen Landorten, namentlich der östlichen Provinzen. Im Allgemeinen ist die Vergütung für Pferd und Kilometer der Art, dass je nach den besonderen Ortsverhältnissen ein jährlicher Brutto-Ertrag von 900 bis 1800 Mark auf jedes Pferd entfällt. Dieser Vergütungsmodus hat sich durch vieljährige Praxis bewährt und zeigt die grosse Leichtigkeit, mit welcher bei etwaigen Aenderungen der von dem Posthalter auszuführenden Leistungen, der Normalbespannungen, oder der Stationsentfernungen, die dem Postfuhrunternehmer zustehende, monatlich zahlbare Vergütung neu festgestellt werden kann.

Die Vergütungssätze für die übrigen, innerhalb der Stadt auszuführenden Leistungen, als Fahrten nach und von den Eisenbahnhöfen und Landungsplätzen der Dampfschiffe, zwischen den Stadtpostanstalten, Packet- und sonstige Bestellfahrten, werden nach angemessenen Sätzen bezahlt, wobei die Dauer der Fahrt, die Entfernung, sowie die Haltezeit auf den Bahnhöfen in Berechnung gezogen werden. Bei den Leistungen im Nebenverdienste (Beiwagen, Beischlitten) und bei sonstigen nicht regelmässigen Postbeförderungen werden für die Pferde dieselben Vergütungssätze wie bei der Hauptpost, für die Wagen dagegen für je 1 Kilometer folgende Sätze gewährt:

für einen Beiwagen mit 2 Sitzplätzen bis zu 6 Pf.;

für einen Beiwagen mit 3—6 Sitzplätzen bis zu 8 Pf.;

für einen Beiwagen mit mehr als 6 Sitzplätzen bis zu 10 Pf.;

für einen Päckereibeiwagen bis zu 4 Pf.;  
für ein Kariol bis zu 2 Pf.

sengers or mails; and 3. for the trip home with passengers or mails. The proportion between these three different standards of compensation must be such that the rate of allowance for four kilometres of a trip out with passengers or mails, followed by a trip home without passengers or mails, always amounts to the same sum as the allowance for three kilometres of a trip out with passengers or mails, added to the compensation for a trip home with passengers or mails; and that this latter compensation is equal to half the rate for the preceding trip out. The rate of compensation greatly varies in amount according to whether living in the localities in which the stations are established is cheap or expensive; for large towns its amount is, therefore, much higher than for small places in the country, more particularly in the eastern provinces. As a rule, the rate of compensation per horse and kilometre is fixed at such a figure that, according to the special local circumstances, the yearly gross-revenue amounts to from 900 to 1800 mark per horse. This mode of compensation has been tried for many years and has proved to be quite satisfactory; it also shows the great facility with which the compensation paid every month to the station masters, may be re-adjusted in case of any alteration being made in the services to be rendered by them, in the normal teams, or in the distances to traversed.

The compensation for the other trips to be effected in towns, such as trips to and from railway-stations and landing-places of steamboats, and between branch post-offices, as also parcel and other delivery-trips, are paid according to suitable rates based upon the length of the trips, the distances to be traversed, and the time during which the vehicles have to wait at railway-stations. The services rendered in addition to those above-mentioned (supplementary coaches and sledges), as well as other, incidental postal transmissions are, in so far as the horses are

Indépendamment des indemnités pour chevaux et voitures, lorsque le prix de l'avoine est élevé, c'est-à-dire lorsque sur les marchés où s'approvisionne un maître de poste, la moyenne du prix de l'avoine dépasse le taux officiellement fixé, il est accordé aux relais les plus importants, un complément d'indemnité pour avoine calculé à raison de tant pour cent des sommes dues pour les prestations réglementaires.

Les marchés sont en général conclus pour plusieurs années et, quand il doit être consenti des conditions plus onéreuses que dans les marchés précédents, ils doivent être soumis à l'approbation du Reichs-Postamt à Berlin. Dans les autres cas, l'autorité postale de la province — la Direction supérieure des postes — est compétente pour conclure les marchés. Ainsi qu'il a été mentionné plus haut, le règlement sur les transports postaux fait partie intégrante de la convention; il contient les dispositions relatives au service des entrepreneurs, dispositions fondamentales qui sont applicables dans tout le territoire de l'Empire allemand. Aussi font-elles règle pour tous les maîtres de poste en général.

Le règlement sur les transports postaux comprend 24 articles. Il traite des conditions que doivent remplir les chevaux, les harnais et les voitures à fournir; il prescrit au maître de poste de s'entendre avec le bureau de poste de la localité sur le nombre de chevaux à entretenir; il lui impose de ne prendre à son service, comme postillons, que des gens bien famés, âgés d'au moins 17 ans et aptes à prêter serment, qui sachent aller à cheval et conduire une voiture, et dont le choix doit être notifié au bureau local. Ce règlement contient en outre les dispositions relatives à l'uniforme des postillons, aux obligations qui incombent aux maîtres de poste touchant la fourniture de moyens de transport extraordinaires

Ausser den Vergütungsätzen für die Pferde und die Wagen wird den grösseren Posthaltereien bei hohen Haferpreisen, sobald nämlich der Durchschnittspreis des Hafers nach amtlicher Feststellung auf dem für die Stationalsmassgebend angenommenen Marktorte gewisse Preisstufen überschreitet, ein Zuschuss zu den Futterkosten in bestimmten Prozentsätzen von den Vergütungen für die regelmässigen Leistungen gewährt.

Die Verträge werden meistens auf mehrere Jahre abgeschlossen und unterliegen, wenn höhere Vergütungen als in den früheren Kontrakten haben zugestanden werden müssen, der Genehmigung des Reichs-Postamts in Berlin; im anderen Falle hat die Provinzialpostbehörde, die Oberpostdirektion, die selbstständige Befugnis zur Vollziehung des Vertrages.

Wie schon früher erwähnt, bildet die *Postfuhrordnung* einen integrierenden Theil des Vertrages; die Festsetzungen derselben bilden die Dienst-anweisung für den Posthalter und kommen als grundsätzliche Bestimmungen überall gleichmässig zur Anwendung. Desshalb sind sie auch für jeden Postfuhrunternehmer von vornherein als massgebend anzusehen. Die Postfuhrordnung umfasst 24 Artikel, welche darüber sprechen, wie die einzustellenden Pferde, Geschirre und Wagen beschaffen sein müssen; ferner, dass der Posthalter sich mit der Ortspostanstalt über die Anzahl der zu unterhaltenden Pferde zu verständigen hat; dass er zu Postillonen nur ordentliche, im Reiten und Fahren geübte Leute, welche mindestens 17 Jahre alt und eidesmündig sind, annehmen darf, und dass er dieselben bei der Ortspostanstalt anmelden muss. Weiterhin enthält die Postfuhrordnung die Bestimmungen über die Dienstkleidung der Postillone, über die dem Posthalter obliegenden Verpflichtungen zur Beschaffung von extraordinären Beförderungsmitteln in ausserordentlichen Bedarfsfällen;

concerned, paid for at the same rates as those granted for the principal services, while the following rates of compensation are granted per kilomètre for the vehicles:—

for a supplementary vehicle with 2 seats, up to 6 pfennig;

for a supplementary vehicle with from 3 to 6 seats, up to 8 pfennig;

for a supplementary vehicle with more than 6 seats, up to 10 pfennig;

for a supplementary parcel vehicle, up to 4 pfennig;

for a cariole, up to 2 pfennig.

In addition to these rates of compensation for the horses and vehicles, the large stations are granted a supplementary allowance for food amounting to a certain percentage of the compensation paid for the regular services, in case the average price of oats should, according to official evidence, rise beyond certain limits at the market the prices of which are looked upon as standard-prices for the station concerned.

The contracts are mostly concluded for a term of several years, and are, in case higher rates of compensation have to be granted than in the previous contracts, subject to the approval of the General Post Office in Berlin; if this is not the case the Chief Postal Directions in the provinces are authorized to conclude the contracts.

As we have mentioned previously, the *horse-post regulations* are an integral part of the contracts; the provisions of the same form the instructions for the station masters, and, inasmuch as they are fundamental provisions, are applied throughout the district of the Imperial German Post Office. They are, therefore, once for all to be considered as forming the rule for every horse-post contractor. The horse-post regulations consist of 24 articles stipulating for the quality of the horses, of the harness, and the vehicles; they also provide that the station master must come to an agreement with the local post-office as to the number of horses to be kept; that he may only appoint as drivers respectable men, practised in

dans les circonstances exceptionnelles, à la durée du parcours et aux peines disciplinaires applicables en cas de retard, etc. En ce qui concerne la durée du parcours, il est de règle que pour les estafettes les 10 premiers kilomètres doivent être parcourus en 40 minutes sur les routes de première classe et en 50 minutes sur les routes ordinaires; pour les courriers à cheval en 45 ou 60 minutes suivant les routes; pour les services à voyageurs en 50 ou 65 minutes; pour les fourgons de messageries et les carrioles en 60 ou 70 minutes. Pour chaque 10 kilomètres en sus des 10 premiers, la durée du parcours est augmentée d'une manière équitable.

D'après l'article 19 du règlement sur les transports postaux, les obligations des maîtres de poste qui ne donnent pas lieu à des indemnités spéciales sont: *a.* de fournir au besoin, en hiver ou en d'autres circonstances, les chevaux de renfort nécessaires; *b.* d'amener sur place, avant le départ, les voitures qu'ils sont obligés de transporter et de les faire reconduire à la remise, à l'arrivée au terme de la course; *c.* de faire graisser les voitures fournies par l'Administration; *d.* de faire aider, au besoin, par leurs postillons, au chargement et au déchargement des envois postaux et des bagages des voyageurs.

Les dispositions les plus essentielles sont contenues dans l'article 20, d'après lequel pendant toute la durée de son contrat l'entrepreneur est obligé de se soumettre aux conditions suivantes:

*a.* Modification, augmentation ou diminution des charges spécifiées dans son contrat ou de celles qui les ont déjà remplacées;

*b.* Changement dans la longueur kilométrique des parcours, par suite de constatations officielles;

*c.* Résiliation du marché dans le cas où le relais viendrait à être supprimé.

über die Beförderungsfristen und Bestrafung der Versäumnisse u. s. w. Was die Beförderungsfristen anlangt, so müssen die ersten 10 Kilometer bei Estafettenposten in 40 Minuten auf Kunststrassen, in 50 Minuten auf nicht kunstmässigen Strassen, bei Brief-Reitposten in 45 bz. 60 Min., bei Personenposten in 50 bz. 65 Min., bei Güterposten und Kariolposten in 60 bz. 70 Min. zurückgelegt werden. Bei grösseren Entfernungen wird die Beförderungsfrist für jede weiteren 10 Kilometer entsprechend verlängert.

Zu den Verpflichtungen des Posthalters, für deren Erfüllung eine besondere Vergütung nicht gewährt wird, gehören nach Artikel 19 der Postfuhrordnung: *a.* die etwa zur Winterzeit oder bei sonstigen Veranlassungen nothwendigen Mehrbespannungen herzugeben; *b.* die Postwagen, deren Beförderung dem Unternehmer obliegt, vor dem Abgange der Posten aus den Unterstellungsräumen abzuholen und in dieselben wieder zurück zu schaffen; *c.* das Schmieren der Kurswagen bei amtlicher Lieferung des Materials besorgen zu lassen; *d.* die bei dem Ein- und Ausladen der Postsendungen und des Reisegepäcks etwa erforderliche Hülfe durch seine Postillone zu geben.

Die wichtigsten Bestimmungen enthält der Artikel 20, wonach der Unternehmer während der Dauer des Vertrages folgende Aenderungen sich gefallen lassen muss:

*a.* die Veränderung, Vermehrung oder Verminderung der in der Leistungsnachweisung bezeichneten, oder in deren Stelle tretenden Leistungen;

*b.* die Veränderung der Kilometerzahlen der Kurse nach Massgabe der amtlichen Festsetzungen;

*c.* die Aufhebung des Vertrages, sofern die Posthalterei im Orte gänzlich aufgelöst wird.

Wenn bei einer Verminderung der Leistungen ein Ausfall in der Vergütung um jährlich 1500 Mark und mehr eintritt, so empfängt der Post-

riding and driving, at least 17 years old, and capable of having an oath administered to them, and that he is bound to report each such appointment at the local post-office. The horse-post regulations further contain provisions relative to the uniform of drivers, to the obligation imposed upon the station master to provide supplementary means of conveyance in extraordinary emergencies; to the time allowed for the trips, and to the punishment of delays, delinquencies, &c. As concerns the limits of time fixed for the duration of the trips, the first 10 kilomètres must be done by mounted special couriers in 40 minutes on artificial roads, and in 50 minutes on ordinary roads; by ordinary mounted messengers in 45, and 60 minutes respectively; by passenger-services in 50, and 65 minutes; and by goods and cariole-services in 60, and 70 minutes. For longer distances, these limits are, for every further 10 kilomètres, extended in the same proportions.

Those duties for which the station masters receive no special remuneration, are, according to article 19 of the horse-post regulations, the following:— *a.* to furnish the supplementary teams of horses which may be required during winter, or for some emergency; *b.* to fetch, previous to the hour fixed for their departure, the vehicles, the service of which is the duty of the contractor, from the coach-houses, and to return them to the same; *c.* to have the vehicles greased, the necessary matter being provided officially; *d.* to lend, if necessary, the assistance of his drivers in the lading and unloading of the mails and the passengers' luggage.

The most important provisions are contained in article 20, according to which the contractor is bound during the term of his contract to suffer the following alterations to be made:—

*a.* a modification, increase, or reduction of the services specified in the contract, or of those substituted for the same;

*b.* an alteration in the specified



Si dans les deux premiers cas il se présente une diminution des revenus de son relais de 1500 marks ou davantage par année, le maître de poste reçoit une indemnité, une fois payée, du 12<sup>e</sup> de la réduction qu'il a subie. Si le contrat doit être résilié avant son expiration, l'entrepreneur reçoit une indemnité une fois payée égale au 1/4 des sommes qui lui étaient dues annuellement, en dernier lieu, pour le transport des voitures réglementaires.

Une autre disposition très importante contenue dans l'article 22 est celle stipulant que le maître de poste est responsable de tout dommage causé à l'Administration du fait de ses postillons dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait d'avoir employé des chevaux impropres au service ou des voitures et harnais défectueux.

Comme il a été dit à plusieurs reprises, la 3<sup>e</sup> partie de la convention, la partie variable, comprend l'indication des charges imposées à l'entrepreneur et spécifie les transports réglementaires qu'il doit effectuer et les indemnités mensuelles auxquelles les transports donnent lieu. On y trouve aussi mentionné le nombre de chevaux et la catégorie de voitures qui servent de base au calcul des indemnités à payer pour le transport des voyageurs par voitures supplémentaires.

Chaque fois que l'indication des charges est dressée à nouveau, elle doit être signée par l'entrepreneur. Ce document fait règle pour les paiements que le bureau des postes de la localité doit faire chaque mois au maître de poste. Le casuel revenant au maître de poste pour la fourniture des fourgons et des voitures supplémentaires est porté en compte par le bureau de poste avec pièces spéciales à l'appui.

La surveillance des courses postales d'un relais incombe au bureau de

halter ein für allem Mal eine Entschädigung mit dem 12<sup>ten</sup> Theile des erwähnten Ausfallbetrages. Tritt der Fall ein, dass der Vertrag im Laufe desselben aufgehoben werden muss, so wird dem Unternehmer ein für alle Mal eine Entschädigung mit dem 4<sup>ten</sup> Theile des jährlichen Betrages der zuletzt zahlbar gewesenenen Vergütung für die Beförderung der regelmässigen Posten bewilligt.

Eine andere sehr wichtige Bestimmung im Artikel 22 ist die, dass der Posthalter für jeden Schaden und Nachtheil haftet, welcher der Postverwaltung durch Handlungen oder Unterlassungen der Postillone während der Postdienstleistung zugefügt wird, oder dadurch entsteht, dass dienstuntüchtige Pferde oder mangelhafte Geschirre und Wagen eingestellt gewesen sind.

Wie schon mehrmals erwähnt, bildet den dritten veränderlichen Theil des Vertrages die sogenannte Leistungsnachweisung, in welcher diejenigen regelmässigen Beförderungen aufgeführt werden, die der Unternehmer auszuführen hat, mit der sich ergebenden monatlichen Vergütung. Ausserdem enthält diese Nachweisung die Festsetzung der für die Personenbeiwagen zu vergütenden Pferdezahl und Wagengattung.

Die Leistungsnachweisung wird bei jedesmaliger Neuaufstellung von dem Posthalter unterschrieben, und er empfängt auf Grund derselben das monatlich zahlbare Postfuhrgehalt von der Postanstalt seines Ortes. Der dem Posthalter durch Stellung von Päckerei- und Personenbeiwagen erwachsende Nebenverdienst wird von der Postanstalt des Stationsortes auf Grund besonderer Beläge verausgabt.

Die Aufsicht über das Postfuhrwesen einer Station liegt der betreffenden Ortspostanstalt ob und ge-

number of kilomètres of the lines, in order to bring the same into accordance with the official survey; c. the termination of the contract if the station is closed.

When, on account of a diminution in the services, the compensation is reduced by 1500 mark or more per year, the station master receives a single compensation amounting to the 12<sup>th</sup> part of the reduction. In the event of the contract having to be terminated before the time for which it was concluded has expired, the station master is granted a single compensation amounting to the 4<sup>th</sup> part of the yearly amount of the compensation last paid to him for carrying out the regular services.

Another very important provision — in article 22 — is that the station master is held responsible for any damage or injury caused to the Administration through acts or omissions of his drivers while on duty, or through the use of horses, harness, or vehicles unfit for the service.

As we have already stated several times, the so-called specification of the services to be rendered forms the third and alterable part of the contract. This specification contains all the regular trips to be effected by the contractor, and the monthly compensation to which they entitle him. It further fixes the compensation for the conveyance of *supplementary* passenger vehicles, according to the number of horses, and the category of vehicles used.

The specification of the services to be rendered is, whenever an alteration is made in the same, signed by the station master to whom the monthly sum due, according to this specification, is then paid by the post-office of the place in which his station is located. The sums due to the station master, in addition to the foregoing, for providing supplementary passenger and goods' vehicles, are paid to him by the same post-office on the ground of special vouchers to be furnished by him.

The superintendence of the horse-post service at a postal station de-



poste local et s'exerce par un contrôle continu et par des inspections extraordinaires. Ces dernières sont ordonnées chaque printemps par la Direction supérieure des postes dont relève le relais. Le chef du bureau de poste doit en dresser un procès-verbal indiquant :

1° Le nombre des postillons et des chevaux employés à la station ;

2° L'état des pièces d'uniforme, des harnais, voitures et traîneaux ;

3° Un tableau comparatif de ce qui existe réellement et de ce qui devrait exister à teneur des conventions spéciales intervenues, lors de la conclusion du marché, entre l'entrepreneur et le bureau des postes de la localité ;

4° Les défauts qui ont été constatés au moment de l'inspection.

Il est accordé en même temps à l'entrepreneur un délai pour réparer les défauts, et le procès-verbal est transmis à la Direction supérieure des postes qui veille à ce qu'il soit satisfait dûment aux observations qui ont été faites.

Les postillons sont, comme on l'a vu, choisis par les maîtres de poste ; mais ils sont assermentés par l'Administration et reçoivent un livret de service contenant leurs instructions. Après quelques années de bons services et s'ils sont habiles à sonner du cornet postal et à conduire les voitures, ils reçoivent de l'Administration une marque de distinction consistant en tresses d'or qu'ils portent au bras gauche, en un fouet d'honneur, en un cornet postal d'argent, et ont droit à une haute paye. Il arrive aussi que les anciens postillons qui ont de bons états de service sont nommés sous-agents.

En 1878, le nombre des relais était de 1333 ; celui des maîtres de poste de 1227 ; celui des postillons de 4958 ; celui des chevaux de poste

schicht durch dauernde Bewachung des Postfuhrbetriebes und durch extraordinäre Posthalterrevisionen. Letztere werden jedes Frühjahr von der betreffenden Oberpostdirektion angeordnet ; über den Befund hat der Vorsteher der Postanstalt eine Verhandlung aufzunehmen, in welcher anzugeben sind :

1) die Zahl der vorhandenen Postillone und Pferde ;

2) der Bestand an Postillonsmontierungsstücken, sowie an Geschirren, Wagen und Schlitten ;

3) eine vergleichende Uebersicht zwischen dem Sollbestande (zu 1 und 2) nach Massgabe der mit dem Unternehmer von der Ortspostanstalt bei Abschliessung des Vertrages getroffenen besonderen Vereinbarung und dem vorgefundenen Bestande ;

4) die Mängel, welche sich bei der Revision im Einzelnen ergeben haben.

Zugleich wird dem Unternehmer am Schlusse der Verhandlung eine Frist zur Erledigung der Mängel gesetzt und die Verhandlung der Oberpostdirektion eingereicht, welche die Beseitigung der gemachten Ausstellungen verfolgt.

Die Annahme der Postillone ist zwar, wie bereits erwähnt, Sache der Posthalter ; es findet aber postseitig eine Vereidigung der Postillone statt, sie empfangen zugleich ein Dienstbuch nebst Dienstweisung. Nach längerer guter Dienstführung und bei Geschicklichkeit im Blasen des Posthorns und im Fahren, erhalten die Postillone von der Postverwaltung Auszeichnungen, die in Verleihung von goldenen Tressenstreifen zum Tragen am linken Aermel, in Ehrenpeitschen und silbernen Ehrenposthörnern, sowie in Bewilligung von Alterszulagen bestehen. Auch findet die Versorgung der älteren geeigneten Postillone im Postunterbeamtendienst statt.

Der Bestand an Posthaltereien war im Jahre 1878 : 1333 ; die Zahl der Posthalter 1227 ; die Zahl der Postil-

lons upon the post-office of the place, and consists in a constant supervision of the service by means of unexpected inspections. Orders regarding the latter are issued in the spring of every year by the respective Chief Postal Directions. The inspecting postmasters are instructed to draw up a report on the result of these inspections in which they are required :—

1.— to state the number of drivers and horses found at the station ;

2.— the supply of drivers' equipments, of harness, carriages, and sledges ;

3.— to give a comparative statement of the staff, and stock of the station (1 and 2) as fixed upon in the special agreement come to between the station master and the postmaster when the contract was concluded, and the staff and stock actually found at the station ; and

4.— to state severally the deficiencies discovered on inspection.

At the conclusion of the report a delay is fixed within which the contractor is to remedy the deficiencies, and the report is sent in to the Chief Postal Direction which sees that the deficiencies mentioned are made good.

The drivers are, as we have said above, appointed by the station masters, but the official oath is administered to them on the part of the Administration, and they are, at the same time, provided with a book in which their testimonials of service, &c. are entered (*Dienstbuch*), and which contains their instructions. The drivers are, after long and satisfactory services, and when showing great ability in blowing the posthorn, and in driving, presented by the Administration with golden lace worn on the left sleeve, with whips of honour, and silver posthorns of honour, or they receive additional pay. Superannuated drivers are also, if endowed with the necessary capacity, provided for by receiving an appointment, as subaltern postal officials.

In the year 1878, the number of postal stations was 1333, that of contractors 1227, that of drivers 4958,

de 11,454 ; celui des voitures fournies par les maîtres de poste de 4146 et enfin celui des traîneaux de 1568.

Qu'il nous soit permis, en terminant d'ajouter encore qu'indépendamment des transports effectués par les maîtres de poste, un grand nombre d'envois postaux est transporté par des voitures particulières et par des messagers postaux. Les premières ont parcouru en 1878, 10,314,050 kilomètres et les autres 11,069,918 kilomètres.

### Les Caisses d'épargne postales en Italie.

Nous avons sous les yeux le Rapport sur le service des Caisses d'épargne postales en Italie pour l'exercice 1879 et nous en extrayons les indications suivantes :

Le mouvement de ces caisses s'est considérablement accru en peu d'années et surtout pendant l'exercice qui nous occupe. En effet, on comptait :

A la fin de :	Livrets :	Lire	C.
1876	57,354	2,443,402.	93
1877	114,291	6,474,746.	46
1878	157,507	11,384,967.	89
1879	238,869	26,232,286.	38.

L'augmentation en 1879 dépasse, comme on le voit, celle des trois années précédentes réunies.

Cet heureux résultat est attribué à diverses causes ; les principales sont : la faveur croissante dont jouit l'institution des caisses d'épargne postales à mesure qu'elle est mieux connue du public ; l'augmentation du taux d'intérêt payé par ces caisses, qui a été porté à 3½ % l'an depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1879, tandis qu'il était seulement de 3 % les années précédentes, et enfin la crainte de placements aventureux qui fait affluer les petits capitaux vers les caisses d'épargne, les banques populaires et autres établissements analogues, en attendant que les circonstances per-

lone 4958 ; der Bestand an Postpferden 11,454 ; die Zahl der Posthaltereiwagen 4146, der Schlitten 1568.

Zum Schlusse sei noch die Bemerkung gestattet, dass ausser durch die Fuhrwerke der Posthaltereien, noch eine grosse Anzahl von Postsendungen auf Landstrassen durch Privatpersonenuhrwerke und durch Botenposten befördert werden. Von den ersteren sind im Jahre 1878 10,314,050, von den letzteren 11,069,918 Km. zurückgelegt worden.

### Die Postsparkassen in Italien.

Dem uns vorliegenden Geschäftsberichte über die italienischen Postsparkassen für das Jahr 1879 entnehmen wir folgende Angaben.

Der Geldumsatz bei diesen Kassen, welcher in wenigen Jahren bedeutend zugenommen hat, erhielt in dem Berichtsjahre einen ganz besonderen Aufschwung, was aus folgenden Zahlen erhellt.

	Es bestanden :	
	Sparhefte.	Betrag.
	Lire.	C.
Ende 1876	57,354	2,443,402. 93
» 1877	114,291	6,474,746. 46
» 1878	157,507	11,384,967. 89
» 1879	238,869	26,232,286. 38

Die Zunahme im Jahre 1879 übertrifft mithin diejenige der drei früheren Jahre zusammen genommen.

Dieses erfreuliche Ergebniss wird verschiedenen Ursachen zugeschrieben ; die hauptsächlichsten derselben sind die fortschreitende Kenntniss der Vorzüge des Sparkassenwesens in den Kreisen des Publikums, ferner die am 1. Januar 1879 eingetretene Erhöhung des Zinsfusses von 3 %, dem früheren Satze, auf 3½ % und endlich die Furcht vor unsicheren Anlagen, welche die Ursache ist, dass kleine Sparbeträge den Sparkassen, Volksbanken und ähnlichen Anstalten

that of horses 11,454, that of station-vehicles 4146, and that of sledges 1568.

In conclusion we may remark that, in addition to the articles conveyed by the vehicles of the postal stations, a great number of postal articles are transmitted on the high roads by means of vehicles belonging to private persons, and by messenger-services. In 1878 the aggregate mail transportation by means of the former lines was 10,314,050, and by means of the latter 11,069,918 kilomètres.

### Post Office Savings Banks in Italy.

We have before us the Report on the Post Office Savings Banks service in Italy during the year 1879, from which we extract the following particulars :—

During the last few years the business of these Banks has greatly increased. This was more particularly the case during 1879. There were

at the close of :	Depositors :	Amount in Lire :
1876	57,354	2,443,402. 93
1877	114,291	6,474,746. 46
1878	157,507	11,384,967. 89
1879	238,869	26,232,286. 38

As may be seen from these figures, the increase during 1879 exceeded that of the three preceding years taken together.

This satisfactory result may be attributed to several circumstances, the principal of which are the following :—The increasing popularity enjoyed by the Post Office Savings Banks as they become more fully known to the public ; the increase of the rate of interest granted by these Banks, which was raised on the 1<sup>st</sup> of January 1879 from 3 per cent. per annum paid during the preceding years, to 3½ per cent. ; and, lastly, the fear of unsafe investments which causes the small capital to flow to the Savings Banks.

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

## Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois . . . . . " 2. 30

Trois mois . . . . . " 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 3.

Berne, 1<sup>er</sup> Mars 1881.

**Sommaire.** — I. LES POSTES AU VÉNÉZUELA. — II. LES POSTES AUX ÉTATS-UNIS EN 1879/1880. — III. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER. — IV. Tableaux de la STATISTIQUE GÉNÉRALE du service postal pendant l'année 1879 (*Supplément*).

## Les Postes au Vénézuéla.

Le Congrès des États-Unis de Vénézuéla a rendu, le 2 juin 1880, un décret fixant l'organisation de l'Administration des postes et les dispositions de détail sur l'exécution du service postal, sur les droits et devoirs du personnel des postes et sur les pénalités en cas de contravention.

D'après le plan de l'organisation, il sera établi dans la capitale une Direction générale ayant à sa tête un directeur et un contrôleur, auxquels seront adjoints les agents et sous-agents nécessaires pour les besoins du service administratif et pour ceux du service postal proprement dit dans la ville.

Il y aura dans la capitale de chacun des États fédérés un bureau principal, et dans les autres localités où le besoin s'en fera sentir, des bureaux secondaires relevant respectivement du bureau principal situé dans le même État fédéré. Tous les bureaux principaux relèvent de la Direction générale des postes.

Le directeur général, le contrôleur et les chefs des bureaux principaux seront nommés par le Pouvoir législatif national; les chefs des bureaux principaux choisiront eux-mêmes les autres agents.

Il existe, pour l'affranchissement

## Das Postwesen in Venezuela.

Der Kongress der Vereinigten Staaten von Venezuela hat unterm 2. Juni 1880 ein Dekret erlassen, welches die Organisation des Postwesens bestimmt und nähere Vorschriften über die Ausführung des Postdienstes, die Pflichten und Rechte der Postbeamten und die Bestrafungen bei Postübertretungen enthält.

Nach dem Organisationsplane besteht in der Hauptstadt eine General-Postdirektion mit einem Direktor und einem Kontrolleur an der Spitze, denen das erforderliche Personal an Beamten und Unterbeamten behufs Ausübung des Verwaltungsdienstes und des eigentlichen Postdienstes in der Stadt zugetheilt ist.

In den Hauptstädten der einzelnen Staaten werden Hauptämter, und in jedem anderen Orte, wo ein Bedürfniss dazu hervortritt, Unterämter eingerichtet, welche von dem Hauptämte des Einzelstaates abhängen, wie dieses von der General-Postdirektion.

Der General-Direktor, der Kontrolleur und die Vorsteher der Hauptämter werden von der gesetzgebenden Gewalt der Nation ernannt, die übrigen Beamten sind von dem jeweiligen Vorsteher des betreffenden Hauptamtes anzunehmen.

## The postal service in Venezuela.

A decree was issued, on the 2<sup>nd</sup> of June, 1880 by the Congress of the United States of Venezuela, defining the organization of the postal service, and containing detailed regulations concerning the carrying out of the service, the duties and rights of the postal officers, and the punishment for infringements of the postal laws and regulations.

In accordance with the plan of organization a General Postal Direction has been established in the capital, with a Director and a Controller at its head, and the necessary staff of officers and subordinate officers placed under their orders for carrying out the administrative and the technical service in the town.

Chief-offices are to be established in the capitals of the various States, and sub-offices in whatever other places it may be deemed necessary. These sub-offices are subordinate to the chief-office of the State in which they are located. The chief-offices are under the superintendence of the General Postal Direction.

The Director General, the Controller, and the postmasters of chief-offices, are nominated by the legislative body of the nation, whereas the remaining officers are appointed by the

des correspondances, sept catégories de timbres-poste : timbres verts à 5 centesimos, timbres rouges à 10 centesimos, timbres bleus à 25 centesimos, timbres gris à 50 centesimos, timbres jaunes de 1 bolivar, timbres violets de 2 bolivars, timbres couleur terre de Sienne de 3 bolivars.

Sont exemptes de port les correspondances officielles expédiées par les autorités gouvernementales et municipales. La loi énumère en détail et hiérarchiquement toutes les autorités qui ont droit à la franchise de port. Il ressort de cette nomenclature que la franchise est très étendue.

Les lettres et plis officiels peuvent être recommandés, moyennant paiement d'un droit d'inscription dans des registres *ad hoc*. Pour faire recommander les lettres ou les plis, on doit les présenter ouverts au bureau de poste afin que le chef du bureau, qui prend note du contenu, soit toujours en état de fournir, sur la demande des intéressés, les renseignements désirés. Une lettre recommandée doit être remise, contre récépissé, au destinataire ou à son fondé de pouvoirs et tout le monde est tenu de donner reçu. Si un destinataire s'y refusait, le bureau de poste aurait à s'adresser à la première autorité civile, qui attesterait la remise régulière de l'objet.

En ce qui concerne les envois non-distribuables, le décret susmentionné prescrit d'afficher chaque semaine, à un endroit du bureau bien en vue, une liste complète de ces objets et de publier cette liste dans les journaux. Tous les deux ans, les objets tombés en rebut sont brûlés. Auparavant, toutefois, ils sont ouverts afin que, sans prendre connaissance du contenu, on puisse s'assurer s'ils renferment des documents importants. Dans ce cas, ces documents seraient conservés pour pouvoir, au besoin, être rendus aux réclamants.

Afin de se rendre compte du travail et de l'importance des bureaux

Für die Frankirung der Postsendungen sind sieben Sorten von Werthzeichen bestimmt worden : 5 Centesimos grün, 10 Centesimos roth, 25 Centesimos blau, 50 Centesimos grau, 1 Bolivar gelb, 2 Bolivares violet, 3 Bolivares braun.

Als Dienstsendungen, welche portofrei befördert werden, sind die von den Staats- und Munizipalbehörden abgesandten Briefe zu crachten. In dem Gesetze sind alle diejenigen Behörden, den Klassen nach, näher bezeichnet, welchen gesetzmässig die Portofreiheit zusteht; es ergiebt sich daraus, dass die Portofreiheit sich auf einen erheblichen Umkreis erstreckt.

Jeder Brief und jede Dienstsendung kann unter Einschreibung abgesandt werden. Zu diesem Zwecke müssen die Sendungen bei der Post offen eingereicht werden, damit der Postmeister, welcher den Inhalt in dem Annahmebuche notirt, jederzeit im Stande ist, auf Verlangen der Betheiligten über denselben Auskunft geben zu können. Ein Einschreibbrief darf nur an den Empfänger oder dessen Bevollmächtigten gegen Quittung ausgehändigt werden, und jedermann ist verpflichtet, über einen solchen Brief Quittung zu leisten. Wenn der Empfänger die Quittung verweigert, so muss sich die Postanstalt an die erste Civilbehörde wenden, welche die Auslieferung an den Adressaten bescheinigt.

Bezüglich der unbestellbaren Sendungen besagt die Verordnung, dass jede Woche an einer nicht zu übersehenden Stelle der Postanstalt ein Verzeichniss der unanbringlichen Postsendungen ausgehängt, und dass diese Liste auch durch die Presse bekannt gemacht werden muss. Alle 2 Jahre sollen die vorliegenden unanbringlichen Sendungen verbraunt werden. Vorher sind dieselben, ohne dass indess von dem Inhalt Kenntniss genommen werden darf, zu öffnen, um zu untersuchen, ob sich darin wichtige Dokumente befinden; zutreffenden Falls sollen dieselben aufbewahrt werden, um sie unter Umständen dem Reklamirenden zurückzugeben.

postmasters of the chief-offices to which they are subordinate.

The prepayment of mail-matter is to be effected by means of seven different kinds of postage-stamps of the following denominations :—5 centesimos, green; 10 centesimos, red; 25 centesimos, blue; 50 centesimos, grey; 1 bolivar, yellow; 2 bolivars, violet; and 3 bolivars, brown.

Letters forwarded by State and municipal authorities are to be considered as official correspondence, and, as such, to be conveyed free of postage. The law specifies all the authorities, according to classes, which are legally entitled to the franking privilege, their number being considerable.

Every letter, or every official cover is, on payment of a registration-fee, entered singly in the registers, &c. Letters and other covers to be registered must be handed in open, in order that the receiving postmaster by whom the contents are entered in the register, may be able, at any time, to give evidence as to the contents of the same, if requested to do so by the parties interested. A registered letter may only be delivered either to its addressee, or to the person duly authorized to receive it. A receipt must be given for the same by the party to whom it is delivered. Should that person decline giving a receipt, the postmaster must apply to the next civil authority by whom the delivery of the letter to the addressee is then certified.

As concerns undeliverable covers, the decree provides that a list of these articles must be placarded every week in a conspicuous part of the post-office, and that this list must further be published by the press. The unclaimed dead articles are to be burnt every two years. Previously, they are, however, to be opened without their contents being read, for the purpose of ascertaining whether they contain important documents; if any such documents be found in them they are to be preserved in order to be given back in the event of their being claimed.

Le poste, il leur est prescrit de tenir un registre de la correspondance parvenue, indiquant le nombre des lettres, des paquets d'imprimés et des envois échantillons, des circulaires et autres imprimés non fermés. Les lettres recommandées sont inscrites nominativement.

La marche des courriers est réglée par la Direction générale. Les dépêches sont accompagnées par des conducteurs qui reçoivent un partiel livré par le bureau expéditeur et dans lequel sont indiqués le nombre des dépêches, l'heure du départ et le lieu de destination.

Nul ne peut être employé comme conducteur s'il n'a été régulièrement agréé comme tel et avant qu'on n'ait obtenu des renseignements précis sur ses antécédents et sur sa position personnelle.

Il peut être expédié des courriers extraordinaires dans le cas où le pouvoir exécutif national, celui des États fédérés, les tribunaux, les juges de première instance ou les généraux en chef d'une armée en font la demande.

La transmission des objets de correspondance par un moyen autre que la poste, est interdite. Toutefois les bâtiments de commerce et de guerre, naviguant sous pavillon national, sont tenus de transporter jusqu'à leurs ports de destination ou d'escale, les dépêches que leur confie la poste. À l'arrivée du bâtiment, le capitaine doit pourvoir immédiatement à ce que les dépêches soient remises au maître de poste de la localité, avec un bordereau indiquant le nombre des sacs, des paquets et des lettres à découvert. Le maître de poste a seul le droit d'ouvrir les sacs, etc., qui sont fermés au moyen d'un cachet postal.

Un intérêt particulier s'attache aux prescriptions touchant l'organisation de la poste urbaine de la capitale. Le service s'y fait par des facteurs à cheval. Chaque quartier doit être

Um einen Nachweis über den Geschäftsbetrieb und den Geschäftsumfang der Postanstalten zu haben, hat jede derselben ein Buch zu führen, in welchem über die abgehende Korrespondenz Notiz zurückbehalten wird, und zwar nach der Anzahl der Briefe, der Druckpakete und der Mustersendungen, Cirkulare und offenen Drucksachen. Die Einschreibbriefe sind einzeln einzutragen.

Der Postengang wird von der General-Direktion geregelt. Die Posten werden durch Kondukteure begleitet, welche mit einem von der absenden- den Postanstalt ausgefertigten Stundenzettel reisen, in dem die Stückzahl der Briefsäcke, die Stunde des Abgangs und der Bestimmungsort angegeben sein müssen.

Bevor Jemand als Begleiter verwendet werden darf, muss er von der Postanstaltordnungsmässig als solcher angenommen sein und zu den Akten der Postanstalt genau sein Vorleben und seine persönlichen Verhältnisse zu Protokoll gegeben haben.

Ausserordentliche Posten können abgesandt werden, wenn in aussergewöhnlichen Fällen die Exekutive der Nation oder der einzelnen Staaten, die Gerichtshöfe, die Richter erster Instanz und der Obergeneral einer Armee es verlangen.

Die Beförderung von Korrespondenzgegenständen in anderer Weise, als durch die Post, ist verboten, indess sind alle Kauffahrtei- und Kriegsschiffe der Nation gehalten, nach ihren Bestimmungs- oder Anlegenhäfen Post-Briefpakete zu überbringen. Bei der Ankunft eines Schiffes hat der Kapitän ohne Zögern dafür zu sorgen, dass die Post mit einem Verzeichnisse der Säcke, Pakete und losen Briefe dem Postmeister des Orts abgeliefert werde. Nur dieser hat das Recht, die Säcke etc., welche das Postsiegel tragen, zu öffnen.

Von besonderem Interesse sind die Vorschriften über Einrichtung einer Stadtpost innerhalb der Hauptstadt. Dieselbe ist durch berittene Briefträger zu bedienen. In jedem Quartiere der Stadt sollen 3 Briefkasten aufgestellt werden, welche die Korre-

With a view to enable the post-offices to furnish information concerning the kind and extent of their business whenever required to do so by the competent authorities, a book is to be kept by the postmasters in which they are to enter the correspondence despatched, stating the number of letters, of packets of printed matter and patterns, of circulars, and of open printed papers. Registered letters are to be entered letter by letter.

The hours of the departure and arrival of mails are fixed by the General Direction. The mails are accompanied by mail guards who are furnished by the despatching postmaster with a time-bill, in which the number of mail-bags, the hour at which they are despatched, and that at which they arrive, must be entered.

Mail-guards must, before they are allowed to accompany the mails, have been duly appointed by the respective postmasters, and a process-verbal in which their life and personal situation is to be accurately described, must have been drawn up, and placed on file at the respective post-offices.

Special mails must be despatched if, in extraordinary emergencies, a request to this effect is made by the executive body of the nation, or of the various States, the courts of justice, the judges of tribunals of the first instance, or the general in chief of the army.

The conveyance of correspondence by any means other than the Post is prohibited; but all merchant vessels, and men of war of Venezuela are bound to accept mails for transmission to their ports of destination, or the ports at which they call. On the arrival of a vessel, her captain is bound to take the necessary measures for the immediate delivery of the mails, together with a list of the mail-bags, packets, and single letters, to the postmaster at the port. The latter alone has the right of opening the bags, &c. bearing the postal seal.

A very interesting part of the decree is that containing the provisions for the establishment of a local postal service in the capital. This

pourvu de 3 boîtes aux lettres pour faciliter aux habitants le dépôt des correspondances. Les facteurs en ont les clefs. Le relevage des boîtes s'effectue 4 fois par jour et les correspondances qu'on en extrait sont distribuées autant de fois, savoir: à 8 heures du matin, à midi, à 4 heures et à 7 heures.

Comme moyen de correspondance à l'intérieur de la ville, on se sert de cartes postales que l'on peut se procurer partout où il y a une boîte. Les prescriptions relatives à l'usage de ces cartes sont les mêmes que partout ailleurs, mais il y est particulièrement recommandé que les facteurs doivent veiller scrupuleusement à ce que personne ne puisse prendre connaissance du contenu.

Les facteurs qui lèvent les boîtes sont chargés d'oblitérer les timbres-poste de 10 centesimos appliqués sur les cartes. Il va sans dire que l'on dépose aussi dans les boîtes des correspondances pour d'autres localités du pays et pour l'étranger. Ces correspondances sont recueillies par les facteurs et livrées à la Direction pour être expédiées.

En ce qui concerne la responsabilité des agents, on admet le principe que les préposés des bureaux de poste sont responsables de leurs propres actions et de celles que leurs subordonnés commettent sans que ce soit à leur insu.

L'observation du secret des lettres est considérée comme le premier devoir de tout agent postal.

Les maîtres de poste doivent exécuter strictement les dispositions de la Convention de l'Union postale universelle et sauvegarder de leur mieux, en toutes circonstances, les intérêts du service et ceux du public.

Les agents et sous-agents étant obligés de se rendre à leur poste sur première réquisition, la loi les dispense de tout service militaire ou de milice.

spondenz aufnehmen. Die Schlüssel dazu führen die Briefträger mit sich. Die Leerung der Briefkasten und die Bestellung der in denselben enthaltenen Korrespondenzen erfolgt täglich 4 Mal, und zwar: um 8 Uhr Vormittags, 12 Uhr Mittags, 4 und 7 Uhr Nachmittags.

Als Korrespondenzmittel im Stadtpostverkehr dienen die Postkarten, welche überall da käuflich zu haben sind, wo sich Briefkasten befinden. Für den Gebrauch der Postkarten sind die allgemein bestehenden Vorschriften erlassen worden; in den letzteren ist besonders zum Ausdruck gebracht, wie die Briefträger sorgfältig darauf zu achten haben, dass von dem Inhalte der Karten keine andere Person Kenntniss nehme.

Die Entwerthung der Marke von 10 Centesimos auf den Karten ist Sache des Briefträgers, welcher den Kasten leert, in den übrigens auch gehörig frankirte Korrespondenzgegenstände nach anderen Orten des In- und Auslandes gelegt werden dürfen. Die Korrespondenzgegenstände dieser Art werden von den Briefträgern gesammelt und der Direktion zur Absendung übergeben.

In Betreff der Verantwortlichkeit der Beamten gilt als Grundsatz, dass die Vorsteher der Postanstalten für ihre eigenen Handlungen und für diejenigen, welche ihre Untergebenen mit ihrem Wissen begehen, einzustehen haben.

Die Bewahrung des Briefgeheimnisses gilt als erste Pflicht der Postbeamten.

Die Postmeister haben die Bestimmungen des Weltpostvereins-Vertrages genau auszuführen und überall die Interessen des Postdienstes und des Publikums nach besten Kräften wahrzunehmen.

In Betracht des Umstandes, dass alle Beamte und Unterbeamte verpflichtet sind, auf den ersten Ruf im Dienste zu erscheinen, ist denselben die Befreiung von jedem Militär- und Milizdienste durch das Gesetz zugestanden worden.

Die Vergehen, welche das Postgesetz kennt, sind leichte und schwere.

service is to be carried out by mounted letter-carriers. Three letter-boxes are to be put up in each quarter of the town for the reception of correspondence. The keys of the same are in the custody of the letter-carriers. The letter-boxes are cleared, and the correspondence contained in the same is delivered four times a day, viz. at 8 o'clock in the morning, at noon, and at 4 and 7 o'clock in the evening.

The correspondence by this service is to be carried out by means of post-cards which may be bought wherever a letter-box is set up. The rules adopted with regard to the use of these post-cards are the same as those in force on this subject everywhere. The letter-carriers are specially instructed in these regulations to be careful that the contents of the cards be read by no other persons than those entitled thereto.

It is the duty of the letter-carriers who clear the boxes, to cancel the 10 centesimos postage-stamps on the cards. Duly prepaid correspondence addressed to other places, domestic or foreign, may also be posted in the letter-boxes. Such correspondence is also collected by the letter-carriers, and delivered by them to the Direction for transmission.

As concerns the responsibility of officers, the principle is adopted that the postmasters are held responsible for their own actions, as well as for those performed by their subordinates with their knowledge.

The first duty of postal officers is the observance of the letter-secrecy.

Postmasters are bound strictly to carry out the provisions of the Universal Postal Union Convention, and to protect everywhere the interests of the postal service and those of the public, as much as is in their power.

All officers and subaltern officials are by law liberated from any military and militia service, on account of the circumstance that they are bound to go on postal duty at a moment's notice.

The offences against the postal regulations are divided by the law

La loi postale prévoit des délits simples et des délits graves. Les délits graves, passibles d'une amende de 1000 bolivars au minimum ou de 3 mois d'emprisonnement, sont les suivants :

Violation du secret des lettres, suppression ou détournement de correspondances, empêchement mis au départ ou à la marche d'un courrier, ouverture illicite de dépêches, vol ou complicité de vol dans l'exercice des fonctions, abandon non-justifié des dépêches par des conducteurs, outrages aux supérieurs, non-accomplissement des obligations acceptées par convention, emploi prémédité de timbres-poste ayant déjà servi, dissimulation de lettres dans des paquets d'imprimés, adjonction de correspondances privées dans des envois officiels, subornation ou tentative de subornation d'un agent postal. Si le fonctionnaire s'est laissé suborner, il encourt la même peine que le suborneur.

Les délits simples, passibles d'une amende de 200 bolivars ou de 8 jours de prison, sont : simples désobéissances, omission d'affichage aux époques voulues des listes d'objets non-distribuables, perception d'un port plus élevé que celui fixé par le tarif, négligence dans l'expédition des dépêches, absence non-motivée.

Les amendes sont prononcées par les supérieurs immédiats et sont versées à la caisse nationale.

Schwere Vergehen, welche mit einer Geldstrafe von nicht unter 1000 Bolivares oder einer Gefängnisstrafe von 3 Monaten bestraft werden, sind folgende:

Verletzung des Briefgeheimnisses; Unterdrückung oder Entwendung von Postsendungen; Zurückhaltung der Post in ihrem Abgange oder Weitergange; unbefugtes Oeffnen der Briefsäcke etc.; Unterschleif oder Duldung desselben bei der Ausführung des Dienstes; muthwilliges Verlassen der Posttransporte durch die Kondukteure; Beleidigung der Vorgesetzten; Nichterfüllung der Pflicht von Seiten derer, mit welchen ein Postvertrag abgeschlossen ist; Fälschung und nochmaliger Gebrauch von Briefmarken; Verbergen von Briefen in den Packeten von Drucksachen; Verbergen von Privatkorrespondenz in Dienstsendungen; Bestechung oder beabsichtigte Bestechung von Postbeamten. Diese Bestrafung wird auf die Beamten ausgedehnt, wenn die Bestechung gelungen ist.

Leichte Vergehen, welche mit 200 Bolivares oder Gefängnis von 8 Tagen bestraft werden, sind folgende:

Einfacher Ungehorsam; Nichtaushängen der Listen über unanbringliche Briefe zu den gesetzlichen Terminen; Erhebung eines höheren Porto's, als in dem Tarife angesetzt ist; Versäumnisse bei der Abfertigung der Posten; unbegründete Versäumniss der Dienststunden.

Die Geldstrafen fließen in die Nationalkasse und werden von dem unmittelbaren Vorgesetzten verhängt.

into light and heavy offences. Heavy offences, which are punished with a fine of not less than 1000 bolivares, or with imprisonment for 3 months, are the following:—

Infringement of the letter-secrecy; suppression or embezzlement of postal articles; preventing the mail from being despatched, or from proceeding; unauthorized opening of mail-bags, &c.; fraud or toleration of the same in the carrying out of the service; wanton desertion of the mail while in transit, on the part of mailguards; insulting superiors; non-fulfilment of obligations by postal contractors; forgery of stamps, and use of obliterated stamps; concealment of letters in packets of printed papers; concealment of private correspondence in official letters; and bribery or intended bribery of postal officers. The punishment of the latter offence is also applied to the officers if they accepted the bribe.

Light offences, punished with a fine of 200 bolivares, or with imprisonment for 8 days, are:—

Simple disobedience; omission to exhibit the list of undeliverable correspondence within the time specified by law; charging a higher amount of postage than that fixed in the tariff; delays in the despatch of the mails; unauthorized absence during office-hours.

The fines go to the National Treasury, and are to be inflicted by the immediate superior of the offender.

### Les postes aux États-Unis en 1879/1880.

Le dernier rapport du Postmaster General des États-Unis de l'Amérique du Nord pour l'exercice du 1<sup>er</sup> juillet 1879 au 1<sup>er</sup> juillet 1880 témoigne de nouveau des immenses progrès réa-

### Das Postwesen der Vereinigten Staaten Amerika's im Jahre 1879 80.

Der kürzlich erschienene Bericht des General-Postmeisters der Vereinigten Staaten von Amerika für das Etatsjahr 1. Juli 1879/80 zeugt wiederum von den grossartigen Fortschritten

### The postal service in the United States of America during the fiscal year 1879/80.

The report lately published by the Postmaster General of the United States of America for the fiscal year 1879/80, affords a fresh proof of the immense progress achieved in the



lisés dans le service des postes de ce pays et des efforts que fait l'Administration pour faciliter et développer de plus en plus les relations commerciales.

Le total des correspondances expédiées pendant l'exercice 1879/1880, s'est élevé à 2,215,168,124, comprenant 866,593,572 lettres, 276,446,716 cartes postales, 748,647,900 journaux et publications périodiques, 300,845,480 imprimés, brochures et livres, 22,634,456 échantillons de marchandises.

Cette énorme masse d'objets s'est répartie sur 11,112 services postaux, dont 1118 sur les chemins de fer, avec une longueur totale de 343,888 milles anglais. Les frais d'entretien des services postaux se sont élevés à 18,707,706 dollars. Si l'on y ajoute les dépenses pour rémunération du personnel des bureaux ambulants, qui ont atteint la somme de 3,548,278 dollars, on se trouve en présence d'une dépense totale de 22,255,984 dollars.

Les bureaux ambulants qui circulent sur une longueur de lignes de 85,320 milles anglais, ont effectué, en 1879/1880, un parcours total de 96,497,463 milles anglais. Les frais annuels pour l'entretien du service des bureaux ambulants se sont élevés à 10,498,986 dollars, soit en moyenne 10,88 cents par mille. Les bureaux flottants dont les trajets réunis représentent une longueur de 23,320 milles anglais, parcourent annuellement 5,668,538 milles. Les frais annuels de ce service ont été de 887,221 dollars, soit en moyenne 15,65 cents par mille.

Le développement total des autres services postaux, qui offrent une transmission prompte et sûre des dépêches, était de 235,248 milles anglais et leur parcours annuel de 76,070,995 milles. Les frais d'entretien se chiffrent par 7,321,499 dollars soit à 9,62 cents par mille en moyenne.

Le développement des services postaux s'est accru de 27,177 milles anglais; le nombre de milles parcourus s'est augmenté de 10,804,191

des Postwesens jenes Landes und von den Anstrengungen der Verwaltung, mehr und mehr den allgemeinen Verkehr zu heben und zu erleichtern.

Die Gesamtzahl der im Jahre 1879/80 beförderten Briefpostsendungen belief sich auf 2,215,168,124 Stück; hierunter befanden sich 866,593,572 Briefe, 276,446,716 Postkarten, 748,647,000 Zeitungen und Zeitschriften, 300,845,480 Drucksachen und Bücher, 22,634,456 Waarenproben.

Diese ungeheuren Mengen bewegten sich auf 11,112 Postkursen, darunter 1118 auf Eisenbahnen, mit einer Gesamtlänge von 343,888 Meilen. Die Kosten der Unterhaltung der Postkurse beliefen sich auf 18,707,706 Doll. Rechnet man die Ausgaben für die Besoldung des Eisenbahnpostdienst-Personals mit 3,548,278 Doll. hinzu, so ergibt sich eine Gesamtausgabe von 22,255,984 Doll.

Auf den Eisenbahnpostkursen, welche eine Gesamtlänge von 85,320 Meilen haben, sind in dem Jahre 1879/80 im Ganzen 96,497,463 Meilen zurückgelegt worden. Der jährliche Kostenaufwand für den Eisenbahnpostdienst hat 10,498,986 Doll., durchschnittlich 10,88 Cents die Meile, betragen. Von Dampfschiffpostkursen waren 23,320 Meilen in Benutzung, auf denen jährlich 5,668,538 Meilen zurückgelegt wurden. Die jährlichen Ausgaben hierfür betragen 887,221 Doll., durchschnittlich 15,65 Cents die Meile.

Die Gesamtlänge der übrigen Postkurse, auf denen eine schnelle und sichere Beförderung der Postsendungen erfolgt, betrug 235,248 Meilen; zurückgelegt wurden auf diesen Kursen 76,070,995 Meilen. Die Unterhaltungskosten haben sich auf 7,321,499 Doll. belaufen, durchschnittlich 9,62 Cents die Meile.

Im Ganzen hat sich die Länge der Postkurse um 27,177 Meilen vermehrt; die Anzahl der auf denselben zurückgelegten Meilen ist um 10,804,191, und die Gesamtausgaben sind um 2,243,112 Doll. gestiegen.

Am 30. Juni 1880 waren im Postgebiete der Vereinigten Staaten

postal service in that country, and of the constant efforts made by the Administration to promote and facilitate the interchange of intelligence among the people.

The total number of articles of the letter-post forwarded during 1879/80 amounted to 2,215,168,124, consisting of 866,593,572 letters; 276,446,716 postal cards; 748,647,900 newspapers, and magazines; 300,845,480 books, circulars, and miscellaneous printed matter; and 22,643,456 articles of merchandise.

This immense mass of correspondence was forwarded by 11,112 postal routes, of which 1,118 were railroad routes, aggregating in length 343,888 miles; in annual cost, 18,707,706 dollars. Adding the compensation of the staff of officers employed in the railway mail service amounting to 3,548,278 dollars, the aggregate annual cost was 22,255,984 dollars.

The annual mail-transportation on the railroad routes, which have a length of 85,320 miles, was 96,497,463 miles in the fiscal year 1879/80. The annual cost of the service was 10,498,986 dollars, or about 10.88 cents per mile. The length of steamboat routes was 23,320 miles, with an annual mail-transportation of 5,668,538 miles, the annual cost of this service amounting to 887,221 dollars, or to about 15.65 cents per mile.

The length of other routes on which the mails are required to be conveyed « with celerity, certainty, and security », was 235,248 miles, the annual transportation 76,070,995 miles, and the annual cost 7,321,499 dollars, or about 9.62 cents per mile.

There was an increase over the preceding year in the total length of routes of 27,177 miles; in annual transportation, 10,804,191 miles, and in cost, 2,243,112 dollars.

On the 30<sup>th</sup> of June 1880, the number of post-offices in operation in the postal territory of the United States was 42,989, as against 40,855 in the preceding year. The number of employes in the Post Office Department was 419, as against 414 in the

et la dépense totale de 2,243,112 dollars.

Au 30 juin 1880, il existait dans les États-Unis de l'Amérique du Nord 42,989 bureaux de poste en exploitation. Il n'y en avait que 40,855 au commencement de l'exercice précédent. Le nombre des agents attachés à l'Administration centrale était de 419; un an auparavant il y en avait 414. Le personnel des bureaux se composait de 60,060 agents; l'exercice précédent n'en comportait que 56,430.

Le total des recettes pour 1879/80 a atteint 33,315,479 dollars et 34 cents. Le total des dépenses pour le même exercice a été de 36,101,820 dollars et 38 cents. Il y a donc eu un excédant de dépenses de 2,786,341 dollars et 4 cents.

Ce résultat ne saurait surprendre si l'on considère que les taxes postales sont très modiques en comparaison des dépenses considérables que fait l'Administration pour faire transporter, à grands frais, les dépêches sur de longues routes dont l'état laisse souvent beaucoup à désirer.

Il a été vendu 1,367,397,047 timbres-poste, enveloppes et bandes timbrées, etc. représentant une somme de 32,087,342 dollars et 46 cents. La taxe des journaux a produit 1,226,452 dollars et 58 cents, soit 11 % de plus que dans l'exercice précédent.

Sur le total des lettres expédiées (866,593,572), il en est tombé 3,057,141 en rebut, soit en moyenne une lettre sur 283. Le nombre des objets recommandés a atteint 6,996,513, sur lesquels 7445 n'ont pu être remis à leurs destinataires. 7016 de ces derniers objets ont pu être restitués aux envoyeurs.

Les frais pour le service de distribution des correspondances se sont montés à 2,363,693 dollars et 14 cents. La distribution n'a lieu que dans 88 villes. Ces villes sont divisées en deux classes. La première comprend les localités dont la population dépasse 75,000 âmes et la seconde, les autres villes d'une population moindre. Dans les villes de la première catégorie, les  $\frac{2}{3}$  des facteurs reçoivent un traitement annuel de 1000 dollars

42,989 Postanstalten im Betriebe, gegen 40,855 im Vorjahre. Die Anzahl der Beamten bei der obersten Postbehörde belief sich auf 419, gegen 414 des Vorjahres. Das gesammte Betriebspersonal bei den Postanstalten bestand aus 60,060 Mann, gegen 56,430 im Vorjahre.

Die Gesamteinnahme im Jahre 1879/80 stieg auf 33,315,479 Doll. 34 Cents, die Gesamtausgabe im Jahre 1879/80 hat betragen 36,101,820 Doll. 38 Cents. Der Ueberschuss der Ausgaben über die Einnahmen belief sich mithin auf 2,786,341 Doll. 04 Cents.

Dieses Ergebniss kann uns nicht Wunder nehmen; denn es kommt in Betracht, dass im Vergleich zu den sehr niedrigen Posttaxen die Ausgaben der Postverwaltung sehr hoch sind, indem die Beförderung der Postsachen auf den weiten, oft nur wenig guten Strassen erhebliche Kosten verursacht.

An Post-Werthzeichen wurden 1,367,397,047 Stück im Gesamtwerthe von 32,087,342 Doll. 46 Cents ausgegeben. An Zeitungsbeförderungsgelühr sind 1,226,452 Doll. 58 Cents aufgekomen, 11 % mehr als im Vorjahre.

Von der Gesamtzahl der beförderten Briefe (866,593,572) haben sich 3,057,141 als unbestellbar erwiesen, im Durchschnitt 1 Brief auf 283. Unter Einschreibung sind 6,996,513 Sendungen zur Aufgabe gelangt. 7445 dieser Sendungen haben den Adressaten nicht zugestellt werden können, und von der letzteren Zahl sind 7016 den Absendern zurückgegeben worden.

Die Kosten für die Ausführung der Bestellung von Briefen haben 2,363,693 Doll. 14 Cents betragen. Die Bestellung findet nur in 88 Städten statt, welche in zwei Klassen eingetheilt sind. Zur ersten Klasse werden diejenigen Städte gerechnet, deren Einwohnerzahl 75,000 übersteigt, in die andere diejenigen mit weniger Einwohnern. In den Städten der ersten Klasse erhielten zwei Drittel der beschäftigten Briefträger ein jährliches Gehalt von je 1000 Doll., ein Drittel je 800 Doll. In den Städten der zweiten Klasse betrug die Be-

preceding year. The total number of officers in the executive service amounted to 60,060, as compared with 56,430 on the 30<sup>th</sup> of June 1879.

The total expenditure during the fiscal year 1879/80 was 36,101,820. 38 dollars, against a revenue of 33,315,479. 34 dollars, leaving an excess of expenditure over receipts, of 2,786,341. 04 dollars.

There is no reason to be surprised at this result, for it must be kept in mind that, in comparison with the very cheap rates of postage, the expenditure of the Administration is very considerable, on account of the scarcity of good roads in the vast extents of country over which the mails have to be conveyed.

The total number of postage-stamps, &c. issued was 1,367,397,047, valued at 32,087,342. 46 dollars. The total amount of postage collected on newspapers and periodicals was 1,226,452. 58 dollars, an increase of 122,267. 91 dollars, or more than 11 per cent.

Of the total number of 866,593,572 letters mailed in the United States, 3,057,141, or one in every 283 became « dead »; and of the 6,996,513 registered articles mailed during the year, but 7,445 became dead, and of these 7,016 were successfully restored to the owners

The total cost of the carrying out of the free delivery was 2,363,693. 14 dollars. This service was effected in only 88 cities which were divided into two classes on the basis of 75,000 population; those having a larger number of inhabitants were placed in the first class, and the remainder in the second class. The pay of two-thirds of the regular carriers in cities of the first class was fixed at 1000 dollars per annum, and that of the remaining third at 800 dollars per annum. In cities of the second class the pay of regular carriers was fixed at 850 dollars per annum; and the pay of auxiliary carriers at 400 dollars per annum without regard to the classification of the city. The service was extended, at different times in the year, to 16 additional cities. The postage on local

et l'autre tiers 800 dollars. Dans les villes de la seconde catégorie, le traitement des facteurs est de 850 dollars. Celui des facteurs auxiliaires s'élève en général à 400 dollars. Dans le courant de l'exercice, la distribution a été étendue à 16 autres villes. Le produit de la taxe locale a dépassé de 256,273 dollars celui de l'exercice précédent. La recette totale de ce chef a excédé de 705,104 dollars les frais d'entretien du service de distribution.

Le public profite toujours de plus en plus du service des mandats. Le montant des sommes transmises par mandats, qui n'était en 1865 que d'un million de dollars, se chiffrait dans le dernier exercice par 100 millions de dollars. A la fin de juin 1880, il existait 4829 bureaux chargés du service des mandats, et à la fin de l'année, ce nombre s'élevait déjà à 5167. Plus de la moitié des mandats émis n'excédaient pas 5 dollars. Avant d'introduire aux États-Unis comme en Angleterre des bons de poste d'une valeur d'une livre sterling, on veut d'abord attendre pour connaître les résultats de cette innovation. On s'occupe actuellement de réduire à 5 cents le port des mandats ne dépassant pas 5 dollars et d'élever de 50 à 100 dollars le maximum des mandats.

Le nombre des mandats émis pour des localités des États-Unis s'est élevé à 7,240,537 représentant une somme de 100,352,818 dollars et 83 cents. Il a été payé en tout 7,213,607 mandats soit une somme de 99,516,702 dollars et 46 cents. Si l'on y ajoute 649,208 dollars et 32 cents, montant des mandats restitués aux envoyeurs, on trouve une somme totale de 100,165,982 dollars et 78 cents.

Comparativement à l'exercice précédent, la somme des mandats émis s'est accrue de 12,098,177 dollars et 81 cents, soit de 13,71 %; celle des mandats payés de 12,089,655 dollars et 20 cents, soit de 13,83 %.

Afin que les bureaux dans lesquels le montant des paiements excède celui des versements, disposent toujours de fonds, ils peuvent être autorisés

à solder der angestellten Briefträger 850 Doll.; die der Hilfsbriefträger belief sich allgemein auf 400 Doll. Im Laufe des Jahres wurde die Bestell-Einrichtung auf weitere 16 Städte ausgedehnt. An Bestellgeld sind 256,273 Doll. mehr als im Vorjahre aufgekomen; die Gesamteinnahme überstieg die Unterhaltungskosten um 705,104 Doll.

Das Postanweisungsverfahren ist beim Publikum immer mehr in Benutzung gekommen. Die Summe der auf diesem Wege übermittelten Geldbeträge ist von 1 Million Doll. im Jahre 1865 auf 100 Mill. Doll. im abgelaufenen Jahre gestiegen. Es bestanden Ende Juni 4829 Postanweisungs-Annahmestellen, Ende des Kalenderjahrs 1880 bereits 5167. Reichlich die Hälfte der aufgegebenen Postanweisungen lautete auf Beträge bis 5 Doll. Bevor die in England bestehenden Postnoten für Beträge bis zu 1 Pfund Sterling auch in den Vereinigten Staaten zur Einführung gelangen, glaubt man erst abwarten zu müssen, ob sich nicht Mängel bei diesem Verfahren herausstellen werden. Gegenwärtig beabsichtigt man, die Gebühr für Postanweisungen im Einzelbetrage bis 5 Doll. auf 5 Cents festzusetzen und den Meistbetrag der auf eine Postanweisung einzuzahlenden Geldsumme von 50 Doll. auf 100 Doll. zu erhöhen.

Die Anzahl der nach Orten innerhalb der Vereinigten Staaten aufgegebenen Postanweisungen belief sich auf 7,240,537 Stück mit einem Gesamtbetrage von 100,352,818 Doll. 83 Cents. Ausgezahlt wurden 7,213,607 Postanweisungen mit im Ganzen 99,516,702 Doll. 46 Cents. Hierzu die Summe der den Absendern zurückgezahlten Beträge mit 649,280 Doll. 32 Cents gerechnet, giebt den Gesamtbetrag mit 100,165,982 Doll. 78 Cents.

Es hat sich die Summe der eingezahlten Beträge gegen das Vorjahr um 12,098,177 Doll. 81 Cents oder 13,71 %, die Summe der ausgezahlten Beträge um 12,089,655 Doll. 20 Cents oder 13,83 % vermehrt.

Um den Vorstehern solcher Post-

matter at the several free delivery offices exceeded that of the preceding year by 256,273. 28 dollars; and it also exceeded the cost of the service by 705,104 dollars.

The money-order system continued to grow in popular favour, its operation having been increased from a little over 1 million of dollars in 1865 to more than 100 millions in the past year. At the end of June there were 4829 money-order offices in operation, and at the close of 1880 their number had already increased to 5167. Fully one half of the orders issued were for sums less than 5 dollars. Before adopting the system of postal notes for sums less than one pound sterling, lately introduced in Great Britain, the Post Office of the United States deemed it advisable to observe its workings long enough to discover latent defects, if any such should exist. Meantime a scheme is recommended according to which the fee for money-orders not exceeding 5 dollars is to be reduced to 5 cents, and the maximum limit of an order is to be extended from 50 dollars to 100 dollars.

The number of domestic money-orders issued during the last fiscal year was 7,240,537, of the aggregate value of 100,352,818. 83 dollars. The number of orders paid during the same period was 7,213,607, amounting in value to 99,516,702. 46 dollars, to which is to be added the amount of orders repaid during the year, 649,280. 32 dollars, making the total amount of payments 100,165,982. 78 dollars.

There was an increase of 12,098,177 dollars 81 cents, or 13. 71 per cent., in the amount of orders issued; and of 12,089,655. 20 dollars, or 13. 83 per cent. in the amount of orders paid.

In order to enable the postmasters of offices at which the amount of money-orders payable is greater than the amount received thereat, easily to procure the necessary funds, they are authorized to transfer from time to time from the postage to the money-order account such sums as

par leur chef hiérarchique à prélever les sommes nécessaires sur le produit de la vente des timbres-poste. Du reste, l'Administration pourvoit encore par d'autres moyens à ce que les bureaux des mandats aient toujours assez d'argent pour payer les mandats qui leur parviennent.

Le service des mandats internationaux a été modifié par de nouvelles conventions avec la Grande-Bretagne et l'Irlande, avec l'Allemagne, et avec le Canada, ainsi que par une récente convention avec la France. L'adoption d'un système analogue à celui qui est usité entre l'Allemagne et les pays étrangers a beaucoup réduit le travail.

Les nouvelles conventions avec la Grande-Bretagne et l'Irlande, ainsi qu'avec l'Allemagne, et la récente convention avec la France, sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1880. La convention modifiée avec le Canada déploie ses effets depuis le 1<sup>er</sup> juillet de la même année. Dans les relations avec la Suisse, il a été émis aux États-Unis 7603 mandats représentant une somme de 130,601 dollars et 56 cents. Le nombre des mandats de la Suisse pour les États-Unis n'était que de 2710 s'élevant à 78,661 dollars et 80 cents. Des États-Unis pour la Suisse, l'augmentation a été de 36% et de la Suisse pour les États-Unis elle a été de 41% comparativement au précédent exercice. Il a été expédié pour la Grande-Bretagne et l'Irlande 116,773 mandats comportant une somme de 1,625,942 dollars et 95 cents. Dans le sens opposé, il y a eu 18,912 mandats pour un montant de 338,095 dollars et 45 cents. On constate, vis-à-vis de l'exercice précédent, une augmentation de 2% sur les mandats émis et une diminution de 2% sur les mandats payés.

Le nombre des mandats pour l'Allemagne s'est élevé à 63,885 représentant un montant de 1,014,461 dollars et 89 cents. Le nombre des mandats de l'Allemagne a été de 22,655 comportant 637,157 dollars et

ämter, bei denen die Auszahlungen die Einzahlungen übersteigen, mit Leichtigkeit die nöthigen Zahlungsmittel zu verschaffen, können dieselben von der vorgesetzten Postbehörde ermächtigt werden, von dem Gelde aus dem Erlöse für Postwerthzeichen den Auszahlungsstellen die erforderlichen Zuschüsse zu leisten. Im Uebrigen sorgt die Verwaltung auch noch durch andere Massnahmen, dass die Money-order Offices stets die erforderlichen Baarmittel zur Auszahlung der bei ihnen von ausserhalb einlaufenden Postanweisungen besitzen.

Das Postanweisungsverfahren im Verkehre mit dem Auslande ist durch die erneuten Uebereinkommen mit Grossbritannien und Irland, mit Deutschland und mit Canada, sowie durch den neuen Vertrag mit Frankreich in mancher Beziehung verändert worden. Durch die Einführung eines dem im deutsch-ausländischen Verkehre sehr ähnlichen Uebermittlungsverfahrens ist erheblich an Arbeitskraft gespart worden.

Die abgeänderten Uebereinkommen mit Grossbritannien und Irland, mit Deutschland und der neue Vertrag mit Frankreich traten am 1. April 1880, der abgeänderte Vertrag mit Canada am 1. Juli 1880 in Kraft. Im Verkehre mit der Schweiz wurden in den Vereinigten Staaten auf 7603 Postanweisungen 130,601 Doll. 56 Cents eingezahlt. Aus der Schweiz gingen 2710 Postanweisungen im Gesamtbetrage von 78,661 Doll. 80 Cents ein. Im erstern Falle ist die Einzahlung um 36%, im letztern die Auszahlung um 41% gegen das Vorjahr gestiegen. Nach Grossbritannien und Irland wurden 116,773 Stück Postanweisungen mit 1,625,942 Doll. 95 Cents abgesandt. Es gingen von dort ein 18,912 Stück im Gesamtbetrage von 338,095 Doll. 45 Cents. Durchschnittlich sind 82% mehr aufgegeben und 2% weniger ausgezahlt als im Vorjahre.

Nach Orten in Deutschland gelangten 63,885 Postanweisungen mit 1,014,461 Doll. 89 Cents zur Aufgabe. Es wurden 22,655 Postanweisungen aus Deutschland mit 637,157 Doll.

may be required to pay, on presentation, the orders drawn upon them. Other measures have, in addition, been taken by the Administration with the same end in view.

In consequence of the conclusion of modified conventions with Great Britain and Ireland, Germany, and the Dominion of Canada, and a new arrangement with France, various modifications were introduced into the exchange of money-orders with foreign countries. By means of the adoption of a method similar to that practised in German international money-order business, the amount of clerical work was considerably reduced.

The modified conventions concluded with Great Britain and Ireland, and the German Empire, as well as the new convention with France, went into operation on the 1<sup>st</sup> of April, 1880, while the provisions of the modified convention with the Dominion of Canada took effect on the 1<sup>st</sup> of July, 1880. The number of orders issued in the United States for payment in Switzerland was 7,603, amounting to 130,601.56 dollars, and the number of orders originating in the latter and paid in the former country was 2,710 amounting to 78,661.80 dollars. As compared with the transactions of the previous year, these figures show an increase of 36 per cent. in the issues; and of 41 per cent. in the payments. The number of orders issued in the United States for payment in the United Kingdom was 116,773, amounting to 1,625,942 dollars 95 cents; and the number originating in the United Kingdom and paid in the United States was 18,912, amounting to 338,095.45 dollars. There was an increase of 82 per cent. in the issues, and a decrease of 2 per cent. in the payments, as compared with the preceding year.

The number of orders issued for payment in Germany was 63,885, amounting to 1,014,461.89 dollars, and that of orders originating in Germany for payment in the United States was 22,655 amounting to 637,157.03 dollars. There was an increase of 22 per cent. in the issues,

3 cents. Pour les mandats émis, il y a eu augmentation de 22 % et pour les mandats payés, diminution de 0,4 %.

Il a été dépensé pendant le dernier exercice 210,842 dollars et 70 cents pour le transport maritime des dépêches. Sur cette somme, 155,891 dollars sont afférents aux lignes transatlantiques et 12,672 dollars aux lignes de l'Océan Pacifique. L'Angleterre a bonifié une somme de 12,175 dollars pour le transport des dépêches britanniques et australiennes sur les paquebots naviguant entre New-York et l'Angleterre durant la période du 1<sup>er</sup> octobre 1878 à fin septembre 1879.

Le rapport exprime le regret que l'Administration des postes des États-Unis n'ait pas eu les pouvoirs légaux pour prendre part aux délibérations d'où est sortie la Convention de Paris de novembre 1880 concernant l'échange des colis postaux. Les mêmes raisons l'ont empêchée de donner suite à la proposition de l'Administration allemande de conclure une convention pour l'échange des articles de messageries au moyen des paquebots allemands circulant entre les deux pays. On espère toutefois que cette mesure, d'une grande portée pour les intérêts commerciaux, pourra être rendue compatible avec la législation douanière existante.

Le rapport plaide aussi pour l'introduction des caisses d'épargne postales, d'après le système en vigueur dans la Grande-Bretagne. En présence du nombre insuffisant des caisses d'épargne privées, les caisses d'épargne postales augmenteraient beaucoup le bien-être de la population, d'autant plus que les déposants pourraient, même lorsqu'ils changent de résidence, comme c'est souvent le cas en Amérique, se faire rembourser partout leurs économies.

Après avoir passé en revue d'une manière détaillée tous les services de l'Administration des postes, le rapport fait ressortir, en terminant, les progrès considérables réalisés dans ces services, ainsi que les améliorations qui y ont été introduites. Nous exprimons le vœu que les efforts pro-

3 Cents ausgezahlt. Hierbei ist die Einzahlung um 22 % gestiegen, die Auszahlung um 0,4 % gegen das Vorjahr zurückgegangen.

Für die Beförderung der Dampfschiffsposten sind im letzten Etatsjahre 210,842 Doll. 70 Cents verausgabt worden. Hiervon entfielen 155,891 Doll. auf die transatlantischen, 12,672 Doll. für Seepostlinien auf dem stillen Ocean. Von England sind für die Beförderung der Britischen und australischen Post auf den Seepostlinien von New-York nach England für die Zeit vom 1. Oktober 1878 bis zum letzten September 1879 12,175 Doll. vergütet worden.

In dem Jahresberichte wird bedauert, dass es der Nordamerikanischen Postverwaltung s. Z. an der gesetzlichen Vollmacht gefehlt habe, um an dem zu Paris im November 1880 getroffenen Uebereinkommen in Betreff des Austausches kleiner Packete Theil zu nehmen. Aus demselben Grunde hat ein von der deutschen Postverwaltung angebotenes Uebereinkommen, welches den Austausch von Packetsendungen mittels direkter deutscher Schiffe zwischen beiden Ländern bezweckte, jetzt noch abgelehnt werden müssen. Doch wird die Hoffnung ausgesprochen, dass diese für die Handelsinteressen besonders günstige Einrichtung werde eingeführt werden können.

Die Einrichtung von Postsparkassen, nach dem Muster der in England bestehenden, wird ebenfalls befürwortet. Bei der ungenügenden Anzahl von Privatsparkassen würden die Postsparkassen den Wohlstand der Bevölkerung erheblich fördern, zumal da bei der häufigen Ortsveränderung der Bevölkerung den Sparern überall Gelegenheit gegeben wäre, sich die bewirkten Einlagen zurückzahlen zu lassen.

Nach ausführlicher Schilderung aller Leistungen des grossen Verkehrsinstituts kann der Bericht zum Schluss mit Recht auf den erfreulichen Fortschritt des Nordamerikanischen Postwesens auf der Bahn der Entwicklung und Weiterbildung hinweisen; wir unsererseits wollen den Wunsch

and a decrease of  $\frac{4}{10}$  per cent. in the payments, as compared with the preceding year.

During the fiscal year 1880, the cost of the sea-conveyance of mails to foreign ports was 210,842.70 dollars. Of this amount, 155,891 dollars were paid for the trans-Atlantic service, and 12,672 dollars for the trans-Pacific service. A sum of 12,175 dollars was credited to the Post Office Department by the British Office for the sea-conveyance of the British and Australian closed mails from New York to Great Britain from October 1, 1878, to September 30, 1879.

The Report expresses regret that the Postal Department of the United States had been unable, in the absence of legislation authorizing such service, to become a party to the arrangement concerning the exchange of small parcels concluded in Paris in November 1880. For the same reason, the Department had to decline a proposition submitted by the German Administration for a special exchange of small parcels between the two countries by means of the direct lines of German mail-steamers. But a hope is expressed that this arrangement which would greatly promote commercial interests may be introduced without loss of customs revenue.

The establishment of Post Office Savings Banks on the pattern of those existing in Great Britain, is also recommended. Seeing the scarcity of private savings banks, the use of the Post Office for this purpose would be a real boon. It would be an additional advantage that deposits would be available at any depository office in the United States, an important consideration with a people so migratory as Americans.

After a detailed account of the business transacted in all the branches of this great institution, the Postmaster General concludes his report by drawing attention to the continual growth of the United States postal service, and the constant improvement in methods and results. We, on our part, express a hope that the

digieux que fait l'Administration des postes des États-Unis, soient appréciés comme ils le méritent dans le pays même et à l'étranger.

---

### Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

Dans la Conférence qui a eu lieu entre un certain nombre d'États de l'Union postale universelle relativement à l'échange des colis postaux dans le service international, le principal obstacle que rencontra l'introduction générale de cette branche de service fut, comme on le sait, la circonstance que dans un grand nombre de pays, les Administrations postales ne se chargent pas du transport des articles de messageries. Toutefois une autre circonstance qui empêcha la Conférence d'aboutir à un résultat aussi complet qu'on l'eût désiré et qui influa sur le vote définitif des Gouvernements, ce furent les rapports que, dans chaque pays, la loi a établis entre la Poste et les Chemins de fer.

En présence de l'extension considérable des réseaux de chemins de fer pendant les dernières 50 années, les droits plus ou moins étendus réservés à la Poste, en ce qui concerne l'utilisation des lignes ferrées, durent exercer partout une influence marquée sur sa mission. Ce n'est que dans les pays où, soit la loi, soit l'État maintinrent intacts, vis-à-vis des Chemins de fer, les privilèges de la Poste, que cette dernière put, sans de trop grands sacrifices, se charger du transport des petits colis sur les lignes ferrées. On avait douté pendant longtemps que les chemins de fer, organisés en vue du transport de grandes quantités d'objets volumineux, fussent, au point de vue des intérêts du trafic général, aussi propres à l'échange des petits paquets que

aussprechen, dass die grossartigen Anstrengungen der Amerikanischen Postverwaltung überall im In- und Auslande die gerechte Anerkennung finden.

---

### Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.

Bei den wegen Einführung eines Austausches kleiner Packete im internationalen Postverkehr gepflogenen Verhandlungen der Vereinststaaten stellte sich der allgemeinen Einführung dieses Dienstzweiges bekanntlich vor Allem der Umstand hindernd in den Weg, dass in einer grösseren Anzahl von Staaten die Postverwaltungen sich mit der Beförderung von Packeten nicht befassten. Ein weiteres wichtiges Moment für die Schwierigkeiten, zu einem erwünschten Abschluss zu gelangen, und für die schliessliche Entscheidung der Regierungen ist jedoch auch die rechtliche Stellung gewesen, welche die Post zu den Eisenbahnen in den einzelnen Ländern einnimmt.

Im letzten halben Jahrhundert, das mit der Entstehung und Entwicklung der Eisenbahnen einen gewaltigen Umschwung im Verkehrsleben der Völker herbeiführte, musste überall der grössere oder kleinere Umfang an Rechten, welche der Post in der Benutzung der Bahnen vorbehalten waren, von wesentlichem Einfluss auf die Erfüllung der Aufgaben der Postverwaltung werden. Nur dort, wo die Gesetzgebung oder die Staatsregierungen die Vorrechte der Post gegenüber der neuen Verkehrsanstalt nach Möglichkeit wahrten, konnte die Post ohne zu grosse Opfer den Austausch kleiner Packete auf den Eisenbahnen vermitteln. Dass dies im allgemeinen Verkehrsinteresse liegt, und dass die Eisenbahnen mit ihren, auf den grossen Massentransport berechneten Einrichtungen für die Vermittlung des kleinen Packet-

powerful efforts made by the American Postal Administration may meet everywhere, at home and abroad, with the recognition they so fully deserve.

---

### The relations between the Post and the Railways.

The principal difficulty which stood in the way of a general introduction of the international exchange of small parcels, when negotiations having the establishment of this service in view were being carried on by the States of the Postal Union, consisted in the circumstance that the Postal Administrations in a great number of these States did not effect the conveyance of parcels. Another important circumstance which rendered it difficult to achieve the end desired, and which greatly impeded the eventual decision of the Governments, was the legal status of the Post in the several countries with regard to the railways.

In the course of the last fifty years during which the construction, and development of railways has given so powerful an impulse to intellectual intercourse, and commercial relations among the nations of the world, the greater or lesser amount of the rights vested in the Post as concerns the use to be made by this institution of railways, has necessarily had a great influence on the fulfilment of the tasks of the Postal Administration. In those countries alone, in which the privileges of the Post with regard to the railways have effectually been enforced by legislation or by the action of Government, it has been possible for the Administration to undertake, without too considerable a loss of revenue, the transmission of small parcels by railway. That this policy is favourable to the general interest of traffic and intercourse, and that the railways, organized as they are for the con-



la poste dont le service s'étend sur tout le pays jusque dans les localités les plus reculées. On est revenu de cette erreur.

Lors de la construction des premiers chemins de fer et pendant les quelques années qui suivirent, les opinions différaient encore plus qu'aujourd'hui sur la question de savoir quelles obligations il y avait lieu, dans l'intérêt de l'État, d'imposer aux chemins de fer en compensation des privilèges qui leur étaient accordés. Aussi trouvons-nous, suivant les pays, les stipulations les plus diverses dans les lois ou cahiers des charges qui règlent les rapports entre la Poste et les Chemins de fer. Tandis que dans certains pays on n'a réservé que les droits généraux de la Poste, abandonnant tout le reste à une entente particulière, dans d'autres pays les droits réciproques de la Poste et des Chemins de fer sont réglés jusque dans les moindres détails. Il y est prévu, entre autres, la mesure dans laquelle l'Administration des postes peut intervenir dans la fixation de la marche des trains, la manière dont elle peut les utiliser, les conditions auxquelles sont fournis et entretenus les wagons nécessaires au service des postes, celles auxquelles sont fournis les locaux, et les indemnités à payer pour les autres services que les Chemins de fer rendent à la Poste.

Nous avons déjà publié, dans de précédents numéros de *l'Union postale* ces dispositions en ce qui concerne certains pays. Mais comme notre intention est de donner ici un aperçu aussi complet que possible, nous croyons devoir les reproduire.

Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer sont réglés, pour le territoire postal de l'Empire allemand par la loi du 20 décembre 1875. Elle s'applique aux chemins de fer de l'État et aux nouvelles lignes privées à construire; mais n'a d'effets sur les Compagnies des chemins de fer concessionnés avant la promul-

verkehrs nicht in gleicher Weise geeignet sind, wie die Post, deren Verbindungen sich über das ganze Land bis in die entlegensten Theile erstrecken, war früher viel bestritten und ist wohl erst neuerdings zu allseitiger Anerkennung gelangt.

Zur Zeit der Erbauung der ersten Eisenbahnen, wie in den ersten Jahrzehnten ihrer Entwicklung gingen die Ansichten darüber, welche Verpflichtungen den Eisenbahnen im Staatsinteresse als Entgelt für die verliehenen Vorrechte aufzuerlegen seien, noch mehr auseinander als heute. Wir finden deshalb in den Gesetzen bz. in den Konzessionsurkunden, welche die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen regeln, die verschiedenartigsten Bestimmungen in den einzelnen Ländern. Während in dem einen Lande der Post nur sehr allgemeine Befugnisse eingeräumt sind, im Uebrigen Alles der freien Vereinbarung überlassen ist, stehen in anderen der Postverwaltung sehr werthvolle Rechte zu, welche sich über die meisten gegenseitigen Beziehungen der beiden Verkehrsanstalten erstrecken. Vorzugsweise kommen dabei in Betracht: der Einfluss der Postverwaltung auf den Gang der Züge, die Art der Benutzung derselben, die Gestellung und Unterhaltung der zu Postzwecken dienenden Wagen, die Ueberlassung von Diensträumen und die zu zahlenden Vergütungen für die verschiedenen Leistungen der Eisenbahnen zu Gunsten der Post.

Bezüglich einzelner Länder sind die desfallsigen Bestimmungen bereits in früheren Nummern der *Union postale* veröffentlicht worden; da wir beabsichtigen, in Folgendem eine möglichst vollständige Uebersicht zu bringen, so sei es gestattet, dieselben hier nochmals anzuführen.

Was zunächst die Verhältnisse im deutschen Reichspostgebiete anlangt, so sind dieselben durch das Gesetz vom 20. Dezember 1875 geregelt. Dasselbe erstreckt sich auf die Staatsbahnen und auf die neu zu erbauenden Privatbahnen, auf die bei Erlass des Gesetzes bereits konzessionirten

veyance in bulk, are less suited for carrying out the exchange of small parcels than the Post whose lines spread over the whole country, and reach its most distant and lonely parts, are facts which, formerly, were much disputed, and have, perhaps, only recently been generally acknowledged.

At the time when the first railway-lines were constructed, as well as during the first ten years they were in operation, opinions as to what obligations should, in the interest of the State, be imposed upon the railways in exchange for the privileges conceded to them, diverged even more than at present. We therefore find, in the different countries, the most varied provisions laid down in the laws, or deeds of concession by which the relations between the Post and the railways are regulated. While in one country the Post is only invested with general rights, and everything else is left to be settled by mutual agreement, the Postal Administration is, in another, endowed with most valuable privileges which extend to almost all the mutual relations of the two institutions. The principal of these privileges are:—the influence exercised by the Postal Administration on the running of trains; on the manner of making use of the same; on the providing and keeping in repair of vans used for postal purposes; on the providing of official localities; and on the payment of the compensation for the various services rendered by the railways to the Post.

As concerns a few countries, the provisions by which these relations are governed have already been published in previous numbers of our periodical; however, as we intend giving as complete as possible a summary, we may be allowed to cite them once more.

As concerns the territory of the Imperial German Posts, these provisions are contained in the law of the 20<sup>th</sup> of December 1875. The law applies to the State railway lines, and the private lines still to be constructed. As concerns however



gation de la loi qu'autant que cela est compatible avec les actes de concession. Les principales dispositions de cette loi et de son règlement d'exécution, sont les suivantes :

1° Le service des chemins de fer doit, pour autant que le permettent sa nature et ses exigences propres, être organisé de manière à répondre, dans les limites du nécessaire, aux besoins du service des postes. Toutefois l'Administration des postes n'a pas le droit de réclamer des trains spéciaux pour les transports postaux.

2° A chaque train établi pour le service régulier du chemin de fer, l'Administration des postes a le droit de joindre gratuitement un wagon-poste fourni par elle. Sont compris dans la gratuité du transport :

a) les envois de la poste aux lettres, les journaux, les valeurs y compris l'or et l'argent non monnayés, les bijoux et objets précieux, sans distinction de poids, et, en outre, les colis de messageries ne dépassant pas le poids de 10 kilogrammes;

b) les employés chargés de convoier les transports postaux ou d'effectuer le service pendant le parcours, même lorsqu'ils reviennent haut-le-pied;

c) les objets nécessaires au service et ceux à l'usage des agents pendant le voyage.

Quant aux colis dépassant 10 kilogrammes, l'Administration des postes en paye le transport d'après un calcul portant sur le nombre total d'objets de l'espèce transportés par chaque ligne et sur la distance parcourue en kilomètres.

L'expédition des paquets volumineux, autres que ceux de lettres ou de journaux, doit être limitée ou même prohibée par les trains de grande vitesse lorsque l'Administration du chemin de fer le juge nécessaire pour la marche régulière de ces trains ou pour la sécurité du service, et qu'il existe sur la même ligne d'autres trains par lesquels ces colis peuvent être acheminés.

3° Après entente préalable, il peut être utilisé, en lieu et place d'un wagon de poste spécial, un comparti-

Eisenbahngesellschaften aber nur insoweit, als dies nach den Konzessionsurkunden zulässig ist. Die Bestimmungen dieses Gesetzes und die Vollzugsvorschriften desselben sind im Wesentlichen folgende:

1. Der Eisenbahnbetrieb ist, so weit es die Natur und die Erfordernisse desselben gestatten, in die nothwendige Uebereinstimmung mit den Bedürfnissen des Postdienstes zu bringen. Die Einlegung besonderer Züge für die Zwecke des Postdienstes kann jedoch von der Postverwaltung nicht beansprucht werden.

2. Mit jedem für den regelmässigen Beförderungsdienst der Bahn bestimmten Zuge ist auf Verlangen der Postverwaltung *ein* von dieser gestellter Postwagen unentgeltlich zu befördern. Diese unentgeltliche Beförderung umfasst:

a) die Briefpostsendungen, Zeitungen, Gelder mit Einschluss des ungemünzten Goldes und Silbers, Juwelen und Pretiosen, ohne Unterschied des Gewichts, ferner sonstige Poststücke bis zum Einzelgewicht von 10 Kilogramm einschliesslich;

b) die zur Begleitung der Postsendungen, so wie zur Verrichtung des Dienstes unterwegs erforderlichen Postbeamten, auch wenn dieselben vom Dienste zurückkehren;

c) die Gerätschaften, deren die Postbeamten unterwegs bedürfen.

Für Poststücke, welche nicht unentgeltlich zu befördern sind, hat die Postverwaltung eine Frachtvergütung zu zahlen, welche nach der Gesamtmenge der auf der betreffenden Eisenbahn sich bewegenden zahlungspflichtigen Poststücke für den Achskilometer berechnet wird.

Die Mitbeförderung solcher Päckereien, welche nicht zu den Brief- und Zeitungspacketen gehören, soll bei den Zügen, deren Fahrzeit besonders kurz bemessen ist, beschränkt oder ausgeschlossen werden, wenn dies von der Eisenbahn-Aufsichtsbehörde zur Wahrung der pünktlichen und sicheren Beförderung der betreffenden Züge für nothwendig erachtet wird, und andere zur Mitnahme der Päckereien

the Railway Companies already chartered when the law was issued, the stipulations of the latter are only applicable in so far as may be compatible with the terms of the deeds of concession. The principal stipulations of the law and of the Detailed Regulations for its execution are as follows:—

1.—The railway service is, in so far as its nature and requirements permit, to be adapted to the exigencies of the postal service. The running of special trains for the purposes of the postal service, cannot, however, be exacted by the Postal Administration.

2.—At the request of the Postal Administration, the Railway Companies are bound to forward gratuitously with each train despatched in their regular service of conveyance, *one* post-office van provided by the Postal Administration.

This gratuitous forwarding includes:—

a. Articles of the letter-post, newspapers, money, inclusive of uncoined gold and silver, jewels and precious articles without regard to weight, and other postal articles not exceeding singly the weight of 10 kilogrammes;

b. The postal officers necessary for the accompaniment of the mails, and the carrying out of the service during the journey, and also when they return from the same;

c. The implements &c. required by the officers during the journey.

As concerns postal articles which are not to be conveyed gratuitously, a certain compensation must be paid for the same by the Postal Administration. This compensation is calculated for the total number of such articles conveyed on the line, and according to the number of kilometres traversed.

The conveyance of parcels which do not belong to the category of letter and newspaper packets must be reduced or entirely excluded on express and mail-trains, if the superintending Railway authorities deem it necessary for the punctual and safe

ment d'un wagon de chemin de fer moyennant remboursement à la Compagnie des frais occasionnés pour l'aménager et le remettre ensuite dans son état primitif, ainsi que moyennant une indemnité (loyer) pour fourniture et entretien. Actuellement cette indemnité est, pour les wagons à marchandises ou à bagages, de 1 pfennig par kilomètre plus 1 mark par jour; pour les voitures à voyageurs elle est du double. Il faut remarquer toutefois que l'indemnité calculée pour le wagon entier se réduit, lorsque la poste n'utilise qu'un compartiment, dans la proportion de la longueur du compartiment comparée à celle du wagon entier.

4° L'Administration des postes a la faculté d'utiliser, pour le transport des valises postales et des paquets de lettres ou de journaux, les trains réguliers non accompagnés d'un wagon-poste, en confiant ces envois, soit au personnel du train, si l'Administration du chemin de fer y consent, soit à un de ses propres agents, auquel l'Administration du chemin de fer est tenue de réserver un espace convenable dans une des voitures du train. Dans l'un comme dans l'autre cas, il n'est dû par la poste aucune rétribution.

5° Lorsqu'un seul wagon-poste dans le même train (V. chiffre 2°) ne suffit pas pour les besoins du service, les Administrations des chemins de fer, moyennant information ou réquisition faite en temps utile par l'Administration des postes, sont tenues, au choix de celle-ci:

d'admettre dans ce train deux ou plusieurs wagons-poste, ou de mettre à la disposition de la poste des fourgons en nombre nécessaire, ou bien enfin d'effectuer elles-mêmes le transport des envois postaux dont il leur serait fait livraison.

Pour la traction d'un second ou de plusieurs wagons-poste supplémentaires, ainsi que pour la location et la traction de fourgons-allèges, l'Administration des postes est redevable

reien geeignete Züge auf der betreffenden Bahn eingerichtet sind.

3. Auf Grund vorangegangener Verständigung kann an Stelle eines besonderen Postwagens eine Abtheilung eines Eisenbahnwagens gegen Erstattung der für Herstellung und Wiederbeseitigung der für die Zwecke des Postdienstes erforderlichen Einrichtungen von der Eisenbahnverwaltung aufgewendeten Selbstkosten, sowie gegen Zahlung einer Miethe für Hergebe und Unterhaltung benutzt werden. Diese Miethe beträgt z. Z. bei Verwendung von Güter- oder Gepäckwagen 1 Pfennig für den Kilometer und ausserdem 1 Mark für den Tag, bei Verwendung von Personenwagen das Doppelte dieser Sätze mit der Massgabe, dass die hiernach für den ganzen Wagen zu berechnende Vergütung auf die Postabtheilung nach dem Verhältniss derselben zur Wagenlänge berechnet wird.

4. Bei solchen regelmässigen Eisenbahnzügen, bei welchen besondere Bahnposten nicht eingestellt sind, kann die Postverwaltung entweder, soweit dies nach dem Ermessen der Eisenbahnverwaltung zulässig ist, der letzteren Briefbeutel, sowie Brief- und Zeitungspackete zur unentgeltlichen Beförderung durch das Zugpersonal überweisen, oder die Beförderung von Briefbeuteln, sowie von Brief- und Zeitungspacketen durch einen Postbeamten besorgen lassen, welchem der erforderliche Platz in einem Eisenbahnwagen unentgeltlich einzuräumen ist.

5. Reicht der *eine* Postwagen (N° 2) für die Bedürfnisse des Postdienstes nicht aus, so sind die Eisenbahnverwaltungen auf rechtzeitige Anmeldung oder Bestellung gehalten, nach Wahl der Postverwaltung mehrere Postwagen zur Beförderung zuzulassen, oder der Postverwaltung zur Befriedigung des Bedürfnisses geeignete Güterwagen etc. zu stellen oder endlich die ihnen von der Postverwaltung überwiesenen Postsendungen zur eigenen Beförderung zu übernehmen.

Für die Beförderung eines zweiten oder mehrerer Postwagen, sowie für die Gestellung und Beförderung der

running of such trains, and if other trains are organized on the same line which permit of the conveyance of such parcels.

3. A compartment of a railway-carriage may, if an understanding to this effect has been previously come to, be substituted for a special post-office van, on repayment of the sums disbursed by the Railway Company for putting up the fittings required for the purposes of the postal service, and for removing the same afterwards, as well as on payment of a rent for the use and the keeping in repair of such compartments. This rent amounts, at present, for the use of goods and luggage-vans, to one pfennig per kilomètre with the addition of one mark per day; for the use of passenger-carriages, to double these rates, it being understood that this compensation, being that for the whole carriage, has to be reduced, for the compartment, in the same proportion as that between the length of the whole carriage and that of the compartment.

4.—In the case of regular railway trains to which no travelling post-office vans are attached, the Postal Administration may either deliver the letter-bags, and letter and newspaper packets to the Railway Company concerned, for gratuitous conveyance by the railway officials, in so far as this is deemed feasible by the Company, or forward the letter-bags, and letter and newspaper packets by a postal officer to whom the necessary space is to be provided gratuitously in a railway carriage.

5.—In case a *single* post-office van (2) is not sufficient to meet the exigencies of the service, the Railway Companies are bound, on receiving timely intimation of the fact, either to put on several post-office vans for the conveyance of the mails, or to provide appropriate goods vans for this purpose, or, lastly, themselves to effect the conveyance of the mails delivered to them by the Postal Administration, as the latter may choose.

For forwarding one or more additional post-office vans, and for

d'une indemnité calculée sur la base du kilomètre-essieu; mais pour le transport des objets de messageries confiés au chemin de fer, elle doit acquitter les droits réglementaires selon le tarif de la grande vitesse. L'indemnité à payer par l'Administration des postes pour la fourniture et la traction de ces moyens de transport extraordinaires, s'élève par kilomètre-essieu à 8 pfennig pour les wagons-poste et à 10 pfennig pour les wagons à marchandises ou pour un compartiment de wagon à voyageurs.

6° Les wagons-poste nécessaires au service sont fabriqués pour compte de l'Administration des postes. Les Administrations de chemins de fer sont tenues de pourvoir, moyennant une indemnité équitable, à l'entretien, au lavage extérieur, au graissage et à la manœuvre de ces wagons.

L'indemnité pour le nettoyage extérieur et pour le graissage, s'élève à 20 pfennig par kilomètre-essieu de parcours.

Le garage en plein air, dans les stations, des wagons-poste qui ne sont pas utilisés pour le service régulier, donne lieu, pour l'Administration des postes, au paiement d'une indemnité de 11 pfennig par jour et par wagon, et le remisage entraîne, pour elle, le paiement d'une indemnité de 55 pfennig par jour et par wagon.

Pour chaque manœuvre d'attelage ou de décrochage de wagons-poste, nécessitée par les besoins de l'exploitation, l'Administration des postes est tenue de payer une indemnité de 1 mark.

7. Lors de l'établissement de nouvelles gares ou de la construction de nouveaux bâtiments de station, les Administrations des chemins de fer sont tenues, sur la demande de l'Administration des postes, de procurer à celle-ci, moyennant une indemnité de loyer, les locaux nécessaires au service postal, selon l'importance de la gare, et de pourvoir à l'entretien des dits locaux et de leurs dépendances, s'il y a lieu.

L'indemnité annuelle de loyer s'é-

Eisenbahn-Transportmittel ist von der Postverwaltung eine für den Achskilometer zu berechnende Vergütung, für die Beförderung der überwiesenen Poststücke aber die tarifmässige Eisenbahn-Eilfrachtgebühr zu zahlen. Die für die Hergabe und Beförderung derartiger ausserordentlicher Transportmittel von der Postverwaltung zu zahlenden Vergütungen betragen für den Achskilometer: für Postwagen 8 Pf. und für Güterwagen oder Abtheilungen von Personenwagen 10 Pfennige.

6. Die für den regelmässigen Dienst erforderlichen Eisenbahn-Postwagen werden für Rechnung der Postverwaltung beschafft. Die Eisenbahnverwaltungen sind verbunden, die Unterhaltung, äussere Reinigung, das Schmieren und das Ein- und Ausrangiren dieser Wagen gegen eine den Selbstkosten entsprechende Vergütung zu bewirken.

Die Entschädigung für die äussere Reinigung und das Schmieren beträgt 20 Pf. für den laufenden Achskilometer.

Für die Aufstellung der nicht im regelmässigen Dienst befindlichen Postwagen auf den Bahnhöfen im Freien hat die Postverwaltung eine Vergütung von 11 Pf. für den Tag und den Wagen, für die Unterstellung in gedeckten Räumen eine solche von 55 Pf. für den Tag und den Wagen zu entrichten.

Für jedes durch den Betrieb bedingte Ein- oder Ausrangiren von Postwagen hat die Postverwaltung den Betrag von 1 Mark zu vergüten.

7. Bei Errichtung neuer Bahnhöfe oder Stationsgebäude sind auf Verlangen der Postverwaltung die durch den Eisenbahnbetrieb bedingten, für die Zwecke des Postdienstes erforderlichen Diensträume mit den für den Postdienst etwa erforderlichen besonderen baulichen Anlagen von der Eisenbahnverwaltung gegen Miethsentschädigung zu beschaffen und zu unterhalten.

Die jährliche Miethsentschädigung beträgt 7 % des Baukapitals. Als solches gilt der Betrag der Herstel-

providing and forwarding the necessary goods vans, the Postal Administration has to pay to the Railway Companies a compensation calculated according to the number of kilometres traversed, and the number of axles employed. As concerns the mails delivered to the Railway Companies for conveyance, the compensation to be paid by the Administration is calculated according to the rates fixed by the Railway Regulations for the express conveyance of goods.

The rates of compensation to be paid by the Postal Administration for providing and forwarding such additional vans, amount per axle and kilomètre:—to 8 pfennig for post-office vans, and to 10 pfennig for goods vans, or compartments of passenger-carriages.

6.—The post-office vans necessary for the regular service are provided at the expense of the Postal Administration. The Railway Companies are bound to undertake the keeping in repair, the exterior cleansing, the greasing of the wheels, and the shunting of these vans, for a compensation equal to the expenses incurred. The compensation for the exterior cleansing and the greasing of the wheels amounts to 20 pfennig per axle and kilomètre.

The remuneration to be paid by the Administration for keeping the post-office vans at the stations, when they are not employed in the regular service, amounts to 11 pfennig per van and per day if kept in the open air, and to 55 pfennig per day and van if kept in sheds or depots.

For each shunting of a post-office van necessitated by the traffic, the Postal Administration has to pay a compensation of one mark.

7.—When new stations are constructed, the Railway Companies are bound, at the request of the Postal Administration, and on the payment of a certain rent from the latter, to provide and to keep in repair the rooms and offices required for the carrying out of the railway mail-service, as well as to make such other arrange-

lève au 7 % du prix de construction. On considère comme prix de construction les frais d'établissement, plus le prix du terrain.

Les conditions relatives au loyer des locaux de service mis à la disposition de l'Administration des postes dans les gares, ne peuvent être modifiées que par une entente entre les deux Administrations.

Dans le cas où, lors de la construction d'une gare nouvelle ou lors de l'agrandissement ou de la reconstruction d'une gare existante, l'Administration des postes voudrait se réserver des bâtiments spéciaux pour les besoins de son service, l'Administration du chemin de fer est tenue seulement de lui céder, au prix de revient, l'emplacement nécessaire; tandis que les frais de construction et d'entretien des bâtiments restent à la charge de la poste.

8° Si, par suite d'un accident de chemin de fer, un agent des postes en service est tué ou blessé, et que l'Administration du chemin de fer ait payé de ce chef l'indemnité à laquelle elle est assujettie d'après la loi, l'Administration des postes est tenue de rembourser cette indemnité, à moins que la mort ou les blessures n'aient été occasionnées par la faute de l'entrepreneur de l'exploitation du chemin de fer, ou par celle d'une des personnes employées à cette exploitation.

9° Le Chancelier de l'Empire a le droit de dispenser, en tout ou en partie, des précédentes obligations à l'égard du service postal, les chemins de fer à voie étroite et les lignes qui, vu leur importance secondaire, ne sont pas soumises au règlement sur la police des chemins de fer allemands.

Les dispositions qui précèdent ne concernent ni la Bavière, ni le Wurtemberg.

(A suivre.)

lungskosten einschliesslich des Preises für den Grund und Boden.

Das Miethsverhältniss bezüglich der der Postverwaltung überwiesenen Diensträume auf den Bahnhöfen kann nur durch das Einverständniss beider Verwaltungen aufgelöst werden.

Werden bei Errichtung neuer Bahnhofsanlagen, sowie bei dem Um- oder Erweiterungsbau bestehender Stationsgebäude zum Unterbringen von Diensträumen auf Verlangen der Postbehörde besondere Gebäude auf den Bahnhöfen hergestellt, so ist der erforderliche Bauplatz von den Eisenbahnverwaltungen gegen Erstattung der Selbstkosten zu beschaffen, der Bau und die Unterhaltung derartiger Gebäude aber aus der Postkasse zu bestreiten.

8. Wenn bei dem Betriebe einer Eisenbahn ein im Dienste befindlicher Postbeamter getödtet oder körperlich verletzt worden ist, und die Eisenbahnverwaltung den nach den Gesetzen ihr obliegenden Schadenersatz dafür geleistet hat, so ist die Postverwaltung verpflichtet, derselben das Geleistete zu ersetzen, falls nicht der Tod oder die Körperverletzung durch ein Verschulden des Eisenbahnbetriebs-Unternehmers oder einer der im Eisenbahnbetriebe verwendeten Personen herbeigeführt worden ist.

9. Der Reichskanzler ist ermächtigt, für Eisenbahnen mit schmalerer als der Normalspur, und bei Eisenbahnen, bei welchen wegen ihrer untergeordneten Bedeutung das Bahnpolizei-Reglement für die Eisenbahnen Deutschlands nicht für anwendbar erachtet ist, die vorstehenden Verpflichtungen für die Zwecke des Postdienstes zu ermässigen oder ganz zu erlassen.

Die vorstehenden Bestimmungen finden auf Bayern und Württemberg keine Anwendung.

(Fortsetzung folgt.)

ments in the buildings as may be deemed necessary for this purpose.

This rent amounts to 7 per cent. of the building expenses, such building expenses to comprise the cost of construction, and of the purchase of the ground.

The lease of the rooms and offices in the railway stations may only be annulled by the common consent of the Railway Companies and the Postal Administration.

When new buildings are added to the stations, or the existing station buildings are altered or enlarged, and if, at the same time, separate buildings are erected at the stations for the purposes of the postal service, and at the request of the Postal Administration, the necessary building ground for the latter, is to be provided by the Railway Companies, in return for a payment equalling the expenses incurred. The construction and keeping in repair of such buildings is to be paid for by the Postal Administration.

8.—If a postal officer is killed or injured when on duty on a railway line, and the Railway Company concerned has paid the compensation to which it is bound by law, the Postal Administration is obliged to repay to the same the compensation disbursed by it, provided that the death of, or the bodily injury to, the postal officer was not caused through the fault of the Company, or through that of one of the officials employed by it.

9.—The Imperial Chancellor is empowered, in the case of railways with a gauge narrower than the normal gauge, or of railways to which the Railway Police Regulations for the Railways of Germany are not deemed applicable on account of their small importance, to reduce or entirely to rescind the above specified obligations.

These provisions do not apply to Bavaria, and Wurtemberg.

(To be continued.)

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

## Abonnements particuliers.

En an . . . . . fr. 4. 60

Six mois . . . . . „ 2. 30

Trois mois . . . . . „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 4.

Berne, 1<sup>er</sup> Avril 1881.

**Sommaire.** — I. ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE BELGIQUE. — II. BIBLIOGRAPHIE POSTALE. — III. COMMUNICATIONS.

## Organisation de l'Administration des Postes de Belgique.

Le service des postes, en Belgique, relève du Ministère des Travaux Publics depuis 1837, date de la création de ce Ministère. Antérieurement, il ressortissait au Ministère des Finances.

Il est placé, avec le service des télégraphes, sous les ordres d'un Directeur Général relevant directement du Ministre.

Un Inspecteur Général est chargé de la haute surveillance des services actifs.

Un Conseil d'administration est institué pour l'examen des affaires ou questions que le Ministre juge utile de lui soumettre. Ce Conseil est composé, sous la présidence du Secrétaire Général du Département, du Directeur Général, vice-président; de l'Inspecteur Général, des Directeurs des postes ou du Directeur du télégraphe (selon le cas) et de deux fonctionnaires du service en cause, désignés chaque année par le Ministre.

Le Directeur Général exerce toutes les attributions que comporte la direction supérieure et d'ensemble des services des postes et des télégraphes. Il décide et signe, au nom du Ministre, dans les catégories

## Die Organisation der belgischen Postverwaltung.

Die Verwaltung des Postwesens in Belgien ist seit 1837 dem in diesem Jahre neu eingerichteten Handels-Ministerium zugetheilt, während sie früher dem Finanz-Ministerium unterstellt war.

Post und Telegraphie werden von einem General-Direktor geleitet, welcher dem Minister direkt untergeordnet ist.

Ein General-Inspektor ist mit der Oberaufsicht des Betriebsdienstes betraut.

Zur Begutachtung von Angelegenheiten oder Fragen, deren Berathung der Minister für nützlich erachtet, besteht ein Rath, welcher, unter dem Vorsitz des Generalsekretärs des Departements, aus dem Generaldirektor als Vice-Präsidenten, dem Generalinspektor, dem Post- bz. dem Telegraphendirektor und zwei dem einen oder anderen Dienstzweige angehörigen Beamten zusammengesetzt ist, die vom Minister in jedem Jahre hierzu bestimmt werden.

Der Generaldirektor übt alle Befugnisse aus, welche die obere Leitung des Post- und Telegraphenwesens erheischt. Er entscheidet und zeichnet, im Namen des Ministers, diejenigen Sachen, welche ihm von

## Organization of the Postal Administration of Belgium.

The Postal Administration of Belgium has been subordinate to the Ministry of Public Works since the creation of the latter, in 1837. Previous to this date the Post Office formed a department of the Ministry of Finances.

The postal service, and the telegraph service are both under the orders of a Director General who is immediately subordinate to the Ministry.

An Inspector General superintends the technical service.

A Board of Directors is instituted for the purpose of considering all affairs or questions which the Minister deems it expedient to lay before them. This Board consists of the Secretary General of the Department, chairman, of the Director General, deputy chairman, the Inspector General, the Postal Directors or the Director of Telegraphs (as circumstances may require), and of two officers belonging to the service concerned, who are nominated yearly by the Minister.

The Director General is invested with all the powers required for the chief direction of both the postal and the telegraph services. He decides, and signs, in the name of the Minister,

d'affaires qui lui sont déléguées par le chef du Département.

L'Inspecteur Général est, ainsi qu'il a été dit, spécialement investi de la haute surveillance des services actifs. Il peut, en outre, être chargé par le Ministre, d'enquêtes, d'études ou de missions spéciales. Ses rapports sont, dans tous les cas, directement adressés au Ministre.

Il doit visiter au moins une fois en trois ans les bureaux de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe.

Les procès-verbaux et rapports des fonctionnaires préposés à la surveillance et au contrôle, lui sont régulièrement communiqués.

Le service des postes, à l'Administration centrale, comprend deux Directions composées, l'une de quatre, l'autre de six bureaux, dont les attributions principales sont déterminées ainsi qu'il suit :

#### 1<sup>re</sup> Direction.

1<sup>er</sup> Bureau. — Personnel des fonctionnaires et employés — Classification des bureaux — Frais de régie et de loyer — Organisation du service intérieur et répartition du travail des bureaux.

2<sup>e</sup> Bureau. — Rebuts — Recherche des lettres non parvenues — Saisies de lettres — Contraventions aux lois sur le transport des correspondances par la poste — Franchises et contre-seings.

3<sup>e</sup> Bureau. — Statistique générale — Lettres assurées et recommandées — Distribution et réception des correspondances au guichet — Pertes et détournements — Relations internationales — Tarifs intérieurs et internationaux — Relations avec les services maritimes belges ou étrangers.

4<sup>e</sup> Bureau. — Matériel: appréciation des besoins; vérification et visa des demandes; entretien et réparation — Archives périmées — Propositions pour la construction, l'entretien et l'appareillage des bureaux ambulants — Locaux: acquisition, construction et appropriation.

dem Departements-Chef übertragen sind.

Dem Generalinspektor liegt, wie schon gesagt, die Beaufsichtigung des Betriebsdienstes ob. Ausserdem kann er vom Minister mit der Vornahme von Untersuchungen, dem Studium von Fragen oder mit besonderen Aufträgen betraut werden. Seine Berichte werden in jedem einzelnen Falle dem Minister direkt vorgelegt.

Mindestens ein Mal innerhalb eines Zeitraums von 3 Jahren soll er die Büreaus 1. und 2. Klasse revidiren.

Die Verhandlungen und Berichte der Aufsichts- und Kontrolbeamten werden ihm regelmässig mitgetheilt.

Bei der Centralbehörde bestehen für die Angelegenheiten der Postverwaltung 2 Direktionen, von denen eine aus 4, die andere aus 6 Büreaus zusammengesetzt ist, deren Befugnisse im Wesentlichen folgende sind:

#### I. Direktion.

1. Bureau. Personalangelegenheiten der Beamten und Angestellten. Klassifizierung der Postanstalten. Büreankosten und Miethsentschädigungen. Organisation des Büreauendienstes und Vertheilung der Büreugeschäfte.

2. Bureau. Unanbringliche Sendungen. Reklamationen wegen abhanden gekommener Briefe. Beschlagnahme von Briefen. Porto-Defraudationen. Portofreiheiten und Beglaubigung derselben.

3. Bureau. Statistik. Werth- und Einschreibbriefe. Schalterdienst. Verluste und Unterschlagungen. Verhältnisse zum Auslande. Interne und internationale Tarife. Verhältnisse zu den belgischen und fremden Seetransportgesellschaften.

4. Bureau. Büreaumaterialien: Bemessung des Bedarfs; Prüfung und Anweisung der Bestellungen; Unterhaltung und Reparaturen. Reponirte Akten. Vorschläge in Betreff des Baus, der Unterhaltung und Ausstattung von Bahnpostwagen. Dienstlokale: Beschaffung, Neubauten und bauliche Veränderungen.

in all matters referred to him by the head of the Department.

As we have stated above, the special duty of the Inspector General is to superintend the technical service. The Minister may, in addition, charge him with investigations, with the consideration of special questions, or with special missions. His reports are, in each case, addressed direct to the Minister.

It is further his duty to inspect at least once in every three years the 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> class offices.

The minutes and the reports of the principal superintending and controlling officers are regularly communicated to him.

The Central Postal Administration consists of two Directions, the one with four, and the other with six offices, the principal duties of which are as follows:—

#### 1<sup>st</sup> Direction.

1<sup>st</sup> Office.—Staff of officers and employés.—Classification of offices.—Expenses for office-necessaries, and rent.—Organization of the service of, and division of the work in, the offices of the Administration.

2<sup>nd</sup> Office.—Dead matter.—Inquiries concerning missing letters.—Seizure of letters.—Infringements of the laws on the conveyance of the mails by post.—Franking privilege, and franks.

3<sup>d</sup> Office.—General statistics.—Letters with value declared, and registered letters.—Delivery, and reception of correspondence at the window.—Losses and embezzlements.—International relations.—Domestic and international tariffs.—Relations with the Belgian or foreign maritime services.

4<sup>th</sup> Office.—Equipments:—estimate of requirements, verification and countersigning of demands; maintenance and repairs.—Filed archives.—Proposals for the construction, the maintenance, and the fitting up of travelling post-offices. Official localities:—purchase, construction, and arrangement.

II<sup>e</sup> Direction.

1<sup>er</sup> Bureau. — Transport des dépêches — Direction des correspondances — Organisation des bureaux ambulants — Facteurs convoyeurs de dépêches — Messageries.

2<sup>e</sup> Bureau. — Établissements de poste: création et suppression — Boîtes à lettres — Détermination des cantons postaux — Organisation du service de distribution — Personnel des facteurs et autres agents subalternes.

3<sup>e</sup> Bureau. — Comptabilité journalière et mensuelle — Clôture annuelle des écritures — Application des conventions au point de vue de la comptabilité.

4<sup>e</sup> Bureau. — Mandats-poste — Subsidés et fonds de subvention — Abonnements aux journaux — Encaissement de quittances — Caisse d'épargne.

5<sup>e</sup> Bureau. — Encaissement des effets de commerce — Comptabilité de ce service et sa liquidation.

6<sup>e</sup> Bureau. — Liquidation des dépenses. — États collectifs des traitements du personnel.

Le contrôle permanent de la comptabilité générale (produits ordinaires, mandats-poste, abonnements, encaissement de quittances et d'effets de commerce, etc. etc.) est centralisé à la 2<sup>e</sup> Direction, à laquelle les comptables transmettent directement tous les documents journaliers et mensuels de comptabilité.

L'organisation des divers services (notamment la formation des dépêches, leur transport, les distributions locales et rurales) est également du domaine exclusif de l'Administration centrale, qui reçoit, à ce sujet, les avis ou propositions des chefs de service. — Ceux-ci dirigent et surveillent l'exécution du service, dans les conditions fixées par l'autorité supérieure.

Un service central de *surveillance*, confié à des fonctionnaires du grade de contrôleur ou de vérificateur, est institué à la 2<sup>e</sup> Direction, pour le contrôle actif de la comptabilité et des caisses. Ce service est spécialement chargé de vérifier sur place

## II. Direktion.

1. Bureau. Beförderung der Briefpakete. Leitung der Briefpostgegenstände. Organisation des Bahnpostdienstes. Postbegleitungsdienst. Messageriedienst.

2. Bureau. Einrichtung und Aufhebung von Postanstalten. Briefkasten. Festsetzung der Postkreise. Organisation des Bestelldienstes. Personal-Angelegenheiten der Briefträger und sonstigen Unterbeamten.

3. Bureau. Tägliche und monatliche Rechnungslegung. Aufstellung der Jahresrechnung. Erledigung der in den Verträgen vorgesehenen Abrechnungsgeschäfte.

4. Bureau. Postanweisungen. Unterstützungen und Zuschüsse. Zeitungswesen. Einziehung von Quittungen. Sparkasse.

5. Bureau. Einziehung von Wechseln etc. und das hierauf bezügliche Rechnungswesen.

6. Bureau. Anweisung der Ausgaben. Aufstellung der Besoldungs-Etats.

Die stete Kontrolle des gesammten Rechnungswesens (betreffend die gewöhnlichen Einnahmen, den Postanweisungs- und Zeitungsverkehr, die Postaufträge etc.) liegt ausschliesslich der 2. Direktion ob, an welche die Kassenstellen die Tages- und Monats-Abschlüsse einsenden.

Die Organisation der verschiedenen Dienstzweige, namentlich was die Abfertigung der Kartenschlüsse, die Beförderung derselben, die Orts- und Landbriefbestellung betrifft, ist ebenfalls Sache der Central-Verwaltung, welcher zu diesem Zwecke die Anzeigen und Vorschläge der Betriebschefs zugehen. Letztere leiten und überwachen die Handhabung des Dienstes nach Massgabe der von der obersten Behörde gegebenen Anweisungen.

Zum Zwecke einer wirksamen Ueberwachung der Rechnungs- und Kassengeschäfte sind bei der 2. Direktion Beamte im Range von Kontrolleuren und Revisoren angestellt, welche an Ort und Stelle die Geschäftsführung der Kassenbeamten eingehend zu revidiren, bei Versetzungen etc. der-

2<sup>nd</sup> Direction.

1<sup>st</sup> Office.—Conveyance of the mails.—Direction of correspondence.—Organization of travelling post-offices.—Travelling mail-guards.—Mail-coach, and *messagerie* services.

2<sup>nd</sup> Office.—Post-offices:—establishment, and discontinuance.—Letter-boxes.—Determination of the limits of postal districts.—Organization of the delivery-service.—Staff of letter-carriers, and other subordinate officials.

3<sup>d</sup> Office.—Daily and monthly accounts.—Yearly settlement of accounts.—Application of Conventions as concerns accounts.

4<sup>th</sup> Office.—Money-orders.—Subsidies.—Subscription to newspapers.—Collection of receipts.—Savings Banks.

5<sup>th</sup> Office.—Collection of bills of exchange.—Accounts of this service, and settlements.

6<sup>th</sup> Office.—Settlement of expenses. Collective lists of the salaries of officers.

The permanent control of the general accounts (ordinary revenue, money-orders, subscriptions to newspapers, collection of receipts and bills of exchange, &c.) is centralized in the hands of the 2<sup>nd</sup> Direction, to which all daily and monthly accounts are transmitted direct.

The organization of the various services, especially the making up of mails, the conveyance of the same, and the local and rural delivery, also falls exclusively within the province of the Central Administration to which the heads of the various services are to communicate all information or proposals on this subject. The latter direct and superintend the carrying out of the service in the manner prescribed by the Administration.

A central service of *superrision*, entrusted to officers of the rank of controller or verifier, is established at the 2<sup>nd</sup> Direction, for the active control of the accounts and moneys. It is the special duty of these officers thoroughly to inspect the transactions of the accountants at the various postal establishments, to install accountants, and transfer the account-



et d'une manière approfondie, la gestion des comptables, et d'opérer les installations et séparations de gestion.

Les chefs de service provinciaux en tournée d'inspection ne font qu'une vérification sommaire de la comptabilité et des caisses des comptables. Ce n'est que dans le cas où une gestion présente des indices d'irrégularités graves qu'ils sont tenus d'en opérer la vérification approfondie de concert, au besoin, avec un fonctionnaire de surveillance.

Les fonctionnaires de surveillance font deux fois, au moins, par an, la vérification approfondie de la comptabilité de chacun des bureaux de leur ressort, indépendamment de la vérification obligatoire en cas de remise de gestion.

Ils peuvent, en outre, être chargés des enquêtes ou des informations relatives à des affaires urgentes, notamment de celles qui ont trait à des retards et irrégularités dans le service, et être appelés à prêter leur concours à l'Administration centrale, pour l'étude ou l'instruction de certaines affaires spéciales. Ils ne peuvent donner d'ordre, ni suspendre ou modifier l'exécution des règlements, qu'en cas d'urgence ou de nécessité absolue et sous réserve d'en informer immédiatement l'autorité supérieure.

#### Service provincial.

Le service actif en province — non compris les bureaux ambulants — est dirigé par des fonctionnaires du rang d'Inspecteur, ayant le titre de *chef de service* et exerçant dans des circonscriptions déterminées.

Le royaume est divisé en sept circonscriptions postales ayant leurs sièges respectifs à Bruxelles (1<sup>re</sup>) — Anvers (2<sup>e</sup>) — Liège (3<sup>e</sup>) — Bruges (4<sup>e</sup>) — Mons (5<sup>e</sup>) — Gand (6<sup>e</sup>) — et Namur (7<sup>e</sup>).

Les fonctionnaires placés en qualité de chefs de service à la tête des circonscriptions postales, sont secondés par des contrôleurs ou vérifica-

selben die Nachfolger in das Amt einzuführen und die Uebergabe zu bewirken haben.

Die Betriebschefs in den Provinzen haben die Rechnungsführung und Kassen der Kassierer auf ihren Inspektionsreisen nur summarisch zu prüfen; eine eingehende Revision, welche erforderlichen Falls in Gemeinschaft mit einem Aufsichtsbeamten vorzunehmen ist, erfolgt nur dann, wenn die Geschäftsführung grobe Unregelmäßigkeiten aufweist.

Die Aufsichtsbeamten haben, abgesehen von den durch Stellenwechsel bedingten Revisionen, die Kassen- und Rechnungsgeschäfte jeder Postanstalt ihres Bezirks jährlich mindestens zweimal in eingehender Weise zu revidieren.

Ausserdem können sie mit der Vornahme von Untersuchungen oder Ermittlungen namentlich in solchen Angelegenheiten betraut werden, welche dienstliche Verspätungen oder Unregelmäßigkeiten betreffen; ferner kann ihnen die Central-Verwaltung gewisse Fragen zum Studium oder zur Prüfung überweisen. Nur in dringenden Fällen, oder wenn die unbedingte Nothwendigkeit vorliegt, sind sie befugt, neue Anordnungen zu treffen bz. die reglementarischen Vorschriften aufzuheben oder abzuändern; doch haben sie in solchen Fällen der obersten Behörde sofort Anzeige zu machen.

#### Postdienst in den Provinzen.

In den Provinzen liegt die Leitung des Postbetriebes, mit Ausnahme des Bahnpostdienstes, in den Händen von Beamten, welche, im Range von Inspektoren, den Titel *Betriebschefs* führen, und deren Wirksamkeit sich auf bestimmte Bezirke erstreckt.

Das Land ist in 7 Postbezirke eingetheilt, von denen der 1. seinen Sitz in Brüssel hat, der 2. in Antwerpen, der 3. in Lüttich, der 4. in Brügge, der 5. in Bergen, der 6. in Gent und der 7. in Namur.

Den in der Eigenschaft als Betriebschefs an der Spitze der Postbezirke stehenden Beamten sind Kontrolleure

of offices from outgoing to incoming accountants.

The provincial superintendents, when on trips of inspection, only make a summary inspection of the books and moneys of accountants. They are only bound to make a thorough verification of the same, if necessary with the assistance of an inspector, in case of their finding traces of any serious irregularity.

The inspectors make, at least twice a year, a thorough verification of the accounts of every office belonging to their district, independently of the compulsory verification in the event of a change of accountants taking place.

They may, moreover, be charged with the prosecution of inquiries, or investigations relative to urgent matters, especially to such matters as concern delays and irregularities in the service. They may further be called upon to assist the Central Administration in the consideration of, or the inquiry into, certain special transactions. They are only authorized to give orders, to suspend or to modify the carrying out of the Regulations, in case of urgency or absolute necessity, and on the condition of immediately informing the Administration of such a course having been taken.

#### Provincial service.

The technical service in the provinces—exclusive of travelling post-offices—is under the direction of officers having the rank of Inspectors, and the title of *chef de service* (superintendents). These superintendents are appointed each for a certain province.

The kingdom is divided into seven postal provinces (*circonscriptions*) with headquarters as follows:—Brussels (1<sup>st</sup>).—Antwerp (2<sup>nd</sup>).—Liège (3<sup>d</sup>).—Bruges (4<sup>th</sup>).—Mons (5<sup>th</sup>).—Ghent (6<sup>th</sup>).—Namur (7<sup>th</sup>).—

The officers placed as superintendents at the head of postal provinces,

teurs. Ils disposent, en outre, du personnel de commis nécessaire au travail de leurs bureaux et d'un ou de deux chefs-facteurs spécialement préposés à la surveillance du personnel des facteurs et du service de distribution des correspondances.

Les attributions des chefs de service s'étendent à toutes les branches de l'exploitation postale, hormis le contrôle approfondi des gestions financières, qui appartient exclusivement à l'Administration centrale et dont ils n'ont à s'occuper qu'exceptionnellement, ainsi qu'il a été dit plus haut. Mais ces attributions ne comportent pas le pouvoir d'organiser les diverses parties du service ni d'en modifier les conditions d'exécution. Ce pouvoir est réservé à l'Administration centrale.

Les chefs de service ou leurs adjoints sont tenus de visiter, au moins une fois par an, tous les bureaux et services soumis à leur surveillance. Ils rendent compte de ces visites à l'Administration centrale.

Les bureaux ambulants constituent un service spécial également placé sous la direction d'un chef de service.

#### Établissements de poste.

Ils sont de cinq catégories, savoir: les perceptions, les sous-perceptions, les dépôts, les dépôts-relais et les bureaux ambulants.

Les *perceptions* sont des bureaux à *attributions complètes*, gérés par des agents du grade de percepteur ayant qualité de *comptable* et devant, comme tels, rendre directement compte de leur gestion à la Cour des Comptes. Trois perceptions font toutefois exception, sous ce dernier rapport; ce sont celles de Bruxelles (centre), d'Anvers (centre) et de Liège (centre) dont la gestion financière est confiée, sous la surveillance du percepteur, à un comptable spécial.

Il existe actuellement 534 bureaux de perception. De ce nombre, 219

oder Revisoren beigegeben. Ausserdem verfügen sie zur Erledigung der Arbeiten bei den nachgeordneten Postanstalten über die nöthige Anzahl Kommiss und über einen oder zwei Oberbriefträger, denen speziell die Beaufsichtigung der Briefträger und die Vertheilung der Briefpostsendungen obliegt.

Dem Geschäftskreise der Betriebschefs gehören, abgesehen von der eingehenden Revision der Kassen- und Rechnungsgeschäfte, welche ausschliesslich Sache der Centralverwaltung ist und mit der, wie schon erwähnt, die Betriebschefs sich nur ausnahmsweise zu beschäftigen haben, alle Zweige des Postdienstes an. Dagegen hat die Centralverwaltung sich die Entscheidung in allen Angelegenheiten vorbehalten, welche die Organisation des Dienstes und die Abänderung der Ausführungsbestimmungen angehen.

Die Betriebschefs oder die Vertreter derselben haben jährlich mindestens einmal die Postanstalten und Dienststellen in ihrem Bezirke zu revidiren und über das Ergebniss an die Centralverwaltung zu berichten.

Der Bahnpostdienst steht unter einem besonderen Betriebschef.

#### Postanstalten.

Es bestehen 5 Klassen von Postanstalten: Postämter, Neben-Postämter, Ablagen, Landbriefträgeranstalten und Bahnposten.

Die *Postämter* sind Postanstalten mit vollen Befugnissen und stehen unter der Leitung von Beamten im Grade der Einnehmer, welche in ihrer Eigenschaft als Kassierer mit dem Rechnungshofe direkt abzurechnen haben. Eine Ausnahme in letzterer Beziehung bilden die Hauptpostämter in Brüssel, Antwerpen und Lüttich, bei welchen zur Führung der Kasse unter der Aufsicht der Einnehmer besondere Kassierer angestellt sind.

Es bestehen gegenwärtig 534 Postämter; von diesen sind 219 mit Stationen der Staatseisenbahn ver-

are assisted by controllers or verifiers. They have, in addition, at their disposition the number of employés necessary for the service in their offices, and one or two chief letter-carriers whose special duty it is to superintend the staff of letter-carriers, and the delivery-service.

The powers of superintendents extend to all the branches of the technical postal service, except to the thorough control of the financial management of post-offices which falls exclusively within the province of the Central Administration, and in which, as stated above, they are only called upon to take part in exceptional cases. They are not, however, authorized to organize the various parts of the service, nor have they the power to modify the mode of carrying out the same, this being reserved to the Central Administration.

The superintendents or their assistants are bound to inspect, at least once a year, all the offices and services placed under their superintendence. Reports on their trips are sent in by them to the Central Administration.

The travelling post-offices form a special service which is also placed under the direction of a superintendent.

#### Postal establishments.

There are five categories of postal establishments:—1<sup>st</sup> class offices (*perceptions*), 2<sup>nd</sup> class offices (*sous-perceptions*), 3<sup>d</sup> class offices (*dépôts*), letter-carrier stations (*dépôts-relais*), and travelling post-offices.

The 1<sup>st</sup> class offices, are offices with full powers, managed by officers of the rank of 1<sup>st</sup> class postmasters (*percepteurs*), officially recognized as *accountants (comptables)*, and being, as such, directly responsible for their management to the Court of Accounts. There are, however, three exceptions in this latter respect, these being the offices of Brussels (Centre), Antwerp (Centre), and Liège (Centre), the financial management of which is entrusted to a

sont réunis à des stations du chemin de fer de l'Etat et gérés par les titulaires de ces stations, avec le concours d'agents des postes lorsqu'il y a lieu. Ces perceptions mixtes, où les trois services du chemin de fer, de la poste et du télégraphe, fonctionnent sous l'autorité d'un seul et même chef, ne diffèrent du reste en rien, quant aux attributions postales, des perceptions non mixtes.

Celles-ci, au nombre de 315, sont réparties, d'après leur degré d'importance relative, en cinq classes comprenant respectivement:

la 1 <sup>re</sup>	. . .	11 bureaux
la 2 <sup>e</sup>	. . .	27 »
la 3 <sup>e</sup>	. . .	36 »
la 4 <sup>e</sup>	. . .	96 »
la 5 <sup>e</sup>	. . .	145 »

Chacune de ces classes comporte deux taux de traitement, savoir:

	Maximum.	Minimum.
la 1 <sup>re</sup>	fr. 5000 et	fr. 4500
» 2 <sup>e</sup>	» 4000 »	» 3500
» 3 <sup>e</sup>	» 3100 »	» 2700
» 4 <sup>e</sup>	» 2300 »	» 2000
» 5 <sup>e</sup>	» 1650 »	» 1300

Pour chaque classe de perception les traitements maxima ne sont appliqués que jusqu'à concurrence de la moitié des bureaux compris dans la classe ou de la moitié plus un, si le nombre de ces bureaux est impair.

Les bureaux de perception dont le titulaire ne dispose que d'un employé ou qui sont gérés par le titulaire sans employé, doivent être ouverts au public, tous les jours sans exception, pendant neuf heures au moins. Les autres bureaux de perception sont ouverts, sans interruption, au moins pendant douze heures par jour, en été, et pendant dix heures en hiver.

En règle générale, et à moins qu'elle ne puisse disposer, pour l'établissement des bureaux, d'un bâtiment appartenant à l'Etat, l'Administration laisse aux percepteurs le soin de pourvoir à l'installation du service.

einigt, deren Vorsteher, eintretenden Falls mit Hülfe von Postbeamten, den Postdienst wahrzunehmen haben. Diese gemischten Postämter, bei welchen der Eisenbahn-, Post- und Telegraphendienst unter der Leitung ein und desselben Vorstehers stehen, haben übrigens in postalischer Beziehung die gleichen Befugnisse, wie die nicht vereinigten Postämter.

Von den letzteren giebt es 315; dieselben sind, je nach ihrem Geschäftsumfange, in 5 Klassen eingetheilt, und zwar gehören an:

der 1. Klasse	11 Postämter
» 2. »	27 »
» 3. »	36 »
» 4. »	96 »
» 5. »	145 »

Die Gehaltssätze der Vorsteher dieser Postämter betragen:

	Maximalsatz.	Minimalsatz.
bei der 1. Klasse	5000 Fr. u.	4500 Fr.
» » 2. »	4000 » »	3500 »
» » 3. »	3100 » »	2700 »
» » 4. »	2300 » »	2000 »
» » 5. »	1650 » »	1300 »

Bei jeder der vorstehenden Klassen kommt der Maximalsatz nur bei der Hälfte der betreffenden Postämter oder, wenn die Zahl derselben eine ungerade ist, bei einer mehr als die Hälfte in Anwendung.

Diejenigen Postämter, bei welchen der Vorsteher den Dienst allein versieht oder wo demselben nur ein Beamter beigegeben ist, sind dem Publikum ohne Ausnahme täglich während mindestens 9 Stunden geöffnet; bei den anderen Postämtern findet der Dienstverkehr mit dem Publikum im Sommer während mindestens 12 Stunden, im Winter während 10 Stunden statt.

Sofern der Verwaltung ein dem Staate gehöriges Gebäude für die Postdiensträume nicht zur Verfügung steht, ist die Beschaffung der Dienstlokale allgemein Sache der Einnehmer. Letztere beziehen zu diesem Zwecke eine der Höhe der Ausgabe entsprechende Miethsentschädigung. Von dieser Regel wird nur da abgewichen, wo die Beschaffung der Lokale aussergewöhnliche Schwierigkeiten verursacht; dies ist in den grossen

special accountant, acting under the control of the postmaster.

There are, at present, 534 1<sup>st</sup> class offices. Of these, 219 are established at State railway stations, and are managed by the heads of these stations with the assistance of postal officers, if necessary. These amalgamated offices in which the railway, postal, and telegraph services are under the management of one and the same officer, are, as concerns their postal duties, in no way different from the ordinary offices.

The latter, numbering 315, are, according to the relative degree of their importance, divided into five categories, comprising respectively:—

the 1 <sup>st</sup>	. . .	11 offices
the 2 <sup>nd</sup>	. . .	27 »
the 3 <sup>d</sup>	. . .	36 »
the 4 <sup>th</sup>	. . .	96 »
the 5 <sup>th</sup>	. . .	145 »

The salaries of the postmasters of offices of these categories are as follows:—

	Maximum.	Minimum.
1 <sup>st</sup> category	fr. 5000 and	fr. 4500
2 <sup>nd</sup>	» » 4000 »	» 3500
3 <sup>d</sup>	» » 3100 »	» 2700
4 <sup>th</sup>	» » 2300 »	» 2000
5 <sup>th</sup>	» » 1650 »	» 1300

The maximum amounts of salary are only granted to the postmasters of one half of the offices belonging to any of these categories, or the half plus one, if the number of offices is uneven.

*First class offices*, the postmasters of which are assisted by one officer only, or which are managed by the postmaster alone, must be open to the public for at least nine hours every day without exception. The remaining 1<sup>st</sup> class offices are open for business without intermission at least twelve hours per day in summer, and ten hours in winter.

As a general rule, the duty of finding the premises for the establishment of post-offices falls upon the postmasters, unless some building belonging to the State is at the disposal of the Administration. The postmasters are, to this end, allowed an annual compensation for rent

A cette fin, elle leur alloue une indemnité annuelle de logement équivalente à la dépense résultant de ce chef. Il n'est dérogé à cette règle que là où l'installation des bureaux présente des difficultés exceptionnelles; c'est le cas pour les grands centres; l'Administration y fait construire des locaux spéciaux. Toutefois, le choix des locaux nécessaires au service est toujours subordonné à l'approbation préalable de l'Administration ou des chefs de service.

Quelques localités possèdent plus d'un bureau de perception; ce sont: Bruxelles (et faubourgs) 17, Anvers (et faubourgs) 6, Gand (et faubourgs) 5, Liège 5, Mons 2, Namur 2, Charleroi 2, Louvain 2, Verviers 2.

Dans chacune de ces localités le service de la distribution des correspondances est centralisé à un seul bureau.

Des bureaux secondaires, gérés par des sous-comptables et fonctionnant comme annexes d'un bureau de perception, existent à Charleroi, à Tournai et à Malines.

Ostende, Nieuport-bains, Heyst-sur-Mer et Middelkerke, stations balnéaires, sont également dotées d'un bureau annexe, mais seulement pendant la saison des eaux.

Les sous-perceptions sont des bureaux à attributions limitées, créés en vue des localités dont l'importance, sous le rapport postal, ne peut justifier l'établissement d'une perception. Ils sont placés sous l'autorité immédiate et la surveillance d'un percepteur auquel ils rendent journellement compte de leur gestion en recettes et en dépenses.

Ces bureaux, dont l'institution date du 23 août 1875, sont actuellement au nombre de 195.

Les titulaires des sous-perceptions se recrutent, autant que possible, dans la localité même. Toute personne honorable, suffisamment instruite, possédant quelques ressources personnelles et n'ayant pas dépassé l'âge de 40 ans, est admissible à l'emploi de sous-percepteur. Une dispense d'âge peut être accordée au besoin.

Les fonctions de sous-percepteur

Städten der Fall, in denen die Verwaltung eigene Posthäuser hat errichten lassen. In jedem Falle ist zur Beschaffung der Dienstlokale die vorherige Genehmigung der Verwaltung oder der Betriebschefs erforderlich.

In einigen Orten bestehen mehrere Postämter, und zwar: in Brüssel (einschl. der Vorstädte) 17, in Antwerpen (einschl. der Vorstädte) 6, in Gent (einschl. der Vorstädte) 5, in Lüttich 5, in Bergen 2, in Namur 2, in Charleroi 2, in Löwen 2 und in Verviers 2.

Der Bestelldienst ist in allen diesen Städten bei einem einzigen Postamte zentralisiert.

Zweig-Postanstalten, welche unter der Leitung von Hilfs-Kassirern stehen und den Orts-Postämtern zugeteilt sind, giebt es in Charleroi, Tournai und Mecheln, ferner in den Badeorten Ostende, Nieuport-Bad, Heyst am Meer und Middelkerke, in letzteren jedoch nur während der Badesaison.

Die Neben-Postämter sind Postanstalten mit beschränktem Befugnisse, welche in Orten errichtet werden, deren postalische Bedeutung die Einrichtung eines Postamtes nicht rechtfertigen würde. Sie sind einem Einnehmer untergeordnet und haben demselben über die vorgekommenen Einnahmen und Ausgaben täglich Bericht zu erstatten.

Die Anzahl dieser Poststellen, welche seit dem 23. August 1875 bestehen, beläuft sich gegenwärtig auf 195.

Die Vorsteher der Neben-Postämter werden so weit als möglich aus der Zahl der Ortseinwohner entnommen. Die Bewerber um diese Stellen müssen in gutem Rufe stehen, genügende Vorbildung haben und einiges Vermögen besitzen; auch dürfen sie nicht älter als 40 Jahre sein. Ausnahmen bezüglich der Altersgrenze sind indess zulässig.

Frauen, welche der Altersbestimmung und den anderen reglementarischen Vorschriften genügen, können als Unter-Einnehmerinnen angestellt werden.

amounting to the sum expended by them on this head. An exception to the above rule is only made when the establishment of these offices meets with unusual difficulties. This was the case in the great centres where special localities were, in consequence, built by the Administration. The choice of the necessary premises is, however, always subject to the approval of the Administration or the superintendents.

There are a few towns with more than one office; they are:—Brussels (and suburbs) with 17 offices, Antwerp (and suburbs) with 6, Ghent (and suburbs) with 5, Liège with 5, Mons with 2, Namur with 2, Charleroi with 2, Louvain with 2, and Verviers with 2.

In each of these towns the delivery-service is centralized at a single office.

Sub-offices, managed by sub-accountants, and serving as branch-offices of 1<sup>st</sup> class offices exist at Charleroi, Tournai, and Mechlin.

The bathing places of Ostend, Nieuport-Baths, Heyst-upon-Sea, and Middelkerke are also provided with sub-offices which are, however, only open during the bathing season.

The second class offices are offices with limited powers established in localities the postal importance of which does not require 1<sup>st</sup> class post-offices. They are placed under the immediate authority and superintendence of a 1<sup>st</sup> class postmaster to whom they every day submit their accounts of receipts and expenditure.

These offices, the institution of which dates from the 23<sup>d</sup> of August 1875, number at present 195.

Second class postmasters are, whenever possible, recruited in the localities where their offices are established. Any respectable person, with sufficient education, possessed of some means, and not above 40 years of age may be appointed as 2<sup>nd</sup> class postmaster. In certain cases the latter condition may be dispensed with.

The appointment of 2<sup>nd</sup> class postmasters may be conferred upon females on their fulfilling the con-

peuvent être conférées à des femmes, dans les conditions d'âge et autres prévues par les règlements.

La durée journalière d'ouverture au public, des sous-perceptions, est de cinq heures au moins.

L'Administration n'alloue pas d'indemnité de loyer aux sous-percepteurs. Ces agents doivent pourvoir, de leurs deniers, à leur installation et à celle du service. Ils reçoivent seulement, lors de leur entrée en fonctions, une indemnité de 50 francs, à titre de frais de première installation.

Une indemnité annuelle, dont le maximum est fixé à 400 francs, peut être accordée, en sus du traitement fixe, à ceux qui sont chargés du service télégraphique.

Les *dépôts* sont des bureaux à attributions plus restreintes encore que les sous-perceptions. Ils n'ont pas de facteurs sous leurs ordres.

Leur institution ne remonte qu'au mois de juin 1879. Ils ont été créés en vue des localités sans grande importance mais relativement trop éloignées d'un établissement de poste.

48 bureaux de dépôt fonctionnent actuellement; il y en a 57 dont la création est décidée et qui seront ouverts prochainement.

Les dépôts sont, comme les sous-perceptions, ouverts au public pendant cinq heures par jour, et placés sous la dépendance d'une perception à laquelle ils transmettent, chaque jour, le relevé de leurs opérations et le montant de la recette effectuée. Leurs écritures se bornent à l'inscription, à un document unique, des envois donnant lieu à enregistrement et à la délivrance d'un reçu.

La gestion des dépôts, qui est des plus faciles, est confiée à des titulaires choisis sur place, dans les mêmes conditions que les titulaires de sous-perceptions. Elle peut également être conférée à des femmes.

Für den Verkehr mit dem Publikum werden die Neben-Postämter täglich während mindestens 5 Stunden offen gehalten.

Eine Miethsentschädigung wird den Unter-Einnehmern nicht gewährt; dieselben haben das Dienstlokal selbst herzugeben. Beim Dienstantritt erhalten sie für die erste Ausrüstung lediglich eine Vergütung von 50 Fr.

Für Mitbesorgung des Telegraphendienstes kann ihnen neben der festen Besoldung eine jährliche Entschädigung bis zu 400 Franken gewährt werden.

Die *Postablagen* sind Poststellen mit noch beschränkteren Befugnissen, als die Neben-Postämter. Briefträger sind diesen Stellen nicht zugetheilt.

Die Einrichtung dieser Stellen, mit welcher erst im Juni 1879 der Anfang gemacht worden ist, erfolgt in kleineren Ortschaften, welche von den Postanstalten verhältnissmäßig weit entfernt liegen.

Gegenwärtig sind 48 Postablagen in Wirksamkeit; weitere 57, deren Einrichtung genehmigt ist, werden in nächster Zeit eröffnet werden.

Wie die Neben-Postämter, werden auch die Ablagen täglich während 5 Stunden offen gehalten; sie sind einem Postamte unterstellt, an welches sie posttäglich eine Uebersicht über ihre dienstlichen Verrichtungen nebst dem eingekommenen Betrage einsenden. Ihre Schreibthätigkeit beschränkt sich auf die Eintragung der zu registrirenden Sendungen in ein Annahmehuch und auf die Ausfertigung der Postscheine.

Die Uebertragung des ungemein einfachen Dienstbetriebes bei den Ablagen erfolgt an Ortseinwohner unter den gleichen Bedingungen, wie bei den Vorstehern von Neben-Postämtern. Frauen werden zu diesen Stellen ebenfalls zugelassen.

Bezüglich des Lokals und der Betriebsausgaben werden die Vorsteher von Ablagen ganz ebenso behandelt wie die Unter-Einnehmer, d. h. sie erhalten hierfür ebenso wenig wie Letztere eine Vergütung, abgesehen von einem Beitrage von 25 Fr., der ihnen beim Dienstantritt auf die

ditions as to age, &c. prescribed by the Regulations.

2<sup>nd</sup> class post-offices must be open for the transaction of postal business during at least 5 hours daily.

No compensation for rent is allowed to 2<sup>nd</sup> class postmasters. These officers have to defray out of their private means the expenses attendant on their own establishment, as well as on that of their offices. They only receive, on entering on their duties, an indemnity of 50 francs for expenses of installation.

An annual compensation which may not exceed 400 francs, may be allowed, in addition to their salary, to such officers as are also in charge of the telegraph-service.

The *third class offices* are offices with powers still more limited than those of the 2<sup>nd</sup> class offices. They have no letter-carriers attached to them.

Their institution only dates as far back as the month of June 1879. They are established in places of no considerable importance, but relatively too far distant from a post-office.

There are, at present, 48 3<sup>d</sup> class post-offices in existence; 57 such offices, the establishment of which has been decided on, will shortly be opened.

Third class, like 2<sup>nd</sup> class offices, are open to the public during five hours daily, and subordinate to 1<sup>st</sup> class offices to which they transmit every day a statement of the business transacted, and the amount of the receipts taken. The whole of the writing to be done at such an office consists in entering the articles giving rise to registration and to the delivery of a receipt, in a single document.

The management of 3<sup>d</sup> class offices, which is a very easy task, is entrusted to postmasters selected in the places where these offices are established, and fulfilling the same conditions as those prescribed for 2<sup>nd</sup> class postmasters. Females may be appointed to this situation.

As regards the rent of premises

Sous le rapport du logement et des dépenses de gestion, les agents de dépôt sont traités sur le même pied que les sous-percepteurs, c'est-à-dire qu'il ne leur est rien alloué de ces chefs, si ce n'est une somme de 25 francs, qu'ils reçoivent à titre de frais de première installation, lors de leur entrée en fonctions. Toutefois, contrairement à ce qui se fait pour les sous-perceptions, l'Administration pourvoit à l'ameublement des dépôts.

Les *dépôts-relais* forment la dernière catégorie des établissements de poste. On comprend, sous cette dénomination, les dépôts créés dans les localités pourvues d'un facteur en relais et qui sont gérés par cet agent.

Vingt-quatre dépôts-relais doivent être installés prochainement.

Tous les établissements de poste (perceptions, sous-perceptions et dépôts) doivent être placés, autant que possible, au centre des localités, dans un lieu facilement accessible aux voitures, et installés au rez-de-chaussée. En règle générale les titulaires ont leur habitation dans les bâtiments occupés par les bureaux.

**Installation commune des services du chemin de fer, des postes et des télégraphes.**

Ces trois services, ou deux d'entre eux seulement, peuvent être installés en commun et placés sous l'autorité d'un seul et même chef, lorsque leur importance relative n'y fait pas obstacle et que leur réunion est avantageuse au Trésor ou au public.

L'installation des trois services en commun et sous une direction unique se rencontre dans la plupart des stations du chemin de fer de l'État. La poste y dispose des locaux du chemin de fer ainsi que de son personnel, sauf à le renforcer au besoin. Elle prend à sa charge, à titre de compensation, la moitié du traitement du chef de station. Lorsque son installation dans les bâtiments des stations nécessite des travaux d'appropriation nouvelle ou d'agrandissement, la poste intervient pour une

Kosten der ersten Einrichtung gewährt wird. Abweichend jedoch von den für die Neben-Postämter bestehenden Bestimmungen, liefert die Verwaltung den Ablagen das nöthige Mobilien.

Die *Landbriefträgeranstalten* bilden die letzte Klasse der Poststellen; man versteht unter denselben diejenigen Ablagen, welche in Ortschaften ohne sonstige Postanstalten eingerichtet sind und von einem daselbst stationirten Landbriefträger verwaltet werden.

In nächster Zeit werden 24 solcher Poststellen eröffnet werden.

Sämmtliche Postanstalten (Postämter, Neben-Postämter und Ablagen) sollen möglichst im Mittelpunkt der Orte und an für Wagen leicht zugänglichen Punkten gelegen sein, sowie die Diensträume zu ebener Erde sich befinden. Die Vorsteher haben für gewöhnlich ihre Wohnung in denselben Gebäuden, in welchen die Diensträume untergebracht sind.

**Vereinigung von Eisenbahn-, Post- und Telegraphendienststellen.**

Eisenbahn-, Post- und Telegraphen-Dienststellen oder nur zwei derselben können zu einer Verkehrsanstalt vereinigt und unter ein und denselben Vorsteher gestellt werden, wenn der Geschäftsumfang jeder dieser Stellen es gestattet, und die Vereinigung im fiskalischen Interesse liegt oder für das Publikum von Nutzen ist.

Eine derartige Vereinigung hat bei den meisten Staatseisenbahn-Stationen stattgefunden. Die Post verfügt in solchen Fällen über die Diensträume und das Personal der Eisenbahn, vorbehaltlich der Verstärkung desselben in Bedürfnissfällen. Als Vergütung zahlt sie die Hälfte der Besoldung des Stationschefs. Wenn in Folge der Vereinigung von Postanstalten mit Eisenbahn-Stationen neue Einrichtungen getroffen oder

and the expenses of management, 3<sup>d</sup> class postmasters are put on the same footing as 2<sup>nd</sup> class postmasters, that is to say, they receive no compensation on these heads, except a sum of 25 francs as allowance for expenses of installation paid to them when entering on their duties. The Administration, however, contrary to what it does for 2<sup>nd</sup> class postmasters, provides the furniture of 3<sup>d</sup> class post-offices.

*Letter-carrier stations* form the last category of postal establishments. This denomination is applied to offices established in places provided with a so-called relay letter-carrier by whom the office is managed.

24 letter-carrier stations are shortly to be established.

All postal establishments (1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup>, and 3<sup>d</sup> class offices) must, whenever possible, be located in the centre of places, at a spot easy of approach for carriages, and on the ground floor. The postmasters live, as a general rule, in the houses in which their offices are situated.

**Offices in which the railway, postal, and telegraph-services are amalgamated.**

These three services, or only two of them, may be amalgamated in a single office, and placed under the management of one and the same officer in case the relative importance of each of them does not prove an obstacle to their being carried out together, and provided that this amalgamation is advantageous to the Treasury or to the public.

Such amalgamated offices have been established at most of the State railway-stations. In these stations, the railway localities, and the railway-staff are at the disposal of the Post Office by which the staff may be increased if necessary. The Administration takes upon itself, by way of compensation, the payment of half the station-master's salary. When the establishment of an amalgamated office in the station-buildings neces-

part dans la dépense qui en résulte.

L'installation en commun de la poste et du télégraphe peut exister dans les perceptions et sous-perceptions. Elle a lieu sans autres frais, pour le télégraphe, que ceux résultant de l'outillage du bureau et du paiement du demi-traitement du percepteur ou sous-percepteur des postes. La poste fournit les locaux; elle pourvoit, en outre, aux besoins de personnel aussi longtemps que le mouvement annuel des correspondances télégraphiques n'atteint pas un chiffre déterminé, auquel cas le télégraphe fournit un agent spécial.

Le concours du personnel des postes au service télégraphique est rétribué au moyen de *primes* calculées d'après le nombre et la nature des opérations accomplies. Ces primes sont prélevées sur le budget du télégraphe.

#### Service ambulant.

Un fonctionnaire du rang d'Inspecteur dirige le service ambulant, en qualité de chef de service. Il a sous ses ordres trois fonctionnaires du grade de chef de bureau, préposés chacun à la surveillance d'une ligne.

Le chef de service est tenu de procéder, au moins deux fois par an, et les chefs de ligne, au moins une fois par mois, à la visite des bureaux placés sous leur autorité respective. Un rapport des résultats de chaque visite est adressé à l'Administration.

Il existe vingt bureaux ambulants. Leur répartition par ligne et leurs itinéraires respectifs sont indiqués au tableau ci-après.

hauliche Erweiterungen ausgeführt werden müssen, so übernimmt die Postverwaltung einen Theil der desfallsigen Kosten.

Die Vereinigung des Post- und Telegraphendienstes kann bei Postämtern und Neben-Postämtern stattfinden. Die Telegraphenverwaltung hat in solchen Fällen nur die Apparate zu beschaffen und die Hälfte der Besoldung des Einnehmers oder Unter-Einnehmers der Postanstalt zu übernehmen, während die Postverwaltung das Lokal und die Beamten stellt, letztere jedoch nur in soweit, als der jährliche Depeschenverkehr nicht bestimmte Grenzen überschreitet, in welchem Falle von der Telegraphie ein besonderer Beamter angestellt wird.

Für die Wahrnehmung des Telegraphendienstes erhalten die Postbeamten eine Entschädigung, welche nach der Zahl und Natur der Dienstverrichtungen bemessen und für Rechnung der Telegraphenverwaltung gezahlt wird.

#### Bahnpostdienst.

Mit der Leitung des Bahnpostdienstes ist ein Beamter im Range der Inspektoren und mit dem Titel «Betriebschef» betraut, welchem drei Büreauvorsteher untergeordnet sind, von denen jedem die Beaufsichtigung auf bestimmten Eisenbahnstrecken obliegt.

Von dem Betriebschef sind alljährlich mindestens zweimal, und von den Vorstehern der Bahnpostämter wenigstens einmal im Monat die zu ihren Ressorts gehörigen Eisenbahnstrecken zu bereisen. Von dem Ergebniss jeder Dienstreise wird der Centralverwaltung Anzeige erstattet.

Es bestehen 20 Bahnposten, deren Vertheilung auf die einzelnen Eisenbahnen und Bahnstrecken wie folgt geregelt ist:

sitates the putting up of new fixtures, or the enlargement of the localities, part of the expenses are defrayed by the Post Office.

The postal service may be amalgamated with the telegraph service in 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> class post-offices. This amalgamation is attended with no expense to the Telegraphs, other than that caused by the putting up of instruments, and by the payment of half the 1<sup>st</sup> or 2<sup>nd</sup> class postmaster's salary. The Post Office furnishes the premises, it further provides the staff as long as the yearly number of telegraphic messages does not reach a given figure, when the Telegraph has then to provide a special officer.

The co-operation of postal officers in the telegraph service is remunerated by means of *premiums*, calculated on the basis of the number and nature of the transactions effected. Appropriation for these premiums is made in the estimates of the telegraph service.

#### Travelling service.

The travelling service is under the direction of a superintendent having the rank of Inspector. He has three officers of the rank of principal clerks under his orders, each of whom having the service on a railway line under his superintendence.

The superintendent is bound to inspect at least twice a year, and the principal clerks at least once a month, the offices placed under their superintendence. A report on the results of each inspection trip is to be forwarded to the Administration.

There are 20 travelling post-offices. The manner in which they are divided among the railway-lines, and their respective routes are indicated in the following list:—



Lignes.	Bureaux	Itinéraire		Lignes.	Bureaux.	Itinéraire	
		Point de départ.	Point d'arrivée.			Point de départ.	Point d'arrivée.
Est . . .	n° 1	Bruxelles	Verviers	Midi . . .	n° 4	Tournai	Jubise- Bruxelles
	» 2	Verviers	Bruxelles		» 5	Namur	Bruxelles
	» 3 <sup>a</sup>	Verviers	Bruxelles		» 6	Bruxelles	Namur
	» 3 <sup>b</sup>	Verviers	Bruxelles		» 7	Bruxelles	Arlon
	» 4	Erquelinnes	Liège		Nord n° 1	Bruxelles	Anvers
	» 5	Liège	Erquelinnes		» » 2	Anvers	Bruxelles
Midi . . .	» 1	Quiévrain	Bruxelles	Ouest n° 1	Ostende	Bruxelles	
	» 2	Bruxelles	Quiévrain- Maubeuge	» » 2	Bruxelles	Ostende	
	» 3	Bruxelles	Tournai	» » 3	Mouscron	Gand	
				» » 4	Bruxelles	Ostende	

Le personnel chargé de l'exécution du travail dans les bureaux ambulants comprend, comme celui des bureaux sédentaires, des commis, des auxiliaires et des facteurs garçons de bureau. Sa composition, à chaque voyage, est déterminée par un roulement qui assure à chacun des agents, des repos périodiques et réguliers, soit d'un jour sur deux, soit d'un jour sur trois ou quatre, selon la durée et les fatigues du voyage.

En cours de route, le service est dirigé par l'employé le plus élevé en grade ou, en cas de concurrence d'emploi, le plus ancien en grade. Cet employé, qui a titre de *commis-dirigeant*, est en relation journalière avec le chef de ligne, auquel il rend compte, à l'issue de chaque voyage, de la manière dont le service s'est accompli. Il peut, dans les cas urgents, correspondre directement avec l'Administration, sauf à en informer sans délai le chef de ligne.

Les agents des bureaux ambulants jouissent, à titre de frais de déplacement, d'une indemnité annuelle dont le taux est fixé à 660 francs pour les commis et auxiliaires et à 450 francs pour les facteurs, sous condition d'un minimum de 300 jours de voyage par an.

Das Personal bei den Bahnposten besteht ebenso, wie bei den Ortspostanstalten, aus Kommiss, Postgehülfen und Postschaffnern; in welcher Anzahl und Reihenfolge dieselben verwendet werden, ist für die einzelnen Fahrten derartig geregelt, dass jedem dieser Beamten, je nach der Länge der zurückzulegenden Strecke und den Beschwerlichkeiten des Dienstes, entweder nach einem Reisetage, oder nach 2 oder 3 Reisetagen ein Ruhetag gewährt wird.

Während der Fahrt wird der Dienstbetrieb von demjenigen Beamten geleitet, welcher den höchsten Rang einnimmt oder, bei gleichen Rangverhältnissen, im Dienst der älteste ist; derselbe führt den Titel «Expeditionsvorsteher» und steht mit dem Vorsteher des Bahnpostamts, welchem er nach jeder Fahrt über die Art und Weise der Erledigung der Dienstgeschäfte während derselben Anzeige erstattet, in täglicher Verbindung. In dringenden Fällen kann er an die Centralverwaltung direkt berichten, doch hat er dem Vorsteher des Bahnpostamts davon ohne Verzug Meldung zu machen.

Die Bahnpostbeamten erhalten als Fahrtgebühren eine Vergütung, welche für die Kommiss und Gehülfen auf 660 Fr. und für die Postschaffner auf 450 Fr. jährlich festgesetzt ist, vorausgesetzt, dass die Anzahl der Reisetage mindestens 300 im Jahre beträgt.

The staff of officers of travelling post-offices consists, like that of sedentary offices, of clerks, assistants, and mail-guards. Their time of duty is so arranged that each of them has his periodical resting-day, recurring either once in two, or once in three or four days, according to the length and fatigue of the journey.

During the trip the service is superintended by the employé highest in rank, or in case of equality of rank, by the senior. This clerk, who has the title of *directing clerk* (*employé dirigeant*) is in daily communication with the principal clerk of the line, to whom he makes, at the end of each journey, his report on the manner in which the service was carried out. In urgent cases, he is authorized to correspond with the Administration direct, on condition of immediately informing the principal clerk of his line thereof.

The employés of travelling offices are in receipt of an annual compensation, granted to them as travelling expenses, and amounting to 660 francs for clerks and assistants, and to 450 francs for mail-guards, on the condition of their having been on travelling duty at least 300 days in the year.

L'éclairage au gaz est établi dans les bureaux ambulants où le travail à la lumière comporte une certaine durée.

**Personnel.**

*Grades et cadres.* — Le tableau ci-après donne la nomenclature des grades et emplois, avec indication de leur classification hiérarchique et des traitements y attachés.

Zur Beleuchtung der Bahnpostwagen wird, wenn die Dienstgeschäfte zum grössten Theil bei Licht erledigt werden müssen, Gas verwendet.

**Personal-Verhältnisse.**

*Dienststellungen.* Die nachstehende Tabelle enthält eine Uebersicht der verschiedenen Dienststellungen mit Angabe der damit verbundenen Rangklassen und Gehaltssätze.

Travelling offices in which the work has to be performed by artificial light during a certain length of time, are lighted by means of gas.

**Staff.**

*Appointments.*—The following table gives the nomenclature of the different grades and appointments in the order of their rank, and the salaries received by the officers filling the different appointments.

Classification hiérarchique	Grades et emplois.	Traitements.	Classification hiérarchique.	Grades et emplois.	Traitements.
1*	Directeur Général . . . . .	12,000			150
2*	Inspecteur Général . . . . .	9,000			140
3*	Directeurs . . . . .	8,000			130
4*	Inspecteur et chef de division de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	7,000			120
		6,500			110
5*	id. de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	6,000	11	Auxiliaire . . . . .	100
		5,500			90
6*	Contrôleur et chef de bureau de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	5,000			80
		4,500			70
7*	id. id. de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	4,000			60
		3,500			50
8*	Vérificateur et commis-chef . . . . .	3,500			40
		3,100			2,700
6*	Percepteur de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	5,000	10*	Premier chef-facteur . . . . .	2,500
		4,500			2,200
7*	» de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	4,000			2,000
		3,500	11*	Chef-facteur . . . . .	1,900
8*	» de 3 <sup>e</sup> classe . . . . .	3,100			1,800
		2,700			1,600
9	» de 4 <sup>e</sup> classe . . . . .	2,300	12	Facteur-trieur . . . . .	1,500
		2,000			1,400
10	» de 5 <sup>e</sup> classe . . . . .	1,650			1,300
		1,300			1,200
		3,100	12	Facteur des postes . . . . .	1,100
9	Commis de 1 <sup>re</sup> classe . . . . .	2,700			1,000
		2,300			1,000
10	» de 2 <sup>e</sup> classe . . . . .	2,000	12	Facteur rural . . . . .	950
		1,650			900
11	Commis de 3 <sup>e</sup> classe . . . . .	1,300			850
		1,100			1,600
11	Sous-percepteur . . . . .	800	12	Officier de police ou interprète	1,400
		600			1,200
		500			
—	Agent de dépôt . . . . .	400			
		300			
		200			

(\* L'astérisque placé dans la première colonne de ce tableau indique les grades qui sont conférés par le Roi. La nomination aux autres grades appartient au Ministre).

Les fonctionnaires et agents pourvus d'une nomination royale ou ministérielle font seuls partie des cadres du personnel. Ceux-ci sont renouvelés chaque année, en conformité des nécessités du service et des ressources budgétaires.

Outre les percepteurs, sous-percepteurs et agents de dépôt, les cadres du personnel des postes comportent actuellement: 2 directeurs, 10 inspecteurs, 1 chef de division, 7 contrôleurs, 21 chefs de bureau, 15 vérificateurs, 27 commis-chefs, 505 commis, 440 auxiliaires, 1 premier chef-facteur, 15 chefs-facteurs, 40 facteurs trieurs, 1001 facteurs des postes, 1596 facteurs ruraux, 2 inspecteurs, soit, ensemble, 3683 fonctionnaires et agents, auxquels il faut ajouter: 315 percepteurs, 195 sous-percepteurs, 129 agents de dépôt, ce qui donne un cadre général de 4322 fonctionnaires et agents nommés.

Outre les fonctionnaires et agents nommés, le personnel des postes comprend, sous le titre d'*aides*, une seconde catégorie d'agents qui, bien qu'étant salariés par l'Administration, ne reçoivent cependant pas de nomination et ne font point partie des cadres. Nous en parlerons plus loin. Le nombre d'*aides* actuellement en fonctions est de 40.

Le personnel complet du service des postes se compose donc de 4362 fonctionnaires et agents de toute catégorie. — Ce nombre ne comprend pas le personnel subalterne (messagers, classeurs, etc.) attaché aux bureaux de l'Administration centrale, des chefs de service, ni les particuliers avec lesquels l'Administration traite pour l'exécution d'un service spécial (transport des dépêches, etc.).

*Admission aux emplois.* — Elle est subordonnée à diverses conditions relatives, entre autres, à l'âge, à l'inspection et à l'état de santé ou constitution physique. Des dispenses peuvent être exceptionnellement ac-

(\* Die Sternchen in der ersten Spalte geben an, bei welchen Stellungen die Ernennung durch den König erfolgt; die übrigen Beamten ernennt der Minister).

Als zum Beamtenstande gehörig werden nur Beamte mit königlicher oder ministerieller Bestallung angesehen; die Anzahl derselben wird nach Massgabe des Bedarfs und der verfügbaren Mittel in jedem Jahre festgesetzt.

Der Beamtenstand umfasst gegenwärtig: 2 Direktoren, 10 Inspektoren, 1 Abtheilungschef, 7 Kontrolleure, 21 Büreauchefs, 15 Revisoren, 27 Expeditionsvorsteher, 505 Kommiss, 440 Gehülfen, 1 ersten Ober-Briefträger, 15 Ober-Briefträger, 40 Briefvertheiler, 1001 Ortsbriefträger, 1596 Landbriefträger, 2 Uebersetzer, mithin im Ganzen 3683 Beamte und Unterbeamte; zu diesen treten noch hinzu 315 Einnehmer, 195 Untereinnehmer und 129 Vorsteher von Postablagen, was eine Gesamtanzahl von 4322 Beamten ergibt.

Neben den Beamten giebt es noch eine zweite Kategorie von Dienstangestellten, welche die Bezeichnung *Hülffsschreiber* führen; dieselben werden zwar aus der Postkasse besoldet, erhalten aber keinen Ernennungsakt und werden als zum Beamtenstande gehörig nicht angesehen.

Die Zahl der gegenwärtig beschäftigten Hülffsschreiber beträgt 40.

Das gesammte Postdienst-Personal besteht mithin aus 4362 höheren und niederen Beamten. Nicht einbegriffen in dieser Zahl sind weder die Unterbeamten (Boten, Sortirer etc.), welche den Büreaus der Centralverwaltung und den Betriebschefs zugetheilt sind, noch diejenigen Privatpersonen, mit denen die Verwaltung wegen Ausführung besonderer Dienstgeschäfte (Beförderung der Postsachen etc.) im Vertragsverhältnisse steht.

*Zulassung zum Dienste.* Dieselbe ist von verschiedenen Bedingungen abhängig, betreffend u. a. das Alter, die Vorbildung, den Gesundheitszustand und die Körperkonstitution; doch können in besonderen Fällen und namentlich, wenn es sich um Militär-

(\* The asterisks in the first column indicate the appointments conferred by the King. The nomination to the remaining situations is made by the Minister).

The officers and employés appointed by the King or the Minister alone belong to the staff of commissioned postal officers, and their number is fixed every year in accordance with the requirements of the service and the appropriations in the budget.

In addition to the 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup>, and 3<sup>d</sup> class postmasters, the following officers form part of the staff of commissioned postal officers:—

2 Directors, 10 Inspectors, 1 Chief of Division, 7 Controllers, 21 principal clerks, 15 verifiers, 27 head clerks, 505 clerks, 440 auxiliaries, 1 principal chief letter-carrier, 15 chief letter-carriers, 40 sorters, 1001 letter-carriers, 1596 rural messengers, 2 interpreters; total 3683 officers, and subordinate officials, to whom must be added 315 1<sup>st</sup> class postmasters, 195 2<sup>nd</sup> class postmasters, and 129 3<sup>d</sup> class postmasters, thus making a grand total of 4322 *commissioned* postal officers.

In addition to that of commissioned officers, there is a second category of officials having the title of *aids*. These assistants, although paid by the Administration receive no commission, and do not belong to the staff proper. We shall refer to them at a later period.

The number of *aids* at present employed is 40.

The total number of officials of all categories in the employment of the Post Office therefore amounts to 4362. This number comprises neither the staff of subaltern officials (messengers, sorters, &c.) in the offices of the Central Administration, and of the superintendents, nor the private persons with whom contracts are concluded by the Administration for the carrying out of special branches of the service (conveyance of the mails, &c.)

*Appointment to postal situations.* The appointment to postal situations is subject to the fulfilment of various

cordées en ce qui concerne l'âge, dans des cas spéciaux et, notamment, lorsqu'il s'agit de candidats ayant des services militaires.

Le règlement organique autorise l'Administration à recruter des commis à l'essai et des auxiliaires, mais, en fait, le recrutement est limité au second de ces emplois, qui a remplacé l'emploi de *surnuméraire* auquel aucune rétribution n'était attachée.

Les candidats auxiliaires sont admis à la suite d'un examen constatant leur degré d'instruction privée et ils obtiennent, au début, le salaire minimum de l'emploi, soit 40 francs par mois. Leur admission a lieu à titre d'essai et ne devient définitive qu'après un stage de six mois au moins, pendant lequel l'intéressé doit prouver qu'il possède, sous le rapport du zèle, de l'intelligence et de l'activité, les qualités voulues pour devenir par la suite un bon agent.

Le cadre des percepteurs s'alimente dans le personnel des commis.

Les vacances du cadre des commis sont réservées aux auxiliaires, qui sont admis à y concourir par voie d'examen, après deux ans au moins de stage accomplis d'une manière satisfaisante.

Le programme de l'examen de promotion au grade de commis embrasse l'instruction privée et l'instruction administrative. Les auxiliaires qui subissent cet examen avec succès sont promus au grade de commis si la situation du cadre le permet, dans le cas contraire, ils obtiennent, en attendant, une augmentation de salaire comme auxiliaires.

Après deux épreuves subies sans succès, les auxiliaires sont définitivement écartés de l'emploi de commis, mais ils continuent à concourir à l'avancement, en leur qualité d'auxiliaires, jusqu'à ce que leur salaire ait atteint le taux de 150 francs par mois, fixé comme maximum pour cet emploi.

*Emploi des femmes.* — Les femmes sont admissibles aux fonctions d'auxiliaire, dans des cas déterminés par le Ministre, ainsi qu'à celles de sous-percepteur et d'agent de dépôt.

anwärter handelt, Ausnahmen bezüglich der Altersgrenze gemacht werden.

Nach dem Reglement ist die Verwaltung zur probeweisen Annahme von Kommis und Gehülfen ermächtigt; thatsächlich beschränkt sie sich aber auf die Annahme von Gehülfen, welche an die Stelle der Supernumerare, denen keinerlei Remuneration gewährt wurde, getreten sind.

Die Annahme als Gehülfe erfolgt nach Ablegung einer Prüfung, in welcher der Bildungsgrad des Anwärters festgestellt wird; derselbe erhält im Anfange das Minimalgehalt der Stelle im Betrage von monatlich 40 Fr. Die Zulassung findet zunächst probeweise statt; die definitive Anstellung erfolgt erst nach einer Probezeit von mindestens 6 Monaten, während welcher er darthun muss, dass er in Bezug auf Diensteifer, Anlagen und Fleiss die nöthigen Eigenschaften besitzt, um erwarten zu können, er werde ein brauchbarer Postbeamter werden.

Die Einnehmer werden aus der Zahl der Kommis ernannt.

Die Besetzung vacanter Kommis-Stellen erfolgt durch Postgehülfen, welche eine mindestens zweijährige Dienstzeit zurückgelegt, sich befriedigend geführt und die vorgeschriebene Prüfung bestanden haben.

Die Prüfung erstreckt sich auf die wissenschaftlichen und postdienstlichen Kenntnisse; wird dieselbe von den Gehülfen mit Erfolg bestanden, so erfolgt ihre Ernennung zu Kommis, sofern erledigte Stellen vorhanden sind; andernfalls wird ihnen in ihrer Eigenschaft als Gehülfen bis zur Anstellung als Kommis eine Gehaltserhöhung gewährt.

Hat der Gehülfe zweimal in der Prüfung nicht genügt, so wird von seiner Verwendung als Kommis Abstand genommen, doch verbleibt er in der Stellung als Gehülfe, in welcher er ein Maximalgehalt von monatlich 150 Fr. erlangen kann.

*Beschäftigung von Frauen.* Frauen werden in den vom Minister bestimmten Fällen als Postgehülfinnen, Unter-Einnehmerinnen und Ablagen-Vorsteherinnen zum Postdienst zugelassen.

conditions, relative to the age, education, state of health or constitution of the applicants. Under exceptional circumstances, and especially in the case of candidates having been in the army, the condition relative to age may be dispensed with.

By the Organic Regulations the Administration is authorized to recruit probationers and auxiliaries but this is, as a fact, limited to the second of these categories of employees which was substituted for the category of  *supernumeraries*  to whom no compensation was allowed.

Auxiliaries are admitted after having passed an examination with a view to ascertain the amount of their general knowledge, and they receive at the outset, the minimum amount of the salary fixed for their category, viz. 40 francs per month. Their admission is provisional, and is only made definitive after a probationary period of six months at least, during which the probationer has to prove that he possesses such zeal, intelligence, and activity, as will, in the course of time, make a good officer of him.

First class postmasters are selected from among the clerks.

Vacancies occurring in the category of clerks are filled up by auxiliaries who are appointed after having passed an examination, and a period of probation of two years at least in a satisfactory manner.

The examination for promotion to the rank of clerk includes general and administrative knowledge. Auxiliaries who have successfully passed the examination are promoted to the rank of clerks in case of a vacancy; in the contrary case, an increase of their salary as auxiliaries is, in the meantime, granted to them.

After two unsatisfactory examinations, auxiliaries are definitively excluded from promotion to the rank of clerk, but they continue to compete for promotion as auxiliaries until their pay has reached the amount of 150 francs per month, fixed as a maximum for this category of officers.

*Employment of females.*—Females may be appointed as auxiliaries

Jusqu'à présent, l'emploi des femmes aux fonctions d'auxiliaire a été presque absolument limité à des bureaux d'ordre secondaire ne possédant pas de personnel d'employés, et les auxiliaires féminins ont été recrutés à peu près exclusivement dans la famille des titulaires de ces bureaux.

Les perceptions de Namur (centre) et de Mons (centre) sont les seuls des grands bureaux de poste où l'élément féminin a été essayé dans les fonctions d'auxiliaire.

Il y a 16 auxiliaires féminins en fonctions.

33 sous-perceptions et 15 bureaux de dépôt sont confiés à des femmes et très convenablement gérés.

L'emploi des femmes dans les fonctions postales recevra ultérieurement de l'extension.

Les postulants aux emplois de facteurs sont d'abord admis, après examen, en qualité de *candidats facteurs* et ils sont utilisés, comme tels, au remplacement provisoire des facteurs, malades ou en congé, à l'exécution des tournées supplémentaires ou au transport des dépêches. Après six mois de stage satisfaisant, ils sont nommés *facteurs surnuméraires*, avec conservation des mêmes attributions, jusqu'au moment où, une vacance se produisant dans le cadre, ils sont nommés facteurs et chargés d'un service régulier permanent.

**Serment et cautionnement.** — Tous les agents nommés prêtent serment lors de leur entrée en fonctions. Ceux qui sont chargés de la perception des recettes ou d'un maniement de fonds, ont dès lors qualité de *comptables* ou de *sous-comptables*, doivent, en outre, verser un cautionnement en garantie de leur gestion.

Le taux des cautionnements est fixé ainsi qu'il suit :

Comptables (percepteurs) de fr. 1000 à fr. 6000, selon la classe du bureau.

Bis jetzt hat eine Beschäftigung von Frauen als Gehülfinnen fast ausschliesslich bei solchen kleineren Postanstalten stattgefunden, bei welchen männliche Beamte nicht angestellt sind und die Gehülfinnen der Familie des Vorstehers der Postanstalt angehören.

Ein Versuch zur Beschäftigung von Gehülfinnen bei grösseren Postanstalten ist nur bei den Hauptpostämtern in Namur und Mons gemacht worden.

Gegenwärtig werden 16 Frauenspersonen als Gehülfinnen beschäftigt.

33 Neben-Postämter und 15 Ablagen sind Frauenspersonen übertragen und werden von diesen in durchaus befriedigender Weise verwaltet.

Die Verwendung von Frauen im Postdienste wird später in ausgedehnterem Masse stattfinden.

Die Bewerber um *Briefträger*-Stellen werden nach bestandener Prüfung zunächst als *Briefträgeranwärter* angenommen und als solche zu vorübergehenden Stellvertretungen von erkrankten oder beurlaubten Briefträgern, zur Ausführung von Supplement-Bestellgängen oder zur Beförderung von Briefpaketen verwendet. Nach einer Probezeit von 6 Monaten erfolgt ihre Ernennung zu überzähligen Briefträgern, unter Belassung in ihren seitherigen dienstlichen Verrichtungen, bis ihnen, bei eintretender Vacanz, eine etatsmässige Stelle als Briefträger übertragen werden kann.

**Eidliche Verpflichtung und Kautionsverhältnisse.** Vor dem Diensttritt hat jeder Beamte den Diensteid zu leisten. Beamte, welchen die Verwaltung der Schalterkassen oder überhaupt von Kassengeldern obliegt, und welche in Folge dessen die Eigenschaft von *Kassirern* oder *Nebenkassirern* haben, müssen für ihr Dienstverhältniss Kautionsleistung leisten.

Die Höhe der Kautionsleistung beträgt: für Kassirer (Einnehmer), je nach der Klasse der Postanstalt, 1000 bis 6000 Franken;

cases determined by the Minister, and also as 2<sup>nd</sup> and 3<sup>d</sup> class postmistresses.

Hitherto the appointment of females as auxiliaries has been limited almost entirely to small offices having no staff of employés, and female auxiliaries have almost exclusively been selected from among the families of the heads of these offices.

The 1<sup>st</sup> class offices at Namur (centre) and at Mons (centre) are the only ones among the large post-offices in which the employment of females in the capacity of auxiliaries has been tried.

There are 16 female auxiliaries in the service.

33 second, and 15 third class offices have been entrusted to females, and are managed by them in a satisfactory manner.

The employment of women in postal situations will be further extended.

Applicants for the situation of *letter-carrier* are, after having passed an examination, first admitted as *letter-carrier candidates*, and are employed as temporary substitutes for letter-carriers who are ill or on leave, they also effect the supplementary deliveries, or convey the mails. After a 6 months' satisfactory probation, they are appointed as  *supernumerary letter-carriers* with the same duties, until, a vacancy occurring, they receive a nomination as *letter-carriers*, with regular and permanent occupation.

**Oath of office, and security.**—All commissioned postal officers are sworn in when entering on duty. Those who have the duty of collecting postal receipts, or who have charge of moneys, are officially recognized as *accountants* or *sub-accountants*, and must, in addition to the oath, pay in a certain sum as a guarantee for the due fulfilment of their duties.

The amounts of this security are fixed as follows:—

Accountants (1<sup>st</sup> class postmasters) at from fr. 1000 to fr. 6000 according to the category to which their offices belong.

Sous-comptables { chefs de bureau et commis-chefs fr. 2000, commis de tous grades fr. 1000, sous-percepteurs fr. 1000, auxiliaires fr. 500, agents de dépôt fr. 200.

Sont réputés sous-comptables, tous les agents du grade d'auxiliaire jusqu'à celui de chef de bureau inclusivement, placés dans les bureaux de perception et dans les bureaux ambulants. Il en est de même des auxiliaires et commis attachés à l'Administration centrale ou aux services de surveillance et ayant moins de fr. 2000 de traitement.

Les cautionnements sont productifs d'intérêt à raison de 4 %.

*Incompatibilités.* — Sauf en ce qui concerne les sous-percepteurs et les agents de dépôt, le cumul d'une autre fonction, l'exercice d'une profession, d'une industrie, d'un commerce ou d'un mandat électif, sont interdits aux fonctionnaires et agents en activité de service.

Le Ministre peut, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction. Toutefois celle-ci est absolue et rigoureusement respectée quant aux débits de boissons.

*Avancement.* — La promotion à un grade plus élevé est subordonnée à la condition de deux années d'ancienneté dans le grade immédiatement inférieur. De même, une augmentation de traitement n'est accordée qu'après deux ans de jouissance du traitement actuel, s'il est supérieur à 2000 francs.

Des promotions *au choix* peuvent être accordées aux fonctionnaires d'une aptitude exceptionnelle ou qui ont rendu des services importants. Toutefois, en ce qui concerne le grade de commis et ceux au-dessous, le nombre de promotions au choix est limité à la moitié des emplois ou traitements disponibles.

für Nebenkassirer und zwar:

Büreauchefs und Expeditions-Vorsteher 2000 Fr., Kommissaler Grade 1000 Fr., Unter-Einnehmer 1000 Fr., Gehülften 500 Fr., Ablagen-Vorsteher 200 Fr.

Als Nebenkassirer werden alle Beamte vom Gehülften bis zum Büreauvorsteher aufwärts angesehen, welche bei Postämtern und Bahnposten angestellt sind, ebenso diejenigen Gehülften und Kommiss, welche bei der Centralverwaltung oder im Aufsichtsdienste verwendet werden und eine Besoldung von wenigstens 2000 Fr. beziehen.

Die hinterlegte Kautions wird mit 4 % verzinnt.

*Verbot der Annahme von Neben-Aemtern etc.* Mit Ausnahme der Unter-Einnehmer und der Ablagen-Vorsteher dürfen die activen Beamten weder Neben-Aemter bekleiden, noch ein Gewerbe betreiben, nicht bei industriellen oder kommerziellen Unternehmungen betheilig sein und kein aus einer Wahl hervorgehendes Mandat annehmen.

In besonderen Fällen kann der Minister Ausnahmen von diesem Verbot zulassen; doch wird an denselben unbedingt festgehalten, wenn es sich um den Verkauf von Getränken handelt.

*Beförderung.* Die Beförderung in eine höhere Dienststelle erfolgt erst dann, wenn der Beamte zwei Jahre hindurch ein Amt niederen Ranges verwaltet hat. Ebenso erhält kein Beamter eine Gehaltsaufbesserung, bevor er nicht das zuletzt bewilligte Gehalt, sofern dasselbe 2000 Fr. übersteigt, zwei Jahre hindurch bezogen hat.

Von den für die Beförderungen geltenden Regeln kann zu Gunsten solcher Beamten abgewichen werden, welche eine aussergewöhnliche Befähigung besitzen oder wichtige Dienste geleistet haben. Doch sind derartige Ausnahmen bei Beamten vom Kommiss einschliesslich abwärts nur bezüglich der Hälfte der betref-

Sub-accountants:—

principal clerks, and chief-clerks, fr. 2000; clerks of all grades, fr. 1000; 2<sup>nd</sup> class postmasters, fr. 1000; auxiliaries, fr. 500; and 3<sup>d</sup> class postmasters, fr. 200.

The following are officially recognized sub-accountants:—the officers of all grades from that of auxiliary up to that of principal clerk inclusively, who are employed in 1<sup>st</sup> class, and in travelling post-offices. This also applies to the auxiliaries and clerks attached to the Central Administration and the services of supervision, who have salaries of less than fr. 2000.

The security paid in bears interest at the rate of 4 per cent. per annum.

*Prohibition from holding other than postal offices.*—Except as concerns 2<sup>nd</sup> and 3<sup>d</sup> class postmasters, all postal officials in active service are prohibited, while holding their postal position, to accept any other office whether elective or by appointment, or to carry on a profession, an industry, or a trade.

The Minister may, in special cases, rescind this prohibition, which is, however, absolute, and rigorously enforced as concerns the sale of liquor by postal officials.

*Promotion.*—No official can be promoted to a higher rank, unless he has occupied for two years the rank immediately below. Likewise, an increase of salary is only granted to an officer after his having been for two years in receipt of his present salary, if this salary exceeds 2000 francs.

*Choice of promotion* may be granted to officials of exceptional ability, or having rendered important services. As concerns, however, the grades up to that of clerk inclusively, the number of these promotions may not exceed one half of the vacant appointments or salaries.

Every official or employé whose salary has not been raised during

Tout fonctionnaire ou employé dont le traitement n'a pas été augmenté depuis six ans au moins, peut, dans la limite des crédits budgétaires, obtenir soit le traitement immédiatement supérieur, soit un supplément de traitement d'un dixième si la situation des cadres ne permet pas de lui accorder une promotion qui serait justifiée par sa capacité et ses bons services.

Les chefs de service dressent, deux fois par année, des propositions d'avancement qui sont examinées et discutées en réunion des fonctionnaires supérieurs de l'Administration centrale et des chefs de service. Un tableau général d'avancement est ensuite soumis au Ministre.

Il est dressé annuellement, pour chaque agent porteur d'une nomination royale ou ministérielle, jusqu'au grade d'inspecteur exclusivement, une feuille de signalement qui sert principalement à renseigner l'Administration sur le mérite, le zèle et la conduite de l'intéressé.

*Indemnités.* — Des rémunérations spéciales peuvent être allouées, à titre d'indemnités ou de primes, dans les cas à déterminer par le Ministre, et notamment :

a. aux agents qui se sont distingués par des actes de probité, de courage, de zèle ou de dévouement extraordinaire, lorsqu'il n'est pas possible de leur accorder de l'avancement;

b. aux agents qui sont astreints à un travail ou à un service extraordinaires;

c. aux agents qui, par suite de maladie, de malheurs de famille ou d'autres circonstances, se trouvent dans une position exceptionnelle;

d. aux agents investis de fonctions particulièrement difficiles et assujettissantes.

Du chef de leur concours au service de la Caisse d'épargne, les percepteurs reçoivent, de l'Administration de la dite caisse, une indemnité

fenden Stellen oder disponiblen Gehälter zulässig.

Jedem Beamten oder Angestellten, der nicht wenigstens in 6 Jahren in eine höhere Gehaltsstufe eingerückt ist, kann, innerhalb der etatsmässigen Grenzen, entweder das Gehalt der unmittelbar höheren Stufe oder ein Gehaltszuschuss in der Höhe eines Zehntels bewilligt werden, wenn mit Rücksicht auf die Zahl der erledigten Stellen von einer Beförderung Abstand genommen werden muss, auf welche der Beamte in Folge seiner Tüchtigkeit und guten Führung Anspruch haben würde.

Die Betriebschefs bringen jährlich zweimal Beförderungen in Vorschlag; die Prüfung dieser Vorschläge erfolgt durch höhere Beamte der Centralverwaltung und durch die Betriebschefs gemeinschaftlich. Die Avancementsliste wird alsdann dem Minister unterbreitet.

Alljährlich werden über alle diejenigen Beamten bis zum Range der Inspectoren aufwärts, welche vom Könige oder Minister ernannt sind, Personalnachweisungen angefertigt, die den Zweck haben, die Verwaltung über die Verdienstlichkeit, den Eifer und die Führung der Beamten zu unterrichten.

*Entschädigungen.* Gratifikationen können unter der Bezeichnung als Entschädigungen oder als Belohnungen mit Genehmigung des Ministers namentlich in folgenden Fällen vertheilt werden :

a. an Beamte, die sich durch Rechtchaffenheit, Muth, Eifer oder besondere Hingebung an den Dienst ausgezeichnet haben, sofern es nicht möglich ist, sie in höhere Dienststellen zu befördern;

b. an Beamte, die zu aussergewöhnlichen Dienstleistungen genöthigt sind;

c. an Beamte, die in Folge von Krankheit, von häuslichen Unglücksfällen oder anderen Umständen sich in Bedrängniss befinden;

d. an Beamte, welche mit besonders schwierigen und anstrengenden Arbeiten beauftragt sind.

Für die Mitwirkung am Sparkassenbetriebe erhalten die Einnehmer

six years at least, may, within the limits fixed by the budget, receive either the salary immediately above his own, or a supplement of pay amounting to one tenth of his salary, if no situation is vacant to which his ability and the satisfactory discharge of his duties would entitle him.

The superintendents draw up twice a year a list of officers they recommend for promotion. These lists are examined and discussed by the superior functionaries of the Administration and the superintendents assembled for this purpose. A general list of promotions is then submitted to the Minister.

Every year a statement is drawn up with regard to every official below the rank of Inspector, having a royal or ministerial commission, the chief object of which is to afford the Administration information as to the merits, zeal, and behaviour of the officials concerned.

*Compensations.*—Special remuneration may be granted, under the title of compensations or premiums, in cases to be determined by the Minister, and more especially:—

A.—to officers having distinguished themselves by acts of probity, courage, zeal, or unusual self-devotion, when it is not possible to afford them promotion;

B.—to officers obliged to do extraordinary work, or to perform an extraordinary duty;

C.—to officers who, in consequence of illness, family misfortune, or other circumstances, are placed in an exceptional position;

D.—to officers having exceptionally difficult and trying duties.

The 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> class postmasters receive from the Administration of the Post Office Savings Bank, for their co-operation in this service, an annual compensation fixed at the following rates:—

For 1<sup>st</sup> class postmasters:—

A.—one franc for every thousand francs of the total yearly amount of



annuelle dont le taux est fixé comme suit :

Pour les percepteurs :

a. un franc par mille francs sur le total annuel des versements jusqu'à 100,000 francs et un demi-franc par mille sur l'excédant ;

b. deux centimes par opération de versement.

c. cinq centimes par livret existant au 31 décembre de chaque année.

Pour les sous-percepteurs :  $\frac{3}{5}$  de l'indemnité que comportent les opérations de leur bureau, d'après les bases ci-dessus. Les  $\frac{2}{5}$  restant sont acquis au percepteur sous la surveillance duquel la sous-perception est placée.

Des indemnités sont allouées, à titre de frais de parcours et de séjour, aux agents qui sont appelés hors de leur résidence habituelle soit pour remplir un intérim, soit pour suppléer provisoirement à une insuffisance de personnel en cas de service extraordinaire ou exceptionnel. Le taux en est calculé d'après la durée de la mission, la distance parcourue et le grade de l'agent ; la liquidation en a lieu trimestriellement.

Tout changement de résidence imposé aux agents donne également lieu à indemnité, à moins qu'il ne soit la conséquence d'une promotion, d'une mesure disciplinaire ou de convenances personnelles. L'indemnité est fixée comme suit :

a. pour les auxiliaires, les interprètes et les facteurs à fr. 50 ;

b. pour les autres emplois conférés par arrêté ministériel et, en outre, pour les premiers chefs-facteurs et les chefs-facteurs à fr. 75.

c. pour tous les autres emplois conférés par arrêté royal, à fr. 100.

Ces taux sont doublés pour les fonctionnaires et employés mariés ou veufs avec enfants.

Les facteurs qui, dans certains bureaux, sont chargés exclusivement des fonctions de garçon de bureau, courrier ou leveur de boîtes, reçoivent mensuellement une indemnité de dix

und Unter-Einnehmer von der Sparkassenverwaltung eine jährliche Vergütung, welche, wie folgt, festgesetzt ist :

Für die Einnehmer :

a. 1 Fr. vom Tausend der jährlich gemachten Einzahlungen im Betrage bis 100,000 Fr., und  $\frac{1}{2}$  Fr. vom Tausend bei höheren Summen ;

b. 2 C<sup>m</sup> für jede Einlage ;

c. 5 C<sup>m</sup> für jedes am 31. Dezember vorhandene Sparbuch.

Für die Unter-Einnehmer :  $\frac{3}{5}$  der obigen Vergütung für die von ihnen erledigten Geschäfte ; die verbleibenden  $\frac{2}{5}$  fließen demjenigen Einnehmer zu, dem das Neben-Postamt zuge-theilt ist.

Reisekosten und Tagegelder empfangen diejenigen Beamten, welche vorübergehend ausserhalb des ständigen Wohnorts zu dem Zwecke beschäftigt werden, um daselbst Beamte zu vertreten oder um bei aussergewöhnlichen dienstlichen Vorkommnissen die erforderliche Aushilfe zu leisten. Die Vergütung richtet sich nach der Dauer der Beschäftigung, der Länge der Reise und dem Range des Beamten ; die Zahlung erfolgt vierteljährlich.

Beamte, welche zu einem Wechsel des Wohnorts genöthigt werden, erhalten ebenfalls eine Entschädigung, ausgenommen die Fälle, in denen es sich um eine Beförderung oder eine Disziplinar-massregel handelt, oder wenn die Versetzung auf Wunsch des Beamten stattfindet. Die Entschädigung ist, wie folgt, festgesetzt :

a. für Gehülfen, Uebersetzer und Briefträger auf 50 Franken ;

b. für alle anderen, vom Minister ernannten Beamten, sowie für die ersten Ober-Briefträger und für die Ober-Briefträger auf 75 Franken ;

c. für die vom Könige ernannten Beamten auf 100 Franken.

Diese Sätze werden verdoppelt bei verheiratheten Beamten und bei Wittnern mit Kindern.

Briefträger, welche bei einzelnen Postanstalten ausschliesslich als Büreaudiener, Postboten und Briefkastenleerer fungiren, erhalten, je nach dem Umfange ihrer Beschäf-

deposits up to 100,000 francs, and half a franc for every thousand francs exceeding this limit ;

B.—two centimes per deposit :

C.—five centimes per depositor's book open on the 31<sup>st</sup> of December of every year.

For 2<sup>nd</sup> class postmasters :—

Three fifths of the compensation due, according to the above mode of calculation, for the business transacted at their offices. The remaining two fifths go to the 1<sup>st</sup> class postmasters under whose superintendence their offices are placed.

Compensations are granted, under the title of allowance for removal and sojourn, to such officers as are obliged to leave their usual residence in order to act as substitutes, or to afford temporary assistance, should the postal staff be unable to cope with any extraordinary or exceptional service. This allowance is calculated on the basis of the duration of the mission, the distances travelled, and the rank of the officials, and is settled quarterly.

Every change of residence to which officials may be subjected likewise gives rise to compensation, except when it is the consequence of promotion, of disciplinary punishment, or of private convenience. Its amount is fixed as follows :—

A.—For auxiliaries, interpreters, and letter-carriers, at 50 francs :

B.—for other officials with a ministerial commission, as also for principal chief letter-carriers, and chief letter-carriers, at 75 francs ;

C.—for all other officials with a royal commission, at 100 francs.

These amounts are doubled for officials and employés who are married, or are widowers with children.

The letter-carriers who, in certain offices, are exclusively charged with the duties of porters, mail-guards, and letter-box clearers, receive a monthly compensation of 10 or 5 francs.

de cinq francs, selon l'importance de leur tâche.

À Bruxelles, Anvers, Gand et Liège, les facteurs spéciaux chargés de la remise des lettres assurées, des objets recommandés, de l'encaissement des quittances et effets de commerce, jouissent d'une indemnité de 25 francs par mois.

*Frais de tournée.* — Les fonctionnaires astreints à se déplacer pour l'accomplissement de leurs fonctions, jouissent, à titre de frais de voyage, d'une indemnité qui se liquide trimestriellement d'après un tarif déterminé.

*Congés.* — Des congés avec pleine jouissance de traitement, peuvent être accordés au personnel, jusqu'à concurrence de 15 jours par an. Au-delà de ce terme et hors les cas de maladie, tout congé entraîne privation de traitement pour la période excédant 15 jours.

L'octroi des congés d'un an et plus est réservé au Roi. Le Ministre accorde ceux de moins d'une année et de plus d'un mois, ainsi que ceux d'un mois et moins au Directeur Général, à l'Inspecteur Général, aux Directeurs et aux Chefs de service.

En dehors de ces cas, le pouvoir de statuer, en matière de congés, est reparti entre le Directeur Général, les Directeurs, les Chefs de service et les chefs immédiats, dans des limites de durée et de grade déterminées.

*Punitions.* — En fait de mesures disciplinaires, les règlements organiques prévoient: la réprimande, la privation de traitement, la suspension de fonctions, la non-activité, la déchéance d'un ou de plusieurs grades et la révocation.

Les trois dernières peines sont prononcées par le Roi ou par le Ministre, selon qu'il s'agit d'un fonctionnaire ou agent nommé par arrêté

tigung, eine monatliche Entschädigung von 10 oder 5 Franken.

In Brüssel, Antwerpen, Gent und Lüttich werden zur Bestellung von Werthbriefen und Einschreibsendungen, zur Einkassirung von Postaufträgen besondere Briefträger verwendet, welche eine Entschädigung von monatlich 25 Fr. erhalten.

*Vergütungen für Dienstreisen.* Beamte, welche zur Erledigung ihrer Dienstgeschäfte Reisen zu machen haben, erhalten eine Reisekosten-Vergütung, welche vierteljährlich nach bestimmten Sätzen gezahlt wird.

*Beurlaubung.* Beamte können unter Fortbezug ihrer Besoldung auf die Dauer von 15 Tagen beurlaubt werden; jeder Urlaub von längerer Dauer hat, abgesehen von Krankheitsfällen, den Verlust der Hälfte des Dienstehaltens für die 15 Tage überschreitende Dauer zur Folge.

Urlaub auf die Dauer von einem Jahre und darüber wird vom Könige ertheilt. Urlaub von geringerer Dauer, doch von mehr als einem Monat, bewilligt der Minister. Der General-Direktor, der General-Inspektor, die Direktoren und Betriebschefs gewähren Urlaub bis zu einem Monat.

Im Uebrigen sind der General-Direktor, die Direktoren, die Betriebschefs und die Dienstvorgesetzten ermächtigt, Urlaub auf je eine bestimmte Dauer zu ertheilen.

*Disziplinarstrafen.* Als Disziplinar-Massregeln sind in den Reglements vorgesehen: der Verweis, die Entziehung des Dienstehaltens, die Enthebung von den Dienstgeschäften, die Versetzung in den einstweiligen Ruhestand, der Verlust eines oder mehrerer Dienstgrade und die Absetzung.

Die drei letzten Massregeln werden vom Könige oder vom Minister verhängt, je nachdem es sich um einen vom Könige oder vom Minister ernannten Beamten handelt. Die anderen Strafen werden, je nach der Schwere derselben und dem Range des Beamten, vom General-Direktor, von den Direktoren, den Betriebs-

according to the importance of their duties.

At Brussels, Antwerp, Ghent, and Liège, the special letter-carriers, in charge of the delivery of letters with value declared and registered articles, and of the cashing of invoices and bills of exchange, receive a compensation of 25 francs per month.

*Allowance for official trips.*—The officials who, in the discharge of their duties, are obliged to travel, receive a compensation under the title of travelling allowance which is paid quarterly on the basis of a fixed scale.

*Leave of absence.*—Leave with allowance of the full salary, may be granted to officers for not exceeding 15 days per year. Any leave for more than this period, except in consequence of illness, involves forfeiture of salary for the time exceeding 15 days.

The King alone is authorized to grant leave of absence for one year and longer. The Minister is competent to grant leave for less than one year and more than one month, as also leave for one month and less to the Director General, to the Inspector General, to the Directors, and to the Superintendents.

In the cases not mentioned above, the power of granting leave is conferred on the Director General, the Directors, the Superintendents, and the immediate superiors of the officers applying for leave, the period for which these officials are empowered to grant leave being fixed for each of them.

*Penalties.*—The Organic Regulations provide for the following disciplinary punishments:—Reprimand, forfeiture of pay, suspension from office, half-pay, degradation by one or more grades, and discharge.

The three last penalties are inflicted by the King or by the Minister, according to whether they concern officials with royal or ministerial

royal ou ministériel. — Le pouvoir de statuer, quant aux autres peines, est attribué au Directeur Général, aux Directeurs, aux Chefs de service et aux chefs immédiats, selon la gravité de la peine et le grade de l'agent en cause.

Aucune punition n'est infligée sans que les motifs n'en aient été communiqués à l'intéressé, qui est admis à se justifier par écrit. Le cas échéant, la proposition de punition doit être accompagnée de cette justification ou faire mention que l'agent a renoncé à la produire.

Lorsqu'il s'agit de faits graves, les peines disciplinaires peuvent comporter la mise à l'ordre du jour, c'est-à-dire la publication, dans tous les bureaux, des décisions qui les infligent, mais cette pénalité ne peut être prononcée que par le Ministre ou par le Directeur Général décidant au nom du Ministre.

Trois punitions subies pendant l'espace d'une année peuvent donner lieu à révocation ou démission.

*Amendes.* — Outre les punitions énumérées ci-dessus, le personnel est passible d'amendes. Ce mode de répression est affecté aux irrégularités courantes et infractions légères non susceptibles d'autre punition.

Le montant des amendes infligées est prélevé mensuellement sur les traitements et versé à la Caisse des veuves et orphelins du Département des Travaux publics.

*Pensions.* — A l'exception des agents de dépôt, les fonctionnaires et employés des postes peuvent, à fin de carrière, obtenir une pension à charge du Trésor, s'ils se trouvent dans les conditions voulues à cette fin par la loi.

L'admission à la pension de retraite peut avoir lieu dans les quatre cas suivants :

1° 65 ans d'âge et 30 ans de service ;

2° 10 ans au moins de service, quel que soit l'âge, lorsque l'impossibilité de continuer les fonctions résulte d'infirmités ;

chefs und Dienstvorgesetzten verfügt.

Die Gründe einer jeden Bestrafung werden dem Beamten mitgeteilt, und es wird ihm gestattet, sich schriftlich zu verantworten. Eintretenden Falls muss dem Antrage auf Bestrafung die schriftliche Verantwortung beigegeben oder in dem Antrage erwähnt sein, dass der Beamte verzichtet habe, dieselbe beizubringen.

Wenn es sich um schwere Dienstvergehen handelt, so kann die Disziplinar-Massregel auch darin bestehen, dass die verhängte Strafe in allen Postanstalten durch Aushang veröffentlicht wird ; doch kann eine derartige Massregel nur vom Minister oder, im Namen desselben, vom General-Direktor verfügt werden.

Beamte, welche im Laufe eines Jahres drei Strafen erlitten haben, können entlassen werden.

*Geldstrafen.* Abgesehen von den obigen Massregeln können auch Geldstrafen gegen Beamte festgesetzt werden. Von dieser Strafe wird bei Expeditionsverstößen und leichten Dienstvergehen Gebrauch gemacht, welche für die Anwendung eines andern Strafmasses nicht geeignet sind.

Die Geldstrafe wird von dem monatlichen Gehalt in Abzug gebracht und an die Wittwen- und Waisen-Kasse des Ministeriums der öffentlichen Arbeiten abgeführt.

*Pensionsverhältnisse.* Mit Ausnahme der Vorsteher von Ablagen können die Beamten und Angestellten der Postverwaltung am Ende ihrer Laufbahn aus Staatsfonds ein Ruhegehalt beziehen, wenn sie sich in den vom Gesetz zu diesem Zwecke vorgeschriebenen Verhältnissen befinden.

Die Versetzung in den Ruhestand kann in den nachstehenden vier Fällen eintreten :

1. im 65. Lebensjahre und nach 30 Dienstjahren ;

2. nach wenigstens 10 Dienstjahren ohne Rücksicht auf das Alter, wenn die Dienstunfähigkeit die Folge eines körperlichen Gebrechens ist ;

3. nach wenigstens 5 Dienstjahren

commissions. The power of inflicting the other penalties is vested in the Director General, the Directors, the Superintendents, and the immediate superiors of offenders, according to the nature of the offence, and the rank of the offender.

No penalty is inflicted without the reasons for it having been communicated to the official concerned who is allowed to justify himself in writing. The proposal for punishment must be accompanied by this justification, or must contain the statement that the official forbears sending it in.

In case of grave offences the disciplinary penalties may involve, as an additional punishment, the publication in all offices of the decisions in pursuance of which they were inflicted ; but this punishment may only be ordered either by the Minister, or by the Director General acting in the name of the Minister.

Three penalties inflicted upon an official in the course of one year may subject him to discharge.

*Fines.*—In addition to the above mentioned penalties, fines may be inflicted. This mode of punishment is made use of in case of small irregularities, and slight infringements not involving another penalty.

The fines inflicted are deducted every month from the salary of offenders, and paid in to the Widows' and Orphans' Fund of the Department of Public Works.

*Pensions.*—With the exception of 3<sup>d</sup> class postmasters, pensions to be paid by the Treasury are granted to postal officers and employés when leaving the service, who fulfil the conditions prescribed by law.

Pensions may be granted in the four following cases:—

1.—65 years of age, and 30 years of service ;

2.—at least 10 years' service without regard to age, when the officer's incapacity to discharge his duties is the result of any infirmity ;

3.—at least 5 years' service without regard to age, if the infirmity

3° 5 ans au moins de service quel que soit l'âge, si les infirmités empêchant la continuation des fonctions, résultent de l'exercice de ces fonctions ;

4° quels que soient l'âge et la durée des services, si l'impossibilité de continuer les fonctions et de les reprendre ultérieurement provient de blessures reçues ou d'accidents survenus dans l'exercice des fonctions ou à l'occasion de l'exercice des fonctions.

Le taux des pensions est calculé à raison, pour chaque année de service, de  $\frac{1}{65}$  du traitement moyen des cinq dernières années, sauf dans le cas mentionné sous le n° 4, cas où la pension est réglée à raison du quart du dernier traitement augmenté de  $\frac{1}{65}$  pour chaque année de service au delà de cinq.

Chaque année passée en service actif dans l'emploi de facteur ou de courrier de malles compte pour  $\frac{1}{55}$  du traitement moyen.

Aucune pension ne peut excéder les  $\frac{2}{3}$  du traitement qui a servi de base à la liquidation, ni une somme de 5000 francs.

Une pension peut également être acquise aux veuves et orphelins des fonctionnaires et agents de l'Administration des postes, à charge de la Caisse des veuves et orphelins du Département des Travaux publics, à laquelle tout le personnel des postes, à l'exception seulement des agents de dépôt, est tenu de contribuer. Cette caisse est alimentée au moyen de retenues ordinaires et extraordinaires sur les traitements, suppléments de traitements, casuel ou émoluments. Les retenues ordinaires sont de  $2\frac{1}{2}\%$  sur tout traitement ne dépassant pas 3000 francs et de  $3\%$  sur les traitements de 3000 francs et au-dessus.

Pour qu'une veuve puisse avoir droit à la pension il faut que le mari ait été, pendant cinq années au moins, revêtu de fonctions rétribuées par le Trésor public et soumises à des retenues, et que le mariage ait duré au moins trois années.

Le montant des pensions de veuves

ohne Rücksicht auf das Alter, wenn der Beamte das körperliche Gebrechen, in Folge dessen er dienstunfähig geworden ist, sich bei Ausübung seines Dienstes zugezogen hat ;

4. ohne Rücksicht auf das Alter und die Dienstzeit, wenn die dauernde Dienstunfähigkeit die Folge von Verwundungen oder Unglücksfällen ist, welche dem Beamten bei Ausübung seines Dienstes oder aus Veranlassung desselben zugestossen sind.

Die Höhe der Pension beträgt für jedes Dienstjahr  $\frac{1}{65}$  des Durchschnittsgehalts der letzten 5 Jahre. Nur in dem unter 4 bezeichneten Falle ist das Ruhegehalt auf den 4. Theil der zuletzt bezogenen Besoldung festgesetzt; es steigt alsdann nach 5 Dienstjahren mit jedem weiteren Dienstjahre um  $\frac{1}{65}$  derselben.

Für jedes im Briefträger- oder Postbotendienste zugebrachte Dienstjahr wird  $\frac{1}{55}$  des Durchschnittsgehalts als Pension gewährt.

Ueber den Betrag von  $\frac{2}{3}$  des pensionsfähigen Gehalts oder über die Summe von 5000 Fr. findet eine Steigerung nicht statt.

Die Wittwen und Waisen von Beamten und Angestellten der Postverwaltung erhalten eine Pension aus der Wittwen- und Waisen-Kasse des Ministeriums der öffentlichen Arbeiten, zu welcher sämtliche Beamte, mit alleiniger Ausnahme der Vorsteher von Ablagen, Beiträge zu entrichten haben. Das Vermögen der Kasse wird gebildet aus laufenden und aussergewöhnlichen Abzügen vom Gehalt, von den Gehalts-Zuschüssen, Neben-Einkünften oder Emolumenten. Die laufenden Beiträge betragen  $2\frac{1}{2}\%$  bei einem Einkommen bis zu 3000 Fr., und  $3\%$  bei einem Einkommen von 3000 Fr. und darüber.

Einen Anspruch auf Pension erlangt die Wittve nur dann, wenn der verstorbene Beamte mindestens 5 Jahre hindurch eine Stelle bekleidet hat, mit welcher ein beitragspflichtiges Gehalt aus der Staatskasse verbunden war, und wenn er mindestens drei Jahre verheirathet gewesen ist.

preventing the officer from fulfilling his duties results from the discharge of the same ;

4.—Whatever be the age and time of service of the officer, if the impossibility of his continuing to discharge his duties, and his resuming them at a later period, is caused by wounds received or by accidents having occurred while in the discharge of his duties, or on account of the discharge of his duties.

The amount of a pension is calculated, for every year of service, at the rate of  $\frac{1}{65}$ <sup>th</sup> of the average-salary of the last five years, except in the case mentioned above under 4, when the pension amounts to one fourth of the last annual salary, with the addition of  $\frac{1}{65}$ <sup>th</sup> for every year of service exceeding five.

Every year spent in active service as letter-carrier or mail-guard is calculated at the rate of  $\frac{1}{55}$ <sup>th</sup> of the average-salary.

A pension may not exceed either the  $\frac{2}{3}$ <sup>ds</sup> of the amount of salary taken as basis for its calculation, or the amount of 5000 francs.

Pensions may also be granted to the widows and orphans of deceased officers of the Post Office. These are paid out of the Widows' and Orphans' Fund of the Department of Public Works to which all postal officers, with the exception of 3<sup>d</sup> class postmasters, are bound to contribute. This fund is maintained by means of ordinary and extraordinary deductions from the salary, supplements of salary, occasional perquisites, and fees. The ordinary deductions amount to  $2\frac{1}{2}$  per cent. of all the salaries not exceeding 3000 francs, and to 3 per cent. of all the salaries amounting to 3000 francs or more.

In order that a widow may be entitled to a pension, her late husband must have held, at least for five years, an office salaried by the Public Treasury, and liable to the above-mentioned deduction of salary; she must, moreover, have been married for at least three years.

The widow's pension is calculated according to the average salary in-

est réglé d'après le traitement moyen, y compris les suppléments, le casuel et les émoluments, dont le défunt a joui pendant les cinq dernières années et d'après la durée de sa participation à la Caisse des veuves et orphelins.

*Uniformes.* — Une masse d'habillement, commune aux services des chemins de fer, des postes et des télégraphes, est instituée au Département des Travaux publics, pour la fourniture des objets d'habillement et d'équipement.

L'uniforme comporte une tenue de cérémonie obligatoire, en ce qui concerne le personnel des postes, pour les hauts fonctionnaires de l'Administration centrale, pour les chefs de service et pour les percepteurs de 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe des chefs-lieux de province, et une tenue de service à laquelle ne sont astreints que les chefs de ligne des bureaux ambulants, les employés de ces bureaux et les facteurs de toute catégorie. Tous les fonctionnaires et agents peuvent néanmoins participer à la masse d'habillement. Le cas échéant, des retenues sont opérées mensuellement sur les traitements et salaires au profit de cette institution.

*Aides.* — Pour terminer cet exposé sommaire de l'organisation du personnel, il nous reste à dire quelques mots des *aides*, dont nous avons déjà fait mention.

Comme nous l'avons dit, les *aides* ne font pas partie des cadres du personnel. Ils constituent une catégorie spéciale d'employés à laquelle les dispositions organiques ne sont généralement pas applicables. Ils sont utilisés dans les bureaux d'ordre inférieur dont les titulaires, sans avoir besoin du concours complet et permanent d'un employé, ne peuvent néanmoins s'acquitter seuls de leur tâche, par suite de l'assujettissement qu'elle impose.

L'Administration autorise le recrutement des *aides*, mais elle n'y

Die Höhe der Wittwen-Pension richtet sich nach dem Durchschnittsgehalt, einschliesslich der Zuschüsse, Neben-Einkünfte und Emolumente, welches der Verstorbene während der letzten 5 Jahre bezogen hat, sowie darnach, wie lange derselbe Mitglied der Wittwen- und Waisen-Kasse gewesen ist.

*Dienstkleidung.* Bei dem Ministerium der öffentlichen Arbeiten besteht eine Kleiderkasse zum Zwecke der Beschaffung von Bekleidungs- und Uniforms-Gegenständen für Eisenbahn-, Post- und Telegraphenbeamte.

Die Uniform besteht aus einer Gala-Staats-Uniform, welche die höheren Beamten der Centralverwaltung, die Betriebschefs und die Einnehmer I. und II. Klasse der Hauptorte in den Provinzen zu halten verpflichtet sind, und der gewöhnlichen Dienstkleidung, die nur von den Vorstehern der Bahnpostämter, den Bahnpostbeamten und den Briefträgern getragen werden muss. Gleichwohl können aber sämtliche Beamte und Angestellte der Kleiderkasse beitreten. Die Beiträge zu dieser Kasse werden eintretenden Falls von dem Gehalt oder der Löhnung monatlich einbehalten.

*Hilfsschreiber.* Zum Schlusse dieser kurzen Darstellung der Personalverhältnisse wollen wir noch mit einigen Worten auf die *Hilfsschreiber* zurückkommen, von denen weiter oben schon die Rede gewesen ist.

Wie erwähnt, besitzen die *Hilfsschreiber* nicht die Beamteneigenschaft. Sie bilden eine besondere Klasse von Angestellten, auf welche die für Beamte bestehenden allgemeinen Gesetze nicht anwendbar sind. Ihre Beschäftigung erfolgt bei kleineren Postanstalten, deren Vorsteher zwar nicht ausreichende und dauernde Beschäftigung für einen zweiten Beamten haben, die aber gleichwohl, da sie sonst zu sehr gebunden wären, den Dienst nicht allein wahrnehmen können.

Die Annahme der *Hilfsschreiber* erfolgt mit Genehmigung, aber nicht durch Vermittelung der Verwaltung. Wenn eine derartige Stelle bei einer

clusive of supplements, occasional perquisites, and fees, received by her deceased husband during the last five years of his life, and to the time during which he contributed to the Widows' and Orphans' Fund.

*Uniforms.*—A uniform-fund common to the railway, postal, and telegraph services, is established at the Department of Public Works by which the articles of dress and equipment are provided.

The postal uniform consists of a full dress uniform, compulsory for the high officials of the Central Administration, the Superintendents, and for the 1<sup>st</sup> class postmasters of offices belonging to the 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> categories at the chief towns of provinces, and an undress uniform which must be worn by the principal clerks of railway mail-lines, the officers of travelling post-offices, and the letter-carriers of all categories. Nevertheless, all officers and employes are liable to be called upon to contribute to the uniform-fund. In this case certain amounts are kept back from their salaries every month for payment to this fund.

*Aids.*—Before concluding this summary description of the organization of the postal staff, we must shortly refer to the *aids*, whom we have already mentioned.

As we have stated above, the *aids* do not belong to the staff of commissioned postal officers. They form a special category of employes to which the provisions of the Organic Regulations are not applicable as a general rule. They are employed in offices of an inferior order, the postmasters of which, without requiring the undivided and permanent assistance of an employé, are unable to fulfil their duties alone on account of the constant attendance involved.

The Administration authorizes the appointment of *aids*, but it takes no part in the same. When the appoint-

intervient pas. Lorsqu'un emploi de l'espèce a été créé, c'est au chef du bureau en cause qu'il appartient d'en choisir le titulaire, sous sa responsabilité et dans les conditions de salaire fixées par l'Administration. L'aide n'est en quelque sorte que l'agent particulier du percepteur auquel il est adjoint. Il entre en fonctions sans nomination et n'est astreint ni au serment ni au cautionnement. Son salaire, qui varie de 200 à 600 francs par an, est liquidé trimestriellement, sous forme de supplément d'indemnité de régie, au profit du percepteur, lequel est tenu de justifier, par la production de quittances, de l'emploi régulier de cette allocation.

Dans des circonstances spéciales, l'admission d'un aide est parfois autorisée pour des raisons étrangères au service; mais, en ce cas, le salaire de l'aide reste à la charge du titulaire intéressé.

Un minimum d'âge de 15 ans est exigé pour l'admission aux fonctions d'aide.

Les aides peuvent concourir, dans les conditions réglementaires, à l'emploi d'auxiliaire, mais les services qu'ils ont rendus en qualité d'aide, ne leur constituent pas de titres particuliers à cet emploi et ne leur sont comptés en aucun cas.

(A suivre.)

---

### Bibliographie postale.

*The Post Office and Aids to Thrift.* By the Right Hon. Henry Fawcett, M. P., Her Majesty's Postmaster-General. London 1881.

Sous ce titre, M. Fawcett, Maitre Général des Postes de la Grande-Bretagne, a publié récemment une petite brochure ayant pour but de favoriser et de stimuler l'économie parmi les classes ouvrières. Cette

Postanstalt creirt worden ist, so hat der Vorsteher derselben den Hülfschreiber gegen die von der Verwaltung festgesetzte Besoldung unter eigener Verantwortlichkeit anzunehmen. Der Letztere ist gewissermassen nur Privatgehülfe des Einnehmers, dem er überwiesen ist. Beim Diensteintritt erhält er weder eine Ernennung, noch wird er vereidigt oder zur Kautionsleistung herangezogen. Seine Besoldung, welche sich von 200 bis 600 Fr. jährlich beläuft, wird vierteljährlich als Beihilfe an den Einnnehmer gezahlt, welcher die regelmässige Verausgabung dieser Vergütung durch Beibringung der Empfangsbescheinigungen nachzuweisen hat.

Ausnahmsweise kann die Annahme von Hülfschreibern auch aus anderen, als dienstlichen Gründen gestattet werden; doch wird die Besoldung des Hülfschreibers in solchen Fällen von dem betreffenden Einnnehmer getragen.

Der als Hülfschreiber Anzunehmende darf nicht jünger als 15 Jahre sein.

Die Hülfschreiber können, wenn sie den reglementarischen Vorschriften genügt haben, in Gehülfen-Stellen vorrücken, doch erlangen sie durch die Dienstzeit als Hülfschreiber weder einen besondern Anspruch auf diese Stellen, noch wird ihnen dieselbe irgendwie in Anrechnung gebracht.

(Fortsetzung folgt.)

---

### Postalische Bücherkunde.

*The Post Office and Aids to Thrift.* By the Right Hon. Henry Fawcett, M. P., Her Majesty's Postmaster-General. London 1881.

Unter obigem Titel ist von dem k. Grossbritannischen General-Postmeister, M. Fawcett, vor Kurzem eine kleine Broschüre veröffentlicht worden, welche den Zweck hat, die Sparsamkeit unter den arbeitenden Klassen

ment of an aid has been authorized at a post-office, it devolves upon the postmaster to select that employé, on his own responsibility, and within the limits of salary fixed by the Administration. The aid is, so-to-say, the private clerk of the postmaster by whom he is employed. He enters upon his duties without having received a commission, and is neither bound to take the oath of office, nor to pay in a security. His salary, which ranges between 200 and 600 francs per annum, is paid quarterly, under the title of supplement to the indemnity for office expenses, to the postmaster, who is bound to prove, by producing the receipts of the aid, that he has expended this sum in the proper manner.

Under special circumstances the appointment of an aid is, sometimes, authorized for reasons unconnected with the service; but, in this case, the aid's salary has to be defrayed by the postmaster in question. No aid of less than 15 years of age may be employed.

Aids may, under the provisions laid down in the Regulations, compete for the situation of auxiliaries, but the services rendered by them in their capacity as aids do not constitute any special claim for that situation, and are in no way taken into consideration.

(To be continued.)

---

### Postal Bibliography.

*The Post Office and Aids to Thrift.* By the Right Hon. Henry Fawcett, M. P., Her Majesty's Postmaster-General. London 1881.

Under the above title the British Postmaster General has lately published a pamphlet, the object of which is to facilitate and promote habits of thrift amongst the industrial classes. It gives in five chapters a description

brochure contient cinq chapitres consacrés aux questions suivantes: Comment, en Angleterre, la poste peut servir au placement des épargnes et à l'achat des titres de l'État au moyen d'économies. Ensuite, à quelles conditions on peut, par l'intermédiaire de la poste, expédier du numéraire, s'assurer sur la vie ou conclure des contrats de rentes viagères.

Cet opuscule, dans lequel le sujet est traité d'une manière claire et concise, rendra sans doute de bons services s'il est consulté par ceux auxquels il est destiné.

### Communications.

D'après la *Revue des Postes et Télégraphes*, le service du recouvrement des effets de commerce par l'Administration des Postes de France a donné, en 1880, les résultats suivants:

Effets déposés: 1,652,447, représentant une valeur de 38,995,806 francs. Les recouvrements effectués ont porté sur 1,079,289 effets, représentant une valeur de 24,438,290 francs.

Les remises attribuées aux receveurs et aux facteurs se sont élevées à fr. 167,102. 65 centimes.

\* \* \*

La Direction Générale des Postes de Hongrie, qui ressortissait jusqu'ici au Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, est rattachée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1881 au Ministère des Travaux publics et des voies de communication.

zu erleichtern und zu fördern. Die Broschüre behandelt in 5 Abschnitten die nachstehenden Fragen: wie durch die Post in England Ersparnisse angelegt und Spareinlagen zum Ankauf von Staatspapieren benutzt werden können, ferner welche Bedingungen auf die Versendung von Geldbeträgen, sowie auf den Abschluss von Lebens- und Rentenversicherungen durch die Post Anwendung finden.

Das kleine Werkchen, welches durch gedrängte und übersichtliche Behandlung des Stoffes sich auszeichnet, wird bei entsprechender Benutzung seitens derjenigen Kreise, für welche es bestimmt ist, zweifelsohne erspriessliche Dienste leisten.

### Mittheilungen.

Nach der «*Revue des postes et des télégraphes*» hat das Postauftragsverfahren in Frankreich im Jahre 1880 folgende Ergebnisse geliefert.

Abgesandt wurden 1,652,447 Wechsel im Werthbetrage von 38,995,806 Fr.; davon konnten eingezogen werden 1,079,289 Stück mit 24,438,290 Fr.

Die den Postamtsvorstehern und Briefträgern zugeflossenen Tantiemen beliefen sich auf 167,102 Fr. 25 C<sup>m</sup>.

\* \* \*

Die General-Direktion der ungarischen Posten, welche bisher dem Ministerium für Handel, Industrie und Ackerbau unterstellt war, ist seit dem 1. Januar d. J. dem Ministerium der öffentlichen Arbeiten und Kommunikationen zugetheilt worden.

of the agencies which are in operation at the British Post Office for the deposit of savings, the investment of money in Government Stocks, the sending of money from place to place, for effecting Life Insurance and purchasing Annuities.

The short pamphlet which is remarkable for clearness and conciseness of style, will, if it meets with the attention it so well deserves, be of much and lasting use to the classes for which it is intended.

### Miscellaneous.

The «*Revue des Postes et des Télégraphes*» gives the following returns of the collection-order business in France, during the year 1880:—

Number of bills deposited for collection 1,652,447; value 38,995,806 francs. Of this number, 1,079,289, amounting to the total sum of 24,438,290 francs, were cashed.

The commission granted to postmasters and letter-carriers amounted to 167,102 francs 25 centimes.

\* \* \*

The General Direction of the Hungarian Posts, hitherto a branch of the Ministry of Commerce, Industry, and Agriculture, was, on the 1<sup>st</sup> of January last, made subordinate to the Ministry of Public Works and Communications.



# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

## Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois. . . . . „ 2. 30

Trois mois. . . . . „ 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 5.

Berne, 1<sup>er</sup> Mai 1881.

**Sommaire.** — I. ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE BELGIQUE (*Suite et fin*). — II. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER (*Suite*). — III. LA POSTE A HAMBOURG. — IV. BIBLIOGRAPHIE POSTALE. — V. COMMUNICATIONS.

## Organisation de l'Administration des Postes de Belgique.

(*Suite et fin*).

*Matériel, frais de régie.* — Tous les bureaux et services reçoivent de l'Administration :

a. Le matériel imprimé (registres et formulaires divers);

b. le matériel destiné à la confection des dépêches et des envois de fonds (papier d'emballage — cire à cacheter — ficelle — sacs en cuir et en toile);

c. les menus objets et ustensiles composant l'outillage du service, tels que timbres, cachets, griffes, tampons, encre à timbrer, balances et poids;

d. les objets d'équipement des facteurs (portefeuilles, bâtons-fourches, sacs, etc.).

Les bureaux de perception sont seuls approvisionnés directement par l'Administration. Les bureaux de sous-perception et les dépôts le sont par les perceptions dont ils relèvent.

Les bureaux de perception réunis aux stations du chemin de fer de l'État (mixtes), les perceptions indépendantes installées dans les dépendances des gares du chemin de fer et les bureaux ambulants reçoivent, en outre, les fournitures de bureau proprement dites (papier à écrire, plumes, crayons, etc.) et, en général,

## Die Organisation der belgischen Postverwaltung.

(*Fortsetzung und Schluss*).

*Materialien, Büreaukosten.* Sämtlichen Postanstalten und Dienststellen werden von der Verwaltung geliefert:

a. die Drucksachen (Bücher und die verschiedenen Formulare);

b. das zur Anfertigung der Brief- und Werthbriefpackete erforderliche Packmaterial (Papier, Siegellack, Bindfaden, Säcke von Leder und Leinwand);

c. die kleineren Büreau-Geräthschaften, wie Stempel, Dienstsiegel, Namensstempel, Stempelkissen, Stempelfarbe, Waagen und Gewichte;

d. die Ausstattungsgegenstände für Briefträger (Brieftaschen, Gabelstöcke, Briefträgertaschen etc.).

Nur den Postämtern werden diese Gegenstände von der Verwaltung direkt geliefert; die Neben-Postämter und Ablagen erhalten dieselben von denjenigen Postämtern, denen sie zugetheilt sind.

Die mit Eisenbahnstationen vereinigten Postämter, die in den Stations-Nebengebäuden eingerichteten selbstständigen Postämter und die Bahnposten werden ausserdem mit den eigentlichen Büreaubedürfnissen (Papier, Federn, Bleistifte etc.) und überhaupt mit allen Gegenständen

## Organization of the Postal Administration of Belgium.

(*Conclusion*).

*Mail equipments, office necessities, &c.*—All offices and services receive from the Administration:—

a.—Blank forms (registers, and various forms);

b.—the articles necessary for making up the mails (wrapping-paper, sealing wax, twine, leather-bags, and canvass-sacks);

c.—the various articles and implements necessary for the service, such as cancelling and other stamps, seals, inking pads, ink, letter-scales, and weights;

d.—the articles of equipment necessary for letter-carriers (cases, pronged sticks, bags, &c.).

The first class post-offices alone are supplied direct by the Administration, the 2<sup>nd</sup> and 3<sup>d</sup> class offices receiving their supplies from the 1<sup>st</sup> class offices to which they are subordinate.

The 1<sup>st</sup> class offices amalgamated with State railway-stations, the independent offices established in the buildings of railway-stations, and the travelling post-offices, are moreover provided with office necessities (writing paper, pens, pencils, &c.), and, in general, with all articles neces-

tous les objets et matières de consommation nécessaires à l'exécution du travail, à l'entretien et au nettoyage des locaux.

Les autres bureaux de perception ne sont pourvus par l'Administration que des objets mentionnés sous les lettres *a* à *d* ci-dessus. Une indemnité annuelle leur est accordée, à titre de frais de régie, en remboursement de leurs dépenses de gestion.

Aucune allocation de régie n'est servie aux sous-perceptions ni aux dépôts. Les titulaires de ces deux catégories de bureaux doivent pourvoir eux-mêmes et à leurs frais aux menues dépenses de gestion.

L'ameublement des bureaux est, en règle générale, à la charge des titulaires. Il n'est fait exception qu'en ce qui concerne les bureaux mixtes (stations-perceptions), les bureaux occupant un bâtiment appartenant à l'État ou loué directement par l'Administration, les perceptions de 5<sup>e</sup> classe et les bureaux de dépôt.

#### Transport des dépêches.

Le transport des dépêches a lieu par chemin de fer, par malles-poste, par messageries, par piétons et par bateaux à vapeur. Le transport par chemin de fer s'effectue à titre gratuit, tant sur les lignes exploitées par des sociétés que sur celles de l'État. Les compagnies exploitantes y sont tenues par les actes de concession.

A moins qu'il n'existe dans les trains des facteurs-convoyeurs spécialement et exclusivement chargés du service des dépêches, celles-ci sont confiées, contre reçu, au personnel des trains, qui en est responsable jusqu'au moment de leur remise, contre décharge régulière, en mains des agents à qui elles sont destinées ou qui ont à en opérer la réexpédition sur leur destination.

Des mesures spéciales ont été prises en vue d'assurer aussi complètement que possible le transport des fonds et des dépêches renfermant des valeurs assurées pour plus de 10,000

versehen, deren sie zur Erledigung der dienstlichen Geschäfte, zur Unterhaltung und Reinigung der Dienst-räume bedürfen.

Bei allen andern Postämtern werden von der Verwaltung nur die unter *a* und *d* bezeichneten Gegenstände angeschafft; doch wird diesen Postämtern eine jährliche Pauschalvergütung auf Büreaubedürfnisse gewährt.

Keinerlei Vergütung erhalten die Neben-Postämter und die Ablagen. Die Vorsteher dieser Postanstalten haben die Büreausgaben aus eigenen Mitteln zu bestreiten.

Die Ausmöblirung der Postanstalten erfolgt im Allgemeinen für Rechnung der Vorsteher; ausgenommen sind nur die mit Bahnstationen vereinigten Postämter, ferner Postämter, deren Dienst-räume in fiskalischen oder von der Verwaltung direkt gemietheten Gebäuden sich befinden, sowie die Postämter 5. Klasse und die Ablagen.

#### Beförderungsdienst.

Zur Beförderung der Postsachen dienen die Eisenbahnen, Malleposten, Messagerien, Botenposten und Dampfschiffe. Die Beförderung mit der Eisenbahn erfolgt unentgeltlich und zwar sowohl auf den Linien der Privatbahnen wie auch auf denjenigen der Staatseisenbahn. Die desfallsige Verpflichtung der Privatbahnen ergibt sich aus den Konzessionsurkunden.

Werden die Züge nicht von besonderen Postschaffnern, denen ausschliesslich die Beaufsichtigung und der Austausch der Postsachen obliegt, begleitet, so erfolgt die Beförderung derselben durch Vermittelung des Bahnpersonals, das für die Sachen verantwortlich bleibt, bis es dieselben gegen Empfangsbescheinigung an den Beamten der Bestimmungs-postanstalt oder des mit der Weitersendung nach letzterer betrauten Bureau's ausgehändigt hat.

Besondere Massregeln bestehen zu dem Zwecke, um die Beförderung der Geldsendungen und der Kartenschlüsse mit Werthbriefen im Betrage von

sary for doing the postal work, and for the keeping in order, and cleaning of the premises.

The other 1<sup>st</sup> class offices are only provided by the Administration with the articles enumerated above under from *a* to *d*. An annual allowance is granted to them in repayment of the money expended for office-necessaries.

No such allowance is granted to 2<sup>nd</sup> and 3<sup>d</sup> class post-offices. The postmasters of these offices have themselves to defray the expenses caused by the purchase of these articles.

The furniture of offices has, as a general rule, to be provided by postmasters. An exception is only made as concerns amalgamated 1<sup>st</sup> class offices located in buildings belonging to the State, or in buildings rented direct by the Administration, 1<sup>st</sup> class offices of the 5<sup>th</sup> category, and 2<sup>d</sup> class offices.

#### Conveyance of the mails.

The mails are conveyed by railway, mail-coach, *messagerie*, messenger, and steamboat. The conveyance of the mails by railway does not give rise to any compensation, either on the private or on the State lines. The private Companies are bound by their deeds of concession to effect it gratuitously.

When the trains are not accompanied by mail-guards exclusively in charge of the mails, the latter are entrusted to the railway employés who give a receipt, and are responsible for them until they are handed over, in exchange for a regular discharge, to the officers for whom they are intended, or whose duty it is to send them on to their destination.

Special arrangements have been made with a view to the safest possible transmission of funds, and of mails consisting of articles with a value declared exceeding 10,000 francs. Such articles must be placed in bags having a distinctive mark, and their despatch must be notified by tele-

francs. Ces envois doivent être insérés dans des sacs portant une marque distinctive et l'expédition doit en être annoncée par télégramme au bureau destinataire, ainsi que, le cas échéant, au bureau intermédiaire chargé de les réacheminer par un autre moyen de transport. Pendant leur trajet sur les lignes du chemin de fer de l'État, en dehors des bureaux ambulants, le personnel des trains est responsable des dits envois et il doit les entourer des mêmes soins et précautions qu'il prend à l'égard des envois de même nature que l'Administration du chemin de fer transporte pour son propre compte.

En ce qui concerne les chemins de fer concédés, des convoyeurs postaux ont été placés sur les lignes où le mouvement des fonds et valeurs est le plus important. A défaut de convoyeur, les dépêches-valeurs sont escortées par un autre agent des postes.

L'expédition des fonds et des dépêches-valeurs par malle-poste, par messagerie et par piéton est soumise à des restrictions portant sur le poids et la valeur des envois.

Arrivés à destination, les envois de fonds et les dépêches-valeurs ne sont remis à l'agent qui se présente pour les recevoir que sur production de l'avis télégraphique d'expédition, dûment timbré au bureau destinataire et visé par le chef de ce bureau.

On comprend sous la dénomination de *malle-poste* ou *services affluents* au chemin de fer, les moyens de transport par voitures organisés par l'Administration dans l'intérêt du service postal et subventionnés par elle. Ces services sont concédés à des particuliers, par voie d'adjudication, et exploités en conformité de contrats dont le terme est généralement de trois ou cinq ans. Ils transportent les voyageurs et les colis au profit de l'entrepreneur; toutefois, celui-ci est tenu de transporter pour compte de l'Administration des chemins de fer de l'État, et moyennant une ré-

mehr als 10,000 Fr. soweit als möglich zu sichern.

Derartige Sendungen werden in Säcke mit besonderem Abzeichen verpackt, von deren Absendung die Bestimmungspostanstalt oder, eintretenden Falls, die Unterwegspostanstalt, welche die Gegenstände mit anderen Transportmitteln weiterzusenden hat, auf telegraphischem Wege benachrichtigt wird. Erfolgt die Beförderung dieser Sendungen auf den Staatsbahnlagen durch Vermittelung des Eisenbahnpersonals, so ist letzteres für diese Sendungen ganz ebenso verantwortlich, und hat denselben die gleiche Aufmerksamkeit und Sorgfalt zuzuwenden, wie Sendungen dieser Art, welche die Eisenbahnverwaltung für eigene Rechnung befördert.

Was die konzessionirten Eisenbahnen betrifft, so werden bei denselben nur denjenigen Zügen Postbegleiter beigegeben, auf welchen ein starker Werthbriefverkehr sich bewegt. Sind Postbegleiter nicht vorhanden, so werden die Kartenschlüsse mit Werthbriefen unter Begleitung eines anderen Postbeamten befördert.

Die Beförderung von Geldern und Werthbriefpacketen mittels Malleposten, Messagerien und Botenposten unterliegt gewissen Beschränkungen bezüglich des Gewichts und des Werths der Sendungen.

Am Bestimmungsorte werden die Geldsendungen und Werthbriefpackete dem abnehmenden Beamten nur gegen Vorzeigung des abgesandten Telegrammes, welches mit dem Stempel der Bestimmungspostanstalt bedruckt und von dem Vorsteher derselben beglaubigt sein muss, ausgehändigt.

Unter der Bezeichnung « *Malleposten* » oder « *Eisenbahn-Anschlussposten* » werden diejenigen Transportmittel verstanden, welche von der Verwaltung im postdienstlichen Interesse eingerichtet und subventionirt werden. Die Uebertragung dieser Beförderungen an Private erfolgt im Submissionswege; die desfallsigen Kontrakte werden allgemein auf 3 bis 5 Jahre abgeschlossen. Das Personengeld und Packetporto fließen dem Unternehmer zu; letz-

graph to the office of destination, as well as, if necessary, to the intermediary office by which they are to be sent on to their destination by another means of conveyance. The responsibility for such articles during their transit over State railway lines, and when not in charge of travelling offices, devolves upon the railway officials on duty on the trains, who have to take the same measures for their safety as are applied to articles of the same nature conveyed by the Railway Administration on its own account.

As concerns the private railway lines, mail-guards have been appointed to lines on which the traffic of funds and articles with value declared is most considerable. In the absence of a mail-guard the mails containing these articles are escorted by another postal officer.

The transmission of funds and articles with value declared by mail-coach, *messagerie*, and messenger is subject to certain restrictions concerning the weight and value of the articles forwarded.

When the funds and articles with value declared have reached their destination, they are only delivered to the officer who comes forward to receive them, on his producing the telegraphic advice of despatch, duly stamped at the office of destination, and provided with the signature of the postmaster of the same.

The services designated under the denomination of *mail-coach services* or *railway junction services (services affluents au chemin de fer)* are lines of vehicles organized and subsidized by the Administration in the interest of the postal service. The carrying out of the service on these lines is awarded to private persons who perform their task in accordance with contracts concluded, as a rule, for from three to five years. The fees for the conveyance of passengers and parcels go to the contractors who, however, are bound to carry for the Administration of the State Railways any parcels weighing 5 kilogrammes and less, prepaid by means of ad-

tribution de 10 centimes par objet, les paquets de cinq kilogrammes et moins, affranchis au moyen de timbres adhésifs et accompagnés d'un bulletin d'expédition en usage pour le transport de ces objets par chemin de fer.

Sous la rubrique *messengeries* sont rangés les services de transport par voitures de toute espèce (diligences, omnibus, fourgons, etc.), établis par des particuliers dans un but d'intérêt privé et que l'Administration peut utiliser pour le transport des dépêches en vertu d'un droit que lui assurent les arrêtés de concession de ces entreprises. Celles-ci reçoivent, de ce chef, une indemnité de cinq francs par an et par kilomètre de parcours utilisé.

Le transport de dépêches par piétons-entrepreneurs est, autant que possible, confié aux facteurs surnuméraires et fait l'objet de contrats non limitatifs de durée et résiliables à volonté.

*Paquebots.* — Un service régulier de malles-poste, pour le transport des voyageurs, des colis-messengeries et des correspondances, est établi entre Ostende et Douvres et exploité par le Gouvernement belge. Les départs dans les deux sens sont au nombre de quatre par jour, savoir: d'Ostende à 10 h. 5 du matin et 8 h. du soir; de Douvres à 9 h. 30 du matin et 10 h. 20 du soir.

La durée moyenne de la traversée, qui compte 66 milles marins ou 110 kilomètres, est de 4 heures 22 minutes. En outre, le Gouvernement a contracté pour l'établissement de deux lignes de navigation à vapeur transatlantiques, qu'il subventionne et qu'il emploie au transport des dépêches postales, savoir:

1° Une ligne entre Anvers, le Brésil et les États de la Plata, avec escale, à l'aller et au retour, à Rio de Janeiro et à Montevideo. Un départ a lieu de chacun des points extrêmes, de dix en dix jours. Le Gouvernement abandonne aux con-

terer ist jedoch verpflichtet, für Rechnung der Eisenbahnverwaltung, gegen eine Entschädigung von 10 C<sup>m</sup> für jedes Stück, Packete bis zum Gewicht von 5 Kilogramm zu befördern, welche mittels Freimarken frankirt sind und denen ein zum Gebrauche für den Transport auf der Eisenbahn bestimmte Begleitadresse beigegeben ist.

Unter *Messengerien* versteht man Transportanstalten, welche von Unternehmern durch Fuhrwerke jeder Art (Diligencen, Omnibuswagen, Güterwagen etc.) für eigene Rechnung unterhalten werden; das Recht zur Benutzung derselben zur Postbeförderung steht der Verwaltung auf Grund der Konzessionsurkunden zu. Die Konzessionäre erhalten eine Entschädigung von jährlich 5 Fr. für jeden zurückgelegten Kilometer.

Die Beförderung von Botenposten ist soweit als möglich überzähligen Briefträgern übertragen, mit welchen zu diesem Zwecke jeder Zeit kündbare Kontrakte von unbeschränkter Zeitdauer abgeschlossen werden.

*Postdampfschiffswesen.* Zur Beförderung von Reisenden, Päckereien und Korrespondenzgegenständen ist zwischen Ostende und Dover eine regelmässige Postdampfschiffsverbindung eingerichtet, welche von der belgischen Regierung betrieben wird. Die Abfahrt erfolgt in jeder Richtung zweimal täglich und zwar: von Ostende um 10<sup>5</sup> Vorm. und um 8 Uhr Abends; von Dover um 9<sup>30</sup> Uhr Vorm. und um 10<sup>20</sup> Uhr Abends.

Die mittlere Fahrzeit auf der 66 Seemeilen oder 110 Kilometer langen Strecke beträgt 4 Stunden 22 Minuten. Ferner hat die Regierung wegen Einrichtung zweier überseeischer Dampfschiffslinien, welche von ihr subventionirt und zur Postbeförderung benutzt werden, Verträge abgeschlossen. Es sind dies folgende Linien:

1. Eine Linie zwischen Antwerpen, Brasilien und den La Plata-Staaten, über Rio de Janeiro und Montevideo. Die Fahrten finden von beiden Endpunkten ab alle 10 Tage statt. Die Gesellschaften beziehen das gesammte Porto, welches die belgische Postkasse für die auf diesem Wege be-

hesive postage-stamps, and accompanied by bills of despatch (*bulletins d'expédition*) used in the conveyance of such articles by railway. They receive for this transmission a compensation of 10 centimes per parcel.

The denomination *messengeries* comprises the services of vehicles of any kind (stage-coaches, omnibuses, vans, &c.) established by private persons for private interests, which may be made use of by the Administration for the conveyance of the mails, by virtue of a right reserved in the deeds of concession granted for the establishment of such lines. A compensation is then allowed amounting to 5 francs per year and per kilomètre of mail-travel.

The conveyance of the mails by messenger is, whenever possible, entrusted to supernumerary letter-carriers, and is let by means of contracts concluded for an indefinite period, and liable to be annulled at any time.

*Mail-packets.*—A regular line of mail-packets is established between Ostende and Dover, for the conveyance of passengers, parcels, and mails, and is worked by the Belgian Government. The packets are despatched twice a day in either direction, and start from Ostende at 10. 5 in the morning, and 8 in the evening; and from Dover at 9. 30 a. m., and 10 20 p. m.

The distance between the two ports is 66 miles, or 110 kilomètres, and the journey is performed, on an average, in 4 hours 22 minutes.

The Government, moreover, has concluded contracts for the establishment of two lines of transatlantic steamers which are subsidized, and employed by it for the conveyance of the mails.

1° The steamers of one of these lines ply between Antwerp, Brazil, and the River Plate, and call both in going and returning at Rio de Janeiro and Montevideo. Steamers sail from both terminal ports every ten days. The Government resigns to the contractors the whole of the postal taxes due to the Belgian Treasury on the correspondence conveyed

cessionnaires la totalité des taxes postales revenant au Trésor belge sur les correspondances transportées par cette voie. Des primes sont accordées en raison de la rapidité du trajet. De plus le contrat prévoit l'éventualité d'un subside de 250,000 francs, à titre de garantie d'un minimum de produit.

2° Une ligne entre Anvers et l'Amérique du Nord (New-York et Philadelphie). Les départs d'Anvers ont lieu: pour Philadelphie, le dernier samedi de chaque mois; pour New-York, les autres samedis.

Un départ a également lieu chaque samedi, des États-Unis (New-York ou Philadelphie).

Un minimum de produit annuel fixé à 500,000 francs, est garanti aux concessionnaires par le Gouvernement, au chef des correspondances postales.

#### Boîtes à lettres.

Toutes les communes du Royaume sont pourvues d'une boîte, au moins, pour le dépôt des correspondances à expédier par la poste.

L'Administration établit dans les grands centres des boîtes à lettres en fonte qui ont la forme de bornes et sont placées sur les trottoirs de la voie publique. Ces boîtes sont généralement à deux compartiments, dont l'un est exclusivement destiné aux lettres et cartes postales, l'autre aux journaux et imprimés. Dans les villes d'importance secondaire et dans les localités rurales, elle emploie des boîtes en bois, à un seul compartiment, que l'on fixe au mur d'un édifice public ou d'une habitation particulière.

Toutes les boîtes sont revêtues de l'indication du nombre et des heures des levées. Celles-ci sont déterminées par l'Administration et s'effectuent soit par les facteurs distributeurs en tournée, soit par des facteurs exclusivement préposés à ce service.

Le nombre total des boîtes, y compris celles des bureaux, est actuellement de 5221.

förderten Briefpostsendungen zu beanspruchen hat, sowie eine Prämie, wenn die Fahrten besonders schnell zurückgelegt werden. Als Minimaleinnahme wird im Vertrage eine Summe von 250,000 Fr. garantirt.

2. Eine Linie zwischen Antwerpen und Nordamerika (New-York und Philadelphia) Die Abfahrt aus Antwerpen erfolgt: nach Philadelphia am letzten Sonnabend jedes Monats, nach New-York an den anderen Sonnabenden.

In der Richtung aus den Vereinigten Staaten (New-York oder Philadelphia) findet die Abfahrt ebenfalls jeden Sonnabend statt.

Als Minimaleinnahme hat die Regierung für die Beförderung der Postsendungen der Unternehmung den Betrag von jährlich 500,000 Franken garantirt.

#### Briefkasten.

Zur Aufnahme der mit der Post weiterzusendenden Briefpostgegenstände ist in jeder Gemeinde des Königreichs mindestens ein Briefkasten vorhanden.

In den grossen Städten verwendet die Verwaltung gusseiserne Briefkasten, welche die Form von Säulen haben und auf den Strassen-Trottoirs aufgestellt werden. Diese Briefkasten sind mit zwei Abtheilungen versehen, deren eine für Briefe und Postkarten, die andere für Zeitungen und Drucksachen bestimmt ist. In weniger grossen Städten und in Landorten wird von Kasten aus Holz mit nur einer Abtheilung Gebrauch gemacht, welche an den Mauern von öffentlichen oder Privatgebäuden befestigt werden.

An jedem Briefkasten ist ersichtlich gemacht, wie oft die Leerungen und um welche Zeit dieselben erfolgen. Ueber die Leerungen bestimmt die Verwaltung; dieselben werden entweder durch die Briefträger auf den Bestimmungsgängen oder durch besondere Briefkastenleerer bewirkt.

Die Zahl der Briefkasten, einschliesslich derjenigen an den Posthäusern, beträgt z. Z. 5221 Stück.

by them. Premiums are granted according to the quickness of the journey. The contract, moreover, contains a stipulation according to which the Government may be called upon to pay to the Steampacket Company a subsidy of up to 250,000 francs, in the event of the profits of the latter not reaching a certain minimum amount.

2° The steamers of the other line ply between Antwerp and North America (New York and Philadelphia). Their departure from Antwerp takes place:—for Philadelphia, on the last Saturday of each month; and for New York, on the other Saturdays.

Steamers likewise start every Saturday from the United States (New York or Philadelphia).

A minimum amount of yearly revenue for the mails conveyed, fixed at 500,000 francs, has been guaranteed by the Government to the contractors.

#### Letter-boxes.

Every commune in the Kingdom is provided with at least one letter-box for the posting of correspondence to be transmitted by means of the postal service.

In the great centres, cast-iron boxes, having the form of pillars, have been established by the Administration on the footways of the streets. These boxes have, as a rule, two compartments, one for letters and post-cards exclusively, and the other for newspapers and printed matter. In smaller towns, and places in the country wooden letter-boxes with a single compartment, affixed to public buildings or private houses, are made use of.

All boxes are provided with the indication of the number of times they are cleared and the hours at which this takes place. These clearings are fixed by the Administration, and effected either by letter-carriers on their trips of delivery, or by officials exclusively appointed for this duty.

The total number of boxes, inclusive of those at post-offices, amounts at present to 5221.

Des boîtes mobiles en tôle sont adaptées aux voitures employées au transport des dépêches. Ces boîtes sont levées en cours de route à chaque bureau de passage. Il en existe actuellement 139.

Chaque bureau ambulant est pourvu d'une boîte à lettres accessible au public pendant les stationnements aux gares.

Les frais de construction, de placement et d'entretien des boîtes de toute espèce sont supportés par l'Administration.

#### Distribution des correspondances.

La distribution des correspondances à domicile, tant dans les villes que dans les communes rurales, est réglée par l'Administration, qui fixe le nombre et les heures des distributions journalières, l'itinéraire des tournées et la répartition de celles-ci entre les divers agents. Aucune modification ne peut y être apportée sans l'assentiment de l'Administration ou sans qu'elle en soit avertie immédiatement.

Afin d'assurer en tout temps l'exécution régulière de ce service, chaque bureau sédentaire doit avoir à sa disposition un nombre de facteurs surnuméraires proportionné à l'effectif des facteurs en titre. Il faut au moins un facteur surnuméraire sur trois facteurs en titre. Les chefs des bureaux sont d'ailleurs autorisés à prendre d'initiative, dans les circonstances exceptionnelles, toutes les mesures nécessaires pour que la distribution à domicile s'accomplisse dans de bonnes conditions.

Ce service s'étend à toutes les communes, hameaux, sections et maisons isolées du Royaume. Il a été rendu quotidien le 1<sup>er</sup> juillet 1841. Auparavant il ne s'effectuait que de jour à autre.

Il existe actuellement :

Localités	
1519	ayant 1 distribution par jour
725	» 2 distributions »
182	» 3 » »
95	» 4 » »
44	» 5 » »
7	» 6 » »
et 13	» 7 » »

Die zur Postbeförderung auf den Landstrassen benutzten Wagen sind mit beweglichen Briefkasten aus Blech versehen, welche an den Haltepunkten von den Postanstalten geleert werden; solcher Kasten giebt es z. Z. 139 Stück.

Briefkasten befinden sich ferner in jedem Bahnpostwagen; dieselben können vom Publikum während der Haltezeit der Züge benutzt werden.

Die Kosten für Anfertigung, Befestigung und Unterhaltung der Briefkasten jeder Art werden von der Verwaltung getragen.

#### Briefbestellung.

Die Briefbestellung wird sowohl in den Städten, wie in den Landgemeinden von der Verwaltung geregelt; dieselbe bestimmt, wie oft täglich und zu welcher Zeit die Bestellungen erfolgen sollen, ferner wie die Bestellgänge einzurichten und unter die Beamten zu vertheilen sind. Bei eintretenden Aenderungen ist der Verwaltung unverzüglich Anzeige zu erstatten bz. die Genehmigung derselben einzuholen.

Um die regelmässige Ausführung dieses Dienstes jederzeit zu sichern, müssen die Ortspostanstalten überzählige Briefträger zur Verfügung haben, deren Zahl sich nach der Anzahl der Briefträger richtet. Die Amtsvorsteher sind übrigens befugt, unter aussergewöhnlichen Verhältnissen von sich aus die nöthigen Massregeln zu treffen, damit Unregelmässigkeiten in der Bestellung vermieden werden.

Eine Abtragung der Postsendungen erfolgt in allen Gemeinden und Kirchspielen, nach den entferntesten Weilern und isolirt gelegenen Häusern des Landes. Die tägliche Bestellung besteht seit dem 1. Juli 1841, während früher die Sendungen nur von Zeit zu Zeit abgetragen wurden.

Die Bestellung erfolgt gegenwärtig :

in 1519 Orten täglich 1 mal,	
» 725	» » 2 »
» 182	» » 3 »
» 95	» » 4 »
» 44	» » 5 »
» 7	» » 6 »
» 13	» » 7 »

Removable sheet-iron boxes are affixed to the vehicles used for carrying the mails. These boxes are cleared during the journey at every post-office on the route. Their number is, at present, 139.

Every travelling post-office is provided with a letter-box in which the public may post their correspondence when the trains stop.

The expenses caused by the construction, the affixing, and the maintenance of boxes of all kinds, are borne by the Administration.

#### Delivery of correspondence.

The delivery of correspondence, both in towns and in rural communes, is regulated by the Administration, which fixes the number and the hours of daily deliveries, the extent of delivery-trips, and the distribution of the latter among the carriers. No modification may be introduced without the consent of the Administration, or without its having been previously informed of the changes.

In order that this service may at all times be regularly carried out every sedentary post-office must have at its disposal a number of supernumerary letter-carriers in proportion to that of commissioned letter-carriers. The postmasters are, moreover, authorized, under exceptional circumstances, to take all the measures necessary for effecting the regular delivery, without previous reference to the Administration.

This service extends to all communes, hamlets, *sections*, and isolated houses in the Kingdom. On the 1<sup>st</sup> of July 1841 the daily delivery was introduced throughout Belgium. Previous to this date correspondence was only delivered from time to time.

There are, at present:—

1519 places with 1 daily delivery.	
725	» » 2 » deliveries
182	» » 3 » »
95	» » 4 » »
44	» » 5 » »
7	» » 6 » »
13	» » 7 » »



Les cantons ruraux qui présentent trop d'étendue pour être desservis en leur entier par des facteurs partant du bureau même sont desservis, en partie, par des facteurs ruraux en relais, placés à poste fixe, et dont les relations avec le bureau distributeur ont lieu par l'intermédiaire des facteurs partant de ce bureau.

**Attributions. — Monopole.  
Responsabilité.**

Les lois, arrêtés et règlements qui régissent le service des postes ont été codifiés en une loi unique, datée du 30 mai 1879 et qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre suivant.

Aux termes de cette loi, l'Administration des postes est chargée:

*a.* de recueillir, de transporter et de distribuer dans toute l'étendue du Royaume: les lettres ordinaires; les lettres et autres objets recommandés; les lettres contenant des valeurs assurées; les cartes postales; les journaux et les imprimés de toute nature; les échantillons de marchandises; les papiers d'affaires; la correspondance relative aux services publics, admise à circuler en franchise de port;

*b.* d'émettre des mandats payables dans les bureaux de poste;

*c.* d'opérer le recouvrement, pour compte de tiers, des quittances de toute nature et des effets de commerce, sans limite de valeur, avec ou sans protêt;

*d.* de présenter les effets de commerce à l'acceptation des tirés ou débiteurs;

*e.* d'effectuer le service des abonnements aux journaux et autres ouvrages périodiques;

*f.* de recevoir des dépôts d'espèces et d'effectuer des remboursements, pour compte de la Caisse générale d'épargne et de retraite;

*g.* de transporter et de remettre à domicile, à titre d'auxiliaire de l'Administration des chemins de fer de l'État et pour le compte de cette Administration, les colis de cinq kilogrammes et moins.

In Landbezirken, welche zu ausgedehnt sind, um von den Postanstalten aus durch Briefträger begangen werden zu können, wird die Bestellung zum Theil durch Landbriefträger vermittelt, welche in bestimmten Orten der Bezirke stationirt sind und mit der Bestellungs-Postanstalt durch die von derselben ausgehenden Briefträger in Verbindung stehen.

**Geschäftskreis. — Monopol. —  
Garantie.**

Die auf das Postwesen bezüglichen Gesetze, Verordnungen und reglementarischen Bestimmungen sind in ein Gesetz zusammengefasst worden, welches vom 30. Mai 1879 datirt und am 1. November 1879 in Kraft getreten ist.

Nach den Bestimmungen dieses Gesetzes erstreckt sich die Verpflichtung der Postverwaltung:

*a.* für den ganzen Umfang des Königreichs auf die Annahme, Beförderung und Bestellung von gewöhnlichen Briefen, eingeschriebenen Briefen und anderen Sendungen, Briefen mit Werthangabe, Postkarten, Zeitungen und anderen Drucksachen jeder Art, Waarenproben, Geschäftspapieren und den in Dienstangelegenheiten portofrei zu befördernden Sendungen;

*b.* auf die Uebermittlung von Geldbeträgen im Wege der Postanweisung;

*c.* auf die Einkassirung, für Rechnung dritter Personen, von Quittungen jeder Art und von Wechseln, ohne Beschränkung des Betrages, mit oder ohne Protestaufnahme;

*d.* auf die Vorzeigung von Wechseln behufs Einholung der Annahmeerklärung vom Bezogenen oder Schuldner;

*e.* auf die Ausführung von Bestellungen auf Zeitungen und andere periodische Werke;

*f.* auf die Annahme und Rückzahlung von Geldeinlagen für Rechnung der allgemeinen Spar- und Pensionskasse;

*g.* auf die Annahme und Beförderung von Packeten bis zum Gewichte von 5 Kilogr. für Rechnung der Staats-eisenbahn-Verwaltung.

In rural cantons the extent of which does not allow of the delivery being effected everywhere by letter-carriers starting from post-offices, this service is carried out by relay letter-carriers stationed at fixed places, who communicate with the office of delivery through the medium of the letter-carriers starting from the same.

**Duties.—Monopoly.—Responsibility.**

The laws, decrees, and regulations by which the postal service is governed were united into a single law dated May 30, 1879, which came into operation on the 1<sup>st</sup> of November of the same year.

According to this law it is the duty of the Postal Administration:—

*a.*—to collect, to convey, and to deliver, throughout the Kingdom, ordinary letters; registered letters, and other registered articles; letters with value declared; post-cards; newspapers, and printed papers of every description; patterns and samples of merchandise; commercial papers; and correspondence concerning the public service, allowed to be forwarded free of postage;

*b.*—to issue money-orders payable at post-offices;

*c.*—to cash, on behalf of the public, receipts and invoices of all kinds, and bills of exchange, without limit as to value, and with or without protest;

*d.*—to present bills of exchange for acceptance to the drawees or debtors;

*e.*—to carry out the service of the subscription to newspapers, and other periodical publications;

*f.*—to receive deposits of money, and to make repayments, on behalf of the *Caisse générale d'épargne et de retraite*;

*g.*—to convey, and deliver at the domicile of addressees, as intermediary agent of the Railway Administration, and on behalf of the same, parcels of 5 kilogrammes in weight and less.



Elle a le monopole du service :

- 1° des lettres missives closes ou ouvertes ;
- 2° des cartes postales ;
- 3° des annonces, circulaires, prospectus, prix-courants et avis de toute nature, lorsqu'ils portent l'adresse du destinataire.

Sont exceptés du monopole postal :

- 1° les lettres ou envois transportés par d'autres administrations publiques, dans les conditions à déterminer par le Gouvernement ;
- 2° les correspondances que des particuliers s'expédient par des personnes attachées à leur service, ou celles qu'ils font prendre ou porter à la poste ;
- 3° la correspondance qu'un particulier transporte pour son propre service ;
- 4° les lettres de voiture et les factures, non cachetées, ne contenant que les énonciations nécessaires à la livraison des marchandises qu'elles accompagnent ;
- 5° les papiers relatifs au service des chemins de fer ou de toutes autres entreprises de transports publics circulant par le matériel des intéressés.

L'Administration des postes a le droit d'interdire les débits particuliers de timbres-poste et autres marques d'affranchissement, ou de les assujettir à une autorisation préalable.

Sont exclus du transport par la poste :

- 1° les échantillons de marchandises ou tous autres objets qui par leur nature pourraient être une cause de danger pour le personnel ou de détérioration pour les correspondances ;
- 2° les envois sujets à la taxe des lettres, d'un poids supérieur à 1 kilogramme, lorsqu'ils n'ont pas été régulièrement affranchis, et les paquets de papiers d'affaires, même affranchis, qui excéderaient ce poids ;
- 3° les échantillons de marchandises pesant plus de 250 grammes.

Der Postzwang besteht :

1. für verschlossene und offene Briefe ;
2. für Postkarten ;
3. für Ankündigungen, Cirkulare, Prospekte, Preisverzeichnisse und Anzeigen jeder Art, sofern sie mit der Adresse des Empfängers versehen sind.

Dem Postzwange sind nicht unterworfen :

1. Briefe oder Sendungen, welche von anderen Verwaltungen des Staates unter den von der Regierung festzusetzenden Bedingungen befördert werden ;
2. Briefpostgegenstände, welche Privatpersonen sich durch das eigene Dienstpersonal übersenden oder welche dieselben von der Post abholen oder bei derselben abgeben lassen ;
3. Briefpostgegenstände, welche Private in ihren eigenen Angelegenheiten befördern ;
4. unversiegelte Frachtbriefe und Rechnungen mit Angaben, welche ausschliesslich die Lieferung der Waaren, denen die Rechnungen etc. beigegeben sind, betreffen ;
5. die Dienstpapiere der Eisenbahnen oder andern öffentlichen Transport-Unternehmungen, soweit sie mit dem Material der Beteiligten befördert werden.

Die Verwaltung ist berechtigt, den Privatverkauf von Freimarken oder anderen Postwerthzeichen zu untersagen oder von ihrer Genehmigung abhängig zu machen.

Von der Postbeförderung sind ausgeschlossen :

1. Waarenproben oder andere Gegenstände, deren Beförderung mit Gefahr verbunden ist oder welche ihrer Natur nach die Korrespondenzen beschädigen könnten ;
  2. Sendungen, welche der Taxe für Briefe unterliegen, wenn sie das Gewicht von 1 Kilogr. übersteigen und nicht vorschriftsmässig frankirt sind, ferner Geschäftspapiere im Gewichte über 1 Kilogr., auch wenn dieselben frankirt sind ;
  3. Waarenproben im Gewichte von mehr als 250 Gramm.
- Postkarten mit schriftlichen Mittheilungen, welche gegen die öffent-

It has the monopoly of the conveyance of:—

- 1° open or closed letters ;
- 2° post-cards ;
- 3° announcements, circulars, prospectuses, prices current, and notices of every description, when bearing the address of the persons for whom they are intended.

The following are excluded from the postal privilege:—

- 1° letters or articles conveyed by other public administrations under conditions to be determined by Government ;
- 2° correspondence despatched by private persons by means of individuals in their service, or correspondence they cause to be fetched from, or carried to, a post office ;
- 3° correspondence carried by a private person on his own business ;
- 4° unsealed way-bills or invoices, only containing the indications necessary for the delivery of the merchandise they accompany ;
- 5° papers on the service of railway, and other companies for effecting the conveyance of the public, provided they are forwarded by means of the vehicles belonging to these companies.

The Postal Administration has the right of prohibiting private persons from keeping places for the sale of stamps and other labels for the prepayment of postal articles, or of making such sale dependent on preliminary authorization.

The following are excluded from the conveyance by post:—

- 1° Patterns and samples of merchandise, and all other articles which, on account of their nature, are likely to endanger the staff or injure the correspondence ;
  - 2° articles liable to letter-rates of postage, and weighing more than one kilogramme when not fully prepaid, and packets of commercial papers, even if prepaid, when they exceed this weight ;
  - 3° patterns and samples of merchandise when weighing more than 250 grammes.
- Post-cards bearing inscriptions con-

Il n'est pas donné cours aux cartes postales portant des inscriptions contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

L'Administration des postes est responsable du montant des fonds et valeurs qui lui sont confiés pour les services des mandats postaux et télégraphiques, de l'encaissement des quittances et des effets de commerce, des abonnements et de la Caisse d'épargne.

En matière d'effets de commerce, elle est également responsable, le cas échéant, de l'accomplissement des formalités du protêt, sans que cette responsabilité puisse en aucun cas excéder la valeur des effets.

En cas de perte totale ou partielle des lettres assurées, l'Administration est responsable de la valeur perdue jusqu'à concurrence de la somme assurée.

La perte d'un objet recommandé entraîne pour l'Administration l'obligation de payer, à l'expéditeur ou au destinataire, une indemnité de 50 francs.

Toutefois, l'Administration n'est soumise à aucune responsabilité :

1° quand la perte s'est produite dans un pays étranger dont le service n'a pas assumé, par convention, l'obligation de rembourser ;

2° lorsque la perte a été amenée par le fait ou par la négligence de l'expéditeur, ou par un cas de force majeure ;

3° lorsqu'il est établi qu'une lettre assurée ne contenait pas d'objet de valeur ou qu'elle renfermait des valeurs déclarées frauduleusement à une somme supérieure à leur montant réel.

## Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

(Suite).

Dans un premier article, nous avons indiqué les dispositions qui régissent les rapports entre la Poste et les

liche Ordnung und den Anstand verstossen, dürfen nicht abgesandt werden.

Die Garantie der Verwaltung erstreckt sich auf die Beträge der Postanweisungen und telegraphischen Anweisungen, ferner der auf Grund von Quittungen und Wechseln eingezogenen Forderungen, auf Abonnementsbeträge und auf Einzahlungen zur Sparkasse.

Bezüglich der Wechsel leistet die Postverwaltung eintretenden Falls auch Gewähr für die Erfüllung der mit der Protestaufnahme verbundenen Formalitäten, jedoch nur bis zur Höhe des Werthbetrages der Wechsel.

Im Falle des ganzen oder theilweisen Verlustes des Inhalts von Werthbriefen wird von der Verwaltung der Betrag des Verlustes, höchstens aber der angegebene Werthbetrag ersetzt.

Für eine Einschreibsendung zahlt die Verwaltung dem Absender oder dem Empfänger im Falle des Verlustes einen Ersatz von 50 Fr.

Die Verbindlichkeit der Postverwaltung zur Ersatzleistung bleibt ausgeschlossen :

1. wenn der Verlust in einem fremden Lande sich ereignet hat, von dessen Verwaltung nicht durch Vertrag die Ersatzleistung übernommen worden ist ;

2. wenn der Verlust durch die Fahrlässigkeit des Absenders oder durch einen Fall höherer Gewalt herbeigeführt worden ist ;

3. wenn festgestellt wird, dass ein Brief mit Werthangabe Werthgegenstände nicht enthalten hat, oder dass der Inhalt desselben in betrügerischer Absicht zu hoch deklariert worden ist.

## Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.

(Fortsetzung.)

In unserm ersten Artikel über den vorstehenden Gegenstand haben wir die Bestimmungen angeführt, welche

trary to the public order or to decency, are not forwarded.

The Postal Administration is responsible for the funds and valuable papers entrusted to it for postal and telegraphic money-orders, for the collection of invoices and bills of exchange, for the subscription to newspapers, and for the Savings Bank.

As concerns bills of exchange, it is likewise responsible for the fulfilment of the protest formalities, when the protest was required ; but it is, in no case, liable for more than the amount of the bills.

In case of the loss of the whole or part of a letter with value declared, the Administration is liable for the sum lost, but not beyond the amount declared.

In case of the loss of a registered letter, the Administration is bound to pay either to the sender or to the addressee an indemnity of 50 francs.

The Administration cannot, however, be held responsible in the following cases :—

1° When the loss occurred in a foreign country whose Administration has not, by convention, assumed the obligation of reimbursement ;

2° when the loss has been caused by the act or the negligence of the sender, or by force majeure ;

3° when it has been proved that a letter with value declared did not contain any valuable article, or that it contained articles the value of which was fraudulently declared to be higher than that they actually possessed.

## The relations between the Post and the Railways.

(Continuation )

In our first article on this subject we stated the provisions by which the relations between the Post and

Chemins de fer du territoire postal de l'Empire germanique. Comme ces dispositions ne s'appliquent pas à la Bavière et au Wurtemberg, nous mentionnerons celles qui sont en vigueur dans ces deux pays.

En ce qui concerne d'abord la Bavière, il n'y a de chemins de fer privés de quelque importance que dans les parties du territoire, peu étendues, situées à l'ouest du Rhin; tandis que les lignes ferrées de la partie orientale de la Bavière, de beaucoup la plus grande, sont propriété de l'Etat. Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer privés sont réglés par une convention qui a été conclue le 11 avril 1853.

Les Compagnies de chemins de fer sont obligées, lors de la fixation de la marche des trains, de tenir compte de la coïncidence avec les trains venant de l'étranger et avec les services postaux existant dans le pays; elles doivent, à cet effet, se mettre d'accord en temps utile avec l'Administration des postes; elles sont tenues, en outre, de construire les bureaux de poste ambulants qui servent au transport des correspondances et des articles des messageries, et, sur trois trains par jour, de mettre un de ces bureaux ambulants à la disposition de l'Administration des postes, ainsi que de pourvoir à leur chauffage, à leur éclairage et à leur nettoyage.

Si l'espace disponible dans les bureaux ambulants ne suffit pas pour caser tous les articles de messageries, l'Administration des postes peut exiger qu'il lui soit accordé, dans les wagons à bagages ordinaires, la place dont elle a encore besoin. L'Administration des postes a aussi le droit de faire transporter des dépêches closes contenant des correspondances par l'intermédiaire des agents des chemins de fer.

Les employés qui font le service des bureaux ambulants circulent gratuitement; les fonctionnaires postaux en tournée de service ont aussi droit à la circulation gratuite sur tout le réseau.

Les Compagnies reçoivent de l'Ad-

die Beziehungen der Post zu den Eisenbahnen im deutschen Reichspostgebiete regeln. Da diese Bestimmungen auf Bayern und Württemberg keine Anwendung finden, so sei bezüglich der in den letzteren Ländern geltenden Vorschriften hier nachträglich Folgendes erwähnt.

Was zunächst *Bayern* betrifft, so bestehen Privatbahnen von einiger Bedeutung nur in den kleineren, westlich des Rheines gelegenen Gebiets-theilen, während die Bahnen in dem grösseren, östlichen Theile sämtlich Staatseigenthum sind. Das Verhältniss der Post zu den erwähnten Privatbahnen ist durch einen am 11. April 1853 abgeschlossenen Vertrag wie folgt geregelt.

Die Eisenbahn-Gesellschaft ist verpflichtet, bei Feststellung der Fahrordnung auf Anschluss an die korrespondirenden auswärtigen Bahnzüge und die Landes-Postverbindungen entsprechend Rücksicht zu nehmen und sich zu diesem Zwecke rechtzeitig mit der Postverwaltung zu verständigen, ferner die zur Beförderung der Brief- und Fahrpostsendungen erforderlichen Bahnpostwagen zu erbauen und je einen derselben bei täglich 3 Zügen der Postverwaltung zur Verfügung zu stellen, sowie für Heizung, Erleuchtung und Reinigung dieser Wagen zu sorgen.

Reicht der in den Bahnpostwagen vorhandene Raum zur Unterbringung der Päckereien nicht aus, so kann die Postverwaltung den verfügbaren Raum in den gewöhnlichen Gepäckwagen benutzen. Auch hat die Postverwaltung das Recht, geschlossene Briefpakete durch Vermittlung des Eisenbahn-Personals zu befördern.

Die zur Begleitung der Bahnposten erforderlichen Beamten werden unentgeltlich befördert; ferner genießen die zu dienstlichen Reisen abgeordneten Postbeamten auf der ganzen Bahnstrecke freie Fahrt.

Für die der Gesellschaft hiernach obliegenden Leistungen und Transporte zum Zwecke des Postbetriebes erhält dieselbe von der Postverwaltung eine jährliche Aversal-Entschädigung von 150 fl. (321<sup>43</sup> Fr.) für die

the Railways are regulated in the territory of the Imperial German Postal Administration. But as these provisions are not applicable to Bavaria and Würtemberg, we give below a summary of the regulations in force on this subject in these two countries.

In *Bavaria*, private railway-lines of any importance only exist in the small districts to the West of the Rhine, whereas in the larger, Eastern districts, all the railway lines are the property of the State. The relations between the Post and the above-mentioned private lines are regulated as follows by a convention concluded on the 11<sup>th</sup> of April 1853:--

The Railway Company is bound to draw up its time-tables in such a manner as to establish the connection between its trains and those of the corresponding foreign Railways, as also with the domestic postal lines, and to come, for this purpose, to a timely agreement with the Postal Administration. The Company is further obliged to construct the railway post-office vans necessary for the conveyance of the letter and parcel-mails, to attach one of these vans to three trains daily for the use of the Postal Administration, and lastly to provide for the heating, lighting, and cleaning of the same.

If there is not sufficient room in the post-office van for all the parcels, the Administration is entitled to make use of the empty space that may remain in the ordinary luggage-vans. The Postal Administration has further the right of conveying closed letter-mails through the agency of railway-officials.

The postal officers accompanying the railway-mails are conveyed gratuitously, and those travelling on official business are also conveyed free of charge on the whole line.

The Company receives from the Postal Administration in return for the services it is thus obliged to render to this department, a yearly total compensation amounting to 150 florins (321 francs 43 centimes) per mile (German) of the geometrical length of the line used. The com-

ministration des postes, en compensation des obligations que leur impose le service des postes, une indemnité annuelle de 150 florins (321 fr. 43 cts.) par lieue de ligne calculée d'après la longueur géométrique du parcours effectué. Quant aux wagons supplémentaires qui peuvent être requis, ils donnent lieu, en faveur de la Compagnie, à une indemnité de s. kr.  $\frac{3}{4}$  (31  $\frac{1}{4}$  centimes) pour chaque mille de ligne.

Il n'existe aucune ordonnance ou convention réglant les rapports entre la Poste et les Chemins de fer de l'État; ces deux services relèvent d'une même Administration qui décide, dans chaque cas particulier, de la manière dont il doit être donné satisfaction aux besoins, ou de la mesure dans laquelle les améliorations désirables doivent être introduites. S'il en résulte des frais, elle fixe le taux de la bonification qui est due. C'est ainsi, par exemple, qu'il a été établi que la caisse des Chemins de fer pourvoit aux dépenses de construction et d'entretien des bureaux ambulants et que, en compensation, elle reçoit de la caisse des Postes 2,8 pfennigs pour chaque kilomètre parcouru par un bureau ambulant.

Dans le *Wurtemberg*, où les chemins de fer, à l'exception de quelques lignes d'intérêt local, sont propriété de l'État, aucune loi ou ordonnance ne leur impose des obligations dans l'intérêt de la Poste; les services qu'on en exige sont fixés, dans chaque cas particulier, sur la proposition de l'Administration des postes ou d'un commun accord entre celle-ci et l'Administration des chemins de fer.

Les principes qui déterminent la bonification due pour ces services ont été arrêtés par une décision ministérielle. En vertu de cette décision, l'Administration des postes doit rembourser les frais d'exploitation pour le nombre de kilomètres parcourus par les bureaux ambulants. Il est bonifié, en outre, à l'Administration des chemins de fer :

5 % d'intérêt sur le prix de revient des bureaux ambulants ;

5 % d'intérêt sur les frais de cons-

Bahnstunde nach der geometrischen Länge der benutzten Bahnstrecke. Für etwa erforderliche Beiwagen werden der Gesellschaft 8  $\frac{3}{4}$  Kreuzer (31  $\frac{1}{4}$  C<sup>m</sup>) für jede Bahnmeile vergütet.

Ueber das Verhältniss der Post zu den Staatsbahnen bestehen keine besonderen Verordnungen oder Verträge; beide Verkehrsanstalten werden von einer Centralstelle aus verwaltet, welche von Fall zu Fall über die Befriedigung eintretender Bedürfnisse oder die Ausführung wünschenswerther Einrichtungen entscheidet und, falls dieselben von der einen Anstalt finanzielle Opfer erfordern, die Gegenleistung aus der Kasse der andern Anstalt bestimmt. Auf solche Weise ist z. B. festgesetzt worden, dass aus der Eisenbahnkasse die Kosten für Herstellung und Unterhaltung der Bahnpostwagen bestritten und dafür aus der Postkasse 2 s. Pf. für den zurückgelegten Wegkilometer eines Bahnpostwagens an die Eisenbahnkasse vergütet werden.

In *Württemberg* sind, abgesehen von einigen unbedeutenden Lokalbahnen, sämtliche Eisenbahnen Eigentum des Staates; denselben sind Leistungen im Interesse der Post durch Gesetz oder Verordnung nicht auferlegt, vielmehr erfolgen die für Postzwecke erforderlichen Leistungen jeweilig auf Antrag der Post, bz. durch Vereinbarung der Post- und der Eisenbahn-Verwaltung.

Die auf die Vergütung für diese Leistungen Anwendung findenden Grundsätze sind durch Ministerial-Verfügung geregelt. Nach letzterer hat die Postverwaltung für die von den Bahnpostwagen durchlaufene Kilometerzahl die Selbstkosten (Betriebskosten) zu erstatten. Ferner werden der Eisenbahn-Verwaltung vergütet :

5 % Zins aus den Anschaffungskosten für die Bahnpostwagen ;

8 % Zins aus dem für Postzwecke gemachten Bauaufwande, sowie die Kosten für Heizung und Erleuchtung der Postlokale auf Eisenbahnhöfen.

In der *Argentinischen Republik* giebt es sowohl Staats- wie auch Privatbahnen.

compensation for any supplementary vans which may be required is fixed at 8  $\frac{3}{4}$  kreuzer (31  $\frac{1}{4}$  centimes) per mile and per van.

As concerns the relations between the Post and the State railways they are not regulated by any special regulations or conventions. Both these institutions are managed by a single Central Administration which decides as to the requirements to be satisfied as they arise, and, on the introduction of desirable arrangements; moreover, in case one of the two institutions is thereby involved in any expense, it is the Administration which fixes the amount of the compensation to be paid to the same by the other. Thus, it has, for instance, been decided that, while the Railway has, on the one hand, to defray the expenses arising from the construction and keeping in repair of post-office vans, the Post has, on the other, to pay to the Railway a compensation amounting to 2,8 pfennig per kilomètre traversed by each van.

In *Wurtemberg* all the railways, with the exception of a few unimportant local lines, are the property of the State. No obligation with regard to the Post is imposed upon them by law or decree; the services to be rendered by the Railways to the Post form, on the contrary, the object of agreements between the Administrations of the two services.

The principles on which the compensation for these services is based, are laid down in regulations issued by the Minister. In accordance with these regulations the Postal Administration has to pay to the Railway Administration for forwarding the post-office vans, a compensation equal to the working expenses. In addition to this compensation the Railway Administration receives:—

5 per cent. interest on the expenses for the construction of post-office vans ;

8 per cent. interest on the building expenses incurred for purposes of the postal service, and the expenses for heating and lighting the postal localities at railway-stations.

truction, faits en vue du service des postes; ainsi que les frais de chauffage et d'éclairage des locaux postaux dans les gares de chemins de fer.

Dans la *République Argentine*, il y a des lignes de chemins de fer appartenant à l'État et des lignes de chemins de fer appartenant à des Compagnies.

Les obligations des chemins de fer de l'État (nationaux) sont déterminées par une loi du 18 septembre 1872 qui leur impose le transport gratuit des dépêches et des agents chargés de les accompagner. Cette loi porte, en outre, que l'Administration des postes désigne les trains ordinaires qui doivent servir à ce transport. Ces trains doivent s'arrêter à toutes les stations, lors même que le service des voyageurs ne réclamerait aucune halte. Les Compagnies sont tenues de réserver dans ces trains un compartiment suffisant pour contenir toutes les dépêches postales.

Les obligations des Compagnies sont fixées par leurs cahiers des charges, aux termes desquels elles sont tenues de transporter gratuitement les correspondances. Les employés de service sont aussi transportés gratuitement. Le cahier des charges du chemin de fer *Central Argentin* stipule, en outre, que dans aucun cas les trains ne peuvent être retenus au delà du temps fixé pour leur départ.

En *Autriche-Hongrie* aucune loi ne détermine d'une manière uniforme, les obligations des chemins de fer en matière de transport des postes.

Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer sont réglés, soit par l'ordonnance du 16 novembre 1851 sur l'exploitation des chemins de fer, soit par les actes de concession ou aussi par des ordonnances spéciales.

D'après l'ordonnance sur l'exploitation des chemins de fer, les Compagnies sont tenues de transporter gratuitement les objets postaux, les bureaux ambulants et les agents de service, et cela par tous les trains de voyageurs. Le remisage et la surveillance des bureaux ambulants, ainsi

Die Verpflichtungen der Staatsbahnen (Nationalbahnen) sind durch ein Gesetz vom 18. September 1872 geregelt, nach welchem ihnen die unentgeltliche Beförderung der Postsendungen und der dieselben begleitenden Beamten obliegt. Dieses Gesetz bestimmt ausserdem, dass die Postverwaltung die zur Postbeförderung zu benutzenden Bahnzüge zu bestimmen hat. Letztere müssen an sämtlichen Stationen anhalten, selbst wenn nach Massgabe des Personenverkehrs ein Bedürfniss hierzu nicht vorliegt. Bei allen diesen Zügen ist eine zur Aufnahme sämtlicher Postsendungen genügend grosse Wagen-Abtheilung der Postverwaltung zur Verfügung zu stellen.

Die Verbindlichkeiten der Privatbahnen ergeben sich aus den Konzessions-Urkunden; nach diesen haben sie ebenfalls die Postsendungen und die begleitenden Postbeamten unentgeltlich zu befördern. Die Konzessions-Urkunde der Argentinischen Centralbahn enthält ausserdem die Bestimmung, dass die Bahnzüge in keinem Falle über die fahrplanmässige Abgangszeit hinaus zurückgehalten werden dürfen.

Ein Gesetz, durch welches die Verpflichtungen der *österreichischen Eisenbahnen* in Bezug auf den gesamten Posttransport in einer überall gleichmässigen Weise geregelt würden, besteht nicht.

Das Verhältniss der Post zu den Eisenbahngesellschaften ist theils durch die Eisenbahn-Betriebsordnung vom 16. November 1851, theils durch die Konzessions-Urkunden, oder auch durch specielle Verordnungen geregelt.

Nach der Eisenbahn-Betriebsordnung sind die Eisenbahngesellschaften zur unentgeltlichen Beförderung der Postsachen, Eisenbahnpostwagen und der zur Begleitung etc. der Postsendungen erforderlichen Beamten bei allen denjenigen Zügen verpflichtet, mit welchen eine Personenbeförderung stattfindet.

Auch für die Unterstellung und Beaufsichtigung der Eisenbahnpostwagen, sowie für die Uebergabe und Uebernahme von Briefpacketen

In the *Argentine Republic* there are both State and private railway-lines.

The obligations imposed upon the State (National) railway lines are determined by the law of 18<sup>th</sup> of September 1872, according to which these lines are bound to effect the gratuitous conveyance of the mails, and of the officers having charge of the same. The law provides, moreover, that the trains to be used for the conveyance of the mails are to be designated by the Postal Administration. The mail-trains are obliged to stop at all stations, even if it should not be necessary to do so on account of the passenger-traffic. In all these trains a compartment sufficiently spacious to hold all postal articles is to be placed at the disposal of the Postal Administration.

The services to be rendered by the private lines are specified in their deeds of concession, according to which documents these lines are likewise bound to convey the mails, and the postal officers accompanying them, free of charge. The deed of concession of the Argentine Central Railroad contains the additional provision that the mail-trains may, in no case, be delayed beyond their starting time as fixed in the timetables.

In *Austria* there is no law imposing uniform obligations on all the Railways of the Empire with regard to the conveyance of the mails.

The relations between the Post and the Railway Companies are governed partly by the Railway-Service Regulations of the 16<sup>th</sup> of November 1851, and partly by special decrees.

By virtue of the Railway-Service Regulations, the Railway Companies are bound to convey the mails, railway post-office vans, and postal officials in charge of the mails, free of charge by all the trains for the conveyance of passengers.

The Companies are, moreover, not entitled to claim any compensation for looking after the vans, and for keeping them in their sheds, nor do

que la réception et la remise des dépêches par le personnel des trains non accompagnés de conducteurs postaux, ne donnent pas lieu à une bonification.

Dans les trains de chemins de fer qui ne sont accompagnés que d'un conducteur postal, la Compagnie doit fournir, à ses frais, un wagon postal à 4 roues dûment aménagé et pourvoir à son éclairage et à son entretien.

Les bureaux ambulants sont fournis par les Compagnies de chemins de fer ou par l'Administration des postes suivant que les actes de concession imposent ou non l'obligation aux Compagnies.

Les frais de chauffage des bureaux ambulants et — sauf les exceptions ci-dessus — aussi les frais de leur éclairage, puis enfin les débours faits par les Compagnies de chemins de fer pour l'entretien et la réparation des bureaux ambulants appartenant à l'Administration des postes, sont supportés par cette dernière.

Pour les wagons supplémentaires qui peuvent devenir nécessaires, l'Administration des postes bonifie une indemnité variant entre 6 et 17,3 kreuzer (15 et 43 $\frac{1}{4}$  centimes) par wagon et par kilomètre.

Les dispositions qui précèdent, sauf quelques nuances dictées par les circonstances locales, s'appliquent aussi dans le *Royaume de Hongrie*, aux rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

(A suivre).

---

### La Poste à Hambourg.

Hambourg, avec ses 413,000 habitants, située à l'embouchure de l'Elbe qui se jette dans la mer du Nord, est une des villes commerciales les plus importantes de l'Europe. Les importations s'y sont élevées, en 1879, à 98,530,017 quintaux, représentant une valeur de 1,754,980,220

durch das Zugpersonal bei solchen Zügen, welche von Postkondukteuren nicht begleitet werden, haben die Unternehmungen eine Vergütung nicht zu beanspruchen.

Bei Eisenbahnzügen, welche nur von einem Postkondukteur begleitet werden, hat die Bahngsellschaft einen entsprechend eingerichteten vierrädri-gen Postwagen auf eigene Kosten einzustellen und für Beleuchtung und Unterhaltung desselben Sorge zu tragen.

Die Bahnpostwagen werden theils für Rechnung der Eisenbahngesellschaften, theils von der Postverwaltung auf eigene Rechnung beschafft, je nachdem die Eisenbahngesellschaften nach den Konzessions-Urkunden hierzu verpflichtet sind oder nicht.

Die Kosten für Heizung der Eisenbahnpostwagen und — mit der oben bezeichneten Ausnahme — auch für Beleuchtung derselben, ferner die von der Eisenbahnverwaltung aufgewendeten Selbstkosten für Instandhaltung und Reparatur der auf Kosten der Postverwaltung beschafften Bahnpostwagen werden von letzterer getragen.

Für etwa erforderliche Beiwagen wird von der Postverwaltung eine Vergütung gezahlt, welche zwischen 6 und 17,3 Kreuzern (15 und 43 $\frac{1}{4}$  C<sup>ms</sup>) für den Wagen und Kilometer variirt.

Die vorstehenden Bestimmungen finden, mit geringen Abweichungen, auch im *Königreich Ungarn* auf die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen Anwendung.

(Fortsetzung folgt.)

---

### Die Post in Hamburg.

Hamburg mit 413,000 Einwohnern, am Ausfluss des in die Nordsee mündenden Elbstroms belegen, ist eine der bedeutendsten Handelsstädte Europas. Die Einfuhr betrug im Jahre 1879 98,530,017 Centner mit einem Werthe von 1,754,980,220 Mark, die Ausfuhr 47,894,803 Ctr. mit einem

they receive any remuneration for effecting the reception, delivery, and transfer of letter-mails by means of the railway-officials, on trains which are not accompanied by mail-guards.

With regard to such trains as are accompanied by one mail-guard only the Railway Companies are obliged to furnish at their own expense, a properly arranged four-wheeled railway mail-van, and to undertake the lighting, and keeping in good order of the same.

The travelling post-office vans are provided either at the expense of the Railway Companies, or at that of the Postal Administration, according to whether the deeds of concession do or do not impose this obligation on the former.

The expenses for heating the railway mail-vans, and—with the exception mentioned above—for lighting the same, as also those arising to the Railway Companies from looking after, and keeping in repair the vans furnished by the Postal Administration, are defrayed by the latter.

A compensation, ranging between 6 and 17,3 kreuzer (15 and 43 $\frac{1}{4}$  centimes), per van and kilomètre, is paid by the Postal Administration for the use of supplementary vans.

These provisions, with the exception of a few unimportant points, also govern the relations between the Posts and the Railways in the *Kingdom of Hungary*.

(To be continued.)

---

### The postal service in Hamburg.

Hamburg with 413,000 inhabitants, situated near the mouth of the Elbe which enters the North sea, is one of the chief commercial cities of the European continent. Its Imports amounted in 1879 to 98,530,017 hundredweight, worth 1,754,980,220 Mark, and its exports to 47,894,803



marks, et les exportations ont atteint 41,894,803 quintaux, soit une valeur de 1,478,923,000 marks. Le mouvement du port a été de 8000 navires à l'entrée et à la sortie.

Le commerce maritime se porte principalement vers l'Amérique du nord, l'Amérique centrale et l'Amérique du sud, ainsi que vers les Indes orientales et la côte Est de l'Asie. En matière de postes, la ville de Hambourg a un renom à l'étranger par le grand nombre de dépêches directes qu'elle expédie pour des destinations d'outre-mer; il ne sera donc peut-être pas sans intérêt pour le lecteur d'avoir quelques détails sur le service des postes à Hambourg.

La statistique publiée par l'Administration des postes de l'Allemagne pour l'année 1879 indique les chiffres suivants relativement au mouvement postal de Hambourg:

*Envois reçus :*

19,283,700 lettres, cartes postales, imprimés et échantillons; 837,700 paquets sans valeur déclarée; 213,500 lettres et paquets avec valeur déclarée; 52,520 envois grevés de remboursement; 36,759 mandats d'encaissement.

Le nombre des envois *expédiés* égale à peu près les chiffres ci-dessus. Il s'y ajoute 3,587,019 numéros de journaux servis par les bureaux de poste chargés des abonnements et 36,869,818 marks encaissés pour mandats partants, ainsi que 56,657,780 marks payés pour mandats arrivés.

Hambourg est le siège d'une Administration postale supérieure de province (Direction générale des Postes) pour la ville et les territoires voisins, dont relèvent 121 établissements de poste. Dans la ville même, y compris ses faubourgs, on compte 24 bureaux de poste avec service complet, chargés pour la plupart de la distribution à domicile. Le bureau n° 1 (rue des Postes) et le bureau n° 2 (marché aux Oies) sont des offices centraux, le premier pour la poste aux lettres, le second pour les articles de messageries. Indépendamment des bureaux sédentaires, Hambourg possède deux bureaux de poste ambulants,

Werthe von 1,478,923,000 Mark; die Anzahl der ein- und ausgelaufenen Seeschiffe betrug gegen 8000.

Der überseeische Verkehr erstreckt sich vorwiegend auf Nord-, Mittel- und Südamerika, sowie auf Ostindien und die Ostküste Asiens. Durch die vielen direkten Kartenschlüsse, welche das Hauptpostamt in Hamburg auf überseeische Plätze absendet, steht die Stadt in postalischer Beziehung im Ausland in Ansehen; es möchte deshalb manchen Lesern von Interesse sein, eine nähere Schilderung der Postverhältnisse Hamburg's zu erhalten.

Ueber den Umfang des Postverkehrs in der genannten Handelsstadt giebt die von der deutschen Reichs-Postverwaltung veröffentlichte Statistik für das Kalenderjahr 1879 Aufschluss. Danach sind in Hamburg *eingegangen*:

19,283,700 Briefe, Postkarten, Drucksachen und Waarenproben, 837,700 Packete ohne Werthangabe, 213,500 Briefe und Packete mit Werthangabe, 52,520 Postnachsendungen, 36,769 Postauftragsbriefe.

Die Zahl der *abgegangenen* Sendungen kommt Vorstehendem ungefähr gleich. Ausserdem sind 3,587,019 Zeitungsexemplare von den Verlags-Postanstalten abgesetzt und 36,869,818 Mark auf Postanweisungen eingezahlt, sowie 56,657,780 Mark auf Postanweisungen ausgezahlt worden.

Hambourg ist der Sitz einer Provinzial-Postverwaltungsbehörde (Ober-Postdirektion) für die Stadt selbst und die umliegenden Territorien, mit 121 Postanstalten. In der inneren Stadt Hamburg und deren Vororten sind 24 Postanstalten mit vollen Annahmefugnissen und zum grössten Theil auch mit Bestellungseinrichtungen in Thätigkeit. Das Postamt 1 in der Poststrasse, sowie das Postamt 2 am Gänsemarkt sind Centralstellen, ersteres für die Briefpost, letzteres für die Fahrpost. Ausser den Lokalpostämtern haben in Hamburg zwei Bahnpostämter ihren Sitz, von denen das eine die Eisenbahnrouuten nach Vamdrup und Kiel zum Anschluss an die dänischen Posten, sowie die Eisen-

hundredweight, worth 1,478,923,000 Mark; the number of ships which entered and left the port was near 8000.

The trans-oceanic trade is chiefly with North, Central, and South America, as well as with East India, and the East coast of Asia. The many direct mails despatched by the chief post-office in Hamburg to countries beyond the sea are the cause that this city has from a postal point of view gained a certain importance in the eye of foreign countries; it may, therefore, interest our readers if we describe to them, more fully the manner in which the postal service is carried out in Hamburg.

Information as to the extent of postal business in this town may be found in the statistics for the year 1879 published by the Postal Administration of the German Empire. According to these statistics the following articles were *received* in Hamburg:—19,283,700 letters, post-cards, printed papers, and patterns and samples of merchandise; 837,700 parcels without declaration of value; 213,500 letters and parcels with declaration of value; 52,520 articles with reimbursement; and 36,769 collection-orders.

The number of articles *despatched* is about equal to that of articles received. 3,587,019 newspapers published in Hamburg were, moreover, despatched by the post-offices of the town; the value of money-orders issued amounted to 36,869,818 Mark, and that of orders paid to 56,657,780 Mark.

Hamburg is the seat of a Provincial Chief Postal Direction established for the town itself and the surrounding districts, and having under its superintendence 121 post-offices. The town and suburbs are provided with 24 post-offices with full powers as concerns the reception of postal articles, most of them having also arrangements for the from-house-to-house delivery. The post-office N° 1 in the Poststrasse, and the office N° 2, Gänsemarkt, are principal offices; the first for the



dont l'un dessert la ligne de Vamdrup et Kiel jusqu'au point de jonction avec les postes danoises, ainsi que la ligne qui aboutit au grand port de Stettin, sur la Baltique, tandis que l'autre bureau ambulante circule sur la ligne Hambourg-Paris jusqu'à Osnabrück et, en partie, sur la ligne de Magdebourg. Les deux autres grandes lignes aboutissant à Hambourg depuis Berlin et Hanovre sont parcourues par des bureaux ambulants qui ont leur point d'attache dans ces villes.

Les lettres, imprimés et échantillons remis, par le public, aux succursales de la poste à Hambourg, en tant qu'ils ne sont pas directement livrés aux bureaux ambulants, sont transmis 7 à 11 fois par jour, soit par des carrioles à 1 cheval, soit par des messagers-piétons, soit par le moyen des services de tramways et d'omnibus existants, à l'office central (bureau n° 1), où — dans une salle d'expédition spéciale — s'opère le tri et l'expédition des correspondances par les diverses lignes de chemins de fer et de bateaux. Dans les vastes salles de ce bureau règne à certains moments de la journée et surtout de la soirée, où les correspondances affluent par quantités énormes, une véritable activité fébrile. C'est tout particulièrement le cas un jour par semaine, lorsque arrivent les dépêches de New-York et où, dans l'espace de quelques heures, il s'agit de trier et de réexpédier le contenu de 30 à 40 énormes sacs de correspondances. Les fourgons du bureau n° 1 sont continuellement en circulation depuis le matin de bonne heure jusqu'au soir très tard; car il y a à expédier chaque jour 6 dépêches pour la ligne de Vamdrup et Kiel, 6 pour Lübeck et Stettin, 8 pour Berlin, 4 pour Osnabrück et Cologne, 7 pour Hanovre, Cassel et Magdebourg, dépêches qui souvent ne sont pas destinées seulement aux grandes villes de l'intérieur, mais aussi à celles de l'étranger, telles que Vienne, Paris, Londres, Copenhague, Stockholm, St-Petersbourg, etc. Les dépêches échangées avec les pays situés hors

bahnroute nach der grossen Ostseehafenstadt Stettin befährt, während das andere auf der Hamburg-Pariser Bahn bis Osnabrück, sowie theilweise auf der Eisenbahnroute nach Magdeburg den Betrieb besorgt. Die beiden anderen, in Hamburg einmündenden grossen Bahnkurse von Berlin und Hanover werden von je einem, in den letztgenannten Städten assässigen Bahnpostamte bedient.

Die bei den Zweigpostanstalten in Hamburg zur Einlieferung gelangenden Briefe, Drucksachen und Waarenproben werden, soweit sie nicht in einzelnen Fällen direkt auf die Bahnposten übergehen, täglich 7—11 Mal theils mittels besonderer einspänniger Karirole, theils durch besondere Postboten zu Fuss, theils unter Benutzung der vorhandenen Stadtpferdebahnen und Omnibusse zu der Centralstelle, dem Postamt 1, befördert, bei welchem in einer besonderen Abfertigungsexpeditiou die Vertheilung und Absendung der Briefschaften auf die einzelnen Eisenbahn- und Schiffskurse stattfindet. In dem betreffenden geräumigen Saale herrscht zu gewissen Tageszeiten, namentlich des Abends, wo grosse Massen von Briefen etc. etc. zusammenkommen, eine fieberhafte Thätigkeit; ganz besonders ist dies allwöchentlich der Fall, wenn die amerikanische Post aus New-York anlangt, und dann in einem Zeitraum von wenigen Stunden der Inhalt von 30—40 mächtigen Briefsäcken zu vertheilen und weiterzusenden ist. Die Briefpostwagen des Postamts 1 sind vom frühen Morgen bis zum späten Abend in steter Bewegung; denn es sind mit der Bahn nach Vamdrup und Kiel täglich 6 mal, nach Lübeck und Stettin 6 mal, nach Berlin 8 mal, nach Osnabrück bz. Köln 4 mal, nach Hanover, Cassel und Magdeburg 7 mal Briefpostkartenschlüsse abzusenden, welche in vielen Fällen weit über die eigenen Routen des Bezirks hinausgehen und nicht allein mit den grösseren Städten des Inlandes, sondern auch des Auslandes, wie Wien, Paris, London, Kopenhagen, Stockholm, St. Petersburg u. s. w., gewechselt werden.

letter, and the second for the parcel-post. In addition to the sedentary offices, two railway post-offices have their seat in Hamburg. One of the latter carries out the travelling service on the railway-line to Vamdrup and Kiel in connection with the Danish posts, as also on the line to Stettin the important seaport town on the Baltic, while the other undertakes the mail-service on the line Hamburg-Paris as far as Osnabrück, and partly also that on the line to Magdeburg. The service on the two other great railway mail-lines from Berlin and Hanover, having their terminus in Hamburg, is carried out by two travelling post-offices having their seat in the former towns respectively.

The letters, printed matter, and patterns and samples posted at the branch-offices in Hamburg are, in so far as they are not transmitted direct to the railway post-offices, conveyed from 7 to 11 times daily, either by means of special one-horse mail-carts, or special messengers, or by the ordinary tramway-cars or omnibuses, to the principal office N° 1, where they are sorted in a special mailing office, and despatched to the various travelling offices or mail-packets. At certain hours of the day, especially in the evening, when great masses of mail-matter arrive simultaneously, this spacious room presents a most animated spectacle. This is more particularly the case once in every week when the American mail arrives from New York, and the contents of from 30 to 40 huge mail-bags have to be sorted, and despatched onwards in a few hours' time. The mail-carts of the post-office N° 1 are in constant motion from early in the morning till late in the night, letter-mails having to be despatched by railway 6 times a day in the direction of Vamdrup and Kiel, 6 times in that of Lübeck and Stettin, 8 times in that of Berlin, 4 times in that of Osnabrück and Cologne, and 7 times in that of Hanover, Cassel, and Magdeburg; many of these mails travel far beyond the postal province of Ham-

d'Europe méritent une mention particulière. Il existe à Hambourg, comme on le sait, outre de nombreux armateurs qui se chargent à l'occasion des correspondances pour les pays d'outre-mer, trois grandes Compagnies de navigation à vapeur, dont les navires effectuent le transport régulier des dépêches et portent le pavillon des postes de l'Allemagne. Ce sont: 1° la Compagnie anonyme des paquebots hambourgeois-américains avec trois services pour New-York, tous les mercredis; pour les Antilles (St-Thomas-Colon), le 7 et le 21 de chaque mois, et pour le Mexique (Vera-Cruz et Tampico), le 27 de chaque mois; 2° la Compagnie hambourgeoise-sudaméricaine, qui expédie le 4 et le 18 de chaque mois un navire pour Rio de Janeiro et Santos, et le 1<sup>er</sup> de chaque mois un navire pour Montevideo et Buenos-Ayres; 3° la Compagnie «Cosmos», qui fait partir chaque troisième samedi un navire pour le Chili et le Pérou (Callao). Ces paquebots emportent les dépêches ou sacs de correspondances pour les États-Unis de l'Amérique du nord et le Canada, pour les Antilles, le Vénézuéla, la Colombie, et pour le Mexique; puis pour le Brésil, l'Uruguay, la république Argentine, et enfin pour le Chili et le Pérou, et contribuent à faire connaître l'office des postes de Hambourg aux bureaux de poste des pays d'outre-mer.

Le bureau n° 1 n'est pas office central seulement pour les correspondances à destination de ces divers pays; mais aussi pour les correspondances provenant de ces mêmes pays. Les correspondances arrivantes sont manipulées dans une salle spéciale affectée à l'ouverture et à la vérification des dépêches; celles qui doivent être réexpédiées sont remises au bureau d'expédition dont il a été question plus haut et celles qui doivent être distribuées à Hambourg ou retirées aux guichets sont livrés au bureau dit de la ville, soit aux agents de service aux guichets.

A ce bureau de la ville, les correspondances sont classées d'après

Einer besonderen Erwähnung verdienen die mit aussereuropäischen Ländern bestehenden Kartenschlüsse. Bekanntlich befinden sich in Hamburg ausser vielen Privatrhedern, welche gelegentlich überseeische Briefe besorgen, drei grosse Dampfschiffahrt-Gesellschaften, deren Schiffe regelmässig zur Postbeförderung benutzt werden und die deutsche Postflagge führen. Es sind dies: 1) die Hamburg-Amerikanische Packetfahrt-Aktiengesellschaft mit ihren 3 Linien nach New-York jeden Mittwoch; nach Westindien (St. Thomas-Colon) jeden 7. und 21. des Monats; nach Mexiko (Veracruz und Tampico) jeden 27. des Monats; 2) die Hamburg-Südamerikanische Gesellschaft, welche jeden 4. und 18. des Monats ein Schiff nach Rio de Janeiro und Santos, und jeden 1. ein Schiff nach Montevideo und Buenos-Ayres sendet; 3) die Gesellschaft Kosmos, welche jeden 3. Sonnabend ein Schiff nach Chile und Peru (Callao) expedirt. Diese Schiffe nehmen einestheils für die Vereinigten Staaten und für Canada, bz. für die westindischen Inseln, Venezuela und Columbia, bz. für Mexiko, andernteils für Brasilien, Uruguay, die Argentinische Republik, bz. für Chile und Peru Briefkartenschlüsse oder Korrespondenzpakete mit und machen dadurch das Postamt in Hamburg bei vielen überseeischen Postämtern bekannt.

Aber nicht allein für die Behandlung der nach auswärts abzusendenden Briefe, sondern auch für die Behandlung der von auswärts eingehenden Korrespondenz ist das Postamt 1 die Centralstelle. In einem besonderen Entkartungssaal werden die eingehenden Briefe bearbeitet und, sofern sie nach ausserhalb weitergehen sollen, an den schon früher erwähnten Abfertigungssaal, sofern sie im Orte bestellt oder von der Post abgeholt werden sollen, an die sogenannte Hauptstadtpost, bz. an den Ausgabeschalter überwiesen.

In der Hauptstadtpost werden die Briefe nach den einzelnen Bestellungen-

burg, and are exchanged not only with the large towns of Germany but also with those of foreign countries, such as Vienna, Paris, London, Copenhagen, Stockholm, St. Petersburg, &c. The mails exchanged with non-European countries are deserving of particular mention. In addition to many private shipowners who occasionally undertake the transmission of mails to countries beyond the seas, there are in Hamburg three large Steamboat Companies whose fast vessels are employed for the regular conveyance of mails, and carry the German postal flag. These are:—1.—The *Hamburg-Amerikanische Packetfahrtactien-Gesellschaft*, with three lines; one to New York, every Wednesday; one for the West Indies (St. Thomas-Colon) on the 7<sup>th</sup> and 21<sup>st</sup> of each month; and one for Mexico (Vera Cruz and Tampico), on the 27<sup>th</sup> of each month. 2.—The *Hamburg-Südamerikanische Gesellschaft* which despatches a steamer on the 4<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup> of each month to Rio de Janeiro and Santos; and on the 1<sup>st</sup> of each month to Montevideo and Buenos Ayres. 3.—The Company «*Kosmos*» by which a mail-packet is despatched to Chili and Peru (Callao) every third Saturday. The vessels of these Companies take in mails and packets of correspondence for the United States, and Canada; for the West Indies, Venezuela, Columbia, and Mexico; and lastly for Chili and Peru. Thus the Hamburg post-office becomes known at many post-offices beyond the seas.

The post-office N° 1 is not only the principal office for the treatment of letters *despatched* to foreign countries, but also for that of mails *received* from abroad. The letters received are handled in a special office, and either transferred to the mailing office already mentioned, if they are to be despatched onwards, or are sent to the so-called *Hauptstadtpost*, for delivery by carrier, or for delivery at the window.

At the *Hauptstadtpost* the letters are sorted according to the several

es services de distribution et les tournées de facteurs, et transportées aux centres de distribution au moyen de carrioles qui circulent dans trois directions différentes. La distribution au domicile se fait depuis l'office central pour une grande partie des quartiers du centre de la ville, tandis que la distribution dans les quartiers éloignés du centre et dans les faubourgs s'effectue depuis les succursales. Dans le centre de la ville, il y a, pendant la semaine, 6 distributions par jour, avec départ du bureau n° 1, à 7 h., 9 h. 45 m., 11 h. 45 m. du matin, 2 h. 15 m., 4 h. 30 m., 6 h., 7 h. 30 m. du soir; dans quelques faubourgs les distributions sont parfois réduites à 4 par jour. Les dimanches et jours fériés, il n'y a de distributions que dans la matinée; il n'y en a absolument aucune l'après-midi. Le service de distribution des correspondances occupe environ 200 facteurs et 50 surnuméraires.

Les correspondances locales (de la ville pour la ville) sont recueillies dans les tournées de levées de boîtes et celles qui ne sont pas directement échangées entre les divers bureaux sont apportées au bureau principal où s'en opère le tri et l'expédition, par premier courrier, aux bureaux chargés de leur distribution. Dans le but d'accélérer la distribution des correspondances locales, il a été établi pour le centre de la ville 14 levées de boîtes les jours non fériés. Il existe 219 boîtes aux lettres placées dans les divers quartiers de la ville et dans les faubourgs. Environ 50 levés de boîtes sont attachés à ce service.

Le bureau n° 2 est l'office central pour les articles de messageries (paquets, lettres avec valeur déclarée, etc.) Les paquets et les valeurs remis aux divers bureaux de la ville, — à part quelques rares cas où ils sont livrés directement au chemin de fer par le bureau de dépôt — sont transmis, par des services de fourgons, au bureau n° 2, qui en reçoit

postanstalten und Briefträgerrevieren vertheilt und demnächst mittels besonderer Briefkariole, welche sich auf drei verschiedenen Linien bewegen, zu den Bestelungspostanstalten geschafft. Von der Centralstelle selbst aus erfolgt die Briefbestellung für einen grossen Theil der Innenstadt, während die übrigen Zweigpostanstalten die Briefbestellung in den entfernteren Stadttheilen und in den Vororten besorgen. Es erfolgt in der innern Stadt eine wochentäglich siebenmalige Briefbestellung, beim Postamt 1 um 7, 9<sup>45</sup>, 11<sup>45</sup> U. V., 2<sup>15</sup>, 4<sup>30</sup>, 6, 7<sup>30</sup> U. N. beginnend; in den einzelnen Vororten ist die Briefbestellung zum Theil bis auf eine wochentäglich viermalige beschränkt. An den Sonn- und Festtagen findet nur des Vormittags eine Bestellung statt, des Nachmittags ruht diese gänzlich. Im Briefbestelldienste sind gegen 200 Briefträger und 50 Hilfsboten beschäftigt.

Die aus dem Orte selbst herrührenden und im Orte verbleibenden Briefe (Stadtbriefe) gelangen mittels Einsammlungsfahrten, sofern sie dabei unter die einzelnen Stadtpostanstalten nicht direkt ausgetauscht werden können, zur Hauptstadtpost, wo sie weiter sortirt und mit der nächsten Fahrt an die Distributionspostanstalten weitergesandt werden. Besonders für den Zweck der Beschleunigung der Stadtbriefe erfolgt an den Wochentagen in der inneren Stadt eine 14 malige Leerung der Briefkasten; es sind deren 219 an geeigneten Punkten der Stadt und in den Vorstädten angebracht. Behufs ihrer Leerung sind gegen 50 Stadtpostboten in Thätigkeit.

Für die Fahrpostsendungen (Pakete und Geldbriefe) ist das Postamt 2 die Centralstelle. Die bei den Stadtpostanstalten eingelieferten Pakete und Geldbriefe gelangen — einzelne Ausnahmen abgerechnet, in welchen die Pakete von der Auslieferungs-Postanstalt direkt auf die Eisenbahn übergehen — mittels besonderer Stadtgüterpostfahrten zum

delivery-offices and letter-carrier beats, and are then conveyed by special mail-carts—of which there are three different lines—to the delivery post-offices. The delivery of letters is effected in a great part of the central district by carriers starting from post-office N° 1, while the correspondence for the remoter parts of the town and for the suburbs is delivered by the branch-offices. On week-days seven deliveries are effected in the central parts of the town by letter-carriers starting on their trips from post-office N° 1 at 7, 9.45, 11.45 a. m., and 2.15, 4.30, 6, and 7.30 p. m.; while in part of the suburbs their number is limited to four on week-days. On Sundays and holidays correspondence is only delivered once in the morning; in the afternoon and evening there is no delivery. The number of letter-carriers employed in this service is about 200, and that of auxiliary letter-carriers about 50.

Local letters, that is to say, letters posted in, and intended for, Hamburg, are collected at the different offices by means of mail-carts, and, in so far as they cannot be delivered direct to the offices of destination, conveyed to the *Hauptstadtpost*, where they are sorted and despatched to the delivery-offices by the next trip. With the special view to the acceleration of the transmission of local letters, the letter-boxes of the central districts of the town are cleared 14 times on week days. Letter-boxes, 219 in number, are set up at suitable places in the central parts of the town and the suburbs, and are cleared by about 50 town-post messengers.

Post-office N° 2 is the principal office for articles of the parcel-post (parcels, and letters with value declared). The parcels and letters with value declared posted at the branch-offices are—with a few exceptions concerning such articles as are sent from the office of origin direct to the railway post-offices—conveyed by means of special parcel-vans to post-office N° 2, where a large number

lui-même directement du public une très grande quantité. Les envois y sont classés par routes et sont enfermés dans les diverses dépêches. Il y a, pour la route de Berlin, 5 expéditions journalières d'articles de messageries; 4 pour la route de Stettin; 6 pour celle de Vamdrup et Kiel; 4 pour Hanovre, Francfort s/M. et Cassel, et 4 pareillement pour Brême et Cologne. Les relations avec l'étranger sont particulièrement actives du côté des pays scandinaves (Danemark, Suède et Norvège) vis-à-vis desquels le bureau n° 2 est bureau frontière de sortie. Il y a chaque jour 5 à 600 paquets à expédier en dépêches directes pour ces pays, sur 2 à 3000 articles à destination de l'Allemagne. Une très grande partie des articles de messageries pour les pays d'outre-mer, en particulier pour la Grande-Bretagne, l'Amérique du nord et les Antilles, passe par Hambourg, où se trouve une importante maison d'expédition avec laquelle l'Administration des Postes de l'Empire allemand a conclu une convention pour le transport des articles de messageries à destination des pays d'outre-mer.

Les paquets et valeurs pour Hambourg et ses faubourgs sont transportés au bureau n° 2 et, en majeure partie, distribués directement depuis ce bureau. Il n'y a que quelques faubourgs où les succursales distribuent les paquets et valeurs qu'elles reçoivent du bureau n° 2 par le moyen de services spéciaux. Ce bureau n° 2, dans lequel le mouvement des articles de messageries atteint les proportions de 6 à 7000 objets par jour, possède des locaux très spacieux où s'effectuent aussi les opérations de douane dictées par la position de Hambourg comme port franc. Des salles spéciales sont destinées, l'une aux objets partants, l'autre aux objets arrivants. Dans cette dernière, les paquets et valeurs sont classés d'après 20 grandes tournées de distribution, et ces tournées s'opèrent au moyen de camions à un cheval — à 2 chevaux dans les quartiers importants — 3 fois par

Postamt 2, bei welchem selbst eine sehr lebhaft e Einlieferung von Päckereien und Geldern stattfindet. Hier werden die Sendungen nach den einzelnen Eisenbahnkursen sortirt und in die bestehenden Kartenschlüsse aufgenommen. In der Richtung nach Berlin findet täglich eine 5 malige Versendung von Päckereien etc. etc. statt; in der Richtung nach Stettin eine 4 malige; nach Vamdrup und Kiel eine 6 malige; nach Hannover, Frankfurt a./M. und Kassel eine 4 malige, sowie nach Bremen und Köln ebenfalls eine 4 malige. Der Auslandsverkehr ist besonders lebhaft nach den nordischen Königreichen (Dänemark, Norwegen und Schweden), für welche das Postamt 2 die Grenz Ausgangspostanstalt bildet. Täglich sind 500—600 Pakete für diese Königreiche mittels direkter Kartenschlüsse abzusenden, während für das Inland 2000—3000 Stücke bestimmt sind. Auch ein sehr grosser Theil des überseeischen Päckereiverkehrs, besonders nach Grossbritannien, Nord- und Südamerika und Ostindien geht über Hamburg, wo sich eine grosse Speditionsfirma befindet, mit welcher die deutsche Reichspostverwaltung wegen der überseeischen Packetbeförderung einen Vertrag abgeschlossen hat.

Die nach Hamburg und den Vororten bestimmten Pakete und Geldbriefe werden ebenfalls zunächst sämmtlich zum Postamt 2 geschafft und zum grössten Theil von dort aus direkt bestellt. Nur in einzelnen Vororten besorgen die daselbst befindlichen Postanstalten auch die Bestellung der Pakete und Geldbriefe, welche sie vom Postamt 2 mittels besonderer Güterfahrten zugesandt erhalten. Bei den letzteren sind für den grossartigen Päckereiverkehr — es bewegen sich daselbst 6000—7000 Pakete täglich — weit ausgedehnte Lagerräume vorgesehen, in denen auch zugleich wegen der Freihafenstellung Hamburgs eine zollamtliche Abfertigung der Päckereien stattfindet. Sowohl für die abgehenden als für die ankommenden Stücke ist je

of similar articles are also posted by the public. Here they are sorted according to the several railway mail-routes, and made up into mails. Parcel-mails and mails of valuable articles are despatched 5 times daily in the direction of Berlin; 4 times in that of Stettin; 6 times in that of Vamdrup and Kiel; 4 times in that of Hanover, Frankfurt on the Main, and Cassel; and 4 times in that of Bremen, and Cologne. The international exchange is the most extensive with the Northern Kingdoms (Denmark, Norway, and Sweden) for which post-office N° 2 is the exchange-office. The number of parcels forwarded daily to these Kingdoms in direct mails ranges between 500 and 600, while that of parcels for Germany vary between 2000 and 3000. A large part of the transoceanic parcel-traffic, especially for Great Britain, North and South America, as also East India, passes through Hamburg where a large Parcel Agency is established with which the German Postal Administration has concluded a contract for the transmission of parcels to countries beyond the seas.

Parcels and letters with value declared intended for Hamburg and its suburbs are likewise sent first direct to post-office N° 2, and are, for the major part, also delivered by this office. In a few suburbs only is the delivery of these articles effected by the respective branch-offices, to which the parcels and letters with value declared are then sent in parcel-vans direct from office N° 2. The branch-offices are provided with spacious halls where the numerous parcels—amounting to from 6000 to 7000 daily—are deposited, and, owing to situation of Hamburg as a free port, undergo the customs' formalities. Two large rooms receive one the parcels received, and the other the parcels despatched. In the former they are sorted according to 20 extensive delivery-districts, and are from thence delivered by means of one-horse carts—and in the most important districts by carts with two horses—to the addressees. On week-

jour, la semaine, pour le centre de la ville et 2 fois pour les quartiers extérieurs; le dimanche, il n'y a qu'une seule distribution. Le droit de factage est de 15 pfennigs pour les paquets dont le poids n'excède pas 5 kilogrammes, et de 20 pfennigs pour les colis plus lourds.

Indépendamment des paquets ordinaires, le bureau n° 2 met aussi en distribution des envois avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de 3000 marks; puis des lettres avec déclaration de valeur jusqu'au même montant maximum. Pour la distribution d'une lettre dont la valeur déclarée ne dépasse pas 1500 marks, il est perçu 5 pfennigs, et 10 pfennigs pour la distribution d'une lettre dont la valeur déclarée excède 1500 marks sans cependant dépasser 3000 marks. Quant aux envois d'une valeur plus élevée, l'avis seul est porté à domicile, tandis que l'objet même reste au bureau n° 2 où le destinataire doit venir le retirer contre l'avis de réception quittancé.

La distribution des paquets et valeurs depuis l'office central s'étend à toute la ville, aux faubourgs St-Georges et St-Pauli et aux localités de Eimsbüttel, Hohenfelde, Borgfelde, Eilbeck et Pöseldorf, tandis que dans les autres localités voisines de Hambourg, les bureaux distribuent tout à la fois les correspondances, les paquets, les valeurs et les mandats. En ce qui concerne ces derniers, le bureau n° 2 sert aussi d'office comptable central et demeure chargé de la distribution des mandats dans une grande partie de la ville.

La distribution *par expres* n'est admise que pour les envois venant du dehors et s'effectue immédiatement, la nuit comme le jour, à moins que l'expéditeur n'ait expressément demandé la remise seulement à telle ou telle heure. Les correspondances à distribuer par expres sont généralement portées par les facteurs du télégraphe disponibles à toute heure; les articles de messageries sont transmis par le bureau n° 2.

Parmi les 24 établissements de poste dont nous avons parlé en com-

eine grosse Packkammer bestimmt. In letzterer werden die Sendungen auf 20 grosse Bestellreviere vertheilt und wochentäglich in der inneren Stadt 3 mal, in den äusseren Stadttheilen 2 mal, Sonntags 1 mal durch einspännige — in den lebhaftesten Revieren durch zweispännige — Bestellwagen ausgefahren. Das Bestellgeld beträgt für Packete bis 5 Kg. 15 Pf., für schwerere Stücke 20 Pf.

Ausser den gewöhnlichen Packeten werden auch Sendungen mit angegebenem Werthe bis zum Einzelbetrage von 3000 Mark, ferner die Geldbriefe bis zu dem letzteren Betrage von dem Postamt 2 ab bestellt. Für einen Geldbrief bis 1500 Mark beträgt das Bestellgeld 5 Pf., für einen Geldbrief über 1500—3000 Mark: 10 Pf. Zu Werthsendungen über höhere Beträge werden nur die Ablieferungsscheine den Adressaten in's Haus bestellt, während die Sendungen selbst auf Grund der vollzogenen Ablieferungsscheine vom Postamt 2 abgeholt werden müssen.

Die Packet- und Geldbriefbestellung von der Centralstelle ab erstreckt sich auf die innere Stadt, auf die Vorstädte St. Georg und St. Pauli, sowie auf die Vororte Eimsbüttel, Hohenfelde, Borgfelde, Eilbeck und Pöseldorf, während in den übrigen Vororten das betreffende Ortspostamt neben der Bestellung der Briefe auch diejenigen der Packete, Geldbriefe und Postanweisungen wahrnimmt. In Bezug auf letztere bildet ebenfalls das Postamt 2 die Centralrechnungsstelle und besorgt zugleich für einen grossen Theil der inneren Stadt die Bestellung der Postanweisungen.

Die *Eilbestellung* ist nur bei den von weiterher eingegangenen Postsendungen zulässig und wird bei Tage und bei Nacht stets sofort ausgeführt, falls nicht der Absender in der Aufschrift die Bestellung der Sendung zu einer bestimmten Zeit ausdrücklich verlangt hat. Die Eilbriefsendungen werden in der Regel durch die beim Telegraphenamte stets vorhandenen Eilboten, die Fahrpostsendungen vom Postamt 2 aus bestellt.

days the delivery is effected 3 times in the central parts of the town, and twice in the suburbs; on Sundays there is only one delivery. The delivery-fee amounts to 15 pfennig for parcels up to 5 kilogrammes in weight, and to 20 pfennig for heavier articles.

In addition to the delivery of ordinary parcels, post-office N° 2 also effects that of parcels and letters with a declared value of not exceeding 3000 Mark each. The delivery-fee for letters with a declared value of up to 1500 Mark is fixed at 5 pfennig, and for those with a declared value of from 1500 to 3000 Mark at 10 pfennig. Articles with a value declared exceeding the sum of 3000 Mark are not delivered at the domiciles of the addressees; the certificates of delivery concerning the same only are brought to them, the articles themselves having to be called for at the post-offices on the ground of the received certificates.

The delivery of parcels and letters with value declared is effected by post-office N° 2 in the central parts of the town, as well as in the suburbs of St. George, St. Paul, Eimsbüttel, Hohenfelde, Borgfelde, Eilbeck, and Pöseldorf, and in the remaining suburbs by the respective branch-offices which, in addition to the delivery of letters, have also the duty of carrying out that of parcels, letters with value declared, and money-orders. As concerns the latter, post-office N° 2 also acts as principal office of accounts, and, at the same time, effects the delivery of money-orders in a large part of the central district.

The *express-delivery* is only allowed for correspondence received from a distance beyond the town, and is, by day and by night, effected at once, unless by special request of the writers, as stated on the addresses, the letters are to be delivered at a certain hour. Express letters are, as a rule, delivered by express messengers who are in constant attendance at the telegraph office, and express-parcels by post-office N° 2.

Of the 24 post-offices mentioned

mençant, il y en a 18 qui sont en même temps stations télégraphiques. Les 6 autres bureaux reçoivent aussi les dépêches et les transmettent aux stations télégraphiques au moyen de messagers spéciaux ou en utilisant les courses existantes.

L'exécution de ces divers services occupe un personnel de 401 agents et de 572 sous-agents. Au nombre des premiers, on compte 6 directeurs des postes et des télégraphes, 17 secrétaires généraux des postes et secrétaires généraux des télégraphes, 118 secrétaires des postes et secrétaires des télégraphes; les autres agents rentrent dans la catégorie des assistants et des auxiliaires. Parmi les sous-agents, il y en a près de 300 occupés par le service de distribution, tandis que les autres vaquent au service intérieur des bureaux, accompagnent les dépêches à la gare, lèvent les boîtes, etc.

Von den Eingangs erwähnten 24 Postanstalten sind 18 mit Telegraphenstationen verbunden; auch bei den übrigen 6 Postanstalten können Telegramme eingeliefert werden, deren Beförderung zum Telegraphenamte mittels besonderer Boten oder mit den bestehenden Postfuhrgelegenheiten erfolgt.

Zur Bewältigung des gesammten Verkehrs sind 401 Beamte und 572 Unterbeamte thätig. Unter den Beamten befinden sich 6 Post- und Telegraphendirektoren, 17 Oberpost- und Ober-Telegraphensekretäre, 118 Post- und Telegraphensekretäre; die übrigen fallen in die Klassen der Assistenten und Hilfsarbeiter. Von den Unterbeamten sind gegen 300 im Bestelldienst beschäftigt, während die übrigen im inneren Dienste der Postanstalten, im Postbegleitungs-dienste nach den Bahnhöfen, als Briefkastenleerer u. s. w. fungiren.

at the beginning of this article, 18 are amalgamated with telegraph-offices; telegrams may also be handed in at the remaining 6 offices, and are from thence transmitted to the telegraph-office by means of special messengers, or the existing mail-cart services.

The number of officers required for the transaction of postal and telegraphic business is 401, and that of subaltern officials 572. Among the former are 6 Postal and Telegraph Directors, 17 chief postal and chief telegraph secretaries, and 118 postal and telegraph secretaries; the remaining officers belong to the category of assistants and auxiliaries. Of the subaltern officials, about 300 effect the delivery-service, while the others are either employed in the interior service of the offices, or accompany the mails to and from the railway-stations, clear the letter-boxes, &c.

### Bibliographie postale.

*Der administrative und technische Postdienst in Oesterreich*, par Johann Bartl, k. k. Ober-Postkontrolor in Wien. Chez l'auteur. Vienne 1880.

Cet ouvrage, dont la 4<sup>e</sup> édition a paru l'année dernière, contient un aperçu clair et bien coordonné des lois et règlements relatifs à l'Administration des Postes autrichiennes, accompagné de commentaires du Ministère. Ce volume de 768 pages traite, en 17 chapitres, des sujets suivants: I. Objet et mission de la Poste. — II. Organisation de l'Administration des Postes dans la Monarchie austro-hongroise. — III. Monopole des Postes. — IV. Législation postale et transports postaux. — V. Service interne de la poste aux lettres. — VI. Service interne des messageries. — VII. Réclamations. — VIII. Remboursements et mandats dans le service

### Postalische Bücherkunde.

*Der administrative und technische Postdienst in Oesterreich*. Von Johann Bartl, k. k. Ober-Postkontrolor in Wien. Selbstverlag des Verfassers. Wien 1880.

Die schon im vorigen Jahre veröffentlichte 4. Auflage des obigen Werkes enthält in systematischer und übersichtlicher Stoffordnung eine Zusammenstellung der das österreichische Postwesen betreffenden Gesetze und Verordnungen nebst den einschlägigen Erläuterungen des k. k. Handelsministeriums. Das 48 Druckbogen starke Werk behandelt in 17 Theilen die nachstehenden Materien: I. Wesen und Aufgabe der Postanstalt. — II. Verwaltungs-Organismus der Postanstalt in der österreichisch-ungarischen Monarchie. — III. Von dem Postregale. — IV. Von der Postgesetzgebung und dem Posttransporte. — V. Der interne Briefpostverkehr. — VI. Der interne

### Postal Bibliography.

*Der administrative und technische Postdienst in Oesterreich*. By Johann Bartl, k. k. Ober-Postkontrolor in Vienna. Sold by the author. Vienna 1880.

This work, a fourth edition of which was published last year, contains a clearly and systematically arranged collection of the laws and regulations governing the Austrian postal service, as well as of the explanations concerning the same given by the Imperial and Royal Ministry of Commerce. This work, of 768 pages, is divided into 17 parts, treating severally:—I. Of the nature and task of the Post-Office.—II. Of the administrative organization of the Post-Office in the Austro-Hungarian Monarchy.—III. Of the postal privilege.—IV. Of the postal legislation and postal conveyance.—V. The domestic exchange of letters.—VI. The domestic



interne. — IX. Lois sur la franchise de port. — X. Contraventions aux lois sur le monopole des Postes. — XI. Service international. — XII. Douanes. — XIII. Règlement de service; dispositions relatives à la discipline et aux pensions de retraite. — XIV. Transports postaux. — XV. Comptabilité et Caisse. XVI. — Service rural. — XVII. Uniforme.

L'ouvrage est précédé d'une table alphabétique dressée avec beaucoup de soins qui permet de trouver facilement les dispositions sur lesquelles on désire être renseigné.

Après avoir parcouru attentivement ce livre, nous nous associons avec plaisir aux éloges qui en ont été faits principalement par les fonctionnaires postaux autrichiens, et nous saisissons avec empressement cette occasion pour le recommander à ceux de nos lecteurs qui ne le connaissent pas encore.

*Guide-manuel du postulant au surnuméraire des Postes et des Télégraphes et à l'emploi d'auxiliaire des télégraphes, par Émile Usquin, Directeur des Postes et des Télégraphes du Département des Alpes-Maritimes. — Cinquième édition. — Montpellier 1880.*

Tel est le titre d'un petit ouvrage qui nous semble appelé à rendre de grands services aux jeunes français qui désirent entrer au Ministère des Postes et des Télégraphes de France. Il est divisé en deux parties. La première reproduit l'arrêté déterminant les conditions d'admission et place sous les yeux des candidats les questions posées aux examens de 1878, 1879 et 1880. Ces questions leur permettent de se rendre parfaitement compte de l'importance du

Fahrpostverkehr. — VII. Reklamationen-Verfahren. — VIII. Nachnahme- und Postanweisungs-Verkehr im Inlande. — IX. Gesetz, betreffend die Portofreiheiten. — X. Bestimmungen über Postgefälls-Uebertretungen. — XI. Postverkehr mit dem Auslande. — XII. Zollwesen und Zollvorschriften. — XIII. Dienstordnung, Disciplinar-Vorschriften und Bestimmungen bezüglich der Ruheversorgung der Beamten. — XIV. Posttransportwesen. — XV. Rechnungs- und Kassenwesen. — XVI. Ruralpost. — XVII. Uniformirung der Beamten.

Ein dem Werke beigefügtes, mit grosser Sorgfalt bearbeitetes alphabetisches Inhaltsverzeichnis setzt den Leser in den Stand, diejenigen Bestimmungen, über welche er sich zu informiren wünscht, leicht auffinden zu können.

Nach sorgfältiger Einsicht des Werkes können wir das Lob, dessen sich dasselbe namentlich in österreichischen Fachkreisen zu erfreuen gehabt hat, nur als ein durchaus verdientes bezeichnen. Wir benutzen daher gern diese Gelegenheit, um das Werk denjenigen unserer Leser, welchen es noch nicht bekannt ist, auf's Wärmste zu empfehlen.

*Guide-manuel du postulant au surnuméraire des Postes et des Télégraphes et à l'emploi d'auxiliaire des télégraphes, von Emil Usquin, Post- und Telegraphen-Direktor des Departements der Seealpen. 5. Auflage. — Montpellier 1880.*

Das unter obigem Titel veröffentlichte Werkchen dürfte nach unserer Ansicht für junge Männer, welche in den französischen Post- und Telegraphendienst einzutreten wünschen, von grossem Nutzen sein. Es zerfällt in zwei Theile, von denen der erste die Annahmebedingungen und die verschiedenen Fragen enthält, welche bei den Prüfungen in den Jahren 1878, 1879 und 1880 gestellt worden sind. Diese Fragen ermöglichen es dem Kandidaten, sich

parcel-post service.—VII. Reclamations.—VIII. Domestic reimbursement and money-order system.—IX. Law concerning the franking privilege.—X. Stipulations relative to infringements of the postal privilege.—XI. International postal service.—XII. Customs, and Customs Regulations.—XIII. Postal Regulations, Discipline, and stipulations concerning postal pensions.—XIV. Conveyance by post of letters, parcels, and passengers.—XV. Accounts and finances.—XVI. Rural service.—XVII. Postal uniform.

The work is furnished with a very carefully arranged alphabetical table of contents which enables the reader easily to find the stipulations with regard to which he requires information.

After a careful perusal of this work we can only say that the commendations bestowed upon its author, more particularly in Austrian postal circles, are well deserved; we therefore recommend it most warmly to the attention of those of our readers to whom it may, as yet, be unknown.

*Guide-manuel du postulant au surnuméraire des Postes et des Télégraphes et à l'emploi d'auxiliaire des télégraphes, by Mr. Emile Usquin, Director of the Posts and Telegraphs of the Département des Alpes-Maritimes. Fifth Edition. — Montpellier 1881.*

The above is the title of a little work which, in our opinion, is likely to be of great service to young Frenchmen desirous of entering the service of the Ministry of the Posts and Telegraphs of France. It is divided into two parts. The first quotes the decree regulating the conditions of admission, and gives a list of the various questions used in the examinations which took place in 1878, 1879, and 1880. These questions enable the candidates to form an



programme et de se préparer en conséquence. Dans la deuxième partie, l'auteur donne des conseils pratiques sur la manière de passer l'examen, indique les réponses aux questions posées et fournit des modèles de dictées, de compositions, de style épistolaire et de narrations.

L'ouvrage se termine par quelques renseignements destinés aux postulants à l'emploi d'auxiliaire dans les télégraphes.

Il est écrit sans prétention et uniquement dans le but de faciliter aux jeunes gens l'entrée dans la carrière administrative; mais par un choix judicieux de morceaux, beaucoup de méthode et de clarté dans l'exposition des nombreux et utiles renseignements qu'il fournit, l'auteur a réussi à faire de son guide-manuel un petit livre d'une lecture aussi intéressante qu'agréable.

---

### Communications.

---

Par suite d'une entente spéciale, la Convention conclue à Paris le 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans valeur déclarée, convention qui, comme on le sait, doit être mise à exécution le 1<sup>er</sup> octobre 1881 par les pays intéressés, entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mai prochain entre la France d'une part, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et la Suisse de l'autre.

\* \* \*

La République du Paraguay (238,290 kilomètres carrés, 293,844 habitants) fera partie de l'Union postale universelle à dater du 1<sup>er</sup> juillet prochain.

\* \* \*

D'après la *deutsche Verkehrszeitung*, environ 1300 jugements, comportant

über die Anforderungen, welche bei der Prüfung gestellt werden, zu informiren und auf dieselbe vorzubereiten. Im zweiten Theile giebt der Verfasser praktische Rathschläge in Bezug auf die Ablegung der Prüfung; er bringt die Antworten auf gestellte Fragen und führt Muster von Diktaten, Aufsätzen, Briefen und Berichten an.

Am Schlusse enthält das Werkchen verschiedene Notizen für Bewerber um Telegraphengehilfenstellen.

Das Buch ist in einem anspruchslosen Style und lediglich zu dem Zwecke geschrieben, jungen Männern den Eintritt in den Postdienst zu erleichtern. Durch geschickte Auswahl der Lesestücke, durch die methodische und leicht verständliche Erklärung zahlreicher und nützlicher Angaben hat der Verfasser in seinem *Guide-manuel* ein Buch geliefert, das eine ebenso interessante, wie angenehme Lektüre bildet.

---

### Mittheilungen.

---

Der über den Austausch von Postpaketen ohne Werthangabe am 3. November 1880 in Paris abgeschlossene Vertrag, welcher von den beteiligten Ländern bekanntlich am 1. Oktober d. J. zur Ausführung gebracht werden soll, wird nach einer besonderen Vereinbarung im Verkehr zwischen Frankreich einerseits und Belgien, Deutschland, Luxemburg und der Schweiz andererseits schon vom 1. Mai d. J. ab in Kraft treten.

\* \* \*

Zum 1. Juli d. J. tritt die Republik Paraguay (238,290 qkm. mit 293,844 Einw.) dem Weltpostverein bei.

\* \* \*

Wie wir der deutschen Verkehrszeitung entnehmen, haben innerhalb

accurate idea of the demands made on them, and to prepare themselves accordingly. In the second part the author gives practical advice as to the manner of passing the examination, indicates the answers to the questions put, and adds specimens of dictations, compositions, of epistolary, and narrative style.

The work concludes with a few suggestions to candidates for the situation of auxiliary in the telegraph service.

It is written in an unassuming style, and exclusively for the purpose of facilitating to young men the entry into the administrative service; but, by a judicious choice of the subjects, much method and clearness in imparting the great amount of useful information he furnishes, the author has succeeded in producing, in his *Guide-manuel*, a little work the perusal of which will afford much pleasure and interest.

---

### Miscellaneous.

---

The Convention concerning the exchange of small parcels without declaration of value, concluded in Paris on the 3<sup>d</sup> of November 1880, which is to come into force in the countries concerned on the 1<sup>st</sup> of October next, will, in pursuance of a special arrangement concluded between France, on the one hand, and Belgium, Germany, Luxemburg, and Switzerland, on the other, receive its application in the exchange between these countries, as early as the 1<sup>st</sup> of May of this year.

\* \* \*

The Republic of Paraguay (238,290 square kilomètres with 293,844 inhabitants) enters into the Universal Postal Union on the 1<sup>st</sup> of July next.

\* \* \*

The « *Deutsche Verkehrszeitung* » states that, within the last 3 years.

un total de 4000 Marks d'amendes et 32 jours d'emprisonnement, ont été prononcés, en Allemagne, pendant ces trois dernières années pour emploi frauduleux de timbres-poste ayant déjà servi.

\* \* \*

M. James T. Wiles a été nommé Directeur général des Postes de la République de Libéria.

\* \* \*

Il résulte du rapport de gestion de l'Administration des Postes suisses pour l'année 1880 que les recettes se sont élevées pendant cet exercice à 15,513,439 fr. et les dépenses à 13,501,574 fr. 60 c<sup>es</sup>, ce qui donne un excédant de 2,011,864 fr. 34 c<sup>es</sup>. Comme le fait remarquer le rapport, c'est le résultat le plus brillant qui ait été obtenu depuis la centralisation des postes suisses. Les recettes en voyageurs (2,659,315 fr. 62 c<sup>es</sup>), la taxe des correspondances, le port des articles de messageries et les droits sur les mandats de poste (11,937,191 fr. 64 c<sup>es</sup>) et les droits pour le transport des journaux et publications périodiques que la poste sert par abonnement (566,774 fr. 27 c<sup>es</sup>) forment les principales recettes. Parmi les dépenses les plus considérables, figurent les traitements etc. des fonctionnaires et employés (7,219,993 fr. 81 c<sup>es</sup>); les frais de transport des services postaux (4,557,939 fr. 29 c<sup>es</sup>); les frais de loyer (484,429 fr. 61 c<sup>es</sup>); les frais de construction et d'entretien des bureaux ambulants (359,298 fr. 17 c<sup>es</sup>) et les frais de bureau (320,001 fr. 22 c<sup>es</sup>).

Le total des établissements de poste s'élevait à 2852, savoir: 804 bureaux de 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classe, 2029 dépôts et 19 bureaux à l'étranger.

A la fin de 1880, il y avait dans ces bureaux de poste 1555 fonction-

der letzten 3 Jahre im deutschen Reichspostgebiet wegen betrügerischer Verwendung bereits gebrauchter Freimarken zu Frankirungszwecken in rund 1300 Fällen Verurtheilungen zu insgesamt 4000 Mark Geldstrafe und 32 Tagen Gefängniss stattgefunden.

\* \* \*

Zum General-Postdirektor der Republik Liberia ist Herr James T. Wiles ernannt worden.

\* \* \*

Nach dem Geschäftsbericht der schweizerischen Postverwaltung für das Jahr 1880 betragen die Einnahmen in diesem Jahre 15,513,439 Fr., die Ausgaben dagegen 13,501,574<sup>60</sup> Fr.; mithin belief sich der Ueberschuss auf 2,011,864<sup>34</sup> Fr. Wie der Bericht hinzufügt, ist dies das günstigste Ergebniss, das seit dem Bestehen der eidgenössischen Posten erzielt worden ist. Die Hauptfaktoren der Einnahme bilden das Personengeld (2,659,315<sup>62</sup> Fr.), das Porto etc. für Brief- und Fahrpostsendungen, sowie für Geldanweisungen (11,937,191<sup>64</sup> Fr.) und die Gebühr für Beförderung von Zeitungen und Zeitschriften, welche durch Vermittelung der Postanstalten im Abonnementswege bezogen worden sind (566,774<sup>27</sup> Fr.). Als die grössten Ausgabeposten sind zu nennen: die Besoldungen etc. der Beamten mit 7,219,993<sup>81</sup> Fr., die Kosten für Beförderung der Posten mit 4,557,939<sup>29</sup> Fr., Miethe für Dienstlokale mit 484,429<sup>61</sup> Fr., die Kosten für den Bau und die Unterhaltung von Postwagen mit 359,298<sup>17</sup> Fr. und die Büreaukosten mit 320,001<sup>22</sup> Fr.

Die Zahl der Postanstalten belief sich im Ganzen auf 2852, und zwar 804 Postbüreaus I., II. und III. Klasse, 2029 Postablagen und 19 Agenturen im Auslande.

Beschäftigt wurden Ende 1880 bei den eben genannten Postbüreaus 1555 Beamte, während auf die Ober-

1300 cases in round numbers, of fraudulent prepayment of mail-matter by means of postage-stamps already used, occurred in the territory of the Imperial German Post Office. For these delinquencies fines to the total amount of 4000 Mark were imposed, and imprisonment for 32 days was inflicted.

\* \* \*

Mr. James T. Wiles has been appointed Director General of the Posts of the Republic of Liberia.

\* \* \*

According to the Report of the Swiss Postal Administration for the year 1880, the receipts amounted during this year to 15,513,439 fr. and the expenditure to 13,501,574 fr. 60 c<sup>es</sup>, thus showing a net-revenue of 2,011,864. 34 fr. The Report adds that this is the most favourable result ever obtained since the establishment of the Federal Posts. The chief items of revenue are the passenger-fares (2,659,315. 62 fr.), the postage &c. on articles of the letter and parcel-post, and the money-order commissions (11,937,191. 64 fr.), and the postage on newspapers and periodicals subscribed for, and forwarded through the agency of post-offices (566,774. 27 fr.). The chief items of expenditure are the salaries &c. of the staff, with 7,219,993. 81 fr., the costs of the conveyance of the mails with 4,557,939. 29 fr., the rent of official premises with 484,429. 61 fr., the expenses for the construction and repair of postal vehicles with 359,298. 17 fr., and those for office necessities with 320,001. 22 fr.

The total number of postal establishments was 2852, consisting of 804 offices of the I, II, and III class, 2029 postal stations, and 19 agencies abroad.

The number of officers employed in these establishments amounted, at the close of 1880, to 1555, whereas those attached to the General Postal Direction numbered 34, and those in the District Postal Directions 44.

naires, 34 à la Direction générale et 44 dans les Directions d'arrondissement. Si l'on y ajoute les titulaires des dépôts de poste, les facteurs, les messagers etc. et les conducteurs, on trouve un personnel qui est en totalité de 5508 fonctionnaires et employés.

Pendant l'année 1880, il a été admis 53 apprentis postaux.

L'Administration a payé en 1880, à titre d'indemnité aux agents et sous-agents victimes d'accidents dans les courses postales (voir *Union postale* II, page 11) pour 17 cas, 1104 francs. Le compte y relatif présente un solde de 29,949 francs (y compris les intérêts des fonds placés). Le rapport ajoute qu'en présence de l'état favorable de cette caisse, l'Administration des postes s'est occupé de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'étendre les indemnités aux accidents survenus dans l'exercice des fonctions en général au lieu de les restreindre aux accidents survenus aux agents qui accompagnent les services postaux.

Les contraventions à la loi sur la « régale de Postes » ont entraîné en 1880, pour 504 cas, des amendes s'élevant à 1184 fr. 05 c<sup>es</sup>. L'emploi frauduleux de timbres ayant déjà servi constituait la grande majorité de ces cas.

Le matériel postal atteignait à la fin de 1880, une valeur de 2,580,984 fr. 96 c<sup>es</sup>.

La circulation des voyageurs par les principaux services des Alpes (Gotthard, Simplon, Splügen, Bernhardin, Schyn et Julier, Landwasser ou Coire-Lenz-Davos, Albula, Prättigau-Flüela, Maloja, Bernina, Oberalp, Furka, Lukmanier ou Dissentis-Biasca et Brünig) a été de 205,065 voyageurs et la recette de 1,629,319 francs.

Postdirektion 34 und auf sämtliche Kreispostdirektionen 44 entfielen. Mit Hinzurechnung der Vorsteher der Ablagen, der Briefträger, Boten etc. und Kondukteure umfasste das gesammte Postpersonal 5508 Beamte und Unterbeamte.

Im Jahre 1880 wurden im Ganzen 53 Lehrlinge neu aufgenommen.

Als Entschädigungen bei Unfällen des Postpersonals auf Dienstfahrten (s. *Union postale* II, S. 11) wurden im Jahre 1880 in 17 Fällen 1104 Fr. ausgezahlt. Die betreffende Rechnung schliesst pro 1880 mit einem Aktivsaldo von 29,949 Fr. (einschliesslich der Zinsen des angelegten Kapitals). Der Bericht fügt hinzu, dass mit Rücksicht auf diesen günstigen Stand der Unfallkasse die Postverwaltung sich mit Untersuchung der Frage beschäftigte, ob die Leistungen nicht auf die Unfälle des Postpersonals *im Dienst überhaupt*, anstatt wie bisher nur auf die im Fahrdienste vorgekommenen Unfälle, ausgedehnt werden sollen.

Wegen Verletzung des Postregals wurden im Jahr 1880 in 504 Fällen Geldstrafen im Betrage von 1184<sup>05</sup> Fr. verfügt; die weitaus grösste Anzahl dieser Fälle betraf die Verwendung schon gebrauchter Frankozeichen.

Das gesammte Postmaterial hatte am 31. Dezember 1880 einen Inventarwerth von 2,580,984<sup>96</sup> Fr.

Die Zahl der auf den hauptsächlichsten Alpen- und Touristenkursen (Gotthard, Simplon, Splügen, Bernhardin, Schyn und Julier, Landwasser bz. Chur-Lenz-Davos, Albula, Prättigau-Flüela, Maloja, Bernina, Oberalp, Furka, Lukmanier [Dissentis-Biasca] und Brünig) beförderten Reisenden betrug 205,065, die dadurch erzielte Einnahme 1,629,319 Fr.

With the addition of the station-masters, letter-carriers, messengers, &c. the postal force consisted of a total number of 5508 officers and subordinate officials.

The aggregate number of apprentices admitted in 1880 was 53.

In 1880, compensations were paid in 17 cases to postal officers having sustained injury while on their official journeys (see « *l'Union postale* » II, p. 11); these compensations amounted to a total sum of 1104 francs. The account of the same for 1880 closed with a credit balance of 29,949 francs (including the interest of the capital invested). The Report adds that, on account of the satisfactory state of this fund, the question is now under the consideration of the Administration whether compensations should not be paid for injuries sustained by officers *while on duty in general*, instead of only in cases of injury sustained in the travelling-service, as has hitherto been the case.

In 1880, 504 cases of infringements of the postal privilege occurred, for which fines to the total amount of 1184 fr. 05 c<sup>es</sup> were inflicted; the greater part of these cases concerned the employment of already used postage-stamps.

The aggregate postal rolling stock represented in the inventory of the 31<sup>st</sup> of December 1880 a value of 2,580,984 fr. 96 c<sup>es</sup>.

The number of passengers conveyed on the principal alpine and tourists' routes (St. Gotthard, Simplon, Splügen, Bernhardin, Schyn and Julier, Landwasser or Chur-Lenz-Davos, Albula, Prättigau-Flüela, Maloja, Bernina, Oberalp, Furka, Lukmanier [Dissentis-Biasca], and Brünig) was 205,065, and the receipts accruing from this conveyance amounted to 1,629,319 fr.

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 80

Six mois. . . . . » 2. 30

Trois mois. . . . . » 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 6.

Berne, 1<sup>er</sup> Juin 1881.

**Sommaire.** — I. LE SERVICE DES REBUTS EN FRANCE. — II. LE SERVICE POSTAL DANS L'INDE BRITANNIQUE EN 1879/80. — III. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER (*Suite*). — IV. COMMUNICATIONS.

## Le service des rebuts en France.

## Die Behandlung der Retourbriefe in Frankreich.

## The treatment of dead matter in France.

Dans un article inséré, le 1<sup>er</sup> mars 1880, dans le n<sup>o</sup> 3 de l'*Union postale*, nous avons esquissé l'Administration des Postes de France. L'étroitesse du cadre nous ayant fait un devoir d'être aussi succinct que possible, nous avons dû nous borner, dans cet article, aux grandes lignes et laisser de côté des services qui, bien que secondaires, ne jouent pas moins un rôle considérable dans l'exploitation postale. Tel est, entre autres, le service des rebuts, auquel nous consacrons aujourd'hui un article spécial.

In einem Artikel, den die Nr. 3 der *Union postale* vom 1. März 1880 enthält, haben wir wegen des uns zur Verfügung stehenden beschränkten Raumes die Organisation der französischen Postverwaltung nur in ihren Umrissen schildern können und von einer Besprechung derjenigen Dienstzweige absehen müssen, welche, wenschon von mehr untergeordneter Bedeutung, im Postbetriebsdienste gleichwohl eine wichtige Rolle spielen. Dies ist u. A. mit dem die Behandlung der Retourbriefe betreffenden Verfahren der Fall, dem wir heute einen besondern Artikel widmen.

In an article published on the 1<sup>st</sup> of March last in N<sup>o</sup> 3 of *l'Union postale*, we gave a summary of the organization of the French Postal Administration. As the limited space at our disposal imposed upon us the duty of being as brief as possible, we had to restrict ourselves to general outlines, and to pass over the services which, though secondary in degree, form none the less an important part of the machinery of the Post Office. One of these is the dead matter service to which we now devote a special article.

L'Administration française désigne sous le nom de *rebut*s tous les objets de correspondance confiés à la poste et qui, pour un motif quelconque, n'ont pu être ni dirigés, ni distribués, ni réexpédiés. Elle en distingue deux sortes, suivant le motif de la mise en rebut:

Die französische Postverwaltung bezeichnet mit dem Namen *Rebut*s alle Briefpostsendungen, welche aus irgend einem Grunde nicht haben abgeschickt, bestellt oder nachgesandt werden können; sie theilt dieselben, je nach dem Grunde der Unbestellbarkeit, ein:

The French Administration classes under the denomination of *rebut*s (dead matter) all articles of correspondence entrusted to the Post, which, for any reason, can neither be *despatched*, nor *delivered*, nor *re-transmitted*. Dead matter is divided into two classes, according to the reason why its delivery cannot be effected:—

a. Les *rebut*s journaliers comprenant les objets envoyés au Bureau des Rebut

a. in *täglich einzusendende Retourbriefe* d. h. Sendungen, welche an dem Tage, an welchem ihre Unbestellbarkeit festgestellt worden ist, an das Retourbriefamt in Paris eingeschickt werden, und

a. The *daily rebuts*, comprising such articles as are forwarded to the Dead Letter Office in Paris on the day on which they proved to be undeliverable;

b. les *rebut*s mensuels comprenant les objets qui ne sont envoyés au Bureau des Rebut qu'après les délais de garde réglementaires.

b. in *monatlich einzusendende Retourbriefe* d. h. Sendungen, welche

b. The *monthly rebuts*, comprising such articles as are only sent in to the Dead Letter Office after the

Les rebuts journaliers, de même que les rebuts mensuels, se subdivisent

en rebuts français et en rebuts étrangers.

Les rebuts journaliers français comprennent entre autres :

1° Les lettres et paquets dont l'expédition ou la distribution n'a pu s'opérer faute d'adresse ou faute d'adresse lisible ou complète;

2° Les lettres adressées sous un nom supposé;

3° Les lettres portant une suscription injurieuse ou des menaces;\*)

4° Les lettres adressées sous un nom commun à plusieurs personnes dans la même localité et qui, ne portant aucune indication propre à en faire attribuer la propriété à l'une de ces personnes, n'ont pu être remises sûrement à leur véritable destinataire;

5° Les lettres adressées sous le couvert des préposés des postes pour être distribuées dans leur résidence ou expédiées de cette résidence soit en France soit à l'étranger;

6° Les objets de correspondance dont les destinataires sont inconnus ou partis sans laisser d'adresse;

7° Les lettres et paquets paraissant contenir des objets prohibés dont les destinataires, dûment convoqués, ne se présentent pas au bureau pour les ouvrir ou, s'ils se présentent à la convocation, refusent l'ouverture;

8° Les journaux et autres imprimés, échantillons, etc., sous bandes, régulièrement affranchis et dont la remise n'a pu s'effectuer pour quelque cause que ce soit;

9° Les journaux et autres imprimés, échantillons, épreuves d'imprimerie corrigées, papiers d'affaires, soit sous enveloppes, soit sous bandes, non affranchis ou insuffisamment affranchis

\*) Ces lettres ne doivent pas être présentées aux destinataires. Elles sont versées en rebut par les bureaux d'origine ou, s'ils ont négligé de le faire, par les bureaux intermédiaires ou destinataires. Ces dispositions ne sont pas applicables aux cartes postales qui contiendraient au verso des mentions ayant le même caractère, parce que le serment professionnel interdit aux agents des postes d'en prendre connaissance.

diesem Amte erst nach Ablauf der festgesetzten Aufbewahrungsfrist vorgelegt werden.

Sowohl bei den täglich, wie auch bei den monatlich einzusendenden Retourbriefen werden die Sendungen aus dem innern Verkehr von denjenigen geschieden, welche vom Auslande herrühren.

Zu den täglich einzusendenden Retourbriefen aus dem Inlande gehören:

1. Briefe, welche wegen fehlender oder unleserlicher bz. ungenügender Adresse nicht haben abgesandt oder bestellt werden können;

2. Briefe mit fingirten Adressen;

3. Briefe, welche auf der Aussen-seite Notizen enthalten, mit denen eine Beleidigung oder Drohung beabsichtigt wird\*);

4. Briefe, welche mit auf mehrere Personen gleichen Namens lautenden Adressen versehen sind und wegen fehlender unterscheidender Bezeichnung dem wirklichen Adressaten nicht haben zugestellt werden können;

5. Briefe, welche den Postanstalten unter Umschlag zugehen und von diesen entweder im Orte selbst bestellt oder nach anderen Orten in Frankreich oder nach dem Auslande weitergesandt werden sollen;

6. Briefpostgegenstände, deren Adressaten unbekannt sind oder ohne Angabe ihres neuen Aufenthaltsortes ihren Wohnort verändert haben;

7. Briefe, welche Gegenstände zu enthalten scheinen, deren Beförderung durch die Post verboten ist, sofern die Empfänger auf geschene Aufforderung sich entweder im Postbureau zur Eröffnung nicht einfinden oder, wenn sie der Aufforderung Folge geben, die Eröffnung verweigern;

8. frankirte Zeitungen und andere

\*) Briefe dieser Art dürfen den Adressaten nicht vorgezeigt, sondern müssen von den Aufgabe-Postanstalten oder, wenn diese sie abgesandt haben sollten, von den Unterwegs- oder Bestimmungs-Postanstalten als unbestellbar behandelt werden. Diese Bestimmung findet auf Postkarten, welche Mittheilungen ähnlichen Inhalts auf der Rückseite enthalten, keine Anwendung, da die Postbeamten durch ihren Dienst eid verpflichtet sind, sich jeder Einsicht in diese Mittheilungen zu enthalten.

expiration of the period during which they are to be retained according to the regulations.

The daily as well as the monthly rebuts are subdivided into *French* and *foreign* rebuts.

The principal articles comprised in the category of French daily dead matter are:—

1° Letters and packets which cannot be despatched or delivered, from having no addresses or from being provided with illegible or incomplete addresses;

2° letters addressed to fictitious names;

3° letters bearing insulting or threatening superscriptions;\*)

4° letters addressed to a name common to several persons in the same locality, which, owing to the absence of any distinctive indication, cannot be delivered to the real addressee;

5° letters despatched under cover, addressed to postmasters for delivery by them at their place of residence, or for onward transmission in France or to foreign countries;

6° letters addressed to persons who are unknown or have left without giving their new addresses;

7° letters and packets apparently containing prohibited articles, the addressees of which, although duly summoned, do not present themselves at the post-office for the purpose of opening them, or, if they do respond to the summons, refuse to open them;

8° newspapers and other printed matter, patterns, samples, &c. forwarded under wrapper, and fully prepaid, which, from any reason whatever, cannot be delivered;

9° unpaid or insufficiently prepaid

\*) Letters of this kind are not to be taken to the addressees. They are to be treated as undeliverable by the offices of origin, or, if despatched nevertheless, this treatment is to be applied to them by the intermediary offices or the offices of destination. This stipulation is not applicable to post-cards bearing similar inscriptions on the reverse, because postal officials are prohibited by their oath of office from reading the contents of post-cards.

et qui, pour une cause quelconque, n'ont pu être distribués; \*)

10° Les valeurs de toute nature, non accompagnées de lettres, trouvées dans les boîtes ou aux guichets des bureaux et qui n'ont pas été réclamées dans un délai de cinq jours.

Parmi les rebuts journaliers étrangers on range :

1° Les objets de toute nature, originaires de l'extérieur, dont la remise aux destinataires n'a pu être effectuée pour des raisons identiques à celles indiquées ci-dessus sous les chiffres 1 à 7;

2° Les objets de correspondance de toute nature refusés par les destinataires;

3° Les correspondances non affranchies à destination des pays étrangers à l'égard desquels l'affranchissement est obligatoire, ainsi que les correspondances à destination des mêmes pays, revêtues de timbres-poste d'une valeur insuffisante;

4° Les paquets pour l'étranger, sous bandes, ou fermés de manière que le contenu puisse en être vérifié, qui sont reconnus renfermer des objets prohibés.

Les journaux, imprimés, échantillons et papiers d'affaires, à destination de l'extérieur, non affranchis ou insuffisamment affranchis, sont traités conformément aux dispositions en vigueur dans l'Union postale ou dans les relations de la France avec les pays étrangers qui ne font pas partie de cette Union.

Sont compris dans les rebuts mensuels français :

1° Les objets refusés par les particuliers, après deux mois de séjour au bureau;

2° Les journaux, imprimés, épreuves d'imprimerie corrigées, échantillons ou papiers d'affaires, à destination de l'intérieur, trouvés à la boîte, sans affranchissement, sont taxés comme lettres. S'ils sont insuffisamment affranchis, ils sont frappés, en sus de la valeur des timbres-poste appliqués, d'une taxe égale au triple de l'insuffisance de l'affranchissement.

Drucksachen, sowie Waarenproben etc. unter Band, welche aus irgend einem Grunde nicht haben bestellt werden können;

9. unfrankirte oder ungenügend frankirte Zeitungen und andere Drucksachen, Waarenproben, Korrekturbogen, Geschäftspapiere, gleichviel ob unter Umschlag oder unter Band, welche aus irgend einem Grunde nicht haben bestellt werden können\*);

10. Werthgegenstände aller Art ohne Beigabe von Briefen, welche in den Briefkasten oder an den Postschaltern vorgefunden und nicht innerhalb 5 Tagen reklamirt worden sind.

Zu den täglich einzusendenden Retourbriefen vom Auslande gehören:

1. Sendungen jeder Art vom Auslande, welche wegen der vorstehend unter 1 bis 7 bezeichneten Ursachen nicht haben bestellt werden können;

2. Korrespondenzgegenstände jeder Art, deren Annahme von den Adressaten verweigert worden ist;

3. unfrankirte oder durch die verwendeten Freimarken nicht genügend frankirte Korrespondenzen, welche nach fremden Ländern gerichtet sind, wohin Frankirungszwang besteht;

4. Sendungen nach dem Auslande, welche unter Band gelegt oder dergestalt verpackt sind, dass ihr Inhalt leicht geprüft werden kann, sofern festgestellt wird, dass dieselben zur Postbeförderung nicht zulässige Gegenstände enthalten.

Unfrankirte oder ungenügend frankirte Zeitungen, Drucksachen, Waarenproben und Geschäftspapiere nach fremden Ländern unterliegen bezüglich ihrer Behandlung den Bestimmungen, welche im Weltpostverein oder im Verkehr zwischen Frankreich und den dem Vereine nicht angehörig Ländern massgebend sind.

Zu den monatlich einzusendenden

\*) Zeitungen, Drucksachen, Korrekturbogen, Waarenproben oder Geschäftspapiere nach anderen Orten Frankreichs unterliegen, wenn sie unfrankirt im Briefkasten vorgefunden werden, der Brieftaxe; bei ungenügender Frankirung werden dieselben mit dem dreifachen Betrage des fehlenden Portotheils taxirt.

newspapers and other printed matter, patterns and samples, corrected proof-sheets, and commercial papers forwarded either in envelopes or under wrapper, which, from any reason whatever, cannot be delivered; \*)

10° valuable articles of any kind not accompanied by letters, and found in letter-boxes or at post-office windows, which are not claimed within 5 days.

Foreign daily dead matter comprises:—

1° Articles of any description of foreign origin which cannot be delivered to the addressees for the reasons enumerated below, under from 1° to 7°, concerning French daily dead matter;

2° correspondence of every description refused by the addressees;

3° unpaid or insufficiently paid correspondence addressed to foreign countries with regard to which prepayment is compulsory;

4° articles for foreign countries, forwarded under wrapper, or packed up so as to allow of an examination of their contents, which are ascertained to contain objects not allowed to be transmitted by post.

Unpaid or insufficiently prepaid newspapers, printed matter, patterns and samples, as also commercial papers intended for foreign countries, are treated in conformity with the provisions in force in the Postal Union, or in the relations between France and such foreign countries as do not belong to the Union.

French monthly dead matter comprises:—

1° Articles refused by the addressees, after having been retained during two months at the offices of destination;

\*) Unpaid newspapers, printed matter, corrected proof-sheets, patterns and samples, and commercial papers, addressed to places in France, and found in letter-boxes, are charged at letter-rates. If insufficiently prepaid, such articles are charged, in addition to the value of the stamps affixed, with an amount equal to treble the deficiency.

2° Les objets de correspondance adressés à des personnes décédées, qui ont cessé d'être reçus au domicile des défunts et qui ne sont pas réclamés par les héritiers dans un délai de deux mois;

3° Les objets adressés poste restante à des particuliers ou à des fonctionnaires et non réclamés pendant leur séjour au bureau, depuis le jour de leur arrivée jusqu'à la fin du troisième mois;

4° Les objets de correspondance adressés, sans indication de domicile, à des voyageurs, marins ou mariniers, et dont le placement n'a pu être effectué dans le même délai que les lettres adressées poste restante;

5° Les lettres taxées portant une annotation extérieure, manuscrite ou imprimée, qui en indique le contenu,\*) lorsqu'elles sont refusées ou non réclamées après deux mois de séjour au bureau;

6° Les lettres recueillies dans les hôtels. \*\*)

Les rebuts mensuels étrangers comprennent les objets provenant de l'extérieur qui n'ont pu être distribués dans les mêmes délais et à la suite des mêmes circonstances que les objets provenant de l'intérieur, classés sous les chiffres 2 à 6, parmi les rebuts mensuels français.

\*) Les lettres taxées, sur la suscription ou au dos desquelles existent des annotations imprimées ou manuscrites, des chiffres, des caractères ou autres signes propres à en faire connaître le contenu, ne sont mises en distribution qu'après avoir été placées par les soins des préposés des bureaux de destination, sous des enveloppes servant à masquer ces indications. Les noms et domiciles des destinataires mentionnés sur la suscription sont reproduits sur l'enveloppe qui, après avoir été fermée du cachet du bureau, est frappée du timbre à date et revêtue d'une annotation explicative.

\*\*) Le dernier jour de chaque mois, les préposés font recueillir, dans les hôtels de leur résidence, les lettres distribuées dans le cours du mois précédent et qui, après un mois au moins et deux mois au plus de séjour, n'ont pas été remises aux voyageurs destinataires

Dans les villes de bains de mer ou de bains thermaux, les lettres non distribuées ne sont recueillies qu'à la fin de la saison.

Retourbriefen aus dem Inlande gehören:

1. Sendungen an Privatpersonen, deren Annahme von den Adressaten verweigert worden ist, nach Ablauf einer Lagerfrist von 2 Monaten bei der Bestimmungs-Postanstalt;

2. die an verstorbene Personen adressirten Korrespondenzen, welche in der Wohnung derselben nicht angenommen und von den Erben binnen 2 Monaten nicht reklamirt werden;

3. Sendungen, welche mit dem Vermerke «postlagernd» versehen, an Privatpersonen oder Beamte adressirt sind, wenn sie nicht bis zum Ende des dritten Monats, vom Tage ihrer Ankunft am Bestimmungsorte an gerechnet, abgefordert werden;

4. Korrespondenzgegenstände für Reisende, See- oder Flussschiffer, welche während der für postlagernde Sendungen festgesetzten Lagerfrist den Adressaten nicht haben zugestellt werden können;

5. unfrankirte Briefe, welche auf der Aussenseite eine geschriebene oder gedruckte Angabe über den Inhalt\*) der Briefe tragen, wenn dieselben nicht angenommen oder innerhalb der Lagerfrist von zwei Monaten nicht abgefordert worden sind;

6. Briefe, welche in den Gasthöfen\*\*) angesammelt worden sind.

\*) Unfrankirte Briefe, welche auf den Aussenseiten geschriebene oder gedruckte Notizen, Zahlenangaben, Buchstaben oder andere Zeichen tragen, die auf den Inhalt der Sendungen schliessen lassen, gelangen erst dann zur Bestellung, nachdem sie zum Zwecke der Maskirung dieser Angaben von den Bestimmungs-Postanstalten unter Umschlag gelegt sind. Name und Wohnung des Empfängers werden auf den Umschlag übertragen; letzterer wird demnächst dienstlich versiegelt, mit dem Tagesstempel bedruckt und mit einer auf das Sachverhältniss bezüglichen Bemerkung versehen.

\*\*) Am letzten Tage eines jeden Monats haben die Postanstalten die an Reisende nach Gasthöfen gerichteten Briefe, welche im Laufe des vorhergegangenen Monats eingegangen sind und nach einer Lagerfrist von wenigstens einem und höchstens zwei Monaten den Adressaten nicht haben zugestellt werden können, einsammeln zu lassen.

In See- und Thermalbädern werden die unbestellbar gebliebenen Sendungen erst am Ende der Badezeit eingefordert.

2° correspondence addressed to deceased persons, which is no longer received at the domiciles of the same, and is not claimed by the heirs within a period of two months;

3° correspondence addressed poste-restante to private persons or to officials, which is not claimed within three months from the day on which it reached the office of destination;

4° correspondence addressed without the indication of any domicile to travellers, seamen, or river-boatmen, which cannot be delivered to the addressees within the delay fixed for poste-restante letters;

5° unpaid letters bearing on their outside a written or printed indication of their contents,\*) if refused or unclaimed after having been held for two months by the office of destination;

6° unclaimed letters collected at hotels. \*\*)

Foreign monthly dead matter comprises articles of foreign origin which cannot be delivered within the same delays and for the same reasons as those applying to the articles of domestic origin classed, under from 2° to 6°, among the French monthly dead matter.

Ordinary articles of the letter-post originating in France or Algeria, or in countries belonging to the Postal

\*) Unpaid letters bearing either on the address-side or on the back printed or written notices, figures, characters, or other signs from which their contents may be inferred, are only delivered after having been enclosed by the postmaster in an envelope for the purpose of hiding these indications from view. The names and domiciles of the addressees, as stated on the addresses, are written on the envelope which, after having been closed by means of the seal of the office, is impressed with the dated stamp, and provided with a remark explaining the matter.

\*\*) On the last day of each month, postmasters have to cause all letters addressed to travellers at hotels, and delivered in the course of the preceding month, which could not, after one month at least, and two months at the longest, be handed to the addressees, to be collected at the various hotels of their place of residence.

In sea-bathing or thermal watering places, non-delivered letters are only collected at the close of the season.



Les objets de correspondance ordinaires, originaires de la France ou de l'Algérie ou des pays compris dans l'Union postale, portant extérieurement une griffe ou une annotation qui en désigne l'envoyeur, ainsi que les objets chargés ou recommandés, dont la distribution ou l'acheminement n'a pu être opéré pour une cause quelconque, sont réexpédiés aux bureaux d'origine pour être remis aux expéditeurs. Avant leur réexpédition, ils sont inscrits sur un registre à consulter en cas de réclamation et frappés, à l'encre rouge, du timbre «*Retour à l'envoyeur*».

Au fur et à mesure que les objets de correspondance sont reconnus non distribuables, ils sont classés dans un casier fermant à clef et comportant deux divisions principales, l'une pour les rebuts français et l'autre pour les rebuts étrangers. Chacune de ces divisions principales contient trois cases, dont la première est affectée aux rebuts journaliers et les deux autres aux rebuts mensuels.

Les préposés des bureaux de poste sont tenus de vérifier scrupuleusement les renseignements donnés par les facteurs sur les correspondances réputées non distribuables. Si le préposé a lieu de penser que le facteur n'a pas pris toutes les informations nécessaires, soit pour opérer la remise, soit pour découvrir la véritable adresse ou la nouvelle résidence du destinataire, l'objet rapporté est de nouveau mis en distribution, mais par un facteur autre que celui qui a recueilli les premiers renseignements. Au besoin, le préposé peut demander au directeur de son département le concours du brigadier-facteur, dont une des principales attributions est la surveillance particulière, sous l'autorité du Directeur, du service des facteurs locaux et ruraux.

Il faut dire, toutefois, que les facteurs sont rarement pris en défaut. Le plus souvent, une lettre n'arrive pas à destination par la faute de l'expéditeur lui-même, soit parce que l'adresse man-

Die monatlich einzusendenden Retourbriefe vom Auslande umfassen die aus dem Auslande herrührenden Postsendungen, welche während der gleichen Lagerfristen und aus denselben Ursachen den Adressaten nicht haben zugestellt werden können, wie diejenigen Sendungen des internen Verkehrs, die vorstehend unter 2 bis 6 bezeichnet sind.

Gewöhnliche Briefpostgegenstände aus Frankreich oder Algerien und aus anderen Vereinsländern, auf denen der Name des Absenders durch einen Firmastempel oder einen handschriftlichen Vermerk ersichtlich gemacht ist, ferner Werth- und Einschreibbriefe, deren Bestellung oder Beförderung aus irgend einem Grunde nicht möglich gewesen ist, werden zum Zwecke der Rückgabe an den Absender nach dem Aufgaborte zurückgesandt. Bevor die Rücksendung erfolgt, werden die Sendungen in ein Verzeichniss, auf welches in Reklamationsfällen zurückgegangen wird, eingetragen und mit einem Stempelabdruck in rother Farbe «zurück an den Absender» versehen.

In der Reihenfolge, in welcher die Sendungen unbestellbar geworden sind, werden dieselben in einem verschliessbaren Schranke aufgestellt, welcher zwei grössere Abtheilungen enthält, deren eine für die französischen, die andere für die aus fremden Ländern herrührenden Retourbriefe bestimmt ist. Jede dieser Abtheilungen besteht aus 3 Fächern, von denen eins zur Aufnahme der täglich eingesandten Retourbriefe dient, während in den beiden anderen die monatlich eingeschickten Retourbriefe aufbewahrt werden.

Die Vorsteher der Postanstalten haben die Bestellungsvermerke der Briefträger auf den als unbestellbar erachteten Sendungen sorgfältig zu prüfen. Ergiebt sich dabei, dass nach Ansicht des Vorstehers nicht alle Mittel vom Briefträger erschöpft worden sind, um die Sendung zu bestellen bz. den wirklichen Empfänger oder den neuen Wohnort desselben zu ermitteln, so wird die Bestellung von Neuem versucht und

Union, bearing on the outside the impress of a stamp or some inscription designating the sender of the same, as also registered articles or articles with value declared, which cannot, from any reason whatever, be delivered or despatched, are returned to the office of origin to be restored to the sender. Previous to their re-transmission they are entered in a register which is to be referred to in cases of reclamation, and provided with an impress in red ink of the stamp, «*Returned to sender*».

As soon as they are ascertained to be undeliverable, the articles of correspondence are sorted into a case furnished with a lock, and divided into two principal compartments, one for French, and the other for foreign dead matter. Each of these principal compartments again has three divisions, the first of which is intended for daily, and the two others for monthly dead matter.

During the periods of retention fixed by the Regulations, postmasters are bound carefully to verify the statements written on the articles held to be undeliverable by the letter-carriers. If the postmaster has any reason for supposing that the letter-carrier has not taken all the necessary steps either for effecting the delivery or for ascertaining the real address or the new residence of the addressee, the article is again issued for delivery but to another letter-carrier than the one by whom the statement was made. If needful, the postmaster may ask the Director of his department for the assistance of the chief letter-carrier, among whose principal duties is that of superintending the service of the local and rural letter-carriers.

It must, however, be acknowledged that the letter-carriers are rarely found to have been in fault. In most cases the sender himself is to blame for a letter not reaching its destination, either because it has no address at all, or because the address is not

que, soit parce qu'elle n'est pas lisible, soit parce qu'elle est erronée quant à l'indication du destinataire, du lieu de destination, de la rue ou du numéro.

On raconte qu'Agricola écrivant d'Angleterre à son gendre, libellait ainsi ses adresses: *A Tacite à Rome*. Cela se comprend et il est permis de croire que, malgré l'imperfection de l'organisation postale de ce temps-là, le célèbre historien latin n'en recevait pas moins les lettres de son beau-père. Mais on se demande quel peut bien être le sort d'une missive portant la suscription suivante. *A mon cousin à Marseille*, ou bien celle-ci: *A Monsieur X. à Paris*, même si l'expéditeur a ajouté le prénom du destinataire.

Les lettres sans adresse ne donnent pas beaucoup de mal aux agents; elles sont classées purement et simplement dans les rebuts journaliers et envoyées à Paris. Mais il n'en est pas de même des correspondances avec des suscriptions défectueuses. Quoique toujours pressés, les agents de l'exploitation se trouvent souvent dans la nécessité de perdre un temps précieux pour déchiffrer des adresses qui sont de véritables énigmes hiéroglyphiques et l'on ne saurait comprendre comment, à l'aide de quelques indices vagues et peu caractéristiques, ils parviennent fréquemment à reconstituer des suscriptions qui lasseraient la patience de plus d'un membre de l'Académie des *Inscriptions et Belles-lettres*.

Avant d'être envoyés à Paris, les rebuts sont enregistrés, dans un certain ordre, sur un registre spécial. L'enregistrement est établi de manière à présenter, pour chaque nature de rebuts, un état distinct et séparé par les mots suivants: « *Rebuts journaliers* (français ou étrangers); envoi du . . . . . » et « *Rebuts mensuels* (français ou étrangers); envoi du . . . . . »

Après avoir été enregistrés comme il vient d'être dit, les rebuts journaliers

zwar durch einen andern Briefträger als denjenigen, von welchem der Bestellungsvermerk herrührt. Nöthigenfalls kann der Vorsteher bei dem Departements - Direktor die Mitwirkung des Aufsichters der bestellenden Boten beantragen, zu dessen wichtigsten Aufgaben die Ueberwachung der Orts- und Landbriefträger gehört.

Doch muss anerkannt werden, dass den Briefträgern nur selten ein Versehen nachgewiesen werden kann. Fast immer trägt der Absender die Schuld, wenn ein Brief seinen Bestimmungsort nicht erreicht, indem entweder die Adresse fehlt, oder dieselbe unleserlich geschrieben ist bz. den Empfänger, den Bestimmungsort, die Strasse oder Hausnummer nicht genau angiebt.

Es wird erzählt, dass Agricola die Adressen der Briefe, welche er seinem Schwiegersohne aus Britannien zuschickte, wie folgt adressirte: *An Tacitus in Rom*. Dies ist erklärlich; auch darf angenommen werden, dass trotz der ungenügenden Posteinrichtungen jener Zeiten der berühmte römische Historiker gleichwohl die Briefe seines Schwiegervaters erhalten hat. Doch ist es fraglich, welches Schicksal jetzt ein Brief haben würde, der die Adresse trüge: *An meinen Vetter in Marseille* oder auch: *An Herrn X. in Paris*, selbst wenn der Absender den Vornamen des Adressaten hinzugefügt hätte.

Briefe ohne Adresse verursachen den Beamten keine besondere Mühe; dieselben werden einfach zu den täglichen Retourbriefen gelegt und nach Paris eingesandt. Anders verhält es sich aber mit denjenigen Sendungen, deren Adressen unvollständig sind. Mit diesen verlieren die Beamten häufig viel Zeit, indem sie die aus wahren hieroglyphischen Räthseln bestehenden Adressen zu entziffern suchen. Man würde es kaum für möglich halten, dass auf Grund einiger unbestimmter und wenig charakteristischer Zeichen von den Beamten oft Adressen ermittelt werden, welche die Geduld mehr als eines Mitgliedes der Akademie für alte Geschichte und Sprachen ermüden würden.

legible, or because the indication of the addressee, of the place of destination, the street, or the house-number is wrong.

It is said that when Agricola wrote from Britain to his son-in-law, he addressed his letters: *To Tacitus in Rome*. This is not surprising, and it may be supposed that, the imperfect postal arrangements of that time notwithstanding, the celebrated Latin historian received the letters of his father-in-law. It is, however, a question what would be the fate of a letter bearing the following address:—*To my cousin at Marseilles*, or:—*To Mr. X. in Paris*, even if the Christian names of these gentlemen had been added.

Letters without any address do not cause much trouble to postal officials; they are simply classed in the category of daily dead matter, and forwarded to Paris. This is, however, not the case as concerns articles provided with defective addresses. Although always in a hurry, the officials in the technical service often lose much precious time in deciphering addresses which are real hieroglyphic puzzles. It can scarcely be conceived how, with nothing but a few vague and little characteristic signs, such as would try the patience of more than one member of the *Academy of Inscriptions and Belles-Lettres*, to help them, they succeed in deciphering the addresses.

Previous to their despatch to Paris, the undeliverable articles are entered in a certain order, in a special register. The letters, &c. are entered singly, and the categories to which they belong are kept separate under the headings of: « *Daily dead matter* (French or foreign); Despatched on the . . . . . », and « *Monthly dead matter* (French or foreign); Despatched on the . . . . . »

After having been entered in the manner described above, separate lists are drawn up both for the daily and the monthly dead matter, and des-

et les rebuts mensuels sont inscrits, les uns et les autres, sur des états spéciaux destinés à les accompagner à l'Administration.

Les paquets de rebuts sont expédiés à la Recette principale chargée, dans chaque Département, de centraliser tous les envois de rebuts et de les transmettre à l'Administration centrale à Paris, savoir : les paquets de rebuts journaliers, tous les jours, et les paquets de rebuts mensuels, le 2 de chaque mois. Des dispositions particulières sont prescrites pour l'envoi des objets recommandés et des lettres de valeurs déclarées, rebuts.

Immédiatement après leur arrivée à Paris, les rebuts journaliers français sont ouverts et traités de la manière indiquée ci-après :

Les lettres sans adresse, celles qui sont expédiées sous un nom supposé, et celles dont les suscriptions sont illisibles ou incomplètes sont renvoyées aux destinataires ou aux expéditeurs, suivant que les renseignements procurés par l'ouverture, font connaître l'adresse de l'un ou de l'autre. Au cas contraire, elles sont détruites dans le délai indiqué plus loin.

Les lettres adressées sous un nom commun à plusieurs personnes d'une même localité et dont la propriété n'a pu être attribuée à l'une ou à l'autre de ces personnes, sont renvoyées à leurs auteurs avec indication du motif de la non-distribution.

Les lettres portant une suscription injurieuse ou des menaces sont également renvoyées à leurs auteurs, avec la même indication.

Les lettres adressées sous le couvert des agents des postes, quelle qu'en soit l'origine, sont renvoyées immédiatement aux expéditeurs avec un avis faisant connaître que les règlements de l'Administration s'opposent à ce qu'il soit donné cours aux lettres de l'espèce.

Vor der Einsendung nach Paris werden die Retourbriefe nach einer bestimmten Reihenfolge in ein besonderes Buch eingetragen. Die Eintragung erfolgt für jede Einsendung getrennt nach den verschiedenen Kategorien von Retourbriefen unter Hinzufügung der Worte: «Täglich eingesandte Retourbriefe (französische oder fremde); Sendung vom . . . . .» und: «Monatlich eingesandte Retourbriefe (französische oder fremde); Sendung vom . . . . .»

Nach erfolgter Eintragung werden sowohl für die täglich, wie auch für die monatlich einzusendenden Retourbriefe besondere Verzeichnisse angefertigt, welche den Retourbriefen bei der Einsendung an die Verwaltung beigegeben werden.

Die Packete, welche die Retourbriefe enthalten, werden an das Hauptpostamt des Departements adressirt, dessen Sache es ist, dieselben zu einer Sendung zu vereinigen und, je nachdem es sich um Packete mit täglich oder um solche mit monatlich einzusendenden Retourbriefen handelt, entweder täglich oder am 2. jeden Monats an die Centralverwaltung in Paris einzuschicken. Besondere Bestimmungen bestehen für die Einsendung der unbestellbar gebliebenen eingeschriebenen Gegenstände und Werthbriefe.

Die täglich eingesandten Retourbriefe aus Frankreich werden nach ihrer Ankunft in Paris sofort geöffnet und wie folgt behandelt:

Briefe ohne Adresse, solche mit fingirten, unleserlichen oder unvollständigen Adressen werden an den Empfänger oder Absender zurückgesandt, je nachdem der eine oder andere bei der Eröffnung ermittelt worden ist. Im entgegengesetzten Falle werden die Briefe nach Ablauf der weiter unten angegebenen Aufbewahrungsfrist vernichtet.

Briefe mit Adressen, welche auf mehrere Personen gleichen Namens lauten, werden, wenn der wirkliche Adressat nicht sicher zu unterscheiden ist, mit Angabe der Ursache der Unbestellbarkeit an den Aufgeber zurückgesandt.

patched to the Administration together with the same.

The packets of dead matter, wrapped up, tied up, and sealed in the same manner as the mails, are forwarded to the chief office of the department whose duty it is make up a single packet out of all the packets received, and to send it in to the Central Administration in Paris, the packets of daily dead matter being despatched every day, and those of monthly dead matter on the 2<sup>nd</sup> day of each month. Special provisions are in force concerning undeliverable registered articles and letters with value declared.

The French daily dead articles are opened at once on their arrival in Paris, and treated as follows:—

Letters without any addresses, and those with fictitious, illegible, or incomplete addresses are either despatched to the addressees or returned to the writers, according to whether the opening of the same leads to the discovery of the address of the one or the other. If no clue is afforded they are destroyed after the expiration of a delay mentioned at a later period of this article.

Letters addressed to a name common to several persons in the same locality, from among whom it is impossible to single out the real addressee with certainty, are returned to the writer with the statement of the reason for non-delivery.

Letters bearing insulting or threatening addresses are also returned to the writers with a similar statement.

Letters of whatever origin under cover addressed to postmasters, are at once returned to the senders with a note informing them that the transmission of such letters is prohibited by the Regulations.

Before being opened, the letters addressed to unknown persons, or to persons having left without giving

Avant d'être ouvertes, les lettres adressées à des destinataires inconnus ou partis sans faire connaître leur nouvelle adresse, sont vérifiées avec soin et tous les moyens possibles sont employés pour découvrir la résidence des destinataires. Ces moyens épuisés inutilement, les lettres sont ouvertes, et si les renseignements tirés de l'ouverture font connaître la véritable adresse des destinataires, elles leur sont adressées immédiatement; dans le cas contraire, elles sont renvoyées aux expéditeurs. Si ces renseignements permettent de renvoyer les lettres d'une manière certaine aux destinataires et aux expéditeurs, elles sont renvoyées de préférence aux destinataires.

Les lettres et paquets paraissant contenir des objets prohibés ou sujets à des droits, dont les destinataires, dûment convoqués, n'ont pas comparu ou ont refusé d'ouvrir, sont ouverts au Bureau des Rebut, lequel remplit les formalités prescrites aux préposés pour la constatation et, s'il y a lieu, pour la saisie des objets.

Les journaux, imprimés, échantillons, brochures et papiers d'affaires régulièrement affranchis et dont la remise n'a pu avoir lieu pour une cause quelconque sont, s'ils n'ont pu être renvoyés aux éditeurs ou aux expéditeurs, savoir:

Les journaux et les imprimés, détruits immédiatement;

Les échantillons et les brochures, conservés pendant un an et, en cas de non-réclamation, livrés après ce délai à l'Administration des Domaines pour être vendus;

Les papiers d'affaires, conservés pendant huit années révolues et détruits à l'expiration de ce délai, s'ils n'ont pas été réclamés.

Les journaux, imprimés, épreuves d'imprimerie corrigées, échantillons ou papiers d'affaires *non affranchis* ou *insuffisamment affranchis*, qui sont tombés en rebut pour cause de taxe, sont renvoyés de Paris aux expéditeurs, grevés de la taxe dont

Briefe, welche auf der Aussenseite Notizen enthalten, mit denen eine Beleidigung oder Drohung beabsichtigt wird, unterliegen der gleichen Behandlung.

Briefe, welche den Postbeamten unter Umschlag zugehen, werden, ohne Rücksicht auf den Ort der Aufgabe, den Absendern mit einer Bemerkung zurückgeschickt, dass derartige Briefe bestimmungsmässig nicht weiter befördert werden dürfen.

Bevor die Eröffnung von Briefen erfolgt, deren Adressaten unbekannt sind oder ohne Angabe ihres neuen Aufenthaltsorts ihren Wohnort verändert haben, werden die Aufschriften sorgfältig geprüft und alle Mittel versucht, um die Wohnung des Adressaten ausfindig zu machen. Gelingt dies nicht, so wird zur Eröffnung geschritten; kann aus den hierbei erlangten Angaben die richtige Adresse des Empfängers ermittelt werden, so wird der Brief demselben sofort zugeschickt, andern Falls aber an den Aufgeber zurückgesandt. Sind diese Angaben der Art, dass die Rücksendung entweder an den Adressaten oder an den Absender erfolgen könnte, so wird der Brief dem ersteren übersandt.

Briefe mit zur Postbeförderung nicht zugelassenen oder mit zollpflichtigen Gegenständen, deren Adressaten auf die erhaltene Aufforderung hin im Postbüro sich nicht eingefunden oder welche die Eröffnung der Briefe verweigert haben, werden von dem Retourbriefamte geöffnet, unter Beobachtung der Vorschriften, welche bezüglich der Feststellung des Thatbestandes und, eintretenden Falls, der Beschlagnahme der Gegenstände für die Postanstalten massgebend sind.

*Vollständig frankirte* Zeitungen, Drucksachen, Waarenproben, Broschüren und Geschäftspapiere, welche aus irgend einem Grunde unbestellbar geblieben sind und an die Verleger oder Absender nicht haben zurückgeschickt werden können, unterliegen folgender Behandlung:

Zeitungen und Drucksachen werden sofort vernichtet;

Waarenproben und Broschüren

their new addresses, the directions given upon them are carefully re-examined, and no means is left untried to ascertain the residence of the addressees. Failing this, the letters are opened, and if by this means the real addresses of the addressees are found out, they are at once transmitted to them; in the contrary case they are returned to the writers. If, by the information obtained, the letters can be despatched either to the addressee or to the writer, with equal certainty of reaching the one and the other, they are in preference transmitted to the former.

Letters and packets apparently containing prohibited articles or articles subject to customs duty, the addressees of which, duly summoned, have failed to come to the office or have refused to open the same, are opened at the Dead Letter Office, by which the same formalities are observed as those prescribed to postmasters for ascertaining the contents, and, if necessary, for the seizure of the articles.

*Fully prepaid* newspapers, printed matter, patterns and samples, pamphlets, and commercial papers which cannot, from any reason whatever, be delivered, are, if it is not possible to return them to the publishers or senders, treated as follows:—

Newspapers, and printed papers are destroyed at once;

Patterns, samples, and pamphlets are retained during one year, and, if not claimed, delivered at the expiration of this delay to the Administration of the Domains for sale;

Commercial papers are kept for a period of eight years, and, if unclaimed, destroyed at the expiration of this delay.

*Insufficiently prepaid*, or *unpaid* newspapers, printed matter, corrected proof-sheets, patterns and samples, or commercial papers which cannot be delivered owing to the refusal of the addressee to pay the postage due, are returned from Paris to the

ils étaient primitivement frappés. Le renvoi a lieu par l'intermédiaire des préposés, qui invitent les expéditeurs à retirer, contre paiement de la taxe, les objets déposés à leur bureau. Si ces objets ne sont pas retirés dans un délai de trois jours, ils sont présentés par le facteur au domicile des expéditeurs et, en cas de refus de paiement, ils sont transmis, avec les explications nécessaires, au Directeur du Département qui, lorsqu'il ne s'agit pas d'un cas isolé ou d'une erreur involontaire, est autorisé par la loi à faire recouvrer la taxe par voie de contrainte.

Sauf l'observation des délais de garde spéciaux indiqués plus haut pour certaines espèces de rebuts, les correspondances tombées en rebuts journaliers qui, suivant le cas, ne peuvent être renvoyées ni aux destinataires ni aux expéditeurs, sont conservées pendant trois mois. Après ce délai, elles sont détruites lorsqu'elles ne renferment ni papiers, ni valeurs ou ne présentent aucun intérêt.

Les rebuts mensuels français sont ouverts et détruits, aussitôt qu'on a reconnu qu'il est absolument impossible de les placer et qu'ils sont sans intérêt. Les objets d'origine française tombés en rebut à l'étranger et renvoyés par les Offices sont traités comme les rebuts de l'intérieur.

Les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies, à destination de pays étrangers à l'égard desquels l'affranchissement est obligatoire, de même que les lettres du service interne qui, pour cause de changement de résidence des destinataires, ne peuvent les suivre faute d'affranchissement, sont renvoyées, sans taxe, à leurs auteurs, accompagnées d'une note indiquant la nécessité de l'affranchissement et le port à acquitter.

werden, sobald dieselben ein Jahr lang unabgefordert gelegen haben, zum Zwecke des Verkaufs der Verwaltung der Staatsgüter überwiesen; Geschäftspapiere, welche nach Ablauf von 8 Jahren nicht abgefordert worden sind, werden vernichtet.

*Unfrankirte oder ungenügend frankirte Zeitungen, Drucksachen, Korrekturbogen, Waarenproben, welche wegen der auf den Sendungen haftenden Taxe unbestellbar geblieben sind, werden, mit der ursprünglichen Taxe belegt, von Paris aus den Aufgebern zurückgeschickt. Die Rückgabe erfolgt durch Vermittlung der Postanstalten, welche die Absender auffordern, die zurückgekommenen Sendungen gegen Zahlung der darauf haftenden Portobeträge abzuholen. Erfolgt diese Abholung nicht innerhalb 3 Tagen, so wird die Sendung durch den Briefträger in die Wohnung des Empfängers abgetragen und, wenn derselbe die Zahlung verweigert, mit den erforderlichen Erläuterungen an den Departements - Direktor eingesandt, welcher, sofern es sich nicht um einen einzelnen Fall oder um einen unfreiwilligen Irrthum handelt, ermächtigt ist, den Betrag zwangsweise einzuziehen.*

Abgesehen von den für einzelne Kategorien von Retourbriefen weiter oben bezeichneten Ausnahmen, ist die Aufbewahrungsfrist für die zu den täglich einzusendenden Retourbriefen gehörigen Sendungen, welche weder den Adressaten, noch den Absendern haben zugestellt werden können, auf 3 Monate festgesetzt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Sendungen vernichtet, vorausgesetzt, dass in denselben weder Papiere oder Werthgegenstände eingeschlossen sind, noch dass sie wichtige Mittheilungen enthalten.

Die monatlich zur Einsendung kommenden Retourbriefe aus Frankreich werden geöffnet und vernichtet, sobald festgestellt ist, dass dieselben weder bestellt werden können, noch dass sie wichtige Mittheilungen enthalten. Briefe aus Frankreich, welche vom Auslande als unbestellbar zurückkommen, werden wie die aus

senders, charged with the original rate. The return is effected through the agency of the postmasters, by whom the senders are requested to claim the articles at the offices, and to pay the postage due. If these articles are not claimed within a delay of three days, they are presented by the letter-carriers at the domiciles of the senders, and, in case the payment is refused, they are sent with the necessary explanations to the Director of the department who, provided it is not an isolated case, or an involuntary error, is entitled to take compulsory means for obtaining the payment of the amount due.

With the exception of the above-mentioned special periods of retention for certain kinds of dead articles, daily dead matter which, as the case may be, can neither be forwarded to the addressees nor returned to the senders, is kept during three months. At the expiration of this delay, it is destroyed if it contains neither papers nor valuable articles, nor any communications of importance.

French monthly dead matter is opened and destroyed, as soon as it is ascertained to be absolutely undeliverable, and without any interest. Articles of French origin which cannot be delivered abroad, and are returned by the foreign post-offices, are treated like domestic dead matter.

Unpaid or insufficiently prepaid letters, intended for foreign countries with regard to which prepayment is compulsory, as well as letters of the domestic service which, owing to change of residence on the part of the addressees, cannot, because they are not prepaid, be transmitted to them, are returned without charge to the senders together with a note stating that prepayment is compulsory, and indicating the amount of the postage required.

Si l'examen extérieur des lettres, ou les renseignements tirés de l'ouverture ne font pas connaître les auteurs, l'Administration avise les destinataires d'avoir à lui en faire parvenir les prix d'affranchissement. Ces lettres sont conservées en dépôt pendant deux ans. Ce délai expiré, elles sont détruites si elles ne contiennent pas de valeurs.

Les autres rebuts étrangers, soit journaliers soit mensuels, ne sont conservés pour être ouverts et, s'il y a lieu, détruits, que lorsque les objets classés dans ces rebuts proviennent d'Offices étrangers avec lesquels il n'existe pas de convention portant stipulation de renvoi réciproque.

Dans ce cas, le délai de conservation est :

*a.* De 6 mois pour les lettres originaires de pays d'outre-mer desservis par des paquebots réguliers ;

*b.* D'un an pour les lettres originaires des pays qui ne correspondent avec la France que par la voie des bâtiments du commerce.

Voici maintenant comment il est procédé à l'égard des valeurs de toute nature trouvées dans les boîtes ou aux guichets des bureaux de poste et à l'égard des lettres contenant des mandats, des timbres-poste, billets de banque, etc., et de celles qui présentent de l'intérêt, lorsque ces lettres n'ont pu être remises aux destinataires ou renvoyées aux personnes qui les ont expédiées.

*a.* Les lettres qui sont reconnues présenter de l'intérêt sont inscrites sur un procès-verbal d'ouverture et conservées pendant huit ans. Après ce délai, elles sont détruites si elles n'ont pas été réclamées.

*b.* Les lettres contenant des mandats de poste sont détruites si elles

dem innern Verkehr herrührenden Retourbriefe behandelt.

Unfrankirte oder ungenügend frankirte Briefe nach fremden Ländern, wohin Frankirungszwang besteht, ferner Briefe aus dem innern Verkehr, welche in Folge der Veränderung des Wohnorts der Empfänger nicht genügend frankirt sind und daher nicht nachgesandt werden können, werden den Absendern ohne Ansatz von Porto mit einer Bemerkung zugestellt, aus welcher hervorgeht, weshalb und mit welchem Betrage der Brief zu frankiren sei.

Wenn der Absender weder aus den auf den Aussenseiten enthaltenen Angaben, noch durch die Eröffnung ermittelt worden ist, so wird der Adressat auf dienstlichem Wege benachrichtigt, welchen Betrag er als fehlenden Portotheil einzusenden habe. Derartige Briefe werden 2 Jahre lang aufbewahrt und nach Ablauf dieser Frist vernichtet, sofern sie Werthgegenstände nicht enthalten.

Die anderen Retourbriefe vom Auslande, gleichviel ob sie zu den täglich oder zu den monatlich eingesandten gehören, werden nur dann aufbewahrt bz. geöffnet und vernichtet, wenn sie aus Ländern herrühren, mit welchen die gegenseitige Rücksendung vertragsmässig nicht vereinbart ist.

In solchen Fällen beträgt die Aufbewahrungsfrist :

*a.* 6 Monate für Briefe aus überseeischen Ländern, mit welchen regelmäßige Postdampfschiffsverbindungen unterhalten werden ;

*b.* ein Jahr für Briefe aus Ländern, welche mit Frankreich nur durch Handelsschiffe in Verbindung stehen.

Auf Werthgegenstände jeder Art, welche in den Briefkasten oder an den Schalterfenstern vorgefunden worden sind, auf Briefe mit Postanweisungen, Freimarken, Banknoten u. s. w., ferner auf Briefe mit wichtigen Mittheilungen findet, wenn diese Briefe weder den Adressaten noch den Absendern haben zugestellt werden können, folgendes Verfahren Anwendung :

*a.* Briefe mit wichtigen Mittheilungen werden in dem Eröffnungs-

If the sender cannot be found out either from an indication on the outside of the letter or from the contents of the same, the addressee is officially requested to send in the amount of postage due. Such letters are kept during two years. At the expiration of this delay they are destroyed if they do not contain any valuables.

The remaining foreign dead matter, either daily or monthly, is only retained, opened, and, if necessary, destroyed, if the articles belonging to this category originate in foreign countries with which no Convention concerning the mutual return of dead matter is in force.

In this case the articles are retained as follows:—

*a.* letters originating in countries beyond the seas served by regular mail-packet lines, during 6 months ;

*b.* letters originating in countries in communication with France by means of merchant-vessels only, during one year.

The following is the treatment adopted with regard to valuable articles of every description found in letter-boxes or at post-office windows, and to letters containing money-orders, postage-stamps, banknotes, &c., as also to letters containing important communications, which can neither be delivered to the addressees nor returned to the senders:—

*a.* letters ascertained to contain important communications are entered in a process-verbal of opening (*procès-verbal d'ouverture*), and kept during 8 years. At the expiration of this delay they are destroyed, if still unclaimed ;

*b.* letters containing money-orders are destroyed if they are not claimed



n'ont pas été réclamées dans un délai de 3 mois. Quant aux mandats, ils sont transmis au bureau des *Articles d'argent* qui les conserve, s'ils ne sont pas réclamés dans l'intervalle, pendant huit ans à partir du versement des fonds.

Dans la 7<sup>e</sup> année de la délivrance des mandats non payés, l'Administration rappelle aux envoyeurs de ces mandats, par tous les moyens de publicité dont elle dispose, la prescription dont vont être frappés leurs titres de dépôt.

c. Les timbres-poste sont détruits à l'expiration d'un délai de huit ans, après avoir donné lieu à un procès-verbal qui en indique le nombre et le montant.

d. Les valeurs de toute nature, autres que les timbres-poste et les effets de commerce, qu'elles soient trouvées dans les boîtes, renfermées ou non dans des lettres ou régulièrement déposées aux guichets des bureaux de poste, sont, après un délai de huit années, livrées, sur reçu, à l'Administration des Domaines et deviennent propriété de l'État.

Grâce au développement de l'instruction dans les classes inférieures; à l'habitude, favorisée par l'abaissement des tarifs, qui se propage de plus en plus d'affranchir les correspondances; à l'extension du domaine de l'Union postale, qui diminue la nomenclature des pays pour lesquels l'affranchissement est obligatoire; aux efforts que fait l'Administration pour divulguer les notions postales les plus nécessaires à la vie pratique\*); et grâce surtout à un redoublement d'attention dans l'étude des suscriptions réputées illisibles ou incomplètes, le nombre des objets rebutés suit une progression inverse

Protokoll aufgeführt und 8 Jahre lang aufbewahrt; nach Ablauf dieser Frist werden die Briefe, wenn sie nicht abgefordert worden sind, vernichtet;

b. Briefe, welche Postanweisungen enthalten, werden, wenn sie 3 Monate unabgefordert gelegen haben, vernichtet; die Postanweisungen selbst werden an das Bureau für «*Geldartikel*» eingesandt, bei dem sie, vom Tage des Einganges der Beträge ab gerechnet, 8 Jahre lang aufbewahrt werden.

Im Laufe des 7. Jahres, vom Tage der Einlieferung der uneingelöst gebliebenen Postanweisungen ab gerechnet, werden den Absendern im Wege der Bekanntmachung die Bestimmungen in Erinnerung gebracht, welche auf die betreffenden Anweisungen Anwendung finden;

c. Freimarken werden nach Ablauf von 8 Jahren vernichtet; von der Stückzahl und von dem Werthbetrage wird in einer hierüber aufzunehmenden Verhandlung Notiz zurückbehalten;

d. andere Werthgegenstände, als Freimarken, ferner Wechsel, gleichviel ob dieselben in den Briefkasten aufgefunden worden sind, ob sie in Briefen enthalten waren oder nicht, oder endlich ob ihre Einlieferung an den Postschaltern stattgefunden hat, werden nach Ablauf von 8 Jahren gegen Empfangsbescheinigung der Domänenkammer überwiesen und gehen somit in das Eigenthum des Staates über.

Die Anzahl der unbestellbaren Sendungen nimmt in dem gleichen Verhältniss ab, in welchem der Korrespondenzverkehr zunimmt; zu verdanken ist dies vor Allem der Entwicklung des Unterrichts in den Volksschulen, der durch Tarifermässigungen begünstigten Gewohnheit, die Briefpostsendungen häufiger zu frankiren, sowie der Ausdehnung des Weltpostvereins, wodurch die Zahl derjenigen Länder, wohin Frankirungszwang besteht, immer weiter beschränkt wird, ferner den Anstrengungen\*), welche von den Verwaltungen zum Zwecke der Verbreitung der für

within a delay of three months. As to the money-orders, they are transmitted to the «*Bureau for Money-Articles*» by which they are retained, if not claimed in the interval, during 8 years from the day on which the amounts were paid in.

In the 7<sup>th</sup> year following the issue of the non-paid orders, the Administration, through all the channels of publicity at its disposal, calls the attention of the remitters of these orders to the measure that will be applied to the same.

c. Postage-stamps are destroyed at the expiration of a delay of 8 years, after their number and value have been recorded in a process-verbal;

d. valuable articles of every kind, other than postage-stamps and bills of exchange, either found in letter-boxes, enclosed in letters or not, or properly deposited at post-office windows, are, after a delay of 8 years, delivered, in exchange for a receipt, to the Administration of the Domains, and become the property of the State.

Thanks to the development of instruction in the lower classes; to the habit of prepaying correspondence, which, promoted by the reduction of rates, is becoming more and more general; to the extension of the Postal Union by which the number of countries with regard to which prepayment is compulsory is diminished; to the efforts made by the Administration with a view to give the widest possible publicity to the postal information most necessary in practical life;\*) and especially to increased carefulness in examining illegible or incomplete addresses, the number of dead articles continues decreasing in

\*) Voir l'Union postale III, pages 219 et suivantes.

\*) S. Union postale III, S. 219.

\*) See l'Union postale III, page 219.



de celui des objets mis en circulation.

L'influence de ces diverses causes ressort de l'examen du tableau suivant qui embrasse une période de 10 ans.

das praktische Leben erforderlichen Kenntnisse der wichtigsten postalischen Vorschriften gemacht werden und vor Allem der grossen Aufmerksamkeit, mit welcher die als unleserlich oder unvollständig bezeichneten Adressen geprüft werden.

Der Einfluss, den diese verschiedenen Ursachen gehabt haben, lässt sich aus der nachstehenden Tabelle, welche einen Zeitraum von 10 Jahren umfasst, erkennen.

proportion as that of those put into circulation increases.

The influence exercised by these various causes is shown by the following table which comprises a period of 10 years:—

Années.	Nombre d'objets en circulation.	Nombre d'objets tombés en rebut.	Proportion.
1870	573,212,100	1,176,812	0,21 %
1871	633,220,600	2,785,951	0,44 %
1872	704,694,400	2,558,827	0,36 %
1873	728,406,300	2,168,147	0,30 %
1874	775,376,700	1,957,584	0,25 %
1875	799,449,800	2,030,809	0,25 %
1876	834,362,000	1,989,704	0,24 %
1877	865,516,000	2,080,593	0,23 %
1878	974,861,000	2,285,794	0,23 %
1879	1,123,031,000	2,277,988	0,20 %

Voici maintenant le tableau indiquant, pour la même période de dix ans, la proportion entre le nombre total des objets envoyés, par les bureaux de poste, en rebut à Paris et le nombre des objets remis en distribution et placés, après le travail de revision du Bureau des Rebutis:

Die folgende Tabelle zeigt für den gleichen Zeitraum von 10 Jahren das Verhältniss, in dem die Zahl der von den Postanstalten als unbestellbar nach Paris eingesandten Briefe zu der Zahl derjenigen Briefe steht, welche nach Beendigung der Arbeiten des Retourbriefamts den Adressaten oder Absendern haben zugestellt werden können.

The following table shows, for the same period of 10 years, the proportion between the total number of undelivered articles forwarded to Paris by the post-offices, and that of articles re-issued and delivered, after having been re-examined by the Dead Letter Office:—

Années.	Nombre d'objets tombés en rebut.	Nombre d'objets rebutés remis en circulation et placés.	Proportion.
1870	1,176,812	933,014	52,51 %
1871	2,785,951	888,468	31,88 %
1872	2,558,827	1,107,277	42,27 %
1873	2,168,147	861,733	39,73 %
1874	1,957,584	888,555	45,00 %
1875	2,030,809	967,582	47,64 %
1876	1,989,704	987,615	50,36 %
1877	2,080,593	996,259	47,83 %
1878	2,285,794	1,080,239	47,25 %
1879	2,277,988	1,123,813	49,33 %

Ces chiffres se passent de commentaire; ils témoignent par eux-mêmes de la bonne organisation du service des rebuts et des soins apportés à la distribution régulière des objets de correspondance de toute nature.

### Le service postal dans l'Inde britannique en 1879/80.

L'Administration des Postes de l'Inde britannique vient de publier pour l'exercice 1879/80, un rapport auquel nous empruntons les détails suivants qui nous paraissent d'un intérêt général.

Cet exercice a donné les *résultats financiers* suivants:

Recettes postales proprement dites . . . . .	Rs. 7,989,726
Dépenses postales proprement dites . . . . .	6,893,435

Excédant de recettes 1,096,291

Recettes provenant d'autres branches de service, dont est chargée l'Administration des Postes, savoir: Le Bullock-Train (convois composés de wagons attelés de bœufs), estafettes militaires dans le Punjab, transport des voyageurs . . . 1,868,395

Dépenses afférentes aux mêmes services . . . . . 2,255,458

Excédant de dépenses 387,063

Dans la dépense de 2,255,458 Rs. est comprise une subvention de 712,000 Rs. allouée à la Compagnie indo-britannique de navigation à vapeur.

Les autres dépenses qui ne figurent pas dans les comptes ordinaires, se sont élevées à 1,268,683 Rs. Elles concernent principalement les fournitures de bureau, le service du chemin de fer, les pensions, etc.

Die Zahlen bedürfen keiner Erläuterung; es erhellt aus denselben ohne Weiteres, wie zweckmässig das Verfahren organisirt ist, welches auf die Behandlung der Retourbriefe Anwendung findet, sowie welche Sorgfalt der regelmässigen Bestellung der Korrespondenzgegenstände jeder Art zugewandt wird.

### Das Postwesen in Britisch-Ostindien im Jahr 1879/80.

Dem vor Kurzem veröffentlichten Verwaltungsbericht des Generaldirectors der *Indischen Postverwaltung für das Etatsjahr 1879/80* entnehmen wir die nachstehenden Angaben von allgemeinem Interesse.

Die *finanziellen Ergebnisse* des Jahres waren die folgenden:

Einnahme (aus dem eigentlichen Postdienst) . . .	Rs. 7,989,726
Ausgabe (für den eigentlichen Postdienst) . . .	6,893,435
Mehreinnahme	1,096,291

Ferner aus anderen, der Verwaltung übertragenen Dienstzweigen, nämlich: Bullock-Train (Transportzüge, welche aus mit Ochsen bespannten Karren bestehen), militärischer Staffettendienst im Punjab, Passagierdienst, . . .

Einnahme	1,868,395
Ausgabe	2,255,458

Mehrausgabe 387,063

In der Ausgabe von Rs. 2,255,458 sind Rs. 712,000 an Subsidien für die Britisch-Indische Dampfschiffsgesellschaft enthalten.

Anderweitige Ausgaben der Postverwaltung, welche nicht in den regelmässigen Abrechnungen erscheinen, beliefen sich auf Rs. 1,268,683. Es sind dieses hauptsächlich Ausgaben für Schreibmaterialien, für den Eisenbahndienst, Ruhegehälter etc.

Für die *Beförderung der indischen und chinesischen Posten* ist zwischen dem königlich-grossbritannischen Ge-

These figures speak for themselves; they attest the good organization of the dead letter branch of the service, and the care with which the regular delivery of correspondence of every description is effected.

### The postal service in British East India during the year 1879/80.

We extract the following details of general interest from the *Annual Report on the operations of the Post Office of India for the year 1879/80*, which has lately been published.

The financial results of the year were as follows:—

Receipts (of the purely postal service) . . . . .	Rs. 7,989,726
Disbursements (of the purely postal service) . . . . .	6,893,435

Net revenue 1,096,291

Further, in the non-postal branches of the business of the Postal Administration, *viz.* the Bullock Train (trains consisting of wagons drawn by bullocks), the Punjab Military Van Dāk, and the Passenger service on mail-cart lines. Receipts 1,868,395  
Disbursements 2,255,458

Excess of disbursements 387,063

The expenditure of Rs. 2,255,458 comprises a subsidy of Rs. 712,000 paid to the British India Steam Navigation Company.

Other expenses of the Postal Administration which do not appear in the regular accounts, amounted to Rs. 1,268,683. The principal of these were incurred for stationery, for the railway-service, for pensions, &c.

Il existe pour le transport des dépêches de l'Inde et de la Chine une nouvelle convention conclue pour 8 ans entre le Maître Général des Postes de la Grande-Bretagne et la « Peninsular and Oriental Steam Navigation Company » moyennant une indemnité réduite à £ 370,000 par année. Il y est prévu une vitesse de 11 nœuds par heure entre Bombay et Suez ainsi qu'entre Alexandrie et Brindisi, de telle sorte qu'il ne faut aujourd'hui que 15 jours  $\frac{1}{2}$  pour effectuer le transport des dépêches entre Bombay et Brindisi. Pendant la mousson du sud-ouest le trajet exige 2 jours de plus. Par suite de cette convention on a supprimé les services accessoires entre Southampton et Suez, entre Point-de-Galle et Calcutta, ainsi qu'entre Hongkong et Yokohama, de sorte qu'il n'existe plus actuellement qu'un service hebdomadaire entre Bombay et Suez et entre Alexandrie et Brindisi, en correspondance tous les 14 jours avec un service entre Suez et Shanghai.

L'abandon de la ligne de Southampton nécessite le transit de toutes les dépêches de l'Inde par l'Italie et la France, et les droits à payer pour ce transit ont donné lieu à de longues négociations. Il n'était pas possible de priver le public de la voie de Southampton, qui était la moins coûteuse, sans lui avoir assuré une compensation. Les négociations aboutirent à une réduction des frais pour le transport des dépêches au moyen de trains spéciaux. Les frais sont à peu près d'un tiers moins élevés qu'autrefois; la dépense annuelle pour le transport des dépêches de l'Inde seule a été réduite de £ 20,000. Les avantages d'un transport accéléré à travers l'Europe ont pu être étendus aux correspondances qui passaient autrefois par Southampton et le port des lettres de l'Inde a pu être abaissé à partir du 1<sup>er</sup> février 1880.

Le paquebot « Vingorla » de la Compagnie de navigation indo-britan-

neral-Postmeister und der « Peninsular and Oriental Steam Navigation Company » auf 8 Jahre ein neuer Vertrag gegen eine ermässigte jährliche Entschädigung von £ 370,000 abgeschlossen worden. Eine Durchschnitts-Geschwindigkeit der Schiffe von 11 Knoten die Stunde zwischen Bombay und Suez, sowie zwischen Alexandrien und Brindisi wurde gesichert, so dass gegenwärtig rund 15 $\frac{1}{2}$  Tage für die Beförderung der Posten zwischen Bombay und Brindisi erforderlich sind. Für die Rückfahrt treten während der Zeit der Südwest-Monsune zwei Extratage hinzu. In Folge dieses Vertrags wurden die subsidiären Fahrten zwischen Southampton und Suez, zwischen Point de Galle und Calcutta, sowie zwischen Hong-Kong und Yokohama aufgehoben, dergestalt, dass gegenwärtig nur eine wöchentliche Verbindung zwischen Bombay und Suez und zwischen Alexandrien und Brindisi, in Verbindung mit einer 14tägigen Verbindung zwischen Suez und Shanghai besteht.

Der Fortfall der Southampton'er Linie bedingte die Beförderung der gesammten Indischen Posten durch Italien und Frankreich, und die für diese Posten zu zahlenden Landtransit-Gebühren bildeten den Gegenstand erheblicher Meinungsverschiedenheiten. Es erschien ungerechtfertigt, das Publikum des billigen Weges über Southampton zu berauben, ohne Vorsorge für einen gleich vortheilhaften Ersatz getroffen zu haben. In Folge der eingeleiteten Unterhandlungen wurde schliesslich eine Ermässigung der Kosten für die Beförderung der Posten mittels Separat-Zuges um ungefähr ein Drittel der früheren Vergütung herbeigeführt, dergestalt, dass die Kosten für die Indischen Posten allein um rund £ 20,000 jährlich sich verminderten. Die Vortheile des beschleunigten Transits durch Europa konnten sonach auch auf die früher über Southampton beförderten Posten ausgedehnt und die indischen Portosätze mit dem 1. Februar 1880 ermässigt werden.

Von den Schiffen der British-

A new contract with the Peninsular and Oriental Steam Navigation Company for the conveyance of the East India and China Mails was entered into by Her Majesty's Postmaster General for a term of 8 years at the reduced subsidy of £ 370,000 a year. An average speed of 11 knots an hour was secured between Bombay and Suez, and between Alexandria and Brindisi; thus, about 15 $\frac{1}{2}$  days are now occupied in the passage of the mails between Bombay and Brindisi, an extra allowance of two days being given for the homeward voyage during the south-west monsoon. Under this contract the subsidiary services between Southampton and Suez, between Point de Galle and Calcutta, and between Hong-Kong and Yokohama were dispensed with, the service consisting only of a weekly line between Bombay and Suez and between Alexandria and Brindisi, together with a fortnightly line between Suez and Shanghai.

The abolition of the Southampton route necessitated the transmission of the entire mail through Italy and France, and the continental charges levied on this mail formed the subject of considerable controversy. It seemed obviously unfair to deprive the public altogether of the cheaper route *via* Southampton, without providing some corresponding advantage. The negotiations entered upon resulted ultimately in a reduction in the cost of special train transit by about one-third of the former rate, thus diminishing the charge on Indian mails alone to the extent of about £ 20,000 a year. Thus, the advantages of accelerated transit through Europe were extended to the mails which formerly travelled *via* Southampton, and the Indian rates of postage could be reduced from the 1<sup>st</sup> of February 1880.

Of the vessels of the British India Steam Navigation Company one, the *Vingorla*, foundered and sank at the close of February 1880, on her

nique a fait naufrage à la fin de février 1880 pendant le trajet entre Bombay et Karachi. Le commandant, plusieurs officiers et 64 passagers ont péri. Parmi ces derniers se trouvaient cinq agents postaux qui se rendaient dans le sud de l'Afghanistan pour y organiser la poste militaire. Les dépêches qui se trouvaient à bord n'ont pas pu être retrouvées et l'Administration a dû payer de ce fait plus de 30,000 Rs. à titre d'indemnité pour la perte d'envois assurés.

En ce qui concerne le *transport des dépêches sur les chemins de fer*, le Gouvernement avait décidé, en mars 1877, que l'Administration des postes rembourserait, à prix coûtant, le transport des dépêches sur tous les chemins de fer de l'État. Mais comme le calcul des frais donnait lieu à des discussions, on conclut en février 1879 un autre arrangement d'après lequel il est bonifié 18 pies par wagon et par mille sur la base de l'espace occupé à cette époque par l'Administration pour la manipulation des dépêches pendant le transport. Pour les dépêches closes on compte 1½ pies par « maund » (poids indien = environ 37 kilogrammes) et par mille. Ces montants comprenaient aussi la bonification pour le transport des agents supérieurs du Département et de tous les autres agents en service sur le chemin de fer. Ces dispositions dont on fit remonter l'application au 1<sup>er</sup> avril 1878, doivent rester en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1884.

Plus tard elles éprouvèrent quelques modifications d'un effet rétroactif. L'Administration des postes fut tenue de bonifier, sur les transports qui avaient été effectués depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1878 le 4½ % par an du coût des wagons construits ou modifiés sur sa demande et des frais de transport pour le retour à vide, des wagons aménagés pour le tri des correspondances.

Le *transport des dépêches*, dans l'Inde, ne s'effectue pas seulement par chemin de fer, mais aussi au moyen

Indischen Dampfschiffs-Gesellschaft erlitt der Dampfer « Vingorla » Ende Februar 1880 auf der Fahrt von Bombay nach Karachi Schiffbruch. Der Kommandeur, mehrere Offiziere und 64 Passagiere kamen um's Leben. Unter den vermissten Passagieren befanden sich fünf Postbeamte, welche sich zur Ausübung des Feldpostdienstes nach Süd-Afghanistan begeben wollten. Die an Bord befindliche Post wurde nicht wieder aufgefunden, und die Verwaltung hatte für den Verlust versicherter Sendungen zum Gesamtwerthe von über Rs. 30,000 Entschädigung zu leisten.

In Betreff der *Beförderung der Posten auf Eisenbahnen* war im März 1877 durch die Regierung bestimmt worden, dass die Postverwaltung die wirklichen Unkosten für die Beförderung der Posten auf allen Staats-Eisenbahnen zahlen solle. Da indess die Methode zur Berechnung dieser wirklichen Unkosten zu mancherlei Erörterungen Veranlassung gegeben hatte, so gelangte man erst im Februar 1879 zu einer bezüglichen Verständigung. Hiernach war eine Vergütung von 18 Pies für den Wagen und die Meile, nach Verhältniss des derzeit der Postverwaltung auf ihre eigene Requisition überlassenen Raumes, für die während der Fahrt bearbeiteten Posten zu zahlen. Für geschlossene Posten kamen 1½ Pies für jedes « Maund » (etwa 37 Kilogr.) und die Meile zur Berechnung. Diese Sätze enthielten gleichzeitig die Vergütung für die Beförderung der höheren Beamten des Departements und aller Beamten im Eisenbahn-Postdienst. Die vorstehenden Bestimmungen, welchen rückwirkende Kraft vom 1. April 1877 ab beigelegt wurde, bleiben bis zum 1. April 1884 in Wirksamkeit.

Später wurden die obigen Festsetzungen wieder insoweit geändert, als die Postverwaltung angehalten wurde, rückwirkend vom 1. Januar 1878 ab 4½ Prozent jährlich von den Kosten der auf ihre Requisition erbauten oder geänderten Wagen zu entrichten, sowie Transportkosten für

voyage from Bombay to Karachi, the commander, several officers, and 64 passengers perishing with the ship. Among the missing passengers were five Post Office clerks on their way for field service in Southern Afghanistan. The mail on board was never recovered, and the department had to pay compensation for the loss of the insured articles which exceeded Rs. 30,000 in value.

As concerns the *conveyance of Mails on State Railways*, it was decided by the Government in March 1877 that the Postal Department should pay actual expenses for the carriage of Mails on all State Railways, but the method of calculating these actual expenses having caused much discussion, it was not till February 1879 that a settlement was arrived at. A payment of 18 pies per vehicle per mile was fixed, in proportion to the space actually allotted to the Postal Department on its own requisition, for mails sorted in transit. Closed mails were to be charged at 1½ pies per maund (about 37 kilogrammes) per mile. These payments included the conveyance of the principal officers in the department, of all officers in the Railway Mail Service, and of all postal servants travelling in the Post Office compartment. Retrospective effect from the 1<sup>st</sup> of April 1877 was given to these arrangements, which are to remain in force till the 1<sup>st</sup> of April 1884.

Later again these rules were somewhat modified, the Post Office being required to pay, with effect from the 1<sup>st</sup> of January 1878, 4½ per cent. per annum on the original cost of vehicles built or altered on its own requisition, and to pay haulage on return vans fitted up as sorting carriages.

The *conveyance of mails* in India is, besides railways, effected by means of mail-cart, horse, and camel lines,

de carrioles, de chevaux, de chameaux ou par des coureurs (runners), des messagers, des canots et des steamers. Ces différents moyens de transport ont effectué un parcours total de 57,418 milles anglais.

Des mesures particulières ont dû être prises par l'Administration des postes à l'occasion de la guerre de l'Afghanistan. Le personnel nécessaire fut recruté dans les diverses parties de l'Inde; des postes militaires furent attachées aux corps d'armée ou établies sur les routes suivies par eux. Entre Peshawar et Jellalabad (80 milles anglais) circula un tramway tiré par des chevaux auquel faisait suite un service de courrier à cheval pour Caboul (96 milles anglais). Sur la demande du Ministère des Affaires étrangères, il fut créé pour le nord de l'Afghanistan un nouveau district postal et l'Administration en fut placée sous les ordres d'un Vice-Maitre de Poste Général nommé à cet effet. En outre, par suite de l'occupation militaire, un grand nombre de bureaux dut être entretenu dans le sud de l'Afghanistan et le transport des dépêches eut lieu d'après des arrangements pris avec les autorités locales politiques et militaires.

Sir M. Kennedy, Lieutenant-Général, organisa entre Jhelum et Peshawar, sur un parcours de 175 milles anglais, des convois composés de chars attelés de bœufs servant au transport des troupes, des munitions et d'autres objets militaires. Bien que l'Administration des postes n'eût pas créé ce service, il fut placé sous la surveillance immédiate du Maitre Général des postes du Punjab et de ses fonctionnaires. L'exécution de ce service rencontra de grandes difficultés. Les chars durent être amenés de loin, une épidémie se déclara parmi le bétail et les rations de grains et de fourrage vinrent à manquer. Malgré cela il n'y eut pas, pendant quelque temps, moins d'une centaine de chars journalièrement en circulation et l'on trans-

rückgehende, als Sortirwagen eingerichtete Fahrzeuge zu zahlen.

Die *Beförderung der Posten* erfolgt in Indien ausser auf der Eisenbahn, mittels Postkarrens, durch Pferde oder Kameele, durch Botenläufer (runners), Boote und Seeschiffe. Mittels dieser Transportmittel sind insgesamt 57,418 Meilen durchlaufen worden.

Besondere Anstrengungen hatte die Postverwaltung in Folge der kriegerischen Ereignisse in Afghanistan zu machen. Aus den verschiedenen Theilen Indiens wurden Leute einberufen, Feldpostämter wurden jedem Truppentheile attachirt bez. an passenden Stellen beim Vormarsch der Truppen eingerichtet. Zwischen Peschawar und Jellalabad (80 Meilen) trat eine Pferde-Karren-Linie in Wirksamkeit, an welche eine Reitpost nach Cabul (96 Meilen) sich anschloss. Ferner wurde auf Veranlassung des auswärtigen Amtes ein neuer Postbezirk für Nord-Afghanistan geschaffen und der Verwaltung eines besonders erwählten Vice-General-Postmeisters unterstellt. Eine grössere Anzahl von Postämtern musste wegen der militärischen Occupation auch in Süd-Afghanistan beibehalten werden; die Beförderung der Posten wurde auf Grund der von den lokalen politischen und militärischen Behörden getroffenen Vereinbarungen bewirkt.

Transportzüge, welche aus mit Ochsen bespannten Karren bestanden und zur Beförderung von Truppen, Munition und anderen militärischen Vorräthen dienten, wurden den durch Generallieutenant Sir M. Kennedy auf der 175 Meilen langen Strecke zwischen Jhelum und Peshawar organisirt. Obgleich die Postverwaltung keine Befassung mit diesem Dienste gehabt hätte, wurde derselbe dennoch unter die direkte Aufsicht des General-Postmeisters des Punjab und dessen Beamte gestellt. Der fragliche Dienst war mit grossen Schwierigkeiten verbunden: Karren mussten von weither herbeigeschafft werden, unter dem Vieh brach die Maul- und Klauenseuche aus, und die Rationen an Korn und

runners, boats, and steamers. The total distance traversed by these methods of transit amounted to 57,418 miles.

A great strain was thrown on the Post Office in consequence of the Afghan war. Men were summoned from various parts of India; field post-offices were attached to each force, and opened at convenient spots as the troops advanced. A horsed cart line was established between Peshawar and Jellalabad (80 miles), with a horse-post extension to Cabul (96 miles), and, at the instance of the Foreign Department, a new postal circle was created for Northern Afghanistan and placed under the charge of a specially selected Deputy Postmaster General. Numerous post-offices had also to be maintained for the military occupation in Southern Afghanistan, the post being carried under arrangements made by the local political and military authorities.

A train, consisting of carts drawn by bullocks, for the transport of troops, ammunition, and other military stores, was organized by Lieutenant-General Sir M. Kennedy between Jhelum and Peshawar, a distance of 175 miles, and though the Post Office had no concern with the service, it was placed under the direct management of the Postmaster General of the Punjab and his subordinates. Great difficulties had to be contended with:—carts were imported from immense distances, foot-and-mouth disease broke out among the cattle, and famine rates for grain and fodder prevailed. Yet, for some time the daily despatch of carts numbered no less than 100, and an immense quantity of military material was carried.

The *relations of the Imperial Post with Native States* are the reverse of satisfactory. Some Native States have been allowed to develop postal

porta une quantité considérable de matériel de guerre.

Les rapports entre la Poste de l'Empire des Indes et les États indigènes ne sont rien moins que satisfaisants. Quelques-uns de ces derniers ont été autorisés à établir des services postaux indépendants et à émettre des timbres-poste pour les relations locales. D'autres possèdent aussi des services indépendants, mais n'émettent pas de timbres-poste. Dans certaines localités, les correspondances apportées par les postes impériales sont distribuées par des agences indépendantes de l'Administration. Dans d'autres localités, ces agences sont placées sous le contrôle de l'Administration. Parfois même on rencontre des agences des deux espèces. Il existe un arrangement d'après lequel la Poste impériale touche une bonification pour la transmission des correspondances. On rencontre aussi des localités, dans les États indigènes, qui ne possèdent aucun service postal. Les lettres à destination de ces localités ne peuvent pas être expédiées. En ce qui concerne les territoires situés au delà de celui de l'Administration des postes de l'Inde, on manque de renseignements sur le service postal. Les États indigènes ne publient ni de « Postal Guide » ni de liste de leurs bureaux de poste et il n'est fait au public aucune autre communication touchant les postes. Personne ne sait si une lettre arrive à destination ou non. Non seulement l'affranchissement jusqu'à destination est impossible dans beaucoup de cas, mais les lettres sont encore souvent grevées de taxes arbitraires que rien ne justifie. Les cartes postales et les mandats de poste sont inconnus. Du reste, dans les États indigènes qui s'opposent à ce que la Poste impériale fonctionne sur leur territoire, les habitants sont privés de toutes les facilités que cette Administration assure à son public. La conséquence naturelle en est qu'il y a fort peu de correspondances. Le seul remède efficace à cet état de choses consis-

Futter waren meist mangelhaft. Gleichwohl betrug einige Zeit hindurch die Zahl der täglich abgesandten Karren nicht weniger als 100 Stück, und eine ungeheure Menge von Kriegsmaterial erhielt Beförderung.

Was die *Beziehungen der Kaiserlich Indischen Post zu den einheimischen Staaten* betrifft, so sind dieselben nichts weniger als befriedigend. Einzelnen dieser Staaten ist es gestattet worden, besondere und unabhängige postalische Einrichtungen zu treffen, sowie eigene Postmarken für den Lokalverkehr zu führen. Andere derselben besitzen gleichfalls derartige Einrichtungen, ohne indess lokale Postmarken zu verausgaben. In einzelnen Orten wird die Vertheilung der von den kaiserlichen Posten angebrachten Briefsendungen durch von der Verwaltung unabhängige Vertheilungsagenturen bewirkt; in anderen Orten sind diese Agenturen der Kontrolle der kaiserlichen Postverwaltung unterworfen, zuweilen fungiren auch beide Arten der Agenturen gleichzeitig. Es besteht eine Vereinbarung, wonach die kaiserliche Post für die Ueberlieferung der Korrespondenzen eine Vergütung erhält; es giebt indess auch in einheimischen Gebieten Ortschaften ohne postalische Einrichtungen, nach welchen Briefe überhaupt nicht befördert werden können. Ueber das Gebiet der indischen Postverwaltung hinaus kann eine Information über postalische Angelegenheiten kaum erlangt werden. Die einheimischen Staaten veröffentlichen weder einen « Postal Guide », noch Verzeichnisse ihrer Postanstalten, auch werden dem Publikum sonstige Mittheilungen über den Postdienst nicht gemacht. Es herrscht Ungewissheit darüber, ob ein Brief bestellt werden kann oder nicht. Ferner ist nicht allein die Vorauszahlung des Portos bis zum Bestimmungsorte in vielen Fällen unmöglich, sondern die Korrespondenzen werden bei der Bestellung auch vielfach willkürlichen und gänzlich unbekanntem Taxen unterworfen. Postkarten sind ebenfalls unbekannt; auch der Postanweisungsdienst und

organizations of a distinct and independent character, with special local postage-stamps of their own; others possess such organizations with no local postage-stamps. In some places the delivery of correspondence, proceeding from the Imperial Post, is effected by a distributing agency independent of the Postal Administration; in other places this agency is subject to Imperial Post control; while sometimes, again, both descriptions of distributing agencies are employed. There exists an arrangement under which the Imperial Post is subsidised for the delivery of correspondence, and there are some localities in Native territory which are destitute of any postal organization, and where letters cannot be delivered at all. Beyond the limits of the Postal Department, information on postal matters can hardly be obtained. Native States issue no Postal Guide, print no lists of post-offices, and publish no postal matter for the instruction of the public. It is not known whether a letter can be delivered or not. Not only is prepayment to destination in many cases impossible, but correspondence is subject on delivery to arbitrary and unknown charges. Post-cards are unknown, and the inhabitants of Native States, which oppose Imperial Post extension, are debarred from the benefit of the money-order system, and other facilities furnished by the Imperial Post to the public. Restriction of correspondence must be the natural consequence of this state of things:—and the only real remedy lies in the gradual extinction of all local post organizations, and their supersession by the Imperial Post. Such a measure must entail great expense for several years, but uniformity of postage rates, rules, and conditions would result, and the cost involved would doubtless ultimately be more than covered by increased revenue.

The country known as Central India is composed of no less than 14 Native

terait dans la suppression de toutes les postes locales et leur remplacement successif par la Poste impériale. Une telle mesure entraînerait incontestablement de grands frais pendant les premières années, mais il existerait au moins des taxes et des conditions uniformes et les dépenses finiraient par être couvertes et au delà par suite de l'accroissement du nombre des correspondances.

Le territoire connu sous le nom de « *Central India* » se compose de 14 États indigènes, dont les organisations postales, en tant que la Poste impériale s'en occupe, ont relevé jusqu'à présent du Maître Général des postes des provinces du Nord-Ouest. La situation de ces États à l'extrême frontière du district formé par les provinces du Nord-Ouest, y rendait la surveillance difficile et a nécessité la création d'une administration locale indépendante du Gouvernement de ces provinces. A dater du 1<sup>er</sup> novembre 1879, l'Inde centrale forme un district postal distinct. En même temps, on supprima le district du Sind et du Golfe Persique; la province du Sind fut rattachée au Punjab et les établissements postaux du Golfe Persique, à Bombay.

Depuis cette époque, les extensions de territoire dans le Belouchistan et dans le sud de l'Afghanistan ont accru l'importance de cette partie du pays, et il pourrait redevenir nécessaire de former un nouveau district composé de la province du Sind et des territoires récemment annexés.

Le service des mandats subit une modification essentielle le 1<sup>er</sup> janvier 1880, en ce qu'il fut distrait du Trésor et rattaché à l'Administration des postes. Les motifs qui dictèrent cette mesure furent que l'Administration des postes étend plus loin son action, que ses bureaux sont plus accessibles au public, que les heures d'ouverture en sont plus commodes pour ce der-

andere Verkehrseinrichtungen, welche dem Publikum durch die kaiserliche Post zugänglich gemacht worden sind, sind in denjenigen Staaten nicht vorhanden, welche sich der Wirksamkeit der Indischen Post in ihren Gebieten widersetzen. Die natürliche Folge dieser Zustände ist die beschränkte Anzahl der Korrespondenzen. Diesen Uebelständen kann nur durch das allmähliche Eingehen sämtlicher lokaler Posteinrichtungen und Ersetzung derselben durch die kaiserliche Post wirksam abgeholfen werden. Eine derartige Massregel würde allerdings für einige Jahre erhebliche Ausgaben im Gefolge haben, aber es würden übereinstimmende Portosätze und Versendungsbedingungen herbeigeführt, und die erwachsenen Kosten schliesslich durch die gesteigerten Einnahmen mehr als gedeckt werden.

Das unter dem Namen « *Central-Indien* » bekannte Land besteht aus nicht weniger als 14 einheimischen Staaten, deren postalische Verwaltung, soweit die kaiserliche Post dabei betheiligt ist, bisher dem General-Postmeister der Nord-West-Provinzen übertragen war. Bei der Lage dieser Staaten an den äussersten Grenzen des Bezirks der Nord-West-Provinzen waren dieselben schwer zu erreichen und durch eine, von der Regierung der Nord-West-Provinzen unabhängige Lokalverwaltung beaufsichtigt. Mit dem 1. November 1879 fand die Bildung eines neuen Postbezirks für *Central-Indien* statt. Gleichzeitig wurde der Sind- und Persische-Golfbezirk aufgehoben und die Provinz Sind dem Punjab, die Postanstalten im persischen Golf Bombay zuge-theilt.

Seitdem haben die Gebietserwerbungen in Belutchistan und Süd-Afghanistan die Wichtigkeit jenes Theils des Landes erhöht, und es kann wiederum nothwendig werden, einen besonderen Bezirk aus der Provinz Sind mit den neu annectirten Landestheilen zu bilden.

In dem *Postanweisungs-Verfahren* trat seit dem 1. Januar 1880 eine wesentliche Aenderung ein, indem dieser Dienstzweig vom genannten

States, the postal administration of which, so far as the Imperial Post is concerned, has heretofore been entrusted to the Postmaster General of the North-Western Provinces. Situated as these States are, on the outskirts of the North-Western Provinces circle, they were both difficult of access and controlled by a local administration independent of the Government of the North-Western Provinces. A *new postal circle* was, therefore, created for *Central India*, with effect from the 1<sup>st</sup> of November 1879. At the same time the Sind and Persian Gulf circle was abolished, the province of Sind being transferred to the Punjab, and the Persian Gulf offices to Bombay.

Since then the acquisition of territory by Government in Biluchistan and South Afghanistan has increased the importance of that part of the country, and it may become necessary again to form a postal circle composed of Sind, together with the newly annexed territory.

An important change was made with regard to the *money-order business*, the management of which was transferred, on the 1<sup>st</sup> of January 1880, from the Treasury Department to the Post Office. The reasons which led to this transfer were the more extensive agency at the command of the Post Office, the greater accessibility of its offices to the public, and the fact that the office hours of the Post Office are fixed with greater reference to the convenience of the public, while the close days or holidays in the Post Office are comparatively few.

A radical change of system, as regards inland money-orders, accompanied this transfer. Under the old system the trouble, risk, and expense



nier et qu'il y a relativement moins de jours où les bureaux de poste sont fermés.

Le transfert fut accompagné d'un changement radical du système. Anciennement la peine et les frais d'émission et de transmission du mandat incombait à l'envoyeur. Actuellement l'expéditeur n'a plus qu'à remplir le mandat et c'est l'Administration qui se charge d'en faire payer le montant au destinataire, de se procurer un accusé de réception et de le transmettre au déposant.

Il ressort de la comparaison entre les résultats obtenus en mars 1880, sous le nouveau régime, pour le service des mandats circulant à l'intérieur et la moyenne des résultats mensuels pour l'exercice 1878/79, que le service a plus que quadruplé. De son côté, le service des mandats internationaux tend aussi à prendre de l'extension.

En juillet 1879, les cartes postales furent introduites tant dans le service interne que dans le service international. Les cartes postales pour le service interne ne sont soumises qu'à une taxe très modique de 3 pies (à peu près 4 centimes). Il en a été vendu près de 7 millions  $\frac{1}{2}$  pendant les neuf mois qui ont suivi leur introduction.

Le nombre des lettres, y compris les cartes postales, s'est accru de 12,0% en comparaison de l'exercice 1878/79. Si on retranche les cartes postales, l'augmentation n'est plus que de 2,0%.

L'accroissement du nombre des lettres recommandées a été de 6 $\frac{1}{4}$ %; celui des journaux de 9 $\frac{1}{2}$ % et celui des imprimés et des échantillons de 10,0% en comparaison du précédent exercice.

Zeitpunkt ab vom Schatzamt zur Postverwaltung verlegt wurde. Die Gründe, welche zu dieser Verlegung führten, waren der ausgedehntere Wirkungskreis der Postverwaltung, die leichtere Zugänglichkeit der Postämter für das Publikum und die Thatsache, dass die Dienststunden der Postanstalten mit mehr Rücksicht auf die Bequemlichkeit des Publikums festgesetzt sind, sowie dass die Postanstalten verhältnissmässig an wenigen Tagen geschlossen bleiben.

Die Verlegung war von einer radikalen Aenderung des Systems begleitet. Nach dem alten Verfahren fielen die Unbequemlichkeit und die Kosten für die Erlangung, sowie für die Uebersendung der Anweisung an den Empfänger dem Absender zu. Nach dem neuen Verfahren beschränkt sich die Leistung des Absenders auf die Ausfüllung der Anweisung; die Postverwaltung dagegen übernimmt die Auszahlung des Betrages an den Empfänger, die Einholung des Empfangs-Anerkennnisses und die Ueberlieferung des letzteren an den Einzahler.

Eine Vergleichung der unter dem neuen System im März 1880 erzielten Resultate für den inländischen Postanweisungs-Verkehr mit dem durchschnittlichen Monatsresultat für 1878/79 ergibt, dass sich der Umfang des Dienstes mehr als vervierfacht hat. Auch der internationale Postanweisungs-Verkehr zeigt eine, wenn auch nicht sehr erhebliche Zunahme.

Im Juli 1879 wurden ferner Postkarten für den inneren, sowie für den internationalen Verkehr eingeführt. Für Postkarten des innern Verkehrs kommt die sehr mässige Taxe von 3 Pies, ungefähr 4 Centimen, zur Erhebung. Zum Verkauf gelangten innerhalb der neun Monate nach der Einführung des neuen Verkehrsmittels nahezu 7 $\frac{1}{2}$  Millionen Postkarten.

Für Briefe, einschliesslich der Postkarten, ergab sich eine Zunahme von 8 $\frac{1}{2}$  Prozent gegen das Jahr 1878/79. Unter Ausschluss der Postkarten ermässigt sich die Zunahme auf 2 Prozent.

of obtaining an order and sending it to the payee devolved on the remitter. Under the new system the action of the remitter is confined to the writing of an application, the Post Office undertaking to pay the money to the payee, obtain his acknowledgment, and deliver it to the remitter.

A comparison of the results obtained under the new system in the domestic money-order business during March 1880, with the monthly average for the year 1878/79 shows that the business has more than quadrupled in extent. The international exchange of money-orders likewise exhibits a slight increase.

In July 1879 post-cards were introduced for the domestic as also for the international service. The postage for domestic post-cards was fixed at the very moderate rate of 3 pies, about 4 centimes. Nearly seven millions and a half of post-cards were sold during the nine months following the introduction of this new means of correspondence.

Letters, inclusive of post-cards, exhibited a satisfactory increase of nearly 8 $\frac{1}{2}$  per cent. as against 1878/79; if post-cards be excluded, this increase falls to about 2 per cent.

The increase in the number of registered letters, as compared with those of the preceding year, was 6 $\frac{1}{4}$  per cent., that of newspapers 9 $\frac{1}{2}$  per cent., and that of books and pattern packets 3 per cent.

Parcels showed the considerable increase of 7 $\frac{1}{2}$  per cent. The total

terait dans la suppression de toutes les postes locales et leur remplacement successif par la Poste impériale. Une telle mesure entraînerait incontestablement de grands frais pendant les premières années, mais il existerait au moins des taxes et des conditions uniformes et les dépenses finiraient par être couvertes et au delà par suite de l'accroissement du nombre des correspondances.

Le territoire connu sous le nom de « *Central India* » se compose de 14 États indigènes, dont les organisations postales, en tant que la Poste impériale s'en occupe, ont relevé jusqu'à présent du Maître Général des postes des provinces du Nord-Ouest. La situation de ces États à l'extrême frontière du district formé par les provinces du Nord-Ouest, y rendait la surveillance difficile et a nécessité la création d'une administration locale indépendante du Gouvernement de ces provinces. A dater du 1<sup>er</sup> novembre 1879, l'Inde centrale forme un district postal distinct. En même temps, on supprima le district du Sind et du Golfe Persique; la province du Sind fut rattachée au Punjab et les établissements postaux du Golfe Persique, à Bombay.

Depuis cette époque, les extensions de territoire dans le Belouchistan et dans le sud de l'Afghanistan ont accru l'importance de cette partie du pays, et il pourrait redevenir nécessaire de former un nouveau district composé de la province du Sind et des territoires récemment annexés.

Le service des mandats subit une modification essentielle le 1<sup>er</sup> janvier 1880, en ce qu'il fut distrait du Trésor et rattaché à l'Administration des postes. Les motifs qui dictèrent cette mesure furent que l'Administration des postes étend plus loin son action, que ses bureaux sont plus accessibles au public, que les heures d'ouverture en sont plus commodes pour ce der-

andere Verkehrseinrichtungen, welche dem Publikum durch die kaiserliche Post zugänglich gemacht worden sind, sind in denjenigen Staaten nicht vorhanden, welche sich der Wirksamkeit der Indischen Post in ihren Gebieten widersetzen. Die natürliche Folge dieser Zustände ist die beschränkte Anzahl der Korrespondenzen. Diesen Uebelständen kann nur durch das allmähliche Eingehen sämtlicher lokaler Posteinrichtungen und Ersetzung derselben durch die kaiserliche Post wirksam abgeholfen werden. Eine derartige Massregel würde allerdings für einige Jahre erhebliche Ausgaben im Gefolge haben, aber es würden übereinstimmende Portosätze und Versendungsbedingungen herbeigeführt, und die erwachsenen Kosten schliesslich durch die gesteigerten Einnahmen mehr als gedeckt werden.

Das unter dem Namen « *Central-Indien* » bekannte Land besteht aus nicht weniger als 14 einheimischen Staaten, deren postalische Verwaltung, soweit die kaiserliche Post dabei beteiligt ist, bisher dem General-Postmeister der Nord-West-Provinzen übertragen war. Bei der Lage dieser Staaten an den äussersten Grenzen des Bezirks der Nord-West-Provinzen waren dieselben schwer zu erreichen und durch eine, von der Regierung der Nord-West-Provinzen unabhängige Lokalverwaltung beaufsichtigt. Mit dem 1. November 1879 fand die Bildung eines neuen Postbezirks für *Central-Indien* statt. Gleichzeitig wurde der Sind- und Persische-Golfbezirk aufgehoben und die Provinz Sind dem Punjab, die Postanstalten im persischen Golf Bombay zuge-theilt.

Seitdem haben die Gebietserwerbungen in Belutchistan und Süd-Afghanistan die Wichtigkeit jenes Theils des Landes erhöht, und es kann wiederum nothwendig werden, einen besonderen Bezirk aus der Provinz Sind mit den neu annectirten Landestheilen zu bilden.

In dem *Postanweisungs-Verfahren* trat seit dem 1. Januar 1880 eine wesentliche Aenderung ein, indem dieser Dienstzweig vom genannten

States, the postal administration of which, so far as the Imperial Post is concerned, has heretofore been entrusted to the Postmaster General of the North-Western Provinces. Situated as these States are, on the outskirts of the North-Western Provinces circle, they were both difficult of access and controlled by a local administration independent of the Government of the North-Western Provinces. A *new postal circle* was, therefore, created for *Central India*, with effect from the 1<sup>st</sup> of November 1879. At the same time the Sind and Persian Gulf circle was abolished, the province of Sind being transferred to the Punjab, and the Persian Gulf offices to Bombay.

Since then the acquisition of territory by Government in Biluchistan and South Afghanistan has increased the importance of that part of the country, and it may become necessary again to form a postal circle composed of Sind, together with the newly annexed territory.

An important change was made with regard to the *money-order business*, the management of which was transferred, on the 1<sup>st</sup> of January 1880, from the Treasury Department to the Post Office. The reasons which led to this transfer were the more extensive agency at the command of the Post Office, the greater accessibility of its offices to the public, and the fact that the office hours of the Post Office are fixed with greater reference to the convenience of the public, while the close days or holidays in the Post Office are comparatively few.

A radical change of system, as regards inland money-orders, accompanied this transfer. Under the old system the trouble, risk, and expense

nier et qu'il y a relativement moins de jours où les bureaux de poste sont fermés.

Le transfert fut accompagné d'un changement radical du système. Anciennement la peine et les frais d'émission et de transmission du mandat incombait à l'envoyeur. Actuellement l'expéditeur n'a plus qu'à remplir le mandat et c'est l'Administration qui se charge d'en faire payer le montant au destinataire, de se procurer un accusé de réception et de le transmettre au déposant.

Il ressort de la comparaison entre les résultats obtenus en mars 1880, sous le nouveau régime, pour le service des mandats circulant à l'intérieur et la moyenne des résultats mensuels pour l'exercice 1878/79, que le service a plus que quadruplé. De son côté, le service des mandats internationaux tend aussi à prendre de l'extension.

En juillet 1879, les cartes postales furent introduites tant dans le service interne que dans le service international. Les cartes postales pour le service interne ne sont soumises qu'à la taxe très modique de 3 pies (à peu près 4 centimes). Il en a été vendu plus de 7 millions  $\frac{1}{2}$  pendant les neuf mois qui ont suivi leur introduction.

Le nombre des lettres, y compris les cartes postales, s'est accru de  $1\frac{1}{2}\%$  en comparaison de l'exercice 1878/79. Si on retranche les cartes postales, l'augmentation n'est plus que de  $2\%$ .

L'accroissement du nombre des lettres recommandées a été de  $6\frac{1}{4}\%$ ; celui des journaux de  $9\frac{1}{2}\%$  et celui des imprimés et des échantillons de  $2\%$  en comparaison du précédent exercice.

Zeitpunkt ab vom Schatzamt zur Postverwaltung verlegt wurde. Die Gründe, welche zu dieser Verlegung führten, waren der ausgedehntere Wirkungskreis der Postverwaltung, die leichtere Zugänglichkeit der Postämter für das Publikum und die Thatsache, dass die Dienststunden der Postanstalten mit mehr Rücksicht auf die Bequemlichkeit des Publikums festgesetzt sind, sowie dass die Postanstalten verhältnissmässig an wenigen Tagen geschlossen bleiben.

Die Verlegung war von einer radikalen Aenderung des Systems begleitet. Nach dem alten Verfahren fielen die Unbequemlichkeit und die Kosten für die Erlangung, sowie für die Uebersendung der Anweisung an den Empfänger dem Absender zu. Nach dem neuen Verfahren beschränkt sich die Leistung des Absenders auf die Ausfüllung der Anweisung; die Postverwaltung dagegen übernimmt die Auszahlung des Betrages an den Empfänger, die Einholung des Empfangs-Anerkennnisses und die Uebersendung des letzteren an den Einzahler.

Eine Vergleichung der unter dem neuen System im März 1880 erzielten Resultate für den inländischen Postanweisungs-Verkehr mit dem durchschnittlichen Monatsresultat für 1878/79 ergibt, dass sich der Umfang des Dienstes mehr als vervierfacht hat. Auch der internationale Postanweisungs-Verkehr zeigt eine, wenn auch nicht sehr erhebliche Zunahme.

Im Juli 1879 wurden ferner Postkarten für den inneren, sowie für den internationalen Verkehr eingeführt. Für Postkarten des innern Verkehrs kommt die sehr mässige Taxe von 3 Pies, ungefähr 4 Centimen, zur Erhebung. Zum Verkauf gelangten innerhalb der neun Monate nach der Einführung des neuen Verkehrsmittels nahezu  $7\frac{1}{2}$  Millionen Postkarten.

Für Briefe, einschliesslich der Postkarten, ergab sich eine Zunahme von  $8\frac{1}{2}\%$  Prozent gegen das Jahr 1878/79. Unter Ausschluss der Postkarten ermässigt sich die Zunahme auf 2 Prozent.

of obtaining an order and sending it to the payee devolved on the remitter. Under the new system the action of the remitter is confined to the writing of an application, the Post Office undertaking to pay the money to the payee, obtain his acknowledgment, and deliver it to the remitter.

A comparison of the results obtained under the new system in the domestic money-order business during March 1880, with the monthly average for the year 1878/79 shows that the business has more than quadrupled in extent. The international exchange of money-orders likewise exhibits a slight increase.

In July 1879 post-cards were introduced for the domestic as also for the international service. The postage for domestic post-cards was fixed at the very moderate rate of 3 pies, about 4 centimes. Nearly seven millions and a half of post-cards were sold during the nine months following the introduction of this new means of correspondence.

Letters, inclusive of post-cards, exhibited a satisfactory increase of nearly  $8\frac{1}{2}\%$  per cent. as against 1878/79; if post-cards be excluded, this increase falls to about 2 per cent.

The increase in the number of registered letters, as compared with those of the preceding year, was  $6\frac{1}{4}\%$  per cent., that of newspapers  $9\frac{1}{2}\%$  per cent., and that of books and pattern packets 3 per cent.

Parcels showed the considerable increase of  $7\frac{1}{2}\%$  per cent. The total

Le service des paquets a pris aussi une extension considérable; elle a atteint 7½ %. Il a été expédié en tout 1,147,087 paquets, dont 72,825 de et pour l'étranger.

Il a été transmis comme *non distribuables*, aux bureaux des rebuts, 2,925,764 objets. Plus des deux tiers de ces objets ont pu être placés, soit qu'on ait réussi à découvrir les destinataires et par conséquent à leur livrer les objets, soit qu'on ait pu les restituer aux expéditeurs.

Deux autres branches de service de l'Administration postale de l'Inde : les *assurances* (Insurance System) et les *remboursements des valeurs* (Value-payable System) sont aussi de plus en plus goûtés du public.

Le service des assurances fut introduit afin de mettre un terme aux abus auxquels donnait lieu l'expédition d'objets précieux dans les lettres ordinaires et de prévenir les tentations qui en résultaient pour les employés. Outre le port ordinaire il est dû pour une lettre ou un paquet assuré une prime de ¼ % de la valeur déclarée.

Ceux qui usent le plus de ce service sont les indigènes (en particulier les gens appartenant aux classes inférieures), les domestiques et les soldats indigènes qui envoient leurs petites épargnes à leur famille. Le moyen est très commode aussi pour faire parvenir de petits montants aux dames indigènes, auxquelles les usages du pays interdisent de se montrer en public, ce qui les empêche de toucher elles-mêmes un effet ou un montant. La valeur des envois assurés transmis par la poste pendant l'exercice 1879/80 a été de 69,769,219 Rs.

Les pertes survenues dans cette branche de service par suite d'acci-

Die Steigerung der *Einschreibbriefe* betrug 6¼ Prozent, diejenige der *Zeitungsnummern* 9½ Prozent und diejenige der *Bücherpost- bz. Mustersendungen* 3 Prozent gegen das Vorjahr.

In erheblichem Masse hat auch der Umfang des *Packetverkehrs* zugenommen, nämlich um 7½ Prozent. Im Ganzen wurden 1,147,087 Stück befördert, darunter 72,825 Stück nach und von fremden Ländern.

Den *Retourbriefämtern* wurden als *unbestellbar* im Ganzen 2,925,764 Sendungen überwiesen. Ueber mehr als zwei Drittel dieser Sendungen konnte in der Weise verfügt werden, dass entweder die Adressaten nachträglich ermittelt und die Gegenstände demnächst bestellt werden konnten, oder dass die Rückgabe an die Absender erfolgte.

Zwei weitere Dienstzweige der indischen Postverwaltung: das *Versicherungs-Verfahren* (Insurance System) und das *Werth-Einziehungs-Verfahren* (Value-payable System) erfreuen sich ebenfalls gesteigerter Benutzung seitens des Publikums.

Das *Versicherungs-Verfahren* wurde eingeführt, um dem Missbrauche der Versendung von kostbaren Gegenständen in gewöhnlichen Briefen vorzubeugen, und um die in Verbindung hiermit für die Beamten entstehende Versuchung zum Begehen unredlicher Handlungen zu beseitigen. Ausser dem gewöhnlichen Porto ist für versicherte Briefe und Packete eine Versicherungsgebühr von ¼ Prozent des angegebenen Werthes zu entrichten.

Von dem Verfahren machen vorzugsweise die Eingeborenen, insbesondere die ärmeren Klassen derselben, Gebrauch, ferner Dienstboten, eingeborene Soldaten etc., welche ihren Angehörigen kleinere Beträge zukommen lassen wollen. Ferner erwies sich das Verfahren auch als bequemes Mittel zu Zahlungen an eingeborene Damen, denen die Gebräuche des Landes verbieten, öffentlich zu erscheinen, um einen Wechsel oder eine Anweisung einzukassiren. Der Gesamtwert der im Jahre 1879/80 durch die Post beförder-

number of parcels exchanged amounted to 1,147,087; of these, 72,825 were exchanged in the international service.

The total number of articles received at the *Dead Letter Offices* amounted to 2,925,764; and more than two-thirds of these were disposed of either by finding out, and delivery to, the addressee, or by return to the sender.

Two further branches of the business of the Indian Post Office, which acquired a rapid popularity, are the *Insurance-System* and the *Value-Payable System*.

The *Insurance-System* was introduced for the purpose of checking the abuse of sending valuable articles in ordinary letters, and in order to remove the temptation to dishonesty on the part of postal officers arising therefrom. An insurance-fee of ¼ per cent. of the value declared is charged for insured letters in addition to the ordinary postage.

This system was largely resorted to by natives of the country, and specially by the poorer classes; further, by domestic servants, native soldiers, and others, for the transmission of small sums of money to distant members of their families. It proved a convenience also in the case of payments to native ladies, who could not, under the customs of the country, appear in public to cash an order or a draft. The total value of insured articles transmitted by post during the year 1879/80 amounted to Rs. 69,769,219.

Losses by accident, fraud, or neglect amounted to Rs. 50,544, of which

dents, de soustractions ou de négligences, se sont élevées à 50,544 Rs., y compris 30,322 Rs. du chef du naufrage déjà mentionné du « Vingorla »; plus 2123 Rs. du chef de vols à main armée sur le territoire britannique et 20,025 Rs. du même chef sur le territoire des États indigènes.

Le service des remboursements a pour objet de fournir à l'envoyeur d'un paquet ou d'un envoi d'imprimés recommandé, le moyen d'en faire encaisser la valeur par l'intermédiaire de la poste, lors de la remise au destinataire et de s'en faire transmettre le montant.

Les sommes encaissées ont atteint 319,857 Rs., pour 25,589 paquets grevés de remboursement.

Le nombre des réclamations provenant du public, qui était de 5517 pendant l'exercice 1878/79, s'est élevé à 6237 pendant l'exercice suivant.

Il a été constaté à la charge d'employés postaux 290 cas d'improbité.

Le personnel de l'Administration des postes se composait à la fin de l'exercice de 30,059 agents et sous-agents.

## Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

(Suite).

En Belgique, les chemins de fer qui ne sont pas entre les mains de l'État, sont concédés à des Compagnies ou à des particuliers en vertu d'une loi spéciale et sous réserve de certaines obligations imposées par le Gouvernement, dans l'intérêt des services publics.

Ces obligations, en ce qui concerne

ten versicherten Sendungen betrug 69,769,219 Rs.

Verluste ereigneten sich bei diesem Dienstzweige in der Höhe von 50,544 Rs. durch Unglücksfälle, Unterschlagung oder Nachlässigkeit, darunter 30,322 Rs. in Folge des bereits erwähnten Schiffbruchs der « Vingorla »; ferner zum Betrage von 2123 Rs. durch Strassenraub im britischen Gebiet und zum Betrage von 20,025 Rs. durch Strassenraub in den einheimischen Staaten.

Das Werth-Versicherungs-Verfahren hat den Zweck, dem Absender eines Packets oder einer eingeschriebenen Büchersendung ein Mittel an die Hand zu geben, den Werth des Inhalts, nachdem derselbe bei der Einlieferung angegeben worden, vom Empfänger durch Vermittelung der Post einzuziehen und sich den betreffenden Betrag demnächst zustellen lassen zu können. Der Werth der eingezogenen Beträge bezifferte sich bei 25,589 Packeten auf 349,857 Rs.

Die Zahl der Beschwerden aus den Kreisen des Publikums war von 5517 im Jahr 1878/79 auf 6237 im Jahre 1879/80 gestiegen.

Erwiesene Fälle von Unredlichkeiten seitens der Postbeamten waren 290 zu verzeichnen.

Die Gesamtzahl der bei der Postverwaltung beschäftigten Beamten etc. betrug 30,059.

## Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.

(Fortsetzung).

In Belgien sind zum Betriebe von Eisenbahnen, welche dem Staate nicht angehören, Gesellschaften oder Privatpersonen auf Grund eines besonderen Gesetzes und unter Vorbehalt gewisser Verpflichtungen konzessionirt, welche ihnen die Regierung im Interesse des öffentlichen Verkehrs auferlegt hat.

Rs. 30,322 had to be paid for insured parcels lost in the wreck of the *Vingorla* to which reference has already been made. Those by highway robbery in British territory were Rs. 2,123, and by highway robbery in Native States Rs. 20,025.

The object of the *Value-Payable System* is to provide a means under which the sender of a parcel or registered book packet may, at the time of posting, state the value of its contents in view to the realisation of the amount from the addressee, and its payment to the sender through the agency of the Post Office. The number of such parcels was 25,589, and the amounts realised were Rs. 349,857.

The number of complaints from the public rose from 5517 in 1878/79 to 6237 in 1879/80.

There were 290 ascertained cases of dishonesty on the part of Post Office employés.

The aggregate number of officers, &c. in the service of the Post Office was 30,059.

## The relations between the Post and the Railways.

(Continuation).

In Belgium the railway-lines which are not the property of the State, are in the hands of Companies or private individuals, and are worked by them by virtue of a special law, certain obligations being imposed upon them by the Government in the interest of the public services.

These obligations, are, as a rule,

le service des postes, sont généralement stipulées dans les termes suivants :

« Les concessionnaires transporteront gratuitement par tous les convois ordinaires, dans les deux sens et dans toute l'étendue de leur réseau, les bureaux ambulants de la poste aux lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes.

« En outre, les concessionnaires seront tenus d'établir un train par jour dans les deux sens, partant et arrivant aux heures indiquées par l'Administration.

« Les concessionnaires seront tenus de fournir, sur chacun des points où l'Administration le jugera utile, un emplacement sur lequel l'Administration des postes puisse faire construire des bureaux.

« Le Gouvernement se réserve le droit d'établir, à ses frais, sans indemnité, tous poteaux ou appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêts de train, à la condition que ces appareils, par leur nature ou leur position, n'apportent pas d'entraves aux différents services de la ligne ou des stations.

« Les concessionnaires devront, en tout temps, donner accès dans les stations aux employés chargés du service des postes dans l'exercice de leurs fonctions. »

Dans les cahiers des charges des concessions les plus anciennes, ces obligations ne figurent qu'en partie. Ainsi, pour les lignes de Namur à Liège et de Charleroi à Erquennes, actuellement exploitées par la Compagnie française du Nord, la condition de la gratuité pour la traction des bureaux ambulants n'a pas été prévue. Ces lignes sont les seules sur lesquelles circulent des bureaux ambulants, en dehors du réseau exploité par l'État.

L'Administration des postes belges est obligée de payer une indemnité fixée d'un commun accord avec la Compagnie, à raison de 0,12½ centimes par kilomètre de parcours, soit 45 francs par jour pour un quadruple trajet journalier de 90 kilomètres

Diese Verpflichtungen sind in der Regel, so weit sie den Postdienst betreffen, wie folgt festgesetzt:

« Die Gesellschaften befördern auf allen ihren Bahnstrecken mit sämtlichen gewöhnlichen Zügen die zur Bearbeitung der Briefpostsendungen dienenden Bahnpostwagen, die Briefpakete und das nöthige Begleitungspersonal unentgeltlich.

Ferner haben die Gesellschaften einen Zug täglich in beiden Richtungen einzurichten, dessen Ankunfts- und Abgangszeit durch die Postverwaltung bestimmt wird.

Die Unternehmungen haben ferner auf allen Stationen, wo die Postverwaltung solches für zweckmässig erachtet, derselben den zur Erbauung von Dienstlokalen nöthigen Grund und Boden zur Verfügung zu stellen.

Die Regierung behält sich das Recht vor, auf ihre Kosten, ohne Entschädigung, Fangpfähle oder Fangapparate zum Zwecke des Austausches von Briefpaketen anbringen zu lassen; doch dürfen jene Vorrichtungen in ihrer Beschaffenheit oder Aufstellung dem dienstlichen Verkehr auf den Bahnlagen oder auf den Stationen nicht hindernd im Wege stehen.

Die Gesellschaften haben den Postbeamten, bei Ausübung ihrer dienstlichen Verrichtungen, den Zutritt zu den Stationen zu jeder Zeit zu gestatten. »

In den ältesten Konzessions-Urkunden sind die besprochenen Verbindlichkeiten nur zum Theil enthalten. So ist für die Bahnen von Namur nach Lüttich und von Charleroi nach Erquennes, deren Betrieb gegenwärtig durch die französische Nordbahn-Gesellschaft geleitet wird, die unentgeltliche Beförderung von Bahnpostwagen nicht vorgesehen. Uebrigens sind diese Linien, neben den Staatsbahnen, die einzigen, auf welchen Bahnpostwagen kursiren.

Die belgische Postverwaltung ist zur Zahlung einer Vergütung verpflichtet, welche im Einverständniss mit der Gesellschaft auf 12½ C<sup>m</sup> für den durchlaufenen Kilometer festgesetzt ist und mithin bei einer täglich 4 mal zurückgelegten Strecke von 90

in so far as they relate to the postal service, expressed in the following terms:—

« The private Companies shall forward gratuitously by all ordinary trains, in both directions, and over the whole extent of their lines, the travelling post-office vans used for the conveyance of the letter-mails, as also the mails, and the officers having them under their charge.

The Companies are further bound to run a train every day in both directions, which is to start and arrive at the hours fixed by the Administration.

The Companies are bound to provide, wherever the Administration shall deem it suitable, plots of ground on which the Administration may build offices.

The Government reserves the right of erecting, at its own expense, and without having to pay any indemnity, any catcher cranes, or other contrivance necessary for the exchange of pouches without stopping the trains, on the condition that such contrivance shall not, either from its nature or position, throw any impediment in the way of the carrying out of the different services of the line or the stations.

The Companies shall, at all times, give free access into the stations to postal officers when in the discharge of their duties. »

In the sheets of charges of the oldest private Companies, only part of these obligations are stipulated for. Thus, in the case of the lines from Namur to Liège and from Charleroi to Erquennes, worked at present by the French *Compagnie du Nord*, the condition as to the gratuitous haulage of travelling post-offices is not laid down. These lines are the only ones, besides those worked by the State, on which travelling post-offices ply.

The Belgian Administration has to pay to the Company an indemnity, determined by common consent, at the rate of 12½ centimes per kilomètre traversed, *viz.* 45 francs per day for 4 trains daily, each traversing a dis-

(entre Liège et Namur et entre Charleroi et Erquelinnes) ou 16,425 francs par an.

Engénéral, le transport et l'échange des dépêches se font gratuitement par l'intermédiaire du personnel des chemins de fer de l'État et des Compagnies, sauf pour quelques lignes, notamment celles qui sont exploitées par la Compagnie du Nord, sur lesquelles il est organisé par l'Administration des postes des services spéciaux de convoyeurs des dépêches.

Sur tous les chemins de fer du *Brésil*, le transport des dépêches, ainsi que celui des employés qui les accompagnent, est obligatoire et gratuit.

(A suivre).

Km. (zwischen Lüttich und Namur und zwischen Lüttich und Erquelinnes) auf 45 Fr. für den Tag oder 16,425 Fr. für's Jahr sich beläuft.

Im Allgemeinen lassen sowohl die Staatsbahnen, wie auch die Privatbahnen die Beförderung und den Austausch von Briefpaketen durch das Zugpersonal unentgeltlich vermitteln; Ausnahmen bestehen nur zu Gunsten weniger Linien, namentlich derjenigen der Nordbahn-Gesellschaft, auf welchen letzteren die Postverwaltung einen besondern Begleitungsdiens eingerichtet hat.

In *Brasilien* sind sämtliche Eisenbahnen zur unentgeltlichen Beförderung der Postsendungen und der zur Begleitung derselben erforderlichen Beamten verpflichtet.

(Fortsetzung folgt).

tance of 90 kilomètres (between Liège and Namur, and between Charleroi and Erquelinnes), or 16,425 francs per year.

In general, the conveyance and exchange of mails is effected gratuitously on the State and the private lines by means of the staff of the same. An exception to this rule is only made with regard to a few lines, and in particular to those worked by the *Compagnie du Nord*. On these lines special mail-guard services have been organized by the Postal Administration.

In *Brazil* the conveyance of the mails, as also that of the postal officers in charge of the same, is compulsory and gratuitous on all the railway-lines.

(To be continued).

### Communications.

D'après le *Daily Telegraph*, M. Fawcett, Maître Général des Postes Britanniques, a l'intention de faire employer à titre d'essai un certain nombre de sourds-muets dans le service de la Caisse d'épargne postale, en les occupant au tri des bulletins de dépôt.

\* \* \*

La République de Guatemala (121,140 kilomètres carrés, avec une population de 1,190,754 habitants) fera partie de l'Union postale universelle à dater du 1<sup>er</sup> Août 1881.

\* \* \*

Suivant les nouvelles de journaux, on peut désormais en Belgique employer les timbres-poste ordinaires de 2, 5 et 10 centimes pour les dépôts à la Caisse d'épargne. Les formulaires servant à coller ces timbres-poste sont délivrés gratuitement par les bureaux de poste, et aussitôt que les timbres-poste dont ils sont revêtus représentent un montant d'au moins un franc, ils sont acceptés et

### Mittheilungen.

Nach dem *Daily Telegraph* beabsichtigt der britische General-Postmeister, M. Fawcett, versuchsweise eine Anzahl Taubstummer bei dem Postsparkassen-Institut mit dem Sortiren von Sparscheinen u. s. w. beschäftigen zu lassen.

\* \* \*

Zum 1. August d. J. tritt die Republik Guatemala (121,140 Qkm. mit 1,190,754 Einw.) dem Weltpostverein bei.

\* \* \*

Zeitungsnachrichten zufolge ist es in Belgien fortan gestattet, die gewöhnlichen Postfreimarken von 2, 5 und 10 C<sup>m</sup> zu Einzahlungen bei der Sparkasse zu verwenden. Die zum Aufkleben der Marken dienenden Formulare, welche die Postanstalten an das Publikum unentgeltlich verabfolgen, werden, sobald sie mit Marken im Werthe von wenigstens 1 Fr. versehen sind, von der Spar-

### Miscellaneous.

According to the *Daily Telegraph*, Mr. Fawcett, the British Postmaster General, contemplates employing experimentally a certain number of deaf and dumb persons as paper sorters in the Savings Bank department.

\* \* \*

On the 1<sup>st</sup> of August next, the Republic of Guatemala (121,140 square kilomètres with 1,190,754 inhabitants) will enter into the Universal Postal Union.

\* \* \*

According to newspaper-reports, ordinary postage-stamps of 2, 5, and 10 centimes may, henceforth, be used in Belgium for making deposits in the Savings Bank. The forms on which the stamps are to be affixed are issued by the post-offices to the public free of charge; and as soon as they contain stamps amounting at least to 1 franc in value, they are received and treated as cash deposits by the Savings Bank.



traités par la Caisse d'épargne comme dépôt d'espèces. Toutefois les dépôts effectués de cette façon ne doivent pas excéder 10 francs par mois pour un seul et même déposant. L'emploi de timbres-poste à 2 centimes est exclusivement réservé aux enfants qui fréquentent les écoles et qui peuvent se les procurer auprès des maîtres d'école.

\* \* \*

Un échange direct de dépêches closes a été introduit le 1<sup>er</sup> mai dernier entre l'Office des Postes ottomanes à Constantinople et l'Office de New York.

\* \* \*

En même temps que la Convention conclue à Paris le 3 novembre 1880, concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur, il a été soumis à la Chambre des Députés du Royaume d'Italie, un projet de loi d'après lequel l'Administration des Postes italiennes se chargerait, dès le 1<sup>er</sup> octobre 1881, du *service interne* de transport et de distribution des colis postaux sans déclaration de valeur, n'excédant pas le poids de 3 kilogrammes et dont le volume ne dépassera pas 20 décimètres cubes.

Les bureaux de poste admis à recevoir et à distribuer les petits colis seront désignés et le service sera étendu successivement à tous les bureaux de poste du Royaume.

La taxe, payable d'avance, sera de 50 centesimi par colis, quelle que soit la distance, plus 25 centesimi par colis lorsque la distribution à domicile, dans les localités où ce service sera organisé, est demandée. L'expéditeur pourra se procurer un avis de réception moyennant paiement d'un droit de 20 centesimi. La réexpédition sur une autre résidence, à la demande du destinataire, ou le retour à l'expéditeur donneront lieu l'un et l'autre à la perception d'une nouvelle taxe de 50 centesimi par colis.

kasse als baare Spareinlagen angenommen und behandelt. Die auf diese Weise vermittelten Einlagen dürfen jedoch den Betrag von 10 Fr. monatlich für ein und denselben Sparer nicht übersteigen. Die Verwendung der Marken zu 2 C<sup>en</sup> ist ausschliesslich Schulkindern gestattet, welche dieselben von ihren Lehrern beziehen können.

\* \* \*

Zwischen dem türkischen Postamt in Konstantinopel und dem Postamt in New-York ist seit dem 1. Mai d. J. ein direkter Austausch von geschlossenen Briefpaketen eingeführt worden.

\* \* \*

Gleichzeitig mit dem in Paris vom 3. November 1880 abgeschlossenen Verträge, betreffend den Austausch kleiner Postpakete ohne Werthangabe, ist in Italien von dem Minister der öffentlichen Arbeiten der Deputirtenkammer ein Gesetzentwurf vorgelegt worden, nach welchem die Postverwaltung sich vom 1. Oktober 1881 ab auch im internen Verkehr mit der Beförderung und Bestellung von Postpaketen ohne Werthangabe befassen soll. Das Gewicht derselben soll 3 Kgr. und der Umfang 20 Kubikdecimeter nicht übersteigen.

Ein Verzeichniss der an dem Packetverkehr theilnehmenden Postanstalten soll veröffentlicht, und der Dienst nach und nach auf sämmtliche Postanstalten ausgedehnt werden.

Die im Voraus zu entrichtende Taxe ist, ohne Rücksicht auf die Entfernung, auf 50 C<sup>en</sup> für jedes Packet festgesetzt; diesem Betrage treten noch 25 C<sup>en</sup> hinzu, wenn bei Paketen nach Orten, in denen Bestellungseinrichtungen bestehen, das Abtragen in die Wohnung der Empfänger gewünscht wird. Der Absender kann gegen eine Gebühr von 20 C<sup>en</sup> einen Rückschein erhalten. Für die auf Verlangen des Adressaten bewirkte Nachsendung nach anderen Orten oder für die Rücksendung an den Aufgeber wird in jedem Falle ein Nachschussporto von 50 C<sup>en</sup> erheben.

The deposits made in this way for one and the same depositor may not, however, exceed the amount of 10 francs per month. School children are alone authorized to make use of 2 centimes stamps, and may purchase the same from their teachers.

\* \* \*

A direct exchange of closed mails was introduced, on the 1<sup>st</sup> of May last, between the Ottoman post-office in Constantinople and the post-office in New York.

\* \* \*

Together with the Convention concluded in Paris on the 3<sup>d</sup> of November 1880, concerning the exchange of postal parcels without declaration of value, a bill was submitted to the Chamber of Deputies of the Kingdom of Italy, according to which the Italian Postal Administration is, from the 1<sup>st</sup> of October 1881, to undertake, in its *domestic service*, the conveyance and delivery of postal parcels without declaration of value, and not exceeding 3 kilogrammes in weight, and 20 cubic decimètres in volume.

A list of the post-offices authorized to receive and deliver postal parcels is to be published, and the service is, by degrees, to be extended to all the post-offices of the Kingdom.

Prepayment is to be compulsory, and the postage contemplated is fixed at 50 centesimi per parcel without regard to distance, with the addition of 25 centesimi for parcels intended for places where a delivery-service is organized, if the delivery of the same is to be effected at the domiciles of the addressees. An advice of receipt may be obtained by the sender on payment of a fee of 20 centesimi. Parcels which, at the request of the addressees, are re-directed to other places, or returned to the senders, are, in either case, liable to an additional postage of 50 centesimi per parcel.

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DK

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois. . . . . » 2. 30

Trois mois. . . . . » 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 7.

Berne, 1<sup>er</sup> Juillet 1881.

**Sommaire.** — I. LA CAISSE D'ÉPARGNE POSTALE EN FRANCE. — II. LES POSTES AU CANADA EN 1879/80. — III. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER (*Suite*).

## La Caisse d'épargne postale en France.

Le 7 mai 1878, la Chambre des Députés de France a été saisie, par l'initiative de l'un de ses membres, M. Arthur Legrand, d'une proposition de loi portant création d'une caisse d'épargne postale.

Ainsi que nous l'avons dit dans *l'Union postale* du 1<sup>er</sup> Janvier 1879, cette proposition était dans son ensemble, sauf quelques dispositions empruntées à l'organisation anglaise, la reproduction de la loi sur la caisse d'épargne postale votée en Italie quelque temps auparavant.

La loi qui institue la caisse d'épargne postale en France porte la date du 9<sup>avril</sup> 1881. Avant d'en reproduire le texte, il nous paraît utile d'indiquer succinctement les origines de la proposition dont elle est issue, ainsi que ses différentes phases à la Chambre des Députés et au Sénat.

En France, l'État contrôle et surveille les caisses d'épargne particulières; il reçoit, par la Caisse des dépôts et consignations, les fonds des déposants, en demeure responsable et en sert les intérêts. A part cette attache gouvernementale, les caisses d'épargne particulières ont une existence propre et distincte. Leur établissement et celui de leurs succursales sont laissés à l'initiative privée et leur gestion est

## Die französischen Postsparkassen.

Schon unterm 7. Mai 1878 wurde der französischen Deputirtenkammer von einem ihrer Mitglieder, Herrn Arthur Legrand, ein Gesetzentwurf unterbreitet, welcher die Einführung einer Postsparkasse zum Gegenstande hatte. Dieser Entwurf schloss sich, wie in der *Union postale* vom 1. Januar 1879 erwähnt ist, abgesehen von einigen, dem englischen Postsparkassenwesen entlehnten Einrichtungen, denjenigen Bestimmungen an, welche kurz vorher in Italien zum Gesetz erhoben worden waren.

Das neue französische Postsparkassengesetz trägt das Datum vom 9. April 1881. Bevor wir den Wortlaut desselben bringen, erscheint es uns angezeigt, die Entstehung des Entwurfs, aus dem das Gesetz hervorgegangen ist, und die verschiedenen Phasen, welche derselbe in der Deputirtenkammer und im Senat durchlaufen hat, hier kurz anzuführen.

In Frankreich liegt die Kontrolle und Ueberwachung der Privatsparkassen dem Staate ob; ihm fließen durch Vermittlung der Depositenkasse (caisse des dépôts et consignations) die Einlagen zu, für welche er Garantie leistet und Zinsen gewährt. Doch ist die Stellung der Privatsparkassen im Uebrigen eine durch-

## The Post Office Savings Bank in France.

As far back as the 7<sup>th</sup> of May 1878, a bill for the introduction of a Post Office Savings Bank was submitted to the French Chamber of Deputies by Mr. Arthur Legrand, one of its members. As we stated in *l'Union postale* of the 1<sup>st</sup> of January 1879, this bill was, with the exception of a few provisions taken from the English organization, a reproduction of the law on the Post Office Savings Bank adopted a short time previously in Italy.

The French law on the Post Office Savings Bank bears the date of the 9<sup>th</sup> of April 1881. Before citing the text of this law, we deem it expedient to give a brief account of the origin of the bill which served as its basis, and of the various stages through which it had to pass in the Chamber of Deputies and in the Senate.

In France the control and superintendence over the private Savings Banks devolves upon the State which receives through the *Caisse des Dépôts et Consignations* the funds of the depositors, for which it is responsible, and on which it pays interest. In all other respects the private Savings Banks have a separate and distinct existence, these Banks as well as their agencies being established not by the

confiée à des administrateurs bénévoles.

Bien que basé sur de pareils éléments, ce régime a donné d'excellents résultats dans les grandes villes; mais dans les petites villes et notamment dans les villages où ne se rencontraient pas les éléments nécessaires pour constituer l'administration, les caisses d'épargne faisaient naturellement défaut. Par suite, les habitants de ces localités devaient confier leurs économies aux caisses d'épargne de localités plus importantes, éloignées de 20 et quelquefois de 30 kilomètres de leur résidence. Le petit nombre de jours et d'heures auxquels ils pouvaient se présenter à ces caisses d'épargne était, en outre, une grande gêne apportée à la pratique de l'économie.

Les inconvénients résultant de cette situation étaient vivement ressentis et dès l'année 1853 des pétitions furent adressées au Corps législatif de l'Empire pour les faire cesser. Ces pétitions ne furent pas accueillies et pendant qu'en Angleterre et en Belgique s'opéraient des innovations, on voyait, en France, se renouveler les pétitions pour demander l'amélioration du régime existant. Il s'en produisit en 1864 et en 1866. Celles de cette dernière année donnèrent lieu à un rapport ministériel concluant à la nécessité de faire pénétrer davantage les caisses d'épargne dans les campagnes.

De nouvelles pétitions faites en 1869 amenèrent au Sénat une discussion qui se prolongea pendant plusieurs séances. Il résulte du document que nous avons sous les yeux que le rapporteur, d'accord avec le Directeur général des Postes, « trouvait « impossible l'établissement, en France, « des caisses d'épargne postales. Il « admettait les autres dispositions de « la loi anglaise de 1861, en proposant « que les dépôts et demandes de retrait « fussent faits aux percepteurs, par « l'intermédiaire des mairies ouvertes, « à cette fin, tous les dimanches dans

aus selbstständige; die Errichtung derselben und diejenige der Zweigkassen erfolgt nicht vom Staate, sondern durch Private, welche auch die Geschäftsführung unentgeltlich wahrnehmen.

Obwohl diese Bestimmungen überall die gleichen sind, so weisen doch nur die grossen Städte bemerkenswerthe Ergebnisse auf, während die kleinen Städte und namentlich die Landorte, in welchen es an geeigneten Personen für die Verwaltung fehlt, Sparkasseneinrichtungen nicht besitzen. Die Bewohner der letzteren Orte sind daher gezwungen, ihre Ersparnisse bei den Sparkassen der grösseren Städte anzulegen, welche 20 und zuweilen 30 Kilometer von ihrem Wohnorte entfernt liegen. Auch wird ihnen das Sparen durch den Umstand wesentlich erschwert, dass diese Kassen nur während weniger Tage und Stunden dem Publikum geöffnet sind.

Bei einer derartigen Sachlage blieben Klagen nicht aus, und schon im Jahre 1853 wurden zur Beseitigung der Uebelstände Petitionen an den gesetzgebenden Körper gerichtet. Dieselben fanden keine günstige Aufnahme, und während in England, sowie in Belgien die neuen Einrichtungen in's Leben traten, machte man 1864 und 1866 in Frankreich wiederholt den Versuch, durch Petitionen eine Verbesserung der bestehenden Einrichtungen herbeizuführen. Die Petitionen des letzteren Jahres gaben zu einem ministeriellen Berichte Anlass, in welchem die Nothwendigkeit, die Sparkassen der Landbevölkerung mehr zugänglich zu machen, anerkannt wurde.

Erneuerte Petitionen riefen 1869 im Senat eine Diskussion hervor, welche sich durch mehrere Sitzungen hinzog. Wie wir einem uns vorliegenden Dokumente über den Gegenstand entnehmen, erklärte der Berichterstatter in Uebereinstimmung mit dem General-Postdirektor « die Einrichtung von Postsparkassen in Frankreich für unmöglich. Dagegen hielt er die anderen Bestimmungen des englischen Gesetzes vom Jahre 1861 für annehmbar; er schlug in

State but by private persons, who also manage these institutions without any compensation.

Although these rules are the same throughout France, still satisfactory results are only obtained in the large towns, whereas, in the small towns, and especially in villages, no Banks can be established on account of the want of proper persons for the management of their business. The inhabitants of the latter places are therefore obliged to deposit their savings in the Savings Banks established in more important localities at a distance of 20 and sometimes 30 kilometres from their places of residence. The limited number of days and hours, moreover, during which these Banks are open for business constitutes an additional difficulty, in the way of the practice of economy.

The inconveniences of this state of things were deeply felt, and petitions for their removal began to be sent in to the *Corps législatif* of the Empire as early as 1853. These petitions had no effect, and, while innovations were introduced in Great Britain and Belgium, renewed demands for the improvement of the system in France continued to be made in 1864 and 1866. The petitions submitted during the latter year gave rise to a ministerial report pointing out the necessity of increasing the number of Savings Banks in the country.

New petitions made in 1869 were the cause of deliberations in the Senate which were continued through several sittings. It appears from the documents we have before us that the member who reported on the question, agreed with the Director General of Posts in stating that « it was impossible to establish Post Office « Savings Banks in France. He acknowledged the admissibility of the other « provisions of the English law of « 1861, and proposed that the deposits « and notices of withdrawal should be « made to the tax-collectors through « the intermediary of the *mairies* of

les villages. Il fut objecté au rapporteur que les percepteurs étaient déjà surchargés, qu'admettre leur immixtion dans les caisses d'épargne, ou y admettre celle des receveurs des postes, c'était y amener l'immixtion directe de l'État. Et quels dangers, disait-on, de confier au Trésor public tant de nouveaux capitaux! Il était bon, sans doute, de généraliser les caisses d'épargne, mais il fallait les laisser à l'initiative privée.» La discussion aboutit au renvoi des pétitions aux Ministres des Finances et des Travaux publics.

Quoique cette discussion fut restée stérile, il s'en produisit, en 1875, une autre sur le même sujet, au sein de l'Assemblée nationale, à l'occasion d'une proposition présentée par trois de ses membres et tendant à remanier toute la législation des caisses d'épargne. Au lieu de se rallier à cette proposition, la commission chargée de l'examiner, estimant qu'il valait mieux améliorer l'état de choses existant, présenta un projet qui laissait aux caisses d'épargne leur organisation, mais leur assurait, entre autres avantages, le concours des percepteurs et des receveurs des postes de leur circonscription.

La disposition principale, celle qui assurait le concours des percepteurs et des receveurs des postes, fut adoptée par l'assemblée, mais les autres dispositions n'ayant pas été adoptées, la commission fit le retrait du projet en exprimant l'espoir que le Gouvernement pourrait administrative-ment faire bénéficier les caisses d'épargne du concours des percepteurs et des receveurs des postes.»

Tenant compte des difficultés de la situation et voulant, autant que cela dépendait de lui, procurer plus de facilités aux épargnants, le Gouvernement s'est empressé de répondre à ce désir. Le 23 Août 1875, le Président de la République a rendu un décret autorisant le concours réclamé. Deux arrêtés ministériels de

Folge dessen vor, dass die Spar-gelder und die Anträge auf Rückzahlungen bei den Bürgermeistereien, welche in den Dörfern jeden Sonntag zu diesem Zwecke geöffnet bleiben möchten, niedergelegt und von diesen den Steuererhebern überwiesen werden sollen. Hierauf wurde entgegnet, dass die Steuererheber ohnehin überlastet seien, und dass ihre Mitwirkung am Sparbankbetriebe oder diejenige der Postanstalten mit der direkten Einmischung des Staates gleichbedeutend sei. Und, fügte man hinzu, dürfte es nicht bedenklich sein, so beträchtliche Kapitalien in den Staatskassen anzusammeln? Allerdings sei die weitere Ausbreitung der Sparkassen durchaus zweckmässig, doch müsse die Sorge hierfür der privaten Initiative überlassen bleiben.» Die Diskussion endete mit Ueberweisung der Petition an die Ministerien der Finanzen und der öffentlichen Arbeiten.

Eine neue Erörterung über denselben Gegenstand fand im Jahre 1875 statt, als von 3 Mitgliedern der Nationalversammlung eine vollständige Umänderung der Sparkassengesetze in Vorschlag gebracht wurde. Die mit Prüfung der Frage betraute Kommission schloss sich dem Vorschlage nicht an; dieselbe legte vielmehr, von der Ansicht ausgehend, dass es vorzuziehen sei, in den bestehenden Bestimmungen Verbesserungen einzuführen, einen Entwurf vor, nach welchem den Sparkassen ihre Organisation belassen, denselben aber neben anderen Vortheilen die Mitwirkung der in ihren Bezirken eingerichteten Steuerstellen und Postanstalten zugesichert wurde.

Da von den Bestimmungen dieses Entwurfs nur die wichtigste derselben, nach welcher die Steuererheber und Postanstalten sich an den Geschäften der Sparkassen beteiligen sollten, zur Annahme gelangte, so zog die Kommission den ganzen Entwurf zurück, wobei sie der Hoffnung Ausdruck gab, dass die Mitwirkung der Steuererheber und Postanstalten den Sparkassen von der Regierung im Verwaltungswege gesichert werden möge.

«the villages thrown open for this purpose every Sunday. To this it was objected, that the tax-collectors were overburdened with work, and that to admit their interference or that of postmasters in the Savings Bank business, was equal to admitting the direct interference of the State. And, they contended, how great would be the danger of entrusting to the Public Treasury so large an amount of new capital! It was expedient, no doubt, to extend the Savings Bank system, but such an extension must be left to private initiative.» The discussion resulted in the return of the petitions to the Ministers of Finances, and of Public Works.

Although this discussion produced no practical result, another arose in 1875 on the same subject in the National Assembly when a proposal was presented by three members of this body to the effect that the entire legislation on Savings Banks should be re-modelled. Instead of adhering to this proposal, the Committee entrusted with the consideration of the same, deeming it more advisable to improve the existing state of things, submitted a project leaving to the Savings Banks their organization, but granting them, among other facilities, the assistance of the tax-collectors and postmasters of their respective districts.

The principal provision, that of granting them the assistance of tax-collectors and postmasters, was adopted by the Assembly, but as the other provisions fell through, the Committee withdrew the project, «expressing a hope that the Government would, by an administrative measure, procure for the Savings Banks the assistance of tax-collectors and postmasters.»

Taking into account the difficulties of the situation, and desirous, as far as lay in its power, to afford increased facilities to depositors, the Government hastened to comply with this

la même date, en ont réglé le mode et les conditions d'exécution. \*)

Cependant la mesure n'a pas produit ce que l'on pouvait en espérer. Les caisses d'épargne n'ont profité que très exceptionnellement de la faculté qui leur était donnée. Au moment du dépôt de la proposition de M. Arthur Legrand, c'est-à-dire trois ans après la promulgation du décret, 68 caisses d'épargne seulement, sur 1370, avaient demandé le concours de 346 percepteurs et de 52 receveurs des postes; au 31 Décembre 1877, le montant des versements effectués par l'intermédiaire de ces agents n'était que de 1,532,129 francs.

C'est donc avec raison que M. Arthur Legrand a pensé qu'il fallait entrer dans une autre voie en suivant les exemples donnés par les pays voisins. Sa proposition fut renvoyée à la commission d'initiative parlementaire qui, après l'avoir examinée avec soin, a été unanime pour donner son approbation à l'idée poursuivie.

Appelé à faire connaître son avis, M. Cochery, alors Sous-Secrétaire d'État des Finances, a fait part, à la commission, de son désir et de celui du Ministre des Finances, de voir au plus tôt améliorer et étendre le service des caisses d'épargne. Ils avaient, à cet effet, recherché de nombreux renseignements et, au moment même où M. Legrand déposait sa proposition, ils étaient, de leur côté, sur le point de soumettre leurs recherches au Conseil d'État pour la proposition d'un projet de loi. M. Cochery entendait laisser la question suivre son cours, mais il a témoigné le désir que si la commission concluait à la prise en considération de la proposition de M. Legrand, elle voulût bien, en même temps, demander le renvoi de cette proposition au Conseil d'État pour lui être soumise avec le projet du Gouvernement. Cette demande fut accueillie par M. Legrand et, dans sa séance du 5 Avril 1879,

\*) Voir l'Union postale II pages 33 et suivantes et IV pages 8 et suivantes.

Mit Rücksicht auf die Unzuträglichkeiten der Lage und um der Ausbreitung des Sparkassenwesens soweit als möglich förderlich zu sein, beehrte sich die Regierung, dem geäußerten Wunsche nachzukommen. Unterm 23. August 1875 erliess der Präsident der Republik ein Dekret, welches die nachgesuchte Ermächtigung aussprach, während durch 2 ministerielle Verordnungen von gleichem Datum die Ausführungsbestimmungen geregelt wurden. \*)

Die Einrichtung hatte jedoch nicht den erwarteten Erfolg, indem die Sparkassen nur ausnahmsweise von der ihnen erteilten Ermächtigung Gebrauch machten. Zur Zeit, als M. Arthur Legrand seinen Antrag einbrachte, also 3 Jahre nach der Veröffentlichung des Dekrets, hatten von 1370 Sparkassen nur 68 die Mitwirkung von 346 Steuerstellen und von 52 Postanstalten in Anspruch genommen; am 31. Dezember 1877 belief sich der Betrag der durch diese Stellen vermittelten Einlagen auf nur 1,532,129 Fr.

M. Arthur Legrand glaubte daher mit Recht, auf einem andern Wege vorgehen bz. sich dem Beispiele der Nachbarländer anschliessen zu müssen. Sein Vorschlag wurde einer Kommission überwiesen, welche ihn nach sorgfältiger Prüfung einstimmig annahm.

Der damalige Unterstaatssekretär der Finanzen, Herr Cochery, erklärte in der Kommission, dass es sein und des Finanzministers Wunsch sei, die Sparkasseneinrichtungen sobald als möglich zu verbessern und mehr und mehr auszudehnen. Sie hätten zu diesem Zwecke zahlreiche Erhebungen angestellt und wären in dem Augenblicke, wo M. Legrand seinen Antrag vorgelegt habe, im Begriffe gewesen, das Ergebniss derselben dem Staatsrathe zu unterbreiten, um durch diesen einen Gesetzentwurf vorlegen zu lassen. Herr Cochery glaubte die Sache ihren Gang gehen lassen zu müssen, doch drückte er den Wunsch aus, dass, wenn die Kommission den Vor-

\*) S. l'Union postale II, Seite 33, und IV, Seite 8.

desire. On the 23<sup>d</sup> of August 1875 the President of the Republic issued a decree by which the desired assistance was granted, while the mode and conditions of carrying out the same were regulated by two ministerial orders of the same date. \*)

The measure, however, did not fulfil the expectations founded on it. The Savings Banks only availed themselves of the facilities granted to them in a very few instances. When Mr. Arthur Legrand's proposal was brought forward,—that is to say, three years after the promulgation of the decree—only 68 out of 1370 Savings Banks had applied for the assistance of tax-collectors and postmasters, the number of the former thus co-operating in the business amounting to 346, and that of the latter to 52. On the 31<sup>st</sup> of December 1877, the total amount of deposits paid in through the medium of these officials was but 1,532,129 francs.

Mr. Arthur Legrand's opinion, that a different line of conduct should be adopted by following the example given by the neighbouring countries, was therefore quite justified. His proposal was referred to the Committee for parliamentary initiative which, after careful consideration, gave its unanimous approval to the scheme proposed.

Mr. Cochery, then Under Secretary of State for Finances, being called upon to give his opinion, informed the Committee of his wish, as well as of that of the Minister of Finances, to see the Savings Bank service improved and extended as soon as possible. For this purpose, they had collected extensive information, and at the very moment when Mr. Legrand submitted his proposal, they were, on their side, about to inform the Council of State of the result of their investigation with a view to the introduction of a bill by this body. Mr. Cochery thought it better to let the matter take its course, but expressed a wish that, if the Committee decided

\*) See l'Union postale II, page 33, and IV, page 8.

Chambre décida que la proposition serait soumise au Conseil d'État.

Le Gouvernement et le Conseil d'État ont étudié la proposition de M. Arthur Legrand avec l'intérêt que mérite une œuvre consciencieuse et sérieusement étudiée; mais ne croyant pas devoir l'adopter dans son ensemble, ils en ont élaboré une\*) qui s'en écarte notamment sur deux points principaux: Au lieu de confier l'administration de la caisse d'épargne postale à la *Caisse des dépôts et consignations*, comme le propose M. Legrand, le projet du Gouvernement la confie au Ministère des Postes et des Télégraphes. D'autre part, les innovations qui peuvent être bonnes en principe, telles que la faculté d'ouvrir des comptes spéciaux aux femmes mariées et aux mineurs, ou l'autorisation pour les sociétés de prévoyance de faire des versements illimités à la caisse d'épargne, n'ont pas paru suffisamment justifiées ou opportunes pour être insérées, dès à présent, dans le projet du Gouvernement.»

Sans méconnaître l'importance des raisons qui ont déterminé le Gouvernement à éliminer ces innovations de son projet, la commission de la Chambre, chargée d'examiner ce projet, a décidé, à une très grande majorité, qu'il y a lieu d'admettre les femmes mariées et les mineurs à déposer et retirer. Il lui a semblé «qu'il n'y avait nul inconvénient à adopter une disposition qui avait trouvé sa place dans les législations anglaise, belge et italienne et qui, en réalité, ne porte aucune atteinte à la puissance maritale, ni aux droits du père de famille ou du tuteur.»

La Chambre des Députés, M. Arthur Legrand a fourni d'abord, en réponse aux observations présentées par un de ses collègues, quelques courtes explications relativement aux anciennes caisses d'épargne. Il n'est entré dans la pensée de personne, dit-il,

schlag des M. Legrand sollte in Erwägung ziehen wollen, sie beantragen möchte, dass derselbe dem Staatsrathe gleichzeitig mit dem Regierungsentwürfe vorgelegt werde. Nachdem M. Legrand sich mit diesem Antrage einverstanden erklärt hatte, beschloss die Kammer in ihrer Sitzung vom 5. April 1879, den Vorschlag dem Staatsrathe zu überweisen.

Von der Regierung und dem Staatsrathe wurde der Vorschlag des M. Legrand nach allen Richtungen hin und mit dem Interesse geprüft, das eine so durchdachte und gewissenhaft ausgeführte Arbeit verdient; da sie sich aber nicht mit allen Bestimmungen des Entwurfs einverstanden erklären zu können glaubten, so wurde von ihnen ein neuer Entwurf\*) ausgearbeitet, der namentlich in zwei wesentlichen Punkten von dem ersteren abwich. Anstatt nämlich nach dem Vorschlage des M. Legrand die Verwaltung der Postsparkasse der Depositenkasse zu übertragen, sollte dieselbe nach dem Entwurfe der Regierung dem Ministerium für Post und Telegraphie zugetheilt werden. Andererseits war man der Meinung, dass «Neuerungen, welche an sich von Nutzen sein können, wie die Befugniss, verheiratheten Frauen und Minderjährigen Sparkontos zu eröffnen oder von Wohlthätigkeitsanstalten Einlagen zu jedem Betrage annehmen zu dürfen, doch nicht hinreichend begründet und zweckmässig genug erscheinen, um schon jetzt in den Entwurf der Regierung aufgenommen zu werden.»

Die mit der Prüfung des Entwurfs betraute Kommission beschloss jedoch mit sehr grosser Mehrheit, Frauen und Minderjährige als Interessenten der Sparkasse anzunehmen, wenn gleich sie die gewichtigen Gründe nicht verkannte, welche die Regierung veranlasst hatten, diese Bestimmung in ihrem Entwurfe nicht zu berücksichtigen. Sie war der Ansicht, «dass es nicht von Nachtheil sein könne, eine Bestimmung aufzunehmen, welche in den englischen, belgischen und

to consider the proposal made by Mr. Legrand, it should, at the same time, demand that this proposal be submitted to the Council of State together with the bill of the Government. This demand was acceded to by Mr. Legrand, and, in its sitting of the 5<sup>th</sup> of April 1879, the Chamber decided that the proposal should be submitted to the Council of State.

The Government and the Council of State discussed Mr. Arthur Legrand's proposal with the interest so conscientious and carefully considered a work deserved; but not deeming it expedient to adopt it in its entirety, they drew up another project\*), which considerably differed from the original one on two principal points. Instead of entrusting the management of the Post Office Savings Bank to the *Caisse des Dépôts et Consignations* as proposed by Mr. Legrand, it was entrusted, in the Government project, to the Ministry of Posts and Telegraphs. On the other hand «innovations good, «perhaps, in themselves, such as the «permission of opening special accounts to married women and minors, «or the authorization to provident societies to make unlimited deposits «in the Savings Bank, did not seem «sufficiently justified or expedient to «be at once inserted in the project «of the Government.»

Without underrating the importance of the reasons which determined the Government to leave these innovations out of its project, the Committee of the Chamber entrusted with the consideration of the same, decided by a large majority that married women and minors were to be allowed to deposit and withdraw funds. The Committee was of opinion that: «there «was no objection in adopting a provision which had found its place in «the English, Belgian, and Italian «legislations, and which, in reality, «does not in any way interfere with «the rights of the husband, the father, «or the guardian.»

\*) Voir l'Union postale V, page 104.

\*) S. l'Union postale V, S. 104.

\*) See l'Union postale, V, page 104.



de faire disparaître les anciennes caisses d'épargne. Elles ont leur utilité et la concurrence qui s'établira entre elles et les caisses d'épargne postales ne pourra que profiter aux unes et aux autres. « Le Gouvernement est, d'ailleurs, disposé à présenter prochainement un nouveau projet de loi qui étendra aux anciennes caisses d'épargne toutes les dispositions favorables comprises dans le projet concernant les caisses d'épargne postales. »

Après ces explications et le vote des cinq premiers articles, vient en délibération le dernier paragraphe de l'article 6 ainsi conçu :

« Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leurs maris ; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leurs maris ou des créanciers. »

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, cette disposition due à l'initiative de M. Arthur Legrand, et repoussée par le Gouvernement, a été rétablie dans le texte du projet par la commission.

Les adversaires de cette disposition la combattent parce qu'elle constitue une dérogation grave aux principes du droit civil. Elle tend à modifier profondément la capacité des femmes mariées et ce n'est pas par voie incidente, dans une loi particulière sur les caisses d'épargne postales, qu'on peut trancher une question qui porte atteinte à la puissance maritale. D'ailleurs, dit M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, les arguments qu'on a tirés des législations étrangères ne portent pas et, après avoir passé en revue les législations anglaise, belge et italienne, il ajoute que la comparaison de ces législations avec

italienischen Gesetzen Platz gefunden habe, und durch die in Wirklichkeit die Rechte des Gatten, Vaters oder Vormundes in keiner Weise geschmälert werden.»

In der Deputirtenkammer gab M. Legrand, in Erwiderung auf die Bemerkung eines seiner Kollegen, zunächst eine kurze Explikation hinsichtlich der alten Sparkassen. Es habe Niemand daran gedacht, sagte er, dieselben aufzuheben; sie hätten ihren Nutzen, und die Konkurrenz zwischen ihnen und den Postsparkassen würde beiden Theilen zu Statten kommen. Die Regierung sei übrigens bereit, in nächster Zeit einen neuen Gesetzentwurf vorzulegen, welcher die zu Gunsten der Postsparkasse getroffenen Bestimmungen auf die alten Sparkassen ausdehnen werde.

Nach dieser Erklärung wurden die 5 ersten Artikel ohne Debatte angenommen; zu einer Diskussion gab bei Art. 6 nur der letzte Paragraph, welcher wie folgt gefasst war, Anlass :

« Verheirathete Frauen dürfen, ohne Rücksicht auf die Festsetzungen des Ehekontrakts, Sparkassenbücher ohne den Beistand ihres Ehemanns erwerben; auch können sie ohne diesen Beistand die Summen zurückziehen, welche in den betreffenden Sparbüchern eingetragen sind, unbeschadet jedoch des Einspruchs von Seiten ihres Gatten oder der Gläubiger. »

Wie wir schon oben erwähnt haben, war diese Bestimmung, die von M. Legrand ausging und mit welcher die Regierung sich nicht einverstanden erklärt hatte, von der Kommission dem Entwurfe wieder zugefügt worden.

Die Gegner der Bestimmung machten geltend, dass dieselbe mit den Vorschriften des Privatrechts nicht im Einklange stehe. Die Befugnisse der verheiratheten Frauen, führten sie aus, würden dadurch wesentlich geändert und eine Frage, die eine Schmälung der Rechte des Ehemannes angehe, könne nicht durch eine in das Postsparkassengesetz hineingeschobene Klausel erledigt werden. Der Justizminister erklärte, dass die aus der Gesetzgebung des Aus-

When the bill came under the consideration of the Chamber, Mr. Arthur Legrand, in reply to observations made by one of his colleagues, gave a few brief explanations respecting the old Savings Banks. There was no intention, he said, to do away with the old Savings Banks. They were useful, and the competition that would arise between them and the Post Office Savings Bank would be advantageous to both. « The Government is, moreover, willing shortly to introduce another bill extending to the old Savings Banks all the favourable provisions contained in the bill of the Post Office Savings Bank. »

After these explanations the first five articles of the bill were adopted and the last paragraph of article 6 came under consideration. It ran as follows:—

« Married women, whatever be the régime of their marriage-contract shall be allowed to open accounts without the concurrence of their husbands; they shall be allowed to withdraw, without such concurrence the sums entered in the accounts thus opened, provided there shall not be any opposition on the part of the husbands or creditors. »

As we have stated above, this provision, inserted on the proposal of Mr. Arthur Legrand, and eliminated by the Government, was re-inserted in the bill by the Committee.

The opponents of this provision objected to it on the ground that it constituted a serious derogation of the principles of civil right. It tended, they said, to alter in an essential manner the legal rights of married women, and that a question involving any prejudice to the authority of the husband was not to be decided incidentally by means of a special law on Savings Banks. Moreover, stated the Keeper of the Seal and Minister of Justice, the arguments founded on foreign legislation could not be applied in this case, and, after having



la législation française le détermine à conjurer la Chambre de ne pas adopter la disposition dont il s'agit.

Elle a été soutenue d'abord par son auteur, M. Arthur Legrand, et ensuite par deux de ses collègues. Pour l'intelligence de la question, nous croyons devoir reproduire ici quelques passages du discours prononcé par M. Legrand.

« D'ailleurs, permettez-moi de vous faire remarquer que ceux qui viennent combattre la disposition qui vous est soumise, sont peut-être un peu trop pénétrés des discussions qui eurent lieu en 1804 lors de la confection du Code civil. Nous sommes en 1880; il existe sur le marché des valeurs mobilières pour des sommes considérables. Croyez-vous que la femme qui voudrait détourner de l'argent aux dépens de la communauté, ne pourrait pas le placer facilement en valeurs mobilières? et croyez-vous que cette femme, à laquelle vous supposez de mauvaises intentions, ira se faire délivrer un livret nominatif, qu'elle ne pourra faire débiter du montant des sommes inscrites que sauf opposition de la part du mari et des créanciers? Il est incontestable que la femme qui veut faire des détournements au détriment de la communauté, cherchera plutôt quelques unes de ces valeurs mobilières qui existent en si grand nombre aujourd'hui sur le marché et qui sont au porteur, tandis que le livret de la caisse d'épargne est, je le répète, un livret nominatif.

« Il est triste d'avoir à le dire, mais dans les ménages dont nous nous préoccupons et pour lesquels sont plus particulièrement faites les institutions de prévoyance, s'il y a désaccord, les torts sont plus particulièrement du côté du mari que du côté de la femme. Nous devrions donc être heureux de donner à la femme les moyens de déposer à la caisse d'épargne les sommes

landes entnommenen Motive nicht zutreffend seien; nachdem er die in England, Belgien und Italien bestehenden desfallsigen Vorschriften kurz besprochen hatte, fügte er hinzu, dass die Vergleichung derselben mit der französischen Gesetzgebung ihn bestimme, die Kammer auf's Dringendste zu bitten, den gedachten Paragraphen nicht anzunehmen.

Für die Vorlage trat zunächst der Antragsteller, M. Legrand, ein, der später von 2 anderen Deputirten unterstützt wurde. Zum besseren Verständniss der Frage mögen einige Stellen aus der Rede des M. Legrand hier Platz finden: « Gestatten Sie mir übrigens die Bemerkung, dass die Gegner der Vorlage sich vielleicht zu viel mit den Diskussionen beschäftigt haben, zu denen der *code civil* im Jahre 1804 Veranlassung gegeben hat. Wir befinden uns im Jahre 1880; überall sind Werthpapiere von ganz bedeutendem Betrage käuflich zu haben. Glauben Sie denn, dass wenn eine Frau ihrem Manne Geld entwenden würde, sie dasselbe nicht mit Leichtigkeit zum Ankauf von Werthpapieren benutzen könnte? Und glauben Sie ferner, dass diese Frau, welcher Sie solche Schlechtigkeiten zutrauen, sich ein auf ihren Namen lautendes Sparkassenbuch ausfertigen lassen wird, wenn sie über die Sparbeträge nur verfügen kann, sofern weder ihr Gatte, noch die Gläubiger Einsprache erheben? Sicherlich wird eine Frau, welche sich Entwendungen zum Nachtheil ihres Gatten zu Schulden kommen lässt, es vorziehen, einige Werthpapiere anzukaufen, die jetzt in so grosser Zahl zu haben sind, und die auf den Inhaber lauten, während das Sparkassenbuch, ich wiederhole es, auf den Namen ausgestellt ist. »

« Es ist leider richtig, dass, wenn in den Haushaltungen, mit welchen wir es hier zu thun haben, und für die speziell die Wohlthätigkeitsanstalten bestehen, Misshelligkeiten vorkommen, dieselben mehr dem Manne, als der Frau zur Last fallen. Wir müssten daher glücklich sein, dass wir den Frauen die Mittel in die Hand geben, ihre Ersparnisse bei

gone through the English, Belgian, and Italian legislations, he added that a comparison of these legislations with the French legislation led him to beseech the Chamber not to adopt the provision in question.

It was, at first, supported by its author, Mr. Arthur Legrand, and then by two of his colleagues. It seems desirable to us, for the better understanding of the question, to cite a few passages of Mr. Legrand's speech.

« Moreover, permit me to point out that those who have just spoken against the provision submitted to you, are, perhaps, a little too much influenced by the discussions which took place in 1804, when the Civil code was compiled. We live now in 1880; considerable amounts of stock are thrown on the market. Do you think that the woman who had taken money from the joint property could not easily invest it in stocks? and do you believe that this woman, whom you suppose to have acted with intent do defraud, would be likely to open an account in her name, from which she only could draw money on the condition that her husband or creditors did not make any opposition to the withdrawal? It is incontestable that the woman who embezzled money to the detriment of the joint property, would sooner invest such money in any of the stocks payable to bearer now so plentiful on the market, than to pay it in to the Savings Bank on a depositor's book which, I repeat it, is nominative.

« I am sorry to have to say it, but in those households of which we now speak, and for which provident institutions are more particularly intended, if there is any discord between husband and wife, the fault is more frequently on the side of the husband than on that of the wife. We ought, therefore, to be glad to afford to the wife the means to deposit in the Savings Bank the money she has contrived to save. The married woman who is a depositor in the Savings Bank is always

« qu'elle a pu économiser. La femme mariée qui est cliente de la caisse d'épargne est toujours une honnête femme et l'argent qu'elle met ainsi à l'abri, c'est du pain qu'elle assure à ses enfants. »

Malgré ces considérations si concluantes et celles qu'a fait valoir un autre membre de la Chambre, le Gouvernement, par l'organe de M. le Ministre des Postes et des Télégraphes, a demandé à la commission de réserver la disposition jusqu'au moment où il aura présenté, sur la capacité civile de la femme, un projet de loi spécial. Cette demande a été accueillie et la Chambre s'est trouvée dessaisie de la question.

Les autres articles ont été votés pour ainsi dire sans débats.

Arrivé au Sénat, le projet de loi adopté, comme il vient d'être dit, par la Chambre des députés a été renvoyé à une commission qui l'a considérablement modifié après avoir appelé le concours, entre autres, de M. le Vice-Président de la caisse d'épargne de Paris et de M. Malarce, secrétaire perpétuel de la Société des Institutions de prévoyance de France, qui, bien connu par ses missions à l'étranger et ses travaux, a préparé les améliorations projetées. Ne pouvant, faute de place, résumer ici l'intéressant rapport dans lequel les modifications sont justifiées, nous nous bornerons à indiquer sommairement les plus importantes d'entre elles.

1° Attribution du caractère *national* au livret de caisse d'épargne, afin de lui donner la même efficacité sur toute l'étendue du territoire.

2° Admission des femmes mariées à la pratique de l'épargne, sous réserve de l'opposition des maris.

3° Réduction à 2000 francs du maximum de crédit par compte.

4° Faculté de verser, en une seule fois, une somme de 2000 francs.

5° Substitution d'un délai uniforme de 8 jours, entre la demande de

den Sparkassen anlegen zu können. Verheirathete Frauen, welche Interessenten von Sparkassen sind, werden immer ehrbare Frauen sein, und das Geld, welches sie in dieser Weise anlegen, ist Brot, das sie ihren Kindern sichern. »

Trotz dieser zutreffenden Bemerkungen und der Erklärungen zweier anderen Deputirten liess die Regierung durch ihren Minister der Posten und Telegraphen in der Kommission den Antrag stellen, die Berathungen über die Frage bis dahin auszusetzen, wo in Betreff der rechtlichen Befugnisse der Frau ein besonderer Gesetzentwurf vorgelegt werden würde. Nachdem Kommission und Kammer diesem Antrage zugestimmt hatten, wurden die anderen Artikel fast ohne jede Debatte angenommen.

Der Senat überwies den von der Kammer genehmigten Gesetzentwurf einer Kommission, welche denselben unter Mitwirkung des Vice-Präsidenten der Pariser Sparkasse und des durch seine Missionen nach dem Auslande und als Schriftsteller auf diesem Gebiete bekannten ständigen Sekretärs der französischen Wohlthätigkeitsanstalten, M. Malarce, der die vorgeschlagenen Verbesserungen angeregt hatte, wesentlich abänderte. Wenn wir auch auf den interessanten Bericht, der die Motive zu diesen Abänderungen enthält, hier nicht näher eingehen können, so wollen wir doch den Hauptinhalt der wichtigsten derselben nachstehend anführen.

1. Die Sparkassenbücher sollen im ganzen Lande zur Einzahlung und Zurückziehung von Geldbeträgen benutzt werden können.

2. Den verheiratheten Frauen wird die Benutzung der Sparkassen, vorbehaltlich des Einspruchs der Ehemänner, gestattet.

3. Der Höchstbetrag jeder Rechnung wird auf 2000 Fr. festgesetzt.

4. Der Betrag von 2000 Fr. kann in einer Summe eingezahlt werden.

5. Anstatt der bei Rückzahlungen in Aussicht genommenen Kündigungsfrist von 5 und 8 Tagen — je nach der Höhe der Summe — wird eine

« an honest woman, and the money she puts out of harm's way in this manner, is bread she secures for her children. »

Notwithstanding these most conclusive arguments, and those set forth by another deputy, the Government, through the Minister of Posts and Telegraphs, requested the Committee to postpone the discussion of the provision until he should have submitted a special bill on the legal rights of women. This request was granted, and the Chamber proceeded with the deliberations.

The remaining articles were voted so to say without any discussion.

When the bill came before the Senate, after having, as stated above, been adopted by the Chamber of Deputies, it was referred to a Committee by which it was greatly changed. The Committee had been assisted in its deliberations, among other gentlemen, by the Vice-President of the Savings Bank of Paris, and by Mr. Malarce, perpetual secretary of the Society of the Provident Institutions of France, well-known by his missions abroad and his works, who had prepared the proposed improvements. As our space does not allow us to give a summary of the interesting report in which the alterations were proved to be justified, we confine ourselves to giving a brief outline of the most important of these alterations.

1° Investment of the depositor's book with a *national* character, in order to give it the same validity throughout the territory;

2° Permission to married women to invest in the Savings Bank, provided there is no opposition on the part of their husbands;

3° Reduction of the maximum amount to the credit of each account to fr. 2000;

4° Permission to deposit 2000 francs in a single sum;

5° Substitution of a uniform delay of 8 days between the notice of with-

retrait et le remboursement,\*) au double délai de 5 et de 8 jours, suivant l'importance de la somme réclamée.

6° Emploi exclusif des fonds des caisses d'épargne en valeurs de l'État.

7° Assimilation des caisses d'épargne ordinaires aux caisses d'épargne postales, sous le rapport de certains avantages accordés à ces dernières.

La discussion au Sénat a fourni à M. le Ministre des Postes et des Télégraphes l'occasion de prononcer un éloquent discours, auquel nous empruntons les passages suivants:

« La caisse d'épargne postale mettra à bref délai 6000 bureaux de poste et de télégraphe à la disposition de l'épargne du pays qui n'a pas aujourd'hui 1300 bureaux de dépôt.

« Elle mettra à la disposition de l'épargne du pays notre armée dévouée et diligente de facteurs ruraux qui pénètrent dans les hameaux les plus reculés; elle mettra à la disposition de l'épargne le timbre-épargne qui permettra d'économiser la somme la plus minime, dont l'expérience vient d'être faite en Angleterre où elle a donné les meilleurs résultats.

« Nous voulons faire plus.

« On vient en Angleterre de faire une tentative nouvelle. Les jours de paye, dans les grands ateliers, dans les grandes usines, un guichet s'ouvre prêt à recevoir les dépôts de l'épargne. Nous voulons procéder de même; nous voulons, en un mot, que personne dans le pays ne puisse être arrêté dans son épargne par la difficulté d'aborder aisément la caisse d'épargne. Voilà ce que nous désirons et quel est le but que nous poursuivons. »

En réponse à l'objection tirée de

\*) Le délai de 8 jours, tout en étant, dans certains cas, une garantie sérieuse pour l'État, est un maximum qui, dans la pratique et surtout pour les petites sommes, ne sera par ainsi dire jamais imposé. D'accord avec le vœu exprimé par la commission, le Ministère des Postes et des Télégraphes s'est intentionné d'effectuer les remboursements dans le plus bref délai possible.

einzig Kündigungsfrist von 8 Tagen eingeführt. \*)

6. Die Anlegung der Sparkassen-Kapitalien erfolgt ausschliesslich in Staatspapieren.

7. Die gewöhnlichen Sparkassen werden in Bezug auf gewisse Vorrechte, welche der Postsparkasse gewährt worden sind, derselben gleichgestellt.

Die Diskussion im Senat gab dem Minister der Posten und Telegraphen Gelegenheit, sich in einer Rede, der wir die nachstehende Stelle entnehmen, über den Gegenstand zu äussern:

« Die Postsparkasse wird in kurzer Zeit 6000 Post- und Telegraphenanstalten dem Sparsinn der Bevölkerung zugänglich machen, während jetzt nur 1300 Annahmestellen vorhanden sind.

Sie wird ferner die grosse Menge der ebenso zuverlässigen, wie dienst-eifrigen Landbriefträger, welche bis zu den entferntesten Weilern gelangen, dem Sparkassenwesen zur Verfügung stellen; auch wird die Sparmarke eingeführt werden, mit welcher in England so vorzügliche Ergebnisse erzielt worden sind, und mittels welcher auch die kleinsten Beträge zinsbar angelegt werden können.

Wir wollen noch mehr thun.

In England ist soeben ein neuer Versuch gemacht worden, indem in den grossen Werkstätten und Fabriken an den Lohnungstagen ein Schalter geöffnet wird, an welchem Ersparnisse eingezahlt werden können. Ein Gleiches soll auch bei uns geschehen; mit einem Worte, wir wollen, dass Niemand im Lande gehindert werde, die Sparkassen mit Leichtigkeit benutzen zu können. Dies ist unser Wunsch und das Ziel, nach dem wir streben. »

In Erwiderung auf die Einwendung

\*) Die Frist von 8 Tagen ist für den Staat eine wesentliche Sicherheitsmassregel, von welcher jedoch in Wirklichkeit, und namentlich bei kleineren Beträgen, wohl niemals Gebrauch gemacht werden wird. In Uebereinstimmung mit dem von der Kommission ausgesprochenen Wunsche, beabsichtigt das Ministerium für Post und Telegraphie, die Rückzahlungen möglichst sofort bewirken zu lassen.

drawal and the repayment\*), for the two delays of 5 and 8 days according to the amount of the sum to be repaid;

6° Investment of Savings Banks funds in Government stocks exclusively.

7° Assimilation of ordinary Savings Banks to the Post Office Savings Bank as regards certain advantages granted to the latter.

The discussion in the Senate afforded to the Minister of Posts and Telegraphs the opportunity of pronouncing an eloquent speech, from which we extract the following passages:—

« The Post Office Savings Bank would shortly open 6000 post and telegraph offices for the reception of the savings of the country which has not, at present, 1300 offices for receiving deposits.

« It will place at the disposal of the thrifty of the country our devoted and diligent army of rural messengers who find their way to the remotest hamlet; it will place at the disposal of the economical the savings-stamp which will allow of saving the most insignificant amount, and which has recently been tried in England with the most satisfactory results.

« We shall go farther.

« A new experiment has just been made in England. On pay-days, in the large iron, manufacturing, and other works, a window opens for the reception of savings. We shall do the same. We desire, in one word, that nobody in the country be prevented from putting aside savings by the difficulty of reaching the Savings Bank. This is what we wish, and this is the object we strive to achieve. »

In reply to the objection founded

\*) The delay of 8 days, although it is in certain cases an efficient guarantee for the State, is a maximum which, in practice, and especially as regards small amounts, will, so to say, never be enforced. In compliance with the wish expressed by the Committee, the Minister of Posts and Telegraphs contemplates effecting repayments within the shortest possible delay.

la substitution de l'initiative de l'État à l'initiative privée, M. Cochery dit que « l'État doit réaliser ce que ne peut réaliser l'initiative privée. « Quand celle-ci peut faire une chose, « l'État doit disparaître, mais là où « l'initiative privée est impuissante, « c'est le devoir de l'État d'apporter « le concours de son action. C'est « parce que les caisses particulières « ne peuvent satisfaire à tous les « besoins de l'épargne que nous avons « présenté le projet qui est en dé- « libération. »

Abstraction faite de quelques observations, la discussion des articles a porté entièrement sur la disposition de l'article 6 qui donne à la femme mariée le droit de déposer à la caisse d'épargne et d'effectuer le retrait de son dépôt sans l'autorisation de son mari. De nombreux arguments ont été exposés éloquemment contre et pour cette disposition. Finalement les considérations de sentiment l'ont emporté sur les principes du Code civil. Un membre avait proposé une disposition additionnelle portant que: « les maris ne pourront retirer les « sommes déposées par leurs femmes « *qu'avec le consentement de celles-ci* » et que « en cas de désaccord entre « la femme et le mari, ou d'impos- « sibilité de rapporter le consentement « de la femme, il sera statué en « audience non publique, les parties « appelées, par le juge de paix dans « le ressort duquel se trouve la « caisse, où doit s'opérer le retrait. » Cette disposition a été rejetée. A quelques détails près, le projet a été adopté par le Sénat tel qu'il avait été modifié par sa commission. La Chambre des Députés ne s'est pas montrée moins libérale que le Sénat et a adopté sans observation les améliorations introduites dans le projet par ce dernier. La loi issue de ce projet est appelée à produire les plus bienfaisants résultats. En secondant l'ardeur des classes laborieuses pour l'épargne, elle provoquera de plus en plus chez elles, l'amour de l'ordre et du travail.

gen, welche hinsichtlich der den Privatsparkassen gemachten staatlichen Konkurrenz erhoben waren, sagte Herr Cochery, dass « der Staat da eintreten müsse, wo die Privatinitiative nicht ausreiche. Könne die Letztere eine Einrichtung zur Ausführung bringen, so müsse der Staat fern bleiben; aber da, wo die Privatinitiative sich ohnmächtig erweise, sei es die Pflicht des Staates, seine Mitwirkung eintreten zu lassen. Gerade weil die Privatsparkassen nicht allen Bedürfnissen genügen, habe die Regierung den Entwurf vorgelegt.»

Die Diskussion bezog sich fast ausschliesslich auf die Bestimmung des Artikel 6, nach welcher verheirathete Frauen befugt sein sollen, ohne Ermächtigung ihrer Männer Sparbeträge einzuzahlen und zurückzuziehen. Nachdem zahlreiche Gründe für und gegen diese Bestimmung angeführt worden waren, wurde dieselbe schliesslich aus Billigkeitsrücksichten angenommen. Ein Mitglied hatte einen Zusatz vorgeschlagen, dass « Ehemänner die Einlagen ihrer Frauen *nur mit deren Zustimmung* zurückziehen dürfen » und nach dem ferner « im Falle von Miss- helligkeiten zwischen Mann und Frau oder der Unmöglichkeit, die Zustimmung der Frau beizubringen, beide Theile vor den Friedensrichter des- jenigen Bezirks geladen werden sollen, in dem die Sparkasse, welche die Rückzahlung bewirken soll, gelegen ist. » Diese Bestimmung wurde abgelehnt. Abgesehen von einigen un- wesentlichen Aenderungen, nahm der Senat den Entwurf in der Fassung der Kommission an. Die Deputirten- kammer zeigte sich nicht weniger liberal, wie der Senat, indem sie den von letzterem herrührenden Verbesserungen des Entwurfs ihre Zustimmung gab. Das aus dem Entwurf hervor- gegangene Gesetz dürfte ganz ausser- ordentliche Erfolge aufweisen; indem es zur Förderung des Sparsinns bei den arbeitenden Klassen beiträgt, wird es bei denselben mehr und mehr die Liebe zur Ordnung und zur Arbeit erwecken.

on the substitution of the initiative of the State for private initiative, Mr. Cochery said:—« the State has « to achieve what cannot be done by « private initiative. When private « enterprise can attain its object, the « State must disappear, but when pri- « vate initiative is powerless, it is the « duty of the State to lend its assist- « ance. It is because the private Sav- « ings Banks cannot meet all the wants « of the thrifty population, that we « submitted the bill which is under « consideration. »

With the exception of a few re- marks, the only provision which gave rise to discussion was that laid down in article 6 which confers upon the married woman the right of depositing in the Savings Bank, and of with- drawing her deposit without the authorization of her husband. Nume- rous arguments were eloquently adduced in support of and against this provision. Eventually, generosity carried the day over the principles of the civil code. A member then proposed an additional provision to the effect that: « husbands should « only be allowed to withdraw the « amounts deposited by their wives. « *with the consent of the latter* », and that « in case of disagreement between « wife and husband, or of impossi- « bility of procuring the consent of « the wife, the justice of the peace « in whose district the Savings Bank « is established, or the withdrawal « is to be effected, should decide the « matter in private audience, and in « the presence of the parties con- « cerned. » This proposal was rejected. With the exception of a few particulars the bill was adopted by the Senate with the modifications made by the Committee. The Chamber of Deputies was not less liberal than the Senate, and adopted without observation the improvements introduced into the bill by the latter. The bill thus became law, and this law is sure to produce the most beneficial results. By encouraging habits of thrift in the labouring classes, it will more and more promote amongst them the love of order and work.

Voici le texte de cette loi.

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est institué une caisse d'épargne publique sous la garantie de l'État; elle est placée sous l'autorité du ministre des postes et des télégraphes et prend le nom de Caisse d'épargne postale.

Les bureaux de poste français seront appelés, au fur et à mesure, par des arrêtés ministériels, à participer au service de la caisse postale.

Tout déposant muni d'un livret de la caisse d'épargne peut continuer ses versements et opérer ses retraits dans tous les bureaux de poste français dûment organisés en agences de cette caisse.

L'Administration des postes représentera l'État dans ses rapports avec les déposants.

Art. 2. — Les fonds de la caisse d'épargne postale seront versés à Paris à la Caisse des dépôts et consignations; dans les départements, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers préposés à la caisse des dépôts.

Ils produiront à la caisse d'épargne, à partir du jour de leur versement jusques et non compris le jour du retrait, un intérêt de trois francs vingt-cinq centimes pour cent (3 fr. 25 p. 100) par an.

Art. 3. — Un intérêt de trois francs pour cent (3 fr. p. 100) sera servi aux déposants par la caisse d'épargne.

Cet intérêt partira du 1<sup>er</sup> ou du 16 le chaque mois après le jour du versement.

Il cessera de courir à partir du 1<sup>er</sup> ou du 16 qui aura précédé le jour du remboursement.

Au 31 décembre de chaque année, l'intérêt acquis s'ajoutera au capital et deviendra lui même productif d'intérêts. Les fractions de francs ne produiront pas d'intérêts.

Art. 4. — Le taux de l'intérêt fixé par les deux articles précédents ne pourra être modifié que par une loi.

Art. 5. — Les frais d'administration de la caisse d'épargne postale seront

Der Wortlaut des Gesetzes ist folgender:

Art. 1. — Unter der Garantie des Staates und mit der Bezeichnung « Postsparkasse » wird eine öffentliche Sparkasse errichtet, welche vom Ministerium der Posten und Telegraphen ressortirt.

Die französischen Postanstalten werden durch ministerielles Dekret nach und nach dazu bestimmt werden, für den Sparkassendienst in Wirksamkeit zu treten.

Die Inhaber von Sparkassenbüchern können bei allen französischen Postanstalten, welche als Agenturen der Sparkasse fungiren, Geldbeträge einzahlen und zurückziehen.

Die Postverwaltung wird den Staat in seinen Beziehungen zu den Einlegern vertreten.

Art. 2. — Die Sparkassenkapitalien werden abgeliefert: in Paris an die Depositenkasse, in den Departements an die Kassen der General-Rentmeister und der Einnehmer, welche die Depositenkasse verwalten.

Der Sparkasse wird für die Kapitalien vom Tage der Ablieferung bis zum Tage der Zurückziehung derselben, den letzteren nicht inbegriffen, ein Zins von 3 Fr. 25 Cts. jährlich vom Hundert gewährt.

Art. 3. — Die Spareinleger erhalten von den Sparkassen einen Zins von 3 Fr. vom Hundert vergütet.

Die Zinszahlung beginnt vom 1. oder 16. des Monats, in welchem die Einlage erfolgt.

Sie hört auf vom 1. oder 16. Monatstage ab, welcher dem Tage der Zurückzahlung voraufgeht.

Am 31. Dezember jedes Jahres werden die Zinsen dem Kapital zugeschlagen und treten alsdann in den gleichen Zinsgenuss. Bruchtheile eines Franken werden nicht verzinst.

Art. 4. — Der in den beiden vorstehenden Artikeln festgesetzte Zinsfuß kann nur durch ein Gesetz abgeändert werden.

Art. 5. — Die Verwaltungskosten der Postsparkasse werden aus denjenigen Beträgen bestritten, welche dieser Kasse zu Gute kommen: 1) aus dem Unterschied des Zinses, den die

The law runs as follows:—

Art. 1.—A public Savings Bank is established under the guarantee of the State; it is placed under the authority of the Minister of Posts and Telegraphs, and assumes the denomination of Post Office Savings Bank.

The French post-offices shall, by degrees, be called upon by ministerial orders to take part in the service of the Post Office Savings Bank.

Every depositor provided with a depositor's book may continue his deposits and effect his withdrawals at any French post-office duly organized as agency of this Bank.

The Postal Administration shall represent the State in its relations with the depositors.

Art. 2.—The funds of the Post Office Savings Bank shall be paid in, in Paris, to the *Caisse des Dépôts et Consignations*; in the departments, to the offices of the treasurers general, and private receivers at the head of the *Caisse des Dépôts*.

They shall produce to the Savings Bank, from the day of deposit until, and not including, the day of withdrawal, interest at the rate of three francs twenty five centimes per hundred francs (3 fr. 25 p. 100) per annum.

Art. 3.—Interest at the rate of three francs per hundred francs (3 fr. p. 100) shall be paid to the depositors by the Savings Bank.

This interest shall run from the 1<sup>st</sup> or 16<sup>th</sup> day of each month next following the day of deposit.

It shall cease to run on the 1<sup>st</sup> or 16<sup>th</sup> day of each month preceding the day of repayment.

On the 31<sup>st</sup> of December of each year the interest due shall be added to the principal, and shall itself bear interest. Fractions of francs shall bear no interest.

Art. 4.—The rate of interest fixed by the two preceding articles can only be modified by a law.

Art. 5.—The cost of the management of the Post Office Savings Bank shall be defrayed out of the profit accruing to the same:—1° from the difference between the interest received

prélevés sur les sommes dont elle bénéficiera: 1° par suite de la différence entre l'intérêt servi par le Trésor et l'intérêt dont on tiendra compte aux déposants; 2° par suite de la différence d'intérêt produit par les arrérages des valeurs achetées en exécution de l'article 19 et le taux de 3 fr. 25 p. 100 servi à la caisse postale.

En cas d'insuffisance, il y sera pourvu au moyen des intérêts de la dotation dont il est parlé à l'article 16.

Art. 6. — L'administration des postes ouvrira un compte à toute personne par laquelle ou au nom de laquelle des fonds auront été versés, à titre d'épargne, dans un bureau de poste.

Elle délivrera gratuitement, au nom des bénéficiaires, un livret sur lequel seront inscrits les versements, les retraits de fonds et les intérêts acquis.

Nul ne pourra être titulaire de plus d'un livret à la caisse d'épargne postale sous peine de perdre l'intérêt des sommes inscrites sur le second livret et les livrets de date ultérieure. Si plusieurs livrets ont la même date, la perte de l'intérêt portera sur la totalité des dépôts constatés par ces livrets.

Les mineurs sont admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer, sans cette intervention, mais seulement après l'âge de seize ans révolus, les sommes figurant sur les livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur représentant légal.

Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leurs maris; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leurs maris.

Art. 7. — Tout déposant dont le crédit sera suffisant pour acheter dix francs (10 fr.) de rente aux minimum, pourra faire opérer cet achat,

Staatskasse gewährt, und desjenigen Zinsbetrages, welchen die Einleger erhalten; 2) aus dem Unterschied der Zinsen, welche die in Ausführung des Art. 19 angekauften Werthpapiere abwerfen und des der Postkasse gewährten Zinssatzes von 3%, Fr. vom Hundert.

Reicht der desfallsige Ertrag nicht aus, so werden die Kosten aus den Zinsen der Dotation, von welcher Artikel 16 handelt, bestritten.

Art. 6. — Die Postverwaltung eröffnet eine Rechnung für jede Person, durch welche oder in deren Namen Sparbeträge bei einer Postanstalt eingezahlt werden.

Sie fertigt auf den Namen jedes Einlegers unentgeltlich ein Sparkassenbuch aus, in welches die Einlagen, die Zurückzahlungen und die Zinsbezüge eingetragen werden.

Niemand darf Namensinhaber von mehr als einem Sparkassenbuche sein, bei Strafe des Verlustes der Zinsen von denjenigen Einlagen, welche in dem zweiten Buche und in den Büchern von späterem Datum eingetragen sind. Wenn mehrere Bücher dasselbe Datum haben, so soll der Zinsverlust auf den Gesamtbetrag der in den Büchern vermerkten Einlagen sich beziehen.

Minderjährige dürfen Sparkassenbücher ohne Genehmigung ihrer gesetzlichen Vertreter erwerben. Auch dürfen sie ohne Vermittelung der letzteren, aber nur dann, wenn sie das 16. Lebensjahr zurückgelegt haben, die in den Büchern eingetragenen Summen zurückziehen, unbeschadet jedoch des Einspruchs ihrer gesetzlichen Vertreter.

Verheirathete Frauen dürfen, ohne Rücksicht auf die Festsetzungen des Ehekontrakts, Sparkassenbücher ohne den Beistand ihrer Gatten erwerben; auch können sie ohne diesen Beistand die in den Büchern eingetragenen Summen zurückziehen, unbeschadet jedoch des Einspruchs von Seiten ihrer Gatten.

Art. 7. — Jeder Einleger, dessen Guthaben ausreicht, um Titel über mindestens 10 Franken Rente zu kaufen, ist berechtigt, den Rentenankauf un-

from the Treasury, and the interest paid to depositors; 2° from the difference of interest produced by the dividends of the stocks purchased in execution of article 19 and the rate of 3 fr. 25 p. 100 paid to the Post Office Savings Bank.

In case of insufficiency, provision shall be made by means of the dotation contemplated by article 16.

Art. 6.—The Postal Administration shall open an account to every person by whom or in whose name funds shall be paid in, as savings, to a post-office.

It shall issue free of cost, a book in the name of the depositors, in which shall be entered the deposits, the withdrawals of funds, and the interest due.

No one person may be the owner of more than one Post Office Savings Bank book on pain of forfeiting the interest on the sums entered in the second book, and the books of a posterior date. If several books bear the same date, the interest on all the deposits entered in these books shall be forfeited.

Minors are allowed to open accounts without the interference of their legal representatives. They may withdraw without such interference, but only after having completed the 16<sup>th</sup> year of their age, the sums entered in the accounts thus opened, provided there is no opposition on the part of their legal representatives.

Married women, whatever be the régime of their marriage-contract, shall be allowed to open account without the concurrence of their husbands; they shall be allowed to withdraw without such concurrence the sums entered in the accounts thus opened, provided there is no opposition on the part of their husbands.

Art. 7.—Every depositor whose credit shall be sufficient to purchase ten francs (10 fr.) rente at least, may cause this purchase to be effected.



sans frais, par la caisse d'épargne postale. L'achat de rente pourra être supérieur à dix francs (10 fr.), si la situation du crédit le comporte.

Art. 8. — Chaque versement ne pourra être inférieur à un franc.

Le compte ouvert à chaque déposant ne pourra excéder le chiffre de deux mille francs (2000 fr.), versés en une ou plusieurs fois.

Art. 9. — Dès qu'un compte dépassera par les versements et la capitalisation des intérêts le chiffre de deux mille francs (2000 fr.), il en sera donné avis au déposant par lettre chargée.

Si, dans les trois mois qui suivront cet avis, le déposant n'a pas réduit son crédit, il lui sera acheté d'office et sans frais vingt francs (20 fr.) de rente sur l'État.

Le service des intérêts sur l'excédent sera suspendu à partir de la date de l'avis jusqu'au jour de la réduction du compte.

Art. 10. — Lorsque le déposant n'aura pas retiré les titres de rente achetés pour son compte, dans le cas prévu par l'article précédent, la caisse d'épargne en touchera les arrérages et les inscrira comme nouveau versement au crédit du titulaire.

Art. 11. — La demande de retrait devra être déposée à l'avance, et le remboursement aura lieu dans un délai de huit jours au maximum pour la France continentale.

Des délais supplémentaires seront fixés par décret pour les opérations nécessitant l'intervention d'un bureau situé en dehors de la France continentale.

Art. 12. — Dans le cas de force majeure, des décrets rendus, le conseil d'État entendu, pourront autoriser la caisse d'épargne postale à n'opérer le remboursement que par acomptes de cinquante francs (50 fr.) au minimum et par quinzaine.

Art. 13. — Les sociétés de secours mutuels seront admises à faire des versements à la caisse d'épargne

entgeltlich durch die Postsparkasse bewirken zu lassen. Der Rentenankauf kann für einen höheren Betrag als 10 Franken erfolgen, sobald die Höhe des Guthabens es gestattet.

Art. 8. — Keine Einlage darf geringer sein, als ein Franken.

Das für jeden Einleger eröffnete Konto darf 2000 Franken nicht übersteigen, gleichviel ob dieselben in einer Summe eingezahlt sind oder sich aus mehreren Beträgen zusammensetzen.

Art. 9. — Sobald das Konto in Folge von Einzahlungen oder durch Kapitalisierung der Zinsen die Summe von 2000 Franken übersteigt, wird davon dem Einleger durch einen Einschreibbrief Nachricht gegeben.

Wenn der Einleger nicht innerhalb dreier Monate nach der Benachrichtigung sein Guthaben vermindert hat, so werden für ihn von Amtswegen und kostenfrei Titel über 20 Franken Rente angekauft.

Die Zinszahlung wird vom Tage der Benachrichtigung an bis zum Tage der Verminderung des Kontos eingestellt.

Art. 10. — Sollte der Einleger die nach Massgabe des vorstehenden Artikels für seine Rechnung angekauften Rententitel nicht zurückziehen, so erhebt die Postsparkasse die Zinsen und bucht sie als neue Einzahlung für Rechnung des Inhabers.

Art. 11. — Bei Rückzahlungen müssen die Beträge vorher gekündigt werden; die Auszahlung erfolgt im europäischen Frankreich in einer Frist von höchstens 8 Tagen.

Weitere Fristen werden durch Dekret festgesetzt werden für diejenigen Geschäfte, welche durch Postanstalten vermittelt werden, die dem europäischen Frankreich nicht angehören.

Art. 12. — In dem Falle höherer Gewalt kann die Postsparkasse durch Dekrete, welche im Staatsrathe berathen und gebilligt sein müssen, ermächtigt werden, die Rückzahlungen nur in Beträgen von mindestens 50 Franken von 14 zu 14 Tagen stattfinden zu lassen.

Art. 13. — Die Gesellschaften zu gegenseitiger Unterstützung sind berechtigt, Einzahlungen bei der Post-

free of charge, by the Post Office Savings Bank. The purchase of rente may exceed the amount of ten francs (10 fr.), the amount of the credit permitting.

Art. 8.—No deposit may amount to less than one franc.

The account of any one depositor may not exceed in amount two thousand francs (2000 francs) paid in in a single or in several sums.

Art. 9.—When the amount, inclusive of interest, standing to the credit of a depositor shall exceed the sum of two thousand francs (2000 francs), the depositor shall be advised thereof by registered letter.

If, within the three months following this advice, the depositor shall not have reduced his credit, twenty francs (20 fr.) State rente shall be purchased for him officially, and free of cost.

Interest shall cease to be paid to him on the amount in excess from the date of the advice until the day of the reduction of the account.

Art. 10.—When the depositor shall not have withdrawn the titles of rente purchased for him, in the case contemplated by the preceding article, the Savings Bank shall collect the interest thereof, and shall enter it as a new deposit to the credit of the depositor.

Art. 11.—The notice of withdrawal shall be deposited in advance, and the repayment shall take place within a delay of eight days at the longest for continental France.

Additional delays shall be fixed by decree for transactions necessitating the intervention of an office situate beyond continental France.

Art. 12.—In case of force majeure, the Post Office Savings Bank may, by means of decrees issued, and with the consent of the Council of State, be authorized only to effect the repayment of deposits by instalments of fifty francs (50 francs) at the minimum payable every fortnight.

Art. 13.—The Friendly Societies shall be allowed to make deposits in the Post Office Savings Bank, and



postale, et le compte ouvert à leur crédit pourra atteindre le chiffre de huit mille francs (8000 fr.). Les institutions de coopération, de bienfaisance et autres sociétés de même nature pourront être admises à faire des versements dans les mêmes conditions, après en avoir obtenu l'autorisation du ministre.

Au delà de ce chiffre, il leur sera fait application des articles 9 et 10 ci-dessus; toutefois, le montant de la rente achetée d'office, pour leur compte, sera de cent francs (100 fr.).

Art. 14. — Le montant d'un livret n'ayant donné lieu depuis trente ans à aucun versement, à aucun remboursement, ni à aucune autre opération faite sur la demande du déposant, cessera d'être productif d'intérêts et devra être remboursé à l'ayant droit.

Si l'ayant droit ne peut être connu, ou si, par une cause quelconque, le remboursement ne peut être opéré, la somme inscrite à son crédit sera convertie en un titre de rente sur l'État, qui sera consigné à la Caisse des dépôts et consignations.

Seront également consignées les inscriptions de rente achetées soit d'office, soit à la demande du titulaire et non retirées dans le délai de trente ans.

Par exception, pour les placements faits sous la condition, stipulée par le donateur ou le testateur, que le titulaire n'en pourra disposer qu'après une époque déterminée, le délai de trente ans ne courra qu'à partir de cette époque.

Du jour de la consignation, et jusqu'à la réclamation des déposants, le service des arrérages de la rente est suspendu.

Les reliquats des placements en rente et les dépôts qui, en raison de leur insuffisance, n'auraient pu être convertis en rente, seront acquis à la caisse d'épargne.

La caisse d'épargne est autorisée à se décharger de toutes quittances

sparkasse bis zur Höhe von 8000 Franken zu machen und sich ein entsprechendes Konto eröffnen zu lassen. Arbeiter-Korporationen, Wohlthätigkeits- und andere Vereine zu ähnlichen Zwecke können mit Genehmigung des Ministers unter den gleichen Bedingungen Einlagen machen.

Uebersteigen die Einzahlungen den obigen Betrag, so wird nach den Vorschriften der Art. 9 und 10 verfahren; doch soll sich der Betrag der Rente, welche von Amtswegen anzukaufen ist, auf 100 Franken belaufen.

Art. 14. — Wenn innerhalb eines Zeitraums von 30 Jahren hinsichtlich des Betrages eines Sparkassenbuchs weder eine Einzahlung, noch eine Auszahlung, noch eine sonstige Verfügung vorgekommen ist, so soll die Zinsvergütung aufhören und der Kapitalbetrag dem Berechtigten zurückgezahlt werden.

Ist der Berechtigte unbekannt oder kann die Rückzahlung aus irgend einem andern Grunde nicht erfolgen, so wird die als Guthaben gebuchte Summe in Staatsrente umgewandelt und bei der Depositenkasse niedergelegt.

In gleicher Weise werden die von Amtswegen oder auf Verlangen des Berechtigten angekauften Rententitel niedergelegt, welche während eines Zeitraumes von 30 Jahren nicht zurückgezogen worden sind.

Ausgenommen hiervon sind solche Einlagen, hinsichtlich deren von dem Einleger oder Erblasser ausdrücklich bestimmt worden ist, dass der Berechtigte über die Beträge erst nach Ablauf einer festgesetzten Frist verfügen darf; in diesem Falle beginnt die 30jährige Frist erst von dem zuletzt gedachten Zeitpunkte.

Von dem Tage der Hinterlegung ab und bis zu dem Zeitpunkte der Zurückforderung seitens der Einleger werden die Rentenreserven einbehalten.

Die Restsummen aus Rentenkäufen und Einlagen, welche ihrer Unzulänglichkeit wegen nicht in Rente umgewandelt werden können, werden bei der Sparkasse aufbewahrt.

Die Sparkasse ist berechtigt, sich

the credit of their accounts may reach the amount of eight thousand francs (8000 fr.) Co-operative, benevolent, and other Societies of the same nature shall be allowed to make deposits on the same conditions, after having obtained the authorization therefor from the Minister.

If the sum to their credit exceeds this amount, the above articles 9 and 10 shall be applied to them; but the amount of the rente officially purchased for them shall be one hundred francs (100 fr.)

Art. 14.—The amount standing to the credit of an account which, for thirty years, has not given rise to any deposit, to any repayment, or to any other transaction made at the request of the depositor, shall cease to bear interest, and shall be repaid to the person entitled thereto.

If the person entitled thereto cannot be ascertained, or if, for some reason, the repayment cannot be effected, the amount standing to his credit shall be converted into a title of State rente, which shall be consigned to the *Caisse des Dépôts et Consignations*.

The titles of rente purchased either officially or at the request of the owner, and not withdrawn within a delay of thirty years, shall also be consigned to the *Caisse des Dépôts et Consignations*.

In the case of investments made on the condition, stipulated by the giver or the testator, that the owner shall only be allowed to dispose of them after a given period, the delay of thirty years shall, by way of exception, only begin from such period.

From the day of consignment until the day on which the depositors claim the rente, the payment of the interest of the same is suspended.

The balances left uninvested after the purchase of rente, and the deposits which, on account of their insufficient amount, cannot be converted into rente, become the property of the Savings Bank.

The Savings Bank is authorized to destroy all receipts and papers.

et pièces, et de tous livrets qui ont plus de trente ans de date.

Art. 15. — Des dons et legs pourront être faits au profit de la caisse d'épargne postale dans les formes et selon les règles prescrites pour les établissements d'utilité publique.

Art. 16. — La caisse d'épargne postale possédera une dotation qui sera formée, savoir :

1° Du boni réalisé sur les frais d'administration, lorsque ceux-ci n'atteindront pas le produit du prélèvement de vingt-cinq centimes, destinés à couvrir ces frais ;

2° Des dons et legs qui pourraient être consentis par des tiers ;

3° Des produits des reliquats de dépôts attribués à la caisse d'épargne, dans les conditions prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article 14 ;

4° De la capitalisation des intérêts de ces divers fonds, demeurés libres après le prélèvement autorisé par l'article 5 ;

5° Enfin, de la différence d'intérêt produit par les arrrages des valeurs achetées en exécution de l'article 19, et le taux de 3 fr. 25 p. 100 servi à la caisse postale, après le prélèvement autorisé par l'article 5.

Les fonds constituant cette dotation ne pourront être aliénés qu'en vertu d'une loi.

Art. 17. — Le ministre des postes et des télégraphes présentera chaque année un rapport sur la situation et les opérations de la caisse d'épargne postale.

Ce rapport sera publié au *Journal officiel* et distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

Art. 18. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode de contrôle de la caisse d'épargne postale.

Art. 19. — La Caisse des dépôts et consignations devra faire emploi de toutes les sommes déposées par la caisse d'épargne postale.

Cet emploi aura lieu en valeurs de l'État français.

von allen Quittungen und Schriftstücken zu entlasten, welche über 30 Jahre zurückdatiren.

Art. 15. — Geschenke und Legate dürfen zu Gunsten der Postsparkasse unter Beachtung der Formen und Bestimmungen für Anstalten des öffentlichen Nutzens ausgesetzt werden.

Art. 16. — Die Postsparkasse soll eine Dotation erhalten, welche sich folgendermassen zusammensetzt :

1. aus dem Guthaben, welches der Fonds für Verwaltungsausgaben ergiebt, sobald diese den Betrag des Zinsüberschusses von 25 C<sup>m</sup> vom Hundert, der zu ihrer Deckung bestimmt ist, nicht erreichen ;

2. aus Geschenken und Legaten, die durch dritte Personen bewilligt werden ;

3. aus den Restbeträgen von Einlagen bei der Sparkasse, auf welche der vorletzte Absatz des Art. 14 Anwendung findet ;

4. aus den kapitalisirten Zinsen dieser verschiedenen Fonds, welche nach der im Art. 5 bestimmten Verwendung verfügbar geblieben sind ;

5. aus dem Zinsgewinn, welcher aus der Anlage der Sparkassenkapitalien (Art. 19) über den der Sparkasse gewährten Zinssatz von 3¼ Fr. hinaus sich ergiebt und nach der im Art. 5 bestimmten Verwendung verfügbar bleibt.

Die Beträge, welche diese Dotation bilden, können nur kraft eines Gesetzes anderweite Verwendung finden.

Art. 17. — Der Minister der Posten und Telegraphen wird für jedes Jahr einen summarischen Bericht über den Stand und die Geschäfte der Postsparkasse erstatten.

Dieser Bericht soll im *Journal officiel* veröffentlicht und im Senat, sowie in der Deputirtenkammer vertheilt werden.

Art. 18. — Das Kontrolwesen der Postsparkasse soll durch ein Geschäfts-Rglement geregelt werden.

Art. 19. — Die Depositenkasse hat alle von der Postsparkasse an sie abgelieferten Summen nutzbar anzulegen.

Die Anlage soll in Werthpapieren des französischen Staats stattfinden.

and all depositors' books which have more than thirty years' date.

Art. 15.—Gifts and legacies may be made to the Post Office Savings Bank, in the forms and in accordance with the rules prescribed for establishments for the public weal.

Art. 16.—The Post Office Savings Banks shall possess a dotation which shall be formed:—

1° Out of the profit realized on the cost of management, when such cost does not reach the aggregate sum accruing from the difference of interest of 25 centimes set apart to cover this cost ;

2° Out of the gifts and legacies which may be made by third persons ;

3° Out of the uninvested balances of deposits of which the Savings Bank shall become possessed under the conditions contemplated by the last paragraph but one of article 14 ;

4° Out of the capitalization of the interest of these various funds remaining after the deductions authorized by article 5 have been made ;

5° Lastly, out of the difference of interest between the dividends of the stocks purchased in execution of article 19, and the rate of 3 fr. 25 p. 100 allowed to the Post Office Savings Bank, after the deductions authorized by article 5.

The funds constituting this dotation can only be alienated by virtue of a law.

Art. 17.—The Minister of Posts and Telegraphs shall draw up, every year, a report on the situation and the transactions of the Post Office Savings Bank.

This report shall be published in the *Journal officiel*, and distributed in the Senate and in the Chamber of Deputies.

Art. 18.—Regulations of public administration shall determine the mode of the control of the Post Office Savings Bank.

Art. 19.—The *Caisse des Dépôts et Consignations* shall invest all the sums deposited by the Post Office Savings Bank.

This investment shall be made in French Government stocks.

La différence d'intérêt produite par les arrérages de ces valeurs et le taux de 3 fr. 25 p. 100 servi à la caisse postale accroîtra la dotation instituée par l'article 16, après prélèvement, s'il y a lieu, des sommes nécessaires pour couvrir les frais d'administration.

Néanmoins, pour satisfaire aux remboursements qui pourraient être réclamés, la Caisse des dépôts et consignations conservera, par son compte courant au Trésor, une réserve du cinquième des versements qui lui seront effectués, sans que cette réserve puisse excéder cent millions de francs.

Art. 20. — Les imprimés, écrits et actes de toute espèce, nécessaires pour le service de la caisse d'épargne postale seront exempts des formalités du timbre et de l'enregistrement.

Art. 21. — Les paragraphes 2 et 3 de l'article 3; 4 et 5 de l'article 6; les articles 8, 9, 12 et 13; le dernier paragraphe de l'article 14, et l'article 20 sont applicables aux caisses d'épargne ordinaires.

Toutefois cette disposition ne recevra son effet qu'à partir du jour où la caisse d'épargne postale aura commencé de fonctionner.

Nul ne pourra être en même temps titulaire d'un livret de caisse d'épargne postale et d'un livret de caisse d'épargne ordinaire, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

---

### Les Postes au Canada 1879/80.

---

Nous extrayons les indications suivantes d'un Rapport du Maître Général des Postes du Canada, pour l'exercice du 1<sup>er</sup> Juillet 1879 au 30 Juin 1880, dont certaines données s'étendent même jusqu'à une époque plus récente.

Le nombre des bureaux de poste canadiens était au 1<sup>er</sup> novembre 1880 de 5773.

Der Zinsunterschied, welcher aus den Anlagen dieser Werthe und dem der Postkasse gezahlten Zinssatz von 3¼ Fr. vom Hundert sich ergibt, wird, nachdem zuvor der zur Deckung der Verwaltungskosten erforderliche Betrag in Abzug gebracht ist, der im Art. 16 festgesetzten Dotation hinzugerechnet.

Im Uebrigen soll die Depositenkasse zur Auszahlung der zurückgeforderten Beträge in ihrem Konto mit dem Staatsschatze eine Reserve, bestehend aus einem Fünftel der Einzahlungen, zurückbehalten dürfen; doch darf dieser Reservefonds den Betrag von 100 Millionen Franken nicht übersteigen.

Art. 20. — Die Drucksachen, Schriftstücke und Akte jeder Art für den Postsparkassendienst sind von Stempel- und Eintragungsgebühren befreit.

Art. 21. — Die Paragraphen 2 und 3 des Art. 3, sowie 4 und 5 des Art. 6, die Art. 8, 9, 12 und 13, ferner der letzte Paragraph des Art. 14 und der Art. 20 können auf die gewöhnlichen Sparkassen in Anwendung gebracht werden.

Doch tritt diese Bestimmung erst von dem Tage ab in Kraft, an dem die Postsparkasse ihre Wirksamkeit begonnen hat.

Niemand darf gleichzeitig Namensinhaber eines Sparkassenbuchs der Postsparkasse und eines solchen der gewöhnlichen Sparkasse sein, bei Strafe des Verlustes der Zinsen von seinen gesammten Einlagen.

---

### Das Postwesen in Canada im Jahre 1879/80.

---

Dem Berichte des General-Postmeisters von Canada für das mit dem 30. Juni 1880 abgelaufene Rechnungsjahr entnehmen wir die nachstehenden Angaben, von denen einige sich auf eine noch spätere Zeit erstrecken.

Die Zahl der Postanstalten in Canada belief sich am 1. November 1880 auf 5773.

Der Bericht fügt hinzu, dass, als

The difference of interest between the dividends of these stocks, and the rate of 3 fr. 25 p. 100 paid to the Post Office Savings Bank shall accrue to the dotation contemplated by article 16, after deduction, if needful, of the sums necessary to cover the cost of management.

Nevertheless, in order to meet the repayments which may be demanded, the *Caisse des Dépôts et Consignations* shall, in its account-current with the Treasury, keep back a reserve of one fifth of the payments made to it; but this reserve shall not exceed the amount of a hundred million francs.

Art. 20.—The printed papers, written documents and acts of all kinds, necessary for the service of the Post Office Savings Bank shall be exempt from stamp and registry-duty.

Art. 21.—Paragraphs 2 and 3 of article 3; 4 and 5 of article 6; articles 8, 9, 12, and 13; the last paragraph of article 14; and article 20 are applicable to the ordinary Savings Banks.

But this provision shall only take effect from the day on which the Post Office Savings Bank shall have commenced operations.

No one person shall be at the same time the owner of a Post Office Savings Bank book, and of an ordinary Savings Bank book, on pain of forfeiting the interest on the total amount of the sums deposited.

---

### The postal service in Canada during the year 1879 80.

---

We extract the following details from the report of the Postmaster General of Canada for the year ended 30<sup>th</sup> June 1880, certain particulars contained in which refer to a still later period.

The total number of post-offices amounted, on the 1<sup>st</sup> of November 1880, to 5773.

In the year 1871, states the Report.

Lorsqu'en 1871, l'Inspecteur général des Postes du Canada fut envoyé à Winnipeg pour organiser dans le Manitoba, le Keewatin et le Territoire du Nord-Ouest, un service postal répondant aux besoins des relations, il ne trouva que six bureaux de poste réguliers dans cette partie du pays. Une seule dépêche de peu d'importance, transportée deux fois par semaine, au moyen d'une carriole, entre Winnipeg et la frontière des États-Unis à Pembina, constituait le seul service d'échange des correspondances arrivantes et partantes. Les lettres de ou pour les autres provinces du Dominion mettaient de deux à trois semaines pour arriver à destination.

Actuellement, il existe, dans cette partie du Canada, 147 bureaux de poste, dont 79 ont été établis pendant les derniers 14 mois. Le nombre des dépêches que reçoit, à lui seul, le bureau de Winnipeg, est en moyenne de 31 par jour, pesant ensemble  $\frac{3}{4}$  de tonne (soit 762 kilogrammes). Le nombre moyen des dépêches expédiées chaque jour par le bureau de Winnipeg est environ de 25. Il est, chaque jour aussi, déposé en moyenne à ce bureau plus de 2000 lettres, cartes postales, etc., et la valeur des timbres-poste vendus atteint 16,000 dollars (environ 80,000 francs) par an.

Le réseau des routes postales du Canada a un développement de 40,611 milles anglais, et le parcours effectué par les dépêches représente un total annuel de 16,446,939 milles anglais. Ce parcours se décompose comme suit :

	Milles angi.
Transport sur routes postales ordinaires, au moyen de diligences ou autres véhicules, à cheval ou à pied . . .	9,766,554
Transport par bateaux à vapeur ou bateaux à voiles . . . . .	641,983
<b>A reporter</b>	<b>10,408,537</b>

im Jahre 1871 der General-Postinspektor von Canada nach Winnipeg entsendet worden sei, um in Manitoba, Keewatin und dem Nordwest-Territorium den Postdienst den Verkehrsbedürfnissen entsprechend zu organisiren, er dort nur 6 regelmässige Postanstalten vorgefunden habe. Zur Vermittelung des gesammten Korrespondenz-Austausches habe ein einziger unbedeutender Kartenschluss gedient, der zweimal in der Woche durch ein Karriol zwischen Winnipeg und dem an der Grenze der Vereinigten Staaten gelegenen Orte Pembina befördert worden sei. Briefe aus und nach den anderen Provinzen von Canada hätten zu ihrer Beförderung nach dem Bestimmungs-orte 2 bis 3 Wochen bedurft.

Gegenwärtig bestehen in diesem Theile von Canada 147 Postanstalten, von denen 79 im Laufe der letzten 14 Monate eingerichtet worden sind. Die Zahl der Kartenschlüsse, die allein das Bureau in Winnipeg erhält, beläuft im Durchschnitt sich auf täglich 31 Stück, welche zusammen  $\frac{3}{4}$  Tonnen (= 762 Kgr.) wiegen; abgesandt werden dagegen von demselben Bureau im Durchschnitt täglich 25 Kartenschlüsse. Ferner gelangen bei diesem Bureau durchschnittlich mehr als 2000 Briefe, Postkarten etc. täglich zur Aufgabe, und der Werthbetrag der abgesetzten Freimarken erreicht im Jahre die Summe von 16,000 Dollars (gegen 80,000 Fr.)

Die *Kurslänge der Postverbindungen* betrug 40,611 engl. Meilen, und die jährlich durchlaufene Meilenzahl stellte sich auf 16,446,939 engl. Meilen, welche sich wie folgt vertheilen:

	Engl. Meilen.
Auf Landrouten mittels Wagen-, Reit- oder Fussposten . . . . .	9,766,554
Mittels Dampf- oder Segelschiffe . . . . .	641,983
<b>Latus</b>	<b>10,408,537</b>

when the Chief Post Office Inspector arrived at Winnipeg for the purpose of organizing in Manitoba, Keewatin and the North West Territory such a service as the wants of the country seemed then to require, he found in operation only 6 regular post-offices. A single mail-bag, and that not a very large one, carried twice in each week in a cart, between Winnipeg and the United States frontier at Pembina, was the only provision made for the correspondence outwards and inwards, whilst the time occupied in the travel of a letter to or from the other provinces of the Dominion, was from two to three weeks.

There are now, in this part of the country, 147 post-offices, of which 79 have been established within the last 14 months. The average number of bags received daily at the Winnipeg post-office alone is about 31, the aggregate weight being three-fourths of a ton (762 kilogrammes). The average number of bags despatched daily from Winnipeg is about 25. The number of letters, postal cards, &c. posted daily at Winnipeg is over 2000, whilst the value of the stamps sold to the public in the city is at the rate of 16,000 dollars (80,000 francs) per annum.

The length of the *post-routes* in Canada is 40,611, and the annual rate of mail-travel was 16,446,939 English miles. This mail-travel was performed as follows:—

	Miles
By ordinary land post-routes, with conveyance by stage or other vehicle on horseback, or on foot . . . . .	9,766,554
By steamboat or sailing packet . . . . .	641,983
By railway:	
Postal car service . . . . .	3,834,914
Without postal car . . . . .	2,203,488
	<hr/>
	6,038,402
	<hr/>
	16,446,939

Report	10,408,537
Transport par chemin de fer :	
dans les bureaux ambulants	3,834,914
par courriers-convoyeurs	2,203,488
	<u>6,038,402</u>
	16,446,939

Pendant l'exercice qui nous occupe, le réseau des routes postales a été accru de 1013 milles anglais et le parcours effectué par les dépêches s'est augmenté d'environ 290,905 milles anglais.

La convention pour le transport des dépêches par les paquebots à vapeur qui font le service entre Victoria (Colombie britannique) et San Francisco, conclue le 1<sup>er</sup> août 1875, pour une durée de 5 ans, à raison de 54,000 dollars par année, est expirée en 1880; une nouvelle adjudication a permis de réduire cette subvention à la somme de 17,640 dollars par année.

On estime le nombre des objets expédiés par la poste canadienne en 1880 à :

45,800,000 lettres,
7,800,000 cartes postales,
2,040,000 lettres recommandées,
1,464,000 plis en franchise de port,
4,361,118 journaux et imprimés expédiés par les éditeurs,
5,870,000 journaux et imprimés expédiés par des particuliers.
5,224,000 livres, etc.
217,000 petits colis.

Les correspondances distribuées à domicile, en novembre 1880, ont atteint le chiffre de 296,968, sur lequel on compte 216,594 lettres et 80,374 journaux, imprimés, etc. L'augmentation, comparativement à l'année 1879, est de 64,830 objets, soit de 29 % environ. Cette augmentation doit être attribuée, en partie, à une élévation du prix de location des casiers, appliquée à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1880 et qui a sans doute engagé beaucoup de personnes à renoncer à leur casier à la poste pour se faire

Transport	10,408,537
Auf Eisenbahnen, und zwar durch Bahnposten	3,834,914
unter Beigabe von Postbegleitern	2,203,488
	<u>6,038,402</u>
Im Ganzen	16,446,939

Im Berichtsjahre belief sich die Vermehrung der Postkurse auf 1013 engl. Meilen; zurückgelegt wurden gegen 290,905 engl. Meilen mehr als im Vorjahre.

Der am 1. August 1875 in Kraft getretene Vertrag, betreffend die Beförderung der Postsendungen mit den zwischen Victoria (Brit. Columbien) und San Francisco kursirenden Dampfschiffen gegen Zahlung einer jährlichen Subvention von 54,000 Dollars, welcher auf 5 Jahre abgeschlossen war, lief im Jahr 1880 ab; durch den im Submissionswege zu Stande gekommenen neuen Vertrag konnte diese Subvention auf 17,640 Doll. ermässigt werden.

Die Zahl der mit den kanadischen Posten im Jahre 1880 beförderten Briefpostsendungen wird abgeschätzt auf:

45,800,000 Briefe,
7,800,000 Postkarten,
2,040,000 Einschreibbriefe,
1,464,000 portofreie Sendungen,
4,361,118 Zeitungen und Drucksachen (von Verlegern abgesandt),
5,870,000 Zeitungen und Drucksachen (von Privaten abgesandt),
5,224,000 Büchersendungen,
217,000 kleine Packete.

Im Monat November 1880 wurden 296,968 Briefpostsendungen bestellt, und zwar 216,594 Briefe und 80,374 Zeitungen, Drucksachen etc. Im Vergleich zum Vorjahre betrug die Vermehrung 64,830 Stück oder gegen 29 %; dieselbe muss zum Theil der am 1. Januar 1880 eingeführten Erhöhung der Fachgebühr zugeschrieben werden, wodurch viele Korrespondenten bestimmt worden sind, ihre Sendungen nicht mehr abzuholen,

There was an addition of 1013 miles of new post-route established during the year, and the rate of annual mail-travel was augmented by 290,905 miles.

The contract providing for the transport of the mails by steamer between Victoria, British Columbia and San Francisco, for five years from the 1<sup>st</sup> of August 1875, at a cost of 54,000 dollars per annum, expired this year, and tenders having been invited, a new contract was concluded at the reduced cost of 17,640 per annum.

The estimated number of articles sent by the Canadian Post in 1880, was as follows:—

Letters . . . . .	45,800,000
Post-cards . . . . .	7,800,000
Registered letters . . . . .	2,040,000
Free letters . . . . .	1,464,000
Newspapers posted from Offices of publication	4,361,118
Newspapers posted otherwise . . . . .	5,870,000
Books, &c. . . . .	5,224,000
Parcels . . . . .	217,000

The letters and papers delivered in November 1880 under the free delivery system numbered 296,968, of which 216,594 were letters, and 80,374 newspapers. The increase in the total number, as compared with the same period in the preceding year, was 64,830, or about 29 per cent. This large increase was, no doubt, occasioned to a considerable extent by a higher price having been charged for box-rents from the 1<sup>st</sup> of January 1880, which had the effect of lessening the number of boxes-rented by the public, and increasing the amount of correspondence delivered by letter-carrier.

Of a total number of 2,040,000 registered letters, only 70 miscarried. In 50 cases out of these 70, the

distribuer leurs correspondances par les facteurs.

Sur 2,040,000 *lettres recommandées*, il n'y en a eu que 70 de *perdues*. Dans 50 cas le contenu ou la valeur a pu être recouvré. Si l'on songe d'ailleurs que les particuliers ont l'habitude de mettre souvent dans de simples lettres recommandées des valeurs considérables en titres payables au porteur (billets de banque, etc.), il y a lieu de s'étonner que les cas de pertes ne soient pas plus nombreux.

Le nombre des lettres, circulaires, cartes postales, etc., tombées en rebut s'est élevé à 511,470, dont 435,806 provenant du Canada et 75,664 provenant de l'étranger. Il faut ajouter encore 80,915 lettres, etc., envoyées au Bureau des rebuts pour adresse insuffisante, défaut d'affranchissement, etc. Au nombre des rebuts se trouvaient 9132 lettres recommandées et 3782 lettres ordinaires contenant des valeurs, qui ont pu être restituées aux envoyeurs.

Le montant total des *mandats émis* pendant l'exercice a été de dollars 7,207,442. 79; celui des *mandats payés* pendant le même exercice, de dollars 7,069,714. 55. Le nombre des *bureaux autorisés à émettre et à payer des mandats* était de 775 au 30 juin 1880, 3 de plus qu'à la fin de l'exercice précédent.

Une nouvelle convention modifiée relative à l'échange des *mandats de poste* entre le Canada et les États-Unis est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1880. Les droits, moins élevés que par le passé, ne sont plus que de 10 cents par 10 Dollars, ce qui a amené une augmentation de 66 % dans les 4 mois suivants comparés aux mois correspondants du précédent exercice.

Le service des mandats entre le Canada et les États-Unis a donné les résultats ci-après :

sondern dieselben sich durch die Briefträger zustellen zu lassen.

Von 2,040,000 *Einschreibbriefen* geriethen nur 70 in *Verlust*; in 50 Fällen konnte der Inhalt oder der Werth desselben wieder erlangt werden. Der Bericht fügt hinzu, wie bei der Gewohnheit des Publikums, auf den Inhaber lautende Papiere von oft ganz bedeutenden Werthbeträgen (Banknoten etc.) in Einschreibbriefen zu versenden, man sich wundern müsse, dass die Verlustfälle nicht zahlreicher seien.

Die Zahl der *unbestellbar gebliebenen* Briefe, Circulare, Postkarten etc. belief sich auf 511,470 Stück, und zwar 435,806 Sendungen aus Canada und 75,664 vom Auslande. Zu dieser Zahl traten noch 80,915 Briefe hinzu, welche wegen ungenügender Adresse oder Frankatur dem Retourbriefamte zugeführt worden sind. Unter den Retoursendungen befanden sich 9132 eingeschriebene und 3782 gewöhnliche Briefe mit Werthinhalt, welcher dem Absender wieder zugestellt werden konnte.

Der Gesamtbetrag der im Laufe des Jahres *eingelieferten* Postanweisungen erreichte die Höhe von 7,207,442<sup>79</sup> Dollars, während die *Auszahlungen* einen Betrag von 7,069,714<sup>55</sup> Dollars ergaben. Die Zahl der zum Postanweisungsdienst ermächtigten Postanstalten belief sich am 30. Juni 1880 auf 775, mithin auf 3 mehr als im Vorjahre.

Ein neues Uebereinkommen, betreffend den *Austausch von Postanweisungen zwischen Canada und den Vereinigten Staaten Nordamerikas*, ist am 1. Juli 1880 in Kraft getreten. Die gegen früher ermässigten Gebühren betragen nur noch 10 Cents für je 10 Dollars, wodurch in den ersten 4 Monaten der Wirksamkeit des Uebereinkommens, gegenüber den entsprechenden Monaten des Vorjahres, die Zahl der Anweisungen sich um 66 % vermehrt hat.

Der Postanweisungsverkehr zwischen Canada und den Vereinigten Staaten hat das nachstehende Ergebniss geliefert:

contents could be recovered and restored. If, however, it is kept in mind how often persons enclose considerable remittances payable to bearer, in the shape of bank-bills, in ordinary registered letters, it is surprising that the cases of loss are not more frequent.

The number of letters, circulars, post-cards, &c. sent to the *Dead Letter Office* was 511,470, 435,806 being received from post-offices in Canada, and 75,664 from abroad. To these must be added 80,915 letters, &c. sent to the Dead Letter Office for want of proper address, non-payment of postage, &c. 9132 registered letters were included in the dead letters received, and 3782 of the ordinary dead letters were found to contain value when returned to the writers.

The total amount of *money-orders* issued during 1879/80 was 7,207,442. 79 dollars, and that of *orders paid* during the same year 7,069,714. 55 dollars. On the 30<sup>th</sup> June 1880 there were 775 *offices authorized to transact money-order business*, 3 more than at the close of the preceding year.

An amended Convention concerning *the exchange of money-orders between Canada and the United States* came into force on the 1<sup>st</sup> of July 1880. The money-order commission was reduced thereby to 10 cents per 10 dollars, and this reduction was followed in the 4 subsequent months by an increase in the money-order business of 66 per cent. over the same period in the preceding year.

The exchange of money-orders between Canada and the United States during the year was as follows:—

	Dollars
Montant des mandats émis au Canada . . .	421,071. 73
Montant des mandats payés au Canada . . .	494,637. 73
Montant total	915,709. 46

Tandis que l'exercice précédent n'avait donné que . . . . 643,456. 83

La vente des timbres-poste, enveloppes timbrées, cartes postales, bandes timbrées, etc., a produit pendant l'exercice 1879/1880, une somme de dollars 1,603,814. 69.

En juin 1880 il y avait 297 bureaux chargés du service de la Caisse d'épargne; 4 ont été ajoutés depuis lors.

Le mouvement de la Caisse d'épargne a été le suivant:

	Dollars.
Betrag der aus Canada ab- gesandten Anweisungen	421,071 <sup>73</sup>
Betrag der in Canada aus- gezahlten Anweisungen . . .	494,637 <sup>73</sup>
Im Ganzen	915,709 <sup>46</sup>
Im Vorjahre dagegen nur	643,456 <sup>83</sup>

Der Verkauf von *Freimarken, Briefumschlägen, Postkarten, Streifbändern* etc. ergab im Berichtsjahre die Summe von 1,603,814<sup>69</sup> Dollars.

Im Juni 1880 waren 297 zum *Sparkassendienst* ermächtigte Postanstalten (welchen seitdem noch 4 hinzugetreten sind) vorhanden.

Den *Verkehr bei den Sparkassen* veranschaulichen die nachstehenden Zahlen:

	Dollars
Amount of orders issued in Canada . . . . .	421,071. 73
Amount of orders paid in Canada . . . . .	494,637. 73
Total	915,709. 46

The corresponding total for last year was . 643,456. 83

The proceeds from the sale of *postage-stamps, post-bands, post-cards, and stamped envelopes* amounted during 1879/80 to 1,603,814. 69 dollars.

The number of *post-offices transacting Savings Bank business* was 297 in June 1880, and 4 have since been added.

The *Savings Banks business* transacted was as follows:

	1879.	1880.	Augmentation.
Nombre des dépôts . . . . .	43,349	56,031	12,682 soit 30 %
Montant des dépôts . . . . . Dollars	1,973,243	2,720,216	746,973 » 38 %
Nombre des remboursements . . . . .	22,326	26,043	3,717 » 17 %
Montant des remboursements . . . Dollars	1,475,048	1,820,213	345,165 » 32 %
Nombre des comptes ouverts . . . . .	27,445	31,365	3,920 » 14 %
Solde au crédit des déposants . . . Dollars	3,105,191	3,945,669	840,478 » 27 %

La Caisse d'épargne n'a subi, durant le dernier exercice, aucune perte par suite de fraudes ou d'autres causes, et les tentatives de fraude y sont heureusement très rares.

Enfin, l'exercice 1879/1880 a présenté les *résultats financiers* suivants

	Dollars.
Recettes . . . . .	1,681,565. 97
Dépenses . . . . .	2,286,611. 14
Sur ces recettes de doll.	1,681,565. 97,
il y a un montant de dollars	33,547. 99
qui, en réalité, appartient à l'exercice suivant, de sorte que le chiffre réel des recettes au 30 juin 1880 n'est plus que de dollars	1,648,017. 98.

L'exercice précédent avait produit dollars 1,534,363. 68 de recettes; l'augmentation est par conséquent de dollars 113,654. 30, c'est-à-dire environ de 7 %, et il est probable que cette

Verluste in Folge von Betrügereien oder aus anderen Ursachen sind beim Sparkassengeschäft nicht vorgekommen, und Versuche, derartige Betrügereien zu begehen, sind nur in sehr wenigen Fällen gemacht worden.

Die *Gesamteinnahme* für das Rechnungsjahr 1879/80 betrug 1,681,565<sup>97</sup> Dollars, die *Gesamtausgabe* dagegen 2,286,611<sup>14</sup> Dollars.

In der Einnahmesumme von Doll. 1,681,565<sup>97</sup> ist jedoch ein Betrag von 33,547<sup>99</sup> Doll. enthalten, welcher dem neuen Etatsjahre angehört, sodass die Einnahmen sich in Wirklichkeit auf nur 1,648,017<sup>98</sup> Doll. stellen.

Im Vorjahre betrug die Einnahme 1,534,363<sup>68</sup> Doll.; dieselbe hat sich

The Post Office Savings Bank sustained no losses by fraud or otherwise during the year ended June 30<sup>th</sup> 1880, and attempts to commit fraud in connection with deposits in the Post Office Savings Bank are fortunately extremely rare.

Lastly, the *financial results* of the year 1879/80 were as follows:—

	Dollars
Revenue . . . . .	1,681,565. 97
Expenditure . . . . .	2,286,611. 14
Of this revenue of 1,681,565. 97 dollars, however, 33,547. 99 dollars properly belong to the following year, so that the true revenue of the year ended 30 <sup>th</sup> June 1880, was 1,648,017. 98 dollars.	

The postal revenue of the preceding year was 1,534,363. 68 dollars; the increase in 1879/80 was therefore



augmentation se maintiendra durant l'exercice courant.

Les dépenses, qui se chiffrent, comme nous l'avons dit plus haut, par dollars 2,286,611. 14, présentent un excédant de dollars 119,344. 79, c'est-à-dire de 5 1/2 % sur celles de l'exercice 1878/1879. Cette augmentation des dépenses provient surtout d'allocations plus élevées accordées aux maîtres de poste (préposés des bureaux de poste) et aux débitants de timbres-poste, ainsi que d'améliorations de traitement allouées aux commis et aux facteurs des bureaux sédentaires et aux commis des bureaux ambulants. Elle est inévitable si l'on considère que le nombre des bureaux va toujours s'augmentant et que les services tendent constamment à s'améliorer.

---

### Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

(Suite).

Au *Canada*, les dépêches ainsi que les agents qui les accompagnent, sont transportées gratuitement sur toutes les lignes de chemins de fer.

En *Danemark*, les concessions accordées par le Gouvernement aux entrepreneurs de chemins de fer, contiennent en règle générale une clause d'après laquelle le concessionnaire est tenu, durant la construction du chemin de fer et, plus tard, pendant son exploitation, de satisfaire aux demandes du Ministre compétent, quant à la fourniture des locaux pour le service des postes et des wagons pour le transport des dépêches et des articles de messageries. D'après cette clause, le concessionnaire peut être tenu de fournir gratuitement, à toutes les stations où cela est jugé nécessaire, les locaux et le matériel dont la poste a besoin pour l'expédition des dépêches et de supporter les frais d'éclairage, de chauffage et de net-

mithin um 113,654<sup>30</sup> Dollars oder 7 % vermehrt, doch ist es nicht wahrscheinlich, dass diese Steigerung im laufenden Jahre anhalten wird.

Die Ausgaben, welche, wie wir oben gesagt haben, sich auf 2,286,611<sup>14</sup> Doll. belaufen, weisen gegenüber dem Vorjahre eine Steigerung um 119,344<sup>79</sup> Doll. oder 5 1/2 % auf. Diese Steigerung ist vorzugsweise auf die den Postmeistern und Markenverkäufern bewilligte Einkommensverbesserung und auf Gehaltserhöhungen zurückzuführen, welche den Kommiss und Briefträgern bei den Ortspostanstalten und den Kommiss bei den Bahnposten gewährt worden sind. Die stete Vermehrung der Postanstalten und die Verbesserung der Postverbindungen machen derartige Mehrausgaben unvermeidlich.

---

### Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.

(Fortsetzung).

In *Canada* werden die Briefpostsendungen und die zur Begleitung derselben erforderlichen Postbeamten auf sämtlichen Eisenbahnlinien unentgeltlich befördert.

In *Dänemark* enthalten die von der Regierung den Eisenbahnunternehmern erteilten Konzessionen allgemein eine Bestimmung, nach welcher die Unternehmer verpflichtet sind, sowohl während des Baues, wie auch später während des Betriebes der Eisenbahnen allen Forderungen des zuständigen Ministers nachzukommen, welche sich auf die Ueberweisung von Diensträumen für Postzwecke und auf die Hergabe von Wagen für die Beförderung von Brief- und Packetsendungen beziehen. Dieser Bestimmung gemäss können die Unternehmer angehalten werden, auf denjenigen Stationen, wo die Postverwaltung solches für zweckmässig erachtet, die zur Beförderung der Briefsendungen erforderlichen

113,654. 30 dollars, or about 7 per cent. and it is anticipated that this rate of augmentation will be maintained in the current year.

The total expenditure which, as stated above, amounted to 2,286,611.14 dollars, showed an increase upon the expenditure of the previous year of 119,344.79 dollars, or about 5 1/2 per cent. This increase arose mainly upon the charges for compensation and allowances to postmasters and stamp-vendors, and upon the salaries to clerks and letter-carriers in the city post-offices, and to railway-mail clerks. With a continuous increase in the number of post-offices, and the improvement of the postal services, there must necessarily be a relative increase in the expenditure.

---

### The relations between the Post and the Railways.

(Continuation).

In *Canada*, the mails and the postal officers accompanying the same are forwarded free of charge on all the railway-lines.

In *Denmark* it is the general rule that the deeds of concession granted by the Government to Railway Companies, contain a provision by virtue of which the Companies are bound, during the construction of the lines, and later on, during the working of the same, to comply with the demands of the competent Minister as regards the providing of localities for the postal service, and of vans for the conveyance of the letter and parcel mails. Under this provision the Companies may be called upon to provide gratuitously at all stations where it is deemed necessary, the premises and the rolling stock required by the Post for the transmission of the mails, and to defray the expenses of lighting, heating, and cleaning, as well

toyage ainsi que les frais de réparation de ces locaux. Sur décision ministérielle, il peut lui être accordé une indemnité lorsqu'il s'agit, plus tard, de changer ou d'agrandir ces locaux. En outre, il est alloué au concessionnaire, pour le transport des dépêches et des agents des postes, une indemnité d'après un tarif fixé par le Ministre compétent.

Lorsque l'Administration des postes désire des locaux plus spacieux que ceux que les Compagnies sont tenues de fournir, elle conclut d'ordinaire avec ces dernières des arrangements qui contiennent en général les dispositions suivantes:

1° La Compagnie fournit les locaux nécessaires pour le service des postes et supporte les frais d'entretien extérieur de ces locaux, à moins qu'elle ne mette à la disposition de l'Administration des postes un local spécial en dehors des bâtiments d'exploitation de la Compagnie.

2° La Compagnie supporte aussi les frais d'entretien intérieur des locaux fournis dans les bâtiments d'exploitation, lorsque ces locaux sont affectés exclusivement au service des dépêches transportées par les chemins de fer.

3° Les frais d'entretien des locaux sont supportés par moitié entre la Compagnie et l'Administration des postes, lorsque les locaux sont affectés aussi au service de dépêches autres que celles transportées par les chemins de fer.

4° Les frais d'éclairage, de chauffage et de nettoyage des locaux ne sont point, en général, à la charge de la Compagnie.

Le transport et la rétribution à payer aux chemins de fer font également l'objet d'arrangements spéciaux entre l'Administration des postes et les Compagnies. Voici quelles en sont les principales dispositions:

Dienstlokalitäten und Transportmittel unentgeltlich zu stellen und nicht nur die Kosten für Beleuchtung, Heizung und Reinigung, sondern auch diejenigen für die Unterhaltung dieser Lokale zu tragen. Den Unternehmern kann jedoch durch ministeriellen Beschluss eine Entschädigung zugestanden werden, wenn es sich später um bauliche Veränderungen oder Erweiterungen der Lokale handelt. Ferner erhalten die Unternehmer für Beförderung der Briefpakete und der Postbeamten eine Vergütung, welche nach einem, vom zuständigen Ministerium festgesetzten Tarife bemessen wird.

Beansprucht die Postverwaltung geräumigere Lokalitäten, als die Gesellschaften zu stellen verpflichtet sind, so schliesst sie für gewöhnlich mit den Letzteren Uebereinkommen ab, welche im Allgemeinen folgende Bestimmungen enthalten:

1. Die Gesellschaft giebt die für Postzwecke erforderlichen Räume her und trägt die Kosten der äusseren Instandhaltung derselben, wofern sie nicht der Postverwaltung ein neben ihren Empfangsgebäuden gelegenes besonderes Lokal zur Verfügung stellt.

2. Die Gesellschaft trägt ferner die Kosten für die innere Instandhaltung der in Empfangsgebäuden eingerichteten Postdienstlokale, wenn letztere ausschliesslich zur Behandlung der mit der Eisenbahn zur Absendung gelangenden Briefpostgegenstände benutzt werden.

3. Die Kosten für Instandhaltung der Dienstlokale werden von der Gesellschaft und der Postverwaltung zu gleichen Theilen getragen, wenn die Lokale auch zur Bearbeitung solcher Briefpostgegenstände benutzt werden, welche nicht zur Beförderung mit der Eisenbahn bestimmt sind.

4. Die Kosten für Beleuchtung, Heizung und Reinigung der Diensträume fallen in der Regel nicht der Gesellschaft zur Last.

Der Transport und die den Eisenbahnen zu leistende Entschädigung bilden ebenfalls den Gegenstand besonderer Uebereinkommen zwischen der Postverwaltung und den Gesell-

as those incurred for the repair of these localities. An indemnity may, under a ministerial order to this effect, be granted to them if, at a later period, these premises should have to be altered or enlarged. A compensation is, moreover, allowed to the Companies for the conveyance of the mails and the postal officers, the amount of which is determined according to a scale fixed by the competent Minister.

When the Administration wishes to have localities more spacious than those which the Companies are bound to provide, arrangements containing, as a rule, the following provisions are generally concluded with the latter:—

1° The Company provides the localities required by the postal service, and defrays the expenses of keeping the exterior of these localities in good order, unless it should place a special locality independent of those used by the Company at the disposal of the Postal Administration.

2° The Company also defrays the cost of keeping in good order the interior of the localities provided within its own buildings, when these localities are used exclusively for the service of the mails conveyed by railway.

3° The expenses of keeping the localities in good order are equally divided between the Company and the Postal Administration, when these localities are also used for the service of mails other than those conveyed by railway.

4° The expenses of lighting, heating, and cleaning the localities, are not, as a rule, to be defrayed by the Company.

The conveyance, and the compensation to be paid to the Companies form also the object of special arrangements between the same and the

1° Sur la demande de l'Administration des postes, la Compagnie est tenue de réserver à chacun des trains ordinaires, des voitures entières longues de 24 pieds anglais (7<sup>m</sup>,30) ou des compartiments spéciaux, d'une construction commode, pour la confection et le transport des dépêches.

2. Si l'Administration des postes désire utiliser quelques uns des trains pour expédier des dépêches non accompagnées d'agents des postes, le transport de ces dépêches aura lieu gratuitement.

3° Outre les dépêches, la Compagnie est tenue de transporter les agents des postes occupés, pendant le trajet, du service des dépêches ainsi que certains fonctionnaires supérieurs des postes voyageant d'office.

4° L'Administration des postes paye aux Compagnies pour le transport des dépêches une indemnité calculée par voiture ou compartiment de voiture et par lieue. Cette indemnité est actuellement fixée comme suit :

Pour une voiture longue au moins de 24 pieds anglais, le prix par lieue parcourue varie entre 1 couronne (1 fr. 38 cts.) et 1 couronne 33 öre (1 fr. 84 cts.).

Pour un compartiment de voiture, le prix par pied anglais et par lieue varie entre 4 et 6 öre (5 à 6 cts.) avec un maximum de 1 couronne 33 öre par lieue.

Si la capacité du wagon-poste est insuffisante, l'excédant est transporté dans un autre wagon au prix ordinaire du tarif de grande vitesse de la Compagnie.

Si l'Administration des postes requiert le transport de dépêches au moyen de convois extraordinaires, la Compagnie est tenue de satisfaire à cette demande et le prix est réglé ultérieurement de gré à gré.

Quant aux chemins de fer exploités pour le compte du Gouvernement,

schaften. Die wichtigsten Bestimmungen dieser Uebereinkommen sind folgende :

1. Auf Verlangen der Postverwaltung hat die Gesellschaft derselben in jedem gewöhnlichen Zuge einen Wagen von 24 engl. Fuss (7,3 Meter) Länge oder eine Wagenabtheilung zu reserviren, welche zur Bearbeitung und Beförderung der Briefpostsendungen entsprechend eingerichtet sein müssen.

2. Wünscht die Verwaltung während einiger Jahre Züge zur Beförderung von Briefpacketen ohne Begleitung von Postbeamten zu benutzen, so hat die Gesellschaft eine Vergütung hierfür nicht zu beanspruchen.

3. Ausser den Briefpostsendungen hat die Gesellschaft auch die zur Bearbeitung derselben unterwegs erforderlichen Beamten unentgeltlich zu befördern, sowie bestimmten höhern Beamten bei Dienstreisen freie Fahrt zu gewähren.

4. Die Postverwaltung zahlt den Gesellschaften für die Beförderung der Postsendungen eine Vergütung, welche für den Wagen bz. die Wagenabtheilung und die Meile festgesetzt wird. Diese Vergütung beträgt gegenwärtig :

bei einem Wagen von wenigstens 24 engl. Fuss Länge: 1 Krone (1 Fr. 38 Cts.) bis 1 Krone 33 Öre (1 Fr. 84 Cts.) für die durchlaufene Meile;

bei einer Wagenabtheilung: 4 bis 6 Öre (5 bis 6 Cts.) für den engl. Fuss und für die Meile, höchstens 1 Krone 33 Öre für die Meile.

Sendungen, welche wegen Raummangel in den Postwagen nicht verladen werden können, werden von der Gesellschaft gegen die gewöhnliche Eilfrachtgebühr in einem anderen Wagen befördert.

Verlangt die Postverwaltung die Gestellung von Extrazügen zur Beförderung von Postsendungen, so hat die Gesellschaft diesem Verlangen zu entsprechen; die desfallsige Vergütung bleibt späterer Verständigung vorbehalten.

Was die für Rechnung des Staates betriebenen Eisenbahnen betrifft, so sind die Verhältnisse derselben zur

Postal Administration. The principal provisions of these arrangements are the following:—

1° The Company is bound, at the request of the Postal Administration, to reserve in each ordinary train either a whole carriage, 24 English feet long (7,30 mètres), or a special compartment of a construction suitable for making up and conveying the mails.

2° If the Administration wishes to use some of the trains for the conveyance of mails which are not accompanied by postal officials, these mails are to be conveyed gratuitously.

3° In addition to the mails, the Company is bound to convey the postal officers handling the same during the journey, as well as certain superior officials when travelling on official business.

4° The Postal Administration pays to the Company, for the conveyance of the mails, a compensation calculated per carriage or compartment per mile. This compensation is at present fixed as follows:—

For a carriage at least 24 English feet long, the rate varies from 1 crown (1 franc 38 c<sup>ts</sup>) to 1 crown 33 oere (1 franc 84 c<sup>ts</sup>), per mile traversed.

For a carriage-compartment the rate ranges from 4 to 6 oere (from 5 to 6 centimes) per English foot per mile, with a maximum of 1 crown 33 oere per mile.

In case the space in the travelling post-office van is not sufficient to hold the whole mail, the remaining articles are conveyed in another carriage at the rates charged by the Company for express-goods.

If the Postal Administration requests that the mails be conveyed by special train, the Company is bound to comply with this demand, and the amount of the compensation is fixed afterwards by common consent.

With regard to the railways worked for the account of the Government,

leurs rapports avec l'Administration des postes sont réglés à peu près de la même manière que ci-dessus.

En *Égypte*, les chemins de fer sont tenus de fournir et d'entretenir gratuitement le matériel roulant nécessaire au service postal et de pourvoir, à leurs frais, aux moyens de traction.

Sur les lignes principales et par chaque train de voyageurs, le service postal est fait dans des wagons-poste expressément construits à cet effet. Sur les lignes latérales ou de moindre importance, le wagon-poste est remplacé par un compartiment de deuxième classe.

Le poids maximum du chargement de chaque wagon-poste est limité à 2500 kilogrammes. Au delà de ce poids et si besoin en est, il sera fourni à l'Administration des postes des voitures supplémentaires moyennant le tarif ordinaire.

L'Administration des postes, de son côté, opère gratuitement le transport et la remise du numéraire que les différentes agences des Compagnies expédient au siège central. Elle accorde, en outre, aux Compagnies la faculté de transporter par leurs propres moyens, leurs correspondances de service.

Le nombre, la composition, la vitesse et le prix des trains extraordinaires que l'Administration aurait à demander aux Compagnies, forment l'objet d'arrangements spéciaux.

D'ailleurs toutes les lignes de chemins de fer en *Égypte* sont exploitées par l'État, sauf un petit embranchement reliant la ville d'Alexandrie au faubourg de Ramlé qui appartient à une société privée avec laquelle l'Administration des postes a passé une convention stipulant paiement des services rendus.

(A suivre).

Post ziemlich in gleicher Weise geregelt, wie dies bezüglich der Privatbahnen vorstehend angegeben ist.

In *Égypten* sind die Eisenbahnen zur unentgeltlichen Gestellung und Unterhaltung der für Postzwecke erforderlichen Wagen, sowie zur kostenfreien Hergabe der Zugkraft verpflichtet.

Auf den Hauptlinien wird der Postdienst bei allen Personenzügen in eigens zu dem Zwecke gebauten Wagen verrichtet. Auf Zweiglinien oder solchen von geringer Bedeutung tritt an die Stelle des Postwagens ein Coupé 2. Klasse.

Die Belastung der Bahnpostwagen darf das Gewicht von 2500 Kgr. nicht übersteigen. Bei vorhandenem Mehrgewicht werden der Postverwaltung in Bedarfsfällen Beiwagen gegen die gewöhnlichen Tarifsätze zur Benutzung überwiesen.

Die Postverwaltung ihrerseits vermittelt die unentgeltliche Beförderung und Zustellung von Geldsendungen, welche die verschiedenen Agenturen der Eisenbahngesellschaften der Centralstelle übersenden. Ferner gestattet sie den Gesellschaften, ihre dienstliche Korrespondenz mit den eigenen Transportmitteln zu befördern.

Die Zahl und Zusammenstellung, ferner die Fahrgeschwindigkeit und die Vergütung für Extrazüge, welche auf Verlangen der Postverwaltung von der Eisenbahngesellschaft gestellt werden, bilden den Gegenstand besonderer Uebereinkommen.

Mit Ausnahme einer kleinen Zweiglinie zwischen der Stadt Alexandrien und der Vorstadt Ramlé, welche Eigenthum einer Privatgesellschaft ist, mit der die Postverwaltung die Vergütungen für die einzelnen Leistungen vertragsmässig vereinbart hat, werden sämtliche Eisenbahnen in *Égypten* vom Staate betrieben.

(Fortsetzung folgt).

the relations between the Posts and these lines are governed by provisions nearly the same as those above.

In *Egypt* the railways are bound gratuitously to provide and keep in repair the rolling stock necessary for the postal service, as also to provide, at their own expense, the means of traction.

On the principal lines, and with every train, the postal service is carried out in travelling post-office vans especially constructed for this purpose. On branch-lines, or lines of little importance a second class compartment is substituted for the railway post-office van.

The maximum weight of the mails to be forwarded in one van is fixed at 2500 kilogrammes. If the mail exceed this weight, additional carriages are, if necessary, to be furnished to the Postal Administration on payment of the ordinary rates.

The Postal Administration, on the other hand, undertakes the gratuitous conveyance and delivery of the money despatched by the different agencies of the Companies to the Central Office. It, moreover, grants to the Companies the right of transmitting their official correspondence by means of their own agents or vehicles.

The number, the composition, the speed, and the price of the special trains the Administration may have to require of the Companies form the object of special arrangements.

We may mention, in addition, that in *Egypt* all the lines are worked by the State, with the exception of a small branch-line connecting the town of Alexandria with the suburb of Ramlé. This line belongs to a private Company with which a convention has been concluded by the Postal Administration according to which the services rendered are to be paid for.

(To be continued).

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois . . . . . » 2. 30

Trois mois . . . . . » 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 8.

Berne, 1<sup>er</sup> Août 1881.

**Sommaire.** — I. LES NOMS DE LA POSTE ET LEUR ORIGINE. — II. LE SERVICE POSTAL AU MEXIQUE EN 1879/80. — III. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER (Suite). — IV. COMMUNICATIONS.

## Les noms de la Poste et leur origine.

Par M. Desenne à Paris.

Lorsqu'une institution nouvelle voit le jour, on lui donne un nom, ou simple ou composé, au moyen duquel on cherche à expliquer son but le plus clairement possible. Mais les procédés d'exécution changent, les institutions se transforment et, après s'être écartées de la signification primitive de leur nom, finissent quelquefois par n'avoir plus rien de commun avec l'idée principale que ce nom devait rappeler. Si le nom survit ainsi à la cause de son origine, c'est parce que les métamorphoses de l'objet qu'il désigne sont successives, souvent même insensibles, tandis qu'il n'en est pas de même dans le langage usuel. Pour obtenir une prompte réponse, par exemple, n'est-il pas d'usage de demander qu'elle soit envoyée « par le retour du courrier »? Cependant si cette indication était suivie à la lettre, il en résulterait un retard, dans la plupart des cas, parce que le plus prochain courrier en retour est rarement celui par l'intermédiaire duquel la demande est transmise.

Le mot « poste », lui-même, pris dans le sens du traité de l'Union postale universelle, nous offre

## Die verschiedenen Namen für die Post und ihre Entstehung.

Von Herrn Desenne in Paris.

Wenn eine neue Einrichtung in's Leben tritt, giebt man ihr einen einfachen oder umschreibenden Namen, welcher ihren Zweck so klar wie möglich bezeichnen soll. Aber im Laufe der Entwicklung ändern sich die Einrichtungen und haben oft, indem sie sich immer mehr von der ursprünglichen Bedeutung des Namens entfernen, nichts mehr mit dem ersten Zwecke gemein, was an jenen Namen erinnern könnte. Wenn gleichwohl der Name den Gegenstand seines Ursprungs überlebt, so rührt dies daher, dass die Aenderungen in der Sache sich allmählich, oft ganz unmerklich vollziehen, während der Sprachgebrauch sich gleich bleibt. Will man z. B. eine schleunige Antwort haben, so ist es üblich, dass man dieselbe « mit umgehender Post » verlangt. Wollte man aber diesem Verlangen buchstäblich nachkommen, so würde hieraus in den meisten Fällen eine Verzögerung entstehen, indem die umgehende Post selten diejenige ist, mit welcher die Beförderung der Antwort erfolgt.

Das Wort « Post » bietet uns, im Sinne des Weltpostvertrages genommen, das Beispiel einer Bezeichnung,

## The names given to the Post, and their origin.

By Mr. Desenne in Paris.

When a new institution is established, a name, either simple or compound, is given to it, with a view to explaining its object as clearly as possible. But changes take place in the way of carrying out the object, the institutions undergo transformation, and, after having deviated from the original signification of their name, eventually have no longer anything in common with the principal idea this name was meant to suggest. If the name in this manner outlives the cause of its origin, it is because the transformations of the institution it designates are successive, often even insensible, whereas this is not the case in usual language. Thus, for instance, in order to obtain a prompt reply, it is usual to request that this reply be sent « by return of post ». If, however, this request were literally complied with, a certain delay would in most cases ensue, because the next return-mail is rarely the one by which the request was transmitted.

The word « Post » itself, taken in the acceptation given to it in the Universal Postal Union Convention, affords an instance of a signification

l'exemple d'une signification qui n'a plus rien de commun avec l'origine de ce mot; car dans ceux des pays où la course infatigable des locomotives a fait supprimer les relais de chevaux sur les routes de terre, on chercherait vainement, dans tous les détails du service postal, à quoi peut correspondre le nom de la Poste.

Il arrive aussi que certains noms ne répondent pas à l'idée que nous nous faisons des choses parce que nous ne nous mettons pas au point de vue de ceux qui les ont donnés. Le nom sous lequel est désigné le service postal le plus ancien dont l'histoire fasse mention, nous en fournit un exemple.

La poste du Roi de Perse, selon les descriptions qu'en ont données Hérodote et Xénophon, était une succession de relais d'hommes et de chevaux chargés de la transmission des ordres et des informations expédiés pour le service de ce monarque. Des hôtelleries furent élevées sur l'emplacement de ces stations pour loger convenablement les grands personnages qui étaient autorisés à se servir, dans leurs voyages, de ce moyen de transport rapide. On donna à cette institution le nom de *Angara* qui, dans la langue pehlvi ou parsi, signifiait corvée.

La corvée est l'obligation imposée aux habitants d'un pays de prêter leur concours personnel et celui de leurs gens, de leurs bêtes et de leurs instruments de travail ou de transport à l'exécution d'un service qui n'est pas rémunéré. Cette sorte de contribution n'est juste que lorsqu'elle a pour but l'intérêt général et qu'elle est répartie proportionnellement aux avantages que doivent en retirer ceux qui la subissent. Mais la poste perse n'avait rien de commun avec l'intérêt des habitants des provinces que traversaient ses lignes de parcours et aux frais desquels les relais étaient

die mit dem Ursprunge des Wortes nichts mehr gemein hat; denn in denjenigen Ländern, in welchen der rastlose Lauf der Lokomotive zur Aufhebung der Postrelais auf den Landstrassen geführt hat, würde man vergeblich in den jetzigen Einrichtungen des Postdienstes suchen, was dem Namen der ersten Post entspricht.

Auch kommt es vor, dass gewisse Worte nicht die Idee wiedergeben, welche wir uns von Sachen machen, weil wir uns nicht auf den Standpunkt desjenigen stellen, von dem diese Worte ausgehen. Ein Beispiel hierfür bietet der Name, mit welchem die ältesten Posteinrichtungen, welche die Geschichte erwähnt, bezeichnet werden.

Die Post des Königs der Perser bestand nach den Schilderungen des Herodot und Xenophon aus in gewissen Entfernungen von einander eingerichteten Stationen mit berittenen Boten, welchen die Uebermittlung von Befehlen und Nachrichten im Dienste dieses Monarchen oblag. Hôteleinrichtungen waren an diesen Stationsplätzen zu dem Zwecke vorhanden, um hohe Persönlichkeiten, welche sich der vorhandenen Transportmittel auf ihren Reisen bedienen durften, aufzunehmen. Diese Einrichtung führte die Bezeichnung *angara*, ein Wort, das im Pehlewi oder Pârsi « Frohndienst » bedeutete.

Unter « Frohndienst » versteht man die den Bewohnern des Landes auferlegte Verpflichtung, selbst und mit ihren Angehörigen bz. Thieren, sowie mit Arbeits- und Transportgeräth Dienstleistungen zu verrichten, für welche eine Vergütung nicht gewährt wird. Diese Art von Steuer ist nur dann gerechtfertigt, wenn sie im allgemeinen Interesse liegt und ihre Vertheilung im Verhältniss zu den Vortheilen stattfindet, welche diejenigen daraus ziehen sollen, denen sie aufgebürdet wird. Die persischen Posteinrichtungen lagen jedoch durchaus nicht im Interesse der Bewohner derjenigen Provinzen, durch welche ihre Strassen führten, und auf deren Kosten die Stationen unterhalten und mit Vorräthen versehen wurden. In

which has no longer anything in common with the origin of the word; for in those countries in which the locomotive engine with its unwearied course has superseded the relays of horses on the high roads, we might search in vain among all the branches of the postal service for anything corresponding to the name of the Post.

It also happens that certain words do not tally with the idea we form of the things for which they stand, because we do not look upon them from the same point of view as those by whom they were originated. The name under which the most ancient postal service recorded in history is designated affords us an instance of this.

The postal service of the King of Persia, according to the descriptions given of it by Herodotus and Xenophon, was a succession of relays of men and horses having the duty of transmitting orders and information on the service of the King. Hostelrys were erected at these stations to afford proper lodging to the great dignitaries authorized to avail themselves on their journey of this rapid means of conveyance. The name of *angara*, which had, in the Pehlvi or Parsee language, the signification of corvee, was given to this institution.

Corvee is the obligation imposed upon the inhabitants of a country to lend their personal assistance, and that of their people, their beasts, and their implements of labour or means of transport for carrying out a service which is not remunerated. This sort of requisition is only just when its object is to serve general interest, and when it is imposed in proportion to the advantages reaped by those on whom the requisition is imposed. But the Persian Post had nothing whatever to do with the interests of the inhabitants of the provinces through which its lines passed, and at whose expense the stations were kept up and supplied

retenus et approvisionnés. Cette institution n'était donc à leurs yeux qu'une corvée, c'est pourquoi le nom en est resté.

La poste, comme on la comprend dans l'antiquité, c'est-à-dire à usage exclusif du gouvernement, n'a jamais existé en Grèce au temps de son indépendance. La Grèce n'étant qu'une sorte de confédération de petits États, elle n'avait pas besoin de communes, elle n'avait pas besoin de courriers, elle n'avait pas besoin de courriers qui lui suffisaient, elle n'avait pas besoin de courriers pour ses rapports avec les autres États, comme le prouve l'exemple du courrier Phidippe qui, appelé d'Athènes à Sparte, pour demander le secours des Lacédémoniens contre Mardonius, fit le trajet en deux jours.

Les grecs employaient le mot *angaria* pour signifier corvée, mais ils désignaient leurs propres messagers sous le nom de *Anguelos* (du grec *Anguelo*, j'annonce) d'où nous venait le mot ange (messenger of God). Toutefois, la durée de la course de leurs courriers ne dépassait pas ordinairement une journée, et leur donnait aussi le nom de courrier d'un jour (*Hemerodromeus*).

De la langue grecque le mot *angaria* est passé dans la langue latine, et la double signification de corvée et de message, lorsque la prédominance de Rome en Italie et ses conquêtes hors de la péninsule italienne obligèrent à recourir aux mêmes moyens que le Roi de Perse pour établir ses communications avec ses satrapes, et ses proconsuls ou préfets.

Les romains désignaient sous le nom de *Angariae* tout ce que les habitants d'un pays étaient obligés de fournir en sus des impôts réguliers et conséquemment les guides, les chevaux et les voitures mis en disposition pour le transport de leurs passagers. La signification de ce mot fut très étendue puisque Saint-Matthieu emploie le verbe *angariare* pour marquer la contrainte que les

den Augen dieser Bewohner war die Post daher nur ein Frohdienst, weshalb ihr auch dieser Name beigelegt wurde.

Posten, wie man sie im Alterthum kannte, d. h. Einrichtungen, die nur von der Regierung benutzt wurden, gab es in Griechenland zur Zeit seiner Unabhängigkeit nicht. Dieselben waren kein Bedürfniss in einem Lande, das nur ein Bund von kleinen Staaten oder, richtiger gesagt, Gemeinden war. Jeder Staat hatte seine eigenen Boten, welche ihm sogar für seinen Verkehr mit den anderen Staaten genügten. Ein Beispiel hierfür liefert der Bote Philippides, welcher in 2 Tagen den Weg von Athen nach Sparta zurücklegte, um den Beistand der Lacedaemonier gegen Mardonius zu erbitten.

Die Griechen bezeichneten mit dem Worte *angaria* Frohdienste, während sie die eigenen Boten *anguelos* (von *anguelo*, ich zeige an) nannten, woraus im Französischen das Wort *ange* (Engel, Bote Gottes) entstanden ist. Da die Boten aber für gewöhnlich ihre Reisen in einem Tage zurücklegten, so gab man ihnen auch den Namen *Hemerodromen*, d. i. Tagläufer.

Als Rom durch sein Uebergewicht in Italien und durch seine Eroberungen ausserhalb Italiens gezwungen wurde, zur Sicherung seiner Verbindungen mit den Heerführern, Prokonsuln oder Präfecten dieselben Einrichtungen einzuführen, wie der König der Perser, ging das Wort *angaria* mit der doppelten Bedeutung von Frohdienst und Botschaft aus dem Griechischen in's Lateinische über.

Die Römer bezeichneten mit *angariae* die Verpflichtungen, welche den Bewohnern eines Landes ausser den regelmässigen Leistungen auferlegt wurden, mithin die zur Beförderung der Boten requirirten Führer, Pferde und Wagen. Doch hatte das Wort eine sehr ausgedehnte Bedeutung, denn der Evangelist Matthäus benutzt das Zeitwort *angariare*, um die Zwangsmittel zu bezeichnen, deren die Soldaten, welche Jesum Christum

with necessaries. This institution was therefore connected in their minds with corvee, and for this reason it kept the name.

The Post as it was in ancient times, that is to say, for the exclusive use of the Government, did not exist in Greece at the time of her independence. She was nothing but a Confederation of small States, or rather communes, and, therefore, had no need of such an institution. Each State had messengers who sufficed for its domestic wants, and also for its relations with the other States, as is proved by the story of the messenger Phidippus who, being sent from Athens to Sparta to demand the help of the Lacedaemonians against Mardonius, made the journey in two days.

The Greeks used the word *angaria* to express corvee, but they gave to their own messengers the name of *anguelos* (from the verb *anguelo*, I announce), from which is derived the word *angel* (messenger of God). As the trips of their messengers did not usually exceed a day's journey, they also received the name of one-day-runner, *hemerodromeus*.

The Greek word *angaria* was incorporated into the Latin tongue with the double signification of corvee and message, at the time when the predominance of Rome in Italy and her conquests beyond the Italian peninsula obliged her to have recourse to the same measures as the King of Persia in order to maintain communications with her generals, proconsuls, or prefects.

The Romans included under the name of *angariae* everything which the inhabitants of a country were obliged to furnish above and beyond the regular taxes, consequently the guides, horses, and vehicles requisitioned for the conveyance of messengers. The signification of this word was very extensive as is proved by the fact that St. Matthew uses the verb *angariare* to describe the force that the soldiers who were leading Our Saviour to Calvary made use of in order to compel Simon of Cyrene to



soldats qui conduisaient Jésus-Christ au calvaire, employèrent à l'égard de Simon le Cyrénéen pour lui faire porter la croix. Cependant, comme certaines réquisitions auxquelles s'appliquaient l'épithète d'*angariae* avaient pris le caractère de permanence et de régularité d'un impôt, on appela *parangariae*, mot composé par l'adjonction de la préposition grecque *para* (au de là, à côté), toute corvée extraordinaire ou service de transport sur les chemins de traverse; c'est-à-dire toute réquisition en sus ou collatérale des réquisitions ordinaires. De là s'en suivit qu'un cheval mis en réquisition pour le service de la poste fut appelé *paraveredus* à la différence du cheval de poste appelé *veredus*.

Ce fut entre le règne d'Auguste et celui de Dioclétien, en même temps que se consolidait « ce vaste système « de despotisme administratif qui « étendit sur le monde romain un « réseau de fonctionnaires hiérarchiquement distribués, bien liés, soit « entre eux, soit à la cour impériale « et uniquement appliqués à faire « passer dans la société la volonté « du pouvoir et dans le pouvoir les « tributs et les forces de la société » \*) que paraît avoir été organisée la poste romaine sous la dénomination de course publique (*cursus publicus*). Cependant les mots *angariae* et *parangariae* continuèrent à être employés dans le service postal; ce qui a jeté les commentateurs des codes romains dans une incertitude pareille à celle que pourront éprouver, dans une quinzaine de siècles, les jurisconsultes de l'avenir, en trouvant, dans les documents de notre époque, quelques-unes de ces locutions devenues impropres et que nous signalions au début de cet article.

Au V<sup>e</sup> siècle on perd toute trace de la poste romaine en Occident; mais jamais les habitants ne furent assujettis à plus de corvées et comme la langue latine était celle des pré-

\*) Guizot, Histoire de la civilisation.

nach Golgatha führten, sich bedienen, um Simon von Kyrene das Kreuz tragen zu lassen. Da aber einige Requisitionen, für welche man das Wort *angariae* gebrauchte, den Charakter von dauernden und regelmässigen Leistungen angenommen hatten, so nannte man *parangariae* (ein durch Hinzufügung des griechischen Fürwortes *para*, d. i. darüber hinaus, neben, zusammengesetztes Wort) jeden aussergewöhnlichen Frohn- oder Transportdienst, welcher neben den gewöhnlichen Requisitionen gefordert wurde. Daher kommt es, dass zum Unterschiede von den gewöhnlichen Postpferden (*veredi*) die für Postzwecke requirirten Extrapferde «*paraveredi*» genannt wurden.

Erst in der Zeit von Augustus bis Diocletian, als « jenes gewaltige despotische System der Verwaltung über die römische Welt ein Netz von Beamten aller Rangklassen, eng von einander und von dem kaiserlichen Hofe abhängig, lediglich zu dem Zwecke verbreitete, um die Befehle der Regierung auszuführen und derselben die Tribute und Hilfsquellen der Länder zuzuführen, » \*) scheint die römische Post unter dem Namen *cursus publicus* errichtet worden zu sein. Die Namen *angariae* und *parangariae* wurden aber nach wie vor im Postdienste angewendet. Dies hat die Ausleger alter römischen Schriften in ähnliche Verlegenheit gebracht, in welche vielleicht in 15 Jahrhunderten die künftigen Gelehrten gerathen werden, wenn sie in den Schriften aus unserer Zeit Ausdrücke finden, die, wie wir im Eingange der Abhandlung bereits andeuteten, nicht mehr zutreffend sind.

Im 5. Jahrhundert verlieren sich sämtliche Spuren der römischen Posteinrichtungen im Abendlande, aber die Kräfte des Volkes waren gleichwohl durch Frohndienste nicht minder in Anspruch genommen; auch lässt der Umstand, dass in den Schriften der Priester und Rechtsgelehrten, welche sich der lateinischen

\*) Guizot, Histoire de la civilisation.

bear the cross. However, as a certain kind of requisition to which the epithet of *angariae* was applied had attained to the permanent and regular character of a tax, the term *parangariae*,—a word formed by the addition of the Greek preposition *para* (beyond, in addition)—, was used for every supplementary corvée or transport-service on the branch-road that is to say, every requisition in addition to, or collateral with, the ordinary requisitions. From this it follows that a horse requisitioned for the postal service was called *paraveredus*, in contradistinction to the post-horse which was called *veredus*.

It was between the reigns of Augustus and of Diocletian, at the time of the consolidation of « a vast system of administrative despotism which spread over the whole Roman world a network of functionaries of various ranks, closely connected either among themselves or with the Imperial Court, and whose sole object was to convey to the ruler the tributes and the energy of society, » \*) that the Post under the denomination of *cursus publicus* seems to have been organized. The words *angariae* and *parangariae* continued, however, to be used in the postal service, which circumstance has puzzled the commentators of the Roman codes much in the same way as might be the case, some five centuries hence, with the lawyers of the future on finding in the documents of our epoch some of the longer suitable expressions to which we referred at the beginning of this article.

In the V. century we lose every trace of the Roman Post in the West but at no period were the inhabitants more subjected to corvée. and in the Latin tongue was that of the priests and legists, the only people of that time that had any education the words:—*angariae*, *parangariae*.

\*) Guizot, Histoire de la civilisation.

es et des légistes, les seuls hommes d'alors qui eussent quelque instruction, les mots : *angariae*, *parangariae*, *paraveredi* ou *parfredi* et autres expressions appartenant au vocabulaire de la poste romaine, trouvés dans leurs écrits, firent croire que cette institution avait survécu à la chute du pouvoir des Empereurs romains.

Grégoire de Tours, par exemple, raconte que Childebert fit partir avec des lettres d'évection (*cum evectione publica*) des gens chargés de s'emparer des biens du Duc Rauching qui était venu pour le voir. Le Roi retint le Duc, le retint à causer et, comme il sortait de la salle, le fit assassiner sur le seuil de la porte. Mais un serviteur du Duc s'échappa rapidement fit une telle diligence qu'il arriva à temps pour informer de ce meurtre la Duchesse, laquelle chercha un asile dans la basilique de Saint-Médard.

Si les gens du Roi avaient pu se procurer des chevaux de relais au moyen de leur lettre d'évection, même au temps de la course publique, le serviteur du Duc, qui n'en avait pas, ne les aurait jamais dérobés. Mais sous les Rois francs la *tractoria*, appelée aussi lettre d'évection, n'était plus qu'une de ces formules de réquisition dont Marculfe a conservé divers modèles.

Or, le serviteur du Duc qui ne gagnait sans doute pas l'argent pour voyager rapidement devait être mieux servi que des gens qui réquisitionnaient leurs moyens de transport sans les payer.

Il est assez difficile de déterminer l'époque à laquelle le mot poste (en son latinité *posta*) a commencé à être employé dans le sens que nous comprenons ici.

Le mot *posta* est une abréviation de *posita*, participe passé féminin du verbe latin *ponere* placer. Les relais des romains étant appelés

Sprache bedienten und allein im Besitze einiger Bildung waren, die Worte *angariae*, *parangariae*, *paraveredi* oder *parfredi* und andere, aus der Zeit der römischen Posteinrichtungen herrührende Ausdrücke angetroffen werden, darauf schliessen, dass die betreffenden Einrichtungen den Verfall der Macht der römischen Kaiser überlebt haben.

Gregor von Tours erzählt z. B., dass Childebert Leute, welche mit Requisitionsschreiben (*cum evectione publica*) versehen waren, entsendet habe, um die Güter des Herzogs Rauching, den er zu sich beschiedener hatte, in Beschlag zu nehmen. Der König empfing den Herzog, unterhielt sich mit ihm und liess ihn beim Verlassen des Saals auf der Thürschwelle ermorden. Einer der Diener, der sich gerettet hatte, machte sich auf, um das Geschehene der Herzogin zu melden; letztere gewann dadurch Zeit, sich nach der Kirche des heiligen Medardus zu flüchten.

Wenn, wie zur Zeit des *cursus publicus*, die Leute des Königs sich auf Grund ihres Schreibens Relaispferde hätten verschaffen können, so würde der Diener des Herzogs, der ein solches nicht besass, sie nicht überholt haben. Unter den fränkischen Königen war jedoch die *tractoria*, die auch Postreiseschein genannt wurde, nichts weiter als eines dieser Requisitionsschreiben, von denen uns durch Marculf einige Muster überkommen sind.

Da nun der Diener des Herzogs, um möglichst schnell vorwärts zu kommen, Geld jedenfalls nicht sparte, so musste er besser bedient werden, als Leute, welche die Transportmittel requirirten, ohne dafür etwas zu zahlen.

Es ist schwer, den Zeitpunkt zu bestimmen, von dem aus das Wort « Post » (in verdorbenem Latein: *posta*) in dem Sinne benutzt wird, den wir ihm heute beilegen.

Das Wort *posta* ist eine Abkürzung von *posita*, dem Femininum des Particips des lateinischen Wortes *ponere*, setzen. Da nun die römischen Relais *mansio* oder *mutatio* genannt wurden,

*paraveredi*, or *parfredi*, and other terms of the vocabulary of the Roman Post, found in their writings, induced people to believe that this institution had outlived the fall of the power of the Roman Emperors.

Gregory of Tours, for instance, relates that Childebert despatched men provided with letters of evection (*cum evectione publica*) for the purpose of ceasing upon the property of the Duke Rauching who had come to see him. The King received the Duke, engaged him in conversation, and when he left the hall, caused him to be assassinated on the threshold. A servant of the Duke thereupon rapidly escaped, and made such good haste as to arrive in time to give tidings of the murder to the Duchess who fled to the basilic of St. Medard.

If the King's men could have procured relay-horses by means of their letters of evection, as could have been done at the time of the *cursus publicus*, the Duke's servant who had none, could not have outstripped them. But under the Frankish Kings the *tractoria*, also called letter of evection, had become nothing but one of the formulas of requisition, several specimens of which have been preserved by Marculfus.

The Duke's servant, therefore, who certainly spared no money in order to travel quickly, must have been better served than the men who requisitioned their means of conveyance without paying for them.

It is somewhat difficult to fix the period at which the word Post (*posta* in low Latin) began to be used in the sense we now attach to it.

The word *posta* is an abbreviation of *posita*, feminine past participle of the Latin verb *ponere*, to put. The relays of the Romans having been called *mansio* or *mutatio*, which are two words of the feminine gender, there is reason to believe that in

*mansio* ou *mutatio* qui sont deux mots du genre féminin, il y a lieu de croire que dans le langage vulgaire, au lieu de dire: *mansio* ou *mutatio posita in N.*, pour désigner un relais de poste on disait: *posita* ou *posta N.* Il est vrai de dire que le mot *posta* ne se trouve ni dans les codes romains, ni dans les capitulaires des Rois francs, ni dans les lois lombardes et autres de la même époque et que les formules que nous a conservées Marculfe et dont une partie appartient aussi bien à la période de l'Administration romaine qu'à celle de l'Administration mérovingienne, n'en fournissent pas d'exemple. Mais ce mot est fréquemment employé au moyen-âge avec la signification de stalle d'écurie. On le trouve dans des chartes d'Alphonse X roi de Castille et du pape Honoré III, comme désignant un droit de circulation. Enfin il est pris bien expressément comme relais ou distance de relais dans une pièce justificative de l'histoire de la ville de Nîmes.\*) Peut-être parmi les habitants de l'antique Nemausus, qui possède encore une station télégraphique (*specula*) de l'époque de la domination romaine (la tour-magne), n'avait-on pas laissé tomber en oubli le mot *posta* avec sa signification en latin vulgaire.

Des découvertes récentes ont établi que la plus ancienne relation des voyages accomplis au XIII<sup>e</sup> siècle par le Vénitien Marco-Polo, en Chine et en Tartarie est celle écrite en vieux français du dialecte picard. Le mot *poeste* s'y trouve plusieurs fois employé pour désigner les relais de la poste impériale de Chine.

Julien Tabouët, jurisconsulte français des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, qui a fait le premier mention d'une tentative de Charlemagne dans le but de restaurer la course publique dans

\*) Ad causam dictæ litteræ mandatæ per dominum sancti valerii, consulibus Nemausi prædictis, plures postas currere fecerunt.

und beide Worte weiblich sind, so musste man sagen: *mansio* oder *mutatio posita in N.*, woraus dann abgekürzt *posita* oder *posta N.* entstand. Es ist allerdings richtig, dass das Wort *posta* sich weder in den römischen Gesetzbüchern, noch in den Kapitularien der fränkischen Könige oder den aus jener Zeit herrührenden lombardischen und anderen Gesetzen findet, und dass ebenso wenig die uns von Marculf überkommenen Freischeine, welche sowohl der römischen Verwaltung, wie der der Merowinger angehören, das Wort anführen. Dasselbe wird jedoch im Mittelalter häufig für «Pferdestall» angewendet. Auch findet es sich in den Büchern vom König Alphonse X. von Kastilien und vom Papst Honorius III. in der Bedeutung von «Freischein». Endlich wird es in einem beglaubigten Dokumente der Geschichte der Stadt Nîmes ganz ausdrücklich in dem Sinne von «Relais» gebraucht.\*) Vielleicht war bei den Bewohnern des alten Nemausus, das noch jetzt eine Art Telegraphenanstalt (*specula*) aus der Zeit der römischen Herrschaft besitzt (die *Tour-magne*), das Wort *posta* mit seiner Bedeutung in verdorbenem Latein nicht in Vergessenheit gerathen.

Neuere Nachforschungen haben festgestellt, dass die Beschreibung der Reisen, welche der Venetianer Marco Polo im 13. Jahrhundert nach China und der Tartarei unternommen hatte, in altem Französisch mit pikardischem Dialekt geschrieben ist. In diesem Buche wird das Wort *poeste* häufig gebraucht, um die Relais der kaiserlichen Post in China zu bezeichnen.

Julien Tabouët, ein französischer Rechtsgelehrter des 15. und 16. Jahrhunderts, welcher zuerst von dem Versuche Kaiser Karl des Grossen spricht, den *cursus publicus* in seinem Reiche wieder einzurichten, bezeichnet die Post mit den Worten: *posta, mansio, cursoria, veredaria cursio*,

\*) Ad causam dictæ litteræ mandatæ per dominum Sancti Valerii, consulibus Nemausi prædictis, plures postas currere fecerunt.

vulgar language, instead of saying *mansio* or *mutatio posita in N.*, order to designate a postal relay they said *posita* or *posta N.* It is true that the word *posta* appears neither in the Roman codes, nor in the capitularies of the Frankish King nor in the Lombardian laws, nor in any other laws of the same epoch and that it is not contained in the formulas preserved by Marculfe, part of which belong to the period of the Roman government as well as to that of the Merovingian government. But this word was frequently made use of in the middle-ages in the acceptance of stable-stall. It may be found in the charters of Alphonse X. King of Castille, and of Pope Honoré III., designating a right of circulation. Lastly, it is most certainly used to express relay, distance of relay in a justificatory document concerning the history of the city of Nîmes.\*) It may be found among the inhabitants of ancient Nemausus that still possesses an edifice (*la tour-magne*) of the period of the Roman domination, in which a telegraph-station (*specula*) was located, the word *posta* in its vulgar Latin acceptance had not become obsolete.

Recent discoveries have proved that the most ancient narrative of the travels performed in the XIII<sup>th</sup> century by the Venetian Marco-Polo in China and Tartary, is that written in old French and in the dialect of Picardy. The word *poeste* is several times used in this account in order to designate the relays of the Imperial Chinese Post.

Julien Tabouët, a French lawyer who lived in the XV. and XVI. centuries and was the first to relate an attempt made by Charlemagne to re-establish the *cursus publicus* in his empire designates the Post with the following terms:—*posta, mansio, cursoria, veredaria cursio, cursus publicus. sathm*

\*) Ad causam dictæ litteræ mandatæ per dominum Sancti Valerii, consulibus Nemausi prædictis, plures postas currere fecerunt.

son empire, désigne la poste en ces termes : *Posta, Mansio, Cursoria, Veredaria-cursio, Cursus-publicus, Sathmos* \*). Mais pour justifier le privilège royal, le même auteur s'appuie sur le droit de réquisition (*angariae et parangariae*) visé par l'Empereur Frédéric III d'après les codes romains.\*\*)

L'ordonnance du 19 Juin 1464 portant organisation du service créé par Louis XI, pour son usage personnel, il est vrai, quoique sur un tout autre plan que le *Cursus publicus*, ne fait aucune mention du mot poste; mais des lettres patentes de Charles VIII du 27 Janvier 1487 parlent des peines et des travaux du Roi son père pour mettre en postes les chevaucheurs de son écurie.

Michel de Montaigne qui, dans ses *Essais* (XVI<sup>e</sup> siècle), a consacré un chapitre aux Postes, en parle au pluriel féminin. C'est ainsi que ce mot a toujours été employé dans les documents officiels de l'Administration française, parce que la poste aux lettres et la poste aux chevaux formaient deux branches distinctes du même service public. Aujourd'hui qu'il n'y a plus de poste aux chevaux en France, c'est par habitude que le mot poste est encore employé au pluriel. Depuis longtemps, au surplus, le public avait adopté l'emploi du singulier pour la poste aux lettres. Ainsi la Marquise de Sévigné, l'une des plus spirituelles clientes de la poste, écrivait en 1671 :

« Je suis en fantaisie d'admirer l'honnêteté de ces messieurs les postillons qui sont incessamment sur les chemins pour porter et rapporter nos lettres; enfin il n'y a jour de la semaine où ils n'en por-

*cursus publicus, sathmos*.\*) Um jedoch die königlichen Privilegien zu rechtfertigen, stützt sich derselbe Autor auf das Requisitions-Recht (*angariae und parangariae*), das durch Kaiser Friedrich III. aus dem römischen Recht übernommen war.\*\*)

Die Verordnung vom 19. Juni 1464, betreffend die Organisation der Posten, welche Ludwig XI. zu seinem persönlichen Gebrauch, aber nach einem ganz andern Plane, als dies beim *cursus publicus* der Fall war, geschaffen hatte, führt das Wort « Post » nicht an; aber das Patent Karl VIII. vom 27. Januar 1487 spricht von der Mühe und Arbeit, welche der König, sein Vater, gehabt habe, um einen Postdienst (*postes*) durch königliche Kuriere einzurichten.

Michel de Montaigne, der in seinen *Essais* (16. Jahrhundert) den Posten ein Kapitel gewidmet hat, spricht von denselben im Feminium der Mehrzahl. Ganz ebenso wurde das Wort in den amtlichen Schreiben der französischen Verwaltung angewendet, weil Briefpost und Fahrpost zwei verschiedene Dienstzweige ein und derselben Staatsverkehrsanstalt bildeten. Heute, wo fahrende Posten in Frankreich nicht mehr bestehen, wird das Wort noch aus Gewohnheit in der Mehrzahl gebraucht. Für die Briefpost hatte sich das Publikum übrigens schon lange der Einzahl bedient. So schrieb die Marquise de Sévigné, eine der geistreichsten Anhängerinnen der Post, im Jahre 1671 :

« Ich bewundere die Ehrlichkeit der Herren Postillone, welche ununterbrochen unterwegs sind, um Briefe zu überbringen und zurückzubefördern; es giebt keinen Tag in der Woche, an dem sie nicht einen solchen für Sie oder für mich abtragen; sie besorgen dieselben stets und zu jeder

(in Greek).\*) But, with a view to justify the Royal privilege, the same author bases himself on the right of requisition (*angariae, and parangariae*) contemplated by the Emperor Frederic III. in accordance with the Roman codes.\*\*)

The ordinance of the 19<sup>th</sup> of June 1464 concerning the organization of the service established by Louis XI., for his own use it is true, although on a plan quite different from that of the *cursus publicus*, does not contain the word Post; but the letters-patent of Charles VIII. bearing the date of the 27<sup>th</sup> of January 1487, speak of the trouble and the labour taken by the King, his father, in organizing a Post by means of the horsemen (*chevaucheurs*) of his stable.

Michel de Montaigne who, in his *Essays* (XVI. century), devoted a special chapter to the Posts, speaks of them in the feminine plural. This has always been the way in which this word is used in the official documents of the French Administration, because the letter-post and the horse-post formed two distinct branches of the same public service. Now-a-days, although the horse-post no longer exists in France, the word Post is still, from habit, made use of in the plural. The singular, moreover, has for a long time been adopted by the public for the purpose of designating the letter-post. So, for instance, the Marquise de Sévigné, one of the cleverest patronesses of the Post, wrote in 1671:—

« It pleases me to admire the « honesty of the postilions who are « continually on the roads for the « purpose of taking and bringing our « letters; in fact, there is not a day « in the week on which they do not « carry one either to you or to my-

\*) De republica et lingua francaica.

\*\*) Fredericus ille germanus imperator, in illa lege unica, quæ sunt regalia, quatuor hasce juris regii species enumerat: quæ sunt, angariarum exhibitio, parangariarum, navium et plaustorum praestatio, de quibus apud Justinianum extant tituli duo libri codicis XII etc. — Paradoxa regum et summi magistratus privilegia, dignitates et axio-

\*) De republica et lingua francaica.

\*\*) Fredericus ille germanus imperator, in illa lege unica, quæ sunt regalia, quatuor hasce juris regii species enumerat: quæ sunt, angariarum exhibitio, parangariarum, navium et planstrorum praestatio, de quibus apud Justinianum extant tituli duo libri codicis XII etc. — Paradoxa regum et summi magistratus privilegia, dignitates et axio-

\*) De republica et lingua francaica.

\*\*) Fredericus ille germanus imperator, in illa lege unica, quæ sunt regalia, quatuor hasce juris regii species enumerat: quæ sunt, angariarum exhibitio, parangariarum, navium et planstrorum praestatio, de quibus apud Justinianum extant tituli duo libri codicis XII etc.—Paradoxa regum et summi magistratus privilegia, dignitates et axio-

«tent quelqu'une à vous ou à moi; «il y en a toujours et à toutes les «heures par la campagne. Les hon- «nêtes gens, qu'ils sont obligeants «et que c'est une belle invention que «la poste!»

En 1653 on créa à Paris un établissement qui n'avait rien de commun avec les transports en poste puisqu'il n'opérait que la réception et la distribution des lettres et paquets de la ville pour la ville. On lui donna néanmoins le nom de *petite poste*.

Dans tous les pays où se parlent les langues de l'Europe, sauf chez les peuples de langue espagnole et portugaise, le mot poste a été adopté avec ou sans modification, selon le génie de chaque langue. Les espagnols et les portugais emploient pour désigner la poste les mots: *correo* et *correio* du latin *currere* (courir); ce qui se rattache plus directement au nom de la poste romaine.

Sous le règne de Justinien il ne restait plus dans l'empire d'Orient que deux lignes de la course publique: l'une sur la route de Perse et l'autre sur celle d'Égypte. Celles-ci allaient bientôt disparaître: mais la course publique devait revivre dans l'Empire arabe sous le nom de *baryd*.

On a pu voir dans l'intéressante notice sur les postes arabes, publiée par l'*Union postale* en décembre 1879 que le nom de cette institution paraît dériver d'un mot persan signifiant: coupé, parce qu'on écourtait d'une manière spéciale la queue des chevaux et des mulets affectés au service de la poste. On a aussi pensé que les arabes, qui ont modelé leur poste sur celle des romains, avaient tiré le mot *baryd*, qui, au propre, signifie: courrier, du latin *veredus*, *veredarius* (cheval de poste, postillon). Quant au mot *veredus* il paraît lui-même tirer son origine du verbe persan

Stunde über Land. Wie entgegenkommend diese Leute sind! Die Post ist doch eine schöne Einrichtung.»

Im Jahre 1653 wurde in Paris eine Einrichtung getroffen, bei welcher Beförderungen mittels Posten nicht vorkamen, da dieselbe nur die Annahme und Bestellung von Briefen und Packeten aus der Stadt nach der Stadt zum Gegenstande hatte. Gleichwohl gab man ihr den Namen «kleine Post».

Abgesehen von den Völkern spanischer und portugiesischer Zunge ist in allen Ländern, in denen europäische Sprachen gesprochen werden, das Wort «Post», je nach dem Charakter der Sprache, mit oder ohne Aenderung angenommen worden. Die Spanier und Portugiesen gebrauchen für «Post» die Worte *correo* und *correio*, vom lateinischen Worte *currere* (laufen), eine Bezeichnung, welche sich viel enger an den Namen der römischen Post anschliesst.

Unter der Herrschaft Justinians waren im oströmischen Reiche nur noch 2 Strassen des *cursus publicus* vorhanden; die eine derselben führte nach Persien, die andere nach Egypten. Beide verschwanden jedoch bald; aber der *cursus publicus* sollte im arabischen Reiche unter der Bezeichnung *Baryd* wieder aufleben.

Aus dem interessanten Artikel über die Posten der Chalifen, den die Dezember-Nummer der «*Union postale*» vom Jahre 1879 enthält, geht hervor, dass der obige Ausdruck von einem persischen Worte, das die Bedeutung von «abgeschnitten» hat, herkommt, weil man den Postpferden und Maulthieren die Schwänze stutzte. Andere sind der Meinung, dass die Araber, welche ihr Postwesen nach dem Muster der Römer eingerichtet hatten, das Wort *baryd*, das im eigentlichen Sinne «Läufer» bedeutet, vom lateinischen *veredus*, *veredarius* (Postpferd, Postillon) hergeleitet haben. Was das Wort *veredus* betrifft, so scheint dies selbst aus dem Persischen herzurühren und zwar von dem Zeitwort *bourdan* (er trug); von letzterem dürfte das Wort *bardot* abgeleitet sein, mit dem man in Frankreich eine Art Maulesel be-

«self; postilions are always, and at «every hour on the road. Honest «people, how obliging they are, and «how fine an invention is the Post!»

In 1653 a service was established in Paris, which had nothing in common with the conveyance by Post, as it only undertook the reception and delivery of letters and packets originating in and intended for the city. Nevertheless the name of *petite poste* (small Post) was given to it.

In all countries in which European languages are spoken, with the exception of Spanish and Portuguese, the word Post has been adopted with or without modification, according to the genius of each language. The Spanish and Portuguese designate the Post by the words:—*correo* and *correio* from the Latin *currere* (to run), which is more directly connected with the name of the Roman Post.

In the reign of Justinian there were only two lines of the *cursus publicus* in the Eastern Empire; the one on the road to Persia, and the other on the road to Egypt. These were doomed soon to disappear, but the *cursus publicus* was to be revived in the Arabian Empire under the name of *baryd*.

It has already been seen in an interesting article on the Arabian Post, published in l'*Union postale* of December 1879, that the name of this institution appears to be derived from a Persian word signifying cut off, because the tails of the horses and mules used in the postal service were docked in a peculiar manner. It has also been supposed that the Arabs who copied their Post from that of the Romans may have taken the word *baryd*, which, properly speaking, signifies messenger, from the Latin *veredus*, *veredarius* (post-horse, postilion). As for the word *veredus* it seems to be derived from the Persian verb *bourdan* (he carried) which probably was also the origin of the name *bardot* given in France

*bourdan* (il porta) d'où semble également provenir le nom de *bardot*, donné en France à une espèce de mulet qui aurait été l'ancien mulet de poste. Nous mentionnerons seulement pour mémoire, parce que les dictionnaires des langues sémitiques sont basés sur la racine verbale des mots, qu'il existe dans la langue arabe le verbe *barada* dont une des significations correspond à envoyer un message. \*) Mais il y a lieu de croire qu'il en est de ce verbe comme du verbe anglais *to post* qui n'était évidemment pas pris dans le sens d'expédier par la poste quand la poste n'existait pas en Angleterre.

Makrisi, dans un chapitre où il traite des armées, de leur costume et de leurs usages sous la dynastie turque, \*\*) dit que Djenghiz-Khan prescrivit au Sultan d'établir des postes régulières afin d'être instruit promptement de tout ce qui arriverait dans l'Empire. Cependant le service des relais (*Menzil*) a toujours été très mal organisé sous cette dynastie; les tatars ou courriers du Grand-Seigneur n'usant guère que du droit dont ils jouissaient de s'emparer sur les routes des chevaux des gens mieux montés qu'eux en leur laissant en échange leur monture fatiguée. Quand à la poste aux lettres ottomane (*poschta*) elle est d'origine aussi moderne que son nom.

Au dire de Marco-Polo, la poste impériale de Chine était appelée *Jamb* (ou plutôt *Yamb*); aujourd'hui elle s'appelle *Yik*. La poste particulière s'appelle *Kouae-Ma*.

L'écriture idéographique, dont font usage les Chinois, les Japonais et la Coréens, a l'avantage de pouvoir être comprise, abstraction faite de la prononciation, en sorte qu'on

zeichnet, welche früher vorzugsweise zur Postbeförderung benutzt wurde. Wir wollen nur noch nebenher bemerken, da ja die Wörterbücher der semitischen Sprachen auf der Wurzelform der einzelnen Wörter beruhen, dass es im Arabischen ein Zeitwort *barada* giebt, dessen eine Bedeutung dem « Botschaft senden » entspricht \*). Doch ist anzunehmen, dass es sich mit diesem Worte ebenso verhält, wie mit dem englischen Zeitworte *to post*, welches, als in England eine Post noch nicht bestand, dort auch nicht in dem Sinne von « zur Post geben » gebraucht worden sein kann.

Makrisi sagt in einem Kapitel, in welchem er die Bekleidung und Gebräuche der Truppen unter der türkischen Herrschaft \*\*) schildert, dass Dschingischan, um schnell von Allem, was im Reiche sich ereignete, Kenntniss zu erhalten, dem Sultan anbefohlen habe, regelmässige Posten einzurichten. Doch ist der Relaisdienst (*Menzil*) unter dieser Dynastie stets schlecht organisirt gewesen, indem die Tartaren oder Kuriere des Grossherrn von dem ihnen zustehenden Rechte nur zu dem Zwecke Gebrauch machten, um sich im Austausch gegen ihre eigenen ermüdeten Pferde der Pferde Derjenigen zu bemächtigen, welche besser beritten waren, wie sie. Was die ottomanische Briefpost (*poschta*) betrifft, so ist dieselbe ebenso modernen Ursprungs, wie ihr Name.

Nach Marco Polo führte die kaiserliche Post in China die Bezeichnung *Jamb* (oder richtiger *Yamb*); heute heisst dieselbe *Yik*, während die Privatpost *Kouae-Ma* genannt wird.

Die ideographische Schrift, welche die Chinesen, Japaner und Koreaner anwenden, hat den Vorzug, dass sie, abgesehen von der Aussprache, leicht verstanden werden kann, und zwar derart, dass man, wie behauptet wird, solche Schriftstücke verstehen würde, selbst wenn sie in einer bereits vollständig vergessenen Sprache abgefasst wären; doch hat sie den Fehler, dass

to a kind of mule, which seems to have been the former post-mule. As the dictionaries of the Semitic languages are based on the verbal roots of the words, we may mention that in the Arab language there exists a verb *barada*, one of the significations of which corresponds to sending a message. \*) But there is reason to believe that this verb is in an analogous position with the English verb *to post* which was evidently not used in the sense of despatching by Post at a time the Post did not exist in England.

Makrisi, in a chapter treating of the armies, their costumes, and their habits under the Turkish dynasty, \*\*) says that Djenghiz-Khan recommended the Sultan to establish regular Posts in order that he might promptly be informed of everything that happened in the Empire. The relay-service (*Menzil*) was always very badly organized under this dynasty; the tatars or couriers of the Sultan only availed themselves of the right conferred upon them, for the purpose of ceasing upon the horses of the people better mounted than themselves, whom they met on the road, and to whom they left in exchange their own tired beasts. As concerns the Ottoman letter-post (*poschta*) it is as modern as its name.

Marco-Polo relates that the Imperial Post of China was called *Jamb* (or better *Yamb*); its name is now *Yik*. The private post is called *Kouae-Ma*.

Ideographic writing; such as is in use among the Chinese, the Japanese, and the Coreans has the advantage of being comprehensible without regard to pronounciation so that, it is said, we should be able to comprehend writing of this nature in languages

\* Freytag. Dictionnaire arabe.

\*\* Sylvestre de Sacy. Chrestomathie arabe. T. 2.

\*) Freytag. Arabisches Wörterbuch.

\*\* Sylvestre de Sacy. Arabische Chrestomathie, 2. Band.

\*) Freytag. Dictionnaire arabe.

\*\* Sylvestre de Sacy. Chrestomathie arabe vol. 2.



comprendrait, dit-on, des écrits de cette nature, conçus dans des langues totalement oubliées; mais elle a l'inconvénient de ne laisser aucune trace d'analogie, par la consonnance ou l'orthographe, entre les diverses langues pour lesquelles on l'emploie. Aussi faut-il renoncer à trouver, par l'analogie des mots, aucun lieu de parenté entre la poste chinoise et les postes d'Occident. Les arabes qui, au IX<sup>e</sup> siècle de notre ère, visitèrent la Chine trouvèrent la langue chinoise si différente de celle des Indiens, des Sémites et des Européens qu'ils la considérèrent comme antédiluvienne; ce que confirmait la prétention des chinois d'avoir échappé à ce cataclysme. Cependant ils ne furent pas sans remarquer, à certains usages, notamment en ce qui concernait la poste, que la civilisation chinoise n'était pas aussi indépendante de celle de l'Occident que la différence du langage pouvait le faire supposer. Deux arabes, Soleyman et Abou-Zeid-Hassan, donnèrent une description de la Chine dans laquelle un voyageur raconte que l'Empereur, après lui avoir fait un riche présent, donna ordre qu'il fut reconduit de Khoudam (Si-Ngnan-Fou) jusqu'à Kan-Fou par les mulets de la poste. « La correspondance, ajoutent-ils, qui a lieu entre l'Empereur de la Chine et les Gouverneurs des villes ainsi que les eunuques, se fait sur des mulets de la poste qui ont la queue coupée, comme les mulets de la poste chez nous. »\*)

La coutume de rogner la queue du cheval ou du mulet de poste s'est étendue à d'autres pays. On a vu plus haut que c'est précisément à ce signe caractéristique qu'on a attribué l'origine du nom de la poste arabe. En France, on ne rognait pas mais on nouait la queue des chevaux de poste. Aujourd'hui encore, bien qu'il n'y ait plus de poste aux che-

\*) Extrait de la *Chaîne des Chroniques*. Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. T. XXVIII.

sie in Bezug auf Gleichlaut oder Orthographie keine Spur von Ähnlichkeit hat in den verschiedenen Sprachen, für die man sie gebraucht. So ist es ganz unmöglich, aus der Ähnlichkeit der Worte eine Art Verwandtschaft zwischen der chinesischen Post und den Posten des Abendlandes zu ermitteln. Die Araber fanden, als sie im 9. Jahrhundert nach China kamen, die chinesische Sprache so verschieden von derjenigen der Inder, Semiten und Europäer, dass sie von ihnen als eine vorsündfluthliche angesehen wurde, was die Annahme der Chinesen, dass sie der Sündfluth entgangen seien, bestätigen würde. Doch hatten sie an gewissen Gebräuchen, namentlich in Bezug auf die Post, wohl bemerkt, dass die chinesische Civilisation nicht so unabhängig von derjenigen des Abendlandes war, als die Verschiedenheit der Sprache dies annehmen liess. Zwei Araber, Soleyman und Abou-Zeid-Hassan, geben eine Beschreibung von China; in dieser erzählt ein Reisender, dass der Kaiser, nachdem er ihn reich beschenkt, Befehl gegeben habe, ihn von Khoudam (Si-Ngnan-Fu) bis Kan-Fu durch Post-Maulesel zurückzubefördern. « Die Korrespondenz », fügen sie hinzu, « zwischen dem Kaiser von China und den Gouverneuren der Städte wird durch Post-Maulesel befördert, deren Schwanz ganz so zugestutzt ist, wie dies bei den Mauleseln unserer Post geschieht. »\*)

Der Gebrauch, den Schwanz der Postpferde oder Maulesel zu stutzen, hat sich auch auf andere Länder ausgelehnt. Weiter oben haben wir angeführt, dass man gerade diesem charakteristischen Zeichen den Ursprung des arabischen Wortes für Post zuschreibt. In Frankreich wurde der Schwanz der Postpferde nicht beschnitten, sondern geknotet. Die gleiche charakteristische Toilette, deren in's Alterthum zurückreichender Ursprung wenig bekannt ist, lassen Sportingmen, welche sich in

\*) Auszug aus der *Chaîne des Chroniques*. Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles lettres. Bd. XXVIII.

totally forgotten; such writing has this inconvenience that it gives no indications of analogy either as regards consonance or orthography with the various languages for which it is used. For this reason it is useless to attempt to find out by analogy any connection between the Chinese *posta* and the Posts of the West. The Arabs who visited China in the IX. century of our era found the Chinese language so entirely different from those of the Indians, the Shemites, and the Europeans that they considered it to be antediluvian. This opinion was confirmed by the assertion of the Chinese that they had escaped the deluge. However they did not fail to discover from certain customs, especially those having reference to the Post, that Chinese civilization was not so entirely independent of that of the West as the difference in language might have led one to suppose. Two Arabs, Soleyman and Abou-Zeid-Hassan, gave a description of China in which a traveller is made to relate that the Emperor, after having given him a handsome present, gave orders that he should be conveyed from Khoudam (Si-Ngnan-Foo) to Kan-Foo by means of the mules of the Post. « The correspondence, the narrative goes on to say, which is exchanged between the Emperor, the governors of the towns, and the eunuchs, is conveyed by mules of the post which have their tails docked in the same manner as our post-mules. »\*)

The custom of docking the tails of post-horses or mules has extended to other countries. As we have seen above, it is to this characteristic sign that the origin of the name of the Arab Posts has been attributed. In France, the tails of the post-horses were not docked but knotted. Even now, although the horse-post no longer exists, a sporting man who

\*) Extract from the *Chaîne des Chroniques*. Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Vol. XXVIII



vaux, un sportsman qui se rend aux courses dans une voiture conduite par des jockeys costumés en postillon, n'omet pas de faire faire à ses chevaux cette toilette caractéristique dont l'antique origine est peu connue.

Ces détails peuvent sembler futiles, cependant ils amènent insensiblement à se demander si l'invention de la poste, comme celle du papier de pâte, qui a donné un si grand développement à cette institution, ne nous serait pas venue de Chine par l'intermédiaire des persans et des arabes. La Poste impériale de Chine ne paraît pas moins ancienne que celle fondée par Cyrus et on sait que longtemps avant l'ère chrétienne, la Chine avait étendu sa domination sur le Thibet et sur la Tartarie jusqu'à la Caspienne. Elle confinait donc ainsi à l'Empire des Perses. L'antipathie qu'elle a toujours manifestée pour les inventions d'origine étrangère permet au moins de douter que ce soit à la Perse qu'elle ait emprunté l'organisation de son service de Poste.

---

#### Le service postal au Mexique en 1879, 80.

La Direction générale des Postes du Mexique vient de publier un rapport très intéressant sur l'exercice 1879/80. La lecture de ce rapport nous a fait constater avec plaisir que le Mexique, comparativement à d'autres pays de l'Union postale universelle, qui, favorisés par une longue paix ainsi que par d'autres circonstances, sont entrés avant lui dans cette Union, n'est pas moins dans un état prospère, quoique les dernières guerres et les événements politiques dont il a été le théâtre, en aient retardé les progrès. Il faut dire, toutefois, qu'il lui reste encore beaucoup à faire pour placer le service postal sur un bon pied. Malheureusement une di-

von Jokeys in Postillonstracht gefahrenen Wagen zu den Rennen begeben, auch heute noch, obwohl in Frankreich Posthaltereien nicht mehr bestehen, ihren Pferden anlegen.

Diese Details dürften überflüssig erscheinen, doch führen sie unwillkürlich zu der Frage, ob die Erfindung der Post nicht ebenso wie diejenige des Baumwollen-Papiers, das zur Entwicklung dieser Verkehrsanstalt so wesentlich beigetragen hat, durch Vermittelung der Perser und Araber aus China zu uns gelangt ist. Die Posteinrichtungen in China dürften mindestens ebenso alt sein, wie die des Cyrus, und es ist bekannt, dass China lange vor der christlichen Zeitrechnung seine Herrschaft über Thibet und die Tartarei bis zum kaspischen Meere ausgedehnt und seine Grenzen somit bis zum persischen Reiche vorgeschoben hatte. Die Antipathie, welche China stets Erfindungen des Auslandes gegenüber gezeigt hat, lässt es mindestens zweifelhaft erscheinen, dass es die Organisation seines Postwesens von Persien entlehnt habe.

---

#### Das Postwesen in Mexico im Jahre 1879 80.

In dem uns vorliegenden interessanten Jahresberichte (1. Juli 1879/80) der General-Postdirektion in Mexico haben wir zunächst mit grosser Befriedigung die Versicherung vernommen, dass die Republik in Folge des Beitritts zum Weltpostverein, im Vergleich mit anderen, dieser Verbindung angehörigen Ländern, welche durch einen langen Frieden und andere Verhältnisse begünstigt, Mexico voraus seien, doch noch eine vortheilhafte Stellung einnehme, obgleich die letzten inneren Kriege und politischen Bewegungen manche Wechselfälle herbeigeführt und dem Lande geschadet hätten. Immerhin bleibe für das Postwesen des Landes noch viel zu thun

goes to the races in a carriage with jockeys dressed as postilions does not omit to have his horses' tails tied up in this characteristic manner, the ancient origin of which is little known.

These details may seem of little importance, but they lead us insensibly to wonder whether the invention of the Post, like that of paper made of rags which has given so great an impulse to this institution, may not have reached us from China through the intermediary of the Persians and Arabs. The Imperial Chinese Post appears no less ancient than that founded by Cyrus, for it is known that long before the Christian era, China had extended her rule over Thibet and Tartary, as far as the Caspian Sea. Her frontier, therefore, touched that of the Kingdom of Persia. The antipathy China has always displayed to inventions of foreign origin makes it doubtful whether she borrowed the organization of her postal service from Persia.

---

#### The postal service in Mexico during the fiscal year July 1879, 80.

We read with much satisfaction in the interesting yearly report (1<sup>st</sup> of July 1879/80) published by the General Postal Direction of Mexico, the intelligence that the Republic, in consequence of its adhesion to the Universal Postal Union, even when compared with other countries belonging to this Union, which, favoured by a long peace and other circumstances, are ahead of Mexico, may be considered in a state of prosperity, notwithstanding the fact that it has had to suffer much from recent domestic wars and political troubles. Much, however, remains to be done for the postal service of the country, the report continues, and many im-

minution constatée dans les recettes postales ne permet pas encore d'introduire dans ce service toutes les améliorations qui sont jugées nécessaires ou que l'expérience conseille. Cependant le nécessaire aurait été fait pour en assurer l'exécution d'une manière aussi rapide et aussi facile que possible. Le déficit considérable qui a été constaté dans les recettes doit être attribué à la modicité des taxes de l'Union postale, qui auraient eu pour conséquence de diminuer d'un 5<sup>e</sup> le produit provenant *des taxes internationales* précédemment en vigueur.

Le rapport fait ressortir, en outre, que l'exécution de la Convention de l'Union a occasionné quelque perturbation dans le service, conséquence naturelle de toute innovation. Ainsi, par exemple, beaucoup de bureaux mexicains mis en correspondance avec des bureaux étrangers n'étaient pas, par suite d'une préparation insuffisante, assez familiarisés avec les dispositions de cette Convention pour en faire une application régulière. Il devint nécessaire d'adresser une série d'instructions spéciales à ces bureaux pour faciliter l'accomplissement de leur nouvelle tâche et en assurer l'exécution avec la régularité voulue.

En ce qui concerne le tarif intérieur, il y a lieu de remarquer qu'il est trop élevé en comparaison du tarif des taxes applicables aux correspondances à destination de l'étranger. Mais quelque désirable que soit un remanement de ce tarif, il n'est pas possible de songer à un abaissement des taxes avant que le déficit en résultant puisse être couvert d'une manière ou d'une autre. Tandis que les recettes de l'Administration des postes du Mexique ont diminué depuis que ce pays a adhéré à la Convention de Paris, ses dépenses ont augmenté dans une proportion considérable, parce qu'elle a été obligée d'organiser, dans les ports, des bureaux de poste comme bureaux d'échange par rapport aux pays étrangers.

D'après le rapport, il serait utile, pour arriver à une amélioration complète du service postal, que des

und zu verbessern übrig; leider gestatte ein Rückgang in den Postannahmen es zur Zeit noch nicht, die durch Erfahrung erprobten und durch die Nothwendigkeit gebotenen Verbesserungen sämmtlich zur Einführung zu bringen. Das Möglichste sei indess geschehen, um den Dienstbetrieb rascher und leichter zu gestatten. Der erhebliche Ausfall in den Einnahmen sei eine Folge der mässigen Sätze des Weltpostvereinsportos, wodurch der Ertrag für Beförderung der *ausländischen* Korrespondenz auf den *fünften* Theil des früheren Betrages vermindert worden sei.

Ausserdem habe der Beitritt Mexico's zum Weltpostverein, wie es bei jeder Neuerung der Fall zu sein pflegt, anfänglich Unzuträglichkeiten im inneren Dienstbetrieb mit sich gebracht. So z. B. seien viele der mit dem Auslande in Verkehr getretenen Postanstalten mit den Bestimmungen des Pariser Vertrages, aus Mangel an hinreichender Uebung, nicht so vertraut gewesen, um die Vorschriften überall richtig anzuwenden. Es habe daher durch eine Reihe von Verfügungen die genaue und richtige Ausführung desselben den betreffenden Postanstalten anempfohlen werden müssen.

Was den internen Briefportotarif betrifft, so ist derselbe nach den Ausführungen des Berichts im Vergleich mit dem Tarife für Sendungen nach dem Auslande zu hoch bemessen. Aber so sehr man auch eine Herabsetzung desselben herbeiwünsche, so sei an eine Ermässigung nicht zu denken, bevor nicht der Ausfall in anderer Weise gedeckt werden könne. Während die Einnahmen der Postverwaltung seit dem Beitritt Mexico's zum Pariser Vertrage zurückgegangen seien, habe die Ausgabe bedeutend dadurch zugenommen, dass man einige neue selbstständige Postämter als Auswechselungs-Postanstalten im Verkehre mit dem Auslande in den Hafenorten habe einrichten müssen.

improvements have still to be introduced in the same; but a decrease in the postal revenues does not, for the present, permit of introducing at once all the practically tried and necessary improvements. The Postal Direction has, however, done its utmost to accelerate and facilitate the carrying out of the service. The considerable decrease in the revenue was the consequence of the reduction of the postage to the Union rates, whereby the receipts accruing from *foreign* correspondence were reduced to *one fifth* of their former amount.

The adhesion of Mexico to the Universal Postal Union, moreover, was, as is always the case when any new arrangement is introduced, productive of some inconvenience in the domestic service. Thus, for instance, many of the post-offices which entered into relations with those of foreign countries, were not, on account of insufficient practice, familiar enough with the provisions of the Paris Convention to make right application of the same in every instance. A series of orders had, consequently, to be issued, containing instructions to the offices with a view to ensure the thorough and correct carrying out of the Convention.

As concerns the domestic rates of postage they are, according to the report, too high in comparison with the rates for articles intended for foreign countries. But, however desirable a reduction of the same appears, it cannot be effected as long as no other means has been found of covering the excess of expenditure. While the revenue of the Postal Administration has decreased since the adhesion of Mexico to the Paris Convention, the expenditure has considerably increased owing to the establishment of several independent offices in the ports, to serve as exchange-offices in the relations with foreign countries.

employés intelligents fussent envoyés dans quelques pays d'Europe pour y étudier à fond la partie technique du service, ainsi que les différentes branches de l'organisation.

Nous extrayons du rapport les données statistiques ci-après: Le total des *recettes* s'élevait à 576,072.26 dollars. Dans ce chiffre, le *produit de la vente des timbres-poste* figure pour 491,294.77 dollars. Pendant l'exercice 1878/79, la vente des timbres-poste n'avait produit qu'une somme de 458,011.37 dollars; d'où il résulte, une augmentation de recettes de 33,283.40 dollars. La valeur des enveloppes spéciales établies pour la correspondance des fonctionnaires, etc., s'élevait à 51,560 dollars; mais sur cette somme, il n'a été encaissé que 43,131.63 dollars, d'où il est résulté un déficit de 8428.37 dollars. Si l'on ajoute ce déficit à celui qui a été constaté l'année précédente (20,987.01 dollars) on trouve, de ce chef, un déficit total de 29,415.38 dollars. Le rapport se prononce pour la suppression de ces enveloppes et plaide en faveur de l'affranchissement intégral des correspondances expédiées par les fonctionnaires, attendu que ces derniers et leurs agents ne se font pas scrupule d'utiliser ces enveloppes spéciales pour leur propre correspondance et que, d'ailleurs, d'autres pays sont aussi de plus en plus disposés à supprimer tout à fait la franchise de port.

Le produit de la *taxe des imprimés*, (14,328 dollars) présente une augmentation de 1921.95 dollars comparative-ment à l'exercice précédent. Cette augmentation doit être attribuée principalement à une plus grande activité de la presse au moment des élections.

Le service des journaux a produit en 1879/80 une somme de 163,344.46 dollars; pendant l'exercice précédent il n'avait produit que 128,577.45 dollars, ce qui donne une augmentation de 34,767.01 dollars pour l'exercice 1879/80. A ce sujet le rapport fait ressortir que les éditeurs s'adressent de plus en plus à l'Administration des postes pour l'expédition des journaux.

Der Bericht erachtet es als vortheilhaft für die Ausbildung des eigenen Postwesens, wenn tüchtige Beamte der Postverwaltung nach einigen Ländern Europa's gesandt würden, um das technische Postwesen dieser Länder zu studiren und die zweckmässigen Einrichtungen in denselben kennen zu lernen.

Aus den dem Berichte beigefügten statistischen Uebersichten entnehmen wir Folgendes: Die gesammten *Einnahmen* haben betragen 576,072.26 Dollars. Der Erlös aus dem *Verkaufe von Freimarken* für sich belief sich auf 491,294.77 Doll.; dagegen wurden im Jahre 1878/9 nur 458,011.37 Doll. vereinnahmt, mithin ergibt sich eine Mehreinnahme von 33,283.40 Dollars. Der Werth der für die Korrespondenz der Behörden etc. hergestellten besonderen Briefumschläge betrug 51,560 Doll. Aus denselben ist nur ein Erlös von 43,131.63 Doll. erzielt worden, so dass sich eine Mindereinnahme von 8428.37 Doll. ergibt; wird die Mindereinnahme des vorhergehenden Jahres von 20,987.01 Doll. hinzugerechnet, so stellt sich das Gesamt-Minderegebniss auf 29,415.38 Doll. Der Bericht spricht sich für Abschaffung dieser Einrichtung aus und befürwortet die volle Frankirung der Sendungen durch die absendenden Behörden, zumal die Beamten und deren Angehörige unter den besagten Umschlägen ihre Privatkorrespondenz zu versenden pflegen, und auch andere Länder mehr und mehr dazu übergegangen sind, die Portofreiheiten gänzlich abzuschaffen.

*Die Portoeinnahme für Drucksachen* — 14,328 Doll. — hat sich gegen das Vorjahr um 1921.95 Doll. vermehrt. Diese Mehreinnahme ist hauptsächlich durch die in Folge der Wahlbewegungen gesteigerte Thätigkeit der Presse herbeigeführt worden.

Der Umsatz aus dem Vertriebe der Zeitungen betrug im Jahre 1879/80: 163,344.46 Doll., im Vorjahre nur 128,577.45 Doll., mithin

The Report expresses the opinion that it would be advantageous for the development of the Mexican postal service, if able officers were sent to certain European countries, for the purpose of studying their technical services, and of becoming acquainted with the practical arrangements introduced into the same.

We extract the following particulars from the statistical tables given in the report: — The *revenue* amounted to 576,072.26 dollars. The *proceeds of the sale of postage-stamps* alone were 491,294.77 dollars, as against 458,011.37 dollars in the financial year 1878/79, thus showing an increase for 1879/80 of 33,283.40 dollars. The value of special envelopes for the correspondence of the authorities was 51,560 dollars, while the receipts accruing therefrom only amounted to 43,131.63 dollars, thus causing a deficit of 8,428.37 dollars, to which must be added that of the preceding year with 20,987.01 dollars, so that the aggregate deficit amounted to 29,415.38 dollars. The report proposes the discontinuance of this system, and recommends the full prepayment of correspondence by the despatching authorities, the more so as the official envelopes are used by the government officials and their relatives for their private correspondence, and as the franking privilege is being more and more abolished by other countries.

The *postage on printed matter* — 14,328 dollars — showed an increase of 1921.95 dollars as compared with the preceding financial year. This increase was mainly due to the greater activity of the press consequent on the elections.

The total amount of subscriptions to newspapers received at the post-offices was 163,344.46 dollars in the financial year 1879/80, as against 128,577.45 dollars in the preceding

Voici maintenant quel a été le mouvement postal pendant l'année 1879/80. Il a été expédié :

*a. Lettres ordinaires.*

Lettres particulières originaires de l'intérieur . . .	1,938,509
Lettres officielles originaires de l'intérieur . . .	1,116,493
Lettres provenant des pays de l'Union . . . . .	1,350,016
Lettres provenant de pays étrangers n'appartenant pas à l'Union . . . . .	11
Cartes postales . . . . .	1,381

*b. Lettres recommandées.*

Lettres particulières originaires de l'intérieur . . .	8,758
Lettres officielles originaires de l'intérieur . . .	46,085
Lettres venant de l'étranger . . . . .	280

*c. Imprimés.*

Imprimés originaux de l'intérieur . . . . .	2,676,945
Imprimés provenant des pays de l'Union . . . . .	16,266
Imprimés provenant de pays étrangers n'appartenant pas à l'Union . . . . .	46

*d. Échantillons de marchandises*

provenant de l'étranger . . . . .	133
Nombre total des objets en 1879/80 . . . . .	7,154,923
Nombre total des objets en 1878/79 . . . . .	6,229,183
Augmentation . . . . .	925,740

Le service a été assuré en 1879/80 par :

53 bureaux de poste principaux, 259 bureaux de poste ordinaires et 524 agences, ce qui donne un total de 836 établissements de poste.

**Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.**

(Suite).

En Espagne, les rapports entre l'Administration des postes et les

pro 1879/80 mehr 34,767. 01 Doll. Die Postverwaltung wird, wie der Bericht hervorhebt, in immer größerer Masse zur Vermittelung beim Absatz der Zeitungen von den Verlegern in Anspruch genommen.

Was den Verkehrsumfang betrifft, so sind im Jahre 1879/80 befördert worden :

	Stück
<i>a. Gewöhnliche Briefe.</i>	
Privatbriefe vom Inlande	1,938,509
Amtliche Briefe v. Inlande	1,116,493
Briefe aus Vereinsländern	1,350,016
Briefe aus anderen fremden Ländern . . . . .	11
Postkarten . . . . .	1,381

*b. Einschreibsendungen.*

Privatbriefe vom Inlande	8,758
Amtliche Briefe v. Inlande	46,085
Briefe vom Auslande . . . . .	280

*c. Drucksachen.*

Vom Inlande . . . . .	2,676,945
Aus Vereinsländern . . . . .	16,266
Aus anderen fremden Ländern . . . . .	46

*d. Waarenproben.*

Vom Auslande . . . . .	133
------------------------	-----

Im Ganzen 7,154,923  
Im Vorjahre dagegen nur 6,229,183  
Mithin sind mehr befördert worden . . . . . 925,740

Der Postbetrieb ist im Jahre 1879/80 von

53 Hauptpostämtern,  
259 gewöhnlichen Postämtern und  
524 Agenturen,  
zusammen von 836 Dienststellen wahrgenommen worden.

**Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.**

(Fortsetzung).

In Spanien ist das Verhältniss der Post zu den Eisenbahnen durch

year, this being an increase of 34,767. 01 dollars. The report states that newspaper-publishers avail themselves to an increasing extent of the agency of the Postal Administration for the reception of subscriptions to their papers.

The following articles passed through the mails during the financial year 1879/80: —

	number.
<i>a. ordinary letters.</i>	
domestic private letters . . . . .	1,938,509
» official letters . . . . .	1,116,493
letters from Union-countries . . . . .	1,350,016
» » non Union-countries . . . . .	11
post-cards . . . . .	1,381

*b. registered letters.*

domestic private letters . . . . .	8,758
» official » . . . . .	46,085
letters from abroad . . . . .	280

*c. printed matter.*

domestic . . . . .	2,676,945
from Union-countries . . . . .	16,266
» non Union-countries . . . . .	46

*d. patterns and samples.*

from abroad . . . . .	133
-----------------------	-----

Total 7,154,923  
as against the preceding year . . . . . 6,229,183  
Increase in 1879/80 . . . . . 925,740

The postal service was carried out during the financial year 1879/80 by means of

53 chief post-offices  
259 ordinary post-offices  
524 agencies  
total 836 postal establishments.

**The relations between the Post and the Railways.**

(Continuation).

In Spain the relations between the Postal Administration and the Railway

Compagnies de chemins de fer sont régis par une loi du 3 juin 1855 et une instruction du 15 février 1856.

Les correspondances et les agents nécessaires au service des dépêches sont transportés gratuitement par les trains *ordinaires*. A cet effet, les Compagnies doivent réserver, dans chaque train de voyageurs ou de marchandises, un compartiment spécial dont la forme et les dimensions sont déterminées par l'Administration des postes.

Indépendamment de ces trains ordinaires l'Administration peut demander que, tous les jours, un ou plusieurs trains spéciaux réguliers, soient mis à sa disposition, sur tout ou partie de la ligne. Les heures de départ de jour et de nuit, la marche et les stationnements de ces trains sont réglés par le Ministre de l'Intérieur, les Compagnies entendues.

Si l'Administration des postes désire changer les heures de départ, elle doit en prévenir les Compagnies 15 jours à l'avance.

L'Administration des postes fait construire à ses frais les voitures destinées au transport des correspondances par convois spéciaux. La réparation de ces voitures est aussi à la charge de l'Administration des postes; mais les Compagnies doivent les garder et les conserver dans leurs ateliers et pourvoir aux frais de traction. Ces voitures ne transportent que les correspondances et les agents nécessaires à leur manipulation.

En outre, quand il s'agit du transport exceptionnel de plis ou d'ordres urgents, le Gouvernement peut requérir des convois spéciaux que les Compagnies devront fournir, soit le jour, soit la nuit, sauff l'observation des règlements de police, moyennant une indemnité fixée de gré à gré ou à dire d'experts.

Aux États-Unis de l'Amérique du Nord le Postmaster General est chargé

ein Gesetz vom 3. Juni 1855 und durch eine Instruktion vom 15. Februar 1856 geregelt.

Die Briefpostsendungen und die zur Verrichtung des Dienstes unterwegs erforderlichen Beamten werden mit allen gewöhnlichen Zügen unentgeltlich befördert. Zu diesem Zwecke haben die Gesellschaften bei jedem Personen- oder Güterzuge eine besondere Wagenabtheilung herzugeben, deren Einrichtung und Grösse von der Postverwaltung bestimmt werden.

Die Postverwaltung kann verlangen, dass, abgesehen von den vorstehenden Zügen, ein oder mehrere besondere Postzüge eingerichtet werden, welche entweder auf der ganzen Linie oder nur auf einem Theile derselben täglich regelmässig zu kursiren haben und deren Fahrpläne der Minister des Innern, im Einverständniss mit den Gesellschaften, feststellt.

Wird eine Abänderung der Fahrpläne von der Postverwaltung gewünscht, so hat dieselbe die Gesellschaften 15 Tage zuvor davon zu benachrichtigen.

Die Postverwaltung lässt die Bahnpostwagen, mit welchen die Postsendungen in den besonderen Zügen befördert werden, auf eigene Rechnung erstellen. Ebenso trägt sie die Kosten für die an den Wagen auszuführenden Reparaturen; dagegen sind die Gesellschaften zur Unterstellung der Wagen und zur unentgeltlichen Hergebe der Zugkraft verpflichtet. Diese Wagen dienen ausschliesslich zur Beförderung der Postsendungen und der zur Bearbeitung derselben unterwegs erforderlichen Beamten.

Handelt es sich ausnahmsweise um die Beförderung dringender Schreiben oder Erlasse, so kann von der Regierung, gegen eine nach Uebereinkunft festzusetzende oder durch Experten zu bestimmende Entschädigung, die Einlegung von Extrazügen verlangt werden, welche die Gesellschaft zu jeder Tages- oder Nachtzeit, vorbehaltlich der Beobachtung der bahnpolizeilichen Vorschriften, zu stellen verpflichtet ist.

In den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika regelt die Postverwal-

Companies are governed by a law of the 3<sup>d</sup> of June 1855, and an order of the 15<sup>th</sup> of February 1856.

The mails and the officers in charge of the same are conveyed gratuitously by the ordinary trains. For this purpose the Companies are bound to reserve in each passenger or goods-train a special compartment whose form and dimensions are determined by the Postal Administration.

In addition to these trains, the Company is bound, at the request of the Postal Administration, to despatch every day one or more express mail-trains over the whole or part of the line. The hours of departure of these trains, by day and by night, their speed, and their stoppages are regulated by the Minister of the Interior, the Companies agreeing thereto.

If the Postal Administration wishes to alter the hours of departure it has to give notice thereof to the Companies 15 days in advance.

The Postal Administration undertakes to construct at its own expense the post-office-vans intended for the conveyance of the mails by express trains. The repair of these vans is also defrayed by the Postal Administration; but the Companies are bound to keep the vans in their sheds, and to pay the expenses of forwarding them. These vans only convey the mails and the officers in charge of the same.

In addition to the ordinary trains, the Government may, for the exceptional transmission of urgent despatches or orders, require special trains which are to be despatched by the Companies, by day or by night, provided that the by-laws be observed, on payment of a compensation to be settled by mutual agreement or by arbitration.

In the *United States of North America* the Postmaster General is directed

de reviser, au moyen de contrats, les indemnités à payer pour le transport des dépêches sur les chemins de fer, d'après les prix et conditions fixés par la loi et mentionnés ci-après :

Le transport des dépêches doit avoir lieu aussi souvent et aussi rapidement qu'il est nécessaire et il doit être mis à la disposition des agents qui accompagnent et manipulent les correspondances, l'espace voulu, dûment aménagé et meublé, dans un wagon ou dans un compartiment de wagon convenablement éclairé et chauffé.

Les wagons ou compartiments de wagons affectés au transport et à la manutention des dépêches, sont construits, aménagés, entretenus, chauffés et éclairés par les Compagnies de Chemins de fer et à leurs frais. Le Postmaster General en règle la forme, les dimensions et l'ameublement. Il désigne les trains qui doivent être utilisés pour le service des postes et il indique la manière dont les correspondances doivent être transportées.

L'indemnité à payer, par mille et par année, aux Compagnies de chemins de fer qui effectuent tous les jours le transport des dépêches, sur toute la longueur de leur ligne, est fixée au maximum, pour un poids moyen de

200 livres, à	50 dollars,
500 » à	75 »
1000 » à	100 »
1500 » à	125 »
2000 » à	150 »
3500 » à	175 »
5000 » à	200 »

ainsi de suite en ajoutant 25 dollars par chaque 2000 livres ou fraction de 2000 livres en plus.

Le poids moyen est établi, au moins tous les quatre ans, d'après le poids réel des dépêches expédiées pendant un nombre de jours qui ne peut être inférieur à trente.

Au mois de juillet 1876, le Postmaster General a été autorisé à réduire de 10 p. % les taux maxima indiqués ci-dessus et, en juillet 1878, il a été

tung die Vergütungen, welche den nachfolgenden, gesetzlich vorgeschriebenen Sätzen und Bedingungen zufolge für die Beförderung der Postsachen zu zahlen sind.

Die Beförderung der Posten soll so oft und so schnell, als es nöthig ist, erfolgen; den zur Begleitung der Korrespondenz und zur Verrichtung des Dienstes unterwegs erforderlichen Beamten soll ein entsprechend eingerichteter und ausgestatteter Raum in einem Wagen oder einer angemessen erleuchteten und geheizten Wagen-Abtheilung überwiesen werden.

Die Erbauung und Einrichtung, sowie die Unterhaltung, Heizung und Erleuchtung der zur Postbeförderung und zu postdienstlichen Geschäften benutzten Wagen und Wagen-Abtheilungen werden durch die Eisenbahngesellschaften für eigene Rechnung bewirkt. Die Postverwaltung bestimmt die Form, Grösse und Ausstattung der Wagen und bezeichnet die Züge, welche zu Postbeförderungen benutzt werden, und welcher Art diese Beförderungen sein sollen.

Die für das Jahr und die Meile zu entrichtende Vergütung an diejenigen Eisenbahngesellschaften, welche die Beförderung der Postsendungen auf ihren Strecken täglich vermitteln, beträgt höchstens bei einem Gewicht

von 200 Pfund:	50 Dollars
» 500 »	75 »
» 1000 »	100 »
» 1500 »	125 »
» 2000 »	150 »
» 3500 »	175 »
» 5000 »	200 »

und so fort, für jede weiteren 2000 Pfund oder für den Bruchtheil von 2000 Pfund 25 Doll. mehr.

Das Durchschnittsgewicht wird wenigstens alle 4 Jahre auf Grund des wirklichen Gewichts derjenigen Posten festgestellt, welche während einer bestimmten Anzahl Tage (mindestens 30) zur Absendung gelangen.

Im Monat Juli 1876 ist die Postverwaltung ermächtigt worden, die vorstehenden Höchstbeträge um 10 % zu ermässigen; eine weitere Ermässigung um 5 % ist im Juli 1878 eingetreten.

to readjust, by means of contracts, the compensation to be paid for the transportation of the mails on railroad-routes, upon the conditions and at the rates fixed by law, and mentioned hereafter :

The mails must be conveyed with due frequency and speed; and sufficient and suitable room, fixtures, and furniture must be provided in a car or apartment properly lighted and warmed for route agents to accompany and distribute the mails.

All cars or parts of cars used for the railway mail service must be of such style, length, and character, and furnished in such manner, as is required by the Postmaster General, and must be constructed, fitted up, maintained, heated, and lighted by and at the expense of the Railroad Companies. The Postmaster General decides upon what trains and in what manner the mails are to be conveyed.

The compensation per mile per annum to Railway Companies may not exceed the following rates: On routes carrying their whole length an average weight of mails per day of:

200 pounds	50 dollars
500 »	75 »
1000 »	100 »
1500 »	125 »
2000 »	150 »
3500 »	175 »
5000 »	200 »

and 25 dollars additional for every additional 2000 pounds; the average weight to be ascertained by the actual weighing of the mails for a successive number of days not less than 30, and not less frequently than once in every four years.

In July 1876 the Postmaster General was authorized to reduce the above rates of compensation by 10 per cent., and in July 1878 he was directed to reduce them by 5 per cent. more.

autorisé à leur faire subir une nouvelle diminution de 5 p. %.

Une indemnité additionnelle est allouée aux Compagnies de Chemins de fer sur les lignes desquelles fonctionne un service journalier de bureaux ambulants dans les deux sens. Le maximum de cette indemnité est fixé, par mille et par année, à 25 dollars pour les bureaux ambulants de 40 pieds de longueur, à 30 dollars pour ceux de 45 pieds de longueur, à 40 dollars pour ceux de 50 pieds de longueur et à 50 dollars pour ceux de 55 à 60 pieds de longueur.

Toutefois, les compagnies qui, ayant fourni une première fois des bureaux ambulants, se refuseraient à en fournir à nouveau, ne pourraient pas prétendre à cette indemnité additionnelle.

Les Compagnies de chemins de fer dont les lignes sont construites sur un terrain concédé gratuitement par l'État ne touchent, pour le transport des dépêches, qu'une indemnité de 50 p. % des prix autorisés par la loi.

Le transport des sacs à dépêches et du matériel de bureau, ainsi que le transport de tout agent spécial des postes, muni d'une autorisation, est gratuit sur les lignes de chemins de fer.

Toutes les Compagnies de chemins de fer chargées d'un transport de dépêches sont tenues de fournir au Postmaster General, des indications exactes sur la situation (recettes et dépenses) de l'exploitation de leurs lignes, afin qu'il puisse, le cas échéant, prendre les mesures nécessaires pour modifier en conséquence le prix à payer pour ce transport.

En France, les obligations des Compagnies de chemins de fer envers l'Administration des Postes sont déterminées par des dispositions spéciales inscrites aux cahiers des charges des Compagnies.

Aux termes de ces dispositions, les Compagnies sont tenues de réserver gratuitement, à chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, deux compartiments spéciaux d'une voiture de deuxième classe,

Eine zweite Vergütung wird denjenigen Eisenbahngesellschaften gewährt, auf deren Linien täglich in beiden Richtungen Bahuposten kursieren. Der Höchstbetrag ist für die Meile und das Jahr festgesetzt: auf 25 Doll. für Bahnpostwagen von 40 Fuss Länge, auf 30 Doll. für solche von 45 Fuss Länge, auf 40 Doll. für solche von 50 Fuss Länge und auf 50 Doll. für solche von 55 bis 60 Fuss Länge.

Auf die letzteren Vergütungssätze haben jedoch diejenigen Eisenbahngesellschaften keinen Anspruch, welche ein erstes Mal Wagen hergegeben haben und die Einstellung weiterer Wagen aus diesem Grunde verweigern.

Diejenigen Gesellschaften, deren Linien auf einem Terrain gebaut sind, welches der Staat unentgeltlich abgetreten hat, haben für die Beförderung der Postsachen nur eine Vergütung von 80 % der gesetzlichen Sätze zu beziehen.

Die Beförderung der Briefsäcke und des Büromaterials, ferner diejenige der mit Ausweiskarten versehenen Postbeamten erfolgt auf den Eisenbahnen unentgeltlich.

Sämtliche Eisenbahngesellschaften, welche mit der Beförderung von Postsendungen betraut sind, haben der Postverwaltung genaue Angaben über den Stand (über Einnahmen und Ausgaben) des Betriebes ihrer Bahnen zu liefern, damit dieselbe eintretenden Falls die erforderlichen Massregeln treffen kann, um eine Ermässigung der zu zahlenden Vergütungssätze herbeizuführen.

In Frankreich sind die den Eisenbahngesellschaften im Interesse der Post auferlegten Verpflichtungen durch besondere, in den Konzessionsurkunden enthaltene Bestimmungen geregelt.

Nach dem Wortlaute dieser Bestimmungen sind die Unternehmungen gehalten, bei jedem während der gewöhnlichen Dienstzeit kursierenden Personen- oder Güterzuge zwei Abteilungen eines Personenwagens II. Klasse oder einen andern gleich grossen Raum zur Beförderung der

Additional pay may be allowed for every line comprising a daily trip each way of railway post-office cars, at a rate not exceeding 25 dollars per mile per annum for cars forty feet in length; 30 dollars for forty-five-foot cars; 40 dollars for fifty-foot cars; and 50 dollars for fifty-five to sixty-foot cars.

But, in case any Railroad Company having furnished railway post-office cars, shall refuse to provide such cars, such Company shall not be entitled to the above-mentioned additional pay.

Railroad Companies whose railroad was constructed by a land-grant made by Congress receive for the conveyance of the mails only 80 per cent. of the compensation authorized by law.

Railroad Companies are required to convey, without specific charge therefor, all mail-bags, post-office blanks, and stationery supplies. Also to convey, free of charge, all duly accredited Special Agents of the Department, on the exhibition of their credentials.

All Railroad Companies transporting the mails are obliged to furnish to the Postmaster General such data relating to the operating, receipts, and expenditures of their lines, as will enable him to take the necessary measures for modifying in accordance therewith the compensation to be paid for such transport.

In France the obligations imposed upon the Railway Companies with regard to the Postal Administration are determined by special provisions contained in the schedules of conditions of the Companies.

According to these provisions the Companies are bound to reserve gratuitously, in every passenger or goods train starting at the usual hours, two special compartments in a second class carriage, or space equivalent thereto,



ou un espace équivalent, pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes.

Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité de deux compartiments à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu de substituer une voiture spéciale aux wagons ordinaires, le transport de cette voiture est également gratuit.

Lorsque les Compagnies veulent changer les heures de départ des convois ordinaires, elles sont tenues d'en avertir l'Administration des postes quinze jours à l'avance.

Sur les lignes d'intérêt général, un train spécial régulier, dit *train journalier de la Poste*, est mis gratuitement chaque jour, à l'aller et au retour, à la disposition du Ministre des Postes pour le transport des dépêches sur toute l'étendue de la ligne. La longueur du parcours, les heures de départ et d'arrivée, soit de jour soit de nuit, la marche et le stationnement de ce convoi, sont réglés par le Ministre des Travaux publics et le Ministre des Postes, les Compagnies entendues.

Indépendamment de ce train spécial, l'Administration peut réclamer tous les jours, à l'aller et au retour, un ou plusieurs convois spéciaux dont la marche est réglée comme il est dit ci-dessus. La rétribution à payer aux Compagnies pour ces convois ne peut excéder 75 centimes par kilomètre parcouru pour la première voiture, et 25 centimes pour chaque voiture en sus de la première.

Les Compagnies ne peuvent être tenues d'établir des convois spéciaux ou de changer les heures de départ, la marche ou le stationnement de ces convois qu'autant que l'Administration les aura prévenues, par écrit, quinze jours à l'avance.

Néanmoins, toutes les fois qu'en dehors des services réguliers, l'Administration requiert l'expédition d'un convoi extraordinaire, soit de jour, soit de nuit, cette expédition doit être faite immédiatement, sauf l'observation des règlements de police. Le prix

Postsendungen und Postbeamten unentgeltlich herzugeben.

Reichen die beiden Wagenabteilungen mit je zwei Sitzbänken für die Bedürfnisse des Postdienstes nicht aus, und wird in Folge dessen anstatt der gewöhnlichen Eisenbahnwagen ein besonderer Postwagen eingestellt, so ist dieser ebenfalls unentgeltlich zu befördern.

Beabsichtigen die Bahngesellschaften eine Abänderung in den Abgangszeiten der gewöhnlichen Züge zu treffen, so haben sie die Postverwaltung 14 Tage zuvor davon zu benachrichtigen.

Auf den Hauptlinien wird in beiden Richtungen der Postverwaltung täglich ein besonderer fahrplanmässiger Zug, welcher die Bezeichnung «*täglicher Postzug*» führt, unentgeltlich zur Verfügung gestellt. Ueber die Strecke für welche der Zug einzustellen ist, über die Abgangs- und Ankunftszeiten, die Fahrgeschwindigkeit und die Haltepunkte desselben wird von den Ministerien der öffentlichen Arbeiten und der Posten in Gemeinschaft mit den Eisenbahngesellschaften Bestimmung getroffen.

Abgesehen von diesem Zuge, kann die Postverwaltung täglich einen oder mehrere besondere Züge in beiden Richtungen in Anspruch nehmen, deren Fahrzeit nach den obigen Bestimmungen geregelt wird. Die den Gesellschaften für die Züge zu zahlende Vergütung darf 75 C<sup>m</sup> für den ersten Wagen und 25 C<sup>m</sup> für jeden weiteren Wagen und Kilometer nicht übersteigen.

Zur Einstellung von besonderen Zügen oder zu Abänderungen des Ganges und der Haltepunkte derselben sind die Gesellschaften nur dann verpflichtet, wenn die Postverwaltung ein desfallsiges Begehren 14 Tage zuvor schriftlich gestellt hat.

Doch soll in dem Falle, wenn die Einstellung eines Extrazuges, gleichviel ob bei Tage oder bei Nacht, von der Verwaltung verlangt wird, einem derartigen Verlangen, unter Beobachtung der bahnpolizeilichen Vorschriften, sofort nachgekommen werden. Die zu zahlende Vergütung

for the reception of the letters, the mails, and the officers in charge of the same.

If, owing to the bulk of the mails, or the nature of the service, the space afforded in two compartments with two benches each should prove insufficient, and it should therefore be necessary to substitute a railway post-office van for the ordinary carriage, this post-office van is also to be forwarded free of charge.

Should the Companies wish to alter the hours of departure of the ordinary trains, they are bound to give notice thereof to the Administration a fortnight in advance.

On the lines of general importance a special regular train, called *daily mail-train* is gratuitously placed every day at the disposal of the Minister of Posts and Telegraphs for the conveyance of the mails over the whole length of the line. The length of the trip, the hours of departure and arrival by day and by night, the speed, and the stopping places of this train are regulated by the Minister of Public Works and the Minister of Posts, the Companies agreeing.

In addition to this train, the Administration may require that one or more express trains (*convois spéciaux*) be despatched every day, the speed &c. of the same being fixed as mentioned above. The compensation to be paid to the Companies for these trains may not exceed the rate of 75 centimes per kilomètre for the first carriage, and 25 centimes for every further carriage.

The Companies are only bound to despatch express trains, or to change the hours of departure, the speed, or the stopping places of the same, on the condition that the Administration gives them notice thereof, by writing, a fortnight in advance.

Nevertheless, every time the Administration requires, in addition to

est ultérieurement réglé de gré à gré ou à dire d'experts entre l'Administration et les Compagnies.

L'Administration des Postes fait construire à ses frais les voitures qu'il est nécessaire d'affecter spécialement au transport et à la maintenance des dépêches. Elle règle la forme et la dimension de ces voitures, sauf l'approbation, par le Ministre des Travaux publics, des dispositions qui intéressent la régularité et la sécurité de la circulation. Leur poids ne peut dépasser 8000 kilogrammes, chargement compris. L'Administration des Postes fait entretenir à ses frais ses voitures spéciales; toutefois l'entretien des châssis et des roues est à la charge des Compagnies.

Les Compagnies ne peuvent réclamer aucune augmentation des prix ci-dessus indiqués lorsqu'il est nécessaire d'employer des plates-formes au transport des malles-poste ou des voitures spéciales en réparation.

La vitesse moyenne des convois spéciaux mis à la disposition de l'Administration des Postes ne peut être moindre de 40 kilomètres à l'heure, temps d'arrêt compris; l'Administration peut consentir une vitesse moindre, soit à raison des pentes, soit à raison des courbes à parcourir, ou bien exiger une plus grande vitesse, dans le cas où les Compagnies obtiendraient plus tard, dans la marche de leurs services, une vitesse supérieure.

Les Compagnies sont tenues de transporter gratuitement, par tous les convois de voyageurs, tout agent des postes chargé d'une mission ou d'un service accidentel et porteur d'un ordre de service régulier délivré par le Ministre des Postes.

Les Compagnies sont tenues, en outre, de fournir à chacun des points extrêmes des lignes, ainsi qu'aux principales stations intermédiaires qui sont désignées par l'Administration des Postes, un emplacement sur lequel l'Administration peut faire construire

bleibt späterer Verständigung zwischen der Postverwaltung und den Bahngesellschaften vorbehalten oder wird durch Experten bemessen.

Die Erbauung der ausschliesslich zur Beförderung und Bearbeitung der Korrespondenz dienenden Wagen geschieht für Rechnung der Postverwaltung. Auch bestimmt dieselbe die Form und die Grösse dieser Wagen, vorbehaltlich der Zustimmung des Ministers der öffentlichen Arbeiten zu denjenigen Bestimmungen, welche die Regelmässigkeit und Sicherheit des Betriebes angehen. Das Gewicht der Wagen darf einschliesslich der Ladung 8000 Kgr. nicht übersteigen. Für die Unterhaltung der Wagen sorgt die Verwaltung auf ihre eigene Rechnung, doch liegt die Unterhaltung der Untergestelle und der Räder den Gesellschaften ob.

Höhere Vergütungssätze, als die vorstehenden, haben die Gesellschaften auch in dem Falle nicht zu beanspruchen, wenn zur Beförderung von gewöhnlichen Postwagen oder Bahnpostwagen in Reparatur offene Güterwagen verwendet werden.

Die mittlere Geschwindigkeit der für Postzwecke verwendeten besonderen Züge darf, einschliesslich der Haltezeiten, nicht weniger als 40 Km. in der Stunde betragen; doch kann bei Steigungen oder Kurven die Postverwaltung sich auch eine geringere Fahrgeschwindigkeit gefallen lassen, wogegen sie andererseits berechtigt ist, eine Erhöhung der Geschwindigkeit in Anspruch zu nehmen, wenn dieselbe von den Gesellschaften in ihrem Betriebe später eingeführt werden sollte.

Die Gesellschaften sind verpflichtet, allen denjenigen Postbeamten, welche aus dienstlichen Gründen oder vermöge besonderen Auftrages Reisen unternehmen müssen und die mit einer desfallsigen Bescheinigung des Ministers der Posten versehen sind, freie Beförderung mit allen Personenzügen zu gewähren.

Die Gesellschaften sind ferner verpflichtet, am Anfangs- und Endpunkte jeder Linie, sowie an den von der Postverwaltung bezeichneten grösse-

the regular services, the despatch of a special train (*convoi extraordinaire*), by day and by night, such train must at once be despatched, provided that the by-laws be observed. The compensation is fixed afterwards by mutual agreement, or by arbitration, between the Administration and the Companies.

The vans intended for the conveyance and the handling of the mails are constructed by and at the expense of the Postal Administration, which also gives directions concerning their form and dimensions. These directions, however, in so far as they may have any influence on the regularity and security of the traffic, are subject to the approval of the Minister of Public Works. The post-office vans may not, when loaded, exceed 8000 kilogrammes in weight. They are maintained at the cost of the Administration, the underframes and wheels only being kept in repair by the Companies.

The Companies may not claim any increase in the rates of compensation mentioned above for trucks used for the conveyance of mail-coaches or special carriages sent to be repaired.

The average-speed of the express trains placed at the disposal of the Postal Administration may not be less than 40 kilomètres an hour, stoppages included. The Administration may consent to a lower speed, either on account of slopes or on that of curves, or may demand a higher speed in case the Companies should, later on, accelerate their services.

The Companies are bound to convey, free of charge, by all passenger-trains, any postal officer travelling on service and provided with a regular order signed by the Minister of Posts.

The Companies are further bound to provide, at the termini of each line, as well as at the principal intermediate stations designated by the Postal Administration, a plot of ground for the erection of post-offices or mail-depositories, and sheds for loading

des bureaux de poste ou d'entrepôt des dépêches, et des hangars pour le chargement et le déchargement des malles-poste. Les dimensions de cet emplacement sont, au maximum, de 64 mètres carrés dans les gares des départements et du double à Paris.

La valeur locative du terrain ainsi fourni par les Compagnies leur est payée de gré à gré ou à dire d'experts.

L'Administration se réserve le droit d'établir, à ses frais, sans indemnité, mais aussi sans responsabilité pour les Compagnies, tous poteaux ou appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêt de train, à la condition que ces appareils, par leur nature ou leur position, n'apportent pas d'entraves aux différents services des lignes ou des stations.

Les employés chargés de la surveillance du service, les agents préposés à l'échange ou à l'entrepôt des dépêches, auront accès dans les gares ou stations pour l'exécution de leur service en se conformant aux règlements de police intérieure des Compagnies.

Une décision ministérielle en date du 30 juillet 1857 complète, ainsi qu'il suit, les dispositions qui précèdent :

Les locaux dépendant des bâtiments d'exploitation des Compagnies de chemins de fer et composés de plusieurs pièces à rez-de-chaussée, sont loués à l'Administration des Postes à raison de 10 francs le mètre superficiel.

Les locaux de la même espèce qui comprendront, outre un rez-de-chaussée, un entresol, sont loués à raison de 15 francs le mètre superficiel, soit que cet entresol existe déjà au moment de la prise de possession, soit que l'Administration le fasse établir elle-même et à ses frais.

ren Zwischenstationen einen Bauplatz herzugeben, auf welchem dieselbe Postgebäude oder Niederlagestätten für Briefsäcke und Schuppen zum Ein- und Ausladen der gewöhnlichen Posten errichten lassen kann. Der Platz soll auf den Bahnhöfen in den Departements höchstens 64 Qm. und in Paris den doppelten Raum umfassen.

Der Miethwerth des durch die Gesellschaften hergegebenen Terrains wird im Wege freien Uebereinkommens oder durch Experten festgesetzt.

Die Postverwaltung behält sich das Recht vor, für ihre Rechnung, ohne Entschädigung, aber auch ohne Verantwortlichkeit für die Bahngesellschaften, die zum Austausch der Briefpakete während der Fahrt etwa nothwendigen Fangpfähle oder Fangapparate anbringen zu lassen, vorausgesetzt dass diese Vorrichtungen keine Störungen für den Eisenbahndienst auf der Linie oder auf den Stationen verursachen.

Die mit der Beaufsichtigung des Dienstes betrauten Postbeamten und die Angestellten, welche den Austausch oder die Aufbewahrung der Briefsäcke zu besorgen haben, sollen bei ihren dienstlichen Verrichtungen freien Zutritt zu den Bahnhöfen oder Stationen haben, sofern die bahnpolizeilichen Vorschriften von ihnen beobachtet werden.

Die vorstehenden Bestimmungen sind durch ministerielle Verfügung vom 30. Juli 1857, wie folgt, ergänzt worden :

Dienstlokale in Stationsgebäuden der Eisenbahngesellschaften, welche aus mehreren Zimmern des Erdgeschosses bestehen, werden der Postverwaltung gegen 10 Fr. für den Quadratmeter der Grundfläche miethweise überlassen.

Umfassen diese Lokale ausser dem Erdgeschoss auch den Raum des Entresols, so beträgt die Miethe 15 Fr. für den Quadratmeter der Grundfläche, gleichviel ob der Entresol bei Uebernahme der Lokale bereits vorhanden war, oder ob ihn die Postverwaltung für eigene Rechnung hat herstellen lassen.

and unloading the mail-coaches. The maximum area of this plot is fixed at 64 square mètres with regard to stations in the departments, and at double this space for stations in Paris.

The ground-rent of plots provided by the Companies is fixed by common consent or by arbitration.

The Administration reserves the right of erecting at its own expense, without having to pay any indemnity, but also without any responsibility being assumed by the Companies, any catcher-cranes or other contrivance necessary for the exchange of pouches without stopping the trains, on the condition that such contrivance shall not, either from its nature or position, throw any impediment in the way of carrying out the different services of the line or the stations.

The postal officers entrusted with the superintendence of the service, and the officials in charge of the exchange of mails or the mail-depositories shall have free access into the stations for the purpose of discharging their duties. They are bound to comply with the by-laws of the Companies.

By a ministerial decision of the 30<sup>th</sup> of July 1857 the above-mentioned provisions were completed as follows:—

Localities belonging to the Companies, and consisting of several rooms on the ground-floor are let to the Administration at the rate of 10 francs per square mètre of ground covered.

Localities of the same nature consisting of the ground-floor and the 1<sup>st</sup> story, are let at the rate of 15 francs per square mètre of ground covered, whether the 1<sup>st</sup> story existed when the Administration took possession, or whether it was built by and at the expense of the Administration.

Enfin, les emplacements ou terrains sur lesquels l'Administration, à défaut de locaux disponibles dans les bâtiments d'exploitation, a fait ou fera élever des constructions en planches ou en maçonnerie, sont payés à raison de 1 franc le mètre superficiel, mais avec cette condition que jamais le prix de location ne puisse être inférieur à 40 francs pour chaque gare, quand bien même l'étendue du terrain concédé n'atteindrait pas 40 mètres.

(A suivre).

---

### Communications.

Le projet de loi soumis, en 1880, au Conseil fédéral allemand en faveur des veuves et des orphelins des employés de l'Empire d'Allemagne, a reçu récemment l'approbation législative. La loi issue de ce projet comprend 25 articles; elle porte la date du 20 Avril 1881 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> Juillet dernier. Les dispositions relatives aux cotisations à verser par les employés et aux pensions à payer aux veuves et aux orphelins, ont été maintenues telles que nous les avons reproduites précédemment\*). Quant aux autres dispositions de la loi, en voici les principales.

L'obligation de payer les cotisations pour le fonds des veuves et des orphelins cesse: *a.* lors de la mort de l'employé; *b.* si l'employé quitte le service sans être pensionné ou bien s'il est destitué de ses fonctions avec jouissance d'une partie seulement de sa pension; *c.* au moment de la mise à la retraite de l'employé, s'il n'est pas marié ou s'il n'a pas d'enfants légitimes ou légitimés par un mariage subséquent. âgés de moins de 15 ans et non mariés.

Si la veuve est plus jeune de plus de 15 ans que le défunt, sa pension est diminuée d'autant de fois un

\*) Voir *Union postale* V, page 107.

Für den Grund und Boden endlich, auf welchem, in Ermangelung disponibler Räumlichkeiten in den Stationsgebäuden, die Postverwaltung Neubauten aus Holz oder Stein aufzuführen lässt, zahlt dieselbe 1 Fr. für den Quadratmeter, unter der Bedingung jedoch, dass der Miethpreis für keinen Bahnhof weniger als 40 Fr. betragen darf, selbst wenn der Umfang des überlassenen Terrains 40 Meter nicht erreichen sollte.

(Fortsetzung folgt).

---

### Mittheilungen.

Der im Jahre 1880 dem Bundesrathe in Deutschland vorgelegte Gesetzentwurf, betreffend die Fürsorge für die Wittwen und Waisen der deutschen Reichsbeamten, hat vor Kurzem die Genehmigung seitens der gesetzgebenden Faktoren erhalten. Das neue Gesetz umfasst 25 Paragraphen; dasselbe trägt das Datum vom 20. April 1881 und ist am 1. Juli d. J. in Kraft getreten. Die schon früher von uns veröffentlichten Bestimmungen\*) über die Höhe der von den Beamten zu entrichtenden Beiträge und der den Wittwen und Waisen zustehenden Pensionen sind unverändert geblieben. Aus den übrigen Bestimmungen des Gesetzes heben wir noch Folgendes hervor:

Die Verpflichtung zur Entrichtung der Wittwen- und Waisengeldbeiträge erlischt: *a.* mit dem Tode des Beamten; *b.* wenn der Beamte ohne Pension aus dem Dienste scheidet, oder mit Belassung eines Theils derselben aus dem Dienste entlassen wird; *c.* für den Beamten, welcher weder verheirathet ist, noch unverheirathete eheliche oder durch nachgefolgte Ehe legitimirte Kinder unter 18 Jahren besitzt, mit dem Zeitpunkte der Versetzung in den Ruhestand.

War die Wittwe mehr als 15 Jahre

\*) S. *Union postale* V, S. 107.

Lastly, the plots of ground on which the Administration, in default of unoccupied localities in the buildings of the Companies, has erected or shall erect constructions made of wood or stone, are paid for at the rate of 1 franc per square mètre, provided that the rent shall not be less than 40 francs per station, even if the plot of ground should not measure 40 square mètres.

(To be continued).

---

### Miscellaneous.

The bill for making provision for the widows and orphans of officers in the service of the Empire, submitted in 1880 to the Federal Council in Germany, has recently been ratified by the legislative bodies. The new law contains 25 articles; it bears the date of the 20<sup>th</sup> of April 1881, and came into force on the 1<sup>st</sup> of July last. The provisions already published by us\*) concerning the amounts of the contributions to be paid by the officers, and those of the pensions granted to widows and orphans have not been altered. As concerns the remaining provisions of the law, we may cite the following:—

The obligation of paying contributions towards the widows' and orphans' pensions ceases to exist:—*a.* with the death of the officer; *b.* when the officer leaves the service without a pension, or is dismissed with a part of the pension; *c.* for the officer who is not married, and who has no unmarried legitimate children, or unmarried children legitimized by subsequent marriage, under 18 years of age, from the day on which he retires on a pension.

When the widow is more than 15

\*) See *l'Union postale* V, page 107.

vingtième qu'elle compte d'années au-dessus de 15 ans jusqu'à concurrence de 25 ans. Une année commencée compte pour une année entière.

La veuve n'a pas droit à une pension si le mariage avec l'employé décédé n'a été conclu que 3 mois avant la mort de celui-ci, dans l'intention d'assurer à la veuve la jouissance de la pension.

Ne peuvent prétendre, non plus, à la pension la veuve d'un employé et ses orphelins lorsque le mariage dont ces derniers sont nés, a été conclu après la mise à la retraite de cet employé.

Légalement, les pensions accordées aux veuves et aux orphelins ne peuvent être ni cédées, ni engagées, ni reportées d'une autre manière sur une tierce personne.

Le droit à la pension expire: 1° pour les veuves et les orphelins, à la fin du mois dans lequel ils se marient ou meurent; 2° pour les orphelins, en outre, à la fin du mois dans lequel ils atteignent l'âge de 18 ans.

Les employés qui, avant la promulgation de la loi, ont assuré un capital à leurs héritiers légaux auprès d'une compagnie d'assurance privée, peuvent être dispensés de verser les cotisations à la caisse de pension des veuves et des orphelins si, par une déclaration écrite, ils renoncent, pour leurs survivants, aux pensions servies par cette caisse.

\* \* \*

Une loi du 17 Juillet 1880, exécutoire depuis le 1<sup>er</sup> Juillet dernier, autorise l'Administration des Postes de France à admettre au recouvrement\*) les valeurs ou effets *protestables* au même titre que les valeurs ou effets payables sans frais.

En cas de refus de paiement à présentation d'un effet soumis au

\*) Voir *Union postale* IV, page 107.

jünger als der Verstorbene, so wird das Wittwengeld für jedes angefangene Jahr des Altersunterschiedes über 15 bis einschliesslich 25 Jahre um  $\frac{1}{20}$  gekürzt.

Keinen Anspruch auf Wittwengeld hat die Wittwe, wenn die Ehe mit dem verstorbenen Beamten innerhalb dreier Monate vor seinem Ableben geschlossen und die Eheschliessung zu dem Zwecke erfolgt ist, um der Wittwe den Bezug des Wittwengeldes zu verschaffen.

Keinen Anspruch auf Wittwen- und Waisengeld haben die Wittwe und die hinterbliebenen Kinder eines pensionirten Beamten aus solcher Ehe, welche erst nach der Versetzung des Beamten in den Ruhestand geschlossen ist.

Das Wittwen- und Waisengeld kann mit rechtlicher Wirkung weder abgetreten, noch verpfändet oder sonst übertragen werden.

Das Recht auf den Bezug des Wittwen- und Waisengeldes erlischt: 1. für jeden Berechtigten mit dem Ablauf des Monats, in welchem er sich verheirathet oder stirbt; 2. für jede Waise ausserdem mit dem Ablauf des Monats, in welchem sie das 18. Lebensjahr vollendet.

Beamte, welche vor der Verkündigung des Gesetzes ihren gesetzlichen Erben ein Kapital bei einer Privat-Versicherungsgesellschaft versichert haben, können, wenn sie durch eine schriftliche Erklärung für ihre etwaigen künftigen Hinterlassenen auf das Wittwen- und Waisengeld verzichten, von Entrichtung des Wittwen- und Waisengeldbeitrages befreit bleiben.

\* \* \*

In Frankreich ist die Postverwaltung durch ein am 1. Juli d. J. in Kraft getretenes Gesetz vom 17. Juli 1880 ermächtigt worden, zur Protestaufnahme bestimmte Werth- oder Handelspapiere ganz ebenso zur Einziehung anzunehmen\*), wie Wechsel etc., welche ohne Kosten zahlbar sind.

Für den Fall der Nichteinlösung

\*) S. *Union postale* IV, S. 107.

years younger than her deceased husband, her pension is reduced by  $\frac{1}{20}$  for every commenced year of the difference of age above 15 up to 25 years inclusively.

The widow has no claim to a pension, if she contracted marriage with the deceased officer within 3 months previous to his death, and the marriage was contracted for the purpose of entitling the widow to a pension.

No pension is granted to the widow and orphans of a pensioned officer who married after he retired on a pension.

A widow's or orphan's pension can neither be ceded, nor pledged, nor otherwise transferred.

The right to a widow's or orphan's pension ceases to exist: 1.—for every person entitled thereto, at the end of the month in which she or he marries or dies; 2.—for each orphan, moreover, at the end of the month in which he completes the 18<sup>th</sup> year of his age.

Officers who, previous to the promulgation of the law, have insured a sum in a private Insurance Company to be paid to their heirs, may, if they resign by writing the claim to any widow's and orphan's pension for their heirs, be dispensed from paying any contribution towards the widows' and orphans' pension fund.

\* \* \*

By a law of the 17<sup>th</sup> of July 1880, which came into force on the 1<sup>st</sup> of July last, the French Postal Administration was authorized to undertake the collection\*) of securities or bills *liable to protest in case of non payment*, on the same conditions as bills payable without cost.

When, on presentation of a bill

\*) See *l'Union postale*, IV, page 107.

protét, l'Administration des postes sera déchargée par la remise de l'effet à un officier ministériel.

En cas de paiement entre les mains de ce dernier, les prélèvements fixés par l'article 5 de la loi du 5 Avril 1879\*), seront acquis au receveur et au facteur.

L'Officier ministériel n'aura aucun recours, pour ses frais, contre l'Administration des Postes.

Cette Administration n'assume aucune responsabilité au cas où la présentation à domicile ou la remise de l'effet à l'Officier ministériel n'auraient pas eu lieu en temps utile.

La même loi réduit à  $\frac{1}{2}$  p. % le droit à percevoir pour tout recouvrement dépassant 50 francs et elle autorise le Gouvernement à abaisser successivement jusqu'au taux uniforme de  $\frac{1}{2}$  p. %, le droit de 1 p. % applicable actuellement au recouvrement de sommes inférieures à 50 francs.

Elle modifie, en outre, le droit à percevoir pour les abonnements, par la poste, aux journaux, revues et recueils périodiques. Ce droit n'est plus que de 1 p. % plus un droit fixe de 10 centimes, par abonnement.

\* \* \*

Une convention particulière a été conclue, le 8 décembre 1880, entre la France et l'Espagne pour l'échange des valeurs déclarées. Cette convention, calquée en grande partie sur l'Arrangement du 1<sup>er</sup> juin 1878, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet dernier. Voici quelles en sont les principales dispositions.

La déclaration pour chaque lettre ne peut pas dépasser 5000 francs.

Chacune des deux Administrations contractantes a la faculté de fixer à son gré le droit proportionnel d'assurance, moyennant que ce droit ne

eines zur Protestaufnahme bestimmten Wechsels ist die Obliegenheit der Postverwaltung mit der Weitergabe desselben an einen öffentlichen Beamten erfüllt.

Erfolgt die Zahlung an den Letzteren, so erhalten der Postamtsvorsteher und Briefträger die im Art. 5 des Gesetzes vom 5. April 1879 \*) festgesetzten Gebühren.

Dem öffentlichen Beamten steht bezüglich seiner Gebühren keinerlei Anspruch an die Postverwaltung zu.

Auch übernimmt Letztere keine Verantwortlichkeit für den Fall, wenn die Vorzeigung oder die Weitergabe des Wechsels an den öffentlichen Beamten nicht zur richtigen Zeit erfolgt sein sollte.

Durch dasselbe Gesetz wird die Gebühr für Postaufträge von mehr als 50 Fr. auf  $\frac{1}{2}$  % ermässigt und die Regierung ermächtigt, die Gebühr von 1 %, welche jetzt noch auf Beträge bis 50 Fr. Anwendung findet, nach und nach allgemein auf  $\frac{1}{2}$  % herabzusetzen.

Ferner ist in dem Gesetze die Abonnementsgebühr für Zeitungen, Journale und periodische Schriften ermässigt worden, indem dieselbe, neben einer festen Gebühr von 10 Cts. für jedes Abonnement, nur noch 1 % beträgt.

\* \* \*

Zwischen Frankreich und Spanien ist, nach dem Muster des Uebereinkommens vom 1. Juni 1878, unterm 8. Dezember 1880 ein Vertrag in Betreff des Austausches von Briefen mit Werthangabe abgeschlossen worden, welcher am 1. Juli d. J. in Kraft getreten ist. Die wichtigsten Bestimmungen dieses Vertrages sind folgende:

Die Werthangabe darf für jeden Brief nicht mehr als 5000 Fr. betragen.

Jede der beiden Verwaltungen ist berechtigt, die Versicherungsgebühr nach ihrem Gutdünken festzusetzen, doch darf dieselbe  $\frac{1}{2}$  Prozent des

liable to protest, the payment of the same is refused, the Administration shall, on handing the bill to a ministerial officer, be discharged from every further obligation.

In case of payment to that officer, the fees contemplated by Art. 5 of the law of the 5<sup>th</sup> of April 1879\*) shall be paid to the postmaster and the letter-carrier.

The ministerial officer has no right to claim his fees from the Postal Administration.

This Administration assumes no responsibility in case the presentation of the bill or the delivery of the same to the ministerial officer should not have been effected in due time.

The same law reduces the fee for every collection exceeding 50 francs to  $\frac{1}{2}$  per cent., and authorizes the Government to reduce by degrees the fee of 1 per cent. at present charged for collections of less than 50 francs, to the uniform rate of  $\frac{1}{2}$  per cent.

It, moreover, modifies the fee charged\* for subscriptions to newspapers, reviews, and periodicals taken through the medium of the Post. This fee now only amounts to 1 per cent. with the addition of a fixed charge of 10 centimes per subscription.

\* \* \*

A Convention, on the pattern of that of the 1<sup>st</sup> of June 1878, concerning the exchange of letters with value declared, was concluded between France and Spain on the 8<sup>th</sup> of December 1880, and came into force on the 1<sup>st</sup> of July last. The principal provisions of this Convention are as follows:—

The amount of the declared value may not exceed 5000 francs per letter.

Each of the two contracting Administrations has the right to fix the amount of the insurance fee, provided this fee does not exceed  $\frac{1}{2}$  per cent. of the value declared.

\*) Voir *Union postale* IV, page 108.

\*) *S. Union postale* IV, S. 108.

See *l'Union postale* IV, page 108.



dépasse pas  $\frac{1}{2}$  p.  $\%$  de la somme déclarée.

Les deux Administrations peuvent se livrer réciproquement, en transit à découvert, des lettres contenant des valeurs déclarées, originaires ou à destination des pays avec lesquels chacune d'elles sera en état d'échanger des lettres de l'espèce.

En cas de perte ou de spoliation de tout ou partie de la valeur déclarée, le paiement de l'indemnité doit avoir lieu au plus tard dans le délai de deux mois, à partir du jour de la réclamation; mais la réclamation ne sera admise que dans le délai de six mois à partir du dépôt à la poste de la lettre portant déclaration; passé ce terme, le réclamant n'aura droit à aucune indemnité.

La garantie réciproque assurée par les deux Administrations pour le parcours en pays étrangers, ne pourra pas excéder celle que déterminent, pour ce parcours, les conventions réglant l'échange des valeurs déclarées entre l'Office étranger en cause et celle des deux Administrations qui servira d'intermédiaire à l'autre pour correspondre avec le dit office.

\* \* \*

D'après le rapport publié récemment par l'Administration des Postes égyptiennes pour l'année 1880, les recettes de cette Administration se sont élevées à 80,682 livres égyptiennes et les dépenses à 69,992 livres égyptiennes, ce qui donne un excédant de recettes de 10,690 livres égyptiennes.

\* \* \*

Les possessions anglaises de la Barbade et de St-Vincent, dans le groupe des petits Antilles, feront partie de l'Union postale universelle à dater du 1<sup>er</sup> septembre prochain.

angegebenen Werthbetrages nicht übersteigen.

Die beiden Verwaltungen können sich Werthbriefe aus oder nach dritten Ländern stückweise überliefern, vorausgesetzt, dass zwischen der einen oder anderen Verwaltung und den betreffenden Ländern ein Austausch von Werthbriefen besteht.

Wenn der Werthinhalt ganz oder theilweise verloren geht oder unterschlagen wird, so soll die Zahlung des Ersatzbetrages spätestens innerhalb zweier Monate, vom Tage der Nachfrage ab gerechnet, stattfinden; doch ist der Anspruch auf Entschädigung nur zulässig, wenn derselbe innerhalb 6 Monaten, vom Tage der Aufgabe des Werthbriefes ab gerechnet, erhoben wird; nach Ablauf dieses Zeitraumes steht dem Absender ein Anspruch auf irgend eine Entschädigung nicht zu.

Für Beförderungen in dritten Ländern haften die beiden Verwaltungen nach Massgabe der Bestimmungen derjenigen Verträge, welche den Austausch von Werthbriefen zwischen der betreffenden dritten Verwaltung und derjenigen der beiden Verwaltungen regeln, die den Austausch zwischen der anderen Verwaltung und der betreffenden dritten Verwaltung vermittelt.

\* \* \*

Nach dem vor Kurzem veröffentlichten Jahresberichte der ägyptischen Postverwaltung für 1880 haben die Einnahmen derselben in diesem Jahre 80,682 ägypt. Pfund betragen, die Ausgaben dagegen nur 69,992 ägypt. Pfund; es ist mithin ein Ueberschuss erzielt worden von 10,690 ägypt. Pfund.

\* \* \*

Zum 1. September d. J. treten die zur Gruppe der kleinen Antillen gehörigen britischen Inseln Barbados und St. Vincent dem Weltpostverein bei.

The two Administrations may deliver to one another in transit, à découvert, letters with value declared originating in, or intended for, countries with which either of them maintains an exchange of such letters.

In case of the loss of the whole or of part of the declared value, the payment of the indemnity shall be effected at the latest within a delay of two months to count from the day of application; but the application shall only be entertained if made within a delay of six months from the day on which the letter with value declared was posted. After the expiration of this delay the applicant has no right to any indemnity.

The two Administrations are responsible for the conveyance in foreign countries within the limits determined in the conventions governing the exchange of letters with value declared between the foreign Administration concerned, and the one of the two contracting Administrations which serves as intermediary to the other contracting Administration for the exchange with the foreign Administration.

\* \* \*

According to the yearly report of the Egyptian Postal Administration for 1880, which has lately been published, the gross revenue of this Administration amounted to 80,682 Egyptian pounds, against an expenditure of 69,992 Egyptian pounds, thus leaving a net revenue of 10,690 Egyptian pounds.

\* \* \*

The entry into the Universal Postal Union of the British Islands of Barbados and St. Vincent, which form part of the Small Antilles, will take place on the 1<sup>st</sup> of September next.



# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

**Abonnements particuliers.**

En an . . . . . fr. 4. 60

Six mois . . . . . » 2. 30

Trois mois . . . . . » 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 9.

Berne, 1<sup>er</sup> Septembre 1881.

**Sommaire.** — I. LE PLUS ANCIEN OUVRAGE ALLEMAND TRAITANT DE L'HISTOIRE DE LA POSTE ET DU DROIT POSTAL. — II. LE SERVICE POSTAL AU JAPON EN 1879/80. — III. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER (*Suite*). — IV. COMMUNICATIONS.

Le plus ancien ouvrage allemand traitant de l'histoire de la Poste et du droit postal.

Par M. Lœper, directeur des Postes à Ste-Marie-aux-Mines.

La situation favorable de l'Allemagne, au centre de l'Europe, a permis aux habitants de ce pays d'entrer, dès bonne heure, en relations avec presque tous les peuples des pays environnants. D'après l'expression du philosophe Kant, l'allemand est, du reste, un homme de tous les pays et de tous les climats, qui émigre volontiers. C'est, sans doute, à ce goût de la race germanique pour les voyages que les allemands doivent de s'être intéressés de si bonne heure aux institutions administratives et économiques des autres pays. La Poste et les institutions de messagers n'ont pas échappé à leur attention. Des relations de voyage, en particulier celles écrites à partir du XV<sup>e</sup> siècle, ont entièrement, sur ces deux institutions, les notices qui, plus tard, ont été recueillies d'abord dans les guides publiés au XVII<sup>e</sup> siècle et ensuite dans des ouvrages spéciaux sur le service des postes, sur les routes publiques ou militaires ou sur d'autres matières de même nature. Parmi ces derniers ouvrages, celui publié en 1726 par un membre du Conseil de

Das älteste deutsche geschichtlich-rechtliche Werk über die Posteinrichtungen.

Von Herrn Postdirektor Lœper in Markirch.

Die günstige Lage Deutschland's in der Mitte Europa's brachte die Bewohner desselben schon frühzeitig in regen Verkehr mit fast allen benachbarten Völkern. Dazu kommt noch, dass der Deutsche nach dem treffenden Ausspruch des Philosophen Kant « ein Mann von allen Ländern und Klimaten ist, der leicht auswandert. » Dieser Reisetrieb der germanischen Race musste nothwendig zur Folge haben, dass die Deutschen die staatlichen und gesellschaftlichen Einrichtungen anderer Länder schon frühzeitig kennen lernten. Unter Anderem gilt dies auch von den Post- und Botenanstalten. Vereinzelt Mittheilungen darüber finden sich, wenn auch noch zerstreut, vor in den Reisebeschreibungen — insbesondere vom 15. Jahrhundert ab —, aus welchen sie in die zuerst im 17. Jahrhundert entstandenen Reisehandbücher, sowie ferner auch in einzelne Abhandlungen über das Postwesen, über öffentliche Land- und Heerstrassen oder verwandte Stoffe übergegangen sind. Unter der letzteren Art von Werken ist besonders

The oldest German historical and legal work on postal arrangements.

By Mr. Lœper, Postal Director at Markirch.

The Germans, thanks to the advantageous position of their country in the centre of Europe, began, at a very early period, to carry on lively intercourse with nearly all the neighbouring nations. The German, moreover, according to the striking remark of Kant, the philosopher, « is a man of all countries, and all climates, given to emigration. » The necessary consequence of this inclination for travelling inherent in the German race was that this people soon became acquainted with the political and social arrangements of other countries. Their attention was, among other institutions, drawn to the postal and messenger-services. Occasional allusions to these services are to be found scattered through accounts of travel, and especially in those written after the XIV. century. From these accounts they passed into the travellers' guides which began to be published in the XVII. century, as also into a few treatises on postal arrangements, on public high and military roads, and matters of a similar nature. Among the latter kind of works, one deserving

la maison de Solms, M. Carl Christian Schramm, mérite une mention particulière. Il a pour titre: *Saxonia monumentis viarum illustrata, etc. Von denen Wege-Weisern, Armen und Meilen-Säulen*. Cet ouvrage, relativement très détaillé, est orné de plusieurs gravures. Le premier chapitre contient, sous la rubrique: *De origine postarum in Europæ provinciis, præprimis Germaniæ*, un précis en langue latine, avec de nombreuses annotations en langues allemande, française, anglaise et italienne, dans lesquelles on a réuni en Allemagne, pour la première fois à ce qu'il paraît, un certain nombre de notions historiques très intéressantes sur les institutions postales des divers pays d'Europe.

Environ vingt ans après, M. Joachim Ernst v. Beust, jurisconsulte, publia un ouvrage en trois volumes in-quarto sur le monopole des postes, qui, indépendamment de beaucoup de questions de droit connexes au service postal, renferment un certain nombre de notices intéressantes sur les organisations postales d'Allemagne et d'autres pays d'Europe, etc.

L'auteur de ce grand ouvrage, un descendant du célèbre écrivain et professeur, M. Joachim v. Beust, à Wittenberg (1522—97), étudia le droit et l'histoire aux universités de Leipzig, d'Anvers et de Strasbourg; il entra ensuite au service du Prince Brandebourg-Kulmbach, à Bayreuth et y parvint au grade de conseiller intime. Plus tard, probablement à la suite de la publication de son important ouvrage sur la guerre et les affaires militaires, il fut nommé membre du conseil de guerre par les États du cercle franconien. Peu après, il entra au service du comte Hohenlohe-Neuenburg à Oehringen et occupa ensuite pendant assez longtemps le poste de bailli supérieur à Ohrdruff en Saxe-Cobourg-Gotha. Indépendamment de l'ouvrage sur le monopole de la poste, mentionné ci-dessus, M. de Beust a écrit les livres indiqués ci-après: *Observationes militares* en 4 volumes, une notice sur les lois monétaires de l'Empire allemand, un précis sur les droits et les obligations

erwähnenswerth eine im Jahr 1726 erschienene Schrift des Solmischen Amtsraths Carl Christian Schramm, betitelt: *Saxonia monumentis viarum illustrata etc. Von denen Wege-Weisern, Armen- und Meilen-Säulen*. Das erste Kapitel dieses verhältnissmässig ausführlichen, mit mehreren Kupferstichen versehenen Werkes enthält unter dem besondern Titel: *De origine postarum in Europæ provinciis, præprimis Germaniæ* eine Abhandlung in lateinischer Sprache nebst vielen Anmerkungen in deutscher, französischer, englischer und italienischer Sprache, in welchen, wie es scheint zum ersten Male in Deutschland, eine Anzahl schätzenswerther geschichtlicher Mittheilungen über die Posteinrichtungen in den einzelnen Ländern Europa's zusammengestellt ist.

Etwa 20 Jahre später gab der Rechtsgelehrte Joachim Ernst v. Beust ein aus drei starken Quartbänden bestehendes Werk über das Postregal heraus, das neben vielen Rechtsfragen, die mit dem Gebiete des Postwesens in gewissem Zusammenhange stehen, bereits manche werthvolle geschichtliche Beiträge über die Posteinrichtungen Deutschland's und anderer Länder in Europa etc. beibringt.

Der Verfasser dieses grossen Werkes, ein Nachkomme des berühmten Professors und Schriftstellers Joachim von Beust in Wittenberg (1522—97), studirte die Rechte und Geschichte auf den Universitäten zu Leipzig, Antwerpen und Strassburg, trat demnächst in Bayreuth in Fürstlich Brandenburgisch-Kulmbachische Dienste und erlangte daselbst den Rang eines Geheimen Regierungsraths. Von den Ständen des Fränkischen Kreises wurde er später, wahrscheinlich aus Anlass der Herausgabe eines grösseren Werkes über das Kriegs- und Militärwesen, zum Kreis-Kriegsrath ernannt. Demnächst trat er zu Oehringen in Gräfllich Hohenlohe-Neuenburgische Dienste und lebte längere Zeit als Ober-Amtmann zu Ohrdruff in Sachsen-Coburg-Gotha. Ausser dem bezeichneten Werke über das Postregal hat Beust folgende Bücher verfasst:

of particular attention is a treatise published in the year 1726 by Carl Christian Schramm, counsellor to the noble house of Solms, under the title of: *Saxonia monumentis viarum illustrata, etc. Von denen Wege-Weisern, Armen- und Meilen-Säulen*. The first chapter of this relatively comprehensive work, which is adorned with several engravings, contains, under the special title of: *De origine postarum in Europæ provinciis, præprimis Germaniæ*, a treatise in the Latin language, provided with numerous notes in the German, French, English, and Italian languages, which afforded—apparently for the first time in Germany—a great amount of valuable historical information relative to the postal arrangements in the several countries of Europe.

About 20 years later, a work consisting of three thick quarto volumes and treating of the postal privilege was published by Joachim Ernst v. Beust, a lawyer. This work contains in addition to many legal questions connected with the postal service, a considerable amount of valuable historical information relative to the postal arrangements in Germany, and in other countries of Europe and elsewhere.

The author of this extensive work, a descendant of Joachim von Beust of Wittenberg, a celebrated professor and author (1522—97), studied law and history at the universities of Leipzig, Antwerp, and Strassburg; then he went to Bayreuth where he entered the service of Prince of Brandenburg-Kulmbach, and was appointed to the dignity of privy counsellor. He was subsequently nominated a member of the Council of War by the Estates of the Circle of Franconia, probably on account of his considerable work on war and military affairs. He then took service with Count Hohenlohe-Neuenburg at Oehringen, and lived some time as chief justice at Ohrdruff in Saxe-Coburg-Gotha. Besides the above-mentioned work on the postal privilege, Beust wrote the following books: *Observationes militares oder Kriegs-Anmerkungen*

des conseillers des princes et enfin un précis d'une certaine étendue sur les lois concernant la chasse, ainsi que les droits de chasse. C'est avec raison que Weidlich fait remarquer dans son histoire sur les jurisconsultes de son époque (Mersebourg 1748) que « les écrits de M. de Beust sont très soignés; c'est pour cela qu'il est un ornement de la noblesse allemande. »

L'ouvrage sur le monopole de la Poste, que nous avons mentionné plus haut et qui commence à devenir très rare de nos jours, a pour titre: *Versuch einer ausführlichen Erklärung des Post-Regals und was deme anhängig überhaupt und insbesondere in Ansehung des Heil. Röm. Reichs Teutscher Nation etc.* Jena 1747—48.

L'auteur s'était imaginé « qu'il pourrait condenser dans un volume de grandeur ordinaire, les quelques renseignements sur la Poste dont il disposait. » Mais pendant son travail, les matières se pressèrent abondamment sous sa plume, ainsi que cela arrive assez souvent aux écrivains. Dans le cas qui nous occupe, cela n'est pas surprenant puisqu'en rédigeant son livre, M. de Beust a mis à profit un certain nombre d'ouvrages anciens et modernes écrits en latin, en allemand, en français, en anglais et autres langues. De telle sorte que l'abondance des matières le décida à diviser l'ouvrage d'une manière assez méthodique en trois volumes. Ainsi que le fait remarquer l'auteur lui-même, le premier volume contient « les dispositions fondamentales du service des postes », c'est-à-dire des indications sur les organisations postales des Perses, des Grecs, des Romains et des peuples civilisés plus rapprochés de nous. Dans le second volume, l'auteur discute d'une manière très détaillée l'organisation de la poste au point de vue du monopole « dans le Saint Empire romain de la nation germanique. » Le troisième volume traite de questions qui se rattachent plus ou moins au service des postes. Certes, dans aucune autre littérature, il n'existe un ouvrage, datant d'une époque aussi

*Observationes militares oder Kriegs-Anmerkungen*, 4 Bände, eine Schrift über die Münz-Gerechtigkeit im deutschen Reiche, eine dritte über die Rechte und Pflichten Fürstlicher Räte und eine grössere Abhandlung über Jagd- und Wildbann's-Gerechtigkeit. Mit Recht bemerkt Weidlich in seiner *Geschichte der jetztlebenden Rechts-Gelehrten* (Merseburg 1748) von ihm: « Seine Schriften, die er herausgegeben, sind sehr wohl gerathen, daher er eine Zierde des Teutschen Adels ist. »

Das oben erwähnte, heutzutage ziemlich seltene Werk über das Postwesen führt folgenden Titel: *Versuch einer ausführlichen Erklärung des Post-Regals und was deme anhängig überhaupt und insbesondere in Ansehung des Heil. Röm. Reichs Teutscher Nation etc.* Jena 1747—48.

Der Verfasser hatte geglaubt, die « nicht allzureichlich gesäeten Post-Materien in einen mässigen Band zusammen zu tragen. » Bei der Arbeit wuchs ihm jedoch der Stoff unter den Händen mächtig an, wie dies ja den Schriftstellern ziemlich häufig zu ergehen pflegt. Dies kann hier freilich nicht weiter befremden, denn Beust hat bei der Bearbeitung seines Werkes eine grosse Reihe alter und neuer Quellenschriften in lateinischer, deutscher, französischer, englischer etc. Sprache benutzt. Die Menge des schliesslich vorhandenen Stoffes veranlasste ihn, das Werk ziemlich systematisch in drei Bände zu zerlegen. Während der erste Band, nach des Verfassers Ausdruck, « den Grund des Postwesens » enthält, d. h. Mittheilungen über die Posteinrichtungen der Perser, Griechen und Römer, sowie der neueren Kulturvölker bringt, finden sich im 2. Bande sehr ausführliche Erörterungen über die Beschaffenheit der Post in Bezug zum Postregal « im Heiligen Römischen Reiche deutscher Nation, » während im 3. Bande Gebiete behandelt sind, die zum Postwesen in einigen Beziehungen stehen. Wohl in keiner anderen Literatur möchte es, insbesondere aus so weit rückliegender Zeit, ein Werk geben, das sich so eingehend mit allen auf das Post-

4 volumes; a treatise on the monetary law in the German Empire; another on the privileges and duties of Counsellors of German princes; and a voluminous work on game-laws. Weidlich justly says of him in his *Geschichte der jetztlebenden Rechts-Gelehrten* (Merseburg 1748):—« The works he published are very clever, and he is therefore an ornament to the German nobility. »

The above mentioned work on the postal privilege which has become very scarce bears the following title: *Versuch einer ausführlichen Erklärung des Post-Regals und was deme anhängig überhaupt und insbesondere in Ansehung des Heil. Röm. Reichs Teutscher Nation, etc.* Jena 1747—48.

The author's intention was « to collect the not very extensive information on postal matters into a moderate-sized volume. » But while working at it the matter greatly accumulated, a thing which frequently happens to authors, and is not in the least surprising as concerns Beust who in the compilation of his book made use of a great number of ancient and modern works in the Latin, German, French, English, and other languages. This great accumulation of matter eventually induced him to divide his work into three systematically arranged volumes. While, as the author expresses himself, the first volume contains the « foundations of the postal service », that is to say an account of the postal arrangements of the Persians, Greeks, and Romans, as well as of modern civilized nations, we find in the 2<sup>nd</sup> volume a very detailed description of the postal service with reference to the postal privilege « in the Holy Roman Empire of the German nation. » The 3<sup>d</sup> volume treats of matters connected with the postal service. We think that this work of Beust's on the postal privilege which goes so thoroughly into all the questions concerning the postal service, is scarcely to be matched in the literature of any other country, especially of so early a period. It contains nearly

éloignée et traitant des questions postales d'une manière aussi approfondie que l'ouvrage de M. de Beust sur le monopole de la poste. Il comprend près de 3000 pages in-quarto et il est de 10 à 12 fois plus volumineux que celui de M. *Le Quien de Neufville: Origine des postes*, auquel nous avons consacré une notice il y a quelque temps. \*)

Comme ce journal est l'organe des Administrations de l'Union postale universelle, c'est pour nous en quelque sorte un devoir d'appeler l'attention de nos lecteurs sur l'ouvrage de M. de Beust, d'autant plus qu'il est pour ainsi dire le prélude du développement de l'édifice postal, parvenu, depuis ce temps, à un si haut degré de perfection.

Chacun des trois volumes est pourvu d'une préface spéciale, d'une table des matières très bien faite et de l'indication des ouvrages consultés. Le nombre de ces ouvrages, cités dans le premier volume seulement, s'élève à près de 700. Dans les deux autres volumes, l'auteur indique un nombre d'ouvrages aussi considérable.

Examinons maintenant d'un peu plus près le contenu de chacun de ces ouvrages afin de nous faire une idée de la richesse des matières qui y sont traitées.

Le *premier* volume est divisé en six chapitres. On y trouve l'énumération et l'explication des différents noms de la « Poste » et du « monopole de la Poste »; des indications assez détaillées sur les organisations postales anciennes et modernes dans les différents pays d'Europe, etc., ainsi que sur le *cursus publicus* des anciens romains, sur les *diploma* et les *evectiones*, sur les anciennes routes romaines et les milliaires dont elles étaient pourvues. Une gravure sur bois, intercalée dans le texte, représente les milliaires postaux qui avaient été nouvellement établis dans l'Électorat de Saxe. Ces milliaires, ornés du cornet postal, étaient surmontés d'un Mercure ailé, et revêtus de l'ins-

wesen bezüglichen Fragen beschäftigt, wie das erwähnte von Beust über das Postregal. Auf nahezu 3000 Quartseiten ist ein überaus reicher Stoff behandelt worden. An Umfang möchte dies Werk dasjenige von *Le Quien de Neufville: Origine des postes*, das ich vor einiger Zeit besprach, \*) um das 10- bis 12fache übertreffen.

Für diese Zeitschrift, welche der Weltpost als Organ dient, erscheint es gewissermassen als eine Pflicht, ihre Leser auf den Verfasser und sein reichhaltiges Werk aufmerksam zu machen, zumal in letzterem gleichsam schon die Wurzeln des inzwischen erwachsenen lebensvollen Baumes enthalten sind.

Jeder der drei vorhandenen Bände ist mit einer besonderen Vorrede, einem guten Register, sowie mit einem genauen Quellen-Verzeichnisse versehen. Die Zahl der im ersten Bande angeführten Quellschriften beträgt allein nahezu 700. Aehnlich zahlreich sind die Nachweise von Schriften in den beiden anderen Bänden.

Gehen wir auf den Inhalt der Bände etwas näher ein, um von dem Reichthum des darin Gebotenen eine Anschauung zu erhalten.

Der *erste Band* zerfällt in sechs Abschnitte. In demselben finden sich die verschiedenen Benennungen und Erklärungen der Ausdrücke « Post » und « Postregal » erörtert, sonst finden sich in ihm ziemlich ausführliche Mittheilungen über die alten und neuen Posteinrichtungen in den einzelnen Ländern Europa's etc., eingehende Angaben über den *cursus publicus* der alten Römer, über die *diploma* und *evectiones*, über die alten römischen Strassen und die Meilen-Säulen an denselben. Ein beigefügter Holzschnitt bringt eine Abbildung der damals im Kurfürstenthum Sachsen neu eingerichteten, mit je einem Posthorn versehenen Post-Meilensäulen, über welchen der geflügelte Merkur schwebt. Eine Ueberschrift lautet: « *Effigies Mercurii viarum praesidis.* »

Der *zweite Band* beschäftigt sich vornehmlich mit den Posteinrichtun-

3000 quarto-pages, and is from 10 to 12 times as extensive as that by *Le Quien de Neufville: Origine des postes* which was discussed by us some time ago. \*)

It seems the duty of this periodical, which is the organ of the Universal Post, to draw the attention of its readers to this writer and to his most interesting work, the more so as the latter contains, so to say, the roots of the tree which has since attained to so vigorous a growth.

Each of the three volumes is provided with a special preface, a good index, and a complete list of the works consulted. The number of the latter indicated in the first volume alone amounts to almost 700. The references given in the two other volumes are equally numerous.

Let us examine the contents of the volumes, in order that we may form an idea of the extensive information they afford.

The *first volume* is divided into six parts. It enumerates the various names given to the « Post » and the « postal privilege », and enters into explanations concerning the same. It moreover contains a detailed account of ancient and modern postal arrangements in the several European and other countries, minute particulars concerning the *cursus publicus* of the ancient Romans, the *diploma* and *evectiones*, the ancient Roman roads and the mile-columns on the same. The text is illustrated by a wood engraving representing one of the postal mile-columns bearing a posthorn and surmounted by a winged Mercury, which had, at that time, been newly erected in the Electorate of Saxony. The title is as follows: *Effigies Mercurii viarum praesidis.*

The *second volume* chiefly treats of the postal arrangements in Germany, explains the postal privilege, the

\*) Voir Union postale IV, page 195.

\*) S. Union postale IV, Nro. 10.

\*) See l'Union postale, IV, page 195.

cription suivante : « *Effigies Mercurii  
forum præsidiis.* »

Le *second* volume s'occupe principalement des organisations postales de l'Allemagne. L'auteur discute d'abord les droits de la poste, les franchises et les droits spéciaux attachés à l'exploitation postale; il recherche ensuite à qui est attribué le monopole de la poste dans le Saint Empire romain de la nation germanique et décrit d'une manière détaillée la poste de l'Empire, les postes des États de l'Empire (postes des États et des provinces), les postes militaires de l'Empire, les postes des Electeurs, ainsi que la situation des employés postaux, des facteurs et des postillons. Un grand nombre d'originaux et de tarifs rehaussent considérablement la valeur de ce volume.

Le *troisième* volume traite des diligences, des droits des voituriers, des institutions des messagers, des lettres, des journaux qui ont été publiés en grande partie par les employés des postes, ainsi que de différentes questions de droit se rapportant au service postal. L'auteur termine par une espèce de résumé de toutes les matières traitées, dans lequel il fait ressortir l'utilité des établissements de poste dans les temps anciens et modernes.

Dans son ouvrage, M. de Beust n'a pas seulement mis à profit les travaux des anciens écrivains; mais il en a examiné les matières avec beaucoup de soin, tout en remaniant quelques unes d'entre elles. Il a, en outre, puisé largement dans les archives et même dans la vie pratique. Aussi, M. de Beust peut-il être considéré comme une autorité en matière postale, les renseignements que renferme son travail étant presque tous dignes de foi.

Dans le *second* volume, l'auteur est entré dans beaucoup plus de détails que dans les deux autres. Cela se comprend, il se trouvait là dans son élément. Indépendamment d'un grand nombre de renseignements sur la poste impériale, ce volume contient encore de nombreuses indications sur les postes des différents États de l'Allemagne.

gen Deutschland's, erörtert die Beschaffenheit des Postrechts, die mit dem Postbetriebe verbundenen besonderen Freiheiten und Rechte, wem das Postregal im Heil. Röm. Reiche deutscher Nation zustehe, behandelt demnächst eingehend die Kaiserliche Reichspost, sowie der verschiedenen Reichsstände « Land- und Provinzialposten », die Feldpostanstalten des Reichs, sowie der Kurfürsten etc., die persönlichen Verhältnisse der Postbeamten, Briefträger und Postillone. Eine grosse Anzahl Urkunden und Taxvorschriften erhöhen wesentlich den Werth dieser Mittheilungen und Erörterungen.

Der *dritte Band* behandelt die Landkutschen und das Recht der Fuhrleute, die Boteneinrichtungen, die Briefe und die vielfach von Postbeamten herausgegebenen Zeitungen, sowie verschiedene mit dem Postwesen in Beziehung stehende Rechtsfragen. Zum Schlusse giebt der Verfasser noch eine Art Rückblick über die gesammten Ausführungen, indem er den vielfältigen Nutzen der Postanstalten in älterer und neuerer Zeit erörtert.

Beust hat sich in seinem Werke nicht blos darauf beschränkt, die Vorarbeiten der älteren Schriftsteller zu benutzen, sondern er hat den vorhandenen Stoff tüchtig gesichtet, sowie hier und dort bearbeitet, Vieles auch aus den Archiven, Anderes aber aus dem praktischen Leben selbst geschöpft. Mit Recht gilt er, da das Gebotene fast durchgängig zuverlässig ist, deshalb auf dem postalischen Gebiete als eine Autorität.

Am eingehendsten ist der Stoff im zweiten Bande behandelt. Hier war der Verfasser ganz besonders in seinem Elemente. Wir finden hier nicht nur sehr ausführliche Mittheilungen über die Reichs-, sondern auch über die einzelnen Landesposten in Deutschland.

Die *erste Post in Deutschland* war bekanntlich diejenige, welche Franz von Taxis im Jahre 1516 zur Verbindung Oesterreich's mit der burgundischen Niederlande anlegte. Unser

special rights and privileges connected with the postal service, and shows who is entitled to the postal privilege in the Holy Roman Empire of the German nation; it then gives a detailed account of the Imperial Post, the « State and Provincial Posts » of the several States of the Empire, the Imperial, Electoral, and other field posts, and the pay, &c. of postal officers, letter-carriers, and postillions. The value of the information is greatly increased by the addition of a large number of deeds and postage-regulations.

The *third volume* treats of stage-coaches, and of the rights of drivers, of the messenger-arrangements, of letters, and of newspapers, which at that time were frequently published by postal officials, and, further, of legal questions connected with the postal service. In conclusion the author gives a kind of review of the whole, and discusses the great usefulness of the postal arrangements in ancient and modern times.

In his work Beust did not confine himself to simply making use of the writings of previous authors, but thoroughly sifted, and frequently completed the matter at his disposal. Some of the particulars he gives are taken from various archives, others from practical life. As the information he imparts can almost throughout be relied upon, he is justly considered as an authority on postal matters.

In the *second volume* the subject-matter is treated much more in detail than in the two others. Here the writer was thoroughly in his element. We not only find most minute descriptions of the Imperial Posts, but also of the postal services of the various German States.

The *first postal service in Germany* was, as is well-known, that organized in 1516 by Franz von Taxis for the purpose of establishing regular communication between Austria and the

Comme on le sait, *la première poste d'Allemagne* est celle que François de Taxis organisa en 1516 pour relier l'Autriche avec les Pays-Bas bourguignons. Voici comment M. de Beust s'exprime au sujet des premières entreprises de ce genre:

« Tout le monde considérait une pareille entreprise comme une mauvaise affaire. On ne pouvait s'imaginer que les ports des lettres et paquets des commerçants et autres personnes produiraient une somme suffisante pour l'entretien des chevaux, voitures, postillons et gens de service. Mais lorsque les commerçants allemands s'aperçurent qu'au moyen des postes nouvellement organisées, ils pouvaient se procurer les cours de bourse et savoir le prix de toutes les marchandises à des conditions peu onéreuses, sans être obligés pour cela d'aller à Bruxelles ou à Anvers, — villes où le commerce était aussi fort qu'il l'est actuellement à Amsterdam, — il afflua à la jeune poste de Taxis une si grande quantité de lettres que de Taxis constata, du chef des ports, un excédant de recettes tel qu'une principauté allemande de moyenne importance pouvait à peine espérer d'en retirer un pareil de ses revenus. »

Parmi les postes des États d'Allemagne, celle de Prusse était déjà bien appréciée dès le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle par les contemporains. Des employés postaux prussiens étaient souvent appelés par les princes étrangers à organiser dans leurs États la poste d'après le modèle des postes prussiennes. Voici ce que pense M. de Beust de ces dernières:

« Dans le royaume de Prusse, les postes sont si bien organisées, sous le rapport de la rapidité et de l'exactitude, qu'elles peuvent très bien servir de modèle aux autres postes. »

La poste prussienne devait sa grandeur avant tout à cette circonstance que, parmi toutes les institutions de même nature, elle était à peu près la seule qui fût exploitée et administrée d'une manière non interrompue par l'État.\*)

\*) Stephan, Histoire de la poste prussienne.

Verfasser äussert sich über die ersten Unternehmungen dieser Art wie folgt:

« Jedermann hielte solche Anstalt vor misslich und konnte sich niemand einbilden, dass die Kauffleute und anderer Menschen Briefe und Sachen so viel Postgeld abwerfen würden, davon Pferde, Wagen, Postillions und Post-Bediente zu unterhalten. So bald aber die Teutschen Kauffleute gewahr wurden, wieselbige den Wechsel-Cours, die Taxe und den Preis aller Waaren durch die neu angelegte Posten für wenig Geld haben könnten, ohne deswegen nach Antwerpen und Brüssel, an welchen Orten vor deme der Handel so starck, als ietzo in Amsterdam gewesen, zu reisen; so zog sich auf diese neue Taxische Posten eine so unbeschreibliche Menge Briefe zusammen, dass der von Taxis einen so reichen Ueberschuss an Geld vom Post-Wesen hatte, als kaum ein mässiges Teutsches Fürstenthum austragen konnte. »

Unter den Landesposten in Deutschland war die *Preussische Post* bereits am Anfange des 18. Jahrhunderts bei den Zeitgenossen geschätzt. Preussische Postbeamte mussten mehrfach auf Wunsch fremder Fürsten in deren Staaten Posten nach preussischem Muster einrichten. Beust sagt über diese Anstalten Folgendes:

« In dem Königreich Preussen sind die Posten, in Ansehung ihrer Geschwindigkeit und *accuratesse* so wohl eingerichtet, dass sie anderen billig zum Exempel dienen können. »

Die Preussische Post verdankte ihre Blüthe vor Allem auch dem Umstande, dass sie von allen anderen ähnlichen Anstalten Europa's fast die einzige war, welche ununterbrochen durch den Staat betrieben und verwaltet wurde.\*)

Im letzten Bande seines Werkes hebt der Verfasser in einer Art Zusammenfassung den vielfältigen Nutzen der deutschen Posteinrichtungen in den folgenden interessanten Worten hervor:

« Das Teutsche Reich hat in An-

\*) Stephan, Geschichte der Preussischen Post.

Burgundian Netherlands. Beust says of the first undertaking of this kind:

« Everybody looked upon this institution as a mistake, and nobody could imagine that the letters and things sent by merchants and other people would yield an amount of postage sufficient to cover the cost of keeping the horses, vehicles, postillions, and postal servants. But as soon as the German merchants saw that by means of the new postal service they could learn the rates of exchange, and the prices of every kind of merchandise at so trifling a cost, without being obliged to go themselves to Antwerp and Brussels,—at which places trade was then as extensive as it now is at Amsterdam,—these new Taxis Post received such an immense number of letters for transmission that von Taxis had from the postal service a surplus of money so considerable that it could scarcely be equalled by the revenue yielded by a fair-sized German principality. »

Among the State Posts in Germany, the *Prussian Post* stood in high esteem as early as the beginning of the XVIII. century. Prussian postal officials were frequently called upon by foreign princes to organise postal services in their States on the pattern of the Prussian Post. With regard to the latter Beust expresses himself as follows:—

« In the Kingdom of Prussia, the Posts are so well organised as concerns celerity and punctuality, that they may fairly be held up as an example to others. »

The Prussian Post was, moreover, chiefly indebted for its prosperity to the circumstance that among all other similar institutions in Europe it was almost the only one which was uninterruptedly worked and managed by Government.\*)

In the last volume of his work the author sums up the great usefulness

\*) Stephan, History of the Prussian Post.



Dans une sorte de résumé, joint au dernier volume de son ouvrage, l'auteur fait ressortir, dans les termes suivants, les avantages multiples des organisations postales allemandes :

« La poste impériale et les postes des États et des provinces procuraient certainement beaucoup d'avantages incomparables à l'Empire allemand.

« Si, d'après les indications contenues dans la deuxième partie de cet ouvrage, on considère l'origine et les progrès des postes organisées par de Taxis dans l'Empire et dans les États, il n'y a pas lieu de s'étonner que, tenant compte du produit et des autres avantages de ces postes, on ait eu soin de les amener à un si haut degré de perfection dans le Saint Empire romain. Il n'en est pas de meilleure preuve que les remarquables réglemens, les *mandata* et les ordonnances dont les dispositions nous obligent à reconnaître que la poste du Royaume de Prusse de l'année 1712 et la poste de l'Électeur de Saxe de l'année 1713, sont des modèles. Tout y est réglé dans les moindres détails: la marche des postes en voiture ou à cheval, des postes ordinaires ou extraordinaires, des postes par estafettes ou par courriers, les tarifs, ainsi que tout ce qui concerne le personnel, les voitures, les chevaux, les maisons, etc. La lecture de ces documents donne lieu de constater que tous les moyens nécessaires pour atteindre le but que l'on avait en vue, y ont été prévus. Les princes et les fonctionnaires de l'État peuvent faire transporter la correspondance officielle au moyen d'estafettes et de courriers, et le public, sa correspondance au moyen de postes en voiture ou à cheval, avec exactitude, sûreté et rapidité; les voyageurs peuvent se faire transporter, dans les mêmes conditions, par les postes ordinaires et les postes extraordinaires. Et, sans compter les autres avantages, les localités allemandes que traversent ces différents services, gagnent en animation et les chemins en viabilité, et en sécurité. » \*)

\*) III. vol., pages 931 et suivants.

sehung der Kayserl. Reichs- und derer Stände Land- und Provintzial-Posten gewiss viele unvergleichliche Vorzüge.

« Betrachtet man, nach denen in dem zweyten Theil dieses Tractats hierinne angebrachten Nachrichten, den Ursprung und Fortgang derer Taxischen Reichs- und derer Stände Land-Posten, so ist es nicht zu verwundern, dass, da man den Ertrag und andere Vortheile derselben ansehen, das Postwesen zu einer wunderbaren Vollkommenheit in dem heil. Röm. Reich gediehen. Kein besseres Zeugniß hiervon kan man anführen, als die schönen Post-Ordnungen, Mandata und andere deswegen ergangene Verordnungen, unter welchen man die Königl. Preussische de anno 1712 und die Chur-Sächsische de anno 1713 vor ein Muster erkennen muss. Alle Arten der Posten, sie mögen fahrend oder reutende, ordinaire oder Extra-Posten, Stafetten oder Couriers seyn, haben durch selbige ihren gehörigen abgemessenen Lauf, Tax und Vorschrift, und alles, was so wohl in Ansehung derer Personen, als auch der Sachen, als Wägen, Pferde, Häuser etc. zum Post-Wesen nothwendig, ist auf das speciellste derinnen versehen; wie denn aus deren Einsicht so viel erscheint, dass alle Mittel, zu Erreichung derer durch die Posten intendirten Absichten in selbigen befindlich und vorgeschrieben sind. Die Regenten und Staats-Bediente können durch Stafetten und Couriers, ihre öffentlichen Angelegenheiten, das Publicum die Correspondenz, durch fahrende und reutende Posten, die Reisende ihren Weg auf denen ordinären und Extra-Posten accurat, sicher und geschwind befördern, und die Oerter Teutschlands sind, durch die Hin- und Wiederpassirung derer Posten recht lebhaft, die Wege sicher und gut zu passiren, und was der übrigen Vortheile mehr sind. » \*)

Einer der werthvollsten Abschnitte des erwähnten Werkes von Beust ist der zweite des ersten Bandes, welcher geschichtliche etc. Mittheilungen über

\*) Band III, S. 931 u. f.

of the German postal arrangements in an interesting manner. The passage runs as follows:—

« As regards the Imperial Post, and the State and Provincial Posts of the States of the Empire, the German Empire certainly possesses many incomparable advantages.

« If, by the light of the information afforded in the second part of this treatise, we consider the origin and development of the Taxis Posts and the State Posts of the Estates of the Empire, it is not surprising that, keeping the revenue and other advantages of the same in view, the postal service in the Holy Roman Empire has attained to a wonderful state of perfection. No better evidence thereof can be adduced than the beautiful postal regulations, mandates, and other orders issued, which oblige us to acknowledge the Royal Prussian Post of the year 1712, and that of the Elector of Saxony of the year 1713 as models. All kinds of Posts, whether stage-coaches, or horse-posts, ordinary or express-posts, estafets or couriers, have their speed, routes, and rates prescribed by these regulations, and everything both as regards the staff and the coaches, horses, post-houses, &c. necessary for the carrying out of the postal service, is specially contemplated in the same; and it appears from the perusal of these regulations that all means of achieving the object kept in view by the postal service are therein specified and prescribed. The princes and officers of State can despatch their official letters by means of estafets and couriers, and the public their correspondence by means of mail-coaches and of messengers on horseback; travellers can be conveyed by ordinary and express Posts; and all this is effected with punctuality, rapidity and security. The passage of the Posts brings life into the different places through which they pass, the roads are safe and good, not to speak of many other advantages. \*)

One of the most interesting portions

\*) Volume III, page 931, &c.



Un des chapitres les plus précieux de l'ouvrage de M. de Beust est le second du premier volume qui contient des renseignements historiques sur les organisations postales anciennes et modernes dans les différents pays d'Europe, d'Asie, etc. Dans ce chapitre, l'auteur s'est appliqué à fournir sur ces organisations des indications acquises par la lecture d'un grand nombre d'écrits et a souvent accompagné ces indications de commentaires. Il fait ressortir lui-même que ce chapitre n'est pas seulement un des plus importants mais en même temps « le plus agréable et le plus pénible. »

Quelques extraits de l'ouvrage sur les organisations postales des autres pays en feront bien ressortir l'importance.

Voici ce qu'on lit sur le service postal *italien*: « Tant que tout le pays était sous la domination de Rome, il restait encore quelques vestiges des anciennes postes italiennes. Mais après les troubles survenus tant par la séparation de l'Empire que par les ravages des peuples barbares qui en furent la conséquence, il est facile à comprendre que les anciennes organisations furent détruites en partie et que pendant quelque temps il ne fut gardé notice de ce qui en restait. On ne sait donc rien de ces postes, si ce n'est qu'aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles les Visconti milanais prirent quelques dispositions particulières à cet égard. Toutefois, les véritables *Privilegia et Confirmationes* des postes et des maîtres de poste italiens ne datent que des années 1579 et 1596 . . . »

Dans une relation de voyage on trouve l'observation suivante sur un moyen de transport appelé *Cambiatures*. « Je me servis ici des *cambiatures* dont je n'ai vu faire usage nulle part ailleurs qu'en Italie. On relaye les chevaux d'une poste à l'autre, et on n'a besoin ni de courriers, ni de postillons, ni de poteaux indicateurs, les chevaux connaissant parfaitement le chemin. »

die älteren und neueren Posteinrichtungen in den einzelnen Ländern Europa's, Asiens etc. enthält. Der Verfasser hat in diesem Abschnitte mit beträchtlichem Fleisse und erstaunlicher Belesenheit Nachrichten darüber aus einer grossen Anzahl Schriften beigebracht bz. die Mittheilungen darüber öfters einer Bearbeitung unterzogen. Er selbst hebt denn auch hervor, dass dieser Abschnitt nicht nur einer der wichtigsten, sondern zugleich auch « angenehmsten und mühsamsten » sei.

Einige Auszüge aus dem Werke über die Posteinrichtungen der anderen Länder mögen die Bedeutung desselben in's richtige Licht stellen.

Ueber das Postwesen in *Italien* heisst es: « Von denen Posten in Italien mögen wohl, so lange Rom die ganze Landschaft unter sich hatte, die alten Ueberbleibsel nicht verschwunden seyn; nach den vielen Unruhen aber, theils durch die Trennung des Reichs, theils durch die darauf erfolgten Verwüstungen von Barbarischen Völkern, ist es natürlich zu begreifen, dass die alten Einrichtungen zum Theil zu Grunde gegangen, und derer überbliebenen eine lange Zeit nicht mehr von einem Scribenten gedacht worden, bis man im XI. und XII. Sec. von den Mayländischen Visconten höret, dass sie etwas besonders darinnen wieder verordnet; es sind aber die rechten *Privilegia und Confirmationes* derer Posten und Postmeister in Italien nicht eher, als um das Jahr 1579 und 1596 zu suchen . . . »

Ueber eine andere Beförderungsart, *Cambiatures* genannt, ist aus einer Reisebeschreibung folgender Vermerk beigebracht: « Ich bediente mich hier der Commodité der *Cambiatures*, welche ich sonst nirgend anders, als in Italien, gebraucht gesehen. Man verändert von einer Post zur andern die Pferde, doch reitet man nicht eben einen Courier, und brauchet man weder Postillon, noch Wege-Weiser, denn die Pferde tragen einen ihre ordentliche Strasse. »

of Beust's work is the second part of the first volume which contains historical and other particulars respecting the ancient and modern postal arrangements in the various countries of Europe, Asia, &c. This part of the work bears witness to the astonishing industry and deep research of the author who collected his matter from a great number of sources, and in many cases completed the information thus obtained. Indeed, he himself points out that this part is not only one of the most important of his book, but also « the most agreeable and troublesome. »

In order to enable our readers to judge for themselves of the importance of the work, we cite below a few passages of the part treating of the postal arrangements in other countries.

With regard to the postal system in *Italy* he says:—« As long as Rome governed the whole country, the remains of the ancient Posts in Italy can scarcely have disappeared entirely; it is, however, natural, that, in consequence of the many troubles, such as the division of the Empire and the subsequent devastation by the Barbarians, the ancient arrangements should have been partly swept away, and that for a long time no writer should have alluded to those that remained, until we hear that, in the XI. and XII. centuries, the Visconti of Milan issued special orders concerning the same; but the real privileges and confirmations of the Posts and Postmasters in Italy must not be looked for at a period earlier than about the years 1579 and 1596 . . . »

With regard to another kind of conveyance, called « *Cambiatures* », the author quotes the following passage contained in a traveller's narrative:—« I here made use of a means of conveyance, the *Cambiatures*, which I have never seen anywhere but in Italy. The horses are changed at every relay, but no courier, not

Comme, en Italie, la poste en voiture était, au dire de l'auteur, « extrêmement rare ou du moins très dispendieuse, les voyageurs se servent d'ânes. »

Le voyage de Genève en Italie se faisait à cette époque presque généralement au moyen de *Sedien*. « Ce moyen de locomotion se compose, dit M. de Beust, d'une voiture couverte à moitié, dans laquelle deux personnes peuvent s'asseoir l'une à côté de l'autre. Deux coffres peuvent être placés par derrière. Elle n'a que deux roues et sur les deux chevaux qui y sont attelés, l'un, c'est-à-dire le cheval sous la main, est placé entre les deux timons et a, par conséquent, la plus grande charge à supporter. Comme on trouve à Genève beaucoup de voitures de cette espèce qui se rendent souvent à Turin en passant par le Mont Cenis, les frais d'une *sedie*, y compris le manger et le boire et les dépenses pour les mulets et les porteurs, s'élèvent à 8 ou 9 pistoles. . . . »

C'est avec raison que l'auteur fait ressortir, que, parmi les pays civilisés modernes, c'est la *France* qui a organisé, avant tous les autres pays, des services postaux déterminés. Comme on le sait, ces services furent institués en 1464 par le roi Louis XI. M. de Beust en parle dans les termes suivants: « Les successeurs de Louis XI ont permis à tout le monde l'usage de la poste moyennant une certaine somme; ils en ont même affermé les droits et les revenus aux particuliers qui en offraient le plus et, quelque temps après, ils en ont fait autant pour les diligences et les voitures. De cette manière, les fermiers louent les chevaux de poste et les diligences, pour une certaine somme, à qui ils veulent et à qui le demande, afin qu'ils rentrent dans leurs débours ou augmentent leur fortune. Les particuliers qui veulent se servir de la poste n'ont pas besoin de permis spéciaux ou de passe-ports, attendu que le prince a converti ce droit pour ainsi dire en un droit privé et

Da die fahrende Post in Italien nach des Verfassers Angabe « sehr rar oder doch kostbar » sei, « so bedienen die Reisenden sich meist der Esel. »

Die Reise von Genf nach Italien legte man damals fast durchgängig in *Sedien* zurück. « Dieses Fuhrwerk, » so berichtet Beust, « bestehet in einen halben Verdecke, worin zwey Personen neben einander sitzen, und zween Kuffer hinten aufgepackt werden können. Es hat nur zwey Räder und von den zweyen davor gespannten Pferden gehet das eine, nämlich das Hand-Pferd, zwischen den zween Bäumen, und hat also die meiste Arbeit zu thun. . . Weil man oftmals in Geneve dergleichen *Sedien* findet, welche nach Turin gehen, so kan die gantze Ausgabe vor eine *Sedie* mit Essen und Trincken, nebst den Unkosten der Maul-Esel und Träger, über den Mont Cenis mit 8 oder 9 Pistolen bestritten werden . . . . »

Mit Recht hebt der Verfasser hervor, dass unter den modernen Kulturstaaten es *Frankreich* war, das zuerst bestimmte Postkurse einrichtete; dieselben wurden bekanntlich im Jahre 1464 vom König Ludwig XI. begründet. Beust meint darüber: « Die nachfolgenden Könige haben einem jeden den Gebrauch der Post vor ein gewisses zu zahlendes Stück Geld erlaubt, ja endlich gar die Jura und Einkünfte derselben privat-Personen, die das meiste geboten, verpachtet, welches man auch in den Land-Kutschen und Fuhr-Wesen hernach gethan. Auf diese Art verleihen diese Abkäufer und Pächter Post-Pferde und Kutschen vor ein gewiss Stück Geld, wem sie wollen, und wer es verlangt, damit sie ihren Pacht oder Zinss wieder heraus bekommen, oder ihr Vermögen dadurch vergrößern können. Es brauchen auch desfalls privat-Personen, welche sich der Post bedienen wollen, keine besondere Erlaubniss-Briefe oder Passeports, da der Regent diss Recht der Posten fast in ein privat-Recht und in ein besonders von dem Lands-

postilion, nor sign-post is required, as the horses find their way alone. »

As, according to the author, mail-coaches are « very scarce, or at least expensive » in Italy, « the travellers mostly use donkeys. »

At that time the journey from Geneva to Italy was, almost throughout, performed in « *Sedias* ». « This vehicle », says Beust, « has room for two persons sitting side by side under a hood, and two trunks can be strapped on behind. It has only two wheels, and of the two horses put to, one, that is to say the horse mounted by the postilion, is in the shafts, and has therefore to do most of the work . . . . As at Geneva one frequently finds such *Sedias* which are going to Turin, the whole cost for hiring a *Sedia*, together with that of food and drink, as well as the incidental expenses for mules and bearers across the Mont-Cenis, only amounts to 8 or 9 pistoles . . . . »

The author points out with justice that, among modern civilized countries, *France* was the first to establish regular postal communication; this service was, as is well-known, organised by Louis XI. in the year 1464. Beust writes of it as follows:—The succeeding Kings allowed everybody to make use of the Post on payment of a certain sum of money, and eventually even farmed out the rights and revenue of this institution to such private persons as made the highest bids. This mode of proceeding was also afterwards adopted with regard to the mail and stage-coach services. Under this arrangement, the farmers or purchasers of the Post supplied post-horses and vehicles to whom they chose and to whomsoever applied for the same, on payment of a certain sum of money, which enabled the said farmers to get back their interest or purchase-money, or to augment their fortunes. Private persons, travelling Post did not, therefore, require any special permit or passport, the monarch, having almost converted

en un privilège spécial concédé par le seigneur du pays.

A un autre endroit du volume, l'auteur vante la rapidité des postes françaises. C'est ainsi, par exemple, qu'un hérault du roi Louis XII, du nom de Gilbert Chauveau, n'aurait mis que trois jours, en poste, pour lui apporter des lettres de Milan au Château d'Amboise où il se trouvait.

Pour ce qui concerne les autres communications, M. de Beust s'appuie sur les indications que donnent l'ouvrage de M. *Le Quien de Neufville: Origine des postes* et celui de M. *Bergier: de public. et militar. Imp. Rom. viis*. Ce sont les deux meilleures autorités de cette époque reculée.

Les organisations postales de la *Grande-Bretagne* et en particulier de l'*Angleterre* sont désignées par l'auteur comme « excellentes ». Entre autres choses, il dit à ce sujet:

« On jouit en Angleterre de grandes facilités, en ce qu'on peut faire ses voyages par terre et par mer avec la plus grande rapidité. Quant aux voyages par terre, ils sont facilités par des établissements de poste très bien organisés, qui, en général et surtout en ce qui concerne le transport des correspondances, l'emportent sur les établissements de poste des autres pays . . . Principalement à Londres, les rues sont remplies de diligences, parmi lesquelles on trouve beaucoup de voitures de louage dont se servent ordinairement les personnes auxquelles les prix de la poste paraissent trop élevés. . . . »

Pour le transport de la correspondance à destination du royaume ou de l'étranger, comme pour le transport de la correspondance dans la vaste cité de Londres et dans un certain rayon, on dispose en Angleterre d'excellentes institutions. Les lettres adressées dans une localité de l'intérieur, quelle qu'elle soit, arrivent promptement à destination, parce que la poste parcourt 120 milles anglais en 24 heures. Dans 5 ou 6 jours on peut donc facilement

Herrn ertheiltes beneficium verwandelt.»

An anderer Stelle rühmt der Verfasser die Geschwindigkeit der französischen Posten. So soll z. B. ein Herold des Königs Ludwigs XII., Namens Gilbert Chauveau, dem Könige, da er sich auf dem Schlosse zu Amboise befand, einst mittels der Posten Briefe von Mailand in 3 Tagen dahin überbracht haben.

Bei seinen weiteren Mittheilungen stützt Beust sich auf die Angaben von *Le Quien de Neufville* in seinem Werke *Origine des postes* und von *Bergier: de public. et militar. Imp. Rom. viis*; es sind dies mit die besten vorhandenen Quellschriften aus älterer Zeit.

Die Posteinrichtungen in *Grossbritannien*, insbesondere in England, bezeichnet der Verfasser als « vortreffliche ». Im Besonderen sagt er darüber unter Anderem:

« Es ist in Engelland eine grose Bequemlichkeit, dass man so wohl zu Wasser als zu Land, seine Reise mit der grössten Geschwindigkeit fortsetzen kan. Zu den Land-Reisen sind ungemein gute Post-Anstalten sehr behülflich, welche überhaupt und besonders in Beförderung der Correspondenz einen grosen Vorzug vor andern haben . . . In London hauptsächlich wimmelt es in den Strassen von Kutschen, darunter viele Mieth- und Land-Kutschen sind, deren sich diejenigen zu bedienen pflegen, welchen die Unkosten auf der Post zu hoch kommen . . . . . »

Zur Beförderung der Correspondenz überhaupt in das Königreich oder ausserhalb denselben, wie auch zuselbiger insbesondere in der weitläufftigen Stadt Londen und einen gewissen Umkreiss derselben hat man in England ganz vortrefliche Anstalten. Die Briefe, welche innerhalb des Königreichs, wohin man nur will, gesendet werden, laufen ungemein geschwind ein, weil die Post alle 24 Stunden 120 Englische Meilen zurückleget, man mag desfalls innerhalb 5 oder 6 Tagen von einem Ort, der 300 Englische Meilen von dem

this right of the Posts into a private right, and into a special privilege granted by the sovereign of the country.»

In another passage the author praises the rapidity of the French Posts. Thus, for instance, he relates that a herald of Louis XII., named Gilbert Chauveau, once made the journey from Milan to the castle of Amboise by Post in three days, in order to bring letters to his Royal Master who was staying there.

The other statements of Beust are based on the accounts given by *Le Quien de Neufville* in his work *Origine des Postes*, and on those by *Bergier in de public. et militar. Imp. Rom. viis*; these works are among the best of an earlier period.

The postal arrangements in *Great Britain*, and especially in England, are qualified by Beust as « excellent ». We cite, among others, the following passages:—

« It is a great convenience in England that people can travel with the utmost rapidity both by land and by water. For those journeying by land there are excellent post-houses which are very useful, and much superior to others especially with regard to the conveyance of correspondence . . . The streets of London especially abound in vehicles, among which there are many hackney and other coaches which are made use of by people who cannot afford the expense of travelling post . . . . »

There are excellent institutions in England for the conveyance of correspondence within and beyond the Kingdom, in general, as also for the transmission of the same in the great city of London and within a certain distance of that city, in particular. Letters despatched to places in the Kingdom, wherever these may be, reach their destination in an exceedingly short time, because the Post travels at the rate of 120 English miles in 24 hours; and the answers

compter sur la réponse d'une lettre adressée à un endroit quelconque.

Pour assurer la transmission régulière des correspondances, on a institué à Londres, dans le *Lombard Street* un *General Post Office* placé sous la direction d'un *Postmaster General*. Comme les affaires postales se sont accrues rapidement dans une grande proportion, on a été obligé de lui donner un adjoint. Les 182 postmasters d'Angleterre et d'Écosse sont placés sous la direction de ces deux fonctionnaires. »

L'ouvrage de M. de Beust fournit, en outre, de nombreux renseignements sur l'institution postale de la ville, appelée *Penny-Post*, organisée à Londres en 1680 par M. Docwra, commerçant, ainsi que sur les services maritimes ou *Packet-boats*.

D'après M. de Beust, les postes espagnoles auraient été organisées par le roi Philippe I. Un écrivain qui a parcouru l'Espagne en 1706, s'exprime comme suit au sujet de l'organisation de ces postes: « On n'a pas en Espagne des stations postales et des localités où les voyageurs peuvent échanger leurs chevaux, comme cela se pratique en France ou dans d'autres pays bien organisés. Je me souviens qu'à mon entrée en Espagne, j'avais toutes les peines du monde de trouver des chevaux de poste pour me rendre à Madrid où je devais porter un projet de testament. Il n'en est plus de même aujourd'hui, le roi ayant fait établir des relais pour le service des courriers qui fonctionnent entre Madrid et Versailles et vice versa. Jusqu'à présent il n'est rien arrivé aux deux cours dont les deux rois n'aient été informés dans l'espace de 9 ou 10 jours. En ce qui concerne la correspondance, on emploie certains facteurs, organisés à peu près sur le même pied que les courriers et qui, comme ceux d'Angleterre, portent les lettres d'une province à l'autre »

Quant aux postes de Suède, M. de Beust fait remarquer qu'en général ce sont des « postes à cheval » qui se distinguent par une rapidité particulière. « Tous les deux milles au

andern entlegen ist, per füglich eine Antwort einholen.

Es ist der Correspondenz wegen zu London in der Lombard Street ein General-Post-Amt bestellt und zwar unter der direction eines General-Post-Meisters, deren nunmehr wegen der Vielheit der vorkommenden Sachen zwey vorgesetzt worden. Unter dieser ihrer direction stehen durch ganz Engelland und Schottland 182 Unter-Post-Meister. . . . . »

Beust giebt in seinem Werke ziemlich ausführliche Mittheilungen über die von dem Kaufmann Docwra im Jahre 1680 in London eingerichtete Stadt-Post-Anstalt, Penny-Post genannt, sodann über die Kurse der Postschiffe oder Packetboote.

Die Posten in Spanien sollen nach dem Verfasser vom König Philipp I. eingerichtet worden sein. Ein Schriftsteller, der dieses Land um das Jahr 1706 bereist hatte, äussert sich über die Posteinrichtungen wie folgt: « Man hat in Spanien keine Posten (Stationen), und solche Oerter, wo man zur Bequemlichkeit der Reisenden frische Pferde haben kan, als wie in Frankreich oder andern wohl eingerichteten Ländern; und ich erinnere mich, dass ich bei meinem Eintritt in Spanien alle Mühe von der Welt hatte, Post-Pferde zu finden, da ich zu Madrid mich einfand, um den Entwurf vom Testament zubringen. Dermalen ist es nicht mehr so damit beschaffen, indem der König Relais zur Bequemlichkeit derer Couriers hat anlegen lassen, welche von Madrid nach Versailles und von Versailles nach Madrid gehen, und es hat sich bisher an beyden Höfen nichts zgetragen, dass nicht auch beide Könige innerhalb 9 oder 10 Tagen davon sollten benachrichtigt worden sein. Was die Correspondenz verlanget, so bedient man sich gewisser Briefträger, beinahe wie der Couriers, gleichwie diejenigen sind, welche in England die Briefe von einer Provinz in die andere tragen. »

Ueber die Posten in Schweden weiss Beust zu berichten, dass sie « mehrentheils reitend » seien; dieselben zeichnen sich durch besondere Geschwin-

from any place may therefore reasonably be expected within 5 or 6 days.

For the transmission of correspondence a General Post Office has been established in London in Lombard Street, and placed under the direction of a Postmaster General. On account, however, of the immense amount of correspondence, two such functionaries have already had to be appointed. These have 182 Sub-Postmasters under them throughout England and Scotland. . . . »

In his work Beust gives detailed information with regard to the Town Post Office established in London, under the name of Penny-Post, in the year 1680 by Docwra, a merchant, and also as concerns the post or packet-boats.

In Spain the Posts were, according to the author, organised by King Philip I. A writer, who travelled in this country about the year 1706, expresses himself on the subject of the postal arrangements as follows:—« In Spain there are no Posts (stations) or places at which fresh horses may be procured for the convenience of travellers as is the case in France or in other well-managed countries; and I remember that, when I entered Spain, I had all the trouble in the world to procure post-horses to travel to Madrid in order to bring the draft of the will. This state of things now no longer exists, as the King has caused relays to be established for the convenience of his couriers, who journey from Madrid to Versailles and from Versailles to Madrid, and nothing has since happened at either Court which has not been brought to the knowledge of the other King within 9 or 10 days. As concerns correspondence, messengers are employed—almost in the same way as couriers—who are called letter carriers, and are like those who in England convey letters from one county to the other. »

As concerns the postal service in Sweden, Beust informs us that « it

moins, si ce n'est tous les milles, il existe des relais pour l'échange des chevaux.» A un autre endroit du volume, on trouve des indications détaillées sur le mode de transport des voyageurs au moyen des voitures de corvées des aubergistes, ainsi que sur les services maritimes fonctionnant entre la Suède, d'une part, l'Allemagne et le Danemark, d'autre part.

Les renseignements sur les postes en *Russie* sont aussi très détaillés. L'auteur fait ressortir, entre autres, les mérites que s'est acquis le Czar Pierre I<sup>er</sup> par leur organisation. Il dit à ce sujet: «L'empereur Pierre I<sup>er</sup> a aussi désigné un ministre pour les fonctions de Directeur général des Postes qui doit avoir à sa disposition des maîtres de poste ou des administrateurs habiles, probes et actifs, et qui a pour mission de veiller non seulement à ce que les lettres mises à la poste soient régulièrement acheminées sur leurs destinations, mais encore à ce que les voyageurs soient transportés avec tout le confort désirable. Les postes à cheval auraient été organisées en 1718 d'après le modèle allemand et les paysans, désignés comme courriers, auraient été, au début, peu habitués à sonner du cornet postal et à observer exactement les heures prescrites pour la marche des chevaux.»

L'ouvrage qui nous occupe contient des communications de même nature sur la *Turquie*, la *Perse*, la *Tartarie*, l'*Inde*, la *Chine*, ainsi que sur quelques pays d'Afrique.

En rendant compte de l'ouvrage de M. de Beust, notre intention était de montrer que l'auteur a su, en quelque sorte, concentrer toutes les matières éparses dont il disposait et présenter ainsi une image assez fidèle des institutions postales telles qu'elles existaient il y a 140 ans dans les différents pays civilisés. D'un autre côté, il nous paraissait fort intéressant d'appeler, dans ce journal, l'attention sur un écrivain animé, à une époque reculée déjà, à rechercher ce que ces institutions avaient d'uniforme et de commun dans les divers pays. Dans un résumé, il s'exprime comme

digkeit aus. Sie besitzen «wo nicht jede Meile, doch wenigstens alle zwei Meilen frische Relais und Abwechslung.» Au einer anderen Stelle finden sich ausführliche Mittheilungen über die Art der Beförderung der Reisenden mittels der Frohnfuhren der Gastwirthe, sowie ferner über die Schiffahrts-Verbindungen zwischen Schweden einerseits, sowie Deutschland und Dänemark andererseits.

Ziemlich ausführlich sind auch die Mittheilungen über die Posteinrichtungen in *Russland*. Der Verfasser hebt unter Anderem die Verdienste des Czaren Peter I. um dieselben hervor. Es heisst dort: «So hat auch Kayser Peter I. einen Minister zum General-Post-Director verordnet, der geschickte, redliche und fleisige Post-Meister oder Post-Verwalter halten, und darauf Acht haben müssen, dass nicht allein die auf der Post eingelaufene Briefe richtig übermacht und an behörige Orte überliefert, sondern auch die Reisenden mit aller Gemächlichkeit fortgeschaffet werden. Die reitenden Posten sollen 1718 auf den deutschen Fuss angeleget worden, und denen hierzu genommenen Bauern das Blasen und die zum Post-Ritte vorgeschriebene genaue Zeit im Anfange sehr fremde vorgekommen sein.»

In dem erwähnten Werke befinden sich Mittheilungen ähnlicher Art über die *Türkei*, *Persien*, die *Tartarei*, *Indien*, *China*, sowie über einzelne Länder in Afrika.

Hier lag mir im Wesentlichen nur daran, zu zeigen, dass der Verfasser es verstanden hat, den sehr zerstreut vorhandenen Stoff gewissermassen in einem Brennpunkte zu sammeln und dergestalt ein ziemlich treues Bild der Posteinrichtungen in den verschiedenen Kulturländern vor etwa 140 Jahren zu liefern. Andererseits erschien es von grösserem Interesse, gerade auch in dieser Zeitschrift auf einen Schriftsteller aufmerksam zu machen, der schon frühzeitig das Einheitliche und Gemeinsame dieser Einrichtungen in den verschiedenen Ländern zu ergründen bestrebt war.

is mostly carried out on horseback», and that the Posts are distinguished for their rapidity. They have «at the end of every mile, or at most at the end of every two miles fresh relays and change of horses.» In another passage he gives particulars about the manner of conveying travellers by means of the vehicles and horses innkeepers were obliged to provide, and also about the communications by ship between Sweden on the one hand, and Germany and Denmark on the other.

Many details are given concerning the postal arrangements in *Russia*. The author points out, among other things, how much was done for the Posts by the Czar Peter I. He says:— «The Emperor Peter I. appointed a Minister as Director General of Posts, who is obliged to keep clever, honest, and diligent Postmasters or Postal Managers whose duty it is to see not only that letters handed over to the Post be properly transmitted and delivered to the right persons, but also that travellers be conveyed as comfortably as possible. It is said that the horse-post was established in 1718 on the pattern of the German horse-post, and that at the beginning, the peasants pressed into this service looked upon the sounding of the postal bugle, and the strict allowance of time for the trip, as very strange things.»

Particulars of a similar nature are given in the work with regard to *Turkey*, *Persia*, *Tartary*, *India*, *China*, and a few countries in Africa.

Our chief object was to show that the author succeeded as it were in focussing the widely scattered information so as to give a fairly correct picture of the postal arrangements as they existed about 140 years ago in the various civilized countries. On the other hand it seemed to us desirable that public attention should be drawn precisely in this periodical to an author who, at so early a period, endeavoured to find out uniformity and similarity in the postal

suit au sujet de ces institutions: «Les angaries des Perses, les hémérodromes des Grecs et les *cursus vehiculares* et *publici* des Romains n'étaient que des ébauches en comparaison des institutions postales de nos jours, attendu que, resserrés dans des limites trop étroites, ces établissements n'ont pu devenir d'un usage général et, par suite, n'ont pas eu besoin d'être réglementés comme le sont nos institutions. Mais, quoi qu'il en soit, ces ébauches qui témoignent d'un grand zèle de la part de ces peuples, ne sont pas moins la base du service postal perfectionné de notre époque.» M. de Beust fait remarquer dans ses observations qu'il y a lieu d'examiner l'organisation de ces établissements dans tous leurs détails et de lui emprunter ce qu'elle a de meilleur.

Bien que l'ouvrage qui nous occupe contienne beaucoup de détails qui paraissent surannés de nos jours, il n'en est pas moins le point de départ de beaucoup d'explorations effectuées plus tard. Aussi est-il permis de croire que les chercheurs de nos jours ne manqueront pas d'admirer l'activité de M. de Beust et de recourir avec plaisir à son ouvrage relativement bien exécuté d'un bout à l'autre et dont la lecture est facilitée par une bonne table des matières.

---

### Le service postal au Japon en 1879 80.

M. H. Mayesima, Postmaster General du Japon vient de publier, sur l'exercice clos le 30 Juin 1880, un rapport auquel nous empruntons les indications suivantes qui nous paraissent d'un intérêt général.

Le total des recettes s'est élevé à 1,173,691. 98 yen et le total des dépenses à 1,091,900. 35 yen, d'où il est résulté un excédant de 81,791. 63

In einem Schlussworte über dieselben äussert er sich darüber wie folgt: «Sind gleich der Perser Angarien, der Griechen Hemerodromen, der Römer *cursus vehiculares* und *publici* nur Schatten-Risse gegen die heutigen Post-Anstalten, weil selbige in gar zu enge Grenzen eingeschlossen, und dadurch ihren Gebrauch nicht allgemein genug gemacht haben, um deswillen auch keiner so besondern Verordnung gebraucht, wie die unsrigen Posten; so ist doch aller dieser Völker in dieser Sache wohl angewendeter Fleiss ein Grund-Riss von dem hernach verbesserten Post-Wesen unserer Zeit.» Er deutet in seinen weiteren Erörterungen gewissermassen schon an, dass man durchaus Ursache habe, Alles zu prüfen und das Beste daraus anzuwenden.

Wenn auch manche Ausführungen des erwähnten Werkes heutzutage als veraltet angesehen werden müssen, so ist dasselbe andererseits doch der Ausgangspunkt für viele in späterer Zeit angestellte Untersuchungen geworden. Auch der künftige Forscher wird gewiss — und zwar je längere Zeit verflossen sein wird, desto mehr — den erstaunlichen Fleiss des Verfassers bewundern und gern auf sein grossartig angelegtes und verhältnissmässig glücklich durchgeführtes Werk, dessen Benutzung durch gute Register erleichtert ist, gern zurückgreifen.

---

### Das Postwesen in Japan im Jahre 1879/80.

Aus dem von dem General-Postmeister H. Mayesima veröffentlichten Bericht für das mit dem 30. Juni 1880 abgelaufene Rechnungsjahr entnehmen wir die nachstehenden Angaben von allgemeinerem Interesse.

Die *Gesamteinnahmen* haben 1,173,691. 98 Yen, die *Gesamtausgaben* 1,091,900. 35 Yen betragen, so dass ein Ueberschuss von 81,791. 63

arrangements in the various countries. In his concluding remarks the author observes:—«Although the *angariae* of the Persians, the *hemorodromes* of the Greeks, the *cursus vehiculares* and *publici* of the Romans are only foreshadowings of the postal arrangements of our days, having been confined within too narrow limits to admit of their being made use of by the general public, and not having therefore required such special regulations as our Posts, still the well-directed efforts made in this matter by all these nations must be considered as having laid the foundations for the improved postal service of our time.» His further remarks lead to the conclusion that we should prove all things and make use of that which has answered the best.

Although this work contains many observations which now-a-days must be looked upon as out of date, it has nevertheless been used as the starting point for many researches made at a later period. Future investigators are sure to admire,—and all the more the longer the time that has elapsed,—the astonishing painstaking and perseverance of the author, and will consult with pleasure his grandly conceived and, in many respects, happily concluded work, the use of which is facilitated by good tables of contents.

---

### The postal service in Japan during the year 1879 80.

We extract from the Report which has lately published by Mr. H. Mayesima, Postmaster General of Japan, on the postal business of that country during the fiscal year ended June 30<sup>th</sup> 1880, the following particulars of general interest:—

The *total revenues* were 1,173,691.98 Yen, and the *total expenditures* 1,091,900.35 Yen, thus leaving a



yen. Jusqu'à présent, les rapports annuels ont toujours accusé des résultats financiers favorables. Les recettes pour l'exercice écoulé n'étaient évaluées qu'à 1,050,000 yen et les dépenses, également à 1,050,000 yen. Les recettes réelles ont donc dépassé les prévisions budgétaires de 123,691 yen tandis que les dépenses réelles ne les ont dépassées que de 41,900 yen.

Les recettes pour l'exercice courant sont évaluées à 1,410,000 yen, c'est-à-dire à 20,1 p. % de plus que pour l'exercice précédent. Pour les dépenses, au contraire, il n'est prévu qu'une somme de 1,260,000 yen, ou 15,4 p. % de plus que pour l'exercice précédent.

Le nombre total des objets expédiés — lettres, journaux, livres, échantillons de marchandises — a atteint le chiffre de 68,944,782. Comparativement à l'année précédente, il a été constaté une augmentation de 13,169,576 objets ou de 23,6 p. % et, comparativement à l'exercice 1877/78, une augmentation de 21,752,496 objets ou de 46,1 p. %.

A la fin de l'exercice 1879/80, la longueur totale des lignes postales de toute nature atteignait 16,918 ri (42,295 milles anglais). Pendant cet exercice, les services fonctionnant sur ces lignes ont effectué un parcours de 9,574,016 ri, soit 23,935,040 milles anglais. En comparant, de ce chef, cet exercice avec l'exercice précédent on constate un excédant de 544,456 ri (1,361,140 milles anglais) et en le comparant avec l'exercice 1877/78, un excédant de 934,977 ri (2,337,422,5 milles anglais).

Pendant l'année 1879/80, il a été créé 450 bureaux de poste, 44 dépôts et 490 débits de timbres-poste. En tout, il existe actuellement 4377 bureaux de poste, 207 dépôts, 2406 débits de timbres-poste et 1897 boîtes aux lettres. Cela fait donc un total de 8887 organes de l'exploitation.

Le nombre des lettres ordinaires et des cartes postales à destination de l'étranger s'est élevé à 264,187, soit 92,017 ou 53,4 p. % de plus que dans l'exercice précédent. Le nombre des journaux, livres et échantillons

Yen erzielt worden ist. Bis jetzt hat jeder Jahresbericht ein günstigeres Finanzergebniss melden können, als im Budget vorhergesehen war. So waren die Gesamteinnahmen für das abgelaufene Jahr auf nur 1,050,000 Yen, die Gesamtausgaben ebenfalls auf 1,050,000 Yen veranschlagt worden. In Wirklichkeit haben, gegenüber dem Voranschlage, die ersteren ein Mehr von 123,691 Yen ergeben, wogegen die Mehrausgaben sich auf nur 41,900 Yen belaufen.

Gegenüber den Einnahmen und Ausgaben für das Jahr 1879/80 sind die Einnahmen für das nächste Rechnungsjahr auf 1,410,000 Yen oder 20,1 % mehr, die Ausgaben aber auf nur 1,260,000 Yen oder 15,4 % mehr veranschlagt worden.

Die Gesamtsumme der beförderten Briefe, Zeitungen, Bücher, Waarenproben hat 68,944,782 Stück betragen; gegen das Vorjahr ist eine Vermehrung um 13,169,576 Stück oder 23,6 % und gegen das Jahr 1877/78 um 21,752,496 Stück oder 46,1 % eingetreten.

Die Gesamtlänge aller Postkurse betrug am Ende des Jahres 1879/80 16,918 Ri (42,295 englische Meilen). Es sind im abgelaufenen Jahre 9,574,016 Ri (23,935,040 englische Meilen) auf Postkursen zurückgelegt worden. Gegen das Vorjahr ergibt sich ein Mehr von 544,456 Ri (1,361,140 englische Meilen) und gegen das Jahr 1877/78 von 934,977 Ri (2,337,442,5 englische Meilen).

Es sind im Jahre 1879/80 450 Postämter, 44 Annahmestellen, 490 Markenverkaufsstellen eingerichtet und 464 Strassenbriefkasten aufgestellt worden. Im Ganzen sind jetzt 4377 Postämter, 207 Annahmestellen, 2406 Freimarkenverkaufsstellen in Wirksamkeit, und 1897 Strassenbriefkasten in Benutzung. Ueberhaupt bestehen somit 8887 Posteinlieferungsstellen.

Die Anzahl der nach fremden Ländern abgesandten gewöhnlichen Briefe und Postkarten betrug 264,187 Stück, 92,017 Stück oder 53,4 % mehr als im Vorjahre. An Zeitungen, Büchern und Waarenproben gelangten 42,220 Stück, oder 38,6 % mehr als im Vorjahre, zur Absendung. Die Zahl der

net revenue of 81,791. 63 Yen. Every year has shown a more favourable balance than was anticipated. The estimated revenues for the past year were 1,050,000 Yen, and the estimated expenditures 1,050,000 Yen. The actual receipts, however, exceeded the estimates by 123,691. 98 Yen, while the actual disbursements only amounted to 41,900. 35 Yen more than the estimated expenditures.

The revenues for the next fiscal year are estimated at 1,410,000 Yen which is a little over 20,1 per cent. more than the actual revenues of the past year, while the estimated expenditures are only 1,260,000 Yen or 15,4 per cent. more than the actual expenditures for the past year.

The aggregate number of letters, newspapers, books, samples, &c. was 68,944,782, this being an increase of 13,169,576, or 23,6 per cent., as against 1878/79, and one of 21,752,496, or 46,1 per cent. as compared with 1877/78.

The aggregate length of all the mail-routes in operation at the close of the year 1879/80 was 16,918 ri (42,295 English miles). The total annual transportation was 9,574,016 ri (23,935,040 English miles), which is an increase of 544,456 ri (1,361,140 English miles) over that of the preceding year, and one of 934,977 ri (2,337,442.5 English miles) over that of 1877/78.

During the year 1879/80, 450 post-offices, 44 receiving agencies, and 490 stamp agencies, were established, and 464 street letter-boxes were erected. The total number of post-offices now in operation is 4377, that of receiving agencies 207, of stamp agencies 2406, and of street letter-boxes 1897; thus making the total number of receptacles of mail 8887.

The number of ordinary letters and post-cards despatched to foreign countries was 264,187, being an increase of 92,017, or 53,4 per cent. over that of the preceding year. The number of newspapers, books, and samples of merchandise shows an increase of 42,220, or 38,6 per cent. as compared with the preceding year.



de marchandises s'est accru de 42,220 ou de 38,6 p. % et celui des objets recommandés de 2996 ou de 75,3 p. %.

Le nombre des lettres et cartes postales *provenant de l'étranger* a dépassé de 129,048 ou de 123 p. % le nombre des objets de même nature constaté en 1878/79. Les journaux, livres et échantillons de marchandises ont atteint un chiffre supérieur de 142,958 ou de 126 p. % à celui de l'année précédente.

Parmi les changements introduits dans les relations du Japon avec l'étranger, le rapport mentionne la fermeture et la suppression des bureaux de poste britanniques et français dans ce pays et l'attribution des obligations de ces bureaux aux bureaux de poste japonais établis dans les ports. Les bureaux de poste britanniques à Yokohama, Hiogo et Nagasaki ont été supprimés au mois de décembre 1879 et le bureau français à Yokohama, le 31 mars 1880. Bien que ces nouvelles obligations aient occasionné un considérable surcroît de travail, il n'a pas été nécessaire d'augmenter le personnel étranger existant. On a l'intention de remplacer, l'année prochaine, l'employé étranger, chargé d'assurer le service postal au bureau de poste à Shang-Hai par des employés japonais suffisamment formés aux travaux de cette branche de service.

Au 1<sup>er</sup> Janvier 1880, est entré en vigueur l'arrangement concernant l'échange des mandats de poste entre le Japon, Hong-Kong et les Straits-Settlements. Quelque temps après, l'Administration du bureau de poste britannique de Hong-Kong a étendu au Japon, l'échange des mandats de poste qui existe entre Hong-Kong et les colonies australiennes. Dans les premiers six mois qui ont suivi la mise à exécution de l'arrangement concernant l'échange des mandats avec Hong-Kong, il a été émis 33 mandats s'élevant ensemble à 550,25 \$ et payé 25 mandats représentant une somme de 479,78 \$. Bien que ce résultat soit pour ainsi dire insignifiant, l'introduction de ce moyen de transmission de fonds n'en a pas moins

Einschreibsendungen hat gegen das Vorjahr um 2,996 Stück oder 75,3 % zugenommen.

Die Zahl der *aus fremden Ländern* in Japan eingegangenen Briefe und Postkarten überstieg die des Vorjahres um 129,048 Stück oder 123 %, die der Zeitungen, Bücher und Waarenproben dagegen hat sich um 142,958 Stück oder 126 % vermehrt.

Unter den im Verkehr Japans mit dem Auslande eingetretenen Veränderungen erwähnt der Bericht die Schliessung und Aufhebung der britischen und französischen Postanstalten in Japan und den Uebergang ihrer Obliegenheiten auf die japanesischen Postanstalten in den verschiedenen Hafenorten. Die britischen Postämter in Yokohama, Hiogo und Nagasaki wurden im Dezember 1879, und das französische Postamt in Yokohama am 31. März 1880 aufgehoben. Obgleich die Uebernahme der von diesen Postanstalten verrichteten Dienstgeschäfte der japanesischen Postverwaltung erhebliche Mehrarbeit verursacht hat, so ist es doch nicht nöthig gewesen, das vorhandene fremde Personal deshalb zu vermehren. Im nächsten Kalenderjahre gedenkt man auch den zur Besorgung des Postdienstes in dem Postamt in Shanghai unterhaltenen fremden Beamten durch Japanesen zu ersetzen, welche in diesem Dienstzweige hinreichend ausgebildet worden sind.

Am 1. Januar 1880 ist das Abkommen, betreffend den Austausch von Postanweisungen zwischen Japan, Hongkong und den Straits Settlements, in Kraft getreten. Späterhin hat die britische Postverwaltung in Hongkong den Austausch von Postanweisungen im Verkehr zwischen Hongkong und den Australischen Kolonien auch auf Japan ausgedehnt. Obgleich der Postanweisungsverkehr mit Hongkong bisher unbedeutend war — in den ersten 6 Monaten der Gültigkeit des Abkommens wurden 33 Postanweisungen im Betrage von 550,25 \$ aufgegeben und 25 Postanweisungen im Ganzen

The number of registered articles despatched in 1879/80 exceeded that transmitted in the preceding year by 2996, or 75,3 per cent.

The increase in the number of letters and post-cards received in Japan *from foreign countries* over that received during the preceding year was 129,048, or 123 per cent., while the increase in the number of newspapers, books, and samples was 142,958, or 126 per cent.

Among the changes that took place in the relations between Japan and other countries, the report mentions the closing of the British and French post-offices in Japan, and the assumption of their functions by the Japanese post-offices at the different ports where they had been in operation. The closing of the British post-offices at Yokohama, Hiogo, and Nagasaki, was effected in December 1879, and the French post-office at Yokohama was closed on March 31<sup>st</sup>, 1880.

The increased business resulting from the closing of the foreign post-offices did not, however, make it necessary to increase the staff of foreign employés. The Postmaster General contemplates replacing, in the course of the next calendar year, the foreign employé at the Japanese Postal Agency, Shanghai, China, with Japanese officers, to be selected from those who have had the greatest experience in foreign mail work.

On the 1<sup>st</sup> of January 1880, the exchange of *money-orders* was begun between Japan, and Hongkong and the Straits Settlements. Subsequently, the Postmaster General of Hongkong extended to Japan the privilege of exchanging money-orders with the Australian colonies, under a Convention between Hongkong and these colonies. While the money-order business with Hongkong has been insignificant in amount, aggregating in the first six months of its operation only 33 orders issued, representing the sum of 550.25

été de quelque utilité pour le public.

Un paquebot de la *Mitsu Bishi Company* fait tous les 14 jours le service entre Yokohama et Hong-Kong en desservant Hiogo à aller et au retour. Par suite de l'organisation de cette ligne, le transport des dépêches de l'Europe, acheminées par la voie de Brindisi et dirigées sur Hong-Kong au moyen de paquebots britanniques, a été considérablement accéléré. Des communications sont établies tous les 14 jours entre le Japon et San Francisco au moyen des paquebots de la *Pacific Mail* et de l'*Occidental and Oriental Steamship Companies*. La durée du trajet de Yokohama à San Francisco est de 17 jours, de sorte que les lettres pour Londres ne mettent pas plus de 33 à 35 jours pour arriver dans cette ville et celles pour des localités du continent européen, seulement un jour de plus pour parvenir à destination. Il est même arrivé que des lettres, expédiées de Yokohama le 1<sup>er</sup> du mois, ont été remises à leurs destinataires à Londres, le dernier jour du même mois. La durée du trajet de San Francisco à Yokohama est de 18 à 22 jours.

Il existe donc par mois 8 communications postales régulières avec Hong-Kong. Les paquebots de l'un de ces services font relâche à Hiogo. Ceux de deux autres de ces services coïncident à Hong-Kong avec les paquebots britanniques et français qui emportent les correspondances à destination de l'Europe, les premiers, celles qui doivent suivre la voie de Brindisi, les seconds, celles qui doivent suivre la voie de Naples.

Le nombre des objets non distribuables s'est élevé à 100,740, c'est-à-dire à  $\frac{1}{10}$  p.  $\%$  du chiffre des objets annuellement transportés par la poste. Les destinataires de 81,155 des objets réputés non distribuables ont pu être découverts. 1487 de ces objets ont été renvoyés aux Administrations des pays d'origine, conformément aux dispositions qui régissent les rapports avec ces pays. 215 objets étaient revêtus d'adresses illisibles et 17,968

mit 479,78 \$ ausgezahlt — so ist doch die Einführung dieses Geldübermittlungs-Verfahrens für das Publikum von Vortheil gewesen.

Auf der Dampfschiffslinie der *Mitsu Bishi Company* kursirt alle 14 Tage ein Dampfboot zwischen Yokohama und Hongkong, welches auf der Hin- und Rückfahrt in Hiogo anlegt. Durch die Einrichtung dieser Linie ist die Ueberführung der Posten von Europa via Brindisi, welche bis Hongkong durch britische Schiffe befördert werden, wesentlich beschleunigt worden. Von Japan nach San Francisco wird in 14tägigen Zeiträumen eine Verbindung durch Schiffe der *Pacific Mail*, und *Occidental and Oriental Steamship Companies* unterhalten. Die Ueberfahrt von Yokohama nach San Francisco dauert 17 Tage, so dass Briefe nach London daselbst schon in 33—35 Tagen, und in Orten auf dem Europäischen Kontinent 1 Tag später eintreffen. Bei einer Gelegenheit sind sogar Briefe, die am 1. des Monats von Yokohama abgesandt worden waren, am letzten Tage desselben Monats den Empfängern in London zugestellt worden. Die Fahrt von San Francisco nach Yokohama dauert 18—22 Tage.

Es bestehen somit monatlich etwa 8 regelmässige Postverbindungen mit Hongkong, eine davon mit Anlegung in Hiogo. Zwei von diesen Verbindungen haben in Hongkong Anschluss an die britischen und französischen Postdampfschiffe, welche Briefsendungen nach Europa, die ersteren über Brindisi, die letzteren über Neapel, befördern.

Die Zahl der *unbestellbaren Briefe* etc. belief sich auf 100,740 Stück oder  $\frac{1}{10}$   $\%$  der jährlich mit der Post beförderten Sendungen. Von 81,155 unbestellbaren Sendungen wurden die Empfänger nachträglich ausfindig gemacht, 1,487 Stück wurden vertragsmässig nach fremden Ländern zurückgesandt. Die Adressen von 215 Stück waren unleserlich, 17,968 Stück gelangten an die Abtheilung für Rück-

dollars, and 25 orders paid, representing 479.78 dollars, yet it has doubtless been a matter of some convenience to the public.

A fortnightly line of steamers was established by the *Mitsu Bishi Mail Steamship Company* between Yokohama and Hongkong, calling at Hiogo, both outward and inward. The establishment of this line has greatly facilitated the delivery of the mails from Europe via Brindisi, they being now brought as far as Hongkong by British Contract Packets. There is now a fortnightly service between Japan and San Francisco, maintained by the vessels of the *Pacific Mail*, and *Occidental and Oriental Steamship Companies*. The time usually employed to make the trip from Yokohama to San Francisco is 17 days, which admits of correspondence being delivered in London, from Yokohama, in from 33 to 35 days, and to points on the Continent, one day later. By this route, on one occasion, letters despatched from Yokohama on the first day of one month, were delivered in London on the last day of the same month. The time employed in the voyage from San Francisco to Yokohama, ranges from 18 to 22 days.

There are now about 8 regular sailings per month, of steamers from Yokohama to Hongkong; one of them via Hiogo. Two of these sailings connect at Hongkong with British and French Contract Packets, carrying the mails to Europe, one via Brindisi, and the other via Naples.

The number of *dead letters* was 100,740, being  $\frac{1}{10}$  of one per cent. of the whole number of letters transmitted in the mails during the year. The addresses of 81,155 of these were deciphered, and 1487 were returned to foreign countries as provided by treaty. The addresses of 215 were utterly illegible, 17,968 were transferred to the Dead Letter Section, and action had not yet been taken in relation to the remaining 337 at the close of the year.

objets ont été renvoyés à la section des rebuts. A la fin de l'année, il ne restait que 337 objets sur le sort desquels il n'avait pas encore été statué.

Pendant l'exercice 1879/80, il a été émis 306,558 mandats de poste représentant une somme de 4,604,026.60 yen. Comparativement à l'exercice précédent, le nombre des mandats de poste s'est accru de 57,129 ou de 22,9 p. % et la somme des fonds déposés, de 899,642.82 yen ou de 24,3 p. %. Comparativement à l'exercice 1877/78 le nombre des mandats de postes s'est accru de 50 p. % et la somme des fonds déposés de 65 p. %.

Le nombre des mandats de poste payés est de 304,840 représentant une somme de 4,578,999.75 yen. Comparativement à l'exercice précédent, le nombre de ces mandats s'est augmenté de 57,695 ou de 23 p. % et la somme, de 891,844.82 yen ou de 24,2 p. %. Le chiffre des mandats qui n'étaient pas encore payés à la fin de l'exercice 1879/80, s'élevait à 14,320 et représentait une somme de 119,658.12 yen. Le total des fonds réservés, pour le paiement des mandats de poste s'élevait à 262,772.13 yen. Cette somme est à celle des mandats payés comme 1 est à 17.

La somme des versements faits à la caisse d'épargne postale s'est élevée à 571,319.58 yen. A la fin de l'exercice précédent, l'actif des déposants atteignait 393,983.08 yen; par suite le crédit de tous les comptes s'élevait à la fin de l'exercice 1879/80 à 965,302.66 yen. Sur cette somme, 342,467.16 yen ont été remboursés aux déposants, ce qui l'a réduite à 622,835.50 yen à la fin du dernier exercice.

Le nombre total des *employés*, y compris le personnel étranger, s'est élevé à la fin de l'année à 8646, et la somme totale de leurs appointements à 324,815.77 yen. Comparativement à l'exercice précédent, les dépenses afférentes aux appointements, etc., se sont accrues de 66,159.82 yen ou de 25,6 p. %.

briefe und 337 waren am Ende des Jahres noch unerledigt.

Im abgelaufenen Rechnungsjahr 1879/80 wurde auf 306,558 *Postanweisungen* ein Gesamtbetrag von 4,604,026.60 Yen *eingezahlt*. Gegen das Vorjahr hat die Zahl der aufgelieferten Postanweisungen um 57,129 Stück oder 22,9 % und die Summe der eingezahlten Beträge um 899,642.82 Yen oder 24,3 % zugenommen. Im Vergleich mit dem Jahre 1877/78 ist die Zahl der Postanweisungen um 50 % und die Summe der übermittelten Beträge um 65 % gestiegen.

Die Anzahl der *eingegangenen* Postanweisungen betrug 304,840 Stück, auf denen 4,578,999.75 Yen zur Auszahlung gelangten. Gegen das Vorjahr sind 57,695 Stück oder 23 % und 891,844.82 Yen oder 24,2 % mehr ausgezahlt worden. Noch nicht ausgezahlt waren am Ende des Jahres 1879/80 14,320 Stück mit 119,658.12 Yen. Der Gesamtbetrag der zur Auszahlung von Postanweisungen unterhaltenen Kassenbestände belief sich auf 262,772.13 Yen. Im Vergleich mit der Summe der überhaupt ausgezahlten Beträge stellt sich das Verhältniss wie 1 zu 17.

In die *Postsparkassen* wurden 571,319.58 Yen Einlagen gemacht. Aus dem Vorjahre wurden an Einlagen übernommen 393,983.08 Yen, mithin hat die Gesamteinlage 965,302.66 Yen betragen. Davon wurden 342,467.16 Yen zurückgezahlt, so dass am Ende des Jahres an Einlagen 622,835.50 Yen vorhanden waren.

Die Gesamtzahl der *Beamten*, einschliesslich der ausländischen, betrug am Ende des Jahres 8646, denen eine Gesamtbesoldung von 324,815.77 Yen gezahlt worden ist. Gegen das Vorjahr sind die Ausgaben für Gehälter etc. um 66,159.82 Yen oder 25,6 % gestiegen.

The number of *money-orders issued* during the past year was 306,558, and their aggregate value was 4,604,026.60 Yen which, compared with the business of the preceding year, is an increase of 57,129, being a little more than 22,9 per cent., in the number of orders issued, and of 899,642.82, being about 24,3 per cent. in the value represented. Compared with the business of the year 1877/78, the past year shows an increase of 50 per cent. in the number of orders issued, and of 65 per cent. in the amount of money represented.

The number of *orders paid* was 304,840 representing in the aggregate 4,578,999.75 Yen. As compared with the preceding year there is an increase of 57,695, or 23,3 per cent., in the number of orders, and of 891,844.82 Yen, or 24,2 per cent., in the amount of money represented. The number of orders unpaid at the close of the year was 14,320, representing 119,658.12 Yen. The total amount of money-order funds, at the close of the year, was 262,772.13 Yen which, compared with the value of the orders paid, gives a ratio of 1 to 17.

The amount on deposit in the *Post Office Savings Banks* at the close of the preceding year was 393,983.08 Yen, and the amount deposited during the past year was 571,319.58 Yen. The total deposits therefore amounted to 965,302.66 Yen. The amount withdrawn was 342,467.16 Yen, thus leaving, at the close of 1879/80, an excess of deposits of 622,835.50 Yen.

The total number of *officers and employés* (including foreign employés) at the close of the year, was 8646, and the aggregate amount of salaries paid to them during the year was 324,815.77 Yen, which is an increase of 66,159.82 Yen, or 25,6 per cent. over those paid during the preceding year.

## Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

(Suite).

Dans la *Grande-Bretagne*, un Act du Parlement autorise le Postmaster General à demander: 1° que les dépêches, accompagnées ou non de courriers-convoyeurs, soient transportées sur n'importe quelle ligne de chemins de fer, aux heures fixées par lui et avec une vitesse égale à celle du train le plus accéléré établi par la Compagnie pour son propre service; 2° qu'un ou plusieurs wagons entiers ou tout un train soit exclusivement réservé pour le transport des dépêches et qu'un ou plusieurs wagons de ce train soient aménagés pour le tri des correspondances pendant le trajet.

Le Postmaster General est autorisé à demander, en outre, que les dépêches, accompagnées ou non de courriers-convoyeurs, soient transportées par les trains ordinaires des différentes lignes de chemins de fer d'une Compagnie, sans pouvoir intervenir, toutefois, dans la fixation de la marche et des stationnements de ces trains.

L'indemnité à payer pour les wagons et les trains spéciaux, de même que celle à payer pour le transport des dépêches par les trains ordinaires, est réglée d'un commun accord entre l'Administration et les Compagnies ou à dire d'experts.

Le Postmaster General peut, enfin, profiter, pour le transport des dépêches par les trains ordinaires, de la franchise de port accordée aux bagages des voyageurs jusqu'à concurrence d'un certain poids. L'agent qui accompagne les dépêches paye le prix de sa place comme un autre voyageur et le port de l'excédant de poids des dépêches est calculé, le cas échéant, d'après le tarif ordinaire.

En *Grèce*, les obligations des Compagnies de chemins de fer envers

## Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.

(Fortsetzung).

In *Grossbritannien* ist der General-Postmeister durch Parlamentsakte zu verlangen ermächtigt: 1. dass Briefsendungen, gleichviel ob denselben Begleiter beigegeben sind oder nicht, auf sämtlichen Bahnlinsen zu den von ihm bestimmten Stunden und mit einer Geschwindigkeit befördert werden, welche derjenigen des schnellsten Zuges gleichkommt, den die Bahngesellschaft für eigene Zwecke eingerichtet hat; 2. dass ein oder mehrere Wagen oder vollständige Züge ausschliesslich zur Beförderung der Briefsendungen in Bereitschaft gehalten, und dass ein oder mehrere Wagen dieser Züge für die Sortirung der Korrespondenzen während der Fahrt entsprechend eingerichtet werden.

Der General-Postmeister kann ferner verlangen, dass Briefsendungen, event. mit dem erforderlichen Begleitungspersonal, mit den gewöhnlichen Zügen auf den verschiedenen Bahnlinsen einer Gesellschaft Beförderung erhalten; eine Mitwirkung bei Feststellung der Fahrpläne dieser Züge steht dem General-Postmeister jedoch nicht zu.

Die Vergütung für die Wagen und besonderen Züge, sowie für den Transport der Briefsendungen mit gewöhnlichen Zügen wird entweder von der Postverwaltung und der Eisenbahngesellschaft gemeinschaftlich, oder durch Experten festgesetzt.

Auch kann die Postverwaltung bei der Beförderung von Briefsendungen mit gewöhnlichen Zügen auf die Taxfreiheit Anspruch machen, welche das Gepäck der Reisenden bis zu einem bestimmten Gewicht genießt. In solchem Falle wird von dem begleitenden Postbeamten, wie von jedem andern Reisenden, ein Billet gelöst, und für ein etwaiges Mehrgewicht der Postsendungen die Gepäckfracht nach dem gewöhnlichen Tarife berechnet.

In *Griechenland* sind die Ver-

## The relations between the Post and the Railways.

(Continuation).

In *Great Britain* the Postmaster General is empowered by Act of Parliament to require:—1° that mails shall be conveyed on any Railway (with or without guards or other officers in charge thereof) at hours prescribed by him, and at a speed not exceeding the speed of the fastest train run by the Company for their own traffic; 2° that the whole of one or more carriages in the train, or the whole train, shall be appropriated exclusively to the mails, and also that one or more carriages be provided fitted up for the purpose of sorting letters on the journey.

The Postmaster General is, moreover, entitled to require a Railway Company to convey by their ordinary trains all mails tendered to them for conveyance whether in charge of a mail-guard or not, but without exercising any control over the hours or stopping places of such trains.

The payments for the carriages or trains, as well as for the conveyance of the mails by ordinary trains is settled either by agreement between the Postmaster General and the Company, or, failing agreement, by arbitration.

Lastly, the Postmaster General may send a mail-guard with mail-bags not exceeding the weight of luggage allowed to any other passenger (any excess of that weight being paid for as in the case of luggage) by any ordinary train, the mail-guard paying his fare the same as any other passenger.

In *Greece* the obligations of the Railway Companies with regard to the

L'Administration des Postes sont réglées par des contrats en vertu desquels les Compagnies sont tenues: 1° de réserver gratuitement, dans chacun des trains ordinaires de voyageurs, une voiture assez spacieuse pour recevoir les caisses, sacs et dépêches du service des postes, ainsi que les agents chargés de les accompagner; 2° de soumettre à l'approbation de l'Administration des Postes tout changement qu'elles voudraient introduire dans la marche de ces trains.

(A suivre).

---

### Communications.

La République de Salvador et celle de Honduras viennent de conclure une convention postale qui nous paraît appelée à réaliser d'importantes améliorations dans les relations de ces deux États. Elle stipule, entre autres, que l'échange des correspondances doit être assuré aussi bien au moyen de services maritimes qu'au moyen des services de transport par terre qui existent déjà ou qui seront organisés partout où besoin sera. Il ressort clairement de cette disposition que les Administrations des deux pays ont été également animées du désir de mettre largement à profit toutes les voies de communications régulières et que, pour arriver à ce but, elles se sont fait réciproquement toutes les concessions possibles.

La taxe des lettres circulant entre les deux pays, est fixée comme suit:

1/2 réal jusqu'à une 1/2 once;

1 réal de 1/2 à 1 once; à partir de ce poids, 1 réal pour chaque once, en plus.

La taxe des imprimés (à l'exception des journaux) se calcule à raison de 4 réaux par livre. Les journaux paraissant dans les deux républiques jouissent de la franchise de port.

Les objets de correspondance ne sont passibles d'aucun droit en sus des taxes postales.

pflichtungen der Eisenbahnen gegenüber der Postverwaltung durch Verträge geregelt, nach welchen die Gesellschaften gehalten sind: 1. bei jedem gewöhnlichen Personenzuge einen Wagen, welcher zur Aufnahme der die Postsachen enthaltenden Kisten, Säcke und Kartenschlüsse, sowie des erforderlichen Begleitungs-personals den nöthigen Raum bietet, unentgeltlich zu stellen; 2. bei jeder Abänderung des Fahrplanes zuvor die Zustimmung der Postverwaltung einzuholen.

(Fortsetzung folgt).

---

### Mittheilungen.

Die Republiken von S. Salvador und Honduras haben neuerdings einen Postvertrag abgeschlossen, welcher als ein erheblicher Fortschritt auf dem Gebiete der Verkehrserleichterung zwischen beiden Staaten zu betrachten ist.

Der Postdienst zwischen denselben soll sowohl durch die Dampfschiffe des Stillen Meeres, als durch die schon bestehenden, oder in der Folge noch zur Einrichtung gelangenden Landposten bewerkstelligt werden. Die Bestimmungen über die Benutzung der Dampfer und Landposten lassen erkennen, dass die beiderseitigen Verwaltungen bestrebt sind, jede regelmässige Beförderungsgelegenheit in umfangreicher Weise zu benutzen und sich gegenseitig alle thunlichen Vergünstigungen zu gewähren.

Das Porto für Briefe zwischen S. Salvador und Honduras ist wie folgt festgesetzt:

bis zum Gewichte von 1/2 Unze 1/2 Real  
über 1/2 bis 1 Unze . . . 1 »  
für jede weitere Unze mehr 1 »

Das Porto für Drucksachen (mit Ausnahme der Zeitungen) ist nach dem Verhältniss von vier Realen für das Pfund zu zahlen. Die in beiden Republiken veröffentlichten Zeitschriften werden dagegen portofrei befördert.

Postal Administration are regulated by means of contracts by virtue of which the Companies are bound:— 1° To reserve gratuitously, in every ordinary passenger-train, a carriage sufficiently spacious for the conveyance of the cases and bags of the postal service, as well as for that of the officers in charge of the same; 2° to submit, for the approval of the Postal Administration, any alteration they should wish to make as regards the running of these trains.

(To be continued).

---

### Miscellaneous.

A postal Convention has recently been concluded between the Republics of S. Salvador and Honduras, which may be considered as an important step towards the improvement of the postal relations between the two States.

The mails are to be conveyed by the Pacific Ocean steamers, as well as by the territorial services which are already in existence, or may still be established. The provisions concerning the use to be made of the steamer and territorial services show that both Administrations are desirous of making extensive use of every regular means of transmission, and of affording each other every possible facility.

The rates of postage on letters exchanged between S. Salvador and Honduras are fixed as follows:—  
up to 1/2 ounce in weight, 1/2 real,  
from 1/2 to 1 ounce in weight, 1 »  
for every additional ounce 1 »

The postage on printed matter (with the exception of newspapers) is fixed at the rate of 4 reales per pound, while the newspapers published in either Republic are forwarded free of charge.

The articles of correspondence are not liable to any charge in addition to the postage.

Il est interdit d'expédier du numéraire ou des valeurs dans les lettres, imprimés, etc. Les pièces de monnaie ou toute autre valeur, dont on constaterait la présence dans un objet de correspondance, seraient confisquées au profit de la caisse postale des employés.

La correspondance officielle échangée entre les deux pays est admise à la franchise de port; mais pour jouir de cette franchise, il faut que les plis portent l'empreinte de la griffe du fonctionnaire expéditeur.

Le secret des lettres est inviolable dans les deux pays.

La convention est conclue pour une durée de quatre ans; après ce délai, elle peut être prorogée d'année en année, à moins qu'elle ne soit dénoncée par l'une ou l'autre partie contractante.

\* \* \*

Il résulte du dernier rapport annuel du Postmaster General de la Nouvelle Galles du Sud que les recettes de l'Administration des Postes et des Télégraphes de cette colonie, se sont élevées :

pour le service des postes à	£ 194,084
et pour le service des télégraphes à . . . . . »	84,110
	<u>Total £ 278,194</u>

Les dépenses, au contraire, ont atteint :

pour le service des postes	£ 114,717
et pour le service des télégraphes . . . . . »	268,128
	<u>Total £ 382,845</u>

d'où il est résulté un déficit de £ 104,651.

Le montant des dépôts faits, pendant l'année, à la caisse d'épargne postale s'est élevé à £ 476,869 et le montant des remboursements à £ 401,730. A la fin de l'année 1880, l'actif des déposants représentait une somme de £ 586,496.

Ausser dem Porto kommen irgend welche Gebühren für die Korrespondenz etc. nicht zur Erhebung.

Untersagt ist es, baares Geld oder Werthsachen in Briefen oder Drucksachen etc. zu versenden. Werden solche Werthsachen dennoch in den Briefen etc. angetroffen, so sollen sie zum Besten der Postkasse von den Beamten konfisziert werden.

Amtliche Korrespondenzgegenstände zwischen beiden Republiken sind von Entrichtung des Portos befreit; um als solche bei beiden Verwaltungen behandelt zu werden, müssen sie das Siegel der absendenden Behörde tragen.

Die Unverletzlichkeit des Briefgeheimnisses wird gegenseitig gewährleistet.

Der Vertrag soll vorläufig für den Zeitraum von vier Jahren und dann immer ein Jahr weiter, wenn von keiner Seite eine Kündigung erfolgt, in Kraft bleiben.

\* \* \*

Nach dem letztjährigen Berichte des General-Postmeisters von Neu-Süd-Wales sind von der Post- und Telegraphen-Verwaltung dieser Kolonie an Einnahmen erzielt worden:

im Post-Departement . . . . .	£ 194,084
im Telegraphen-Departement . . . . . »	84,110
	<u>zusammen £ 278,194</u>

Dagegen haben die Ausgaben betragen:

im Post-Departement . . . . .	£ 114,717
im Telegraphen-Departement . . . . . »	268,128
	<u>zusammen £ 382,845</u>

Es hat sich somit ein Defizit von £ 104,651 ergeben.

Der Betrag der während des Jahres bei den Postsparkassen hinterlegten Gelder belief sich auf £ 476,869, während £ 401,730 zurückgezahlt wurden. Das Gesamt-Guthaben der Interessenten betrug Ende 1880: £ 586,496.

The transmission of coin or valuable articles in letters or in printed papers is prohibited. If nevertheless such articles are found in letters, &c. they are to be confiscated by the postal officers for the profit of the Administration.

Official articles exchanged between the two Republics are exempt from the payment of postage; and, in order to be treated as such by both the Republics, they must be provided with the seal of the despatching authority.

The letter-secrecy is reciprocally guaranteed.

This Convention is provisionally to remain in force during a period of four years, and, afterwards, to continue in force for periods of one year, if none of the parties give notice to the contrary.

\* \* \*

According to the last annual Report of the Postmaster General of New South Wales, the revenue of the Postal and Telegraph Administration of that Colony was as follows:—

Postal Department . . . . .	£ 194,084
Telegraph Department . . . . . »	84,110
	<u>Total £ 278,194</u>

The expenditure was as follows:—

Postal Department . . . . .	£ 114,717
Telegraph Department . . . . . »	268,128
	<u>Total £ 382,845</u>

The expenditure consequently exceeded the revenue by £ 104,651.

The deposits made in the course of the year in the Post Office Savings Banks amounted to £ 476,869, and the withdrawals to £ 401,730. The total amount standing to the credit of depositors at the close of 1880 was £ 586,496.

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois . . . . . » 2. 30

Trois mois . . . . . » 1. 15

Pour tous les pays de

l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 10.

Berne, 1<sup>er</sup> Octobre 1881.

**Sommaire.** — I. NOTICE SUR L'HISTOIRE DE LA LETTRE ET DE L'ART ÉPISTOLAIRE. — II. LES CAISSES D'ÉPARGNE POSTALES EN ITALIE, EN 1880. — III. SERVICE DES POSTES BRITANNIQUES A HONG-KONG ET EN CHINE PENDANT L'ANNÉE 1880. — IV. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER (*Suite*). — V. COMMUNICATIONS.

## Notice sur l'histoire de la lettre et de l'art épistolaire. \*)

Par M. Lœper, Directeur des postes à Markirch.

Le genre de littérature que nous connaissons sous le nom de littérature épistolaire s'est perfectionné, en Allemagne, passablement plus tard qu'en France. En général, l'art d'exposer d'une manière facile, simple et naturelle ses idées et ses impressions est moins conforme au génie national allemand. La guerre de Trente ans, dont les conséquences furent si funestes à l'Allemagne, à tant de points de vue, vint encore, au 17<sup>e</sup> siècle, arrêter le développement de notre langue, car c'est le moment où celle-ci fit à l'étranger l'emprunt de tant d'éléments disparates dont elle commence à peine à se débarrasser aujourd'hui.

La lettre de Ruodpert, de St-Gall, qui date du 11<sup>e</sup> siècle, est considérée comme le document épistolaire le plus ancien que possède l'allemand. Cette lettre est en grande partie en latin, cependant elle renferme plusieurs transcriptions d'idées et de pensées en langue allemande; elle se trouve reproduite dans le recueil de pièces écrites en dialecte haut allemand publié par Guillaume Wakernagel.

\*) Voir l'*Union postale* IV, page 145 et V, pages 37 et 219.

## Zur Geschichte des Briefes und des Briefschreibens. \*)

Von Herrn Postdirektor Løper in Markirch.

In *Deutschland* hat die besondere Gattung der Literatur, welche wir Briefe nennen, sich später zu einer gewissen Vollkommenheit ausgebildet, als in Frankreich. Im Allgemeinen stimmt der leichte, einfache, natürliche und schmucklose Vortrag der Gedanken und Empfindungen weniger zum Nationalcharakter der Deutschen, als zu dem der Franzosen. Dazu tritt ferner noch der Umstand, dass der 30jährige Krieg, mit seinen für Deutschland so nachtheiligen Folgen, unter Anderm auch die Ausbildung der deutschen Sprache im 17. Jahrhundert sehr wesentlich gehemmt hat, denn diese nahm gerade damals sehr zu ihrem Schaden viel fremde Elemente in sich auf, die erst nach und nach abgestossen werden konnten.

Als der älteste deutsche Brief wird derjenige des Ruodpert in St. Gallen aus dem 11. Jahrhundert angesehen. Derselbe ist zwar im Wesentlichen lateinisch geschrieben, enthält aber mehrere Umschreibungen der Begriffe und Gedanken in deutscher Sprache. Dieser Brief findet sich in

\*) S. *Union postale* IV, S. 145 und V, S. 37 u. 219.

## History of the Letter and of Letter-Writing. \*)

By Mr. Løper, Postal Director at Markirch.

In *Germany*, that special branch of literature to which we give the name of Letters, attained to a certain degree of perfection at a later period than was the case in France. Speaking generally, the easy, simple, natural, and inartificial manner of giving expression to one's thoughts and feelings belongs less to the German than to the French national character. The thirty years' war, moreover, so fraught with evil consequences to Germany, had the further result of materially impeding the development of the German language in the XVII. century; for just at that time many foreign elements were, to its great detriment, introduced into that language, of which it has only been purged by degrees.

The most ancient German letter is said to be that written by Ruodpert of St. Gall in the XI. century. It is true that the greater part of this letter is written in Latin, but it contains several explanations of the writer's meaning and thoughts, in German. This letter is reproduced

\*) See l'*Union postale* IV, page 145, and V, pages 37 and 219.



C'est à bon droit que les écrivains modernes distinguent les lettres d'affaires des lettres intimes ou familières; celles-ci sont comme la quintessence de celles-là; la fantaisie et l'imagination y ont en effet aussi les coudées plus franches.

Comme nous le disions dans un précédent article, le moyen âge écrivait presque exclusivement en latin. Pour qu'il fût possible d'écrire une lettre d'affaires en langue vulgaire, il fallait auparavant que la langue allemande eût atteint un certain degré de culture. Déjà la fin du 14<sup>e</sup> siècle avait vu se former un style de palais remarquable par sa pureté, et pour lequel le réformateur Luther eut toujours beaucoup d'égards dans ses efforts constants pour créer un style littéraire précis et net; ce style était pourtant encombré de réminiscences d'autres styles et gêné par son exubérante prolixité. Ce ne fut que plus tard que la Prusse fit, avec succès, des efforts pour doter le style d'affaires et de palais d'un ton plus simple et plus naturel, et ces efforts ont été secondés par d'autres Etats en Allemagne.

Quant au style épistolaire, on reconnut de bonne heure que la lecture des meilleurs modèles ne pouvait manquer d'être de grand profit. On possédait quelques-uns de ces modèles dans les œuvres de plusieurs classiques de l'antiquité. Les plus importants sont, en langue grecque, les lettres de Phalaris et de Libanius, et mieux encore, en langue latine, celles d'écrivains tels que Cicéron, Pline et Sénèque, ces dernières moins pour leur contenu que pour leur style. Les lettres de Sénèque servirent très souvent de modèles dans les écoles aussi bien que dans les chancelleries, et passèrent dans les nombreux *recueils épistolaires* imprimés en Allemagne. Ces recueils furent d'abord publiés en latin; cependant dès la fin du 15<sup>e</sup> siècle, ils sont de plus en plus remplacés par des recueils en langue allemande. Ils servent souvent d'appendices à des recueils de formules et portent alors le titre de

Wilhelm Wackernagel's altdeutschem Lesebuche abgedruckt.

Mit Recht machen die Stilisten der Neuzeit einen Unterschied zwischen Geschäfts- und Privatbriefen; letztere können gewissermassen als eine Verfeinerung der ersteren angesehen werden, zumal in ihnen dem Walten der Phantasie mehr Raum verstattet ist.

Wie schon in einem frühern Artikel ausgeführt wurde, bediente man im Mittelalter in den Schreiben und Briefen sich fast ausschliesslich der lateinischen Sprache. Bevor deutsche Geschäftsbriefe entstehen konnten, musste die deutsche Sprache natürlich eine gewisse Ausbildung erlangt haben. Bereits gegen Ende des 14. Jahrhunderts hatte sich ein wegen seiner Reinheit gepriesener Kuralstil gebildet, den der Reformator Luther bei seinen Bemühungen um Festsetzung eines reinen und bestimmten Schrift-Dialektes sehr mitberücksichtigte; dennoch hatte derselbe noch Anklänge an andere Stilarten und litt noch sehr an einer umständlichen Breite. In späterer Zeit suchte der Preussische Geschäfts- und Kuralstil sich mit Erfolg eines angemessenen, einfacheren und humaneren Tones zu befleissigen, der seitdem auch in andern deutschen Staaten mehr und mehr Eingang gefunden hat.

Was den Stil der Briefe anbetrifft, so erkannte man schon frühzeitig, dass das Lesen der auf diesem Gebiete vorhandenen besten Muster für den Schreibenden von grossem Vortheile sein könne. Solche Musterbriefe lagen von einigen klassischen Schriftstellern des Alterthums vor. Unter den Griechen sind bekanntlich am bedeutendsten die Briefe der Schriftsteller Phalaris und Libanius; noch empfehlenswerther sind jedoch diejenigen der römischen Autoren Cicero, Plinius und Seneca, die letzteren freilich weniger wegen ihres Inhalts, als wegen ihrer Schreibart. Die Briefe der zuletzt genannten drei Schriftsteller wurden denn auch vielfach in Schulen und beim Notariat als Muster angewendet und gingen in die *Briefsteller* über, welche in

in Wilhelm Wackernagel's Old German Reading-Book.

The critics of our days very justly make a distinction between business letters, and private letters. The latter may, so to say, be considered as a refinement on the former, inasmuch as a greater margin is allowed in them for the play of the imagination.

As we stated in a previous article the Latin language was almost exclusively made use of in the middle ages both in business and private letters. Business letters could not of course, be written in German till that language had attained to a certain degree of development. The close of the XIV. century had given birth to a certain legal style which was renowned for its purity, and greatly assisted Luther, the Reformer, in his efforts to establish a pure and settled style of writing; but this legal style nevertheless was not without remnants of other kinds of style and had still the defect of great verbosity. At a later period, a successful endeavour was made to introduce into the Prussian business and legal style a simpler and less formal mode of diction which has, since been more and more adopted in the other German States.

As concerns the style of private letters, it was, even at an early period, a recognised fact that nothing is more improving for those who aspire to be good letter-writers than the reading of the best models of that category of correspondence. A few classical authors had left such models. The most important among the letters of Greek origin are, as is well-known, those written by Phalaris and Libanius. They are, however, surpassed by those of the Roman authors, such as Cicero, Pliny, and Seneca; the letters of Seneca are important less on account of their contents, than on that of the style in which they are written. The letters of the three last-mentioned authors were, therefore, frequently used as models in schools and in the offices of notaries, and were incorporated into the *Briefsteller* (letter books), and

« modèles de formules, de rhétorique » etc. Le plus ancien recueil de ce genre connu en Allemagne, date de 1474; il est annexé à un recueil de protocoles.\*) Le « Spiegel » (Miroir) de Frédéric Riederer, publié en 1493, l'ouvrage de Henri Gessler, publié en 1502, etc., jouissent d'une plus grande notoriété.

M. le Prof. Rockinger, de Munich, a prouvé d'une manière irréfutable, il y a quelques années, que les recueils épistolaires des anciennes collections proviennent de collections de modèles que, plus tard, on fit précéder d'un traité sur l'art épistolaire. Dans la suite de temps, ce traité est devenu la partie principale, et les modèles furent traités comme annexes.

La constitution impériale, avec sa hiérarchie descendant, depuis l'empereur, aux rois, princes-palatins, princes, ducs, comtes, seigneurs, etc., obligea d'établir une distinction entre chacun de ces degrés, et à cet effet, de créer toute une série de qualifications honorifiques. Les gens appelés à écrire des missives ne pouvaient se dispenser de connaître celles-ci. Aussi les plus anciens recueils épistolaires allemands sont-ils principalement des collections de formules de qualités, et c'est souvent le titre qu'ils adoptent. Un recueil de ce genre, publié dans les dix dernières années du 15<sup>e</sup> siècle, porte, par exemple, le titre suivant « Ce recueil apprend comment on doit s'adresser à tous les princes et seigneurs d'Allemagne, etc. » Un petit ouvrage publié à Strasbourg en 1513, avait le même but et était intitulé: « Manuel de chancellerie, indiquant la manière dont il convient d'écrire à chacun, suivant son état et son rang dans la hiérarchie ecclésiastique ou séculière. » Cet opuscule de 37 pages in-quarto se subdivise en deux parties; la première donne les titres et formules de palais, la seconde renferme

Deutschland in grösserer Zahl erschienen sind. Diese Art Bücher waren anfänglich in lateinischer Sprache abgefasst; seit dem Ende des 15. Jahrhunderts tritt jedoch an deren Stelle mehr und mehr die deutsche Sprache. Vielfach sind dieselben mit Formelnbüchern verbunden und sind dann bezeichnet: Formularien, Rhetoriken etc. Der älteste bekannte Briefsteller in deutscher Sprache rührt aus dem Jahre 1474 her und ist verbunden mit einem Gerichtsbüchlein\*). Bekannter ist der « Spiegel » von Friederich Riederer aus dem Jahre 1493, das Werk des Heinrich Gessler aus dem Jahre 1502 u. s. w.

Professor Rockinger in München hat vor einigen Jahren überzeugend nachgewiesen, dass die Briefsteller aus älteren Sammlungen von Musterbriefen hervorgegangen sind, denen man in späterer Zeit eine Abhandlung über den Briefstil vorhergehen liess. Im Laufe der Zeit ward die Abhandlung die Hauptsache, während die beigefügten Muster in den Anhang verwiesen wurden.

Die deutsche Reichsverfassung mit ihrer Stufenleiter vom Kaiser abwärts zu den Königen, Kurfürsten, Fürsten, Herzögen, Grafen, Herren u. s. w. brachte es mit sich, dass für jeden Stand, zur besseren Unterscheidung von anderen, besondere Titulaturen geschaffen wurden. Eine Kenntniss derselben war für den Brief- und Geschäftsverkehr von grosser Bedeutung. Schon die ältesten deutschen Briefsteller sind denn auch im Wesentlichen Titulaturbücher, und öfters tragen sie auch diesen Titel. Ein im letzten Jahrzehnt des 15. Jahrhunderts zu Memmingen erschienenes Büchlein dieser Art ist z. B. wie folgt bezeichnet: « In disem Büchlin vindet man wie man eynen yeglichen Teutschen Fürsten vnd Herrn schreiben soll » u. s. w. Einen ähnlichen Zweck hatte ein im Jahr 1513 in

great number of which were published in Germany. These books were, at first, published in Latin; but after the XV. century German began more and more to take the place of the Latin language. So-called *Formelbücher* (books of formules) were added to many of these letter-books, the latter then bearing the titles of:—*Formularien, Rhetoriken, &c.* The most ancient and generally known German letter-book dates from the year 1474, and is connected with a *Gerichtsbüchlein* (book of formules for the use of tribunals)\*). Works which are better known are the *Spiegel* (the mirror) by Friedrich Riederer, published in 1493; a book by Heinrich Gessler, published in 1502, &c.

A few years ago professor Rockinger in Munich proved conclusively that the letter-books had their origin in ancient collections of model-letters which, later on, were prefaced with a treatise on the art of letter-writing. In the course of time the treatise became the principal subject, whereas the model-letters were relegated to the appendix.

The Constitution of the German Empire with its social ladder starting from the Emperor and descending to the Kings, Electors, Princes, Dukes, Counts, Squires, &c., rendered it necessary, in order the better to mark the different classes, that there should be a special form of address for every grade of nobility. The knowledge of these forms of address was of considerable importance in epistolary and business relations. The oldest German letter-books were, consequently, almost title-books, and frequently even bore this heading (*Titulaturbücher*). Thus, a little book published at Memmingen about the year 1490 bears the following superscription:—« *In disem Büchlin vindet man wie man eynen yeglichen Teutschen Fürsten vnd Herrn schreiben soll* » &c. (In this little book may be found how every German Prince and

\* Rockinger: « *Ueber Briefsteller und Formelbücher während des Mittelalters.* »

\*) Rockinger: *Ueber Briefsteller und Formelbücher während des Mittelalters.*

\*) Rockinger. *Ueber Briefsteller und Formelbücher während des Mittelalters.*

des modèles de lettres et des thèmes de chancellerie.

Le commencement du 17<sup>e</sup> siècle vit encore éclore des recueils spéciaux de formules honorifiques, avec plusieurs centaines de manières de s'adresser aux dignitaires temporels et ecclésiastiques.

*Caspar Stieler* publia sous le nom de « Spate » (le tardif), vers la fin du 17<sup>e</sup> siècle, un ouvrage en quatre forts volumes in-quarto, portant le titre de « L'art du secrétaire » (Sekreteriat-Kunst), qu'on peut considérer comme un recueil épistolaire revu, amplifié et corrigé. L'auteur, connu par un certain nombre de grammaires et de lexiques allemands, célèbre même comme poète, a rassemblé dans cet ouvrage, à l'aide de matériaux anciens et récents, une foule de renseignements très intéressants sur l'art épistolaire et l'histoire des lettres. Un grand nombre de missives et de minutes d'affaires, de formules de tous genres, etc., écrites généralement d'un style naturel, augmentent le mérite de ce travail, qui eut plusieurs éditions et dont les chancelleries firent un grand usage. Un chapitre spécial traite avec assez de développements de la lettre par rapport au service postal; il donne en même temps, sur l'organisation des postes impériales à cette époque, des renseignements qu'on peut considérer comme l'exposé le plus ancien que nous possédions sur ce sujet.

Dans ce volumineux ouvrage, Stieler avait principalement en vue de perfectionner le style d'affaires; par un petit livre qu'il publia sous le titre de « Vortrab des allzeit fertigen Sekretärs » (guide du secrétaire accompli), il chercha en même temps à amender le style des lettres familières. Cette publication eut aussi plusieurs éditions et a certainement exercé une heureuse influence.

En 1751, le célèbre poète et écrivain *Gellert* publia sous ce titre « Briefe für junge Leute nebst einer

Strassburg erschienenen kleines Werk: « Cantzley Büchlin, wie man schreiben sol eim yeden in was würden städt oder welens (welches) er ist geistlich vnd weltlich kurtz begriffen ». Diese Schrift, 37 Quart-Seiten umfassend, besteht aus zwei Theilen, von welchen der erste Titulaturen und Kurialen, der andere Formulare zu Briefen und gerichtlichen Aufsätzen enthält.

Noch am Anfange des 17. Jahrhunderts erschienen besondere Titulaturbücher, welche bisweilen mehrere Hundert Titel für die ganze weltliche und geistliche Hierarchie enthalten.

Gegen Ende des 17. Jahrhunderts gab der Schriftsteller *Kaspar Stieler* unter dem Namen *Spate* (der Späte) ein aus drei starken Quartbänden bestehendes Werk unter dem Titel: « *Sekreteriat-Kunst* » heraus, das als ein sehr erweiterter und verbesserter Briefsteller angesehen werden kann. Der Verfasser, durch eine Anzahl grammatischer und lexikalischer Bücher über die deutsche Sprache, sowie ferner auch als Dichter rühmlichst bekannt, hat in diesem Werke viel interessanten Stoff zur Geschichte des Briefes und des Briefschreibens, unter Benutzung älterer und neuerer Quellen, beigebracht. Eine grosse Anzahl Briefe und Geschäftsaufsätze, Formeln aller Art etc., meist in natürlichem Stil verfasst, erhöhen die Bedeutung dieses, in mehreren Auflagen erschienenen und vielfach in den Kanzleien benutzten Werkes sehr wesentlich. In einem besondern Kapitel ist auch der Brief in seinem Verhältnisse zum Postwesen ziemlich eingehend behandelt und ein Bild der damaligen Einrichtungen der Reichspost geliefert, das als eine der ältesten Schilderungen auf diesem Gebiete angesehen werden kann.

Während Stieler in dem bezeichneten grösseren Werke im Ganzen mehr den Geschäftsstil auszubilden bestrebt war, suchte er auch den Stil der Privatbriefe durch ein kleineres Werk, betitelt: « *Vortrab des*

Nobleman is to be styled, &c.) The same object was kept in view by the author of a little work published at Strassburg in 1513, and entitled:— « *Cantzley Büchlin, wie man schreiben soll eim yeden in was würden städt oder welens er ist geistlich vnd weltlich kurtz begriffen* » (Chancery Book. How persons of title, whether temporal or spiritual, are to be addressed; briefly explained). This work, which consists of 37 quarto-pages, is divided into two parts, the first of which contains addresses and legal formules, and the second, formules for letters and legal correspondence.

Special *Titularbücher* were published as late as the XVII. century, and frequently contained several hundred different titles for the whole ecclesiastical and secular nobility.

Towards the end of the XVII. century *Kaspar Stieler*, an author, published, under the pseudonym of *Spate* (the late one), a work of three thick quarto-volumes under the title of:—« *Sekretariat-Kunst* » (the art of secretaries), which may be looked upon as a much enlarged and improved letter-book. The author, who is celebrated for his works on German grammars and dictionaries, and also for his poems, collected and reproduced in his work a great amount of interesting information on the history of the letter and of letter-writing taken both from ancient and modern sources. A great number of private and business letters, formules of every kind, &c. mostly written in a natural style, enhance the value of this work which went through several editions, and was frequently used in Government Chanceries. A special chapter also treats with considerable fulness of the letter in its relation to the postal service, and gives an account of the Imperial Post as it was then organised, which may be considered as one of the oldest descriptions of this institution.

While Stieler, in his above-mentioned voluminous work, chiefly endeavoured to improve the style of business letters, he also tried in

*praktischen Abhandlung von dem guten Geschmack in Briefen* » (Lettres pour les jeunes gens, accompagnées d'un traité pratique sur le bon goût en matière épistolaire), un livre qui eut plusieurs éditions et fit époque en Allemagne, d'autant plus que Gellert était lui-même un remarquable épistolier. Il fait remarquer dans cet ouvrage que, lorsqu'on veut publier des modèles, on doit avant tout choisir les lettres qui ont été réellement destinées à une personne, sans toutefois avoir été écrites en vue de la publicité; celles qui répondent à la première de ces conditions ont plus de vie, plus de précision et présentent par conséquent la plus grande utilité; celles qui satisfont à la seconde, sont d'une allure plus libre, moins guindée, et d'une lecture plus agréable. Les lettres publiées par Gellert se conforment parfaitement à ces règles. Dans ses écrits, cet auteur recommande en première ligne le naturel; le principal caractère du naturel est l'aisance, la facilité, dues à la justesse et à la clarté de l'idée et à la précision de l'expression. Le naturel doit se faire sentir non seulement dans le choix des mots et des idées, mais aussi dans l'ensemble et dans la liaison des pensées entre elles. C'est ce que démontre Gellert, en indiquant très bien comment on doit se défaire des formes pompeuses et ampoulées pour arriver à un style simple.

A côté des recueils épistolaires, la publication des lettres de quelques hommes célèbres ou marquants contribua beaucoup à perfectionner l'art épistolaire en Allemagne. Il faut citer en première ligne la correspondance de Luther, au 16<sup>e</sup> siècle; le nombre de ces lettres est considérable, et elles sont remarquables à tous les points de vue. Comme un historien littéraire moderne l'a si justement dit, les lettres de Luther sont devenues classiques parce qu'elles sont toujours dans le ton voulu, soit qu'elles s'adressent à un prince ou à un savant, à un ami ou à un contradicteur, soit qu'il écrive à son père, à sa femme,

*allzeit fertigen Sekretairs* » zu heben. Dasselbe, ebenfalls in mehreren Auflagen erschienen, möchte hier und dort von guter Wirkung gewesen sein.

Im Jahre 1751 gab der bekannte Schriftsteller und Dichter Gellert ein Buch unter dem Titel heraus: « *Briefe für junge Leute nebst einer praktischen Abhandlung von dem guten Geschmacke in Briefen* ». Diese in mehreren Auflagen erschienene Schrift wurde in Deutschland epochemachend, zumal Gellert auf dem Gebiete der Briefe Hervorragendes leistete. Er betont in seiner Schrift, dass, wenn man Briefe als Muster herausgeben wolle, vor Allem solche ausgewählt werden müssen, die wirklich an gewisse Personen gerichtet, aber nicht in der Absicht geschrieben seien, sie in den Druck zu geben. Die Briefe würden im erstern Falle « lebhafter, bestimmter und eben dadurch brauchbarer », im andern Falle « freier, unstudirter und eben dadurch angenehmer » abgefasst sein. Die von Gellert herausgegebenen Briefe entsprechen denn auch diesen Voraussetzungen. Der Verfasser betont in seiner Schrift vor Allem auch die Natürlichkeit des Briefes. Der Hauptbegriff der Natürlichkeit sei aber das Leichte, Ungezwungene, welches aus der Richtigkeit und Klarheit der Gedanken und aus der Deutlichkeit des Ausdrucks erhelle. Das Natürliche habe man aber nicht nur in den Worten und in den einzelnen Gedanken, sondern auch in dem Ganzen, in dem Zusammenhange der Gedanken unter einander, zu suchen. Dieses wird von Gellert weiter ausgeführt und gezeigt, wie man das Unnatürliche und Schwulstige abzustreifen habe, um zum Natürlichen zu gelangen.

Abgesehen von den Briefstellern haben auch die sonst in die Öffentlichkeit gedruckten Briefe bedeutender Männer Manches zur Ausbildung der Briefschreibekunst in Deutschland beigetragen. Aus dem 16. Jahrhundert sind vor Allem die Briefe *Luther's* zu erwähnen. Die

another, entitled:—« *Vortrab des allzeit fertigen Sekretairs* » (Advance guard of the ever ready secretary), to improve the style of private letters. This work also went through several editions, and may, here and there, have been productive of good.

In 1751, Gellert, the celebrated author and poet, published a book under the title of:—« *Briefe für junge Leute nebst einer praktischen Abhandlung von dem guten Geschmacke in Briefen* » (Letters for young people; with a practical treatise on good taste in letter-writing). This work went through several editions, and had enormous success in Germany, as Gellert greatly distinguished himself in the sphere of letter-writing. He points out, in his book, that such letters only should be published as model-letters, as had actually been written to stated persons, but not with the intention of having them printed. If actually written to certain persons, they would be « more lively, more decided, and consequently fitter for model-letters », and, if not intended for print, they would be written « in a less reserved, and less studied style, and would, therefore, be of more agreeable reading ». The letters published by Gellert entirely fulfil these conditions. In his work, the author insists above all on a natural style in letters. He says that naturalness of style implies that easy and unconstrained diction which is the consequence of logical reasoning, clearness of thought, and distinctness of expression. But natural style depends not only on the choice of words, and the separate thoughts, but also on the arrangement of the whole, and the manner in which the thoughts are connected with one another. In this way Gellert continues, and shows that writers must first get rid of all that is artificial and bombastic, before they can attain to what is natural.

In addition to the letter-books proper, much has been done to improve the art of letter-writing in Germany by the publication in some other form of letters of distinguished people. In the XVI. century the letters

à son fils, soit enfin qu'il s'agisse de développer de sérieuses et profondes considérations, ou de s'abandonner aux tendres effusions d'un cœur aimant.

Il faut certainement compter parmi les meilleurs échantillons épistolaires du 17<sup>e</sup> siècle toute la correspondance du savant *Leibnitz*, les lettres que *Spener* a publiées dans les « *Pia desideria* » et les « *Réflexions théologiques* », et enfin la correspondance de la duchesse Charlotte d'Orléans, née Princesse palatine, qui n'a, il est vrai, été imprimée que depuis une trentaine d'années (Stuttgart 1851).

Une autre femme a également produit, vers le milieu du 18<sup>e</sup> siècle, des œuvres hors ligne dans le genre épistolaire ; je veux parler de *Madame Gottsched*, née Kulmus, la femme du célèbre professeur de Leipzig. Ces lettres sont remarquables par le charme intime et tout féminin qui les anime, et que relèvent les saillies d'un esprit délié et souvent caustique, en même temps qu'un profond sentiment religieux et de noble philanthropie. Elles parurent en 1771—1772.

Gellert exerça, sur le style épistolaire en Allemagne, une influence d'autant plus grande, qu'il appartenait lui-même à la phalange des écrivains qui brillèrent à l'aurore de la nouvelle littérature classique dans ce pays.

Les bons modèles se répandirent dès lors toujours plus. Les meilleurs écrivains prirent à tâche de débarrasser la langue allemande des emprunts exotiques qui la déparaient encore. A l'exemple de Robertson, des écrivains tels que Hermès et quelques autres publièrent des romans épistolaires ; ces ouvrages pénétrèrent dans les classes populaires et contribuèrent beaucoup à habituer le public à un style plus choisi.

Citons, parmi les écrivains qui brillèrent le plus dans la littérature

Zahl derselben ist nicht nur ausserordentlich gross, sondern sie sind auch in jeder Beziehung vortrefflich. Besonders darin sind sie musterhaft, wie ein neuerer Literarhistoriker treffend bemerkt, dass sie stets den rechten Ton treffen, sie mögen an Fürsten oder Gelehrte, an Freunde oder Gegner, an seinen Vater, seine Frau oder seinen Sohn gerichtet sein, sie mögen sich in ernstest Betrachtungen, in heiteren Mittheilungen oder in gemüthlichen Ergiessungen seines liebenden Herzens bewegen.

Aus dem 17. Jahrhundert sind als bessere Erzeugnisse des Briefstils anzusehen: alle Briefe des grossen Gelehrten *Leibniz*, die Briefe *Spener's* in dessen Werken: « *Pia desideria* » und « *Theologische Bedenken* » und schliesslich noch diejenige der Herzogin Elisabeth Charlotte von Orleans, geb. Prinzessin von der Pfalz, die freilich erst vor 30 Jahren herausgegeben sind (Stuttgart 1851).

Um die Mitte des 18. Jahrhunderts hat auch eine Frau sehr Hervorragendes auf diesem Gebiete geleistet; ich meine *Frau Gottsched* geb. Kulmus, die Ehefrau des bekannten Professors in Leipzig. In ihren Briefen tritt uns ein echt weibliches Gemüthsleben entgegen, denen es an interessanten Zügen eines feinen, der Satire oft zugewandten Humors ebenso wenig fehlt, wie an einer tief empfundenen Religiosität und edelster Menschenliebe. Ihre Briefe wurden erst im Jahre 1771—1772 herausgegeben.

Gellert's Eingreifen auf dem Gebiete der Briefschreibekunst war um so bedeutungsvoller, als er zu denjenigen Schriftstellern gehört, welche die Morgenröthe der klassischen deutschen Literatur-Periode vorbereiteten.

Gute Muster fanden seitdem in Deutschland mehr und mehr Eingang. Die besseren Schriftsteller trachteten fortan vor Allem danach, die deutsche Sprache von den ihr noch anhängenden fremden Zuthaten zu befreien. Nach dem Vorgange des englischen Schriftstellers Robertson wurden von Hermes und Anderen jetzt auch Romane in

of *Luther* are deserving of special mention. They are not only very numerous, but also excellent in every respect. The chief reason for which they are considered as models, is that they are, as a modern historian of literature justly remarks, always written in the right strain, whether addressed to princes or scholars, to friends or opponents, to his father, to his wife, or his son, and whether treating of serious or merry topics, or giving expression to the kindly impulses of his loving heart.

Among the models of letter-style in the XVII. century the following may be considered as the best:—all the letters written by *Leibnitz*, the eminent philosopher; the letters by *Spener* which were published in his works « *Pia desideria* », and « *Theologische Bedenken* » (Theological Doubts), and lastly, though they were only published thirty years ago (Stuttgart 1851), those of the Duchess Elisabeth Charlotte d'Orléans, born Princess von der Pfalz.

Towards the middle of the XVIII. century another woman also greatly distinguished herself in this sphere of literary labour; we allude to *Frau Gottsched* whose maiden name was Kulmus, and who was the wife of a celebrated professor at Leipzig. Her letters are imbued with an essentially womanly spirit, and are no more wanting in interesting traits of delicate, and often somewhat satirical humour, than in deep religious feelings, and ardent philanthropy. Her letters were only published in 1771 and 1772.

Gellert's efforts to improve the style of letters are all the more noteworthy from the fact that he was among those writers who prepared the way for the dawning of the classical period of German literature.

From this time forward good model-letters have come more and more into use in Germany. The chief object kept in view by good authors was to purge the German language from the foreign elements which still clung to it. The example set by Robertson, the English author, who published

épistolaire allemande, *Klopstock, Wieland, Lessing, Weisse, Rabener, Garve, Gleim, Solger, Hamann, Abbt, Matthisson, Jean de Muller, Heinse, Sturz, Zimmermann, Lavater, Winckelmann, Forster, Jacobi, Voss, Jean-Paul-Fréd. Richter, Guillaume de Humboldt, Schiller, Goethe, Körner, (le père du poète), Bettina d'Arnim, Rahel Varnhagen d'Ense, Arndt, Börne, etc.* Nous ne pouvons nous arrêter qu'à la correspondance de quelques-uns de ces écrivains. Les lettres de Rabener se distinguent par des boutades comiques plus que par leur esprit. Gleim avait une correspondance des plus étendues; on prétend qu'il correspondait régulièrement avec plus de cent personnes. La haute valeur de Lessing se retrouve dans ses lettres. Celles de Hamann plaisent par leur originalité et leur richesse d'idées. Abbt écrivait à Mendelssohn qu'une seule lettre d'Hamann renfermait assez d'idées pour suffire à dix autres; cette correspondance est particulièrement intéressante au point de vue de notre histoire littéraire. Les lettres de l'historien Jean de Muller sont riches en renseignements de tous genres; elles ont été publiées sous le titre de « *Briefe eines jungen Gelehrten an seinen Freund* » (Lettres d'un jeune savant à son ami). Leur éditeur, Madame Frédérica Brun, dit avec raison de ces lettres, adressées à V. de Bonstetten. « Elles dépeignent en traits vivants deux jeunes hommes, vraiment suisses de sentiment et de caractère, aux aspirations élevées et généreuses, recherchant avec passion la vérité dans la science, dévoués à la vraie liberté de la pensée et ne perdant jamais de vue la perfection de leur être. Chez Muller tout se trouve en germe et en fermentation, et l'un des côtés attachants de ces lettres c'est de montrer les voies et les étapes qu'a d'abord suivies cet homme remarquable. »

On ne saurait oublier, dans cette nomenclature, la correspondance échangée entre *Schiller* et *Goethe*, de 1794 à 1805. Goethe a certaine-

Form von Briefen abgefasst; sie drangen in weitere Kreise des Volks und trugen wesentlich dazu bei, das Publikum mit besseren Formen bekannt zu machen.

Unter den deutschen Schriftstellern, welche auf diesem Gebiete der Literatur Hervorragendes geleistet haben, sind zu nennen: *Klopstock, Wieland, Lessing, Weisse, Rabener, Garve, Gleim, Solger, Hamann, Abbt, Matthisson, Johannes von Müller, Heinse, Sturz, Zimmermann, Lavater, Winckelmann, Forster, Jacobi, Voss, Jean Paul Friedrich Richter, Wilhelm von Humboldt, Schiller, Goethe, Körner (Vater des Dichters), Bettina von Arnim, Rahel Varnhagen von Ense, Arndt, Börne* u. A. Hier kann ich nur einzelne Briefwechsel der Genannten besonders erwähnen. Die Briefe Rabeners enthalten manche komische Einfälle, ohne gerade grossen Witz zu zeigen. Einen sehr grossen Briefwechsel unterhielt Gleim; er soll mit mehr als hundert Personen in steter brieflicher Verbindung gewesen sein. Lessing's grosse Bedeutung zeigt sich auch in seinen Briefen. Diejenigen von Hamann sprechen durch ihre Originalität und Gedankenfülle an. « In einem Briefe von Hamann liegen Ideen zu wenigstens zehn Briefen, » schrieb Abbt an Mendelssohn, auch für den Literarhistoriker sind sie besonders wichtig. Von grossem Gehalt sind ferner die Briefe des Geschichtsschreibers Johannes von Müller, betitelt: « *Briefe eines jungen Gelehrten an seinen Freund* » etc. Von diesen, an V. von Bonstetten gerichteten Briefen sagt die Herausgeberin, Friederike Brun mit Recht: « Sie charakterisiren uns mit den sprechendsten Zügen zwei junge Männer von ganz originellem Schweizer-sinn, von hoch anstrebendem Geiste, voll Durst nach Wissen und Wahrheit, nach ächter Freiheit des Geistes und nach einer hohen Vollendung ihres ganzen Menschen. Es ist bei Müller noch Alles im Werden und Gähren, und es ist eine von den vielen anziehenden Seiten dieser Briefe, dass man hier sieht, wie und

novels in the form of letters, was followed by Hermes and others. These novels had a large circulation, and materially assisted in making the public acquainted with a better style of letter-writing.

Among the German authors who have distinguished themselves in epistolary literature we may mention *Klopstock, Wieland, Lessing, Weisse, Rabener, Garve, Gleim, Solger, Hamann, Abbt, Matthisson, Johannes von Müller, Heinse, Sturz, Zimmermann, Lavater, Winckelmann, Forster, Jacobi, Voss, Jean Paul Friedrich Richter, Wilhelm von Humboldt, Schiller, Goethe, Koerner (the father of the poet), Bettina von Arnim, Rahel Varnhagen von Ense, Arndt, Börne, &c.* The space allotted to our article only allows of very briefly reviewing the correspondence interchanged by these writers. The letters of Rabener contain many comical remarks, without showing particularly great wit. Gleim carried on a very extensive correspondence; he is said to have maintained uninterrupted epistolary communication with more than a hundred people. Lessing's genius also appears in his letters. Those written by Hamann are attractive on account of their originality and wealth of thought. « In a letter of Hamann's you find ideas for at least ten letters », Abbt wrote to Mendelssohn. Hamann's letters are, moreover, of great importance to the historian of literature. Johannes von Müller, the celebrated historian, wrote letters of great intrinsic value, under the title of:—*Briefe eines jungen Gelehrten an seinen Freund, &c.* (Letters from a young scholar to his friend). These letters were written to V. von Bonstetten, and Friederike Brun, by whom they were published, rightly says of them:—« They give us a living picture of two young Swiss gentlemen, of a very original turn of mind, full of patriotism, of an ardent spirit, thirsting for knowledge, truth, and true intellectual freedom, and striving to attain to a high degree of culture. With Müller everything is still in a state of de-



ment fait, au peuple allemand et à ses contemporains, un cadeau magnifique lorsque, peu d'années avant sa mort (1828—1829), il se décida à publier cette correspondance. Les rapports qui unirent ces deux hommes illustres ont un caractère unique, et comme le dit un écrivain, aucun autre peuple ne peut présenter un monument littéraire comparable, en grandeur et en importance, à cette correspondance entre ces princes de la littérature. La correspondance dont il s'agit a aussi une grande valeur pour l'histoire littéraire de l'Allemagne, au moment où cette littérature était à son apogée, et l'on n'a pas manqué de s'en servir souvent depuis.

La correspondance de Schiller avec Ch. Gottf. Körner présente aussi un grand intérêt, d'autant plus que Körner était un homme de science en même temps qu'un homme de goût; il y a également celle de Schiller avec Guillaume de Humboldt, publiée par celui-ci. Goethe de même a correspondu avec une foule de personnages importants; sa correspondance la plus remarquable est celle qu'il entretint avec le compositeur Zelter. Les lettres de G. de Humboldt « A son amie » sont aussi très intéressantes. Celles de la spirituelle Rachel Varnhagen von Ense renferment un grand nombre de jugements parfaits sur l'époque et les personnes, et de belles réflexions. Les lettres d'Arndt à ses amis fournissent des renseignements précieux sur les affaires allemandes pendant la domination napoléonienne.

On a aussi adopté la forme épistolaire pour l'exposition de questions purement scientifiques; ainsi Liebig a écrit ses lettres sur la chimie, Vogel ses lettres sur la physiologie et la zoologie, Raumer et Böckh leurs lettres sur l'antiquité, etc.

Selon l'expression parfaitement juste de Goethe, les lettres sont le monument le plus important qu'un

auf welchen Wegen der grosse Mann das wurde, was er geworden ist.»

Unter den verschiedenen Sammlungen von Briefen verdient vor Allem der Briefwechsel zwischen *Schiller* und *Goethe* aus den Jahren 1794—1805 erwähnt zu werden. Goethe hat dem deutschen Volke und seiner Zeit ein wichtiges Geschenk gemacht, als er wenige Jahre vor seinem Tode (1828—29) diesen Briefwechsel mit Schiller herausgab. Sein Verhältniss zu Schiller ist ein ganz einziges, und, wie ein kundiger Literaturhistoriker behauptet, hat kein anderes Volk ein ähnliches literarisches Denkmal aufzuweisen, das an Grossartigkeit und umfassender Bedeutung diesem Briefwechsel der beiden Dichturfürsten gleichkäme. Insbesondere auch für die Geschichte der deutschen Literatur in ihrer wichtigsten Epoche ist dieser Briefwechsel von grösster Bedeutung und seitdem auch vielfach für dieselbe verwerthet worden.

Von grösserer Bedeutung ist ferner der Briefwechsel Schiller's mit Chr. Gottf. Körner, zumal der Letztere ein Mann von umfassendem Wissen und feinem Geschmack war, sodann derjenige zwischen Schiller und Wilhelm von Humboldt, den Letzterer herausgab. Auch Goethe hat viele Briefe mit bedeutenden Männern gewechselt; vor Allem bemerkenswerth ist der Briefwechsel mit dem Komponisten Zelter. Sehr bedeutend sind ferner die Briefe W. v. Humboldt's « an eine Freundin ». Die Briefe der geistreichen Rahel Varnhagen von Ense enthalten viele treffliche Urtheile über Zeit und Personen und viele schöne Gedanken. Arndt's Briefe an Freunde geben werthvolle Mittheilungen über die deutschen Zustände während der Napoleonischen Herrschaft.

Auch zu rein wissenschaftlichen Gegenständen wurde die Briefform benutzt: so gab Liebig « chemische » Briefe, Vogel « physiologische » und « zoologische » Briefe, Raumer und Böckh gaben « antiquarische » Briefe heraus u. s. w.

Nach Goethe's treffendem Aussprache gehören Briefe zu den wich-

velopment and fermentation; and one of the many attractive sides of his letters is that they show us how, and by what process this great man became what he eventually was.»

Among the various collections of letters, the correspondence most worthy of remark is that exchanged between *Schiller* and *Goethe* from 1794 to 1805. Goethe made a valuable present to the German nation and to his age, by publishing, a few years previous to his death (1828/29), his correspondence with Schiller. His relations with Schiller are unique, and, as is asserted by a learned historian of literature, there is no other nation that can boast of a similar literary memorial which equals this correspondence of the two poet-princes in grandeur and extensive importance. This correspondence is, moreover, of priceless value for the history of German literature in its most important period, and has, indeed, since its publication, been turned to great account.

Great importance is also to be attached to the correspondence between Schiller and Christian Gottfried Körner, the more so as the latter was a man of extensive knowledge and refined taste; further to that between Schiller and Wilhelm von Humboldt, which was published by the latter. Goethe too exchanged many letters with persons of note; the most remarkable of these letters are those written to Zelter, the composer. W. von Humboldt's letters « to a friend » also deserve great attention. The letters by Rachel Varnhagen von Ense, a very clever woman, contain elevated thoughts, and many striking expressions of opinion concerning her time and her contemporaries. Arndt's letters to his friends afford valuable information concerning the state of things in Germany during the dominion of Napoleon.

Purely scientific subjects have also been discussed in the form of letters. Liebig published « chemical », Vogel « psychological », and « zoological » letters, Raumer and Böckh « antiquarian » letters, &c.



homme puisse laisser. De fait, la lettre reproduit, bien mieux que tout autre document, le caractère propre de chaque époque, car rien ne rend d'une manière plus immédiate l'essence de l'homme, et d'une manière plus générale, le cachet d'une époque que la lettre. Celle-ci ne doit naturellement avoir d'autre but que celui d'une conversation intime, car l'homme ne se livre et ne se présente tel qu'il est que dans l'intimité. Aussi, en règle générale, les lettres sont-elles bien plus dignes de foi que les mémoires, où tout est soigneusement apprêté.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que notre siècle attache un intérêt tout particulier à la littérature épistolaire. Les pays civilisés ont publié les documents les plus importants de ce genre qu'ils possédaient. On a maintenant à peu près au complet la correspondance des princes, hommes d'état, savants, poètes, artistes, des femmes distinguées, etc. Ces lettres ne sont pas intéressantes seulement par les détails biographiques; elles tirent souvent une valeur particulière de la lumière qu'elles jettent sur toute une époque ou sur des événements considérables, d'après le point de vue particulier de l'écrivain. Beaucoup de ces collections sont également remarquables par les pensées belles et originales qu'elles renferment. Les lettres ont confirmé ou aidé à rectifier maints jugements sur les hommes et les choses. Grâce à leur nature intime, elles nous ont souvent permis de scruter jusqu'aux moindres replis du cœur et de la pensée de certains personnages marquants; elles nous ont révélé des trésors de bonté, les labours du génie, et c'est ce qui nous charme entre autres dans la correspondance entre Schiller et Goethe.

La littérature allemande ne possède pas encore de recueil semblable à celui de *William Roberts* (*History of letter-writing from the earliest*

tigsten Denkmälern, welche der einzelne Mensch hinterlassen kann. Thatsächlich prägt in der brieflichen Darstelluug mehr als anderswo jeder Mensch, jedes Volk, jedes Zeitalter seine Eigenthümlichkeit aus, denn nichts ist so unmittelbar der Ausfluss des Wesens eines Menschen und in grossem Massstabe einer Zeitperiode, als der Brief. Natürlich muss derselbe in keiner andern Absicht als der vertraulichen Mittheilung geschrieben sein, denn nur in vertrautem Gespräche pflegt der Mensch sich ganz so zu geben, wie er ist. Briefe sind deshalb in der Regel auch bedeutend zuverlässiger, als Memoiren, an welchen oft gekünstelt wird.

Unter diesen Umständen kann es nicht befremden, dass unsere Zeit der Literatur der Briefe ein besonderes Interesse zuwendet. In allen Kulturländern sind im Laufe der letzten Jahrzehnte die wichtigsten Urkunden dieser Art an's Licht gezogen, gesammelt und herausgegeben worden. Man besitzt jetzt vielfach den gesammten Briefwechsel von Fürsten, Staatsmännern, Gelehrten, Dichtern, Künstlern, gebildeten Frauen etc. Diese Briefwechsel sind nicht nur bedeutungsvoll wegen der darin enthalteneu biographischen Einzelheiten, sondern besitzen häufig auch einen besonderen Werth durch das Licht, welches sie auf die ganze Zeit und geschichtlichen Ereignisse derselben werfen, je nach der Stellung, welche die Schreibenden ihnen gegenüber einnahmen. Viele dieser Sammlungen sind auch bedeutsam durch den Reichthum an originellen und schönen Gedanken. Durch die Briefe ist manches Urtheil früherer Zeit über Menschen und Dinge berichtet bz. befestigt worden. Vermöge der vertraulichen Mittheilungen ist das Innenleben bedeutender Personen oft bis in die geheimsten Falten uns enthüllt, und erlangen wir durch die Briefe eine Kenntniss des Reichthums ihrer Herzen und des wunderbaren Schaffens und Wirkens ihrer Geister. Letzteres gilt beispielsweise von dem Briefwechsel zwischen Schiller und Goethe.

It has been well said by Goethe, that letters are among the most important records that can be left by any man. It is a fact in epistolary correspondence that the peculiar characteristics of a man, a nation, a period, stand out most clearly; for nothing is, to so high a degree, the direct expression of the whole being of a man, and—on a larger scale—of a period, as the letter. But the letter must, of course, have been written for no other purpose than that of confidential interchange of ideas, for it is only in such intimate intercourse that a man shows himself as he really is. For this reason letters are, generally, much more reliable than memoirs, which are often touched up before being published.

Under these circumstances it is not to be wondered at that in our day epistolary literature is regarded with special interest. In every civilised country the most important documents of this kind have, in the course of this century, been brought to light, collected, and published. It is no longer exceptional for people to possess the whole correspondence of princes, statesmen, scholars, poets, artists, remarkable women, &c. Such letters are not only interesting on account of the biographical details contained in them, but they are frequently of special importance from the light they throw on a whole period and on the historical events of the same, which varies according to the position assumed by the writer with regard to these events. Many of these collections are also valuable on account of their originality, and the wealth of elevated thoughts. Many an opinion expressed in times long past on people and things has been revoked or confirmed by means of letters. Thanks to these confidential communications, the inner life of celebrated persons, even to the deepest recesses of their hearts, is often laid bare to our eyes, and through letters we obtain the knowledge of the depth of their feelings, and the creative power and activity of their intellect. The last remark

period to the fifth century) dont il a été question au commencement de cet article. \*) Il est vrai qu'en 1858, Bornmüller a commencé la publication d'un recueil de « lettres intéressantes d'hommes et de femmes célèbres » (Hildburghausen) qui devait embrasser aussi la littérature étrangère; mais cet ouvrage s'est arrêté à un petit nombre de volumes. De son côté, le poète *Charles de Holtei* fit également paraître un recueil de lettres « *Dreihundert Briefe aus zwei Jahrhunderten* » (Trois cents lettres de deux siècles). Cette collection ne forme pas un recueil systématique, cependant les auteurs de ces lettres sont, pour la plupart, des personnages connus, ayant participé eux-mêmes au mouvement littéraire, ou en relations intimes avec les cercles littéraires ou artistiques de l'époque. Beaucoup de ces lettres sont remarquables par leur originalité ou les pensées qui s'y trouvent exprimées. Holtei y a joint quelques renseignements, lorsque ceux-ci pouvaient paraître nécessaires; les originaux de cette collection se trouvaient entre ses mains et dans celles de l'éditeur.

En présence de la foule des recueils épistolaires que nous possédons et qui nuisent à une vue d'ensemble, un choix systématique de ce qu'il y a de mieux est vivement à désirer. Il serait digne d'un critique littéraire expérimenté de doter l'Allemagne d'un ouvrage formant le pendant de celui de Roberts, et qui devrait comprendre ce qu'ont produit les derniers siècles.

### Les caisses d'épargne postales en Italie en 1880.

Nous donnons ci-après les principaux résultats du service des caisses

\*) Voir l'*Union postale* IV, n° 7.

Ein ähnliches Sammelwerk wie etwa dasjenige von *William Roberts* (*History of letter-writing from the earliest period to the fifth century*), das ich im ersten Artikel dieses Aufsatzes besprochen habe\*), ist in der deutschen Literatur bis jetzt nicht vorhanden. Zwar hat der Schriftsteller Bornmüller im Jahre 1858 eine Sammlung « interessanter Briefe berühmter Männer und Frauen » (Hildburghausen) begonnen, welche auch die fremden Literaturen berücksichtigen sollte, sie ist jedoch über wenige Bändchen nicht herausgekommen. Sonst hat noch der Dichter *Karl von Holtei* eine Sammlung von Briefen herausgegeben. Dieselbe führt den Titel: « *Dreihundert Briefe aus zwei Jahrhunderten* ». Diese Briefe bilden zwar keine systematische Sammlung, wohl aber sind die Verfasser derselben meist bedeutende Personen, welche entweder selbstschaffend in der Literatur wirkten oder doch in engen Beziehungen zu literarischen und künstlerischen Kreisen standen. Manche der mitgetheilten Briefe sind originell und gedankenreich. Holtei hat, wo es nothwendig erschien, einige Erläuterungen zu diesen Briefen geliefert, deren Urschriften sich in seinen und des Verlegers Händen befanden.

Bei der grossen Menge der vorhandenen Einzel-Sammlungen von Briefen, welche die Uebersicht erschwert, wäre eine systematische Auswahl des Vorzüglicheren immerhin sehr erwünscht. Vielleicht wäre es eine ganz verdienstliche Arbeit eines kundigen Literaturhistorikers, ein deutsches Seitenstück zu dem obigen Werke von Roberts zu liefern, das die letzten Jahrhunderte umfassen müsste.

### Die italienischen Postsparkassen im Jahre 1880.

Dem von der italienischen Postverwaltung veröffentlichten Bericht

\*) S. *Union postale* IV, Nr. 7.

may, for instance, be applied to the correspondence between Schiller and Goethe.

A collective work, similar to that published by *William Roberts* (*History of letter-writing from the earliest period to the fifth century*) of which we treated in the first part of this article\*) does not, as yet, exist in German literature. It is true that, in 1858, Bornmüller, an author, published at Hildburghausen a collection of « interesting letters of celebrated men and women », in which the epistolary literature of foreign countries was also to be represented; but this collection never went beyond a few small volumes. *Karl von Holtei* also published a collection of letters. It bears the title of « *Dreihundert Briefe aus zwei Jahrhunderten* » (Three hundred letters of two centuries). These letters do not, however, form a systematic collection; but their writers were for the most part eminent persons who had either themselves occupied a place in literature, or were intimately connected with literary men or artists. Many of these letters are rich in originality and thought. Where it appeared necessary, explanations were added by Holtei to these letters, the originals of which were in his or the publisher's hands.

With the large number of separate collections which make it difficult to obtain a general view of epistolary literature, a systematic selection of the best specimens of letters is greatly to be desired. It would, perhaps, be a meritorious undertaking on the part of an expert historian of literature to produce a German counterpart to the above-mentioned work of Roberts, which should extend over the few last centuries.

### The Post Office Savings Banks in Italy during the year 1880.

We extract the following details from the Report published by the

\*) See l'*Union postale*, IV, page 145.

d'épargne postales dans le Royaume d'Italie, en 1880, tels qu'ils ressortent du rapport publié par l'administration des postes italiennes.

Ce rapport clôt la première période quinquennale du service des caisses d'épargne postales, et constate que, pendant le dernier exercice, aucun événement notable n'est venu influencer la marche de ce service, de même que rien, non plus, n'a contribué à aplanir les obstacles opposés au développement normal des caisses postales d'épargne: mauvais vouloir de quelques agents dans les petites localités; attachement du public à ses habitudes invétérées, hostilité systématique des uns contre tout ce qui constitue un progrès, et préjugés soigneusement entretenus par tous ceux qui ont intérêt à maintenir les populations exposées aux vexations de l'usure.

L'exercice de 1880 n'en a pas moins donné des résultats très satisfaisants, puisqu'il a été délivré 100,976 livrets de plus qu'en 1879, représentant une somme de Lire 20,020,574.02.

Le mouvement en faveur des caisses d'épargne postales va donc en s'accroissant comme on devait s'y attendre, et comme cela a lieu, en fin de compte, à l'égard de toute institution d'un caractère d'utilité générale.

Une banque particulière pourra, à la fin de sa première année d'opérations, présenter un chiffre d'affaires et des résultats relativement plus importants et plus favorables, car elle ne s'adresse généralement qu'à un public intelligent. Il n'en est pas de même d'une caisse d'épargne postale; celle-ci s'adresse, en effet, indistinctement à toutes les classes de la population, mais surtout aux classes les plus pauvres et les plus ignorantes, celles qui resteront le plus longtemps à reconnaître les avantages que ces caisses mettent à leur portée.

Nous reproduisons le tableau des résultats obtenus par la caisse d'épargne postale italienne pendant la première période quinquennale de 1876 à 1880 inclusivement:

über die Ergebnisse des Postsparkassenwesens im Jahre 1880 entnehmen wir die nachstehenden Angaben.

Der Bericht erwähnt zunächst, dass das Jahr 1880 den ersten 5jährigen Zeitraum des Bestehens der italienischen Postsparkassen schliesse, und dass während dieses Jahres weder ein nennenswerthes Ergebniss den Verkehr bei den Kassen beeinflusst habe, noch die Hindernisse beseitigt seien, welche sich der natürlichen Entwicklung derselben entgegenstellen. Als solche Hindernisse werden bezeichnet: böser Wille seitens einzelner Beamten in kleinen Orten, Festhalten des Publikums an eingewurzelten Gewohnheiten, systematische Feindseligkeiten Einzelner gegen fortschrittliche Neuerungen und endlich Vorurtheile, die von denjenigen sorgfältig gepflegt werden, welche ein Interesse daran haben, dass die Bevölkerung den Bedrückungen des Wuchers ausgesetzt bleibt.

Gleichwohl sind im Jahre 1880 recht befriedigende Ergebnisse erzielt worden, indem die Zahl der Sparkassenbücher sich um 100,976 und die Summe der Einlagen um 20,020,574<sup>02</sup> Lire erhöht hat.

Die Bewegung zu Gunsten der Sparkasse nimmt mithin, wie zu erwarten war und wie sich diess bei jeder Einrichtung zeigt, die im Interesse des Volkswohlstandes getroffen wird, stetig zu.

Allerdings können, sagt der Bericht, Privatsparkassen mit Rücksicht darauf, dass sie es mit dem intelligenteren Theile der Bevölkerung zu thun haben, im ersten Jahre ihres Bestehens verhältnissmässig grössere Zahlen und bedeutendere Erfolge aufweisen, als Postsparkassen, welche von allen Bevölkerungsklassen benutzt werden, namentlich aber von den ärmsten und am wenigsten unterrichteten Volksschichten, denen die Vortheile solcher Kassen erst spät einleuchten.

Von den Ergebnissen der Sparkassen während der ersten 5 Jahre ihres Bestehens (1876—1880) giebt

Italian Postal Administration on the business of the Post Office Savings Banks in the Kingdom of Italy during the year 1880.

In this year, states the Report, which closes the first quinquennial period of the Post Office Savings Banks service of the Kingdom, no noteworthy event occurred which had any particular influence on the service, and nothing contributed towards the removal of the obstacles which stand in the way of the normal development of the Savings Bank business, such as the ill-will of certain agents in small localities; disinclination on the part of the public to change their old habits; systematic hostility on the part of certain people to everything constituting progress; and prejudices carefully fostered by those whose interest it is to keep the population in bondage to the usurers.

Notwithstanding these difficulties, the business transacted during 1880 may be looked upon as satisfactory. the number of accounts opened showing an increase of 100,976, and the amount deposited one of 20,020,574.02 lire, as compared with 1879.

It may, therefore, be asserted that the Post Office Savings Banks gain in popular favour, as was expected, and as is, in the long run, the case with every institution having the character of general utility.

It is possible, the Report continues, that a private banking house may, at the close of the first year of its existence, show a relatively larger amount of business, and more satisfactory results, for it only deals, in general, with the cultivated part of the public. This is not the case with the Post Office Savings Bank which is founded for the benefit of all classes of society, without any distinction, and chiefly for the poorest and most ignorant, those that will be longest before perceiving and acknowledging the advantages proffered by this Bank.

With regard to the business transacted by the Italian Savings Bank in the course of its first quinquennial period from 1876 to 1880 inclusively,

à la fin de:	Nombre des livrets	Montant des dépôts Lire	Cts.
1876	57,354	2,443,404.	03
1877	114,291	6,474,916.	88
1878	157,651	11,385,163.	81
1879	238,869	26,232,286.	38
1880	339,845	46,252,860.	40

L'augmentation moyenne de chacune des quatre années qui ont suivi la création de ce service, a donc été de 70,622 livrets, avec un montant de Lire 10,952,364. 09. Dans la Grande-Bretagne, l'augmentation moyenne pendant la première période quadriennale (1863—1866) a été d'environ 142,000 livrets avec plus de quarante millions de francs. Néanmoins, si l'on tient compte des différences inhérentes aux conditions générales des deux pays, il y a certainement lieu d'être satisfait des résultats obtenus par la caisse d'épargne postale en Italie.

Pendant l'année 1880, il a été créé 56 nouveaux bureaux, dont 54 furent chargés du service de la caisse d'épargne postale, ce qui porte à 3313 le nombre des bureaux autorisés à recevoir des dépôts. Au 31 décembre 1880, il ne restait plus que 16 bureaux auxquels ce service n'eût pas encore été confié.

En 1879, sur 3259 bureaux italiens, 282, soit 1 sur 11,55, n'avaient fait aucune opération; cette proportion s'est améliorée en 1880, puisque, sur 3313 bureaux, il n'y en a que 141, soit 1 sur 23,43, dans ce cas.

Sur les 3172 bureaux italiens appelés à faire des opérations, 49 n'ont effectué que des remboursements, 825 ont reçu des dépôts pour un montant n'excédant pas fr. 1000, et 974 en ont reçu pour un montant total de fr. 1000 à fr. 5000; ceux auxquels furent confiés des dépôts représentant une somme totale supérieure à fr. 5000 sont au nombre de 1324; il n'y en avait que 1023 en 1879, en sorte qu'à ce point de vue encore on peut constater un progrès.

Un relevé statistique du mouvement mensuel des opérations des caisses d'épargne postales, montre que les différences relevées dans le chiffre des opérations et le mouvement des

die nachstehende Uebersicht ein anschauliches Bild. Es bestanden:

	Bücher.	Betrag der Einlagen.
Ende 1876:	57,354	2,443,404 <sup>03</sup> Lire
» 1877:	114,291	6,474,916 <sup>88</sup> »
» 1878:	157,651	11,385,163 <sup>81</sup> »
» 1879:	238,869	26,232,286 <sup>38</sup> »
» 1880:	339,845	46,252,860 <sup>40</sup> »

Während der 4 ersten Jahre sind mithin in jedem Jahre durchschnittlich 70,622 Kontos mit 10,952,364<sup>09</sup> Lire Einlagen eröffnet worden. In Grossbritannien betrug in den 4 ersten Jahren (1863—1866) die durchschnittliche Zunahme allerdings gegen 142,000 Bücher mit mehr als 40 Millionen Lire Einlagen; berücksichtigt man aber die ganz verschiedenartigen Verhältnisse beider Länder, so können die von den italienischen Postsparkassen erlangten Erfolge gleichwohl als zufriedenstellende bezeichnet werden.

Von den im Jahre 1880 eingerichteten 56 Postanstalten erhielten 54 mit dem Sparkassendienst Befassung, sodass Ende dieses Jahres die Anzahl der Annahmestellen sich im Ganzen auf 3313 belief und nur 16 Postanstalten mit den Sparkassengeschäften noch nicht betraut waren.

Im Jahre 1879 waren von 3259 Annahmestellen 282, oder 1 auf 11,55, unthätig geblieben; im Jahre 1880 hat sich dieses Verhältniss gebessert, indem von 3313 Postsparkassenanstalten nur 141, oder 1 auf 23,43, Sparkassengeschäfte nicht wahrgenommen haben.

Von 3172 wirklich thätig gewesenen Anstalten haben 49 lediglich Rückzahlungen bewirkt; bei 825 Postanstalten überstiegen die Einlagen nicht den Betrag von 1000 Lire; 974 zogen im Ganzen zwischen 1000 und 5000 Lire und 1324 mehr als 5000 Lire ein, sodass, da im Vorjahre die Anzahl der letztgenannten Anstalten nur 1023 betrug, auch in dieser Beziehung eine Besserung konstatiert werden kann.

Eine dem Bericht beigefügte statistische Uebersicht weist, was den Betrag der Ein- und Auszahlungen und die Zahl der Sparkassenbücher

the Report contains the following statement:—

at the close of:	number of accounts	Amount of deposits Lire	Cts.
1876	57,354	2,443,404.	03
1877	114,291	6,474,916.	88
1878	157,651	11,385,163.	81
1879	238,869	26,232,286.	38
1880	339,845	46,252,860.	40

The average yearly increase during the four years following that in which the service was established, was, consequently, 70,622 in the number of accounts opened, and 10,952,364. 09 lire in the amount of deposits. In Great Britain the average increase during the first quadrennial period (1863—1866) was about 142,000 in the number of accounts and more than forty million francs in the amount of deposits. If, however, the difference in the general conditions of the two countries is taken into account, there is every reason for being satisfied with the results obtained by the Post Office Savings Bank in Italy.

During 1880, 56 new post-offices were opened; of these, 54 were authorised to transact Savings Bank business. On the 31<sup>st</sup> of December 1880, the total number of Post Office Savings Banks was 3313, and there remained only 16 post-offices to which this service had not been extended.

In 1879, there were 282 out of 3259 Italian Post Office Savings Banks, or 1 in 11,55, at which not a single transaction had been effected. In 1880 this proportion showed an improvement, as out of 3313 such establishments only 141, or 1 in 23,43, were in this position.

Of the 3172 offices at which Savings Bank business was transacted, there were 49 at which it consisted of withdrawals only, 825 at which the total amount of deposits received remained below 1000 francs, and 974 at which the total amount paid in ranged from 1000 to 5000 francs; the number of offices at which deposits exceeding 5000 francs in the aggregate were received, was 1324. As, in 1879, the number of the latter only amounted to 1023, the year

livrets sont peu importantes d'un mois à un autre, et encore moins d'un trimestre au trimestre suivant; que la somme totale des remboursements mensuels augmente d'une manière, pour ainsi dire, continue, tandis que celle des dépôts se maintient toujours à un même chiffre, sauf dans les mois de janvier et de juillet; enfin que l'excédant mensuel des dépôts sur les remboursements présente les différences les plus fortes en décembre et en juillet.

Les opérations de l'exercice 1880 se résument comme suit:

Livrets existants au 31 décembre 1879 . . . . .	238,869
Livrets délivrés en 1880 . . . . .	114,187
	<u>353,056</u>
Livrets soldés en 1880 . . . . .	13,211
Reste au 31 décembre 1880	<u>339,845</u>

	Lires	Cts.
Solde au 31 décembre 1879 . . . . .	26,232,286.	38
Dépôts effectués en 1880 . . . . .	53,058,772.	44
Somme transférée des livrets soldés aux livrets nouveaux . . . . .	924,778.	06
Intérêts dus . . . . .	1,235,299.	57
	<u>81,451,136.</u>	<u>45</u>

Remboursements effectués en 1880 . . . . .	34,273,497.	99
Solde des livrets supprimés et renouvelés . . . . .	924,778.	06
	<u>35,198,276.</u>	<u>05</u>

Avoir des déposants au 31 décembre 1880 . . . . .	46,252,860.	40
---	-------------	----

Cette somme se décompose comme suit:

Excédant des dépôts sur les remboursements pendant la période quinquennale . . . . .	43,985,804.	13
Intérêts capitalisés . . . . .	2,267,056.	27
	<u>46,252,860.</u>	<u>40</u>

Le nombre des livrets délivrés en 1880 surpasse du 30% celui de l'année 1879; en revanche celui des livrets

concerne, für die einzelnen Monate nur unbedeutende Differenzen auf; noch geringer sind dieselben, wenn die Ergebnisse von je 3 Monaten gegenüber gestellt werden. Dagegen geht aus dieser Uebersicht auch hervor, dass der Gesamtbetrag der Rückzahlungen von Monat zu Monat gestiegen ist, während die Einlagen sich ziemlich in der gleichen Höhe gehalten haben; am erheblichsten überstiegen dieselben die Rückzahlungen in den Monaten Januar und Juli.

Der Verkehr im Jahre 1880 ergibt sich aus folgenden Zahlen: vorhandene Bücher am 31. Dezember 1879 . . . . . 238,869 im Jahre 1880 wurden ausgestellt . . . . . 114,187 zusammen 353,056 zurückgezogen wurden 1880 13,211 mithin verblieben am 31. Dezember 1880 . . . . . 339,845

	Lire	Cmi
Uebertrag vom 31. Dezember 1879 . . . . .	26,232,286.	38
Einlagen im Jahre 1880 . . . . .	53,058,772.	44
übertragen wurden aus zurückgezogenen Kontos in neue Kontos . . . . .	924,778.	06
aufgelaufene Zinsen . . . . .	1,235,299.	57
im Ganzen	<u>81,451,136.</u>	<u>45</u>

Rückzahlungen im Jahre 1880 . . . . .	34,273,497.	99
Saldo aus zurückgezogenen und wiedereröffneten Kontos . . . . .	924,778.	06
im Ganzen	<u>35,198,276.</u>	<u>05</u>

Guthaben der Einlagen am 31. Dezember 1880 . . . . .	46,252,860.	40
und zwar: Mehrbetrag der Einlagen gegenüber den Rückzahlungen während des 5jährigen Zeitraums . . . . .	43,985,804.	13
zum Kapital geschlagene Zinsen . . . . .	2,267,056.	27
	<u>46,252,860.</u>	<u>40</u>

1880 showed an improvement in this respect.

It appears from a statistical statement showing the monthly business transacted by the Post Office Savings Banks, that the number of transactions, and that of accounts opened and closed varied little from one month to another, the difference from one quarter to another being still less; that the aggregate amount of repayments steadily increased from month to month, while that of deposits remained at the same figure, with the exception of January and July, in which months the excess of deposits over withdrawals was greatest.

The transactions in 1880 may be resumed as follows:—

Accounts open on December 31 <sup>st</sup> 1879 . . . . .	238,869
Accounts opened in 1880 . . . . .	114,187
	<u>353,056</u>
Accounts closed in 1880 . . . . .	13,211
Accounts open on Dec. 31 <sup>st</sup> 1880 . . . . .	<u>339,845</u>
	<u>339,845</u>

	Lire	Cmi
Amount due to depositors on Dec. 31 <sup>st</sup> 1879 . . . . .	26,232,286.	38
Deposits received during 1880 . . . . .	53,058,772.	44
Amount transferred from closed to renewed books . . . . .	924,778.	06
Interest due . . . . .	1,235,299.	57
Total	<u>81,451,136.</u>	<u>45</u>

Amount of withdrawals in 1880 . . . . .	34,273,497.	99
Amount transferred from closed to renewed books . . . . .	924,778.	06
Total	<u>35,198,276.</u>	<u>05</u>

Amount due to depositors on Dec. 31 <sup>st</sup> 1880 . . . . .	46,252,860.	40
--	-------------	----

consisting of:—

Excess of deposits over withdrawals during the quinquennial period . . . . .	43,985,804.	13
Interest added to the principal . . . . .	2,267,056.	27
Total	<u>46,252,860.</u>	<u>40</u>

soldés est de plus du double et équivaut au 116 pour cent par rapport à 1879.

L'importance des opérations présente toujours des différences assez notables entre les diverses provinces; ainsi le montant des dépôts s'est élevé à Lires 10,580,831. 12 dans le Piémont, et à Lires 9,479,000. 60 dans les provinces napolitaines, tandis qu'il n'atteint que Lires 776,434. 52 dans l'île de Sardaigne, Lires 694,177. 53 dans les Marches, et Lires 394,076. 15 dans l'Ombrie. Pour 100 liras déposées, il a été retiré en moyenne, dans l'ensemble du Royaume, Lires 64,59, avec un maximum de Lires 74,99 dans les Marches et un minimum de Lires 50,97 dans la Ligurie.

La moyenne des dépôts reçus par l'ensemble des bureaux a été:

en 1876 de Lires	2,699. 61
» 1877 » »	4,141. —
» 1878 » »	5,634. 19
» 1879 » »	11,274. 56
» 1880 » »	16,727. 23

L'augmentation moyenne du dernier exercice par rapport à l'année 1879 a donc été de Lires 5452. 67.

Le relevé suivant prouverait, au besoin, que les caisses d'épargne postales maintiennent leur caractère d'institution éminemment populaire; ce relevé donne la moyenne du montant des dépôts versés aux diverses banques et institutions d'épargne et de crédit:

	Moyenne du montant déposé
Caisses d'épargne ordinaires	L. 235. 86
Banques populaires . . .	» 775. 57
Autres établissements de crédit . . . . .	» 687. 70
Caisses d'épargne postales	» 94. 87

Le total des recettes de l'administration des postes, provenant d'intérêts, etc. comporte Lires Cts.  
1,896,753. 37  
et le total des dépenses 1,671,878. 03

Il est donc resté un excédant de recettes de . . . . 224,875. 34

Die Zahl der im Jahre 1880 eröffneten neuen Kontos übersteigt zwar diejenige des Jahres 1879 um 30 %, dagegen sind im Berichtsjahre mehr als doppelt so viele Bücher (116 %) zurückgezogen worden, als im Jahre 1879.

Der Geschäftsumfang war in den einzelnen Provinzen sehr verschieden; in Piemont belief sich der Gesamtbetrag der Einlagen auf 10,580,831<sup>12</sup> Lire, in den neapolitanischen Provinzen dagegen nur auf 9,479,000<sup>60</sup> Lire, auf der Insel Sardinien auf 776,434<sup>52</sup> Lire, in der Mark auf 694,177<sup>53</sup> und in Umbrien nur auf 394,076<sup>15</sup> Lire. Auf je 100 Lire Einlagen kamen im ganzen Königreiche durchschnittlich 64<sup>59</sup> Lire Rückzahlungen, und zwar fällt der Höchstbetrag von 74<sup>99</sup> Lire auf die Mark und der niedrigste Satz von 50<sup>97</sup> Lire auf Ligurien.

Bei sämtlichen Postanstalten wurden im Durchschnitt eingezahlt:

1876:	2,699 <sup>61</sup> Lire,
1877:	4,141 »
1878:	5,634 <sup>19</sup> »
1879:	11,274 <sup>56</sup> »
1880:	16,727 <sup>23</sup> »

mithin im Berichtsjahre gegen das Vorjahr mehr 5452<sup>67</sup> Lire.

Der eminent volksthümliche Charakter der Postsparkasse ergibt sich aus der nachstehenden Uebersicht über den durchschnittlichen Betrag jeder Einlage bei den verschiedenen Banken, Privatsparkassen- und Kredit-Instituten. Dieser Betrag belief sich bei Privat-Sparkassen auf 235<sup>86</sup> Lire,  
» Volksbanken . . . 775<sup>57</sup> »  
» andern Kredit-Instituten . . . . 687<sup>70</sup> »  
» der Postsparkasse . 94<sup>87</sup> »

Die Gesamteinnahme der Postverwaltung an Zinsen etc. belief sich auf . . . . . 1,896,753<sup>37</sup> Lire, die Gesamtausgabe dagegen auf . 1,671,878<sup>03</sup> »

es verblieb mithin ein Ueberschuss von . . . . . 224,875<sup>34</sup> Lire.

The number of accounts opened in 1880 exceeded that of accounts opened in 1879 by 30 per cent.; but the number of books closed in 1880 was more than double that of books closed in 1879, showing an increase of 116 per cent.

The amount of transactions still greatly differed in the various provinces of the Kingdom. While the amount deposited in Piedmont was 10,580,831. 12 lire, and 9,479,000. 60 lire in the Neapolitan provinces, it only reached 776,434. 52 lire in Sardinia, 694,177. 53 lire in the Marches, and 394,076. 15 in Umbria. As concerns the withdrawals, the Report states that of every 100 lire deposited, 64. 59 lire were withdrawn on an average in the whole Kingdom, with a maximum of 74. 99 lire in the Marches, and a minimum of 50. 97 lire in Liguria.

The average amount of deposits received by the various offices was:

in 1876 Lire	2,699. 61
» 1877 » »	4,141. —
» 1878 » »	5,634. 19
» 1879 » »	11,274. 56
» 1880 » »	16,727. 23

As compared with 1879, there was, therefore, in 1880, an increase of 5452. 67 lire in the average amount of deposits.

The following statement, which shows the average amount of deposits paid in to the various banks, savings banks, and other similar institutions, proves, if there should be any necessity to do so, that the Post Office Savings Banks continue to be resorted to by the poorer classes, for which they are intended.

	Average amount of deposit
Ordinary savings banks	235. 86 lire
« Popular Banks » . . .	775. 57 »
Other institutions . . .	687. 70 »
Post Office Savings Banks . . . . .	94. 87 »

The total revenue of the Administration, accruing from interest, &c., amounted to . . . 1,896,753. 37 lire against a total expenditure of . 1,671,878. 03 » leaving an excess of revenue over expenditure of 224,875. 34 lire



Il a été réparti, sur ce montant, aux personnes qui ont participé au service des caisses d'épargne postales Lires 31,395, en sorte que la recette nette de l'administration a été de Lires 193,480. 34.

### Service des postes britanniques à Hong-kong et en Chine pendant l'année 1880.

Le 12 avril 1880, M. le Maître général des postes de Hong-kong a soumis, pour l'exercice de 1880, à M. le Secrétaire des colonies, son rapport annuel sur le service des postes à Hong-kong et dans les ports de la Chine dotés d'agences postales britanniques. Nous relevons de ce rapport les renseignements suivants, qui nous paraissent présenter un intérêt général.

Il a paru convenable de réduire le port des correspondances pour l'Australie qui empruntent la voie d'acheminement principale, au taux prélevé, à Hong-kong, etc., sur les correspondances à destination des pays de l'Union. La consommation des cartes postales a dépassé toutes les prévisions. Dans les rapports avec le public on a substitué à la monnaie britannique la monnaie coloniale; de même, les timbres-poste dont, jusqu'ici, la valeur était exprimée en monnaie anglaise, ont été remplacés par des timbres-poste dont la valeur est énoncée en valeur monétaire coloniale.

Le service des mandats de poste, introduit l'année dernière dans les relations avec plusieurs colonies australiennes, a pris un essor considérable, notamment avec Queensland et la Nouvelle Galles du Sud.

En ce qui concerne l'exécution de l'arrangement de Paris pour le service des colis postaux sans valeur déclarée, on constate avec beaucoup d'intérêt que, ainsi que nous l'apprend ce rapport, M. le Maître général des postes de Hong-kong se disposait à créer un service international des

Von diesem Betrage wurden an die mit den Postsparkassengeschäften betraut gewesenen Personen 31,395 Lire vertheilt, so dass die Netto-Einnahme der Verwaltung sich auf 193,480<sup>34</sup> Lire belaufen hat.

### Der britische Postdienst in Hongkong und China im Jahre 1880.

Unterm 12. April d. J. hat der General-Postmeister in Hongkong dem Kolonial-Sekretär den Jahresbericht für 1880 über die Ausübung des Postdienstes in Hongkong und in denjenigen Hafenorten Chinas, in welchen sich britische Postanstalten befinden, vorgelegt. Wir entnehmen diesem Bericht die nachstehenden Einzelheiten von allgemeinerem Interesse.

Es ist thunlich gewesen, das Porto für Briefsendungen nach Australien bei der Beförderung auf der Hauptroute auf denjenigen Satz herabzusetzen, welcher in Hongkong etc. für Korrespondenzen nach Ländern des Weltpostvereins erhoben wird. Der Absatz an Postkarten hat alle Erwartungen übertroffen. Im Verkehr mit dem Publikum ist an Stelle der britischen Währung die Kolonialwährung getreten; ebenso sind die Werthzeichen, welche bisher auf Beträge der britischen Währung lauteten, durch Werthzeichen in der Kolonialwährung ersetzt.

Das im vergangenen Jahre im Verkehr mit mehreren australischen Kolonien eingeführte Postanweisungsverfahren hat sich, was Queensland und Neu Süd Wales betrifft, in einer überaus lebhaften Weise entwickelt.

Mit Rücksicht auf die zum 1. Oktober d. J. bevorstehende Ausführung der Pariser Uebereinkunft, betreffend den Austausch von Postpaketen ohne Werthangabe, gewinnt es ein erhöhtes Interesse, aus dem Berichte zu ersehen, dass seitens des General-Postmeisters von Hongkong die Herstellung eines internationalen Packet-

Of this amount, 31,395 lire were distributed among the officers entrusted with the transaction of Savings Bank business, thus leaving a net revenue of 193,480. 34 lire to the Administration.

### The British postal service in Hongkong and China during the year 1880.

On the 12<sup>th</sup> of April last the Postmaster General of Hongkong submitted to the Colonial Secretary the annual Report for 1880 on the postal service in Hongkong and the ports in China at which British post-offices are in operation. We extract from this Report the following particulars of general interest:—

It was possible to reduce the postage on letters for Australia, by the principal route, to the rates charged in Hongkong for correspondence addressed to countries belonging to the Universal Postal Union. The sale of post-cards exceeded all expectations. In the relations with the public, the Colonial currency was substituted for the British currency, and the postage-stamps which, up to the year 1880, represented amounts in British money, were replaced by postage-stamps in Colonial currency.

The money-order system with some of the Australasian Colonies, commenced in 1879, was made use of, as concerns the exchange with Queensland and New South Wales, to an extent which was hardly expected at first.

With regard to the Convention of Paris, concerning the exchange of postal parcels without declaration of value, which is to come into force on the 1<sup>st</sup> of October 1881, special interest is afforded by the fact stated in the Report that communications were addressed by the Postmaster



colis postaux avec l'ensemble des colonies de l'Australie. Ces colonies n'ont malheureusement pas adhéré aux propositions qui leur ont été présentées; elles ont, presque sans exception, fondé leur refus sur les difficultés que l'introduction d'un service de cette nature rencontrerait dans les exigences de la douane.

L'excédant des recettes a été de 9486 dollars (il était de 4594 dollars pour l'exercice précédent). Les recettes de l'administration en 1880 ont donné 96,500 dollars en chiffres ronds (elles avaient produit 102,000 dollars, chiffres ronds, l'année précédente). Cette diminution de recettes doit être attribuée à la suppression de l'une des plus importantes agences postales, celle de Yokohama. Il a été prélevé sur les recettes, 33,430 dollars payés à l'Angleterre et à d'autres pays étrangers, 20,501 dollars consacrés aux services de transport, et 33,084 aux frais d'exploitation.

Il a été vendu pour 85,139 dollars de timbres-poste (79,887 en 1879).

Le tableau ci-après indique quelle est l'importance du trafic postal de Hong-kong et des bureaux de poste britanniques en Chine, pendant l'exercice de 1880.

postdienstes mit den sämtlichen australischen Kolonien in derselben Weise, wie ein solcher zwischen den britischen Kolonien in Hongkong und China und den Straits Settlements bereits besteht, in Aussicht genommen gewesen ist. Leider haben die australischen Kolonien diesem Vorschlage gegenüber sich sämtlich ablehnend verhalten, fast ohne Ausnahme aus demselben Grunde, nämlich mit Rücksicht auf die der Einführung eines solchen Dienstes entgegenstehenden Zollschwierigkeiten.

Der erzielte Ueberschuss beträgt 9486 Dollars (gegen 4594 Dollars im Vorjahre). Die Einnahmen der Verwaltung beliefen sich im Jahre 1880 auf rund 96,500 Dollars (gegen rund 102,000 Dollars des Vorjahres). Der Rückgang in den Einnahmen ist auf die Aufhebung eines der bedeutendsten Postämter (Yokohama) zurückzuführen. Von den Einnahmen wurden 33,430 Dollars an England und andere fremde Länder gezahlt, 20,501 Dollars waren für Beförderung der Posten, 33,084 Dollars an Betriebskosten aufzuwenden.

Postwerthzeichen wurden für 85,139 Dollars (1879 für 79,887 Dollars) verkauft.

Der Umfang des Postverkehrs in Hongkong und bei den britischen Postämtern in China stellte sich während des Jahres 1880, wie folgt:

General of Hongkong to all the Australasian Colonies, requesting their co-operation in the establishment of an inter-colonial Parcel Post, such as is worked between Hongkong and the Straits Settlements. Unfortunately all these Colonies declined, and nearly all on the same ground, that of Customs difficulties.

The net revenue amounted to 9486 dollars (as against 4594 dollars in the preceding year). The gross-revenue of the Administration was 96,500 dollars, in round figures (as against 102,000 dollars in round figures during the previous year). The decrease in the revenue was due to the closing of one of the most important offices (Yokohama). Of the gross revenue, 33,430 dollars were paid to England and other countries, 20,501 dollars were disbursed for the conveyance of the mails, and 33,084 dollars were expended for the general service.

Postage-stamps were sold for 85,139 dollars (as against 79,887 dollars in 1879).

The extent of the postal business in Hongkong and at the British post-offices in China, during the year 1880, may be inferred from the following table:—

	Correspondances internationales		Correspondances locales		Total	Total 1879 (pour mémoire)
	Expédiées	Reçues	Expédiées	Reçues		
Lettres ordinaires affranchies . . . . .	327,000	329,000	58,000	71,000	785,000	642,000
Lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies	5,000	14,000	1,500	7,000	27,500	14,400
Plis de service . . . . .	900	800	1,200	900	3,800	3,146
Cartes postales . . . . .	1,000	1,200	1,200	1,000	4,400	6,110
Journaux . . . . .	156,000	291,000	40,000	8,000	495,000	227,000
Livres, circulaires, prix-courants, etc. . . . .	192,000	187,000	24,000	12,000	415,000	370,000
Echantillons de marchandises . . . . .	8,000	10,000	1,000	600	19,600	6,450
Papiers d'affaires . . . . .	500	800	—	—	1,300	570
Lettres recommandées . . . . .	14,000	15,000	2,200	1,400	32,600	19,019
Lettres recommandées avec avis de réception . .	70	550	80	80	780	1,139
Colis . . . . .	200	480	50	40	770	210
Mandats de poste, nombre . . . . .	2,462	353	152	277	3,244	3,749
montant . . . . . fr.	254,278	45,381	14,347	23,685	337,691	398,895

## Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

(Suite).

Dans l'*Inde britannique*, les chemins de fer sont tous placés, plus ou moins, sous le contrôle du Gouvernement.

Quand, en 1849, la construction des premières lignes de chemin de fer fut décidée, le public n'avait qu'une confiance très limitée dans le succès de l'entreprise. Les capitaux nécessaires pour la construction ne purent être trouvés que sur la promesse du Gouvernement d'en garantir les intérêts. C'est ainsi que s'est formé le système connu dans l'*Inde britannique* sous le nom de *guaranteed Railway system*, sous lequel le Gouvernement s'était engagé, pour encourager la construction des lignes de chemins de fer privées, à servir aux souscripteurs un intérêt de 5 p. % et à partager avec eux, par moitié, tout bénéfice excédant ce 5 p. %.

En échange de la garantie par lui accordée, le Gouvernement se réserva quelques privilèges parmi lesquels figuraient la fixation de la marche de certains trains et le transport gratuit des dépêches ainsi que celui des agents postaux chargés de la surveillance du service. Le mot *dépêches* désignait aussi bien les objets de la poste aux lettres que les objets de messagerie qui, de tout temps, ont formé une des branches de service de l'exploitation postale de l'*Inde britannique*. Néanmoins, malgré cette assimilation, au point de vue du transport gratuit, des deux espèces d'objets, le Gouvernement consentit, après un certain temps, à payer aux Compagnies une indemnité pour le transport des colis expédiés par les particuliers. C'était une faveur spéciale, puisque, comme nous l'avons mentionné plus haut, le Gouvernement avait le droit de demander le transport gratuit de tous les objets postaux. Par suite, l'Administration des Postes paye, depuis plusieurs années, aux Compagnies de chemins de fer, une indemnité pour le transport des colis

## Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.

(Fortsetzung).

In *Britisch-Indien* stehen sämtliche Eisenbahnen mehr oder weniger unter der Aufsicht des Staates.

Als im Jahre 1849 in Indien die ersten Eisenbahnen gebaut werden sollten, brachte das Publikum dem Unternehmen nur geringes Vertrauen entgegen. Die erforderlichen Kapitalien konnten erst aufgebracht werden, nachdem der Staat die Zinsgarantie übernommen hatte. Es führte dies zu dem in Indien unter dem Namen *«Guaranteed Railway System»* bekannten System, welches die Anlage von Bahnen durch Private in der Weise regelte, dass die Regierung den Privatbahnen 5 % Zinsen garantierte und sich verpflichtete, den etwaigen Ueberschuss mit denselben halbscheidlich zu theilen.

Für die Uebernahme der Garantie wurden der Regierung gewisse Zugeständnisse gemacht, wie z. B. das Recht zur Festsetzung des Fahrplans bestimmter Züge und der Anspruch auf freie Beförderung der Postsendungen und des Postaufsichtspersonals. Unter *«Postsendungen»* waren hierbei nicht nur Briefpostgegenstände, sondern auch Päckereien verstanden, mit deren Beförderung die indische Postverwaltung sich von jeher befasst hat. Gleichwohl liess sich jedoch der Staat später herbei, für den Transport der von Privaten abgegebenen Pakete den Gesellschaften eine Vergütung zu zahlen: ein Zugeständnis, welches als eine besondere Vergünstigung angesehen werden musste, da der Staat, wie schon bemerkt, das Recht hatte, für sämtliche Postsendungen freie Beförderung zu beanspruchen. Von der Postverwaltung wird daher seit mehreren Jahren den Bahngesellschaften für die Beförderung der Privatpäckereien eine Vergütung gezahlt, deren Höhe der Staat für jede Bahnlinie besonders festgesetzt hat.

## The relations between the Post and the Railways.

(Continuation).

In *British India* all railways are more or less controlled by the Government.

When first railways were started in India in the year 1849, the public had not sufficient confidence in the success of the scheme, and the needful capital was not forthcoming until the Government guaranteed interest for money embarked in the undertaking. Thus arose the system known in India as the *guaranteed Railway system* under which private Companies were formed for the construction of railways, the Government guaranteeing interest on capital of not less than 5 per cent., any profit in excess of 5 per cent. being shared equally between Government and the Company.

Certain advantages were stipulated for by the Government in return for this guarantee:—and amongst other was an absolute control over the running of certain trains, coupled with the free conveyance of the mails and officers engaged in the administration of the Post Office. The term mails included not solely the letter-mail but also the parcel-mail which has always formed an integral part of the Indian postal system. But after a time, the Government consented to pay the Railway Companies for the carriage of parcels not transmitted on the public service. This was a distinct concession, the Government having, as already stated, the right to demand the free conveyance of all branches of the mail-service. For many years, therefore, the Post Office has paid the Railway Company for the carriage of private parcels, at a rate fixed by the Government separately in the case of each line of rail.

expédiés par les particuliers. Cette indemnité est fixée séparément, par le Gouvernement, pour chaque ligne.

Au moment de la conclusion de ces arrangements, on avait négligé de faire entrer en ligne de compte le tri des correspondances pendant le trajet et, tout en se soumettant à l'obligation de transporter gratuitement les dépêches en bloc, les administrateurs des différentes Compagnies refusèrent de mettre gratuitement, à la disposition de l'Administration des Postes, l'espace nécessaire pour le travail des correspondances et la confection des dépêches pendant le trajet. Pour parer à cet inconvénient, il fut décidé que l'Administration des Postes, en maintenant son droit quant au transport gratuit des dépêches closes, payerait une indemnité pour l'espace spécialement affecté, dans les trains, au tri des correspondances et à la formation des dépêches.

Le principe de garantie relaté ci-dessus présida à la construction des principales lignes de chemins de fer de l'Inde britannique. Mais en 1869 le Gouvernement résolut de l'abandonner et de faire construire les chemins de fer par ses propres ingénieurs, en partie au moyen des recettes de l'État et, en partie (la plus grande), au moyen d'emprunts. C'est ainsi que le Gouvernement devint propriétaire de certaines lignes de chemins de fer qu'il administre lui-même ou qu'il fait administrer, en régie, par une Compagnie, moyennant concession d'une part des bénéfices. Dans certains cas, cependant, on a adopté le système « Provincial Railway » sous lequel une partie des fonds seulement a été fournie par l'État, tandis que l'autre partie a été recueillie par souscriptions, moyennant promesse faite par le Gouvernement de servir aux actionnaires les intérêts à raison de tant pour cent et de partager avec eux, dans une proportion donnée, les bénéfices disponibles après le paiement des intérêts. Ces lignes sont construites et exploitées par le Gouvernement. Celles qui ne constituent qu'un petit embranchement d'une ligne principale, sont

Bei Uebernahme der Garantie seitens des Staates war es unterblieben, die Sortirung der Korrespondenz während der Fahrt mit in Betracht zu ziehen. Die Eisenbahngesellschaften unterzogen sich daher nur der Verpflichtung, geschlossene Briefpakete unentgeltlich zu transportieren, weigerten sich aber, der Postverwaltung den erforderlichen Raum zur Verrichtung des Dienstes während der Fahrt zur Verfügung zu stellen. Um diesem Uebelstande abzuhelpfen, wurde bestimmt, dass die Postverwaltung, unter Wahrung ihres Rechts auf freie Beförderung geschlossener Briefpakete, eine Vergütung für den Raum zahlen solle, welcher für die Sortirung und Verpackung der Korrespondenz unterwegs beansprucht würde.

Sämmtliche Hauptlinien Indiens wurden unter den oben erwähnten Bedingungen erbaut; im Jahre 1869 entschloss sich jedoch die Regierung, dieses System aufzugeben, den Bau von Eisenbahnen selbst ausführen zu lassen und die Kosten zum Theil aus Staatsmitteln, hauptsächlich aber durch Anleihen zu bestreiten. Auf diese Weise wurde der Staat Eigentümer verschiedener Eisenbahnen, deren Betrieb er entweder selbst in die Hand nahm oder, gegen Abtretung eines bestimmten Antheils am Ertrage, vertragsmässig an Gesellschaften übertrug. In anderen Fällen kam das « Provinzialbahn-System » in Anwendung, bei welchem nur ein Theil des Anlage-Kapitals vom Staate hergegeben, der Rest aber durch Aktien aufgebracht wird, für welche der Staat einen bestimmten Zinsfuss garantirt, mit der gleichzeitigen Verpflichtung, den etwaigen Ueberschuss mit den Aktionären nach Verhältniss zu theilen. Bau und Betrieb dieser Bahnen werden vom Staate geleitet; nur bei Zweigbahnen wird der Betrieb derjenigen Gesellschaft überlassen, welcher die Hauptlinie gehört.

Was den Transport der Postsendungen auf Staats- und Provinzial-

Again, when the Government guarantee was granted, the system of sorting mails while in transit by train, had never come under contemplation. While admitting their obligation to carry mails in bulk free of cost, the managers of the several Companies took exception at giving without payment the space needful for sorting and packing these mails while in transit. It was then decided that the Post Office while maintaining its right to send free of cost mails in bulk, should pay for the additional space needed for dealing with open mails in transit.

All the principal lines in India were constructed under the system described; but, in 1869, the Government decided, in lieu of continuing the guarantee system, to construct in future their own railways partly out of State revenue, but mostly out of money raised on loan by Government, and by their own engineers. Thus commenced the « State Railway » principle, under which Government owns certain lines of railway, which it manages either directly, or under agreement with a company, the Government paying the working Company a certain percentage of the net profits of the concern. In other instances the Provincial Railway system obtains, under which the capital is subscribed partly by Government and partly by the public, the Government guaranteeing a certain rate of interest and dividing proportionately with public shareholders all profits in excess of that rate. Such railways are both constructed and managed by the Government. Several of these local lines are short branches for the main line of railway, and in such cases are managed by the main or trunk line.

As regards mail conveyance under the State railway system and the modifications of that system, the Post Office department has two options. It can either demand reserved

exploitées par la Compagnie dont relève la ligne principale.

En ce qui concerne le transport des objets de correspondance et des colis sur les chemins de fer de l'État et sur les chemins de fer du « Provincial Railway system », l'Administration est libre de choisir entre deux modes différents. Elle peut demander qu'un espace soit réservé dans les trains pour la manutention des correspondances et des colis, pendant le trajet, par les agents des postes, ou bien elle peut livrer des dépêches closes pour être transportées sous la garde du personnel des chemins de fer. Dans le cas où le Post Office se décide pour l'espace réservé, il en détermine les dimensions et paye, de ce chef, une indemnité de 18 pies par mille et par voiture entière. Des réductions proportionnelles sont accordées lorsque le Post Office ne réclame qu'une partie de voiture.

Si le Post Office ne requiert pas un espace réservé, il livre les dépêches closes en bloc aux Compagnies de chemins de fer qui les acheminent sous la garde de leurs employés. Ce mode de transport donne lieu à une indemnité de 1½ pie par 80 livres et par mille.

Les indemnités à payer aux Compagnies, soit pour le transport des correspondances à découvert et des agents qui les accompagnent, soit pour le transport des dépêches closes en bloc, impliquent le transport gratuit des facteurs ruraux en tournée de service, des inspecteurs des postes et des principaux fonctionnaires du Post Office.

Le montant des indemnités est établi tous les six mois d'après l'espace occupé, pendant un jour fixé d'avance, pour le transport des correspondances à découvert et d'après le poids des dépêches closes transportées le même jour.

Le Post Office paye, en outre, aux Compagnies une indemnité de 4½ p. % par an des frais d'aménagement des voitures affectées aux transports postaux; il supporte aussi les frais d'ameublement de ces voitures.

Au 1<sup>er</sup> avril 1881, la longueur to-

bahnen betrifft, so kann die Postverwaltung verlangen, dass ihr für die Verrichtung des Dienstes unterwegs der erforderliche Raum (Wagen etc.) überlassen oder dass die Beförderung von geschlossenen Briefpaketen durch das Zugpersonal vermittelt werde. Verlangt die Postverwaltung die Hergabe besonderer Wagen etc., so hat sie die Grösse derselben zu bestimmen und dafür eine Vergütung zu zahlen, welche nach dem Satze von 18 pies für den Wagen und die Meile bemessen wird. Bei Wagen-Abtheilungen tritt eine entsprechende Ermässigung dieses Satzes ein.

Erachtet die Postverwaltung die Einstellung besonderer Wagen etc. nicht für erforderlich, so kann sie den Eisenbahngesellschaften geschlossene Briefpakete zur Beförderung durch das Zugpersonal überweisen. Die hierfür zu zahlende Vergütung beträgt 1½ pies für je 80 Pfund und die Meile.

In den nach vorstehenden Sätzen sich ergebenden Vergütungen für den Transport der Postsendungen und des erforderlichen Begleitungspersonals ist die freie Beförderung der Landbriefträger auf den Bestellgängen, der Postaufsichtsbeamten und der höheren Beamten der Centralverwaltung mitbegriffen.

Die Ermittlung des Betrages der vorstehenden Vergütungen erfolgt halbjährlich an einem bestimmten Tage auf Grund des Gewichts der an diesem Tage beförderten geschlossenen Posten und nach Massgabe der Räume, welche an demselben für Postzwecke wirklich benutzt worden sind.

Die Postverwaltung zahlt ferner eine jährliche Vergütung von 4½ % der durch den Bau der Bahnpostwagen verursachten Kosten; auch trägt sie die Kosten für die innere Ausstattung dieser Wagen.

accommodation for the treatment of the mail while in transit by Post Office employés, or it can hand over the mail in bulk for conveyance under the custody of railway officials. If reserved accommodation be demanded, the Post Office dictates the extent of such accommodation, for which payment is levied at the rate of 18 pies per mile for haulage of an entire vehicle. Proportionate reductions are made for portions of a vehicle.

When the Post Office do not require reserved accommodation, the mails are handed over in bulk to the Railway authorities, who carry it under the care of their own employés. For this service the Post Office pays at the rate of 1½ pie per 80 lbs. per mile.

These payments as above described, include not only the carriage of the mails and the postal officers in charge of them, but also the conveyance of village postmen travelling on duty, of the supervising postal staff, and the principal officers of the department.

One day is taken half yearly for the adjustment of accounts between the Post Office and the Railway; the weight of the mails and the actual accommodation availed of on that one day are accepted as the basis of the calculation from which the payments of the half year are deduced.

A further charge of 4½ per cent. per annum is levied from the Post Office on the original cost of all vehicles specially altered for Post Office work. The cost of all fittings in vans is also defrayed by the Post Office department.

tale des lignes des « *Guaranteed Railways* » était de 6096 milles et la longueur totale des lignes de chemins de fer de l'État (y compris ceux du « *Provincial Railway system* ») de 3325 milles. Sur ces lignes les bureaux ambulants effectuent tous les jours 22,973 milles et les dépêches closes, placées sous la surveillance du personnel des chemins de fer, 7450 milles, également tous les jours.  
(*A suivre*).

---

### Communications.

Le royaume de Hawaï (Iles Sandwich) a annoncé son accession à l'Union postale universelle pour le 1<sup>er</sup> janvier 1882.

\* \* \*

Nous lisons dans le journal « *Die Post* » de Vienne, que la Chambre des députés autrichiens aura prochainement à discuter un projet de loi ayant pour objet la création des caisses d'épargne postales en Autriche. Suivant ce journal, voici quelles seraient les principales dispositions de ce projet de loi : Les caisses d'épargne postales sont placées sous la garantie de l'État et relèvent de l'administration des postes ; le ministère du commerce est seul compétent pour régler tout ce qui a trait aux opérations, à l'organisation et au personnel de ces caisses. Un conseil spécial, nommé par ce ministère, serait chargé de surveiller la gestion de celles-ci. Pour rendre les dépôts productifs d'intérêts, on aurait l'intention d'affecter aux opérations des caisses d'épargne postales l'achat des titres de la dette publique autrichienne et d'emprunts hypothécaires ou communaux. Les dépôts rapporteraient un intérêt de 3 % ; aucun dépôt ne pourrait dépasser le maximum de fl. 1000 (frs. 2500).

Am 1. April 1881 belief sich die Gesamtlänge der *Guaranteed Railways* auf 6096 Meilen und diejenige der Staats- und Provinzialbahnen auf 3325 Meilen. Auf diesen Bahnen wurden täglich zurückgelegt: von den Bahnposten 22,973 Meilen und von den Posten mit Bahnpersonal-Begleitung 7450 Meilen.

(*Fortsetzung folgt*).

---

### Mittheilungen.

Das Königreich Hawaii (Sandwich-Inseln) hat seinen Beitritt zum Weltpostverein vom 1. Januar 1882 ab erklärt.

\* \* \*

Der in Wien erscheinenden Zeitschrift: « *Die Post* » entnehmen wir, dass dem österreichischen Abgeordnetenhaus in nächster Zeit ein Gesetzentwurf vorgelegt werden wird, welcher die Errichtung von Postsparkassen in Oesterreich zum Gegenstande hat. Als hauptsächlichste Bestimmungen dieses Entwurfes führt die genannte Zeitschrift an, dass die Postsparkassen unter staatlicher Garantie errichtet und der Postverwaltung unterstellt werden sollen, wobei der Handelsminister bezüglich des Wirkungskreises, der Organisation und des Personalstandes allein zu Verfügungen ermächtigt wäre. Zur Ueberwachung der Geschäftsführung würde ein vom Handelsminister zu ernennender Aufsichtsrath berufen werden. Für die Fruchtbarmachung der Einlagen sollen in Aussicht genommen sein: Ankauf und Belehnung österreichischer Staatsschuldverschreibungen, Darlehen auf Hypotheken und Darlehen an Gemeinden. Der Zinsfuss für die Einlagen beträgt 3 %. Das Einlagen-Maximum ist für jeden Einleger auf 1000 Fl. (2500 Fr.) festgesetzt.

The total railway mileage in India was, on the 1<sup>st</sup> of April last, as follows:—Guaranteed railways, 6096 miles; State railways (including Provincial railways), 3325 miles. The Post Office railway mileage, *i. e.* the number of miles over which mails are conveyed daily by rail in India, was as follows:—railway sorting, 22,973 miles; closed mails in charge of railway officials, 7450 miles.

(*To be continued*).

---

### Miscellaneous.

The Kingdom of Hawaii (Sandwich Islands) will enter into the Universal Postal Union on the 1<sup>st</sup> of January 1882.

\* \* \*

We read in the « *Post* », a periodical published in Vienna, that a bill for the establishment of Post Office Savings Banks in Austria will shortly be laid before the Austrian Chamber of Deputies. The principal provisions of this bill, as stated in the periodical, are the following:—The Post Office Savings Banks are to be guaranteed by the State, and to be placed under the superintendence of the Postal Administration, the Minister of Commerce being alone empowered to issue orders, &c., relative to the sphere of business, the organisation, and the staff of these Banks. The management of the same is to be controlled by a Board of Controllers to be appointed by the Minister of Commerce. The deposits are to be made productive of interest in the following manner:—Purchase of, and loans on, Austrian Government Securities; loans on mortgage; and loans to communes. The rate of interest on deposits is to be 3 per cent., and the maximum amount standing to the credit of a depositor is to be fixed at 1000 florins (2500 francs).

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois. . . . . » 2. 30

Trois mois. . . . . » 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 11.

Berne, 1<sup>er</sup> Novembre 1881.

**Sommaire.** — I. SERVICE POSTAL DE LA CAISSE D'ÉPARGNE. — II. LES POSTES BRITANNIQUES PENDANT L'EXERCICE 1880/81. — III. LES RAPPORTS ENTRE LA POSTE ET LES CHEMINS DE FER (*Suite*). — IV. COMMUNICATIONS.

## Service postal de la Caisse d'épargne.

Nous avons publié, dans le numéro du 1<sup>er</sup> décembre 1880, un projet émanant d'un fonctionnaire des postes belges et relatif à un nouveau système de contrôle à introduire dans le service de la Caisse d'épargne, en vue de prévenir le détournement frauduleux des sommes versées. En même temps l'auteur préconisait l'emploi de timbres-poste ordinaires, pour constituer le minimum des versements fixé en Belgique à 1 franc, en Angleterre à 1 shelling, etc.

Ce projet, qui avait été précédemment communiqué à différentes administrations étrangères, a déjà reçu son application dans deux pays, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas pour ce qui concerne la seconde partie, c'est-à-dire l'emploi des timbres-poste comme monnaie de versement.

Voici maintenant l'Administration belge qui vient d'adopter l'une et l'autre proposition, et à cette occasion elle a procédé à une révision complète du règlement sur le service de la Caisse d'épargne en Belgique.

Nous croyons utile de reproduire en substance les principales dispositions du règlement nouveau.

Tous les bureaux de poste (*Perceptions, Sous-perceptions et dépôts*) sont chargés, comme auxiliaires de

## Mitwirkung der Postanstalten an den Sparkassengeschäften.

In der Nummer vom 1. Dezember v. J. haben wir einen Aufsatz veröffentlicht, in welchem vom Verfasser, einem belgischen Postbeamten, ein neues Kontrolverfahren im Sparkassenwesen zur Verhütung der Unterschlagung von Einlagen in Vorschlag gebracht und gleichzeitig die gewöhnliche Freimarke zu dem Zwecke empfohlen wurde, um dieselbe zur Bildung des Mindestbetrages der Einlagen, welcher in England auf 1 sh., in Belgien auf 1 Fr. etc. festgesetzt ist, zu benutzen.

Von beiden Vorschlägen, welche vom Verfasser s. Z. verschiedenen fremden Verwaltungen mitgetheilt worden waren, hat inzwischen der letztere, betreffend die Benutzung der Freimarke zur Bildung von Einlagen, in England und Niederland praktische Anwendung gefunden.

Die belgische Postverwaltung hat neuerdings beide Vorschläge angenommen und bei dieser Gelegenheit gleichzeitig die reglementarischen Bestimmungen über den Sparkassendienst in Belgien einer vollständigen Revision unterzogen.

Bei dem Interesse, welches der Gegenstand hat, lassen wir die wichtigsten dieser Bestimmungen nachstehend folgen.

## Co-operation of the Post Office in the Savings Bank service.

In the number of the 1<sup>st</sup> of December 1880 of our periodical, we published a project, emanating from a Belgian officer, concerning a new system of accounts and control to be introduced into the service of Post Office Savings Banks for the purpose of preventing the embezzlement of deposits. The author of this article at the same time recommended the use of ordinary postage-stamps for making up the minimum amount of deposit required, fixed at 1 franc in Belgium, at 1 shilling in England, &c.

This project, which had previously been communicated to several Administrations, has, as far as its second part—the admission of postage-stamps as deposits—is concerned, already become law in two countries, *viz.* in Great Britain, and in the Netherlands.

Recently, Belgium has adopted the one and the other proposal, and has taken advantage of this opportunity for submitting the Regulations for the Belgian Post Office Savings Bank service to a thorough revision.

We deem it interesting to reproduce in substance the principal provisions of the new Regulations.

All post-offices (*perceptions, sous-perceptions, and dépôts*) are authorised, as auxiliaries of the Savings Bank,

la Caisse d'épargne, de recevoir des versements et d'effectuer des remboursements pour le compte de cette institution. Les bureaux sont ouverts pour ce service, tous les jours, durant les heures fixées pour le service ordinaire.

Avant d'être admis à verser des fonds à la Caisse d'épargne, l'intéressé doit signer une déclaration portant qu'il a une connaissance suffisante des lois et des règlements sur cette institution, et qu'il s'engage à en observer les prescriptions. La femme mariée est tenue de faire connaître le nom de son conjoint.

Il est remis gratuitement, à toute personne qui verse pour la première fois, un livret numéroté, portant la signature ou la griffe du Directeur général de la Caisse ou de son délégué, ainsi que la signature du percepteur qui le délivre.

Ce livret, indiquant les nom, prénoms et demeure de l'intéressé, est destiné à recevoir la mention de toutes les sommes qui seront successivement versées ou retirées par lui.

Chaque versement doit être d'un franc au moins; il n'est pas accepté de fraction de franc, comme appoint de sommes supérieures.

Le maximum des dépôts à accepter par les bureaux de poste est limité à une somme totale de cinq mille francs par déposant, à moins d'une autorisation spéciale de l'Administration de la Caisse d'épargne.

La Caisse peut, après en avoir prévenu les propriétaires, convertir en fonds publics belges, toutes les sommes excédant trois mille francs sur un livret. Elle peut agir de même dès qu'elle a la conviction que, pour éluder éventuellement l'application de cette disposition, plusieurs livrets appartenant à la même personne sont inscrits sous différents noms.

Toute personne qui désire s'affilier ou qui est déjà affiliée à la Caisse

Sämmtliche Postanstalten (Postämter, Neben-Postämter und Ablagen) haben als Hülfagenturen der Sparkbank für Rechnung derselben Einlagen anzunehmen und Rückzahlungen zu bewirken. Für die Wahrnehmung der Sparkassengeschäfte sind die Postanstalten täglich während der gewöhnlichen Dienststunden geöffnet.

Bei der ersten Einzahlung muss der Einleger eine Erklärung des Inhalts unterzeichnen, dass ihm die gesetzlichen und reglementarischen Vorschriften bezüglich dieses Instituts bekannt seien und dass er sich verpflichte, denselben nachzukommen. Verheirathete Frauen haben den Namen ihrer Ehegatten anzugeben.

Jeder Interessent erhält bei der ersten Einzahlung ein Sparbuch unentgeltlich, welches mit einer fortlaufenden Nummer und der Unterschrift oder einem Abdruck des Namensstempels des Generaldirektors der Kasse oder seines Vertreters, sowie mit der Unterschrift desjenigen Postamtsvorstehers versehen ist, der ihm das Sparbuch zugestellt hat.

Das Buch giebt den Namen, Vornamen, sowie auch die Wohnung des Interessenten an und dient zur Eintragung derjenigen Summen, welche von dem Einleger nach und nach eingezahlt oder zurückgezogen werden.

Keine Einlage darf weniger als 1 Fr. betragen; Bruchtheile eines Franken, welche zu höheren Summen gehören, werden nicht angenommen.

Der Höchstbetrag sämmtlicher Einlagen ist, sofern nicht eine besondere Ermächtigung seitens der Verwaltung der Sparkbank vorliegt, auf 5000 Fr. für jeden Interessenten beschränkt.

Uebersteigt das Guthaben der Einleger den Betrag von 3000 Fr., so kann die Sparkbank, nach vorheriger Benachrichtigung derselben, den Mehrbetrag zum Ankauf von belgischen Staatspapieren benutzen. In gleicher Weise kann die Bank verfahren, wenn sie die Ueberzeugung hat, dass behufs Umgehung dieser Vorschrift mehrere Bücher, welche ein und derselben Person gehören, unter verschiedenen Namen eingetragen sind.

Jede Person, welche der Sparkasse

to receive deposits, and effect repayments on behalf of this institution. The offices are open for this service every day during the hours fixed for the ordinary service.

On making his first deposit, every person must sign a declaration in which he states that he is acquainted with the laws and regulations of the Savings Bank, and that he engages to observe the same. Married women must state the names of their husbands.

Every person, on making his first deposit, receives free of charge a numbered depositor's book bearing the signature or the impress of the stamp of the Director General of the Bank or of his delegate, and the signature of the postmaster by whom it is delivered.

This book bears the Christian and surname as well as the address of the depositor, and serves for the entry of all the amounts successively paid in, or withdrawn by him.

Every deposit must amount to 1 franc at least; and no fractions of a franc forming part of higher amounts are received.

The total amount of deposits standing to the credit of any one depositor may not, without special authorisation from the Administration of the Savings Bank, exceed 5000 francs.

If the sum standing to the credit of a depositor exceeds 3000 francs, the Savings Bank may, after having given due notice thereof to the same, invest the surplus in Belgian Government securities. The same course may be adopted if the Bank is convinced that, in order to evade the application of this provision, several books belonging to the same depositor are entered under different names.

Any person desirous of becoming a depositor in the Savings Bank, or being one already, may make use of 5 and 10 centimes postage-stamps,



d'épargne, peut faire usage de timbres-poste de 5 et de 10 centimes pour constituer, au moyen de ces valeurs, un versement d'un franc.

Les enfants des écoles primaires et moyennes sont admis à employer aux mêmes fins les timbres de 2 centimes, soit spécialement, soit cumulativement avec les autres valeurs.

L'administration fournit à crédit aux maîtres des écoles officielles un certain approvisionnement de timbres-poste.

Les intéressés doivent fixer les timbres-poste sur des formules *ad hoc* (bulletins d'épargne) qui leur sont remises gratuitement par l'administration. Ces formules peuvent être demandées aux facteurs ruraux en tournée.

Le montant des versements effectués en timbres-poste par une même personne ne peut excéder dix francs par mois.

Le montant des timbres-poste versés à la Caisse d'épargne est défalqué journellement du produit de la vente des timbres-poste, et porté au crédit de la caisse.

Tout versement fait dans un bureau de poste doit être constaté au moyen de coupons-reçus imprimés, créés spécialement à cette fin par l'Administration des postes. *Les reçus manuscrits sont absolument interdits aux comptables des postes, et les déposants ne doivent point les accepter.* Le comptable colle dans le livret les coupons nécessaires pour former le montant de chaque versement; il date ces coupons, les signe et y applique le timbre à date.

Il y a des coupons de 1 fr., 2 fr., 3 fr., 5 fr., 10 fr., 30 fr., 50 fr., 100 fr., 500 fr. et 1000 fr.

Le retrait des sommes déposées peut, à la demande des intéressés, s'effectuer dans tous les bureaux de

beizutreten wünscht oder bereits Mitglied derselben ist, kann sich der Freimarken zu 5 und 10 C<sup>m</sup> zu dem Zwecke bedienen, um mittels derselben eine Einlage von 1 Fr. zu bilden.

Kinder aus Primar- und Mittelschulen können zu gleichem Zwecke Freimarken zu 2 C<sup>m</sup> entweder allein oder mit Marken von anderen Werthbeträgen zusammen verwenden.

Den Vorstehern von Staats- oder Gemeindeschulen wird von der Verwaltung ein angemessener Vorrath an Freimarken auf Stundung geliefert.

Die Interessenten müssen die Freimarken auf besonderen Formularen (Sparzetteln) befestigen; letztere werden von der Verwaltung unentgeltlich geliefert und können von den Landbriefträgern bezogen werden.

Die durch Freimarken gebildeten Spareinlagen dürfen für ein und dieselbe Person im Laufe eines Monats den Betrag von 10 Fr. nicht übersteigen.

Der Werthbetrag der bei der Sparbank eingehenden Freimarken wird täglich von der Einnahme für verkaufte Freimarken in Abzug gebracht und der Bank in Forderung gestellt.

Ueber die Einlagen werden von den Postanstalten gedruckte Empfangscheine ertheilt, zu welchen die Verwaltung eigens zu diesem Zwecke eingeführte Formulare in Anwendung bringen lässt. *Den Beamten ist es ausdrücklich untersagt, die Empfangscheine handschriftlich herzustellen; die Einleger haben die Annahme solcher Scheine zu verweigern.* Der Postbeamte klebt die zur Bildung des Einlagebetrages erforderlichen Scheine in das Buch ein und versieht dieselben mit seiner Unterschrift, der Angabe des Datums und einem Abdruck des Aufgabestempels.

Empfangscheine bestehen zu den Beträgen von 1, 2, 3, 5, 10, 30, 50, 100, 500 und 1000 Fr.

Die Rückzahlung der Einlagen kann frühestens nach Verlauf von 14 Tagen, vom Tage der Einzahlung an gerechnet, bei jeder Postanstalt stattfinden.

Rückzahlungen sind nur gegen Vorzeigung des Buches zulässig.

for the purpose of forming by this means a deposit of 1 franc.

Children belonging to primary or middle schools are admitted to use, for the same purpose, 2 centimes postage-stamps, either alone, or together with stamps of other descriptions.

The masters of official schools are supplied by the Administration, on credit, with a sufficient stock of postage-stamps.

The stamps must be affixed by the depositors to special forms (*bulletins d'épargne*) supplied to them free of charge by the Administration. These forms may be obtained from the rural letter-carriers.

The amount of deposits effected by means of postage-stamps by the same person may not exceed 10 francs per month.

The value of the postage-stamps paid in to the Savings Bank is, every day, deducted from the receipts accruing from the sale of postage-stamps, and brought to the credit of the Bank.

The deposits paid in at a post-office must be acknowledged in the depositors' books by means of printed receipt-coupons, especially prepared for this purpose by the Administration. *Postmasters are absolutely prohibited from giving manuscript receipts; and the depositors must not accept them.* The coupons required to make up the amount must be pasted by the officer into the depositor's book; they must be dated and signed by him, and impressed with the dated stamp.

There are coupons for 1, 2, 3, 5, 10, 30, 50, 100, 500, and 1000 francs.

The amounts deposited may, at the request of the depositor, be repaid at any post-office, but not until the expiry of a fortnight from the date of deposit.

poste, mais seulement après l'expiration de la quinzaine pendant laquelle le versement a été fait.

Dans aucun cas, il ne peut être opéré de remboursement sans la production du livret.

*Le remboursement de toute somme ne dépassant pas cent francs est effectué immédiatement contre quittance.* Toutefois, l'intéressé n'est admis à user de cette faculté qu'une fois par semaine, à moins d'une autorisation spéciale.

Lorsque le remboursement est réclamé dans un bureau autre que celui où le livret a été délivré, le paiement se fait également d'emblée et sur place, mais seulement après que le porteur a établi son identité à la pleine satisfaction de l'agent des postes, qui assume la responsabilité de ce paiement. Le livret est, dans ce cas, retiré contre récépissé, et il est restitué ultérieurement à l'intéressé, après régularisation de l'opération par la Caisse d'épargne.

*Pour le remboursement de toute somme supérieure à cent francs, il faut prévenir d'avance la Caisse d'épargne, savoir :*

15 jours pour plus de cent francs et moins de 500 francs ;

1 mois pour 500 francs et moins de 1000 francs ;

2 mois pour 1000 francs et moins de 3000 francs ;

6 mois pour 3000 francs et plus.

Ces délais peuvent être abrégés par le Conseil d'Administration de la Caisse d'épargne.

Toute personne qui désire obtenir le retrait d'une somme supérieure à cent francs, doit souscrire une demande à cet effet entre les mains du percepteur, et dépose en même temps le livret, contre récépissé. L'Administration de la Caisse fixe le jour où le remboursement pourra s'effectuer, et renvoie le livret accompagné d'un mandat pour la somme à payer.

Si le remboursement comporte le montant total de l'avoir de l'intéressé, ce montant fût-il inférieur à cent francs, le livret est retenu contre récépissé et envoyé à la Caisse d'épargne; celle-ci adresse au percep-

Die Rückzahlung von Summen bis zu 100 Fr. erfolgt sofort gegen Quittung. Doch kann der Einleger, vorbehaltlich besonderer Ermächtigung, nur einmal in jeder Woche von dieser Befugniss Gebrauch machen.

Wird die Rückzahlung von einer andern Postanstalt, als derjenigen, woselbst die Einzahlung erfolgte, verlangt, so findet die Auszahlung ebenfalls ohne Weiteres statt, doch hat der Interessent sich dem für die Zahlung verantwortlichen Postbeamten gegenüber gehörig zu legitimieren. Das Buch wird in diesem Falle dem Interessenten gegen Aushändigung eines Receptisse abgenommen; die Rückgabe erfolgt, sobald die Sparbank die nöthigen Eintragungen bewirkt hat.

Werden Summen von mehr als 100 Fr. zurückgefordert, so müssen dieselben der Sparbank vorher gekündigt werden; die Kündigungsfristen betragen:

15 Tage bei Summen von mehr als 100 bis ausschliesslich 500 Fr. ;

1 Monat bei Summen von 500 bis ausschliesslich 1000 Fr. ;

2 Monate bei Summen von 1000 bis ausschliesslich 3000 Fr. ;

6 Monate bei Summen von 3000 Fr. und mehr.

Diese Fristen können vom Verwaltungsrath der Sparbank abgekürzt werden.

Wenn ein Interessent eine Summe von mehr als 100 Fr. zurückzuziehen wünscht, so hat er den Antrag bei dem Postamtsvorsteher schriftlich zu stellen und demselben gleichzeitig, gegen Empfangsbescheinigung, das Sparbuch zu übergeben. Die Bank bestimmt bei Rückgabe des Buches, unter Uebersendung einer Anweisung über den zu zahlenden Betrag, den Tag, an welchem die Rückzahlung bewirkt werden kann.

Handelt es sich um Rückzahlung des gesamten Guthabens, so wird das Buch, auch wenn das Guthaben weniger als 100 Fr. beträgt, dem Inhaber gegen Aushändigung eines Receptisse abgenommen und der Sparkasse eingereicht, welche der Postanstalt innerhalb 8 Tagen von der

In no case may a repayment be effected without the depositor's book being presented.

*The repayment of any amount not exceeding 100 francs is effected at once, on a receipt being given by the depositor.* The depositor, however, is not, without special authority, allowed to avail himself of this right more than once a week.

When a repayment is to be made at an office other than that at which the depositor's book was issued, such repayment is also effected at once; but the depositor is bound to prove his identity to the full satisfaction of the postmaster, who is responsible for this payment. In this case, the depositor's book is to be handed to the postmaster on his giving a receipt, and to be returned to the depositor after the necessary entries have been made by the Savings Bank.

The following notices are to be given to the Savings Bank for the repayment of amounts exceeding 100 francs:—

15 days for more than 100 francs, and less than 500 francs ;

1 month for 500 francs, and less than 1000 francs ;

2 months for 1000 francs, and less than 3000 francs ;

6 months for 3000 francs, and more.

These delays may be shortened by the Council of Administration of the Savings Bank.

When a depositor wishes to withdraw an amount exceeding 100 francs, he must sign a request to this effect, to be handed to the postmaster together with the depositor's book, for which a receipt is to be given. The Administration of the Bank fixes the day on which the repayment is to be made, and returns the book together with a warrant for the amount required.

When the total amount standing to the credit of a depositor is to be repaid, should this amount be even below 100 francs, the depositor's book is retained in exchange for a receipt, and forwarded to the Savings Bank, by which the postmaster is informed, within 8 days, of the interest due. The principal and interest are then

teur, dans la huitaine, un état indiquant les intérêts dûs sur le compte soldé. Ces intérêts sont payés avec le capital, contre remise du récépissé.

Les versements faits à la Caisse d'épargne sont productifs d'intérêt à partir du 1<sup>er</sup> ou du 16 du mois qui suit immédiatement le dépôt. L'intérêt ne se calcule pas sur les fractions de franc; les fractions de centimes ne sont jamais portées en compte. Les intérêts acquis au 31 décembre de chaque année sont ajoutés au capital et deviennent, dès le lendemain, productifs d'intérêts.

Les sommes déposées cessent d'être productives d'intérêts le 1<sup>er</sup> ou le 16 du mois qui précède l'époque de leur remboursement.

Toute opération de remboursement est inscrite au livret et le montant est défalqué de l'avoir de l'intéressé. Le percepteur y appose sa signature et l'empreinte du timbre du bureau.

Le déposant est tenu de donner reçu de toute somme remboursée. S'il ne sait ou ne peut signer, sa signature est remplacée par celle de deux témoins.

Pour le mineur, la quittance doit être souscrite par la personne chargée de sa tutelle ou de l'administration de ses biens.

Les femmes mariées sont admises à retirer les fonds versés par elles, en tant qu'il n'y ait pas d'opposition de la part du mari.

Le taux d'intérêt est fixé et peut être modifié par le Conseil général, sous l'approbation du Ministre des finances. Il est actuellement de trois pour cent sur les dépôts faits par des particuliers dont le solde ne dépasse pas douze mille francs; ce taux sera réduit à deux pour cent, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1882, sur toute la portion des dépôts de cette catégorie qui s'élève au dessus de douze mille francs.

Tous les cinq ans, le Gouvernement peut, le Conseil général entendu, décider qu'une portion du fonds de réserve sera répartie entre les livrets existant depuis un an au moins,

Höhe des aufgelaufenen Zinsbetrages Nachricht giebt. Kapital und Zinsen werden sodann gegen Rückgabe des Recepisse ausgezahlt.

Für die Spareinlagen wird eine Verzinsung gewährt, welche mit dem auf die Einzahlung folgenden 1. oder 16. Monatstage beginnt. Bruchtheile eines Franken bleiben bei der Verzinsung ausser Betracht; Bruchtheile von Centimen bleiben überhaupt in der Rechnung unberücksichtigt. Der am 31. Dezember aufgelaufene Zinsbetrag wird dem Kapital zugeschlagen und von da ab gleichfalls verzinst.

Die Verzinsung hört mit dem der Rückzahlung vorhergegangenen 1. oder 16. Monatstage auf.

Der zurückgezahlte Betrag wird in das Sparbuch eingetragen und von dem Guthaben der Interessenten in Abzug gebracht. Der Eintragung fügt der Postamtsvorsteher seine Unterschrift und einen Abdruck des Tagesstempels hinzu.

Ueber den zurückgezahlten Betrag hat der Einleger eine Empfangsbescheinigung auszustellen; ist er des Schreibens unkundig, so haben 2 Zeugen für ihn zu quittiren.

Für Minderjährige ist die Quittung von derjenigen Person zu vollziehen, welche von der Vormundschaft oder der das Vermögen der Minderjährigen verwaltenden Behörde hierzu beauftragt ist.

Verheirathete Frauen können die von ihnen eingelegten Summen sich zurückzahlen lassen, sofern nicht von den betreffenden Ehemännern Einsprache hiergegen erhoben wird.

Festsetzung und Abänderungen des Zinsfusses erfolgen durch den Verwaltungsrath mit Zustimmung des Finanzministers. Gegenwärtig beträgt der Zinsfuss 3 % für Einlagen seitens solcher Privatpersonen, deren Guthaben 12,000 Fr. nicht übersteigt; doch wird bei Einlagen dieser Art der Zinsfuss vom 1. Januar 1882 auf 2 % für denjenigen Theil ermässigt werden, welcher den Betrag von 12,000 Fr. übersteigt.

Alle 5 Jahre kann die Regierung nach Anhörung des Verwaltungsraths bestimmen, dass ein Theil des Re-

paid to the depositor on his returning the receipt.

Interest is allowed on the deposits paid in to the Savings Bank from the 1<sup>st</sup> or 16<sup>th</sup> day of the month immediately following the date of deposit. No interest is allowed on fractions of a franc; fractions of centimes are in no case taken into account in the calculation of interest. On the 31<sup>st</sup> of December of each year, the interest due is added to the principal, and begins to bear interest on the following day.

The amounts deposited cease to bear interest on the 1<sup>st</sup> or 16<sup>th</sup> day of the month preceding the day on which they are repaid.

The amount repaid is entered in the depositor's book, and deducted from the sum standing to the credit of the depositor. The postmaster must affix his signature and the stamp of his office to this entry.

The depositor is bound to give a receipt for every sum repaid. If he cannot write, two witnesses have to sign for him.

In the case of a minor, the receipt must be signed by his guardian or trustee.

Married women are admitted to withdraw sums deposited by them, provided there is no opposition thereto on the part of their husbands.

The rate of interest is fixed, and may be altered by the General Council, with the approval of the Minister of Finance. It is, at present, 3 per cent. on deposits made by private persons whose balances do not exceed the amount of 12,000 francs. This rate is to be reduced to 2 per cent. on the 1<sup>st</sup> of January 1882 on that part of the deposits of this class which is in excess of the amount of 12,000 francs.

Every five years the Government may, with the consent of the General Council, decide that a portion of the reserve-fund be divided among those

au marc le franc des intérêts bonifiés à chacun pendant les cinq dernières années.

La Caisse autorise le transfert des livrets d'un bureau de poste à un autre, d'un bureau de poste à une agence de la Banque Nationale, et réciproquement.

Les transferts ne sont admis que pour la totalité du dépôt, à moins de circonstances particulières qu'il appartient à l'Administration de la Caisse d'apprécier.

Les sommes versées peuvent, à la demande des déposants, être converties en fonds publics belges, au cours du jour de la Bourse de Bruxelles, ou en rentes sur la Caisse de retraite.

L'Administration de la Caisse d'épargne fait annuellement le rappel de tous les livrets émis, afin d'en effectuer la vérification et d'y inscrire les intérêts acquis pour l'exercice révolu. Les déposants qui, sans motif d'excuse valable, s'abstiendraient de satisfaire à ce rappel dans les six mois qui suivent l'année écoulée, perdraient l'intérêt des sommes versées pendant cette année.

La Caisse peut, en outre, chaque fois qu'elle le juge nécessaire pour la vérification des opérations, réclamer les livrets et les conserver pendant huit jours.

En échange du livret envoyé à l'Administration de la Caisse, il est remis à l'intéressé un récépissé qui lui tient lieu de titre provisoire.

Il est attribué aux percepteurs des postes une rétribution spéciale pour leur coopération au service de la Caisse d'épargne. Cette rétribution est fixée comme suit:

- 25 centimes par mille francs sur le total des versements;
- 5 centimes par opération de versement;
- 10 centimes par livret existant au 31 décembre de chaque année.

Une rémunération supplémentaire est accordée à ceux des agents qui ont le plus contribué au développement du service.

La correspondance adressée par les particuliers au Directeur général

servefonds an die Besitzer der seit wenigstens einem Jahre eröffneten Kontos vertheilt werde. Die Vertheilung erfolgt nach Verhältniss der Zinssummen, welche jeder derselben während der 5 letzten Jahre bezogen hat.

Die Kasse gestattet die Uebertragung der Kontos von einer Postanstalt auf die andere, sowie von einer Postanstalt auf die Nationalbank und umgekehrt.

Derartige Uebertragungen sind nur für den Gesamtbetrag der Einlagen zulässig, sofern nicht besondere Umstände, über welche die Kassenverwaltung zu befinden hat, eine Ausnahme rechtfertigen.

Auf Verlangen des Interessenten können für die Einlagen belgische Staatspapiere oder Rententitel der *Caisse de retraite* zum Tageskurse der Brüsseler Börse angekauft werden.

Behufs Revision und Eintragung der im Laufe des Geschäftsjahres aufgelaufenen Zinsen werden sämtliche Sparbücher einmal jährlich von der Kasse eingefordert. Einleger, welche ohne genügende Entschuldigung dieser Aufforderung nicht innerhalb der auf das Rechnungsjahr folgenden 6 Monate nachkommen, verlieren ihren Anspruch auf Zinsen für diejenigen Summen, welche sie im Laufe dieses Jahres eingezahlt haben.

Ferner können von der Kasse die Bücher eingefordert und während acht Tage zurückbehalten werden, so oft sie es zum Zwecke der Prüfung der Eintragungen für nothwendigerachtet.

Ueber die Ablieferung des Buches wird dem Einleger ein Receptisse ausgefertigt.

Für die Mitwirkung an den Sparkassengeschäften beziehen die Postamtsvorsteher eine besondere Vergütung; dieselbe beträgt:

- 25 C<sup>en</sup> für je 1000 Fr. Einlagen,
- 5 C<sup>en</sup> für jede Ein- oder Rückzahlung und
- 10 C<sup>en</sup> für jedes am 31. Dezember vorhandene Sparbuch.

Eine weitere Vergütung wird denjenigen Postbeamten gewährt, welche am meisten mit den Sparkassengeschäften Befassung gehabt haben.

that have been depositors at least for one year, in proportion to the amount of interest credited to each of them during the last five years.

The transfer of the deposits from one post-office to another, or from a post-office to a branch of the National Bank, and *vice-versa*, is authorised by the Savings Bank.

The total amount of deposits only is allowed to be transferred, unless there are particular circumstances, the determination of which devolves upon the Administration of the Bank.

The deposits may, at the request of the depositors, either be invested in Belgian Government securities at the current price of the Brussels Stock Exchange, or be employed in the purchase of annuities payable by the *Caisse de retraite*.

Once in each year the depositors are requested by the Administration of the Savings Bank to send in their books, in order that the latter may be verified, and that the interest due for the previous year may be inserted in them. Depositors who, without satisfactory excuse, shall not have complied with this request within the 6 months following the closed financial year, shall forfeit the interest due on the sums deposited during that year.

The Bank may, moreover, when it deems it necessary for the verification of transactions, call in the books, and keep them for 8 days.

In return for the book forwarded to the Administration of the Bank, a receipt is given to the depositor as a temporary voucher.

A special remuneration is granted to the postmasters for their co-operation in the Savings Bank service. This remuneration is fixed as follows:—

- 25 centimes per 1000 francs on the total amount of deposits;
- 5 centimes per deposit; and
- 10 centimes per account open on the 31<sup>st</sup> of December of each year.

Additional remuneration is granted to those among the officers who have contributed the most to the development of the service.

No charge for postage is made for

de la Caisse d'épargne, est admise en franchise de port par la poste.

C'a été une heureuse et bienfaisante idée que de permettre l'emploi des plus petites coupures de timbres-poste pour faciliter l'accès de la Caisse à ceux, et le nombre en est grand, qui ne peuvent pas économiser un franc tout d'une pièce. Il est à remarquer à ce propos que l'épargne scolaire (en espèces) se pratique en Belgique depuis une quinzaine d'années déjà, et que les versements de deux centimes faits entre les mains du maître d'école sont très nombreux, surtout dans les campagnes. C'est là une indication dont il a fallu tenir compte.

On ne saurait contester qu'au point de vue du succès de la mesure, le timbre-poste est préférable au timbre spécial d'épargne. Le premier est comme une monnaie courante qui se trouve à la portée de tous; il en serait autrement du timbre spécial, qui occasionnerait, du reste, des frais de fabrication relativement considérables et nécessiterait la création de débits particuliers.

Quant au nouveau système de contrôle, il présente de sérieux avantages et notamment les suivants:

Les coupons-reçus donnent à l'administration des garanties presque absolues contre le détournement frauduleux des sommes versées à la Caisse, garanties bien supérieures certainement à celles qui résultent de tous les procédés connus et pratiqués jusqu'ici. Ces coupons, imprimés sur fond de couleur dans la forme des coupons de rente, en vue de déjouer la contre-façon, sont fournis par l'administration et portés en compte aux percepteurs comme les timbres-poste. Rien n'est donc plus facile que de vérifier en tout temps la situation du compte quant aux fonds versés à la Caisse d'épargne; ce qui manque à son approvisionnement constitue la recette faite par lui.

A raison de la grande sécurité que donne à l'Administration ce nouveau

Die von Privaten an den Generaldirektor der Sparkasse gerichteten Briefe werden portofrei befördert.

Es darf als eine glückliche und fruchtbringende Idee bezeichnet werden, dass Freimarken zum niedrigsten Werthbetrage benutzt werden dürfen, um die Sparkasse auch denjenigen Personen — und die Zahl derselben ist gross — zugänglich zu machen, welche den Betrag von 1 Fr. nicht mit einem Male zurücklegen können. Wir glauben bei dieser Gelegenheit nicht unerwähnt lassen zu dürfen, dass Schulsparkassen in Belgien schon seit 15 Jahren bestehen, und dass Einlagen von 2 C<sup>m</sup> den Schulvorstehern sehr häufig gemacht wurden: ein Umstand, dem Rechnung getragen werden musste.

Was den Erfolg der Massregel betrifft, so lässt sich nicht bestreiten, dass die Freimarke der besonderen Sparmarke vorzuziehen ist. Erstere stellt gleichsam eine gangbare Münze dar, die Jedermann sich leicht verschaffen kann. Etwas Anderes ist es mit der Sparmarke, die ausserdem verhältnissmässig bedeutende Herstellungskosten verursachen und die Einrichtung besonderer Verkaufsstellen bedingen würde.

Auch das neue Kontrolsystem bietet wesentliche Vortheile; als wichtigste derselben seien folgende erwähnt:

Die Empfangscheine bilden für die Verwaltung eine fast unbedingte Garantie gegen Unterschlagungen von Einlagen, eine Garantie, die jedenfalls derjenigen vorzuziehen ist, welche die bisher bekannten und benutzten Verfahren mit sich bringen. Die Scheine haben die Form von Renten-Coupons und sind, um die Nachmachung zu verhüten, auf farbigem Grunde gedruckt; wie die Freimarken, werden sie den Postanstalten von der Verwaltung geliefert und in Rechnung gestellt. Die Revision der Postkassen bezüglich der Spareinlagen kann daher zu jeder Zeit mit Leichtigkeit bewirkt werden, indem die an dem gelieferten Bestände fehlenden Scheine den Betrag darstellen, welchen die Post-

correspondence addressed by private persons to the Director General of the Savings Bank.

It has been a happy and beneficial idea to allow the use of postage-stamps of the smallest value for the purpose of throwing the Savings Bank open to those—and they are numerous—who cannot save a whole franc at a time. It may, in this place, be pointed out that School Savings Banks have been in existence in Belgium for fifteen years, and that the 2 centimes deposits paid in to the masters have, especially in the country, been very numerous. This is a circumstance which had to be taken into account.

As concerns the success of the plan, it is not to be disputed that the postage-stamp is to be preferred to the savings-stamp. The former is, so-to-say, a current coin, and within the reach of every body. This is not the case with the savings-stamp, which, besides, would be of expensive preparation, and would necessitate the establishment of special agencies for its sale.

With regard to the new system of control, it affords important advantages of which the following are the principal:—

The receipt-coupons constitute for the Administration an almost absolute guarantee against the embezzlement of deposits, which, at any rate, is more efficient than that afforded by all the systems of control hitherto known and made use of. These coupons are printed on a coloured ground, like the *rente*-coupons, with a view to prevent forgery; they are supplied by the Administration to the postmasters on credit, as is done with the postage-stamps. Nothing is, therefore, easier than to verify, at any time, the position of a postmaster with regard to the funds received by him as deposits in the Savings Bank; for the receipt-coupons have only to be counted, when the difference between the stock in hand and the supply furnished to him will represent the amount of deposits received.

moyen de contrôle, il a été possible de supprimer absolument les avis confirmatifs des versements, que l'Administration adressait directement aux intéressés pour tout dépôt supérieur à vingt francs.

Si l'on considère qu'il y a des administrations, dans de grands pays, qui accusent ainsi réception individuellement de tous les versements quelque minimes qu'ils soient, on peut aisément se figurer quelle énorme réduction de travail et de dépense le nouveau système pourrait leur procurer, tout en leur donnant plus de garanties qu'aujourd'hui.

Une autre simplification qui résulte naturellement du système, c'est que les avis confirmatifs des versements étant supprimés, il est parfaitement inutile de faire rendre compte journalièrement, par tous les agents, des opérations qu'ils ont faites pour la Caisse d'épargne.

Les comptes journaliers sont donc remplacés par des comptes de quinzaine. De là encore une simplification de travail, et pour les bureaux, et pour l'Administration centrale.

Enfin, un dernier avantage découlant du système nouveau, c'est que les coupons reçus donnent aux livrets un caractère d'authenticité tel, que l'Administration a cru pouvoir permettre le remboursement immédiat, *dans tout bureau de poste*, des sommes versées, jusqu'à concurrence de cent francs. Ainsi toute personne qui a des fonds déposés à la Caisse d'épargne, et qui, se mettant en voyage, aura pris la précaution de se munir de son livret, pourra se présenter à un bureau de poste quelconque et obtenir d'emblée le remboursement d'une somme de cent francs, à la condition seulement d'établir son identité. C'est là, il faut le reconnaître, une innovation des plus heureuses.

Il y a en Belgique 883 bureaux de poste de différentes catégories,

austalten an Sparbeträgen eingenommen haben.

Bei der grossen Sicherheit, die das neue Kontrolsystem der Verwaltung bietet, haben die Anerkennnisse, welche für Einlagen von mehr als 20 Fr. den Interessenten bisher direkt von der Verwaltung übersandt wurden, vollständig aufgehoben werden können.

Bedenkt man, dass von einzelnen grösseren Verwaltungen Anerkennnisse über jede einzelne Einlage, so gering dieselbe auch sei, abgesandt werden, so kann man sich leicht vorstellen, wie gross die Arbeits- und Kosten-Ersparniss sein würde, welche, ganz abgesehen von der grösseren Sicherheit, die das neue System bietet, diesen Verwaltungen aus der Annahme desselben erwachsen müsste.

Eine andere Vereinfachung, welche sich aus dem System ergibt, besteht darin, dass in Folge des Wegfalls der Anerkennnisse die Abrechnungen über die für Rechnung der Sparkasse vermittelten Ein- und Auszahlungen von den Postbeamten nicht mehr täglich aufgestellt zu werden brauchen.

Die Abrechnung geschieht jetzt nur von 14 zu 14 Tagen, wodurch sowohl für die Beamten, wie auch für die Central-Verwaltung eine wesentliche Erleichterung erwachsen ist.

Zum Schluss sei noch als ein weiterer Vortheil, den das neue System gewährt, erwähnt, dass bei dem authentischen Charakter, den die Sparbücher durch die Empfangscheine besitzen, die Verwaltung dazu hat übergehen können, die sofortige Rückzahlung von Einlagen bis zu 100 Fr. *bei jeder beliebigen Postanstalt* zu gestatten. Hierdurch wird den Einlegern, welche bei Antritt einer Reise die Vorsicht gebraucht haben, ihr Sparbuch mitzunehmen, die Möglichkeit geboten, sich gegen gehörige Legitimation bei jeder beliebigen Postanstalt einen Betrag bis zu 100 Fr. zurückzahlen lassen zu können: eine Neuerung, die, wie allseitig anerkannt werden muss, als eine sehr zweckmässige bezeichnet werden kann.

In Belgien sind 883 Postanstalten verschiedener Klassen mit Wahrnehmung von Sparkassengeschäften

On account of the great security afforded to the Administration by this new system of control, it has been possible to dispense altogether with the acknowledgements of receipt which had to be forwarded by the Administration direct to depositors for deposits exceeding 20 francs in amount.

If it is recollected that there are Administrations of large countries which forward, in this manner, an acknowledgment for each deposit, however insignificant, it may easily be imagined how enormous a saving of time and expense would result from the adoption of this system, which would also afford them a more effectual guarantee against fraud.

Another simplification resulting from this system is that, in consequence of the abolition of the acknowledgements of receipt, the necessity for the postmasters to send in daily their accounts relative to the Savings Bank transactions effected by them, no longer exists.

Semi-monthly accounts may therefore be substituted for the daily accounts, which constitutes another saving of labour both for the offices and the Central Administration.

Lastly, a further advantage accruing from the new system is that these coupons ensure such absolute freedom from fraud in the depositors' books, that the Administration has deemed it admissible to allow the immediate repayment *at any office*, of sums not exceeding 100 francs. In this manner, depositors who, on starting on a journey, are careful to take their depositors' books with them, are enabled, on the sole condition of proving their identity, to withdraw at any post-office whatever sums not exceeding 100 francs, an innovation which, it must be acknowledged, is most happy.

There are, in Belgium, 883 post-offices of various categories which are authorised to transact Savings Bank



qui sont chargés du service de la Caisse d'épargne. On compte en outre 60 bureaux auxiliaires (agences de la banque, etc.) qui relèvent directement de l'Administration de la caisse, soit en tout 943 bureaux. Il s'en suit que les habitants des campagnes placés dans les moins bonnes conditions, n'ont guère que deux lieues de chemin à faire pour aller verser leurs fonds à la caisse.

### Les postes britanniques pendant l'exercice 1880/81.

Nous extrayons du rapport de gestion récemment publié par M. le Maître-général des postes du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne, pour l'exercice clos le 31 mars 1881, les renseignements suivants qui nous paraissent présenter un intérêt général.

Le nombre des *lettres* expédiées pendant les 12 mois de l'exercice est de 1,176,423,600; il est de 4,3% supérieur à celui de l'exercice précédent; le nombre des *cartes postales* a été de 122,884,000 et présente une augmentation de 7,4%; celui des *journaux*, de 133,796,000, avec une augmentation de 2,5%, et enfin celui des *paquets de livres et circulaires*, de 248,881,600 avec une augmentation de 16,3%. Le nombre des *lettres inscrites* a également subi un accroissement notable; il a été, en effet, de 10,034,546; il était de 8,739,191 l'exercice précédent; il y a donc augmentation de 14,8%.

On s'est également vu obligé de donner plus d'extension au service et à son organisation, et 337 *nouveaux offices secondaires* ont dû être créés, ce qui porte à 13,637 le nombre total de ces offices; en y ajoutant 912 offices principaux on voit que 14,549 offices postaux fonctionnent dans le Royaume-Uni. Il y avait 27,709 *boîtes aux lettres*, soit 620 de plus que l'année dernière. Accrington, Blackburn, Bangor, Chelmsford, Durham,

betrout. Ausserdem bestehen noch 60 Hilfsanstalten (Agenturen der Bank etc.), welche der Bankverwaltung direkt unterstehen, sodass die Gesamtzahl der Annahmestellen sich auf 943 beläuft. Die Folge ist, dass Bewohner des platten Landes im ungünstigsten Falle einen Weg von höchstens 2 Stunden zurücklegen müssen, um ihre Ersparnisse nutzbringend anlegen zu können.

### Das britische Postwesen im Jahre 1880/81.

Dem vor Kurzem veröffentlichten Verwaltungsberichte des Königlich Grossbritannischen General - Postmeisters für das mit dem 31. März 1881 abgelaufene Etatsjahrentnehmen wir die nachstehenden Daten von allgemeinem Interesse.

Die *Zahl der* in dem Vereinigten Königreiche während der 12 Monate des Rechnungsjahrs bestellten *Briefe* betrug 1,176,423,600 Stück, mithin eine Zunahme von 4,3% gegenüber dem vorhergegangenen gleichen Zeitraume; die Zahl der *Postkarten* belief sich auf 122,884,000, mithin Zunahme 7,4%; die Zahl der *Zeitungen* war auf 133,796,000 Stück angewachsen, somit Zunahme 2,5%; die Zahl der *Bücherpakete* und *Circulare* hatte um 16,3% zugenommen und betrug 248,881,600 Stück. Auch die Vermehrung der *ingeschriebenen Briefe* war eine beträchtliche zu nennen. Die Zahl derselben betrug 10,034,546 gegen 8,739,191 im Vorjahre, mithin eine Zunahme von 14,8 Procent.

Nothwendiger Weise hatten auch die Betriebseinrichtungen erweitert werden müssen. Es wurden 337 *neue Unter - Aemter* eröffnet, so dass die Gesamtzahl dieser Anstalten sich auf 13,637 erhöhte; unter Hinzurechnung von 912 Haupt - Aemtern fanden sich demnach im Vereinigten Königreich 14,549 *Postanstalten* vor. Die Zahl der *Briefkasten* betrug

business. To these must be added 60 auxiliary offices (branches of the National Bank, &c.) which are under the immediate control of the Savings Bank Administration, thus raising the total number of such offices to 943. The consequence is, that even in the most unfavourable case, nobody has to walk more than two leagues in order to deposit his savings in the Savings Bank.

### The British postal service during the year 1880/81.

We extract the following details of general interest from the Annual Report on the Post Office for the financial year ended 31<sup>st</sup> March 1881 which has lately been published by the British Postmaster General:—

The *number of letters* delivered in the United Kingdom during the 12 months of the financial year was 1,176,243,600, showing an increase of 4,3 per cent. as compared with the preceding year; the number of *post cards*, 122,884,000, an increase of 7,4 per cent.; the number of *newspapers*, 133,796,000, an increase of 2,5 per cent.; and the number of *book packets* and *circulars*, 248,881,600, an increase of 16,3 per cent. There is again a marked increase in *registered letters*, the number recorded being 10,034,546, against 8,739,191 of the previous year, or an increase of 14,8 per cent.

The machinery of the Department has necessarily been extended; 337 new *Sub-Offices* have been opened, raising the total number of such establishments to 13,637, which, with 912 Head Offices, makes the grand total of *Post Offices*, 14,549. About 620 *letter-boxes* have been added, and the number of receptacles of all



Haverfordwest, Keighley, Kirkcaldy, Oxford, Scarborough et Slough ont été dotés de *nouveaux locaux de service* et l'on a entrepris la construction de locaux analogues dans beaucoup d'autres villes importantes. La *distribution matinale* a été considérablement accélérée dans les districts suburbains, en tenant compte surtout de l'intérêt des personnes que leurs affaires appellent à venir tous les jours à Londres de bonne heure. Les *moyens de correspondance* avec la métropole, par la poste, ont également été améliorés ainsi que le service des vapeurs desservant les îles de la Manche. Mentionnons encore qu'une foule de localités ont été dotées de tricycles (vélocipèdes à trois roues) destinés à faciliter le service de distribution des facteurs et à accélérer la remise des lettres à domicile.

L'état des fonctionnaires a subi une augmentation de 800 personnes, en sorte qu'au 31 décembre 1880, le nombre des fonctionnaires de tous grades était de 47,000, dont 2000 du sexe féminin. Les avantages qu'a présenté l'emploi des femmes comme agents dans les caisses d'épargne et au "*Receiver and Accountants General Office*" engagèrent à en admettre un plus grand nombre. L'état sanitaire du personnel est signalé comme tout à fait satisfaisant; on constate entre autres que, sauf quelques cas de peu de gravité, les fonctionnaires des postes ont été préservés de la petite vérole qui a sévi, et l'on attribue cet heureux résultat à l'obligation imposée à toute personne employée par l'administration, de se faire revacciner.

Parmi les accidents survenus pendant cet exercice, on doit mentionner les violentes tourmentes de neige qui forcèrent les chemins de fer de suspendre leur service et imposèrent à l'administration des efforts extraordinaires, entraînant un surcroît considérable de dépenses. Le 18 janvier, aucun courrier de nuit ne put partir de Londres, et le 4 mars, cinq voitures furent bloquées par les neiges, en Ecosse, et ne purent être dégagées que le 7 mars suivant. Le chemin de

27,709, d. i. 620 mehr als im Vorjahre. Mit *neuen Dienstgebäuden* sind Accrington, Blackburn, Bangor, Chelmsford, Durham, Haverfordwest, Keighley, Kirkcaldy, Oxford, Scarborough und Slough versehen worden, während in vielen anderen wichtigen Städten Gebäude in Angriff genommen worden sind. Die *Morgen-Bestellung* in den vorstädtischen Distrikten wurde wesentlich beschleunigt, vorzugsweise im Interesse derjenigen Personen, deren tägliche Geschäfte ihre zeitige Anwesenheit in London erfordern. Es sind ferner die *Postverbindungen* nach und von der Metropole vermehrt und die *Dampfschiffsverbindungen* mit den Kanal-Inseln verbessert worden. Ferner sei erwähnt, dass, um den Briefträgern Erleichterung zu verschaffen und um die Bestellung der Briefe zu beschleunigen, Tricycles (Velociped mit 3 Rädern) in vielen Orten eingestellt sind.

Die *Zahl der Beamten* ist um 800 vermehrt worden, so dass am 31. December 1880 die Gesamtzahl der Beamten aller Grade 47,000 betrug, darunter über 2000 Frauen. Der Erfolg, welcher mit der Verwendung von Frauen als Clerks in den Sparkassen und in den *Receiver and Accountant General's Office* erzielt worden ist, hat zu einer erheblichen Mehr-Einstellung derselben geführt. Der *Gesundheitszustand des Personals* wird als ein durchaus befriedigender bezeichnet; insbesondere wird hervorgehoben, dass die Beamten von der herrschenden Pockenkrankheit, bis auf einige leichte Fälle, verschont geblieben sind. Man schreibt dieses günstige Resultat dem Umstande zu, dass jede in der Postverwaltung beschäftigte Person sich der Revaccination unterwerfen muss.

Unter den im Jahre vorgekommenen *Unfällen* sind ausserordentlich heftige Schneestürme zu erwähnen, welche die Bahnverbindungen unterbrachen und die Thatkraft der Verwaltung in hohem Grade in Anspruch nahmen, aber auch erhebliche Mehrausgaben verursachten. Am 18. Januar konnte keine Nachtpost von London abgesandt werden, und am

sorts for letters may be stated at 27,709. *New buildings* have been provided at Accrington, Blackburn, Bangor, Chelmsford, Durham, Haverfordwest, Keighley, Kirkcaldy, Oxford, Scarborough, and Slough, and others commenced in many important towns. The *morning delivery* of letters in the Suburban Districts has been considerably accelerated, with a view to the convenience of those whose daily business requires their early attendance in London. *New mails* to and from the Metropolis have been established, and the packet communication with the Channel Islands has been improved. It may be mentioned that, in order to afford relief to letter carriers and to expedite the delivery of letters, tricycles have been introduced in many places.

Eight hundred officers have been added to the *force*, which on the 31<sup>st</sup> of December last had reached a total, including all grades, of over 47,000 persons, of whom over 2000 are women. The success obtained in employing women as clerks in the Savings Bank and the Receiver and Accountant General's Office has led to their number being considerably increased. The *health of the staff* is stated to have been generally good, and the Report draws particular attention to the fact that, notwithstanding the prevalence of small-pox, the servants of the Department have, with the exception of a few cases of a mild type, enjoyed perfect immunity from that disease; this satisfactory result is attributed to the circumstance that every person employed in the Department has to be revaccinated.

Among the *incidents* of the year may be mentioned snow storms of extraordinary violence, which impeding railway communication, and severely taxing the energies of the Department, occasioned large additional expenditure. On the 18<sup>th</sup> of January no night mail could be despatched

fer de Sutherland à Caithness cessa tout service pendant quinze jours.

Il a été transporté, durant la *semaine de Noël*, plus de 11 $\frac{1}{2}$  millions de lettres et de paquets en sus des expéditions ordinaires; en outre l'office de poste central eut à manipuler une quantité de lettres inscrites représentant un excédant de 4 tonnes\*) sur le poids habituel de cette catégorie d'envois, et cet excédant équivalait à une recette d'environ 58,000 £. Pour venir à bout de ce surcroît extraordinaire de travail, on fut obligé d'employer au service postal des volontaires appartenant aux autres départements, en dehors de leurs heures de service habituelles, et l'on eut l'occasion d'apprécier toute la valeur de cet obligeant concours.

Plus de 5,300,000 lettres ont passé par les mains de l'*office des lettres en retour* (rebuts); sur ce nombre, 475,000 ne purent être ni remises à leurs destinataires, ni restituées à leurs expéditeurs. Une de ces lettres renfermait une bank-note de 100 £. qui n'a pas été réclamée; sur le cachet d'une autre lettre adhérait un souverain que l'expéditeur avait oublié d'en détacher, mais qui put lui être restitué plus tard. L'*office des lettres en retour* (rebuts) a reçu en outre environ un demi-million de cartes postales, 4 millions de paquets de livres et 400,000 journaux. Plus de 27,000 lettres se trouvaient dépourvues d'adresse, 5000 envois ne présentaient aucun indice pouvant permettre de retrouver leur expéditeur, et 1340 envois environ renfermaient des objets de valeur pour une somme totale de près de 5000 £.; enfin, en raison de la faiblesse de l'enveloppe, plus de 3000 objets étaient sortis de leur emballage, ce qui a certainement donné lieu à bien des mécomptes. On constate aussi la persistance de l'abus consistant à envoyer, par la poste aux lettres, des objets susceptibles de se gâter facilement, tels que poissons, saucissons, oiseaux à empailer, fruits, légumes, gelées, petits chats vivants,

Freitag den 4. März wurden in Schottland 5 Wagen im Schnee blockirt, welche erst am 7. März wieder flott gemacht werden konnten; die Sutherland and Caithness Eisenbahn hatte den Dienst auf 14 Tage eingestellt.

Während der *Weihnachtswoche* wurden mehr als 11 $\frac{1}{2}$  Millionen Briefe und Packete über die gewöhnliche Anzahl der Korrespondenz hinaus befördert; ausserdem wurden an Einschreibbriefen 4 Tonnen\*) mehr als für gewöhnlich durch das Central-Postamt bearbeitet, für welche ein Porto von nahezu 58,000 £ aufgekomen war. Um diesen ausserordentlichen Verkehr zu bewältigen, wurden Freiwillige aus anderen Staats-Departements, nach Ablauf ihrer Dienststunden, im Postdienst beschäftigt: eine Aushilfe, welche sich als sehr schätzbar erwiesen hat.

Ueber 5,300,000 Briefe wurden in dem *Retourbriefamte* behandelt. 475,000 derselben konnten weder bestellt, noch an die Absender zurückgegeben werden. Ein Brief enthielt eine Banknote von 100 £, welche noch nicht zurückgefordert worden ist. Auf dem Siegel eines anderen Briefes fand sich ein Sovereign befestigt, welcher dem Eigentümer, der vergessen hatte, das Geldstück wieder abzunehmen, zurückgegeben wurde. Ausserdem mussten ungefähr  $\frac{1}{2}$  Million Postkarten, 4 Millionen Bücherpakete und 400,000 Zeitungen dem *Retourbriefamt* überwiesen werden. Auf mehr als 27,000 Briefen fand sich überhaupt keine Adresse vor. 5000 Stück gaben keinen Anhalt über den Namen der Absender, und 1340 Stück enthielten Werthgegenstände zum Betrage von beinahe 5000 £. In Folge der Verwendung zu *dünnere Umschläge* waren ungefähr 3000 Gegenstände aus denselben entfallen, ein Umstand, welcher zweifellos zu mancherlei Enttäuschungen Anlass gegeben hat. Im Weiteren besteht noch immer der Missbrauch, Thiere und leicht verderbliche Gegenstände, wie Fische, Würste, auszustopfende Vögel,

from London, and on Friday the 4<sup>th</sup> of March five carriages were blocked in the snow in Scotland, and were not extricated till the following Monday, while the Sutherland and Caithness Railway was completely closed for a fortnight.

During the *Christmas week* more than 11 $\frac{1}{2}$  millions of letters and packets, over and above the ordinary correspondence, and 4 tons\*) of extra registered letters, representing a total postage of nearly 58,000 £, passed through the Central Office. To meet such extraordinary pressure the services of volunteers from other Departments of State were obtained after office hours, and the assistance thus procured was found most valuable.

Over 5,300,000 letters were dealt with in the *Returned Letter Office*, 475,000 of which it was found impossible to deliver or return. One contained a bank note for 100 £, still unclaimed, and attached to the seal of another was a sovereign, which was returned to the owner, who had forgotten to remove it. In addition to the letters, about  $\frac{1}{2}$  million of post cards, 4 millions of book packets, and 400,000 newspapers found their way to the same Office. More than 27,000 letters were posted without any address whatever, 5000 furnished no clue to the name of the sender, and 1340 contained articles of value to the amount of nearly 5000 £. The use of *too fragile covers* occasioned the escape of some 3000 articles, and no doubt entailed much disappointment. The habit of transmitting animal and perishable matter, such as fish, sausages, birds to be stuffed, fruit, salads, jellies, live kittens, and dead rats still prevails, notwithstanding that such articles are liable to be stopped.

\*) 1 tonne = 1016 kilogrammes.

\*) 1 Tonne = 1016 Kilogr.

\*) 1 ton = 1016 kilogrammes.

rats morts, etc., bien que ces sortes d'envois tombent sous le coup du séquestre.

On peut citer comme une preuve de l'élasticité de l'organisation postale, le fait qu'à Hull il a été possible d'effectuer régulièrement et sans retard, dans les 48 heures, la remise à domicile d'environ 300,000 circulaires pesant 20 tonnes. Ces circulaires étaient envoyées par une seule maison, qui eut à payer 2380 £. de port. Le transport de ces circulaires exigea l'emploi de 7 wagons spéciaux.

En ce qui concerne les *postes étrangères et les postes coloniales*, il a été introduit, dans l'expédition de la poste de nuit pour Paris, une amélioration tendant à ce que la remise à domicile, dans cette ville, puisse s'effectuer d'une manière plus rapide et plus régulière. Il a été créé un service hebdomadaire pour Natal, et le service bi-mensuel pour le Chili et le Pérou, qui, pendant la guerre, était réduit à un service mensuel, a été rétabli.

Cinq colonies britanniques et quatre États étrangers sont nouvellement entrés dans l'*Union postale universelle*; il en est résulté une réduction du port de et pour ces pays, de 1 sh. à 4 d. par demi-once.

Au sujet de l'organisation du *service des petits paquets* prévu par l'arrangement de Paris du 3 novembre 1880, l' rapport constate qu'il n'a pas été possible à la Grande-Bretagne d'adhérer à cet arrangement, avant d'avoir elle-même introduit ce service dans ses relations intérieures; aucun résultat satisfaisant n'a pu encore être obtenu dans ce sens, malgré les démarches et les efforts constants de l'administration.

Dans le but de favoriser l'épargne, une nouvelle organisation a été introduite en connexion avec le service des caisses d'épargne postales. Une loi entrée en vigueur le 22 novembre 1880, prescrit, en effet, que les per-

Früchte, Salate, Gallerte, lebende Kätzchen oder todte Ratten mit der Briefpost zu befördern, obwohl derartige Gegenstände der Beschlagnahme unterliegen.

Als Beweis für die Elasticität der postalischen Organisation wird der Fall angeführt, dass in Hull die Bestellung von beinahe 300,000 Circularen im Gewicht von 20 Tonnen innerhalb 48 Stunden ordnungsmässig und ohne Verzögerung stattgefunden habe. Die Circulare waren von einer einzigen Gesellschaft abgesandt; an Porto hatte dieselbe dafür 2380 £ zu zahlen. Die Beförderung der Circulare machte die Einstellung von 7 besonderen Eisenbahnwagen erforderlich.

Was die *fremden und die Kolonial-Posten* betrifft, so ist eine Verbesserung in der Beförderung der Nachtpost nach Paris zu dem Zwecke gemacht worden, um eine frühere und regelmässige Bestellung in dieser Hauptstadt sicher zu stellen. Mit Natal ist ein wöchentlicher Dienst eingerichtet worden. Der vierzehntägige Dienst mit Chili und Peru, welcher während des Krieges zwischen diesen Republiken auf einen monatlichen Dienst beschränkt worden war, ist wieder eingerichtet.

Fünf weitere britische Kolonien und vier fremde Staaten sind dem *Weltpostverein* beigetreten, so dass das Porto von und nach diesen Ländern von 1 sh. auf 4 d. für die halbe Unze hat ermässigt werden können.

Bezüglich der Einrichtung eines *Packetpostdienstes* auf Grund des Pariser Vertrags vom 3. November 1880 erwähnt der Bericht, dass es für Grossbritannien nicht möglich gewesen sei, dem Vertrage beizutreten, ohne diesen Dienst zuvor im inneren Verkehr des Vereinigten Königreichs eingerichtet zu haben, und dass, obgleich beständige Anstrengungen nach dieser Richtung hin gemacht worden seien, das gewünschte Resultat sich noch nicht habe herbeiführen lassen.

In Verbindung mit dem Postsparkassen-System ist eine neue Einrichtung zur Anregung der Spar-

The following incident is related proving the elasticity of the Postal organisation under heavy pressure. At Hull the distribution of nearly 300,000 circulars, weighing 20 tons, issued by a single company, and representing 2380 £ worth of postage, was effected without confusion or delay in 48 hours. The despatch necessitated the employment of 7 extra railway-vans.

With respect to *Foreign and Colonial Posts*, an improvement has been made in the despatch of the night mail to Paris, the effect of which is to ensure an earlier and more regular delivery in that capital. A weekly service has been provided to Natal. The fortnightly service to Chili and Peru, which had been reduced to a monthly service during the war between those Republics has been resumed.

Five more British Colonies and four Foreign States have entered the *Universal Postal Union*, with the effect of reducing the postage to and from those countries from 1 s. to 4 d. per half-ounce.

With regard to the establishment of a *Parcel Post* on the basis of the Paris Convention of the 3<sup>d</sup> of November 1880, the Report states that it was impossible for Great Britain to sign the Convention without having previously established for herself an Inland Parcel Post, and that, although strenuous efforts have been made to effect this object, the desired result has not yet been achieved.

A new arrangement, in connection with the Post Office Savings Bank system, has been made to encourage thrift. On the 22<sup>nd</sup> of November 1880

sonnes désirant placer des sommes de 10 à 100 £. en papiers d'État, sont autorisées à le faire par l'intermédiaire des caisses d'épargne, moyennant un léger droit variant de 9 d. à 2 sh. 3 d., sans avoir rien à payer pour l'encaissement des dividendes. On peut effectuer le placement soit par un transfert d'espèces du compte de dépôt, soit en déposant une somme affectée spécialement à un placement immédiat. Les transferts ainsi effectués sur l'avoir déposé aux caisses d'épargne, représentaient, du 22 novembre au 31 mars, un montant de 151,465 £., tandis que les sommes versées spécialement avec affectation de placement, s'élevaient à 230,674 £. Cette somme totale de 382,139 £. représentait les placements de 6,300 personnes environ.

Le rapport constate avec satisfaction que les ventes n'ont pas excédé 7,500 £. Les mesures nécessitées par l'exécution de cette loi sur l'ensemble du territoire du royaume, ont été d'une nature assez compliquée; néanmoins le fait que ce nouveau service n'a donné lieu à aucune irrégularité ni erreur, est un témoignage des plus honorables en faveur des fonctionnaires de l'administration qui en furent chargés. Malgré la diminution de l'encaisse en numéraire, due à cette nouvelle combinaison, l'ensemble des versements effectués aux caisses d'épargne, y compris les intérêts échus, n'en comportait pas moins, au 31 décembre 1880, un total de 33,744,637 £. soit 1,732,503 £. de plus qu'en 1879 à la même date. Le nombre des déposants a été en total de 2,185,000.

Depuis un certain temps, l'administration des postes britanniques cherchait un moyen qui permit d'effectuer des dépôts au-dessous de 1 sh., limite fixée par le Parlement. Dans ce but et afin d'encourager l'épargne ces montants les plus minimes, l'administration se décida à créer des bandes faites d'un papier particulier, bandes qu'elle fit distribuer gratuitement, et prescrivit que, dès que 12

samkeit geschaffen worden. Am 22. November 1880 trat nämlich ein Gesetz in Kraft, nach welchem Personen, wenn sie Beträge zwischen 10 und 100 £ in Staatspapieren anzulegen wünschten, dieses durch Vermittlung der Sparkassen gegen eine geringe, zwischen 9 d. und 2 sh. 3 d. variierende Gebühr, besorgen lassen können, ohne noch weitere Gebühren für die Einforderung der Dividenden zu zahlen. Die Anlegung kann entweder durch Ueberweisung von Geldern aus dem Konto der Sparkassen-Einzahler oder vermittels eines Betrages erfolgen, welcher speziell zur unmittelbaren Anlegung deponirt wird. Der solchergestalt aus den Sparkassen-Guthaben zwischen dem 22. November und 31. März überwiesene Betrag belief sich auf 151,465 £, während die speziell zur Anlegung deponirten Gelder 230,674 £ ausmachten. Die Gesamtsumme von 382,139 £ war von ungefähr 6300 Personen angelegt worden. Mit Befriedigung erwähnt der Bericht, dass die Verkäufe 7500 £ nicht überstiegen haben. Die erforderlichen Vorkehrungen zur Ausführung des fraglichen Gesetzes im ganzen Bereich des Vereinigten Königreichs waren ziemlich verwickelter Natur, und die Thatsache, dass die Einrichtung gleichwohl ohne Versehen durchgeführt wurde, stellt den damit betraut gewesenen Beamten der Verwaltung ein ehrendes Zeugnis aus. Ungeachtet des durch die neue Einrichtung herbeigeführten Abganges von Geldern hatten doch die gesammten Einzahlungen in die Sparkassen, einschliesslich der fälligen Zinsen, am 31. Dezember 1880 den Betrag von 33,744,637 £ erreicht, mithin 1,732,503 £ mehr, als an demselben Tage des Jahres 1879. Die Gesamtzahl der Einzahler belief sich auf 2,185,000.

Seit einiger Zeit war das Bestreben der britischen Postverwaltung darauf gerichtet, den Mindestbetrag der Einzahlungen auf Summen unter 1 sh. zu ermöglichen, welcher letzterer Betrag seitens des Parlaments festgesetzt worden war. Zu dem Ende und um zum Sparen sehr kleiner Summen An-

an Act came into operation by which any person desiring to invest any sum between 10 £ and 100 £ in *Government Stock* can do so through the agency of a Savings Bank at a trifling expense varying from 9 d. to 2 s. 3 d., and have the dividends collected free of further charge. The purchase can be effected either by transferring money from the Depositor's account, or by means of a sum specially deposited for immediate investment. Between the 22<sup>nd</sup> of November and the 31<sup>st</sup> of March the amount thus transferred through the Post Office Savings Banks was 151,465 £, and the amount specially deposited 230,674 £, making an aggregate of 382,139 £ invested by about 6300 persons, and it is satisfactory to notice that the sales did not exceed 7500 £. The machinery required to set this Act in motion throughout the kingdom was of a somewhat complex character, and the fact that the measure has been carried out without any failure reflects the highest credit on the officers of the Department on whom this duty devolved. Notwithstanding the channel thus opened, the total amount of deposits, with the interest due, had on the 31<sup>st</sup> of December 1880 reached 33,744,637 £, showing an increase of 1,732,503 £ over the amount recorded on the corresponding day of 1879. The total number of Depositors was 2,185,000.

The attention of the Department had for some time been drawn to the demand for a minimum limit of deposit lower than the shilling prescribed by Parliament. With a view to meet this demand, and to encourage the saving of very small sums, small slips of paper, specially prepared, were provided by the Department, and distributed gratis, with an intimation that if twelve penny postage stamps were affixed to them they would be accepted as a deposit of one shilling. The plan was in the

timbres-poste de 1 d. chacun se trouveraient collés sur ces bandes, celles-ci seraient considérées et reçues au même titre qu'un versement de 1 sh. Ce système fut d'abord mis en pratique, à titre d'essai, dans quelques comtés seulement. A peine fonctionnait-il depuis peu de semaines, que son succès était déjà assez assuré pour permettre de l'appliquer, dès le 15 novembre 1880, dans toute l'étendue du Royaume. On a réellement du plaisir à voir l'état de propreté dans lequel ces bandes reviennent à l'administration. Il en avait été distribué, à la fin de mars, 576,560. Les nouveaux comptes ouverts d'après ce système sont au nombre d'environ 223,000. On se fera une idée générale de la quantité des petits versements effectués ainsi, en songeant que, d'après un relevé fait sur deux jours du mois de mars, 59 % de l'ensemble des nouveaux comptes ouverts en Ecosse, concernent des dépôts de 1 sh. Cette proportion est de 40 % pour l'Angleterre et le Pays de Galles et de 22 % pour l'Irlande. Beaucoup des nouveaux déposants se trouvent encore sur les bancs de l'école.

Les caisses d'épargne fonctionnant aujourd'hui dans le Royaume-Uni sont au nombre de 6,302; ce nombre était de 6,016 en 1880.

L'acte de 1880, concernant les mandats postaux, a permis d'introduire, dès le 1<sup>er</sup> janvier, un moyen simple et avantageux d'expédier de petites sommes dans toute l'étendue du Royaume. Les formulaires de ces mandats (*Postal Orders*) sont en vente auprès de tous les offices de mandats, au montant de 1 à 20 sh. Le droit à payer varie de  $\frac{1}{2}$  à 2 d. Dans l'espace de trois mois, il en a été vendu 646,989 représentant un total de 292,150 £. Les droits ont produit 3,750 £. L'accroissement constant des demandes prouve d'une manière suffisamment évidente que le public sait apprécier les avantages de ce service. Toutes les écritures concernant les mandats postaux sont confiées à des fonctionnaires féminins.

regung zu geben, wurden durch die Verwaltung kleine, besonders präparirte *Papierstreifen* beschafft und unentgeltlich vertheilt, wobei darauf hingewiesen wurde, dass wenn 12 Stück Marken zu 1 d. darauf befestigt seien, diese als eine Einzahlung von 1 sh. angesehen werden sollten. Zunächst wurde die Einrichtung versuchsweise in einzelnen Grafschaften getroffen. Dieselbe war indess erst während einiger Wochen in Kraft getreten, als der Erfolg bereits ein so ausgesprochener war, dass das Verfahren vom 15. November 1880 an auf das ganze Land ausgedehnt wurde. Die saubere Beschaffenheit, in welcher die Papierstreifen eingehen, ist erfreulich. Die Anzahl derselben betrug Ende März 1881: 576,560 Stück. Die auf diese Weise eingerichteten neuen Kontos werden auf 223,000 geschätzt. Was die Zahl der kleinen Spareinlagen im Allgemeinen betrifft, so wird man sich einen Begriff von der Menge derselben aus dem Umstande herleiten können, dass nach einer an zwei Tagen im März vorgenommenen Ermittlung 59 Procent der Gesamtzahl der in Schottland neu eingerichteten Kontos mit Einlagen von 1 sh. eröffnet wurden. Die Zahl dieser Kontos betrug in England und Wales 40 Procent, in Irland 22 Procent. Eine erhebliche Anzahl dieser beginnenden Sparer ist in den Schulen zu suchen.

Die Zahl der gegenwärtig im Vereinigten Königreich eingerichteten *Sparbanken* beläuft sich auf 6302, gegen 6016 im Vorjahr.

Durch die Postanweisungs-Akte vom Jahre 1880 trat mit dem 1. Januar eine billige und einfache Einrichtung, kleine Summen innerhalb des Königreichs zu versenden, in's Leben. Formulare zu diesen *Postanweisungen (Postal Orders)* sind bei allen Postanweisungs-Aemtern käuflich und lauten auf Summen von 1 bis 20 sh. Die Gebühr variirt zwischen  $\frac{1}{2}$  d. und 2 d. Im Laufe von drei Monaten wurden 646,989 solcher Anweisungen auf den Gesamtbetrag von 292,150 £ verkauft. Die für dieselben aufgekommene Gebühr be-

first instance tried as an experiment in certain counties. Before it had been in operation for more than a few weeks its success became so marked that the Administration decided that on the 15<sup>th</sup> of November 1880 it should be extended to the whole country. The cleanly condition in which the slips arrive is gratifying. The number received to the close of March 1881 was 576,560, and it is estimated that 223,000 new accounts originated in this manner. As regards small deposits generally, an idea as to their number may be derived from an analysis taken on two days in March, when it appeared that 59 per cent. in Scotland of the total number of new accounts opened were commenced with deposits of one shilling; 40 per cent. in England and Wales; 22 per cent. in Ireland; and that a considerable proportion of these beginners are to be found in schools.

The number of *Post Office Savings Banks* now open in the United Kingdom is 6302, as against 6016 mentioned in the last Report.

Under the provisions of the *Postal Orders Act, 1880*, a new system was introduced on the 1<sup>st</sup> of January, providing an inexpensive and easy way of sending small sums of money to different parts of the United Kingdom. Drafts, entitled *Postal Orders*, can now be bought, at any Money Order Office, for different amounts, varying from 1 s. to 20 s., subject to a commission ranging from one half-penny to twopence. In three months 646,989 of such Orders were sold of the value of 292,150 £, producing commission to the amount of 3750 £, and it is evident, from the increasing demand, that the public appreciate the convenience thus provided. The whole of the clerical work con-

La diminution constatée dès 1878 dans l'émission des *mandats d'articles d'argent* (*Money Orders*), se fait de nouveau remarquer comparativement au dernier exercice. La diminution des mandats d'articles d'argent de l'échange intérieur est de 2,7% quant au nombre, et de 2,2% quant au montant. Il faut nécessairement attribuer ce fait aux plus grandes facilités offertes par les mandats postaux (*Postal Orders*) pour la transmission du numéraire. La quantité des mandats de fortes valeurs va en augmentant et l'échange des mandats avec l'étranger et les colonies suit un développement continu. Malgré la diminution du nombre des *mandats d'articles d'argent* pour l'intérieur, les paiements effectués par leur moyen n'en a pas moins atteint une somme de plus de 26 millions de £. Les pertes attribuables à des soustractions ou à des négligences n'ont pas excédé 215 £. L'abaissement constaté dans la somme totale des mandats d'articles d'argent, par rapport au dernier exercice, se trouve à peu près compensée par le chiffre d'émission des mandats postaux (*Postal Orders*), et il faut s'attendre à ce que les résultats réunis de ces deux services dépassent bientôt de beaucoup le montant des paiements effectués exclusivement au moyen des mandats d'articles d'argent (*Money Orders*).

La *recette brute* de l'exercice a dépassé 8¼ millions de £. Elle se décompose comme suit:

	£
Ports des lettres, cartes postales, journaux, etc.	6,478,696
Mandats d'articles d'argent ( <i>Money Orders</i> ); droits . . . . .	246,033
Mandats postaux ( <i>Postal Orders</i> ); droits . . . . .	3,750
Montant des mandats d'articles d'argent non réclamés . . . . .	4,948
Taxes des dépêches télégraphiques . . . . .	1,633,884
Total	8,367,311

trug 3750 £. Aus der vermehrten Nachfrage geht evident hervor, dass das Publikum die dergestalt geschaffene Bequemlichkeit schätzt. Die ganze schriftliche Arbeit bezüglich der *Postal Orders* liegt weiblichen Beamten ob.

Die Abnahme in der Zahl der *Geld-Anweisungen* (*Money Orders*), welche im Jahre 1878 ihren Anfang nahm, tritt wiederum hervor. Im Vergleich zum Vorjahr verminderten sich die Geldanweisungen des inländischen Verkehrs der Zahl nach um 27 %, dem Betrage nach um 22 %. Die Erscheinung muss zweifellos auf die vermehrten Erleichterungen in der Geldübermittlung durch Einschreibbriefe und Postanweisungen zurückgeführt werden. Die Zahl der Anweisungen auf grössere Beträge mehrt sich, und der Anweisungs-Verkehr mit dem Auslande und den Kolonien ist in stetem Steigen begriffen. Ungeachtet der Abnahme des inländischen *Postanweisungs-Verkehrs* beliefen sich die vermittelten Zahlungen auf über 26 Millionen £. Die Verluste in Folge von Unterschlagungen und Vernachlässigungen überschritten nicht 215 £. Die Abnahme in dem Gesamtbetrage der Geldanweisungen gegen das Vorjahr wird durch den Betrag der Postanweisungen nahezu ausgeglichen, und es steht zu erwarten, dass die Ergebnisse beider Methoden zusammengenommen den Betrag der früher auf Geld-Anweisungen allein eingezahlten Summen beträchtlich übersteigen werden.

Die *Brutto-Einnahme* des Jahres belief sich auf etwas über 8¼ Millionen £. nämlich:

	£
Porto für Briefe, Postkarten, Zeitungen u. s. w.	6,478,696
Geldanweisungs- ( <i>Money Order</i> ) Gebühren . . . . .	246,033
Postanweisungs- ( <i>Postal Order</i> ) Gebühren . . . . .	3,750
Betrag nicht abgeforderter <i>Money Orders</i> . . . . .	4,948
Telegramm-Gebühren . . . . .	1,633,884
Im Ganzen	8,367,311

nected with the new *Postal Orders* is performed by a staff of female clerks.

The decrease in the number of *Money Order* transactions, which commenced in 1878, is again visible. The *Inland Orders* recorded show a falling off of 2,7 per cent. in number and 2,2 per cent. in amount as compared with the previous year. This result is no doubt to be attributed to the increased facilities of transmission by other means, such as *Registered Letters* and *Postal Orders*. The numbers of orders for large amounts increase, and the *Foreign and Colonial* business exhibits a steady progress. Notwithstanding the diminution in the *number of Inland Orders*, the gross amount transmitted for the public was over 26 millions sterling, and the losses by fraud and default did not exceed 215 £. The decrease in the gross amount, as compared with last year, is nearly made up by the amount of *Postal Orders* issued in three months, and it may be expected that the results of both methods combined will eventually produce a total considerably in excess of the amount formerly transmitted by *Money Orders* alone.

The *gross revenue* collected within the year was a little over 8¼ millions, arrived at thus:—

	£
Postage on letters, post cards, newspapers, &c.	6,478,696
Commission on <i>Money Orders</i> . . . . .	246,033
Commission on <i>Postal Orders</i> . . . . .	3,750
Value of <i>Unclaimed Money Orders</i> . . . . .	4,948
Revenue from <i>Telegraphs</i>	1,633,884
Total	8,367,311



*Les dépenses ont comporté:*

	£
Pour le service de la poste, y compris les dépenses pour le service des mandats d'articles d'argent et des mandats postaux . . .	3,470,213
Service des paquebots-poste . . . . .	665,446
Service des télégraphes	1,305,006
<b>Total</b>	<b>5,440,665</b>

Le produit net a donc été de 2,926,646 et présente, par rapport à l'exercice précédent, une augmentation de recette de 88,017 £.

La dépense totale indique une augmentation de 268,360 £. Ce résultat doit être attribué exclusivement au surcroît de dépenses qu'entraîne le développement du trafic dans toutes les branches du service. Beaucoup de rubriques contribuant à ce résultat devraient, en bonne règle, être prélevées sur le compte de capitaux. Ainsi dans ces 268,360 £. se trouvent comprises 75,000 £. affectées à la construction de nouvelles lignes télégraphiques pour le Nord, de même que près de 40,000 £, pour la création de bureaux télégraphiques.

Le capital consacré dans le temps au rachat des télégraphes se monte à plus de 10 millions de £., et depuis ce moment, ce service a toujours bouclé par un déficit sur le montant des intérêts; ce déficit a, depuis 1869, atteint le chiffre total de 1,216,000 £. L'exercice 1880/81 est le premier dont, pour le service du télégraphe, le produit net, au montant de 328,878 £., soit parvenu à couvrir intégralement la part d'intérêts au 3% du capital, tout en présentant un excédant effectif de 2462 £. pouvant être affecté à l'extinction de la dette.

Le fait qu'un grand nombre de rubriques de dépenses comprises dans la dépense annuelle relative au trafic du télégraphe, concernent des dépenses rentrant dans le compte de capitaux, a cette conséquence que le bénéfice d'une année ne représente pas, au point de vue strictement com-

*Die Ausgabe betrug:*

	£
Für den Postdienst, einschliesslich der Ausgaben für den Geld- und Postanweisungsdienst . . . . .	3,470,213
Postdampfschiffsdienst . . . . .	665,446
Telegraphendienst . . . . .	1,305,006
<b>Im Ganzen</b>	<b>5,440,665</b>

Die Reineinnahme bezifferte sich sonach auf 2,926,646 mithin gegen das Vorjahr eine Mehreinnahme von 88,017 £.

Die Gesamtausgabe zeigt eine Zunahme von 268,360 £. Dieser Betrag ist ausschliesslich auf die in Verbindung mit der Verkehrszunahme in allen Dienstzweigen entstandenen Mehrkosten zurückzuführen. Viele derjenigen Posten, welche diese Mehrausgabe ausmachen, würden im gewöhnlichen Geschäftsgange auf das Kapital-Konto zu übernehmen sein. So sind in dem vorstehenden Betrage von 268,360 £ : 75,000 £ für den Bau einer neuen Telegraphenlinie nach dem Norden, sowie beinahe 40,000 £ für die Einrichtung von Telegraphenämtern einbegriffen.

Das zur Uebernahme der Telegraphen s. Z. aufgenommene Kapital übersteigt 10 Millionen £, und seither hat das Unternehmen jährlich ein Zinsen-Deficit ergeben, welches seit dem Jahr 1869 den Betrag von 1,216,000 £ erreicht hat. Im Berichtsjahre ist jedoch die jährliche Reineinnahme des Telegraphendienstes, nämlich 328,878 £, zum ersten Mal ausreichend gewesen, die vollen Zinsen für das Kapital mit 3 Procent zu decken und einen wirklichen Ueberschuss von 2462 £ zur Tilgung der Schuld zu erübrigen.

Aus dem Umstande, dass viele Ausgabeposten in der jährlichen Ausgabe für den Telegraphendienst enthalten sind, welche Kapital-Auslagen darstellen, geht hervor, dass der erzielte reine Nutzen eines Jahres die Ergebnisse des Telegraphendienstes für das betreffende Jahr vom *commerciellen Standpunkte* aus nicht genau darstellt. Auf Anordnung des Unter-

*The expenditure was:—*

	£
For Postal service, including Money Order and Postal Order business . . . . .	3,470,213
For Packet service . . . . .	665,446
For Telegraph service . . . . .	1,305,006
<b>Total</b>	<b>5,440,665</b>

The net revenue was therefore 2,926,646 £, being an increase of 88,017 £ on the previous year.

The total expenditure shows an increase of 268,360 £, almost wholly due to the additional outlay necessarily involved in carrying on a business which is rapidly growing in nearly every branch. Many of the items which constitute the increase would in ordinary business be charged to capital account. Thus, in the sum of 268,360 £, to which reference has just been made, 75,000 £ is included which was spent in constructing a new telegraph line in the North, and nearly 40,000 £ in providing telegraph offices.

The capital sum raised for the purchase of the Telegraphs since 1869 exceeded 10 millions sterling, and hitherto the results of the undertaking have exhibited an annual deficiency of interest amounting in the aggregate to not less than 1,216,000 £. For the first time, however, the net Telegraph revenue for the year, viz., 328,878 £ has been sufficient to pay the full interest, 3 per cent., on the capital, and leave a real surplus of 2462 £ towards the cancelling of debt.

From the circumstance that many items are included in the annual Telegraph expenditure which represent capital outlay, it is obvious that



mercial, les résultats du trafic du télégraphe pour cette même année. Aussi la Chambre des communes a-t-elle demandé qu'on soumit tous les ans, au Parlement, un rapport exposant les résultats commerciaux du service télégraphique. Ce rapport n'est pas encore terminé pour l'exercice 1880/81, cependant on peut déjà avoir la certitude que la balance des recettes appelée à y figurer s'élèvera à 444,459 £.

Les dépenses nécessitées par les caisses d'épargne ont été de 188,891 £. soit de 3,389 £. inférieures à celles de l'exercice précédent. Cette réduction apparente des dépenses au moment où le service des caisses d'épargne prenait un grand essor, provient en majeure partie de ce que le montant porté, en 1880, au compte des dépenses pour le nouveau bâtiment de la caisse d'épargne, à *Queen Victoria Street*, est de beaucoup inférieur à celui de l'année dernière. Le bénéfice net assigné au Trésor par les *National Debt Commissioners* s'élevait à 144,879 £. Les sommes indiquées plus haut pour les résultats financiers de l'administration, ne comprennent ni les recettes ni les dépenses concernant les caisses d'épargne. En tenant compte de ces rubriques, le produit total de l'administration des postes comporterait

	8,701,081 £.
et la dépense totale	5,629,556 »

L'excédant comporterait donc en réalité 3,071,525 £.

Ce résultat paraîtra d'autant plus satisfaisant si l'on songe que, sauf la somme payée pour le rachat des télégraphes, l'administration des postes n'a aucun compte de capitaux, et qu'elle est par conséquent obligée de couvrir, au moyen de ses propres recettes, toutes les dépenses que lui impose l'extension à donner à son organisation, en raison du rapide développement de son trafic.

hauses wird dem Parlament daher jährlich ein Bericht vorgelegt, aus welchem die commerciellen Resultate des Telegraphendienstes ersichtlich sind. Der fragliche Bericht für 1880—1881 ist zwar noch nicht fertig gestellt, es kann indess als sicher angenommen werden, dass die in demselben nachzuweisende Gewinn-Bilanz auf 444,459 £ sich belaufen wird.

Die Ausgabe für die Sparkassen betrug 188,891 £, oder 3389 £ weniger als im Vorjahre. Diese scheinbare Verminderung der Ausgabe zu einer Zeit, in welcher eine starke Zunahme des Sparkassengeschäfts stattfand, ist zum grossen Theil auf die Thatsache zurückzuführen, dass der für das Jahr 1880 in Ansatz gebrachte Kostenbetrag für das neue Sparkassengebäude in *Queen Victoria Street* viel geringer war, als derjenige für das Vorjahr. Der an das Schatzamt durch die *National Debt Commissioners* abgeführte Reingewinn bezifferte sich auf 144,879 £. In den vorerwähnten Angaben über die finanziellen Resultate der Verwaltung sind die Einnahmen und Ausgaben für die Sparkassen nicht einbegriffen. Unter Berücksichtigung derselben würde die wirkliche Gesamteinnahme der Postverwaltung . . . . 8,701,081 £  
die Ausgabe dagegen 5,629,556 »

betragen. Der wirkliche Ueberschuss belief sich demnach auf . . . . 3,071,525 £.

Dieses Resultat ist um so mehr befriedigend, wenn man berücksichtigt, dass, mit Ausnahme der Summe, welche für den Ankauf der Telegraphen verausgabt worden ist, die Postverwaltung kein Kapital-Konto besitzt, und dass sie folglich die Ausgaben für sämtliche, in Verbindung mit einer schnellen Zunahme des Verkehrs nothwendig werdende Betriebs-Erweiterungen aus den Einnahmen zu decken hat.

the net profit realised in any particular year does not accurately measure the results of Telegraph business for that year regarded from a *commercial point of view*. By order of the House of Commons a return is annually laid before Parliament showing the commercial results of the telegraph business for each year. Although the return for 1880/81 is not yet ready to be presented it may confidently be expected that it will show a Balance of profit amounting to 444,459 £.

The expense of conducting *Savings Bank business* during the year was 188,891 £, or 3389 £ less than in the previous year. This apparent decrease of expenditure at a time when there was a large increase of business was in a great measure due to the fact that the proportion of the cost of the new Savings Bank building in *Queen Victoria Street* charged to the year 1880 was much less than that charged in the previous year. The net profit paid over to the Exchequer by the *National Debt Commissioners* was 144,879 £. No allusion is made in the account above given to the revenue and expenditure of the Savings Bank Department. But, if the results of the Savings Bank business were included in that account, it would appear that the real gross revenue of the Department was 8,701,081 £  
and the expenditure 5,629,556 »  
showing a profit of 3,071,525 £

This result is the more satisfactory when it is borne in mind that, except with regard to the sum expended in the purchase of the Telegraphs, the Post Office has no capital account, and has consequently to provide out of income for the expenses of all the extensions inseparably connected with a rapidly increasing business.

## Les rapports entre la Poste et les Chemins de fer.

(Suite).

En *Italie* le service de transport des correspondances sur toute l'étendue des chemins de fer est régi par les dispositions suivantes:

1° Dans les trains ordinaires de voyageurs ou de marchandises, qui sont désignés par l'Administration supérieure des Postes, les Compagnies de chemins de fer sont obligées d'affecter gratuitement, au service des postes, un compartiment spécial assez spacieux pour recevoir non seulement les dépêches, mais aussi le messenger-convoyeur.

2° Si le nombre des dépêches ou d'autres circonstances de service exigent l'emploi de voitures spéciales, ou bien si l'Administration des Postes veut établir des bureaux ambulants, les Compagnies sont tenues de faire voyager gratuitement ces voitures et ces bureaux par tous les trains ordinaires, tant à l'aller qu'au retour. Les voitures affectées à ce service sont construites et entretenues par les Compagnies de chemins de fer, aux frais de l'Administration des Postes, qui a la faculté d'en régler la forme et l'aménagement intérieur.

3° L'Administration des Postes ne peut demander aucun changement dans la marche ni dans les stationnements des trains. Si elle veut employer un train spécial d'une vitesse ordinaire ou de grande vitesse, les Compagnies ne peuvent pas s'y refuser; mais dans ce cas, ces dernières sont indemnisées des frais de parcours, qui sont établis de gré à gré ou bien à dire d'experts.

4° Si l'Administration des Postes demande un train spécial, les Compagnies ont le droit de placer dans ce train des voitures pour le transport, à leur profit, de voyageurs de toutes classes et de marchandises de grande vitesse, pourvu que le service postal n'en souffre pas.

5° Le poids des voitures pour le service des postes ne peut excéder 4000 kilogrammes, le poids des dépêches compris. Pour un poids su-

## Die Verhältnisse der Post zu den Eisenbahnen.

(Fortsetzung).

In *Italien* sind die Dienstverhältnisse zwischen der Postverwaltung und sämtlichen Eisenbahnen wie folgt geregelt:

1. Die Eisenbahnen haben die Verpflichtung, für die Postverwaltung bei jedem fahrplanmässigen Personen- oder Güterzuge eine genügend grosse Wagenabtheilung zur Beförderung der Briefpakete und der zu ihrer Begleitung erforderlichen Postschaffner unentgeltlich zu stellen.

2. Sofern der Umfang der Postsendungen oder sonstige Umstände einen ganzen Wagen erforderlich machen, oder wenn die Postverwaltung Bahnposten einstellen will, sind die Eisenbahnen gehalten, diese Wagen oder Bahnposten bei jedem gewöhnlichen Zuge unentgeltlich zu befördern. Die betreffenden Wagen werden von den Eisenbahnen für Rechnung der Postverwaltung, welche die Form und innere Einrichtung derselben zu bestimmen hat, erbaut und unterhalten.

3. Aenderungen im Gange der Züge, sowie bezüglich der Haltepunkte können von der Postverwaltung nicht beansprucht werden. Letztere kann die Einlegung besonderer Züge mit gewöhnlicher oder beschleunigter Fahrgeschwindigkeit gegen Erstattung der zu vereinbarenden oder durch Urtheil von Sachverständigen festzustellenden Beförderungskosten von den Eisenbahnen verlangen.

4. Wird von der Postverwaltung die Einlegung eines besondern Zuges gewünscht, so können die Eisenbahnen, wenn der Postdienst dadurch nicht leidet, für ihre Rechnung Personen und Eilgüter in Wagen befördern, welche sie in diesen Zug einstellen lassen.

5. Das Gewicht der Postwagen darf mit der Ladung 4000 Kgr. nicht übersteigen. Bei einem Gewicht von mehr als 4000 bis zu 8000 Kgr. hat die Postverwaltung eine nach den gewöhnlichen Tarifsätzen bemessene Vergütung zu zahlen. Zur Beförderung von Wagen im Gewichte von

## The relations between the Post and the Railways.

(Continuation).

In *Italy*, the conveyance of the mails is, on all the railway lines, governed by the following provisions:—

1° The Railway Companies are bound to provide free of charge in all ordinary passenger or goods trains designated by the Chief Postal Administration, a special compartment sufficiently spacious to hold not only the mails but also the mail-guard who has charge of them.

2° When the number of mail-bags, or other circumstances, require the use of special vans, or if the Administration decides upon the establishment of travelling post-office lines, the Companies are bound to convey the special and the post-office vans free of charge in both directions. The vans employed in this service are constructed and maintained by the Railway Companies, at the expense of the Postal Administration. They are to be built and fitted up according to the instructions of the latter.

3° The Postal Administration is not entitled to demand any alterations to be made in the running or in the stoppages of the trains. If it requires a special train with ordinary or high speed, the Company is bound to comply with such request; but in this case a compensation has to be paid to it by the Administration, the amount of which is settled by agreement or by arbitration.

4° When, at the request of the Administration, a special train is despatched, the Company has the right to attach to the same, carriages for the conveyance, on its own account, of passengers of all classes or of goods by *grande vitesse*, provided that this does not throw any impediment in the way of carrying out the postal service.

5° The weight of the vans used for the conveyance of the mails may not, inclusive of the weight of the latter, exceed 4000 kilogrammes. For vans exceeding 4000 but not 8000

périeur à 4000 kilogrammes, mais ne dépassant pas 8000 kilogrammes, l'Administration des Postes rétribue les Compagnies d'après le tarif général. Les Compagnies ne sont pas tenues d'effectuer le transport des voitures dont le poids dépasserait 8000 kilogrammes.

6° Tant que l'exploitation d'une ligne n'est pas définitive, la Compagnie concessionnaire doit se prêter au transport gratuit, sur les parties exploitées de la ligne, de voitures-poste montées sur des trucs fournis gratuitement.

7° Dans les gares où l'Administration des Postes le juge nécessaire, les Compagnies doivent céder, pour un prix à fixer de gré à gré ou à dire d'experts, l'usage d'un local suffisant pour y établir un bureau de poste ou bien une salle pour y déposer convenablement les dépêches, pourvu, bien entendu, que cette cession ne compromette point le service de la Compagnie, ou ne l'oblige à des constructions ou des travaux spéciaux.

8° Si l'Administration des Postes renonce aux droits indiqués aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, elle peut exiger des Compagnies que les chefs de trains reçoivent eux-mêmes les paquets de lettres et les dépêches pour les remettre aux chefs des différentes gares de la ligne, chargés de les livrer aux agents ou délégués de l'Administration des Postes autorisés à les recevoir.

9° L'Administration supérieure des Postes se réserve le droit d'établir les appareils nécessaires à l'échange des dépêches sans arrêt de train, à la condition que la position et la nature de ces appareils n'apportent pas d'entraves à la circulation des trains ni au service des gares, et ne présentent aucun danger.

Au Japon l'indemnité à payer pour le transport des correspondances n'est pas fixée réglementairement. Le Postmaster General est autorisé à faire effectuer ce transport par chemin de

mehr als 8000 Kgr. sind die Eisenbahnen nicht verpflichtet.

6. Wenn eine Eisenbahnlinie dem Verkehr noch nicht vollständig übergeben ist, so muss die Gesellschaft auf denjenigen Theilstrecken, auf welchen der Betrieb eröffnet ist, den unentgeltlichen Transport von Postwagen übernehmen; die Beförderung derselben erfolgt auf Loris, für deren Hergabe die Gesellschaft keine Vergütung erhält.

7. Auf Eisenbahnhöfen haben die Gesellschaften gegen eine zu vereinbarende oder durch Urtheil von Sachverständigen festzustellende Vergütung einen ausreichenden Raum zur Einrichtung neuer Postanstalten oder einen Saal zur Niederlegung der Postsendungen der Postverwaltung auf Verlangen zu überlassen, vorausgesetzt, dass durch Ueberlassung dieser Räume weder der Eisenbahndienst leidet, noch die Gesellschaft genöthigt wird, Bauausführungen oder sonstige Arbeiten vornehmen zu lassen.

8. Wenn die Postverwaltung von den vorstehend unter 1 und 2 bezeichneten Rechten keinen Gebrauch macht, so kann sie von der Eisenbahngesellschaft verlangen, dass den Zugführern Briefpakete und Briefbeutel zu dem Zwecke überwiesen werden dürfen, um dieselben durch Vermittelung der Vorsteher von den verschiedenen Eisenbahnstationen denjenigen Postbeamten oder von der Postverwaltung besonders ermächtigten Personen zustellen zu lassen, welche mit der Abholung betraut sind.

9. Die Postverwaltung behält sich das Recht vor, zum Zwecke des Austausches der Briefpakete während der Fahrt Fangapparate aufstellen zu lassen. Doch müssen diese Apparate derartig angebracht und beschaffen sein, dass der Gang der Eisenbahnzüge oder der Eisenbahn-Stationendienst dadurch weder beeinträchtigt, noch gefährdet wird.

In Japan ist die Vergütung, welche für die Beförderung der Postsendungen zu zahlen ist, nicht durch Reglement festgesetzt. Die Postverwaltung ist ermächtigt, diese Beförderungen zu den für sie günstigsten

kilogrammes in weight, a compensation calculated according to a general tariff has to be paid by the Postal Administration to the Company. With regard to vans weighing more than 8000 kilogrammes, the Company is not bound to effect their conveyance.

6° When a railway-line in course of construction is only partly open to traffic, the Company is bound, on those portions of the line which are in operation, to convey the mails free of charge by means of post-office vans placed on trucks, the latter to be provided without compensation.

7° At the railway-stations where the Administration shall deem it necessary, the Company is bound to provide, on payment of a compensation to be settled by agreement or by arbitration, an apartment sufficiently spacious for the establishment of a post-office, or a room in which the mails can safely be deposited, provided that the Company's service is not thereby impeded, or the Company obliged to erect new buildings or carry out special works.

8° If the Postal Administration does not avail itself of the rights stated above under 1° and 2°, it is entitled to tender the letter-packets and mails for conveyance to the chief guards in charge of the trains, who are bound to deliver them to the heads of the different stations along the line, by whom they are to be handed to the officers or agents of the Postal Administration especially authorised to receive them.

9° The Chief Postal Administration reserves the right of erecting any mail-bag apparatus for the exchange of bags without stopping the trains, on the condition that such contrivance shall not, either from its position or nature, impede or endanger the running of trains, or the carrying out of the service at the stations.

In Japan, there are no regulations governing the payments to railways for mail-transportation. The Postmaster General is empowered to procure the conveyance of the mails,

fer ou par un autre moyen, aux meilleures conditions possibles.

(A suivre).

---

### Communications.

Nous donnons ci-après les principales dispositions d'une convention conclue le 11 février 1881, entre le Portugal et le Brésil, pour régler l'échange des mandats de poste, et qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1881.

Les montants à convertir en mandats de poste ne peuvent excéder 90,000 reis s'ils sont consignés en Portugal, et 180,000 reis s'ils sont consignés au Brésil. Les sommes à convertir en mandats de poste ne doivent pas présenter de fractions de 1000 reis.

Les postes portugaises perçoivent un droit du 2 pour cent des sommes converties en mandats à destination du Brésil; le droit perçu par les postes brésiliennes est le même, pour les mandats à destination du Portugal.

L'administration qui encaisse le montant du mandat et effectue la perception de ce droit, en paie la moitié à celle qui est chargée d'effectuer le paiement de ce mandat.

Aucun autre droit ni émolument ne devra être prélevé pour la réception ou remise des mandats. Il n'est fait d'exception à cette règle qu'en ce qui concerne l'impôt du timbre auquel, selon la législation des deux pays contractants, peut être soumise l'émission des mandats intérieurs de chaque pays.

Les mandats représentant des versements effectués sont acquis en faveur des pays contractants, au bout de deux ans à compter du jour de l'émission.

Pour les mandats donnant lieu à une réclamation quelconque, ce terme court depuis le moment où cette réclamation a été présentée.

Bedingungen durch Eisenbahnen oder andere Transportgelegenheiten vermitteln zu lassen.

(Fortsetzung folgt.)

---

### Mittheilungen.

Zwischen Portugal und Brasilien ist auf Grund eines am 11. Februar d. J. abgeschlossenen Vertrages vom 1. Oktober d. J. ab das Postanweisungsverfahren eingeführt worden. Die hauptsächlichsten Bestimmungen dieses Vertrages sind folgende:

Der Betrag einer Postanweisung soll bei der Absendung aus Portugal 90,000 Reis, bei der Absendung aus Brasilien 180,000 Reis nicht übersteigen. Bruchtheile von 1000 Reis sind zur Uebermittlung im Wege der Postanweisung nicht zulässig.

Für Postanweisungen nach Brasilien wird in Portugal eine Gebühr von 2 % der eingezahlten Beträge erhoben; die gleiche Gebühr kommt in Brasilien für Postanweisungen nach Portugal zur Erhebung.

Die Postverwaltung des Aufgabgebietes vergütet der anderen, die Auszahlung bewirkenden Verwaltung die Hälfte der erhobenen Gebühren.

Sonstige Gebühren dürfen für die Annahme oder Bestellung der Anweisungen nicht erhoben werden, unbeschadet der Stempelgebühr, welcher nach den gesetzlichen Bestimmungen die internen Postanweisungen jedes Landes unterworfen sein können.

Die auf Postanweisungen eingezahlten Beträge verfallen den beiden vertragschliessenden Verwaltungen nach Verlauf von 2 Jahren, vom Tage der Einzahlung an gerechnet.

In Reklamationsfällen beginnt diese Frist mit dem Tage, an welchem die Reklamation erhoben worden ist.

whether by railway or otherwise, on the best terms possible.

(To be continued).

---

### Miscellaneous.

A convention concerning the exchange of money-orders was concluded between Portugal and Brazil on the 11<sup>th</sup> of February 1881, and came into force on the 1<sup>st</sup> of October last. The principal provisions of this Convention are as follows:—

Money-orders drawn on Brazil may not exceed the maximum amount of 90,000 reis, and orders drawn on Portugal may not exceed that of 180,000 reis. Fractions of 1000 reis are not allowed to be transmitted by this means.

The commission charged in Portugal on orders drawn on Brazil is fixed at 2 per cent. of the amount transmitted, and the fee levied in Brazil on orders drawn on Portugal is fixed at the same amount.

The Administration having issued the money-orders hands over to the Administration having paid the same, one half of the proceeds of the fees levied.

No charge may be made, either on the issue or on the payment of orders, other than that specified above. An exception to this rule is made, however, as concerns the stamp-duty to which the domestic money-orders may be liable, by virtue of the legislation of each country.

The amounts paid in on money-orders become the property of the contracting Administrations after the expiry of 2 years from the date of issue of the unclaimed orders.

In case of a reclamation, this delay begins to run on the day on which the application is made.

# L'UNION POSTALE

JOURNAL PUBLIÉ PAR

LE BUREAU INTERNATIONAL

DE

L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

## Abonnements particuliers.

Un an . . . . . fr. 4. 60

Six mois . . . . . » 2. 30

Trois mois . . . . . » 1. 15

Pour tous les pays de l'Union, port compris.

**Avis.** — Le montant de l'abonnement doit être transmis *franco* au Bureau international de l'Union postale universelle à Berne, au moyen d'un mandat-poste ou d'une traite à vue sur la Suisse.

VI<sup>e</sup> volume.

N<sup>o</sup> 12.

Berne, 1<sup>er</sup> Décembre 1881.

**Sommaire.** — I. ORGANISATION DES POSTES DE VILLE DANS L'ANCIEN TEMPS. — II. LES CAISSES D'ÉPARGNE POSTALES EN ITALIE. — III. COMMUNICATIONS.

## Organisation des postes de ville dans l'ancien temps.

Par M. Loeper, Directeur des postes à Markirch.

Un fait assez curieux, c'est que les plus anciens services de poste des quatre principales métropoles de l'Europe, Londres, Paris, Berlin et Vienne, n'ont pas été organisés par les administrations postales, mais sont dûs à l'initiative de particuliers, généralement étrangers eux-mêmes à cette administration. Les administrations postales du pays ne se chargèrent de cette exploitation ou ne la remplacèrent par des services analogues, qu'après avoir constaté qu'ils étaient viables et en mesure de rendre des bénéfices assurés.

Il ne serait pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur la marche de l'ancienne organisation des postes dans les villes, et de suivre, depuis leurs humbles origines, les longs tâtonnements qui précédèrent leur développement normal, pour aboutir enfin à une amélioration notable au point de vue tant de l'importance que de la célérité des transports. Les quelques renseignements qui suivent ont pour but de contribuer à éclairer ce sujet.

Sous le règne de Louis XIV, un maître de requêtes, nommé *de Vélayer*, obtint du roi, en 1653, l'autorisation d'établir une poste spéciale dans la

## Die ältesten Stadtpostanstalten.

Von Herrn Postdirektor Löper in Markirch.

Es ist eine bemerkenswerthe Thatsache, dass die ältesten Stadtpostanstalten in den vier grössten Hauptstädten Europa's, London, Paris, Berlin und Wien, nicht von den betreffenden Postverwaltungen, sondern von Privatpersonen, die dem Postwesen meist fremd gegenüberstanden, eingerichtet worden sind. Erst als man wahrnahm, dass diese Anstalten sich bewährten und auch gewisse finanzielle Erfolge hatten, wurden sie von den Postverwaltungen übernommen oder doch ähnliche Einrichtungen an deren Stelle getroffen.

Ein Ueberblick des Entwicklungsganges der ältesten Stadtpostanstalten aus kleinen Anfängen und von einer bedachtsamen Langsamkeit zu erheblichem Umfange und beträchtlicher Schnelligkeit des Betriebes dürfte nicht ohne Interesse sein. Nachstehend beabsichtige ich einen Beitrag zu dieser Angelegenheit zu liefern.

Unter der Regierung Ludwigs XIV. von Frankreich erhielt im Jahr 1653 der Requetenmeister *de Vélayer* vom Könige die Erlaubniss, in *Paris* eine besondere Stadtpostanstalt einzurichten und zu diesem Zwecke in den verschiedenen Theilen der Stadt eine

## The most ancient town-post arrangements.

By Mr. Loeper, Postal Director at Markirch.

It is a remarkable fact that the most ancient town-post arrangements were established in the four greatest capitals of Europe:—London, Paris, Berlin, and Vienna, not by the Postal Administrations of the respective countries, but by private individuals who were generally in no way connected with the postal service. Not until it became apparent that these arrangements were successful, and also showed satisfactory financial results, did the Postal Administrations either take them into their own hands, or institute similar arrangements in their stead.

It will interest our readers if we show, in the following pages, how the most ancient town-post arrangements, originally established on a small scale, and worked with prudent slowness, have gradually developed and become extensive institutions, by which the local postal service is carried out with considerable rapidity.

In 1653, during the reign of Louis XIV. of France, *de Vélayer*, Master of Requests, received permission from the King to establish in *Paris* a special town-post institution and to set up letter-boxes for this purpose

ville de Paris, et un certain nombre de boîtes aux lettres dans divers quartiers de la capitale. Ce service fut connu sous le nom de « petite-poste » pour le distinguer de la « grande poste ». La « petite-poste » commença à fonctionner le 28 août 1653.

C'était certainement une très-heureuse idée que la création d'un service uniforme destiné à transporter et à distribuer les lettres, avis de tous genres et petits paquets dans une capitale telle que Paris, offrant tant d'occasions diverses à tous égards; un établissement de cette nature, fonctionnant d'une manière régulière, était appelé à éviter bien des courses longues et pénibles, bien des pertes de temps à bon nombre de personnes.

Le poète familial Loret, entre autres, nous prouve que le public sut apprécier l'utilité d'un pareil établissement; nous lisons en effet dans son journal en vers « La Muse historique » du 26 août 1653:

On va bientôt mettre en pratique,  
Pour la commodité publique,  
Un certain établissement,  
Mais c'est pour Paris seulement;  
De boîtes nombreuses et drues,  
Aux petites et grandes rues,  
Où, par soi-même ou son laquais,  
On pourra porter des paquets,  
En dedans, à toute heure, mettre  
Avis, billet, missive ou lettre, etc.

Un bureau spécial où l'on pouvait acheter un billet ou bulletin imprimé destiné à l'affranchissement des lettres de la petite-poste, fut ouvert au Palais. Ces bulletins ne portaient autre chose que « port payé » et la place voulue pour ajouter la date de la consignation. Les personnes qui voulaient se servir du bulletin devaient remplir le blanc réservé pour la date, et fixer solidement ce bulletin à leur lettre avant de jeter celle-ci à la boîte. Des commissionnaires spéciaux ouvraient ces boîtes trois fois par jour, et emportaient les correspondances au bureau, où un employé enlevait les bulletins et répartissait les lettres et paquets entre les facteurs

Anzahl Briefkasten aufzustellen. Diese Anstalt erhielt die Bezeichnung: « Kleine Post », während die andere zur besseren Unterscheidung « Grosse Post » genannt wurde. Die neue Anstalt trat am 28. August 1653 in's Leben.

Jedenfalls war es ein ganz glücklicher Gedanke des Unternehmers, den Bestelldienst für Briefe, Benachrichtigungen aller Art und kleine Handpakete in Paris, das so viele Gelegenheiten zum Versenden von dergleichen Gegenständen bietet, einheitlich zu organisieren, konnten doch durch solche Einrichtung, bei ordnungsmässigem Betriebe, vielen Personen mühsame und beträchtliche Zeit in Anspruch nehmende Gänge erspart werden.

Dass man auch im Publikum des Nutzens einer solchen Anstalt sich wohl bewusst war, bekundet unter Anderem der Schriftsteller Loret, welcher in seiner gereinigten Zeitung: « La Muse historique » vom 26. August 1653 darüber Folgendes berichtet:

« Man wird alsbald zur Bequemlichkeit des Publikums eine gewisse Anstalt—jedoch nur für Paris allein—einrichten, welche aus zahlreichen, in grossen und kleinen Strassen aufgestellten Briefkasten besteht, in die man selbst oder durch seinen Diener zu jeder Zeit Päckchen, Benachrichtigungen, Billete, Sendschreiben oder Briefe wird legen oder legen lassen können » u. s. w.

Im Palais wurde ein besonderes Bureau eingerichtet, in dem man eine Art gedruckter Zettel kaufen konnte, die zur Frankirung der Stadtpostbriefe dienten. Diese Zettel trugen die Bezeichnung: « Porto bezahlt » und einen Vordruck für das Datum der Einlieferung. Wer sich eines solchen Zettels bedienen wollte, hatte das Datum auszufüllen und den Zettel demnächst an dem Briefe haltbar zu befestigen, diesen aber in einen Briefkasten zu legen. Besondere Boten leerten die Briefkasten täglich dreimal und trugen die Briefe demnächst nach dem Bureau, woselbst die Zettel von den Beamten abgenommen und die Briefe sortirt wurden. Darauf

in various parts of the city. This institution was called *petite poste* (small post), while the ordinary postal service received, for the clearer distinction of the two institutions, the name of *grande poste* (great post). The *petite poste* began its operations on the 28<sup>th</sup> of August 1653.

It was certainly a happy thought on the part of de Velayer to organise in a uniform manner the transmission and delivery of letters, announcements of every kind, and small packets in Paris, where there is such frequent occasion for the despatch of these articles, and where such an arrangement, if carried out with order and precision, would save people many an errand involving both trouble and loss of time.

That the public was fully alive to the advantages of this institution may be gathered from the « *Muse historique* », a newspaper published in verse by Loret, an author, who, in the number of the 26<sup>th</sup> of August 1653, refers in the following terms to the *petite poste*:—

« A certain institution—but for Paris alone—will shortly be established for the convenience of the public. Numerous letter-boxes will be set up in the large and small streets, in which everybody can at any time deposit letters, announcements, or notes, either himself or through his valet, &c. »

A special office was established in the palace, where a certain kind of printed label could be bought, which was to be used for the prepayment of the local letters. These labels bore the words:—« Postage paid », a blank space being left for the date of posting. Persons making use of these labels had to fill in the date, to affix the label securely to the letter, and to put the latter into a letter-box. The letter-boxes were cleared three times daily by special messengers, by whom the letters were taken to the office. There, the labels were removed by the officers, the letters



chargés de les remettre à leurs destinataires, dans les différents quartiers.

Comme on le voit, ces bulletins « port payé » représentent déjà en germe nos timbres-poste actuels.

Lorsqu'une lettre demandait une réponse immédiate, l'expéditeur faisait bien d'y insérer un second bulletin « port payé » dont le destinataire pouvait se servir pour affranchir sa réponse. Cette disposition est également prévue dans l'instruction destinée au public qui fut alors publiée, et qui est d'ailleurs remarquable à plusieurs autres points de vue. Nous donnons ici quelques-uns des passages les plus importants de cette instruction :

*« Instruction pour Ceux qui voudront écrire d'un quartier de Paris en un autre et avoir réponse promptement, deux ou trois fois le iour sans y envoyer personne, par le moyen de l'établissement que Sa Majesté a permis estre fait par ses Lettres vérifiées au Parlement, pour la commodité du public et expédition des affaires. »*

« On fait a sçavoir à tous ceux qui voudront écrire d'un quartier de Paris en un autre, que leurs lettres, billets ou mémoires seront fidèlement portés et diligemment rendus à leur adresse, et qu'ils en auront promptement réponse, pourveu que lorsqu'ils écriront, ils mettent avec leurs lettres un billet qui portera « port-payé » parce que l'on ne prendra point d'argent, lequel billet sera attaché à la dite lettre ou mis autour de la lettre, ou passé dans la lettre, ou en telle autre manière qu'ils trouveront à propos, de telle sorte néanmoins que le commis le puisse voir et l'oster aisément.

« Chacun estant adverty que nulle lettre ny réponse ne sera portée qu'il n'y aye avec icelle un billet de port payé, dont la datte sera remplie du iour et du mois qu'il sera envoyé, à quoy il ne faudra manquer si l'on veut que la lettre soit portée.

erfolgte die Austragung der Briefe in den verschiedenen Stadttheilen.

Wie man sieht, ist in dieser Einrichtung der Zettel « Port payé » bereits der Keim unserer heutigen Postfreimarken enthalten.

Wenn ein Brief sofortige Antwort erheischte, so that der Absender gut daran, einen zweiten Zettel: « Port payé » in den Brief zu legen, so dass der Empfänger sich desselben zur Frankirung seines Briefes bedienen konnte. Auch dieser Fall ist in der damals für das Publikum erlassenen Anweisung bereits vorgesehen, wie denn dieselbe nach mehreren Beziehungen recht merkwürdig ist. Die wichtigsten Stellen dieser Urkunde lasse ich nachstehend folgen:

*« Anweisung für Diejenigen, welche aus einem Stadtviertel von Paris nach einem anderen schreiben und, ohne Jemanden zum Fortsenden nöthig zu haben, 2- oder 3mal täglich Antwort haben wollen, und zwar mittelst einer Anstalt, deren Einrichtung Seine Majestät mittelst eines im Parlament festgestellten Erlasses zur Bequemlichkeit des Publikums und zur Beschleunigung der geschäftlichen Beziehungen genehmigt hat. »*

« Man thut kund allen Denjenigen, welche von einem Stadttheile in Paris nach einem anderen zu schreiben wünschen, dass ihre Briefe, Billets oder Denkschriften treu und schnell an ihre Adresse getragen und dass sie prompt Antwort erhalten werden, vorausgesetzt, dass sie beim Schreiben in ihren Brief ein Billet legen, welches den Vermerk: « Porto bezahlt » trägt. Dies geschieht nur deshalb, weil man kein Geld annehmen wird. Das Billet ist an dem Briefe zu befestigen, um denselben zu legen oder hineinzustecken, oder in anderer Weise so beizufügen, dass der Beamte es sehen und leicht abnehmen kann. Ein Jeder wird benachrichtigt, dass weder ein Brief noch die Antwort darauf ausgetragen wird, wenn ein Billet « Porto bezahlt » daran fehlt; das Datum und der Monat sind darauf auszufüllen. Dies darf nicht unterbleiben, wenn man will, dass der Brief ausgetragen werde.

were sorted, and subsequently delivered in the various parts of the town.

It may be seen that this arrangement of « Postage paid » labels contained the germ of our postage-stamps.

In case an immediate reply was required to a letter, the sender acted wisely in enclosing a second « Postage paid » label, to be used by the addressee for the prepayment of his answer. This case was, among others, contemplated in the « Instruction » which was at that time issued for the information of the public, and is remarkable in many respects. The most important passages of this document are cited below:—

*« Instruction for those wishing to write from one quarter of Paris to another, three times a day, and obtain answers with despatch without having to send a messenger, and this by means of an institution, the establishment of which has been authorised by His Majesty (the King), and confirmed by a decree of Parliament, for the convenience of the public, and the despatch of affairs. »*

« Be it known to all those who wish to write from one quarter of Paris to another, that their letters, notes, or memorials, will be faithfully transmitted, and rapidly delivered, and that they will promptly have answers thereto, on the condition that, when they write, they shall provide their letters with a label bearing the words « Postage paid », as no money will be accepted. This label shall be affixed to the said letter, or placed around it, or within it, or joined to it in such other manner as they shall find convenient, provided, however, that it may easily be seen and removed by the officer.

Notice is hereby given that no letter or answer will be transmitted unless a « Postage paid » label is affixed thereto, and the date on the said label has been filled in. These conditions must be complied with, if a letter is to be delivered.



« Le commis général qui sera au Palais vendra de ces billets de port-payé à ceux qui en voudront avoir, pour le prix d'un sol marqué et non plus, à peine de concussion, et chacun est adverty d'en acheter pour sa nécessité le nombre qu'il luy plaira, afin que lors que l'on voudra écrire l'on ne manque pas pour si peu de chose à faire ses affaires. Et en cet endroit les solliciteurs sont advertis de donner quelque nombre de ces billets à leurs Procureurs et Clercs, afin qu'ils les puissent informer à tous momens de l'estat de leurs affaires, et les pères à leurs enfans qui sont au Collège et en Religion pour sçavoir de leurs nouvelles; et les Bourgeois à leurs Artisans, les Tourières des Religions, les Portiers des Collèges et Communautés, et les Geolliers des Prisons feront aussi provision de ces billets.

« Ne se servira et n'escrira par cette voye qui ne voudra, mais ceux qui n'ont point de valets, ceux qui en ont de malades, ceux qui en ont besoin à la maison, ceux à qui on veut épargner de la peine, ceux qui en ont et qui ne sçavent pas les rues, ny les logis, ceux qui en ont de paresseux ou qui aiment à se promener, et qui disent après qu'ils n'ont rien trouvé, ceux qui en ont et qui vont voir leurs parens et gens de leur pays, au lieu de faire ce qui leur est commandé, trouveront une grande commodité et facilité par cette voye.

« Le Marchand qui ne peut quitter sa Boutique qu'il ne perde quelque occasion de vendre.

« L'artisan qui ne peut laisser son travail et à qui le temps est si cher et qui est obligé souvent d'envoyer advertir celuy qui luy a commandé de la besogne, qu'il luy manque encore quelque chose, comme les Tailleurs, de l'estoffe, de la soye, et les autres de mesure.

« Ceux qui sont attachez au service de quelqu'un, comme sont tous les domestiques qui n'ont pas la liberté de sortir.

« Ceux qui sont incommodés de leur santé, ou de leurs créanciers.

Der Oberbeamte, welcher sich im Palast befindet, wird die Billets « Porto bezahlt » für den Preis eines Sol (5 C<sup>es</sup>) und nicht mehr, bei Strafe der Veruntreuung, verkaufen, und wird ein Jeder benachrichtigt, dass er seinen Bedarf, je nach der Zahl, die er wünscht, kaufen möge, damit es ihm an dieser so geringfügigen Sache nicht fehle, wenn er zu schreiben wünscht. Bei dieser Gelegenheit werden die Sachwalter darauf hingewiesen, ihren Prokuratoren und Beamten eine Anzahl dieser Billets zu geben, damit diese sie zu jeder Zeit von dem Zustande ihrer Angelegenheiten unterrichten können. Dasselbe gilt auch von den Vätern, deren Kinder in Laien- und Klosterschulen sich befinden, um Nachrichten von ihnen bekommen zu können, von den Bürgern bezüglich ihrer Handwerker. Die Pförtnerinnen der Klosterschulen, die Thürsteher der Schulen und klösterlichen Gemeinschaften, sowie die Kerkermeister der Gefängnisse werden auch gut thun, sich einen Vorrath von diesen Billets zu halten.

Niemand braucht sich dieser Anstalt zu bedienen, der es nicht wünscht. Diejenigen aber, welche keine Bedienten haben, oder deren Diener krank sind, diejenigen, welche dieselben zu Hause behalten oder ihnen Gänge ersparen wollen, diejenigen, deren Diener die Strasse und Wohnung nicht kennen oder es vorziehen, spazieren zu gehen und hintenher zu sagen, dass sie (die Betreffenden) nicht gefunden haben, solche Personen, deren Diener ihre Eltern und Landsleute besuchen, anstatt dasjenige zu thun, was ihnen aufgetragen ist, werden eine grosse Bequemlichkeit und Erleichterung auf diese Weise erhalten.

Der Kaufmann, welcher seinen Laden nicht verlassen kann, um die Gelegenheit zum Verkauf nicht zu versäumen, der Handwerker, welcher seine Arbeit nicht liegen lassen will, weil seine Zeit zu kostbar, er aber genöthigt ist, seinen Auftraggeber davon zu benachrichtigen, dass ihm die eine oder andere Sache fehle,

The chief-officer at the Palace will sell the « Postage paid » labels at the rate of one Sol (5 centimes), not more, on pain of punishment for embezzlement, and the public are informed that they can purchase any number of these labels they may require, in order that they may not be prevented from writing by so slight a cause as the want of such labels. At the same time Solicitors are requested to give a certain number of these labels to their *procureurs* and clerks, in order that these may at any time transmit to them information as to the state of their affairs. The same advice is given to fathers whose children are at College or in Convent schools, that they may get news of them, to citizens with regard to their workmen. Doorkeepers of Convent-schools, beadles of Colleges and Communities, and gaolkeepers should also keep a supply of these labels.

Nobody need make use of this institution who does not wish to do so. But those who do not keep valets; those whose servants are ill; those who are obliged to keep them at home; and further, those who wish to save them trouble; those who have servants who are not acquainted with the streets and the houses; those who have valets who prefer rambling about, and pretend afterwards that they could not find the persons they were sent to; those who have servants who go and see their relatives and fellow-countrymen, instead of doing what they were told to do, will find this institution a great convenience and assistance.

The tradesman who cannot leave his shop lest he should miss an opportunity of selling his merchandise; the artisan who does not wish to leave his work because his time is valuable, but who is obliged to inform the person who employs him, that he wants one thing or the other, such as tailor's stuff, silk, or other articles. Those who are in the service of another and have no time to go out, such as servants; those who are kept

« Les Gens de Cour qui courent toujours et qui ne font pas bien souvent la moitié de ce qu'ils voudraient faire.

« Enfin les gens de peine et de plaisir, les diligents et les paresseux, les escoliers et les Pères, les sains et les malades, les gens de Cloistre et du monde, les maîtres et les valets, les riches et les pauvres, et en un mot presque tous les hommes et toutes les femmes auront besoin et se serviront très volontiers de cette commodité. »

Comme on le voit par ce qui précède, M. de Vélayer a parfaitement su noter les circonstances diverses dans lesquelles il y avait avantage à recourir à son entreprise.

Néanmoins il paraît que la « petite-poste » n'eut pas une longue durée. On ignore d'ailleurs les raisons qui la firent disparaître; peut-être le public ne lui accorda-t-il pas toute la confiance voulue; peut-être aussi le service laissa-t-il à désirer. Un auteur prétend que des malveillants en étaient venus à jeter, dans les boîtes, des ordures et même des souris qui grignotaient les lettres. Quoiqu'il en soit, l'institution disparut et finit par tomber dans l'oubli.

En 1683, un tapissier nommé *Robert Murray* établit une petite-poste pour *London*, destinée à transporter les lettres et les paquets; elle fut connue sous le nom de « Penny-post » et passa bientôt entre les mains de *William Docwray*, qui l'acheta et dont le nom a plus de notoriété, dans l'histoire des postes, que celui du véritable fondateur. L'organisation de la « penny-post » à laquelle il est possible que l'expérience de la création parisienne ait profité, avait un caractère simple et libéral. Les lettres et les paquets dont le poids ne dépassait pas une livre et la valeur 10 £, étaient transportés pour le prix de 1 penny; dans un rayon de 10 milles anglais mesuré depuis un centre donné, ils payaient 2 pence. On ouvrit plusieurs bureaux de quartier dans les

wie etwa dem Schneider der Stoff, die Seide oder andere Gegenstände, diejenigen, welche im Dienste eines Anderen stehen, wie die Dienstboten, und nicht Zeit zum Ausgehen haben, solche Personen, welche krank sind oder durch ihre Gläubiger belästigt werden, die Hofleute, welche stets Gänge zu machen haben und oft nicht die Hälfte derjenigen ausführen können, die sie zu machen wünschen, endlich die Leute der Arbeit und des Vergnügens, der Fleissige und der Träge, die Schüler und die Väter, die Gesunden und die Kranken, die Angehörigen der Klöster und die Weltleute, die Herren und die Diener, die Reichen und die Armen, kurz beinahe sämtliche Männer und Frauen werden dieser Bequemlichkeit bedürfen und sich derselben gern bedienen. »

Wie man sieht, hat der Unternehmer es ganz wohl verstanden, auf die verschiedenen Gelegenheiten hinzuweisen, bei welchen man sich der Anstalt bedienen konnte.

Trotz aller gebotenen Vortheile scheint diese Stadtpostanstalt des Unternehmers *de Vélayer* nicht lange bestanden zu haben. Ueber die Gründe des Eingehens derselben ist nichts Sicheres bekannt; vielleicht wurde ihr vom Publikum nicht das erforderliche Vertrauen entgegengebracht, vielleicht liess auch der Betrieb der Anstalt zu wünschen übrig. Ein Schriftsteller will wissen, dass übelgesinnte Personen in die Briefkasten Unrath aller Art und sogar Mäuse warfen, welche die Briefe benagten. Kurzum die Anstalt hörte auf zu arbeiten und kam fast ganz in Vergessenheit.

Im Jahre 1683 wurde von *Robert Murray*, einem Tapezierer, eine Stadtpostanstalt in *London* eingerichtet; sie diente zur Beförderung von Briefen und Packeten. Diese Anstalt erhielt die Bezeichnung « Penny Post ». Dieselbe ging alsbald durch Kauf auf *William Docwray* über, dessen Name in der Postgeschichte bekannter, als die des eigentlichen Begründers ist. Die Einrichtungen dieser Anstalt, bei welcher wahrscheinlich die Erfahrungen der Pariser Anstalt benutzt

at home on account of ill-health, or from fear of their creditors; courtiers who are ever going to and fro, and who frequently cannot perform half they wish; lastly, the working man and the pleasure seeker, the industrious and the idle, the schoolboy and the father, the healthy and the invalid, dwellers in Convents and people of the world, masters and servants, rich and poor; in one word, almost every man and woman will stand in need of this convenience, and will gladly avail themselves of it. »

As appears from the foregoing, the promoter of this institution pointed out fully all the various opportunities of resorting to the same with advantage.

Notwithstanding all the facilities afforded, it appears that *de Vélayer's* town-post service had no long existence; but nothing reliable is known which would account for its cessation. It may be that the public did not repose the necessary amount of trust in it; it may also be that the manner of carrying out the service was not satisfactory. One author asserts that all sorts of refuse, and even mice which gnawed the letters, were put into the letter-boxes by ill-disposed people. At any rate, the institution ceased its operations, and was nearly forgotten.

In 1683 *Robert Murray*, an upholsterer, established a town-post service in *London* which undertook the transmission of letters and parcels. This institution was called « the Penny Post ». Soon after its inauguration the Penny Post was purchased by *William Docwray*, whose name is better known in postal history than that of the real founder. The organisation of this service, in which doubtless the experience gained in the carrying out of the Paris *petite poste* were taken advantage of, was simple and based upon liberal principles. All letters and packets not exceeding 1 lb. in weight and 10 £ sterling in value were forwarded for one penny,

différentes circonscriptions de Londres, et un grand nombre de dépôts aux points les plus fréquentés. Contre les fenêtres de ces bureaux et aux endroits les plus apparents, étaient placardées des affiches ainsi conçues. « On reçoit ici les correspondances pour la ville. » Des messagers spéciaux allaient chercher les lettres, les portaient au bureau de quartier, qui les inscrivait sur un registre et les remettait aux facteurs pour être portées à domicile.

Le public ne tarda pas à apprécier l'utilité de ce service, en sorte que celui-ci prit bientôt un grand développement et produisit de bons résultats. Le nombre des tournées de distribution fut augmenté dans une mesure convenable. Les objets étaient portés à domicile de 6 à 8 fois par jour dans les quartiers populeux et les rues de grande circulation, à proximité de la bourse, et quatre fois par jour dans les quartiers les plus excentriques. Cette amélioration rencontra cependant une opposition inattendue. Les commissionnaires se plaignirent; prétendant que la « penny-post » leur faisait du tort, ils lacérèrent les affiches portant le plan du service à la connaissance du public. A ce moment, Londres était justement très agité par la découverte de papiers compromettants révélant les intrigues de la cour de Rome. Ainsi que le raconte l'historien Macaulay, on fit courir le bruit que la « penny-post » était une institution papiste. On assurait que le grand docteur Oates, avait émis l'avis que les jésuites pourraient bien avoir la main dans cette affaire, et que lorsqu'on avait vérifié les sacs de dépêches, on les avait trouvés remplis d'objets dénotant une trahison. Néanmoins l'utilité de la « penny-post » était si grande et si évidente, que toute opposition devint inutile. Mais dès qu'on s'aperçut que la spéculation était profitable, le duc d'York, en sa qualité de *General Post Master*, vit dans ce service une atteinte à son privilège, et porta une plainte devant les tribunaux qui rendirent une sen-

worden sind, waren einfach und liberal. Alle Briefe und Packete, deren Gewicht 1 Pfd. und deren Werth 10 Pfd. Sterling nicht überschritt, wurden zu 1 Penny befördert, und innerhalb eines Radius von 10 englischen Meilen von einem gegebenen Mittelpunkte aus zu 2 Pence. Mehrere Distriktämter in den verschiedenen Theilen Londons und eine grössere Zahl Annahmestellen in allen Durchfahrten wurden eingerichtet. An den Fenstern dieser Annahmestellen und an vielen hervorragenden Punkten befanden sich Plakate, auf welchen man die Worte las: « Stadtpostbriefe werden hier angenommen. » Besondere Boten holten die Briefe ab und trugen sie nach dem Bureau des betreffenden Bezirks. Dort wurden die Sendungen in Bücher eingeschrieben und demnächst von den Briefträgern ausgetragen.

Das Publikum erkannte bald den Nutzen dieser Anstalt; sie nahm daher einen grösseren Aufschwung und erzielte auch guten Erfolg. Die Zahl der Bestellungen wurde entsprechend vermehrt. In den geschäfts- und verkehrsreichen Strassen in der Nähe der Börse wurde täglich 6 bis 8 mal, in den äusseren Theilen der Hauptstadt 4 mal täglich bestellt. Gegen diese Verbesserung der Anstalt fand sich jedoch unerwartet Widerstand. Die Träger erhoben Klagen, dass ihre Interessen verletzt würden und rissen die Anschläge ab, in welchen der Plan dem Publikum angekündigt wurde. Gerade zu damaliger Zeit herrschte aus Anlass des Auffindens compromittirender Papiere eines römisch-katholischen Intriganten grosse Aufregung in London. Wie der Geschichtsschreiber Macaulay berichtet, wurde nun ein Geschrei erhoben, dass die Penny-post eine papistische Erfindung sei. Der grosse Doctor Oates, so ward versichert, hatte einen Verdacht angedeutet, dass die Jesuiten dahinter stecken, und dass die Briefbeutel, wenn sie untersucht würden, voll von Verrath befunden werden möchten. Der Nutzen der Anstalt war jedoch so gross und augenscheinlich, dass alle Opposition dagegen sich schliesslich erfolglos zeigte. Sobald es sich jedoch

and, within a radius of 10 English miles from a stated centre, for two-pence. Several district offices were established in the different parts of London, and a great number of receiving houses in all the thoroughfares. In the windows of these receiving houses, and at many conspicuous points placards were posted, on which the words were written:—« penny post letters taken in here ». Special messengers fetched the letters, &c. and carried them to the offices of their districts, where the articles were entered in registers and afterwards delivered by letter-carriers.

The public soon found out the usefulness of this institution, which assumed larger dimensions and yielded satisfactory results. The number of deliveries was increased in due proportion. In the streets near the Stock Exchange, in which extensive business was transacted and where greater traffic existed, there were from 6 to 8, and in the outlying parts of the metropolis 4 daily deliveries. These improvements, however, encountered unexpected opposition. The carriers complained that their interests were injured, and tore down the placards in which the plan was announced to the public. Just at that time great excitement prevailed in London on account of the discovery of certain compromising papers belonging to a Roman Catholic intriguer. Macaulay, the historian, asserts that there was a cry that the Penny Post was an invention of the Papists. The great Doctor Oates, it was said, had hinted that the Jesuits were at the bottom of the plan, and that the letter-bags, if examined, would be found to be full of treason. The usefulness of the institution was, however, so great and evident, that all opposition to it eventually ceased. But as soon as it became apparent that the undertaking was lucrative, the Duke of York, in his capacity of Postmaster General, lodged a complaint against it, on the ground that it was an infringement of his privilege, and the Courts gave decision in his favour. At a later date a pension of from

tence en sa faveur. L'entrepreneur Docwray reçut plus tard une pension de 200—500 £; cette pension lui fut pourtant retirée au bout de quelques années.

En 1766, un certain *Peter Williamson* créa une « penny-post » à Edimbourg. Après avoir été longtemps prisonnier des Indiens, Williamson était venu s'établir à Edimbourg, où il avait ouvert un café (*coffee stall* ou *shop*) dans la halle du Parlement. Comme les avocats et écrivains (*writers*) l'employaient souvent à porter leurs lettres dans les divers quartiers de la ville, et qu'il avait apparemment entendu parler de la « penny-post » de Londres, il se mit en devoir d'organiser un service analogue à Edimbourg. Il engagea à cet effet des agents spéciaux chargés de recueillir les lettres dans les différents quartiers de la ville. Quatre facteurs vêtus d'un uniforme particulier remettaient ces lettres à leurs adresses. Ils étaient munis d'une sonnette pour annoncer leur arrivée.

Ce service paraît avoir donné, au bout de peu de temps, de si beaux bénéfices, que d'autres entrepreneurs prirent le parti d'établir des services analogues, ce qui amena naturellement une grande confusion. L'administration ayant reconnu l'utilité et le succès de la « penny-post » de Williamson, accorda à ce dernier une pension à titre de récompense, et réunit la « penny-post » au service de la poste ordinaire.

Vers le milieu du 18<sup>m</sup>e siècle, on sentit, à Paris, le besoin de pourvoir au transport des lettres de ville, qui, jusqu'alors, n'étaient pas distribuées. Un homme qui avait consacré une grande partie de sa fortune à des œuvres de bienfaisance, et auquel le public est redevable d'une foule d'institutions d'utilité publique, *Charles Humbert Piarron de Chamousset*, maître ordinaire de la chambre des

ergab, dass diese Spekulation einträglich war, erhob der Herzog von York, als General-Postmeister, welcher in der Einrichtung eine Schmälerung seines Monopols erblickte, Klage dagegen und die Gerichtshöfe entschieden zu seinen Gunsten. In späterer Zeit erhielt der bisherige Unternehmer Docwray eine Pension von 200—500 Pfund Sterling, die jedoch nach Verlauf weniger Jahre wieder eingezogen wurde.

Im Jahre 1766 richtete ein gewisser *Peter Williamson* in *Edinburgh* eine Stadtpostanstalt ein. Er war längere Zeit hindurch bei den Indiern in Gefangenschaft gewesen, siedelte sich darauf in Edinburg an und war daselbst Besitzer einer Kaffee-Bude in der Halle des Parlamentsgebäudes. Da er von Advocaten und Schreibern öfters dazu gebraucht wurde, Briefe nach verschiedenen Theilen der Stadt auszutragen und er wahrscheinlich von dem Bestehen einer Penny-Post in London Kenntniss erhalten hatte, so begann er, eine ähnliche Anstalt in Edinburg einzurichten. Er setzte zu diesem Zwecke besondere Beamte ein, welche in den verschiedenen Theilen der Stadt die Briefe einsammeln mussten. Vier uniformirte Briefträger hatten die Briefe auszutragen. Sie führten jeder eine Glocke bei sich, die sie zum Zeichen ihrer Annäherung läuteten.

Diese Anstalt soll sich alsbald so bewährt haben, dass sich andere Unternehmer fanden, welche ähnliche Anstalten einrichteten, was natürlich zu grossen Verwechslungen Anlass gab. Nachdem die Postverwaltung den Nutzen und den Erfolg der Penny-Post des Williamson erkannt hatte, vereinigte sie, unter Abfindung des Williamson mit einer Pension, die Anstalt mit dem eigentlichen Postamte.

Um die Mitte des 18. Jahrhunderts machte sich auch in *Paris* das Bedürfniss geltend, Einrichtungen für die Beförderung der Stadtbriefe zu treffen, welche letztere bis dahin als unbestellbar behandelt worden waren. Ein Mann, welcher einen grossen Theil seines Vermögens zu wohlthätigen Zwecken verwendet hatte, und dem

200 to 500 £ was granted to Docwray, which, however, ceased to be paid in a few years.

In the year 1766, a man of the name of *Peter Williamson* established a penny post in *Edinburgh*. He had been a long time a prisoner in India, whence he came to Edinburgh and became the owner of a coffee-stall or shop in the hall of Parliament House. Being frequently sent by solicitors and writers to convey letters to the various parts of the town, and knowing, probably, of the existence of a penny-post in London, he established a similar institution in Edinburgh. For this purpose he took into his service special agents whose duty it was to collect letters in the various parts of the town. The letters were then delivered to their addressees by four letter-carriers who wore a special uniform, and were provided with a bell to be rung as a signal of their approach.

This institution is said to have at once yielded such satisfactory results, as to induce several other persons to establish similar arrangements, which naturally led to great confusion. The Postal Administration seeing that Williamson's penny post was useful to the public and successful as to its financial results, amalgamated it with the ordinary postal service, and compensated its owner for its loss by the grant of a pension.

About the middle of the XVIII. century *Paris* again began to feel the necessity of an arrangement for the transmission and delivery of local letters, the latter having up to that time been dealt with as undeliverable. A man who had devoted a great part of his fortune to charitable purposes, and to whom the public owed many institutions of general utility, we mean *Charles Humbert Piarron de Chamousset*, Master of Accounts, applied, on the ground of a detailed report, to King Louis XV. for permission to establish a town-post service in Paris. This permission was granted

comptes, adressa un long mémoire au roi Louis XV, pour lui demander l'autorisation d'établir une « petite-poste » à Paris. Le roi accorda cette autorisation par lettre patente du 5 mai 1758. L'acte dont il s'agit dit entre autres que ce service « lui a paru propre à entretenir une communication *habituelle et journalière* entre tous les habitants de sa bonne ville de Paris, qui, ayant sans cesse des affaires les uns avec les autres, ne peuvent souvent se les communiquer que par la voie des lettres et de l'écriture. » Chamousset fut autorisé à établir la « petite-poste » avec jouissance des fruits d'icelle pendant l'espace de trente années. » Une déclaration royale du 8 juillet 1759 dit, au sujet de cette institution : « Il sera établi dans notre bonne ville de Paris différents bureaux pour porter d'un quartier dans un autre, dans l'enceinte des barrières, des lettres et paquets sur le pied de deux sols par lettre simple, le billet ou carte au-dessous d'une once, soit qu'il y ait enveloppe ou qu'il n'y en ait pas, et trois sols l'once pour les paquets; et à l'effet de prévenir les abus, le port sera payé d'avance; les lettres et paquets seront timbrés du timbre particulier à chaque bureau dont ils seront partis; toutes les lettres et tous les paquets seront apportés à un bureau général pour être de là distribués dans la ville. » Néanmoins chacun avait le droit de porter lui-même, ou de faire porter par qui il lui convenait ses lettres et ses paquets en ville ou dans la banlieue de Paris.

Le service de cette « petite-poste », dont les bases étaient plus solides que la première, commença le 9 juin 1760. Le public en fut avisé par une annonce dont nous extrayons ce qui suit : « Dans chaque bureau se trouve « une boîte différente de celles de la « Grande poste, dont l'ouverture est « au dehors sur la rue et lesdites « boîtes seront toujours placées sur « le comptoir des marchands qui se « chargeront des bureaux, soit dans

das Publikum manche Anstalt von öffentlichem Nutzen verdankt, der Rentmeister *Charles Humbert Piarron de Chamousset* erbat auf Grund eines eingehenden Berichts vom König Ludwig XV. die Erlaubniss zur Einrichtung einer Stadtpostanstalt in Paris. Der König ertheilte dem Erwähnten die erbetene Genehmigung mittelst eines Patentbriefs vom 5. Mai 1758. In der betreffenden Urkunde heisst es unter Anderem : « In Anbetracht, dass diese Anstalt geeignet erscheint, eine zur Gewohnheit werdende tägliche Verbindung zwischen allen Bewohnern der guten Stadt Paris zu unterhalten, die ohne Aufhören Angelegenheiten mit einander zu ordnen haben, was oft nur auf brieflichem und schriftlichem Wege geschehen kann, » wurde Chamousset gestattet, eine Stadtpostanstalt einzurichten, « mit Genuss des Ertrages derselben während eines Zeitraumes von 30 Jahren. » In einer Königl. Erklärung vom 8. Juli 1759 ward in Betreff dieser Anstalt noch Folgendes bestimmt :

« Es werden in Unserer Stadt Paris verschiedene Büreaus eingerichtet, um innerhalb der Umgrenzungen Briefe und Packete aus einem Stadtviertel nach dem anderen zu befördern, und zwar zum Satze von 2 Sols für den einfachen Brief, für ein Billet oder eine Karte bis zum Gewicht von einer Unze, sei es mit oder ohne Umschlag, und von 3 Sols die Unze für kleine Packete. Um Missbräuchen vorzubeugen, ist das Porto voraus zu bezahlen; die Briefe und Packete werden mit dem Stempel des Abgangs-Büreaus bedruckt und nach dem Haupt-Büreau getragen, um dort vertheilt zu werden. Es ist jedoch Jedermann freigestellt, seine Briefe und Packete nach der Stadt und den Vorstädten von Paris durch solche Personen, die ihm gut dazu dünken, bestellen zu lassen. »

Der Dienst dieser Stadtpostanstalt, die auf besseren Grundlagen, als die ältere, beruhte, begann am 9. Juni 1760. Von dieser Eröffnung ward das Publikum durch eine Bekanntmachung benachrichtigt, aus der ich Folgendes anführe : « In jedem Büreau

by the King by means of Letters patent dated the 5<sup>th</sup> of May 1758. This document contains, among others, the following statement :—« Whereas it appears expedient to promote habitual and daily communication between all the inhabitants of his (the King's) good city of Paris, who have constant business and other transactions one with another, and who frequently can communicate by no other means than that of epistolary correspondence, » de Chamousset was authorised to establish a *petite poste*, « with the enjoyment of its receipts for the term of thirty years. » In a Royal declaration of the 8<sup>th</sup> of July 1759, the following provisions are, moreover, made concerning this service :—

« There shall be established in our city of Paris various offices for the purpose of conveying from one quarter to another within the *barrières* letters and packets at the rate of 2 sols per single letter, note, or card not exceeding the weight of one ounce, either with or without a cover, and of 3 sols per ounce for packets. In order to prevent abuse, the postage is to be paid beforehand; the letters and packets are to be impressed with the stamp of the despatching office; all letters and packets are to be conveyed to the chief-office, whence they are to be delivered. Everybody is, however, at liberty to send his letters and packets for the city itself, or the suburbs by any person he thinks proper ».

The service of this town-post which was founded on more secure bases than the first, was inaugurated on the 9<sup>th</sup> of June 1760. This inauguration was brought to the knowledge of the public by means of a notice, from which we extract the following passage :—« In every office a letter-box is set up which is different from those of the *Grande Poste*, and has its aperture outside in the street. The said letter-boxes are always to be placed on the desks of the tradesmen who undertake to keep the offices, or in some other conspicuous place

«quelque autre lieu apparent.» Les personnes qui écrivaient une lettre avaient la faculté de la placer dans la boîte ou de la remettre au chef du bureau. Un article spécial fait en outre observer qu'il est défendu d'insérer dans les lettres des pièces de monnaie, de l'argent ou d'autres objets de valeur.

On créa à Paris 9 bureaux de poste, timbrés des lettres A, B, etc. jusqu'à J inclusivement; en même temps on mit en mouvement 117 facteurs chargés de faire par jour 3 distributions à domicile. Le nombre de ces employés fut élevé plus tard et dut être porté à plus de deux cents.

Un écrivain allemand qui visita Paris au commencement de l'année 1770, Grimm, écrit encore au sujet de la petite-poste, dans son ouvrage «Observations d'un voyageur, etc. Altenburg 1775»: Quelles grandes facilités présente l'existence de la petite-poste dans une ville aussi vaste! A tous les coins de rue, on trouve quelqu'un pour recevoir les lettres qu'on lui confie et les remettre au facteur desservant le quartier pour lequel elles sont destinées. Ces gens portent toutes ces lettres au bureau général, rue des Déchargeurs, qui les inscrit et les fait porter à domicile par les facteurs de quartier; ces facteurs parcourent sans cesse les rues, depuis le grand matin jusqu'à 11 heures, et dans l'après-midi, de 2 heures à 10 heures du soir; ils annoncent leur passage au moyen d'une crécelle, sorte de manche mobile en fer adapté à une planchette, et qui, m'a-t-on dit, porte le nom de «ténèbre». Par ce moyen on peut recevoir le soir une réponse à un billet lancé le matin, et le lendemain matin, la réponse au billet de la veille.»

Dès la première année de l'exploitation. L'entrepreneur de la petite-poste fit un bénéfice net de 50,000 livres. Ses calculs lui permettaient

ist ein Briefkasten vorhanden, der von dem der Hauptpost verschieden ist; die Oeffnung desselben befindet sich nach der Strasse zu. Die Kasten werden stets an den Geschäftshäusern derjenigen Kaufleute, welche Büreaus übernehmen, oder an sonstigen, in die Augen fallenden Orten befestigt werden. Den Briefschreibern wird freigestellt, ihre Briefe in den Kasten zu legen oder sie den Vorstehern der Büreaus anzuvertrauen.» Ein besonderer Artikel macht noch darauf aufmerksam, dass es verboten sei, in die Briefe Geld, Silber oder andere Sachen von Werth zu legen.

Es wurden damals 9 Postbüreaus innerhalb Paris eingerichtet, welche Stempel mit den Buchstaben von A bis I erhielten; gleichzeitig wurden 117 Briefträger in Beschäftigung gesetzt, welche täglich dreimal Bestellungen bewirkten. Später soll die Zahl der Beamten und Briefträger zusammen mehr als 200 betragen haben.

Ein deutscher Schriftsteller, der im Anfange der 70er Jahre Paris besuchte, Grimm, berichtet über diese Stadtpostanstalt in seinem Werke, «Bemerkungen eines Reisenden etc. Altenburg 1775», darüber noch Folgendes: «Was für eine grosse Bequemlichkeit ist es nicht, dass man in einer solchen unermesslichen Stadt eine sogenannte *petite* Post hat. An allen Ecken und in allen Winkeln der Strassen wohnt Jemand, der die an ihn gegebenen Briefe abnimmt und sie dem zu demselben Quartier gehörigen Briefträger überliefert. Alle Briefe werden durch diese Leute nach der General-Office, die in der *Rue des Déchargeurs* ist, gebracht, eingetragen und durch die zu einem jeden Quartier gehörigen Briefträger richtig bestellt. Man kann auch die Briefe unmittelbar diesen Briefträgern zur Bestellung geben, die den ganzen Tag von früh bis um 11 Uhr und Nachmittags von 2 bis 10 Uhr alle Strassen unaufhörlich auf- und ablaufen und ihre Gegenwart mit einer Klapper anzeigen, die eine eiserne, an ein Brettchen beweglich angebrachte Handhabe ist, und wie man mir gesagt hat, *Ténèbre* genannt wird. Auf solche

The writers are at liberty either to put their letters into the letter-boxes, or to hand them to the head of the office.» A special article draws the attention of the public to the prohibition regarding the enclosure of money, silver, or other valuable articles in letters.

Nine offices were at that time established in Paris, to which stamps were given bearing the letters A, B, to I inclusively, 117 letter-carriers were, at the same time, appointed, and had to deliver the correspondence three times daily. At a later period the number of employés together with that of letter-carriers is said to have exceeded 200.

Grimm, a German author who visited Paris about the year 1770, refers, in his work, «*Bemerkungen eines Reisenden, etc. Altenburg 1775*» (Observations of a traveller, &c.), to this town-post service in the following terms:—«How great a convenience it is, to have in such an immense town an institution called *petite poste*! At every street-corner there lives somebody who takes in the letters handed to him, and delivers them to the letter-carrier belonging to the same quarter. All letters are conveyed by these men to the chief-office located in the *Rue des Déchargeurs*, where they are registered, and properly delivered by the letter-carriers belonging to the various quarters. Letters can also be handed directly for delivery to these carriers who constantly run up and down the streets from the early morning till 11 o'clock, and from 2 till 10 o'clock in the evening, announcing their presence by means of a rattle consisting of an iron-handle with a moveable wooden flap, and called *ténèbre* I was told. In this way, an answer to a letter despatched in the morning can be had in the evening, and to a letter sent off in the afternoon the reply can be had the next morning».

In the year of its inauguration this town-post service yielded its founder



d'espérer un revenu du double et même plus. Il paraît toutefois que ces résultats excitèrent les convoitises de nombre de gens, qui surent engager le roi à prendre au compte de la couronne l'exploitation de la petite-poste; et c'est ce qui eut lieu en effet. L'entrepreneur Chamousset obtint, à titre d'indemnité et de récompense, une rente viagère de 20,000 livres à prélever sur le produit net du service, avec la liberté de disposer, à sa mort, de la moitié de cette rente en faveur de la personne qu'il lui conviendrait de désigner.

Ce service subit dans la suite de nombreux perfectionnements. En 1803, le nombre des bureaux de poste fonctionnant à Paris était de huit; il y avait 203 boîtes aux lettres; en 1868, il existait déjà 40 bureaux et 621 boîtes aux lettres, sans parler des bureaux et des boîtes des localités de la banlieue englobées dans la capitale.

Le grand succès de la petite-poste de Paris suscita la création de services analogues dans les autres principales villes du royaume; *Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Montpellier, Rouen, Lille, Nancy* furent dotés d'établissements analogues dans la seconde moitié du siècle dernier. Ils paraissent, comme la petite-poste parisienne, avoir été dûs à l'initiative individuelle.

En 1780 un service du même genre fut créé à Strassbourg (Alsace) par un nommé Auvrest, licencié en droit de l'université catholique de cette ville. Cette petite-poste comprenait dans son rayon, outre la ville de Strassbourg et ses faubourgs, 162 localités des environs, jusqu'à une distance de 6 lieues. L'entrepreneur explique, dans son mémoire aux autorités, que la petite-poste a fait ses preuves dans les villes françaises ci-

Art kann man Abends Antwort auf einen Vormittags und Morgens auf einen Nachmittags abgegebenen Brief erhalten.»

Bereits im Jahre der Einrichtung dieser Stadtpostanstalt erwuchs dem Unternehmer ein Reinertrag von ungefähr 50,000 Livres. Die angestellten Berechnungen liessen ihn hoffen, dass diese ausgezeichnete Anstalt ihm den doppelten und vielleicht noch höheren Betrag der genannten Summe gewähren würde. Es soll jedoch eine grössere Anzahl Personen gegeben haben, welche den erzielten Erfolg mit neidischen Augen ansahen. Sie wussten darauf König Ludwig XV. zu bestimmen, dass er sich diese Anstalt vorbehalte. Dieselbe wurde demnächst auch für Königliche Rechnung übernommen. Dem Unternehmer Chamousset ward als Entschädigung und Belohnung eine laufende Rente von 20,000 Livres jährlich aus der Reineinnahme mit der Massgabe gewährt, dass bei seinem Tode die Hälfte der Rente zu Gunsten derjenigen Personen zu bestimmen sei, welche er zum Empfang als geeignet ansehen würde.

Diese Anstalt hat sich später sehr vervollkommenet. Im Jahre 1803 betrug die Zahl der in Paris vorhandenen Postanstalten 8, die Zahl der Briefkasten 203, dagegen war im Jahre 1868 die Zahl der Postanstalten schon 40, die Zahl der Briefkasten 621. Dazu kamen noch die Postanstalten und die Briefkasten in den dem Stadtbezirke zugetheilten Ortschaften.

Der grosse Erfolg, den die Stadtpostanstalt in Paris hatte, veranlasste die Einrichtung ähnlicher Anstalten in den grösseren Städten Frankreichs: *Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Montpellier, Rouen, Lille, Nancy* im Laufe der letzten Hälfte des vorigen Jahrhunderts. Dieselben scheinen ebenfalls wie die Pariser Anstalt durch Privatpersonen begründet worden zu sein.

Auch in *Strassburg* im Elsass wurde im Jahre 1780 eine solche Anstalt von einem gewissen Auvrest, der ein bei der katholischen Universität daselbst immatrikulirter Rechtskandidat war, eingerichtet. Diese Anstalt umfasste

a net revenue of as much as 50,000 livres in round figures, and his calculations led him to expect from this excellent institution a revenue amounting to double this sum, and perhaps more. It is, however, said that there were many people who regarded this success with envious eyes, and who persuaded [King Louis XV. to reserve the monopoly of this institution for himself. Subsequently the town-post service was carried on for the King's benefit, and de Chamousset received, as a compensation and reward, a pension of 20,000 livres a year out of the net revenue of the *petite poste*, the half of this pension to go, on his death, to the person he should deem the most deserving of it.

This institution attained, at a later date, considerable magnitude. In 1803 the number of post-offices in Paris was 8, and that of letter-boxes 203, whereas in 1868 the post-offices numbered 40, and the letter-boxes 621. To these must be added the offices and letter-boxes in the suburbs belonging to the city proper.

The great success of the town-post service in Paris, led, in the course of the latter half of the last century, to the establishment of similar institutions in the other great towns of France, such as *Lyons, Marseilles, Bordeaux, Nantes, Montpellier, Rouen, Lille* and *Nancy*. These institutions seem likewise to have been founded by private persons.

In the year 1780 a town-post service was also organised in Strassburg in Alsatia, by a certain Auvrest, who studied law at the Roman Catholic university of that town. This service extended, beyond the town proper, to the suburbs, and to 162 localities in its vicinity, some of them at a distance of as much as 6 leagues. The promoter of this service states in his memorial to the authorities that the town-post service in the above-mentioned towns had been successful, and that it might be expected that the establishment of a similar



dessus nommées, et qu'il est par conséquent permis de s'attendre à ce qu'elle aura aussi du succès à Strasbourg; il énumère au nombre des circonstances favorables: le chiffre relativement considérable de la population urbaine; le commerce étendu que font les habitants, et l'absence de moyens convenables pour l'échange des lettres soit dans l'intérieur même de la ville, soit entre celle-ci et les localités du voisinage. Il fait en même temps ressortir les inconvénients que présente le transport des lettres et petits paquets par l'entremise de gens de la campagne, rencontrés par hasard sur le marché et n'ayant aucun intérêt aux affaires qui leur sont ainsi confiées; les lettres doivent donc fréquemment se perdre ou subir des retards préjudiciables, tandis que la petite-poste assure une correspondance quotidienne et régulière.

Cette petite-poste, quelque bien organisée qu'elle fût, cessa de fonctionner même avant l'expiration de la première année d'exploitation. Elle avait apparemment été établie sur un trop grand pied et était trop coûteuse. En la créant, il faut supposer que l'entrepreneur n'avait pas tenu assez compte de ce fait, qu'en Alsace, à peu près toutes les localités un peu importantes possédaient depuis longtemps des messagers auxquels les habitants confiaient leurs commissions de toute nature. On peut donc admettre que les habitants des 162 localités ne firent pas grand usage de la petite-poste. En tous cas il eût certainement été plus rationnel de restreindre, dès le principe, ce service à la ville de Strasbourg, et de ne l'étendre plus tard qu'au fur et à mesure des besoins. Il est probable que, dans ces conditions, il eût pu être maintenu.

On voit du reste par le texte même de l'arrêt du Conseil d'État du Roi, relatif à la création de cette institu-

ausser der Stadt Strassburg und den dazu gehörigen Vorstädten noch 162 Ortschaften im Umkreise der Stadt, die bis 6 Stunden davon entfernt waren. Der Unternehmer führt in seinem Antrage an die massgebende Behörde aus, dass die Stadtpostanstalten in den oben erwähnten französischen Städten sich bewährt hätten und demgemäss anzunehmen sei, dass eine solche Anstalt sich auch in Strassburg bewähren werde. Günstige Umstände seien: die verhältnissmässig hohe Einwohnerzahl der Stadt, der ausgebreitete Handel derselben, sowie ferner, dass es sonst an geeigneter Gelegenheit zum Briefwechsel innerhalb der Stadt bz. zwischen der Stadt und den umliegenden Ortschaften fehle. Gleichzeitig ist noch auf die Unzulänglichkeiten hingewiesen, welche daraus entstünden, dass man Briefe und Päckchen den einfachen Landbewohnern mitgeben müsse, die man zufällig auf dem Markt anträfe, dass diese kein rechtes Interesse zur Sache hätten, demgemäss die Briefe öfters verlorener oder sie erst nach längerer Zeit abgäben, während die Stadtpostanstalt tägliche sichere und wohlfeile Verbindungen darböte.

Diese Stadtpostanstalt, so trefflich sie auch sonst eingerichtet war, stellte nach kaum einjährigem Bestande ihren Betrieb ein. Offenbar war dieselbe von vornherein auf zu grossem Fusse eingerichtet worden und deshalb zu kostspielig. Auch hatte der Unternehmer bei der Einrichtung derselben wohl nicht genügend in Betracht gezogen, dass im Elsass fast jede grössere Ortschaft seit langer Zeit mindestens einen Boten hatte, der im Interesse der Bewohner derselben Bestellungen aller Art ausführte. Demgemäss werden die Bewohner der 162 Ortschaften die eingerichtete Stadtpostanstalt nur sehr wenig benutzt haben. Jedenfalls wäre es richtiger gewesen, diese Anstalt von vornherein auf die Stadt selbst zu beschränken und sie, je nach dem sich zeigenden Bedürfnisse, zu erweitern. Alsdann hätte sie wohl Bestand haben können.

Im Uebrigen bekunden der ziemlich ausführliche Beschluss des Königlichen

institution would also be attended with a satisfactory result in Strassburg. Conditions likely to conduce to the success of his plan were the comparatively large number of inhabitants of the city, its extensive trade, and further, that there were no suitable arrangements for effecting the exchange of letters within the town, and between the city and the surrounding localities. He points, at the same time, to the inconveniences arising from the practice of entrusting letters and parcels for conveyance to the simple country-people met by hazard at the market; that, as these had no real interest in the matter, they would often lose the letters or only deliver them to the addressees after a long time had elapsed, whereas a town-post service would afford a cheap and reliable daily means of communication.

This arrangement, however well it may have been organised in other respects, ceased its operations, after scarcely a year's existence. It is evident that from the outset it had been established on too large a footing and was, therefore, too expensive. The promoter may, in addition, perhaps not have given sufficient consideration to the fact that, in Alsatia, there was scarcely any locality of any importance which had not had, for a long time, at least one carrier who did the commissions and errands of the inhabitants. It is, therefore, probable that the inhabitants of the 162 localities only availed themselves of the town-post service to a very small extent. It would, in any case, have been a better plan, first to have restricted the service of the institution to the city itself, and then to have extended it according to the requirements, as they arose. In this case the town-post might have had a longer existence.

As for the rest, it clearly appears from the decree of the Royal Council of State concerning the organisation of this institution, and from the

tion, ainsi que de l'ordonnance sur le *détail du service de la petite-poste* \*) que, pour la rédaction de ces actes, on avait pris pour base l'établissement analogue qui existait à Paris.

(A suivre).

### Les caisses d'épargne postales en Italie.

Un homme d'état italien bien connu, Mr. Quintino Sella, a publié dans la *Nuova Antologia*, du 1<sup>er</sup> juin 1881, un intéressant travail sur les caisses d'épargne postales en Italie et sur leur influence au point de vue de leur efficacité à développer l'esprit d'ordre dans le sein des populations, pour prouver que, dans tous cas, ces caisses ne sauraient faire une concurrence préjudiciable aux caisses d'épargne particulières, banques populaires, etc., qui, elles aussi, sont dignes d'encouragement.

Il ressort en effet du travail dont nous parlons qu'au 31 décembre 1880, l'Italie possédait 3903 établissements ou offices destinés à recevoir et à faire fructifier l'épargne des particuliers.

Ces divers établissements (caisses d'épargne particulières, caisses d'épargne postales, banques populaires, etc.) ont délivré, dans le courant de 1880, 1,475,200 livrets d'épargne représentant, à l'avoir des déposants, fr. 910,154,000.

Les 590 caisses d'épargne particulières, etc., figurent dans les chiffres ci-dessus, pour 1,135,428 livrets et un montant de fr. 863,900,000 en somme ronde, tandis que les 3313

\*) Ces documents se trouvent reproduits au commencement de la brochure intitulée: «Loeper, Zur Geschichte des Verkehrs in Elsass-Lothringen. Strassburg 1873.»

Staatsraths in Betreff der Einrichtung dieser Anstalt, sowie die näheren Angaben über den Dienst derselben unzweideutig, dass die gleichnamige Anstalt in Paris bei Anfertigung dieser Schriftstücke \*) zum Muster gedient hatte.

(Fortsetzung folgt.)

### Die italienischen Postsparkassen.

Der bekannte italienische Staatsmann, Herr Quintino Sella, hat in der *Nuova Antologia* vom 1. Juni d. J. einen interessanten Aufsatz über die italienischen Postsparkassen veröffentlicht, in welchem er den Einfluss, den dieselben auf den Sparsamkeitssinn der Bevölkerung ausüben, bespricht und den Nachweis zu führen sucht, dass den Privatsparkassen, Volksbanken etc., deren weitere Ausbreitung sich ebenfalls empfehle, eine schädliche Konkurrenz durch diese Kassen nicht gemacht werde.

Wie aus dem Aufsatz hervorgeht, waren Ende 1880 zur Anlegung und Fruchtbarmachung von Ersparnissen in Italien 3903 Annahmestellen (von Privat- und Postsparkassen, Volksbanken etc.) vorhanden, von welchen im Laufe des gedachten Jahres 1,475,200 Sparbücher ausgegeben u. 910,154,000 Fr. an ersparten Kapitalien eingenommen worden sind.

An diesen Zahlen participiren die 590 Privatsparkassen mit 1,135,428 Büchern und rund 863,900,000 Fr. Einlagen, während auf die 3313 Annahmestellen der Postsparkasse nur 339,772 Sparbücher mit 46,250,000 Fr. Einlagen entfallen.

\*) Beide Urkunden finden sich abgedruckt im Anfange der Schrift: «Loeper. Zur Geschichte des Verkehrs in Elsass-Lothringen. Strassburg 1873.»

Detailed Regulations for its execution, that these documents\*) had been drawn up on the pattern of those relating to the establishment of the Paris town-post.

(To be continued).

### The Post Office Savings Banks in Italy.

Signor Quintino Sella, a well-known Italian statesman published in the «*Nuova Antologia*» of the 1<sup>st</sup> of June 1881 an interesting paper on the Post Office Savings Banks in Italy, and on the influence they exercise on the people by promoting amongst them habits of order and thrift. The author aims at proving that the competition created by the establishment of these Banks can, in no way, be detrimental to the private savings banks, the «popular banks», &c. which are likewise deserving of encouragement.

It appears from this paper that, on the 31<sup>st</sup> of December 1880, there existed in Italy 3903 establishments or offices instituted for the purpose of receiving the savings of the people, and of increasing the same by the allowance of interest.

In the course of the year 1880, 1,475,200 accounts, representing an aggregate amount of deposits of 910,154,000 francs, were opened at these establishments (private savings banks, Post Office Savings Banks, «popular banks», &c.)

Out of the above-mentioned number of accounts, 1,135,428 representing a total amount of deposits of 863,900,000 francs in round figures, were opened with the 590 private savings establishments, whereas only 339,772 accounts

\*) Both documents are given at the beginning of the work:—«Loeper. Zur Geschichte des Verkehrs in Elsass-Lothringen. Strassburg 1873.»

caisses d'épargne postales n'y figurent que pour 339,772 livrets et un montant de fr. 46,250,000.

Pendant la période de 1876—1880, les déposants aux caisses d'épargne particulières, loin de diminuer, ont augmenté annuellement en moyenne de 57,824 avec un montant de fr. 52,860,000. Pendant la même période les caisses d'épargne postales, tout en voyant le nombre des déposants augmenter de 67,954 en moyenne par année, soit dans une proportion passablement plus forte que les autres, ont vu le montant de leurs dépôts ne s'accroître que de fr. 9,250,000 par année seulement.

Les caisses d'épargne postales s'adressent à un public autre que celui des caisses d'épargne particulières, à un public que ces dernières croient, ou ont jusqu'à présent cru devoir négliger; elles s'ouvrent à des dépôts jugés trop modestes par les institutions d'épargne privées. En effet un résumé comparatif des dépôts produits par l'épargne en Italie, pendant l'année 1880, constate que la moyenne des montants versés aux caisses d'épargne postales ne représente que la somme minime de fr. 1. 57, tandis qu'elle était de fr. 30. 33 pour les caisses d'épargne particulières, par mille habitants.

Si les grandes communes sont généralement dotées d'établissements d'épargne suffisants, il n'en est, en revanche, pas de même pour les petites communes. Sur les 8260 communes que compte le royaume d'Italie, 840 communes de plus de 6000 habitants possédaient, en 1880, 277 caisses d'épargne particulières et 817 caisses d'épargne postales; pour les 2952 communes de 2 à 6 mille âmes, on ne compte plus que 156 caisses particulières et 1756 caisses d'épargne postales; enfin dans les 4468 communes de moins de 2000 habitants, on ne trouve plus que 24 caisses d'épargne particulières et 638 caisses d'épargne postales. Il n'y en a donc plus que 14 sur cent de celles-ci qui

In dem Zeitraum von 1876 bis 1880 ist die Zahl der von den Privat-instituten ausgegebenen Sparkassenbücher im Durchschnitt jährlich um 57,824 Stück und die Summe der eingeschossenen Kapitalien um 52,860,000 Fr. gewachsen. Bei den Postsparkassen hat dagegen während des gleichen Zeitraums die Zahl der Bücher im Durchschnitt jährlich um 67,954 Stück, mithin verhältnissmässig weit mehr zugenommen, als bei den Privatsparkassen, während das Einlagenmehr bei den Postsparkassen nur 9,250,000 Fr. jährlich betragen hat.

Die Postsparkassen haben es mit ganz anderen Bevölkerungskreisen zu thun, als die Privatsparkassen, mit Kreisen, welche die letzteren dadurch, dass sie so geringe Einlagen, wie die Postsparkassen, nicht annehmen, bisher von sich fern gehalten haben. Bei einer Vergleichung der während des Jahres 1880 in Italien gemachten Spareinlagen ergibt sich, dass die durchschnittliche Einlagssumme bei den Postsparkassen sich nur auf 1<sup>57</sup> Fr. belaufen, bei den Privatsparkassen dagegen 30<sup>33</sup> Fr. auf je 1000 Einwohner betragen hat.

Während in den grossen Gemeinden im Allgemeinen Sparanstalten in genügender Anzahl eingerichtet sind, ist ein Gleiches in den kleinen Gemeinden nicht der Fall. Von 8260 Gemeinden, welche das Königreich Italien aufweist, besaßen im Jahr 1880 840 Gemeinden mit mehr als 6000 Einwohnern 277 Privat- und 817 Postsparanstalten; auf 2952 Gemeinden mit 2000 bis 6000 Einwohnern entfielen 156 Privat- und 1756 Postsparanstalten und auf die 4468 Gemeinden mit weniger als 2000 Einwohnern sogar nur 24 Privat- und 638 Postsparanstalten. Auf je 100 der letzteren Gemeinden kamen daher nur 14, in welchen Sparanstalten der einen oder andern Art eingerichtet waren.

Die gleiche Verschiedenheit zeigt sich auch in der Vertheilung der in

with 46,250,000 francs were opened at the 3313 Post Office Savings Banks.

In the period from 1876 to 1880, the number of depositors in the private establishments, instead of showing a decrease, exhibited an average yearly increase of 57,824, and the amount deposited augmented by 52,860,000 francs.

During the same period, the number of depositors in the Post Office Saving Banks, showed a yearly average increase of 67,954,—a considerably larger increase than that in the number of depositors in the private establishments,—but the total amount of deposits paid in by them, only augmented by 9,250,000 francs on an average every year.

The Post Office Savings Banks are intended for a public other than that dealing with the private savings banks, for a public with which the latter do not think, or have not, hitherto, thought it necessary to concern themselves; the Post Office Savings Banks are available for deposits considered too small by the private establishments. In support of this assertion, we may adduce the fact that, according to a comparative statement showing the savings deposited in the various savings establishments of Italy during the year 1880, the average amount of deposit per 1000 inhabitants was only 1 franc 57 centimes as regards the deposits received by the Post Office Savings Banks, and as much as 30 francs 33 centimes as regards those paid in to the private institutions.

Large communes possess, as a rule, a sufficient number of savings establishments; but this is not the case as regards small communes. Of the 8260 communes into which the Kingdom of Italy is divided, 840 communes with more than 6000 inhabitants each, had, in 1880, 277 private and 817 Post Office Savings Banks; 2952 communes with from 2000 to 6000 inhabitants had 156 of the former and 1756 of the latter institutions, and, lastly, 4468 communes with less than 2000 inhabitants had only 24 private and 638 Post Office Savings

soient desservies d'une manière ou d'une autre.

La même inégalité de répartition se rencontre entre les différentes provinces du royaume, en ce qui concerne les 590 caisses d'épargne particulières que possède l'Italie; il y en a 229 dans les 22 provinces de l'Italie moyenne, c'est à dire l'Emilie, l'Ombrie, les Marches, la Toscane et le Lazio; 287 dans les 22 provinces de la haute Italie, soit le Piémont, la Ligurie, la Lombardie et la Vénétie, mais 57 seulement dans les 16 provinces de l'Italie méridionale et 17 dans les 9 provinces des îles de Sicile et de Sardaigne. En revanche les 3313 caisses d'épargne postales sont répandues d'une manière plus égale sur tout le territoire, et viennent ainsi combler une lacune réelle dont souffriraient, sans elles, certaines provinces qui, en 1873, ne possédaient encore aucune caisse d'épargne quelconque.

A ce propos on est naturellement amené à se demander quelle peut être l'influence de l'épargne sur le développement moral et intellectuel des populations. En étudiant à ce point de vue l'un des tableaux synoptiques qui accompagnent le travail de M. Sella, on a constaté, par exemple, qu'il existe un rapport assez surprenant, mais constant, entre le nombre des caisses d'épargne de toute nature et celui des journaux et publications périodiques du royaume d'Italie, et que, plus une province voit éclore de publications de cette nature, plus aussi on peut être certain que l'épargne y est en faveur.

Par exemple la province de Milan qui voit paraître 216 journaux, compte 19,94 livrets d'épargne par cent habitants, ce qui représente à peu près un livret par famille si l'on admet une moyenne de 5 personnes par famille. Cette province marche en tête. Il ne se publie qu'un seul journal dans chacune des provinces de Trapani, Massa, Grosseto et Rovigo, et le nombre des livrets d'épargne n'y est plus que de  $1\frac{1}{3}$  à  $2\frac{2}{3}$  par 100

Italien bestehenden 590 Privatsparkassen auf die verschiedenen Provinzen; während die 22 Provinzen Mittel-Italiens (Emilia, Umbrien, die Marken, Toscana und Latium) 229 Privatsparkassen aufweisen, entfallen auf die 22 Provinzen Ober-Italiens (Piemont, Ligurien, Lombardei und Venedig) 287, auf die 16 Provinzen Süd-Italiens nicht mehr als 57 und auf die 9 Provinzen der Inseln Sizilien und Sardinien nur 17 solcher Kassen. Die 3313 Postsparkassen sind dagegen ziemlich gleichmässig über das ganze Land verbreitet, wodurch in einzelnen Provinzen, welche im Jahre 1873 noch keine einzige Sparanstalt besaßen, einem dringenden Bedürfnisse abgeholfen worden ist.

Es drängt sich dabei die Frage auf, welchen Einfluss wohl das Sparen auf die intellektuelle und sittliche Hebung des Volkes haben kann. Prüft man von diesem Gesichtspunkte aus die eine der Tafeln, welche dem Aufsätze des Herrn Sella beigelegt sind, so zeigt sich ein steter und ziemlich überraschender Zusammenhang zwischen der Zahl der verschiedenen Sparkassen und derjenigen der Zeitungen und Zeitschriften, in der Weise zwar, dass, je mehr Zeitungen in einer Provinz veröffentlicht werden, um so grösser auch die Frequenz der Sparkassen ist.

Beispielsweise entfallen in der Provinz Mailand, in welcher 216 Zeitungen erscheinen, 19,94 Sparbücher auf je 100 Einwohner, mithin, die Familie zu 5 Personen gerechnet, ein Buch ungefähr auf jede Familie. Die genannte Provinz nimmt in dieser Beziehung die erste Stelle ein. Nur je eine Zeitung erscheint in den Provinzen Trapani, Massa, Grosseto und Rovigo, und auf je 100 Einwohner kommen dort nicht mehr als  $1\frac{1}{3}$  bis  $2\frac{2}{3}$  Sparbücher. Was die Provinz Sassari, welche keine einzige Zeitung besitzt, betrifft, so ist in derselben

Banks. Thus, out of every 100 communes of the last mentioned class, there were only 14 which were provided with a savings bank of the one or the other kind.

A similar disproportion exists as regards the manner in which the 590 private savings banks existing in Italy are distributed amongst the provinces of the Kingdom. 229 of these banks fall to the share of the 22 provinces of Central Italy, (Emilia, Umbria, the Marches, Tuscany, and Latium), 287 to that of the 22 provinces of Northern Italy (Piedmont, Liguria, Lombardy, and Venetia), 57 only to that of the 16 provinces of Southern Italy, and 17 to that of the 9 provinces of the islands of Sardinia, and Sicily. But as concerns the 3313 Post Office Savings Banks, their distribution is a fairer one throughout the territory, and they therefore supply a real want, which would be severely felt in certain provinces which until 1873 possessed no savings establishment of any kind whatever.

These considerations naturally suggest the question:—« What is the influence of thrift on the moral and intellectual development of the people? » If, with a view to solve this question, we carefully consider one of the synoptic tables added to Signor Sella's article, we find, for instance, that there exists a somewhat surprising but constant relation between the number of savings banks of every kind, and that of newspapers and periodicals published in the Kingdom of Italy, and that the more newspapers there are in a province, the thriftier are its inhabitants.

In the province of Milan, for instance, in which the number of newspapers published amounts to 216, there are 19,94 depositors in every 100 inhabitants, or about one depositor per household, if the latter is taken to consist, on an average, of five individuals. In this respect, this province ranks first. Only one paper is published in each of the provinces of Trapani, Massa, Grosseto, and Rovigo, and the proportion between the number of depositors and that of

habitants. Quant à la province de Sassari, qui est absolument dépourvue de tout journal publié sur son territoire, elle n'a plus qu'un déposant par 100 habitants.

Faut-il supposer, comme quelques personnes l'ont fait, que les journaux en exerçant une heureuse influence sur le développement moral des populations, détermine chez elles une tendance à l'ordre et à l'économie? Ne convient-il pas plutôt d'attribuer cette relation entre les caisses d'épargne et les journaux, en Italie, à ce fait, que les provinces qui comptent le plus grand nombre des unes et des autres, sont les provinces les plus favorisées au point de vue de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; celles par conséquent où il est plus aisé aux individus de consacrer une partie de leur gain à l'épargne? C'est une question qu'il ne nous appartient pas de trancher et que nous nous bornons à soumettre à MM. les économistes.

---

### Communications.

Une conférence à laquelle l'administration des postes impériales allemandes convia un grand nombre de conseillers des postes, en même temps que les chefs des offices postaux et télégraphiques de première classe, s'est réunie dernièrement à Berlin, pour discuter des questions intéressant le service intérieur de la poste et du télégraphe en Allemagne.

Cette conférence fut ouverte, le 10 novembre, par S. E. le Secrétaire d'état chargé de l'administration des postes et télégraphes, M. le D<sup>r</sup> Stephan, qui, dans son discours d'ouverture, exposa aux délégués qu'on les avait réunis pour leur fournir l'occasion de présenter, sur le service et son organisation, des propositions basées sur les résultats de leurs propres expériences, mais en second lieu aussi pour leur permettre de se pénétrer de l'esprit qui inspire les divers or-

nur 1 Sparbuch auf je 90 Einwohner zu rechnen.

Darf man, wie dies seitens einiger Personen geschieht, hieraus folgern, dass die Zeitungen durch den günstigen Einfluss, den sie auf die moralische Entwicklung der Bevölkerung ausüben, auch die Neigung zur Ordnung und Sparsamkeit in derselben anregen? Oder muss man nicht vielmehr die Beziehungen, welche zwischen den Sparkassen und Zeitungen in Italien bestehen, auf die Thatsache zurückführen, dass in denjenigen Provinzen, welche die meisten Zeitungen und Sparkassen besitzen, Ackerbau, Handel und Industrie am meisten entwickelt sind, und die Bevölkerung daher auch leichter in der Lage ist, einen Theil ihrer Einnahmen den Sparkassen zuzuwenden? Doch ist dies eine Frage, deren Entscheidung wir den Herren National-Oekonomen überlassen wollen.

---

### Mittheilungen.

Zur Berathung von Fragen des internationalen deutschen Post- und Telegraphendienstes ist in Berlin kürzlich eine Konferenz abgehalten worden, zu welcher die deutsche Reichs-Postverwaltung eine grössere Anzahl Posträthe, sowie Vorsteher von Post- und Telegraphenämtern I. Kl. des Reichs-postgebiets einberufen hatte.

Die Konferenz wurde von dem Herrn Staatssekretär des deutschen Reichs-postamts Dr. Stephan am 10. November d. J. mit einer Ansprache eröffnet, in welcher er die Mitglieder darauf aufmerksam machte, dass ihre Einberufung erfolgt sei, einmal, um auf Grund ihrer praktischen Erfahrungen über wichtige Fragen des Post- und Telegraphendienstes Vorschläge abzugeben, demnächst aber auch, um sich selbst von dem Geiste zu überzeugen, der in Berlin die einzelnen

inhabitants is but  $1\frac{1}{3}$  or  $2\frac{2}{3}$  to 100. With regard to the province of Sassari which does not produce a single newspaper, there is but one depositor in every 90 inhabitants.

Are we to conclude from this, as is done by some people, that newspapers, while exercising a wholesome influence on the moral development of the population, also promote in them habits of order and thrift? Should we not, rather, attribute the cause of this relation between the number of Savings Banks and that of newspapers in Italy to the fact that the provinces possessing the greatest number of newspapers and Savings Banks, are those most favoured in point of agriculture, trade and industry, and consequently those in which the inhabitants can much better afford to invest a part of their earnings in the Savings Bank? This is a question which it is not for us to solve, and which we refer to economists for decision.

---

### Miscellaneous.

A Conference, to which a large number of postal councillors and postmasters of 1<sup>st</sup> class German post and telegraph-offices had been convened by the Imperial German Postal Administration, has lately been held in Berlin for considering questions relative to the domestic German postal and telegraph service.

The Conference was opened on the 10<sup>th</sup> of November last by D<sup>r</sup> Stephan, the Secretary of State for the German Post Office, with a speech in which he informed the members of the Conference that they had been invited, firstly, for the purpose of making, based upon their experience in the practical service, proposals relative to important questions connected with the postal and telegraph service; secondly, in order that they might judge for themselves of the spirit by

ganes de l'administration centrale, en vue d'arriver à une harmonie indispensable dans l'application des dispositions de celle-ci; M. le D<sup>r</sup> Stephan déclara également qu'en troisième lieu, la conférence avait aussi pour objet de mettre les délégués au courant des dernières innovations introduites dans l'organisation du service postal et télégraphique de la capitale, de leur permettre de recueillir les fruits de nouvelles études et d'en faire profiter le public qu'ils sont appelés à desservir. A cette occasion, l'éminent orateur fit observer à bon droit que, dans toute organisation, quelque parfaite qu'elle soit, il est indispensable de connaître l'esprit qui la dirige; il est donc à désirer que chacun, en ce qui le concerne, concoure à ce que ce bon esprit se propage dans le personnel, pour le plus grand avantage du service.

Nous sortirions du cadre de ce journal, si nous voulions entrer dans le détail des discussions de cette conférence, d'autant plus que les questions débattues se rapportent particulièrement à des objets intéressant le service intérieur des postes et télégraphes d'Allemagne. Nous nous contenterons de dire que la discussion des nombreuses questions soumises à la conférence (il y en eut 46 en tout) réclama quinze jours entiers.

Il est presque superflu d'ajouter que les membres de la conférence ont emporté chez eux un trésor d'agréables souvenirs; d'autre part, quant au service de la poste et du télégraphe, ils ont fait provision de nouvelles expériences qu'ils ne manqueront pas de mettre à profit. De son côté, l'administration des postes allemandes aura elle-même reçu, de tant de fonctionnaires versés dans la pratique du service, l'inspiration d'une foule d'idées neuves; à notre avis, c'est dans les fruits qui naissent de ces efforts convergents que git le principal avantage de ces sortes de conférences.

Organe der Verwaltung durchströme und zu einem harmonischen Ganzen führe, und drittens, um von den in der Neuzeit geschaffenen Post- und Telegraphen-Einrichtungen der Hauptstadt Kenntniss zu nehmen, dadurch neue Erfahrungen zu sammeln und dieselben in ihren eigenen Kreisen nutzbar zu machen. Der Herr Staatssekretär betonte dabei mit Recht, dass es bei allen Einrichtungen, so vortrefflich sie auch sein mögen, doch in erster Linie auf den Geist ankomme, von welchem dieselben getragen werden; er könne nur wünschen, jeder an seinem Theile möge dafür Sorge tragen, dass dieser gute Geist unter der Beamtenschaft weitere Fortschritte mache und zum Segen des grossen Verkehrsinstituts gereiche.

Es würde für die Zwecke unseres Blattes zu weit führen, auf den Inhalt der Berathungen einzugehen, zumal die Fragen im Wesentlichen Gegenstände des internen deutschen Post- und Telegraphendienstes betreffen. Wir wollen daher nur anführen, dass die Berathungen über die reichhaltigen Materien (die Gesamtzahl der zur Erörterung gestellten Fragen belief sich auf 46) einen Zeitraum von vollen 14 Tagen in Anspruch genommen haben.

Es wird kaum der Versicherung bedürfen, dass die Mitglieder der Konferenz einen reichen Schatz angenehmer Erinnerungen mit nach Hause genommen, andererseits aber in Bezug auf den Post- und Telegraphendienst neue Erfahrungen gesammelt haben und dieselben angemessen verwerthen werden. Aber auch die deutsche Reichs-Postverwaltung wird manche neue Anregung von erfahrenen Beamten des praktischen Dienstes erhalten haben; und in dieser befruchtenden Wechselwirkung scheint uns der Hauptvortheil solcher Konferenzen zu beruhen.

which the several organs of the Postal Administration in Berlin were animated, and by which they were united to a harmonious whole; and thirdly, that they might inspect the postal and telegraph arrangements which had, of late, been introduced into the service of the capital, and therefrom gather fresh knowledge to be usefully applied by them in their own spheres of official activity. The Secretary of State very justly observed that the principal condition necessary for the success of any institution, however well organised it might be, was the spirit in which its service was carried out; and that his only wish was that every officer should be anxious to uphold and promote this good spirit among the staff, and thus to contribute his share to the development and prosperity of the great postal institution.

It does not fall within our province to give a detailed account of the deliberations, the more so as the questions submitted to the Conference mainly concerned the domestic German postal and telegraph service. We shall, therefore, only inform our readers that the deliberations on the numerous subjects laid before the Conference (the questions to be discussed numbered 46) fully occupied a fortnight.

We need scarcely add that the members of the Conference took home with them a rich treasure of agreeable recollections; but they also acquired fresh knowledge which will certainly be turned to account by them. On the other hand, the Imperial German Postal Administration is sure to have received many a valuable suggestion from experienced officers in the technical service, and it appears to us that it is this profitable interchange of opinions which constitutes the principal advantage of these Conferences.

# STATISTIQUE GÉNÉRALE

DU

## SERVICE POSTAL

DANS LES

PAYS DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

PUBLIÉE PAR LE

BUREAU INTERNATIONAL DES POSTES.

---

**Année 1879.**

---

**BERNE.**

IMPRIMERIE LANG & C<sup>ie</sup>.

1881.



Pays.	Superficie des pays en kilomètres carrés.	Population.	Nombre des bureaux de poste de toute catégorie.	Nombre d'habitants par bureau de poste.	Nombre par habitant, des lettres et cartes postales de et pour l'intérieur et des mêmes objets pour l'étranger.	Nombre des boîtes à lettres établies à l'usage du public.	Nombre des fonctionnaires et agents de tout grade	
							Service de l'Administration centrale.	Service d'Admini- stration locales et des bureaux de
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Allemagne . . . . .	539,805 <sub>64</sub>	42,727,874	9,191	4,649	15 <sub>6</sub>	55,030	744 <sup>1)</sup>	65,153
République Argentine . . . . .	1,195,519	2,250,000	—	—	—	—	—	—
Autriche . . . . .	300,226	21,942,000	4,015	5,465	10 <sub>4</sub>	8,117	260	13,498
Hongrie . . . . .	335,077	15,860,123	2,148	7,384	4 <sup>1)</sup>	3,014	65	4,781
Belgique . . . . .	29,455 <sub>16</sub>	5,476,939	700 <sup>1)</sup>	7,824	15 <sub>5</sub>	5,345	139	3,833
Danemark . . . . .	39,635	2,000,000	530	3,774	11 <sub>7</sub>	2,840	46	2,465
Égypte . . . . .	560,000 <sup>1)</sup>	5,260,000 <sup>1)</sup>	93 <sup>2)</sup>	56,559	0 <sub>6</sub>	129	44	700
Espagne . . . . .	507,036	16,731,570	2,536	6,598	4 <sub>1</sub>	3,324	7,381	
États-Unis d'Amérique <sup>1)</sup> . . . . .	10,360,178	47,000,000	40,855	1,150	?	15,267 <sup>2)</sup>	414	56,814
France . . . . .	548,525	36,905,788	5,866	6,291	13 <sub>9</sub>	50,886	315	33,965
Grande-Bretagne . . . . .	316,829	34,200,000	14,212	2,406	?	26,753	130	34,483
Grèce (1878) . . . . .	50,211	1,679,775	145	11,585	1 <sub>6</sub>	375	23	475
Honduras (République de) . . . . .	70,357 <sup>1)</sup>	380,000	19	20,000	0 <sub>22</sub>	20	5	40
Inde britannique <sup>1)</sup> . . . . .	2,351,740	191,047,379	4,392 <sup>2)</sup>	43,499 <sup>3)</sup>	0 <sub>62</sub>	6,132 <sup>4)</sup>	208	29,446
Italie . . . . .	296,013	27,500,000	3,272	8,405	6 <sub>7</sub>	11,500	317	14,372
Japon . . . . .	382,450 <sub>11</sub>	35,743,112	3,996	8,945	1 <sub>3</sub>	5,583	650	7,270
Luxembourg . . . . .	2,587 <sub>44</sub>	205,000	57	3,596	11 <sub>4</sub>	326	11	226
Norvège . . . . .	314,864	1,900,000	905	2,099	5 <sub>4</sub>	333	34	1,315
Pays-Bas . . . . .	32,839 <sub>07</sub>	4,037,010	1,314 <sup>1)</sup>	3,072	16 <sub>5</sub>	2,929	34	3,813
Perse . . . . .	1,650,000	<sup>1)</sup>	35	18,571	0 <sub>65</sub>	10	3	151
Portugal <sup>1)</sup> } 1878	89,540 <sup>2)</sup>	4,745,124	738	6,430	3 <sub>06</sub>	1,258	56	1,402
Portugal <sup>1)</sup> } 1879	89,540 <sup>2)</sup>	4,745,124	755	6,285	3 <sub>3</sub>	1,303	63	1,432
Roumanie . . . . .	160,150	5,040,000	233	21,631	1 <sub>2</sub>	1,288	36 <sup>1)</sup>	1,401
Russie . . . . .	22,202,616	93,000,000	4,374	21,262	1 <sub>03</sub>	7,668	96	14,889
Suède . . . . .	444,814	4,531,863	1,762	2,572	6 <sub>1</sub>	2,662	117	3,210
Suisse . . . . .	41,418 <sub>32</sub>	2,669,147 <sup>1)</sup>	2,838	940	22 <sub>8</sub>	5,200	33	3,573
<b>Colonies britanniques :</b>								
Guyane britannique . . . . .	221,243	240,500	46	5,228	2 <sub>9</sub>	13	70	
Honduras britannique . . . . .	19,585	24,710	3	8,237	0 <sub>65</sub>	3	5	
Hongkong . . . . . <sup>1)</sup>	<sup>1)</sup>	<sup>1)</sup>	12	—	?	20	76	
Seychelles . . . . .	742	13,391	1	13,391	0 <sub>47</sub>	1	1	
<b>Colonies françaises :</b>								
Cochinchine . . . . .	59,458	1,592,202	26	61,238	0 <sub>31</sub>	30	32	
Établissements français de l'Inde	511 <sub>77</sub>	277,964	5	55,593	0 <sub>07</sub>	8	12	
Guadeloupe . . . . .	1,848	174,231 <sup>1)</sup>	36	4,840	2 <sub>5</sub>	48	2)	45
Guyane française . . . . .	115,200	26,960	16	1,685	1 <sub>7</sub>	16	—	35
Martinique . . . . .	987	161,995	31	5,226	2 <sub>1</sub>	38	—	42
Mayotte . . . . .	366	12,000	4	3,000	0 <sub>5</sub>	4	—	5
Nouvelle Calédonie . . . . .	17,080	41,694	22	1,895	3 <sub>4</sub>	25	—	30
Réunion . . . . .	2,600	180,295	17	10,605	2 <sub>3</sub>	67	—	60
St-Pierre et Miquelon . . . . .	235	5,338	4	1,334	7 <sub>6</sub>	7	—	4
<b>Colonies néerlandaises :</b>								
Curaçao . . . . .	1,130	42,506	1	42,506	0 <sub>61</sub>	2	—	3
Surinam . . . . .	119,321	51,405	10	5,140	0 <sub>55</sub>	20	15	

Longueur kilométrique des routes postales exploitées sur les voies				Nombre de kilomètres parcourus annuellement par les				
terrées.	pavées, macadamisées et ordinaires.	maritimes.	fluviales.	wagons-poste.	malles-poste.	services à cheval.	services à pied.	services en bateaux.
10	11	12	13	14	15	16	17	18
31,326	69,189	2,022		100,021,613	51,604,882	12,462	11,883,624	877,755
11,265	41,203	22,551	161	27,947,906	31,489,460			1,260,674
10,777	32,255	—	2,352	11,230,561	17,075,500	809,598	1,248,510	1,066,998
4,012	2,023	24,612 <sup>2)</sup>	—	1,665,860	2,393,670	—	300,785	1,511,696 <sup>3)</sup>
1,561	2,337	7,584	—	3,632,281	1,597,570	—	20,435	579,166
2,067	6,963	8,506	660 <sup>3)</sup>	1,983,410	—	920,648 <sup>4)</sup>	859,557	63,924 <sup>3)</sup>
6,266	58,004	13,920	—	5,765,540	3,547,800	8,898,700	29,897,420	475,015
28,737	346,793	34,184		149,823,758	111,126,320			8,194,213
23,973	56,726	150	—	63,214,715	31,243,862	3,622,033	13,994,830	222,380
8	778	8,820 <sup>1)</sup>	—	1,024	—	—	—	—
58	4,530	142	—	—	2,040 (par semaine)	—	258,592 <sup>3)</sup>	3,184 <sup>4)</sup>
13,080	58,203 <sup>5)</sup>	22,040	—	—	—	—	—	—
1)	27,150	—	—	9,052 (par jour)	16,642,540	1,457,810	7,982,550	V. col. 13
105	45,373	14,300	147	803,154	215,714	698,507	30,463,241	906,855
328	303	—	—	591,665	294,920	—	10,303	—
1,973	9,806	13,240		817,478	1,701,325		386,775	1,661,964
1,873	8,120	9,799	884	5,370,610 <sup>2)</sup>	2,372,938	—	7,838,083 <sup>3)</sup>	891,658
—	6,500	—	—	—	—	624,000	1,000	—
1,009	8,744	2,550	221	1,213,260	1,291,240	2,414,904	1,843,142	340,145
1,009	8,785	2,550	221	1,213,260	1,291,240	2,426,464	1,848,252	340,145
1,355	2,023	148	959	1,801,335 <sup>2)</sup>	976,405	354,654 <sup>3)</sup>	8,857,680 <sup>3)</sup>	266,287
23,130	123,135	9,566	11,191	23,203,638	32,930,772			2,751,494
5,569	25,717	13,816		5,316,292	4,995,247	—	1,348,770	2,836,754
2,612	5,478	—	276	4,785,297	6,796,665	—	2,550,000	226,790
31	240	200	—	—	122,154	3,443	—	—
—	—	225	—	—	—	—	—	—
—	—	3,872	1,104	—	—	—	—	2,610,000 <sup>2)</sup>
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	865	990	216	—	—	—	816,229	
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	222	533	—	—	128,146	—	30,196	66,296
—	141	466	160	—	—	—	146,333	17,280
—	210	76	—	—	—	—	153,300	77,745
—	56	2	—	—	—	—	40,780	2,925
—	750	1,304	—	—	—	—	—	—
—	295	14	—	—	90,446	—	26,610	10,313
—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	244	—	—	—	—	30,660

## Service intérieur.

Pays.	Lettres				Cartes postales		Journaux et autres publications servis par abonnement.		Autres imprimés de toute nature. Nombre de paquets.	Échantillons de marchandises. Nombre.	Papiers d'af- fares. Nombre.	Envois recom- mandés. Nombre.
	affranchies.	non ou in- suffisam- ment affranchies.	franches de port.	TOTAL.	simples.	avec réponse payée.	Nombre de paquets.	Nombre de numéros.				
	Nombre.	Nombre.	Nombre.	Nombre.	Nombre.	Nombre.	25	26				
Allemagne . . .	451,117,447	17,272,672	34,917,858	503,307,977	116,971,215	885,419	2,677,610 <sup>2)</sup> (exemplaires)	377340691 <sup>2)</sup>	99,197,658	6,038,394	—	11,385,4
Rép. Argent.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche . . .	138,611,200	3,633,500	23,582,000	165,826,700	31,566,000	—	—	71,930,100 <sup>1)</sup>	19,650,000	3,707,100	—	14,334,9
Hongrie . . .	46,159,786	1,480,536	15,035,674	62,675,996	11,784,724	—	—	25,935,000	7,586,342	1,611,970	—	5,611,6
Belgique . . .	47,587,514	290,966	10,291,000	58,169,480	14,061,840	65,078	—	30,069,000	61,686,000	21,716,000	184,000	839,3
Danemark . . .	20,735,628	115,916	—	20,851,544	137,109	—	—	460,220 (exemplaires)	23,048,990	628,698	107,155	119,5
Égypte . . .	2,037,000	35,000	418,000	2,490,000	18,000	—	—	V. col. 27	—	811,000 <sup>5)</sup>	22,000	20,000
Espagne . . .	62,321,230	—	4,037,441	66,358,671	62,182	—	—	1)	1)	2)	1,389,503	1104,032
États-Unis d'Amérique <sup>1)</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,439,5
France . . .	396,094,050	4,106,108	54,411,024	454,611,182	26,307,992	228,980	—	249,865,470	277,787,307	11,951,958	9004,439	4,257,8
Gde-Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce (1878)	1,433,428	5)	590,004	2,023,432	—	—	—	346,450	1,541,618	3,562	1,196	91,4
Honduras (Rép.)	35,459	1,127	38,308	74,894	—	—	—	30,013	—	1,965	18	—
Inde-brit. <sup>1)</sup>	80,518,479	31,429,552	3,805,597	115,753,628	—	—	—	—	10,276,990	2,023,768		2,847,0
Italie . . .	109,952,226	4,389,756	36,605,904	150,947,886	17,588,828	1,611,346	—	83,406,336	51,607,902	8,273,076		5,179,1
Japon . . .	30,195,260		1,594,723	31,789,983	15,411,082	—	—	7,000,028	13,601,619	491,942	210,831	86,5
Luxembourg . .	1,100,803	24,337	237,907	1,363,047	142,098	1,207	—	—	902,491	742,120	7,890	5,885
Norvège . . .	7,616,492	211,341	848,211	8,676,044	144,885	—	—	1,672,281	9,201,010	331,474	27,833	17,2
Pays-Bas . . .	41,711,162	328,001	5,086,717	47,075,880	12,401,561	110,625	—	24,581,465	31,379,704	10,760,349	826,047	76,4
Perse (1878)	410,000	130	2,478	412,608	1,000	—	—	150	—	3,530	300	32,2
Portu- gal <sup>1)</sup>	11,733,977	44,925	1,213,210	12,992,112	205,717		—	6,962,742	—	1,092,718	150,770 <sup>3)</sup>	V. col. 28
1879	12,836,431	42,541	1,245,947	14,124,919	252,731		—	7,612,150	—	1,178,561	182,834 <sup>3)</sup>	V. col. 28
Roumanie . . .	2,506,566	698,664	1,097,124	4,302,354	628,141	—	—	V. col. 27	—	806,784 <sup>4)</sup>	85,044	216,8
Russie . . .	60,637,898 <sup>1)</sup>	123,915	27,190,094	87,951,907	3,465,942	—	—	—	73,986,283	—	4,841,596	5,071,1
Suède . . .	23,950,542	68,972	349,194	24,368,708	750,611	11,295	—	2,579,293	19,958,608	1,785,406	84,211	93,526
Suisse . . .	37,708,921	1,684,135	4,681,866 <sup>2)</sup>	44,074,922	5,994,683	66,785	—	—	49,324,278 <sup>3)</sup>	10,349,666	879,411 <sup>4)</sup>	22,158
<b>Colonies brit. :</b>												
Guyane brit.	562,836	—	19,879	582,715	—	—	—	V. col. 27	—	98,830 <sup>1)</sup>	V. col. 27	—
Honduras »	4,655	—	—	4,655	—	—	—	—	—	748	—	—
Hongkong . . .	67,500	3,503	1,053	72,056	80	—	—	19,500	19,500	27,000	275	—
Seychelles . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Colonies fran- çaises :</b>												
Cochinchine . .	135,790	2,536	181,546	319,872	15	—	—	9,246	62,789	27,100	1,376	592
Etabl <sup>ts</sup> franç <sup>s</sup> de l'Inde . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Guadeloupe . .	196,220	34,139	108,225	338,584	3,225	—	—	7,852	41,550	47,021	1,403	1,950
Guyane franç <sup>s</sup>	—	—	—	14,568	—	—	—	—	817	—	—	—
Martinique . . .	95,200	50,060	90,300	235,560	—	—	—	—	91,500	19,300	780	715
Mayotte . . .	309	113	738	1,160	—	—	—	—	—	—	—	—
Nv. Calédonie .	67,095	3,185	19,218	89,498	—	—	—	10,230	—	12,360	91	190
Réunion . . .	163,129	54,804	124,274	342,207	3,864	—	—	56,467	56,467	92,022	1,522	1,376
St-Pierre et Miquelon . . .	2,097	516	2,389	5,002	—	—	—	626	626	—	—	—
<b>Colonies néer- landaises :</b>												
Curaçao . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Surinam . . .	8,100	371	5,479	13,950	3	—	—	—	—	1,592	—	—



## Service intérieur.

## Service international (Expédition).

Pays.	Estafettes ou courriers extraordi- naires. — — Nombre.	Malles- poste. — — Nombre des voyageurs trans- portés.	Lettres				Cartes postales		Journaux et autres publications périodiques servies par abonnement.		Autres imprimés de toute nature. — — Nombre de paquets.	Échantillons de mar- chandises. — — Nombre.
			affranchies. — — Nombre.	non ou in- suffisamment affranchies. — — Nombre.	franches de port. — — Nombre.	TOTAL. — — Nombre.	simples. — — Nombre.	avec réponse payée. — — Nombre.	Nombre de paquets.	Nombre de numéros.		
Allemagne . . .	9,187	3,909,783	36,115,172	826,287	140,550	37,082,009	4,629,964	47,549	66,884 <sup>2)</sup> (exempl.) 300,000	8,993,869 <sup>2)</sup>	11,566,943	1,351,428
Rép. Argent. . .	—	—	661,928	5,900	3,130	670,958	1,450	30	—	1,050,000	28,400	591
Autriche . . .	21	147,074	26,450,300	861,800	521,000	27,833,100	3,154,400	—	—	V. col. 26	5,695,500	1,016,000
Hongrie . . .	—	16,518	556,626 <sup>4)</sup>	34,380 <sup>4)</sup>	20,736 <sup>4)</sup>	611,742 <sup>4)</sup>	50,211 <sup>4)</sup>	—	—	5)	195,308 <sup>4)</sup>	31,120 <sup>4)</sup>
Belgique . . .	—	454,972	10,542,194	167,700	13,000	10,722,894	1,818,232	6,708	3,779,600	5,054,000	4,005,000	747,000
Danemark . . .	—	84,577	2,306,238	102,847	—	2,409,085	104,107	—	29,895 (exempl.) V. col. 52	1,117,082	245,409	57,113
Égypte . . .	—	3,202 <sup>6)</sup>	676,000	12,000	5,000	693,000	7,000	—	—	—	91,000 <sup>5)</sup>	33,000
Espagne . . .	—	—	2,463,903		—	2,463,903	31,091	—	—	3,043,751	1,099,973	615,314
États-Unis (d'Amérique <sup>1)</sup> )	—	—	11,369,228	255,320	31,304	11,655,852	469,028	—	9,197,032	12,061,296	3,284,528	103,584
France . . .	—	—	31,434,012	818,667	—	32,252,679	1,569,429	38,112	—	14,697,252	4,407,514	1,632,911
G <sup>d</sup> e-Bretagne . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce (1878) . . .	—	—	572,988	60,398	416	633,802	5,980	—	175,942	457,990	13,780	3,380
Honduras (Rép.) . . .	40	—	7,810	35	1,426	9,271	—	—	6,907	—	810	12
Inde brit. <sup>1)</sup> . . .	—	—	2,877,076		—	2,877,076	—	—	—	—	759,041	
Italie . . .	—	—	13,232,394	1,143,510	—	14,375,904	628,197	61,093	—	5,073,654	3,641,706	308,004
Japon . . .	—	—	180,378		—	180,378	2,184	—	91,147	—	16,504	
Luxembourg . . .	—	—	682,805	24,478	12,874	720,157	120,876	858	—	29,175	169,749	17,557
Norvège . . .	—	—	1,378,949	60,736	1,677	1,441,362	29,562	104	65,364	198,675	167,089	6,162
Pays-Bas . . .	—	—	6,156,109	96,242	4,197	6,256,548	919,905	8,903	984,826	1,268,419	1,234,515	758,716
Perse (1878) . . .	—	—	7,800	—	500	8,300	1,000	—	—	—	200	200
Portu- gal <sup>1)</sup> 1878 . . .	—	—	1,291,610	10,141	478	1,302,229	15,222		V. col. 52		432,007 <sup>4)</sup>	V. col. 52
Portu- gal <sup>1)</sup> 1879 . . .	—	—	1,321,910	10,091	324	1,332,325	20,524		V. col. 52		447,180 <sup>4)</sup>	V. col. 52
Roumanie . . .	—	597	825,712	76,992	6,420	909,124	9,999		V. col. 52	—	291,366 <sup>4)</sup>	60,741
Russie . . .	25,992	—	4,338,402	170,187	—	4,508,589	289,354	—	—	999,275	—	1,361,400
Suède . . .	—	1,643	1,965,339	367,046	7,926	2,340,311	88,941	286	199,518	705,145	162,376	19,604
Suisse . . .	849	845,117	9,036,608	165,591	—	9,202,199	1,542,268	3,000	—	V. col. 26	3,853,108	277,056
<b>Colonies brit.:</b>												
Guyane brit. . .	—	—	125,870	—	—	125,870	—	—	V. col. 52		67,670 <sup>2)</sup>	—
Honduras » . . .	—	—	11,454	84	—	11,538	13	—	—	—	471	—
Hongkong . . .	—	—	252,000	3,340	572	255,912	2,970	—	—	88,000	107,000	3,000
Seychelles . . .	—	—	6,089	104	93	6,286	—	—	—	47	83	21
<b>Colonies fran- çaises:</b>												
Cochinchine . . .	—	—	159,094	5,538	8,580	173,212	—	—	650	10,972	34,892	1,600
Établ <sup>s</sup> franç <sup>s</sup> de l'Inde . . .	—	—	17,070	3,460	421	20,951	99	—	966	1,208	4,327	121
Guadeloupe . . .	—	—	85,755	4,250	1,985	91,990	600	—	300	7,122	9,050	827
Guyane franç <sup>e</sup> . . .	—	—	26,505	3,459	758	30,722	6	—	72	1,698	42	230
Martinique . . .	—	—	94,600	5,400	1,050	101,050	125	—	—	21,720	3,240	510
Mayotte . . .	—	—	4,095	194	563	4,852	—	—	—	—	—	46
Nv. Calédonie . . .	2	842	45,000	7,329	279	52,608	—	—	3,864	7,278	2,430	83
Réunion . . .	—	—	67,689	6,131	1,625	75,445	102	—	—	—	16,961	610
St-Pierre et Miquelon . . .	—	—	26,093	9,110	530	35,733	16	—	V. col. 52		2,744 <sup>1)</sup>	41
<b>Colonies néer- landaises:</b>												
Curaçao . . .	—	—	11,912	13,572	49	25,533	238	—	—	—	3,598	17
Surinam . . .	—	—	13,975	348	62	14,385	264	—	—	—	3,976 <sup>1)</sup>	21 <sup>1)</sup>

(ports simples)



## Service international (Réception).

Pays.	Lettres				Cartes postales		Journaux et autres publications périodiques servis par abonnement.		Autres imprimés de toute nature.	Échantillons de marchandises.	Papiers d'affaires.	Envois recommandés.
	afranchies.	non on insuffisamment afranchies.	franches de port.	TOTAL.	simples.	avec réponse payée.	Nombre de paquets.	Nombre de numéros.				
	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78
Allemagne . . .	34,695,200	773,127	129,554	35,597,881	4,384,092	26,104	28,804 <sup>2)</sup>	4,430,200 <sup>2)</sup>	12,235,880	2,165,510	127,263	1,461,500
Rép. Argent. . .	768,229	12,800	2,826	783,855	7,500	1,550	(exemplaires) 360,000	1,260,000	54,300	2,620	9,902	15,000
Autriche . . .	28,725,700	839,200	912,800	30,477,700	3,901,500	—	—	V. col. 26	6,861,100	1,531,200	—	1,888,000
Hongrie . . .	371,302 <sup>4)</sup>	31,572 <sup>4)</sup>	17,118 <sup>4)</sup>	419,992 <sup>4)</sup>	32,040 <sup>4)</sup>	—	—	—	128,790 <sup>4)</sup>	16,634 <sup>4)</sup>	—	46,000
Belgique . . .	9,065,914	242,580	58,000	9,366,494	767,234	1,560	2,393,900	2,972,000	2,320,000	485,000	75,000	273,000
Danemark . . .	2,547,323	71,126	—	2,618,449	121,994	—	15,370 (exempl.)	706,024	1,233,929	112,350	—	229,000
Égypte . . .	568,000	22,000	3,000	593,000	6,000	—	V. col. 75	—	584,000 <sup>5)</sup>	22,800	3,000	17,000
Espagne . . .	3,102,171		—	3,102,171	53,524	—	—	3,745,040	2,127,340	923,040	724,355	77,000
États-Unis d'Amérique <sup>1)</sup>	10,758,756	674,388	16,588	11,449,732	215,848	—	V. col. 75	—	10,461,568 <sup>3)</sup>	170,924	V. col. 75	336,000
France . . .	29,484,616	946,844	—	30,431,460	1,614,197	74,431	—	8,325,854	2,496,815	925,028	169,704	916,000
Gde-Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce (1878)	533,142	24,102	754	557,998	6,188	—	310,074	341,276	10,244	9,828	598	2,000
Honduras (Rép.)	7,726	3,405	1,677	12,808	31	—	10,245	—	2,125	17	—	—
Inde brit. <sup>1)</sup>	2,916,030		—	2,916,030	—	—	—	—	3,025,873			—
Italie . . .	9,833,450	300,068	—	10,133,518	489,011	—	—	4,923,854	1,705,099	380,100	74,208	501,000
Japon . . .	—	117,273	—	117,273	423	—	126,414	—	7,166		—	1,000
Luxembourg . .	707,112	33,439	11,542	752,093	113,776	843	—	264,182	349,811	32,355	5,395	13,000
Norvège . . .	1,668,485	44,278	1,027	1,713,790	44,265	52	98,865	462,810	413,998	43,030	1,209	7,000
Pays-Bas . . .	6,322,433	118,339	4,247	6,445,019	633,747	4,004	1,211,351	2,210,687	1,622,309	360,226	13,131	240,000
Perse (1878)	1,500	200	1,000	2,700	400	—	—	35,000	1,500	700	—	—
Portugal (1878 gal <sup>1)</sup> )	1,448,080	13,165	507	1,461,752	6,347		V. col. 75		1,070,209 <sup>4)</sup>	V. col. 75	V. col. 75	210,000
Portugal (1879)	1,571,462	12,329	539	1,584,330	5,934		V. col. 75		1,136,744 <sup>4)</sup>	V. col. 75	V. col. 75	320,000
Roumanie . . .	973,884	69,030	—	1,042,914	59,070		V. col. 75	—	928,974 <sup>4)</sup>	55,074	—	119,000
Russie . . .	5,554,135	224,959	—	5,779,094	466,145	—	—	3,634,973	—	2,099,969	—	372,000
Suède . . .	2,697,715	71,886	5,240	2,774,841	81,185	—	180,176	572,880	614,482	100,594	30,157	113,000
Suisse . . .	9,371,232	359,112	—	9,730,344	1,135,680	—	—	3,034,859 <sup>6)</sup>	5,661,708	540,748	35,568	287,000
<b>Colonies brit.:</b>												
Guyane brit.	124,272	—	—	124,272	—	—	V. col. 75		169,671 <sup>2)</sup>	—	—	2,000
Honduras »	11,109	60	—	11,169	7	—	—	—	15,564	20	—	—
Hongkong . . .	255,000	4,030	468	259,498	2,890	—	—	100,000	209,000	2,600	370	8,000
Seychelles . . .	5,810	446	209	6,465	6	—	—	11,133	538	87	—	—
<b>Colonies françaises:</b>												
Cochinchine . .	128,674	8,086	6,736	143,496	134	19	23,660	49,078	20,946	1,482	206	1,000
Établ <sup>ts</sup> franç <sup>s</sup> de l'Inde . .	14,436	740	1,597	16,773	97	—	3,882	7,821	4,319	312	48	15,000
Guadeloupe . .	105,250	5,755	3,500	114,505	800	—	3,250	14,625	7,320	1,842	410	15,000
Guyane franç <sup>e</sup> . .	36,854	3,527	1,556	41,937	35	—	2,136	27,857	389	459	5	2,000
Martinique . . .	102,200	7,200	6,030	115,430	190	12	—	198,600	14,020	1,900	190	2,000
Mayotte . . .	1,367	453	172	1,992	—	—	650	1,643	93	102	26	—
Nv. Calédonie . .	36,949	3,805	1,981	42,735	—	—	7,104	16,518	6,677	140	7	11,000
Réunion . . .	66,724	5,896	2,659	75,279	138	4	—	—	55,809	1,265	504	1,000
St-Pierre et Miquelon . .	31,643	5,402	596	37,641	124	—	V. col. 75		18,402 <sup>1)</sup>	188	8	—
<b>Colonies néerlandaises:</b>												
Curaçao . . .	27,001	16,896	138	44,035	108	—	—	—	28,007	183	—	—
Surinam . . .	15,652	246	82	15,980	139	—	—	—	21,580 <sup>1)</sup>	670	V. col. 75	—





## Lettres-Rebut ordinaires (Non compris les lettres franches de port).

Pays.	Service intérieur.						Service international.					
	Nombre total des lettres de et pour l'intérieur.	Nombre des lettres du service intérieur tombées en rebut.	Rapport pour % de la colonne 91 à la colonne 90.	Nombre des lettres-rebut du service intérieur qui ont pu être remises en distribution ou renvoyées aux expéditeurs.	Rapport pour % de la colonne 93 à la colonne 91.	Nombre des lettres du service intérieur restées en souffrance.	Nombre des lettres expédiées de l'intérieur pour l'étranger.	Nombre des lettres de l'intérieur pour l'étranger qui sont rentrées au bureau des rebuts.	Rapport pour % de la colonne 97 à la colonne 96.	Nombre des lettres-rebut revenues de l'étranger (col. 97) et qui ont pu être remplacées.	Rapport pour % de la colonne 99 à la colonne 97.	Nombre des lettres-rebut envoyées l'étranger qui ont pu être remplacées.
	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101
Allemagne .	468,390,119	860,041	0,18	659,272	76,7	200,772	36,941,459	117,777	0,32	97,881	82,7	20,396
Rép. Argent.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche . .	233,915,742 <sup>5)</sup>	398,409 <sup>5)</sup>	0,17	101,919 <sup>5)</sup>	25,6	296,490 <sup>5)</sup>	37,662,095 <sup>5)</sup>	79,183 <sup>5)</sup>	0,21	13,377 <sup>5)</sup>	16,9	65,406
Hongrie . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Belgique . .	48,456,143 <sup>9)</sup>	91,183 <sup>9)</sup>	0,19	38,999 <sup>9)</sup>	42,8	52,184 <sup>9)</sup>	—	30,664 <sup>9)</sup>	—	18,123 <sup>9)</sup>	59,1	12,541
Danemark . .	23,260,629 <sup>2)</sup>	25,174 <sup>2)</sup>	0,11	11,836 <sup>2)</sup>	43,5	13,328 <sup>2)</sup>	V. col. 90	V. col. 91	—	V. col. 93	—	V. col.
Égypte . . .	2,072,000	19,888	0,96	2,985	15,0	16,903	688,000	4,392	0,64	2,101	47,8	2,291
Espagne . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
États-Unis d'Amérique <sup>1)</sup>	—	2,775,622	—	1,600,791	36,1	1,783,437	—	103,119 <sup>4)</sup>	—	—	—	—
France . . .	406,245,137 <sup>1)</sup>	1,510,407 <sup>1)</sup>	0,37	606,711 <sup>1)</sup>	40,2	903,696 <sup>1)</sup>	32,839,767 <sup>1)</sup>	132,152 <sup>1)</sup>	0,40	87,839 <sup>1)</sup>	66,5	14,313
G <sup>d</sup> e-Bretagne	—	4,638,365	—	4,206,323	90,7	432,042	—	213,724	—	158,869	74,3	54,833
Grèce (1878).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Honduras (Rép.)	74,894	248	0,33	12	4,8	236	9,271	20	0,21	5	25	—
Inde brit. <sup>1)</sup>	118,599,609 <sup>7)</sup>	1,975,647 <sup>7)</sup>	1,66	1,347,134 <sup>7)</sup>	68,1	628,513 <sup>7)</sup>	—	—	—	—	—	—
Italie . . .	114,341,982	363,100	0,38	65,358	18	297,742	14,375,904	44,980	0,36	5,398	12	45,122
Japon . . .	—	10,637	—	1,164	10,9	9,473	—	403	—	278	69	125
Luxembourg.	1,125,140	1,618	0,12	264	16	1,354	707,283	2,410	0,34	309	12,8	2,101
Norvège . . .	9,026,056 <sup>2)</sup>	15,798 <sup>2)</sup>	0,17	6,882 <sup>2)</sup>	43,6	8,916 <sup>2)</sup>	1,591,343 <sup>2)</sup>	11,670 <sup>2)</sup>	0,73	4,902 <sup>2)</sup>	42,01	6,704
Pays-Bas . .	42,899,532 <sup>4)</sup>	54,209 <sup>4)</sup>	0,13	1,334 <sup>4)</sup>	2,5	52,875 <sup>4)</sup>	6,464,576 <sup>4)</sup>	10,129 <sup>4)</sup>	0,15	312 <sup>4)</sup>	3,1	9,807
Perse (1878)	410,130	500	0,12	400	80	100	7,800	26	0,33	—	—	—
Portugal 1878	11,778,902	33,491	0,28	597	1,8	32,897	1,301,751	5,976	0,45	135	2,25	3,811
gal <sup>1)</sup> 1879	12,878,972	32,663	0,25	775	2,4	32,137	1,332,001	6,007	0,45	139	2,31	5,688
Roumanie . .	3,423,900 <sup>6)</sup>	34,323 <sup>6)</sup>	1,00	—	—	—	1,096,030 <sup>6)</sup>	10,383 <sup>6)</sup>	0,95	—	—	—
Russie . . .	78,600,882 <sup>2)</sup>	190,553 <sup>2)</sup>	0,24	2,535 <sup>2)</sup>	1,3	188,018 <sup>2)</sup>	5,261,238 <sup>2)</sup>	9,010 <sup>2)</sup>	0,17	405 <sup>2)</sup>	4,70	8,864
Suède . . .	24,019,514	20,606	0,09	1,235	6,0	19,371	2,332,385	15,524	0,67	476	3,07	13,948
Suisse . . .	45,454,524 <sup>7)</sup>	108,060 <sup>7)</sup>	0,23	—	—	—	10,744,467 <sup>7)</sup>	79,768 <sup>7)</sup>	0,74	—	—	—
<b>Colonies brit. :</b>												
Guyane brit.	562,836	2,600	0,48	—	—	—	125,870	600	0,48	—	—	—
Honduras »	4,655	27	0,58	27	100	—	—	—	—	—	—	—
Hongkong . .	—	240	—	60	25	180	255,340	500	0,19	320	64	181
Seychelles . .	—	—	—	—	—	—	6,662 <sup>1)</sup>	13 <sup>1)</sup>	0,19	13 <sup>1)</sup>	100	—
<b>Colonies fran- çaises :</b>												
Cochinchine .	138,326	334	0,24	5	1,5	329	164,632	112	0,07	—	—	112
Établ <sup>s</sup> franç <sup>s</sup> de l'Inde .	—	—	—	—	—	—	20,530	257	1,25	88	34,2	181
Guadeloupe .	230,859	5,076	2,20	302	5,9	4,774	91,990 <sup>3)</sup>	255 <sup>3)</sup>	0,27	30 <sup>3)</sup>	11,7	253
Guyane franç <sup>e</sup>	—	78	—	9	11,5	69	—	28	—	2	7,1	29
Martinique . .	235,560 <sup>1)</sup>	3,225 <sup>1)</sup>	1,37	48 <sup>1)</sup>	1,5	3,177 <sup>1)</sup>	100,000	280	0,28	215	76,8	63
Mayotte . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nv. Calédonie	89,498 <sup>1)</sup>	534 <sup>1)</sup>	0,6	16 <sup>1)</sup>	3,0	518 <sup>1)</sup>	52,608 <sup>1)</sup>	33 <sup>1)</sup>	0,06	16 <sup>1)</sup>	48,5	17
Réunion . . .	217,933	3,620	1,66	9	0,25	3,611	73,820	361	0,48	91	25	27
St-Pierre et Miquelon .	2,613	10	0,38	—	—	10	—	—	—	—	—	—
<b>Colonies néer- landaises :</b>												
Curaçao . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Surinam . . .	8,471	66	0,78	63	95,5	3	14,323	52	0,36	46	88,46	—



## Résultat financier.

Pays.	Recettes.		Dépenses.													
	TOTAL		Traitements, émoluments, indemnités, etc.				Achat et entretien des bâtiments et du matériel des postes, frais de location, de chauffage et d'éclairage, fournitures de bureaux et autres menus frais.	Frais de transport sur les routes ferrées, pavées, macadamisées, ordinaires, maritimes et fluviales.		Indemnités pour pertes ou avaries des objets recommandés et des envois avec valeur déclarée.		Subventions				
	des RECETTES.		des fonctionnaires et employés.		des facteurs et autres agents subalternes.							aux entrepreneurs de relais de poste.		aux compagnies de navigation.		
	112 Fr.	C.	113 Fr.	C.	114 Fr.	C.	115 Fr.	C.	116 Fr.	C.	117 Fr.	C.	118 Fr.	C.	119 Fr.	
Allemagne <sup>3)</sup>	181,289,750	15	53,856,677	14	35,683,597	53	16,733,701	70	31,386,306	31	170,032	66	92,142	50	250,912	
Rép. Argent.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autriche . .	40,353,685	—	9,029,413	—	6,546,030	—	4,522,145	—	9,142,536	—	70,827	—	2,833,660	—	3,250,000	
Hongrie . .	15,261,279	60	5,424,608 Fr. 33 <sup>75</sup> C.				1,538,302	90	5,164,182	37 <sup>5</sup>	114,631	55	—	—	—	
Belgique . .	11,008,048	01	2,404,633	69	2,944,450	90	659,682	28	592,238 <sup>10)</sup>	93	6,457	70	—	—	635,851 <sup>11)</sup>	
Danemark <sup>3)</sup>	5,433,113	09	1,469,613	31	937,434	81	937,527	07	2,017,892	12	3,204	42	55,530 Fr. 68 C.			
Égypte . .	1,821,803	73	953,863 <sup>7)</sup>	12	11,055 <sup>7)</sup>	09	339,238	35	59,552	48	—	—	—	—	—	
Espagne . .	15,998,315	93	4,405,500 Fr.				314,931	—	109,200	—	2,000	—	1,623,545	—	431,065	
États-Unis d'Amérique <sup>1)</sup>	158,992,329	89	68,757,515	38	18,815,106	99	7,547,011	81	85,631,987	25	—	—	—	—	—	
France . . .	104,769,735	60	15,489,331	36	20,919,692	76	4,878,154	—	7,952,188	—	46,957	—	—	—	23,575,469	
Gde-Bretagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Grèce (1878)	616,425	48	134,271 Fr. 59 C.				46,682	95	190,005 <sup>6)</sup>	24	175	—	V. col. 116	—	V. col. 116	
Honduras (Rép.)	19,130	—	12,570	—	2,035	—	14,965	—	23,255	—	—	—	—	—	37,549	
Inde brit. <sup>1)</sup>	21,082,417	60	12,473,507 Fr. 50 C.				46,970	—	1,837,565 <sup>8)</sup>	—	—	—	V. col. 116	—	1,782,309 <sup>9)</sup>	
Italie . . .	26,998,784	88	7,051,500	—	2,912,108	48	835,000	—	3,270,116	16	6,530	—	19,256	08	8,297,196	
Japon . . .	5,336,240	27	675,445	11	974,759	10	515,589	97	2,201,307	38	—	—	—	—	1,250,000	
Luxembourg.	384,060	89	126,050	96	127,545	68	23,598	39	47,179	98	—	—	—	—	—	
Norvège . .	2,197,566	67	810,602 Fr. 32 C.				—	—	1,208,034	06	22,541	81	—	—	—	—
Pays-Bas . .	8,504,421	98	3,637,605 Fr. 77 C.				1,015,491	85	738,668	33	—	—	—	—	—	436,001
Perse (1878)	245,875	—	93,105 Fr. 25 C.				44,325	—	102,222	80	3,000	—	—	—	—	—
Portu- gal <sup>1)</sup>	2,647,648	34	992,002	55	338,131	75	129,828	81	23,460	87	—	—	507,667	66	65,227	
1879	2,750,330	92	962,537	38	328,886	37	138,299	75	21,672	78	—	—	561,937	05	64,226	
Roumanie . .	3,637,784	55	2,176,319 Fr. 63 C. <sup>7)</sup>				156,836	90	1,876	35	7,983	30	495,000	—	6,563	
Russie . . .	54,645,152	—	15,704,476 Fr.				8,272,836	—	8,039,036	—	571,524	—	25,397,456 <sup>3)</sup>	—	—	
Suède . . .	6,465,410	—	2,794,414	—	677,842	—	545,387	—	2,095,061	—	—	—	—	—	—	
Suisse . . .	16,961,134	61	3,589,523	80	3,414,973	55	1,617,002	69	4,473,182 <sup>9)</sup>	30	200	—	V. col. 116	—	V. col. 116	
Colonies brit.:																
Guyane brit.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Honduras »	8,963	40	4,800	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	69,984	
Hongkong .	511,960	15	151,120	—	9,662	50	11,613	45	25,370	90	—	—	—	—	—	
Seychelles .	7,131	77	2,591	12	150	—	250	—	251	16	—	—	—	—	—	
Colonies fran- çaises :																
Cochinchine .	97,568	21	19,580	—	5,060	—	5,000	—	2,400	—	—	—	—	—	—	
Établ <sup>ts</sup> franç <sup>s</sup> de l'Inde . .	7,893	18	3,950	—	1,370	—	970	—	—	—	—	—	—	—	—	
Guadeloupe .	92,670	89	50,000	—	16,200	—	3,000	—	5,200	—	—	—	38,542	27	13,248	
Guyane franç <sup>e</sup>	11,425	61	7,035	—	10,800	—	2,150	—	—	—	—	—	—	—	8,000	
Martinique .	97,970	04	21,520	—	29,655	—	—	—	21,620	—	—	—	—	—	—	
Mayotte . .	2,467	39	825	—	296	67	52	21	—	—	—	—	—	—	—	
Nv. Calédonie	29,255	66	23,453 Fr. 23 C.				5,048	79	1,739	97	—	—	3,635	76	335,800	
Réunion . .	96,315	13	41,900	—	36,480	—	6,895	—	37,275	—	—	—	—	—	—	
St-Pierre et Miquelon . .	12,013	12	3,500	82	2,112	—	610	52	471	68	—	—	—	—	51,546	
Colonies néer- landaises :																
Curaçao . .	9,346	73	7,400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Surinam . .	13,608	62	4,600	—	1,200	—	500	—	4,800	—	—	—	—	—	—	

## Résultat financier.

Pays.	Dépenses.						Excédant			
	Remboursements payés aux Administrations étrangères.		Autres dépenses diverses.		TOTAL DES DÉPENSES.		DES RECETTES.		DES DÉPENSES.	
	120		121		122		123		124	
	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.
Allemagne <sup>3)</sup> . . . . .	5,273,264	49	17,395,519 <sup>5)</sup>	71	160,842,154	79	20,447,595	36	—	—
Argentine (République) . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche . . . . .	553,442	—	3,257,032	—	35,955,085	—	1,148,600	—	—	—
Bougarie . . . . .	141,101	15	167,169	26,6	12,549,995	57,5	2,711,284	02,5	—	—
Belgique . . . . .	22,784	04	57,865	68	7,323,964	49	3,684,083	52	—	—
Danemark <sup>3)</sup> . . . . .	43,864	23	33,271	46	5,498,338	10	—	—	65,225	01
Égypte . . . . .	42,295	54	135,779 <sup>8)</sup>	18	1,541,783	76	280,019	97	—	—
Espagne . . . . .	215,407	84	133,809	16	7,248,458	—	8,749,857	93	—	—
États-Unis (d'Amérique <sup>1)</sup> ) . . . . .	170,201	60	575,356	99	176,497,180	05	—	—	17,504,850	16
France . . . . .	33,147	10	3,376,580	14	76,271,510	36	28,498,225	24	—	—
Grande-Bretagne . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grèce (1878) . . . . .	42,692	27	—	—	413,827	05	202,598	43	—	—
Honduras (République de) . . . . .	—	—	—	—	90,365	—	—	—	71,235	—
Inde britannique <sup>1)</sup> . . . . .	1,480,420	—	2,835,972	50	20,456,735	—	625,682	60	—	—
Italie . . . . .	117,866	45	737,977	91	23,247,551	15	3,751,233	73	—	—
Japon . . . . .	31,617	72	480,203	31	6,128,922	59	—	—	792,682	32
Luxembourg . . . . .	28,566	37	4,671	71	357,613	09	26,447	80	—	—
Norvège . . . . .	165,338	79	200,535	57	2,407,052	55	—	—	209,185	88
Pays-Bas . . . . .	210,085	99	53,095	85	6,090,949	21	2,413,472	77	—	—
Persé (1878) . . . . .	—	—	21,874	—	264,527	05	18,652	05	—	—
Portugal <sup>1)</sup> } 1878 . . . . .	72,516	11	136,445	10	2,265,280	77	382,367	57	—	—
Portugal <sup>1)</sup> } 1879 . . . . .	15,171	60	167,833	05	2,260,564	16	489,766	76	—	—
Roumanie . . . . .	433,681	—	932	40	3,279,193	43	358,591	12	—	—
Russie . . . . .	602,828	—	245,500	—	58,833,656	—	—	—	4,188,504	—
Suède . . . . .	27,648	—	179,560	—	6,319,912	—	145,498	—	—	—
Suisse . . . . .	2,022,945	74	51,723	21	15,169,551	29	1,791,583	32	—	—
<b>Colonies britanniques:</b>										
Guyane britannique . . . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Honduras » . . . . .	—	—	2,534	40	77,318	40	—	—	68,355	—
Hongkong . . . . .	222,603	—	—	—	420,369	85	91,590	30	—	—
Seychelles . . . . .	111	46	—	—	3,353	74	3,778	03	—	—
<b>Colonies françaises:</b>										
Cochinchine . . . . .	15,600	—	—	—	47,640	—	49,928	21	—	—
Établ <sup>ts</sup> franç <sup>s</sup> de l'Inde . . . . .	—	—	134 <sup>1)</sup>	68	6,424	68	1,468	50	—	—
Guadeloupe . . . . .	1,160	44	2,000	—	129,350	71	—	—	36,679	82
Guyane française . . . . .	—	—	—	—	19,985	—	—	—	8,559	39
Martinique . . . . .	12,000	—	5,000	—	97,795	—	175	04	—	—
Mayotte . . . . .	—	—	—	—	1,173	88	1,293	51	—	—
Nouvelle Calédonie . . . . .	28,000	—	3,000	—	400,677	75	—	—	371,422	09
Réunion . . . . .	15,000	—	—	—	137,550	—	—	—	41,234	87
St-Pierre et Miquelon . . . . .	—	—	2,572	74	60,814	15	—	—	48,801	03
<b>Colonies néerlandaises:</b>										
Curaçao . . . . .	—	—	—	—	7,400	—	1,946	73	—	—
Surinam . . . . .	—	—	—	—	11,100	—	2,508	62	—	—

## OBSERVATIONS.

*Les Pays et les Colonies qui ne sont pas mentionnés dans les tableaux précédents, n'ont transmis au Bureau international une communication concernant la statistique.*

*Les tirets dans les colonnes indiquent que les renseignements sont défaut, ou bien que le service auquel la colonne se rapporte n'existe pas.*

### Allemagne.

1° Dans ces chiffres sont compris les employés des télégraphes, les deux services étant fusionnés.

2° Ces chiffres ne se rapportent qu'aux abonnements pris par l'intermédiaire des bureaux de poste.

3° Le résultat financier comprend, pour ce qui concerne le ressort postal de l'Empire Allemand (l'Allemagne moins la Bavière et le Wurtemberg), les recettes et les dépenses des postes et des télégraphes.

4° Y compris les remboursements reçus des administrations étrangères et fr. 17,838,740 de recettes télégraphiques.

5° Y compris fr. 2,565,606. 06 de dépenses extraordinaires.

### Autriche.

1° Y compris le service international.

2° Le nombre de ces objets est aussi compris dans le chiffre donné séparément pour chaque catégorie de correspondance, dans les colonnes précédentes.

3° Sont compris dans les lettres affranchies.

4° Ces chiffres se rapportent aux envois contre remboursement.

5° Y compris les lettres franches de port, les cartes postales, les imprimés, les échantillons de marchandises et les mandats-poste.

### Hongrie.

1° Cette proportion est inférieure au chiffre réel, vu que le nombre des lettres expédiées pour l'étranger ne comprend pas les lettres à destination de l'Allemagne.

2° Ces chiffres se rapportent aux envois contre remboursement.

3° Ces chiffres se rapportent aux envois contre remboursement.

4° Les données statistiques relatives à ces envois ne comprennent pas l'échange de la Hongrie avec l'Allemagne. Cet échange (expédition et réception) a donné: *lettres affranchies* 2,184,846, *lettres non ou insuffisamment affranchies* 183,780, *lettres franches de port* 147,466, *cartes postales simples* 485,078, *imprimés* 1,001,402, *échantillons* 164,181, *envois recommandés* 149,432, *colis ordinaires* 148,662, *colis et lettres avec déclaration de valeur*: nombre 91,014, valeur fr. 64,325,725.

5° Le nombre de numéros des journaux expédiés pour ou reçus de l'étranger et celui des journaux ayant transité à découvert par la Hongrie est de 8,624,940.

6° Y compris les lettres avec valeur déclarée.

### Belgique.

1° Y compris 19 bureaux ambulants, 37 bureaux-relais et 6 bureaux-annexes.

2° Ces voies maritimes sont les suivantes: Ostende à Douvres, 114 kilom.; Anvers à Buenos-Ayres, 11,853 kilom.; Anvers à New-York, 6191 kilom. et Anvers à Philadelphie, 6454 kilom.

3° Ce chiffre comprend les trajets suivants; entre Ostende et Douvres 166,440 kilom.; entre Anvers et Buenos-Ayres 853,416 kilom.; entre Anvers et New-York 272,404 kilom. et entre Anvers et Philadelphie 219,436 kilom.

4° Y compris 477,914 objets recommandés d'office.

5° Ces chiffres comprennent les mandats de service émis pour la liquidation des quittances encaissées et des abonnements: nombre 313,448, valeur fr. 11,787,617. 34.

6° Quittances: nombre 712,701, valeur fr. 12,926,470.

7° Y compris 527 envois recommandés d'office.

8° Y compris 700 envois recommandés d'office.

9° Y compris les envois recommandés et les lettres à valeur déclarée.

10° Ce chiffre ne comprend ni les frais supportés par la poste pour le service des paquebots d'Ostende à Douvres ni la dépense résultant, pour le chemin de fer de l'Etat, de la traction des bureaux ambulants et du transport des dépêches postales.

11° La poste fait en outre abandon aux compagnies de navigation dont il s'agit du produit des taxes postales des correspondances transportées sur leurs lignes.

### Danemark.

1° Ces chiffres se rapportent aux lettres et paquets contre remboursement.

2° Y compris les lettres pour l'étranger, rentrées en Danemark.

3° Les résultats financiers portent sur l'exercice qui a commencé le 1<sup>er</sup> avril 1879 et fini le 31 mars 1880.

### Égypte.

1° Ces chiffres ne s'appliquent qu'à l'Égypte proprement dite, c'est-à-dire non compris la Nubie, le Darfour et le Kordofan.

2° Y compris les bureaux ordinaires et de simple distribution, établis dans le Soudan.

3° Sur le canal maritime de Suez et sur le Nil blanc.

4° Service à dromadaire.

5° Y compris les journaux et autres publications périodiques.

6° Nombre des voyageurs transportés par les canaux à vapeur sur le canal maritime de Suez.

7° Non compris les traitements, etc., du personnel du Soudan qui dépend du Gouvernement général de cette région.

8° Y compris fr. 101,383. 31 de pensions et gratifications payées aux employés licenciés.

### Espagne.

1° Le poids net des journaux et autres publications périodiques était de kilogr. 994,541. 460.

2° Le poids net des imprimés, autres que les journaux, était de kilogr. 679,025. 130.

### États-Unis d'Amérique.

1° Les renseignements statistiques portent sur l'année financière qui a commencé le 1<sup>er</sup> juillet 1878 et fini le 30 juin 1879.

2° Non compris les boîtes établies aux bureaux de poste.

3° Y compris les journaux et autres publications périodiques ainsi que les papiers d'affaires.

4° Y compris les imprimés, les échantillons de marchandises et les objets recommandés.

### France.

1° Y compris les valeurs déclarées et les lettres recommandées.

### Grèce.

1° Savoir: 182 kilomètres par voiliers, 7022 par bateaux à vapeur helléniques, et 1616 kilomètres par bateaux à vapeur Lloyd autrichien.

2° Les parcours effectués par les services à cheval se font

2 fois par semaine sur 140 kilomètres,

4 " " " " 2520 " "

6 " " " " 2600 " "

3° Les parcours effectués par les services à pied se font

2 fois par semaine sur 10,605 kilomètres,

4 " " " " 220 " "

4° Le nombre des kilomètres parcourus est

1° par voiliers, de 991 kilomètres par semaine,

2° par paquebots-poste helléniques, de 9168 kilomètres, par quinzaine,

3° par paquebots-poste du Lloyd autrichien, de 3522 kilomètres par semaine.

5° L'affranchissement est obligatoire dans l'intérieur de la Grèce.

6° Y compris les subventions payées aux entrepreneurs relais de poste et aux compagnies de navigation.

### Honduras (République de).

1° Ce chiffre nous a été communiqué par l'Administration des postes de Honduras; mais dans les ouvrages de géographie la superficie de ce pays est évaluée à plus de 120,000 kilomètres carrés.

### Inde britannique.

1° Les renseignements portent sur l'année financière qui a commencé le 1<sup>er</sup> avril 1878 et fini le 31 mars 1879.

2° Non compris 1030 bureaux de poste de district.

3° En ajoutant au nombre des bureaux de poste de l'Etat, des bureaux de poste de district, il y aurait 35,236 habitants par bureau de poste.

4° Non compris 1441 boîtes à lettres établies par les services de district.

5° Non compris 48,911 kilomètres sur des routes exploitées par les postes de district.

6° Sont compris dans les services par voies ordinaires (voir colonne 11).

7° Y compris les lettres franches de port et les envois recommandés.

8° Y compris la subvention payée aux entrepreneurs de services de poste.

9° Y compris fr. 2300 payés aux capitaines de navires pour le transport des correspondances.

### Italie.

1° Le nombre de kilomètres exploités journalièrement sur les voies ferrées était de 81,386.

2° Le nombre de lieues exploitées sur les voies maritimes est de 649,120 par an.

3° Le nombre de kilomètres exploités sur les lacs et sur les voies fluviales était de 665 par jour.

### Luxembourg.

1° Y compris les lettres avec déclaration de valeur.

### Norvège.

1° Ces chiffres se rapportent aux envois contre remboursement.

2° Y compris les cartes postales, les envois recommandés et les lettres avec déclaration de valeur.

### Pays-Bas.

1° Le chiffre respectif pour l'année 1878 devait être de 1301 au lieu de 1499.

2° Y compris le nombre de kilomètres parcourus par les agents convoyeurs.

3° Y compris le nombre de kilomètres parcourus par les agents employés à la distribution des correspondances.

4° Y compris les objets recommandés, les envois exprès et les lettres avec déclaration de valeur.

### Perse.

1° La population de la Perse est évaluée à 6 ou 7 millions d'habitants.

### Portugal.

1° Les renseignements statistiques portent sur les années financières qui ont commencé respectivement les 1<sup>er</sup> juillet 1878 et 1879 et fini les 30 juin 1879 et 1880.

2° Y compris la surface occupée par les eaux. Ce chiffre n'indique que la superficie de la partie continentale du Portugal.

3° Y compris les papiers d'affaires.

4° Y compris les journaux, les échantillons de marchandises et les papiers d'affaires.

### Roumanie.

1° Dans ces chiffres sont compris les employés des télégraphes, les deux services étant fusionnés.

2° Y compris le nombre de kilomètres parcourus par les wagons-poste ordinaires.

3° Ces chiffres se rapportent au service de la poste rurale.

4° Y compris les journaux et autres publications périodiques.

5° Y compris les groupes.

6° Y compris les envois recommandés.

7° Y compris les traitements payés aux fonctionnaires et employés des télégraphes.

### Russie.

1° En 1878 le nombre des lettres affranchies était de 68,884,058. La différence si considérable s'explique par le fait que, après la fin de la guerre Russo-Turque et le retour des troupes en Russie le nombre des lettres ordinaires a diminué de plus de 8 millions.

2° Y compris les cartes postales, les envois recommandés et les lettres avec déclaration de valeur.



3° Dont seulement  $\frac{1}{3}$  pour les services rendus à l'Administration des postes; les  $\frac{2}{3}$  restants représentent les services rendus aux voyageurs.

#### Suède.

1° Ces chiffres se rapportent aux envois contre remboursement.

#### Suisse.

1° Recensement de 1870.

2° Non compris les correspondances officielles du service des postes et des télégraphes.

3° Ce chiffre comprend les journaux originaires de la Suisse et à destination tant de la Suisse que de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

4° Y compris les petits colis ouverts, dont le port est de 10 c<sup>oo</sup> jusqu'à 250 grammes, et les colis jusqu'à 2 kilogr. soumis à la taxe des articles de messagerie, mais expédiés avec les correspondances.

5° Y compris les lettres contenant des valeurs déclarées.

6° Ce chiffre ne comprend que les journaux originaires de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

7° Y compris les cartes postales.

8° Y compris le produit des timbres-taxé (fr. 2,113,555.70) qui, en 1878, figurait sous « produit de la vente des timbres-poste ».

9° Y compris les subventions payées aux entrepreneurs de relais de poste et aux compagnies de navigation.

#### Colonies britanniques.

##### *Guyane britannique.*

1° Y compris les journaux et autres publications périodiques, ainsi que les échantillons de marchandises.

2° Y compris les journaux et autres publications périodiques.

##### *Hongkong.*

1° Le ressort de l'Administration des postes britannique à Hongkong renferme la petite île de Hongkong et les côtes de la Chine et du Japon.

2° Savoir: Sur voies maritimes 2,400,000 kilomètres, voies fluviales 210,000 kilomètres.

##### *Seychelles.*

1° Y compris les envois recommandés.

#### Colonies françaises.

##### *A. Établissements français de l'Inde.*

1° Y compris fr. 63.05 de remise sur le produit de la vente des timbres-poste.

##### *B. Guadeloupe.*

1° Ce chiffre comprend 19,892 immigrants affectés aux cultures et 858 hommes de garnison.

2° Ce service est dirigé par le chef du service des contributions sous les ordres du Directeur de l'Intérieur.

3° Y compris les lettres franches de port.

##### *C. Martinique.*

1° Y compris les lettres franches de port.

##### *D. Nouvelle Calédonie.*

1° Y compris les lettres franches de port.

##### *E. St-Pierre et Miquelon.*

1° Y compris les journaux et autres publications périodiques.

#### Colonies néerlandaises.

##### *Surinam.*

1° Y compris les papiers d'affaires.

